



# RAPPORT ANNUEL 2025

*Solutions***30**

Solutions pour les Nouvelles Technologies



Energy



Connectivity



Technology

# Message du Conseil de Surveillance

---

En 2025, Solutions30 a encore renforcé son cadre de gouvernance afin d'accompagner la transformation du Groupe dans un environnement de plus en plus exigeant, en particulier dans le secteur de la connectivité. La coopération étroite entre le Conseil de Surveillance et le Directoire a permis d'assurer et de confirmer une forte convergence autour des priorités stratégiques du Groupe pour l'année à venir, notamment le recentrage du portefeuille d'activités, l'amélioration des marges, le renforcement de la génération de trésorerie et la création de valeur pour l'ensemble des parties prenantes.

Les évolutions au sein du Conseil de Surveillance ont reflété cette ambition, avec la reconduction de Pascale Mourvillier en tant que membre du Conseil de Surveillance et Présidente du Comité d'Audit, des Risques et de la Conformité, l'arrivée d'Olivier Domergue d'abord comme membre du Conseil de Surveillance puis comme Directeur Général en charge de la Performance au sein du Directoire à compter du 1er janvier 2026 ainsi que la nomination de Paola Bruno en tant que Vice-Présidente du Conseil de Surveillance et celle de Maria Zesch en tant que membre du Conseil de Surveillance. Avec un Conseil composé de cinq membres expérimentés et indépendants, dont trois femmes, le Conseil de Surveillance est pleinement préparé aux missions qui l'attendent.

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude à Alexander Sator, mon prédécesseur à la présidence du Conseil de Surveillance, qui a siégé au Conseil depuis 2015 et soutenu Solutions30 pendant plus d'une décennie. Il a quitté l'entreprise le 31 décembre 2025. Son engagement et sa contribution ont été déterminants dans le développement du Groupe.

Au nom du Conseil de Surveillance, je tiens à réaffirmer notre confiance dans la stratégie du Groupe et notre détermination à l'accompagner dans les années à venir.

Thomas Kremer  
Président du Conseil de Surveillance





# Message du Directoire

L'année 2025 a été marquée par des défis importants, des transformations profondes et des avancées qui confortent notre vision de long terme.

Dans un environnement de marché contrasté, nous avons poursuivi avec détermination la mise en œuvre de notre stratégie de recentrage. En France, dans les télécommunications, nous avons engagé une transformation en profondeur de notre modèle opérationnel, de façon à nous adapter aux nouvelles réalités de ce marché sur lequel nous entendons rester sélectifs à l'avenir. Nous avons par ailleurs mené à bien notre retrait du marché britannique ainsi que de celui des télécommunications en Espagne.

En parallèle, la bonne tenue des autres activités du Groupe a confirmé la pertinence de notre positionnement. Le secteur de l'énergie continue de s'imposer comme un puissant relais de croissance, en particulier en France. En Belgique, après une période d'ajustements du marché, le retour progressif à un niveau d'activité normal dans la fibre se confirme. En Allemagne, notre développement structuré, soutenu par un environnement d'investissement favorable, continue de démontrer le potentiel de long terme de ce marché stratégique. Dans les autres pays, et notamment en Italie et en Espagne, les plans de transformation engagés ont commencé à porter leurs fruits, avec une amélioration notable des performances opérationnelles.

L'année 2025 a également été jalonnée d'étapes structurantes pour Solutions30. Nous avons poursuivi le renforcement de notre organisation, avec la nomination de nouveaux dirigeants venus consolider les équipes de direction au plus près des marchés, ainsi que l'arrivée d'Olivier Domergue au sein du Directoire à compter du 1er janvier 2026, pour piloter étroitement l'amélioration de la performance opérationnelle du Groupe et ainsi soutenir la progression de ses marges et de sa génération de trésorerie. Dans le même temps, l'acquisition d'Elektra Realizacje en Pologne est venue renforcer notre présence dans l'énergie, un segment au cœur de notre trajectoire de développement.

L'obtention de certifications majeures a confirmé la reconnaissance de nos standards en matière de qualité, de durabilité et de conformité. Enfin, l'inauguration de projets emblématiques, dont la plus grande centrale solaire d'Europe, témoigne de notre capacité à contribuer aux grandes mutations actuelles des infrastructures énergétiques et numériques.

Fidèles à notre modèle multi-technique et multi-local, et forts de nos relais de croissance solides, nous abordons 2026 avec détermination. Notre mobilisation collective reste entière pour poursuivre le redressement de la performance du Groupe et retrouver un chemin de création de valeur durable.

Nous vous remercions chaleureusement pour votre confiance renouvelée, votre engagement et votre fidélité. Ensemble, nous construisons l'avenir de Solutions30.

Le Directoire



# Notre Mission

**Rendre accessible à tous, particuliers et entreprises, les mutations techniques et technologiques qui transforment notre vie quotidienne.**

La transformation numérique et la transition énergétique changent le monde, bouleversent la société et chamboulent les usages. Au cœur de cette mutation, les équipes de Solutions30 SE et ses filiales (« Solutions30 ») se mobilisent chaque jour, dans les territoires et partout en Europe, pour faire de ces grandes tendances une réalité. Déployer des nouvelles technologies, équiper les entreprises et les foyers, accompagner les utilisateurs : c'est notre engagement pour contribuer à l'essor d'un monde toujours plus interconnecté, toujours plus durable.

## Nos Valeurs

### Innovation



Une approche basée sur des technologies innovantes pour dépasser les attentes de nos clients et trouver de nouvelles solutions pour répondre à leurs besoins.

### Entrepreneuriat



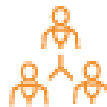
L'autonomie et la responsabilité sont essentielles dans l'organisation.

### Engagement



Un engagement permanent en faveur d'un monde plus durable et connecté, en faveur de la satisfaction client et de la création de valeur.

### Proximité



Une grande proximité avec nos clients et partenaires afin de construire des relations de confiance et solides.

### Agilité



Une organisation agile pour une plus grande efficacité et une capacité à s'adapter rapidement à la demande des clients dans un monde en constante évolution.

### Professionnalisme



Notre professionnalisme passe par la formation et le développement de nos compétences ainsi que l'intégrité et l'éthique dans nos comportements, sources d'excellentes performances.



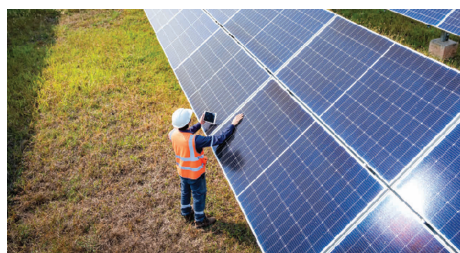
# Une expertise diversifiée

Nous déclinons une offre de services multi-techniques de proximité pour accélérer la transformation digitale et la transition énergétique.

Partie prenante de la révolution digitale et écologique, Solutions30 connecte les entreprises comme les particuliers aux réseaux, assure l'installation et la maintenance d'équipements techniques et assiste les utilisateurs finaux.

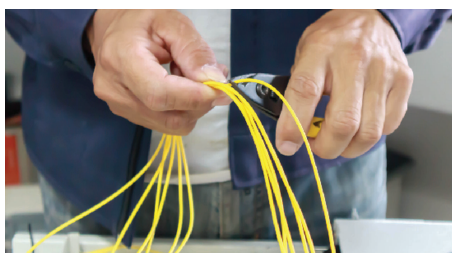
Solutions30 permet à ses clients, grands groupes internationaux, d'accélérer les temps de déploiement et d'adoption des nouvelles technologies et de proposer aux utilisateurs finaux une expérience fluide et sans couture.

## Energy



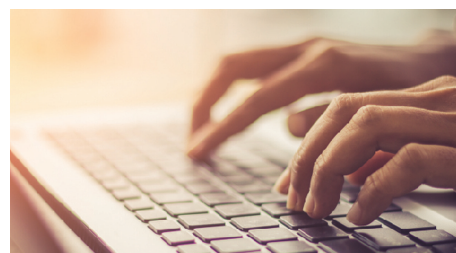
- ✓ Réseaux électriques
- ✓ Photovoltaïque
- ✓ Chargeurs de véhicules électriques
- ✓ Compteurs intelligents

## Connectivity



- ✓ Constructions de réseaux fibre
- ✓ Connexions clients
- ✓ Réseau fixe historique
- ✓ Mobile

## Technology



- ✓ Informatique & Retail
- ✓ Rail
- ✓ IoT
- ✓ Villes intelligentes
- ✓ Sécurité

## Nos services

### DÉPLOIEMENT

Installation et intégration d'équipements, déploiement et mise à niveau de réseaux, intervention chez l'utilisateur final

### MAINTENANCE

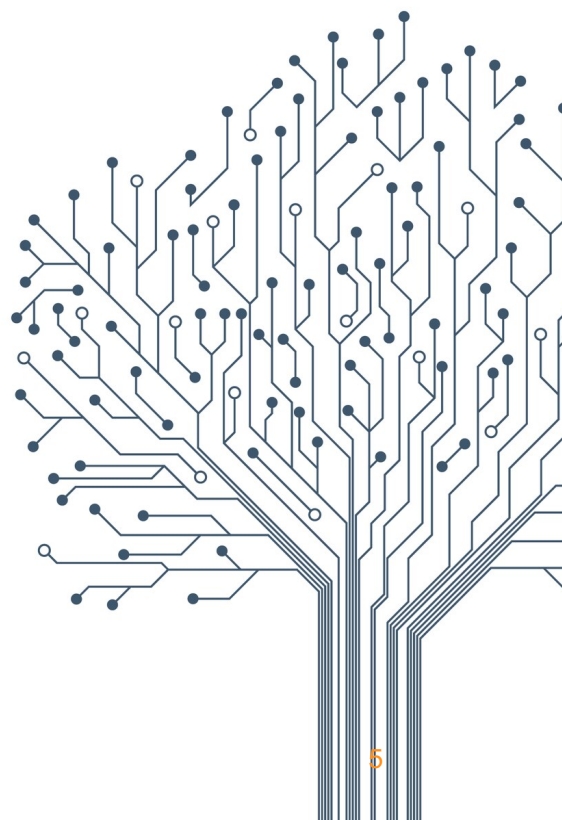
Maintenance préventive et curative, assistance aux utilisateurs

### SERVICES SUPPORT

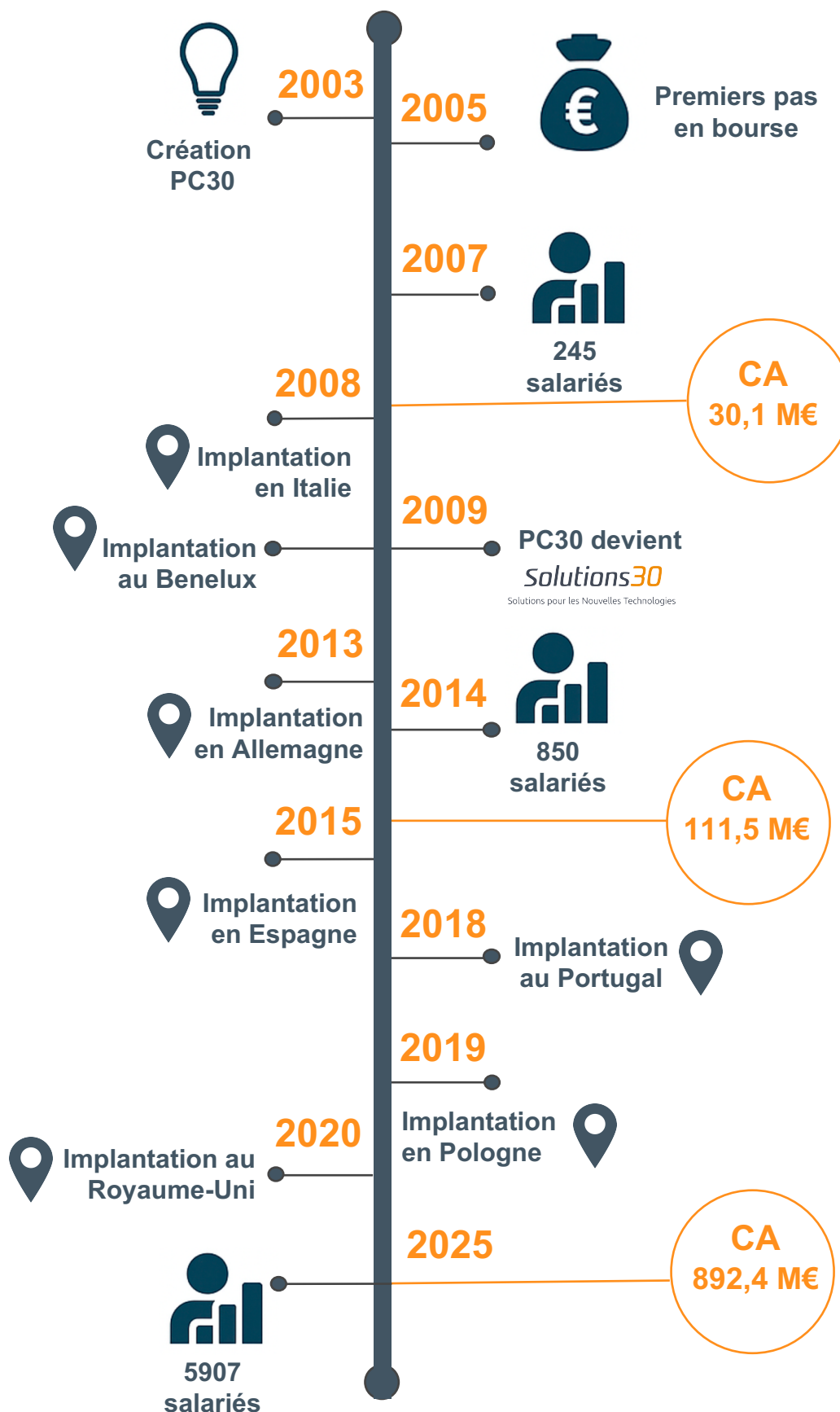
Expérience utilisateur, contrôle qualité, automatisation des process

### GESTION DE PROJET

Études & audit, planification, optimisation et suivi



# Histoire





# Implantation Une large empreinte européenne



Les techniciens **SOLUTIONS30** interviennent directement auprès des utilisateurs (particuliers ou entreprises) pour le compte de grands groupes dont ils sont le visage. Ils constituent un maillon clé dans l'expérience utilisateur et la gestion de la relation clients.

La densité du réseau SOLUTIONS30 permet de garantir la mise à disposition du bon technicien, au bon endroit, au bon moment et au meilleur prix, tout en accompagnant les calendriers de déploiement les plus exigeants.

## Une solide plateforme technique, colonne vertébrale de l'efficacité du Groupe

Depuis sa création en 2003, **SOLUTIONS30** est le partenaire de confiance des principaux groupes de technologie et énergéticiens.

Pour conjuguer croissance et efficacité opérationnelle, l'organisation s'appuie sur une plateforme informatique qui garantit la mise à disposition des bonnes compétences au bon endroit, au bon moment et au meilleur prix.

Entre 1 et 2% du chiffre d'affaires sont investis dans cette plateforme, colonne vertébrale de l'organisation, chaque année et depuis l'origine du Groupe.

## Acquisitions



**Acquisition d'une participation majoritaire dans Elektra Realizacje sp. z o.o..** L'entreprise propose une large gamme de services, notamment le remplacement de postes de transformation, le démantèlement et le remplacement d'appareillages de commutation, ainsi que la maintenance d'équipements électriques.



**Solutions30 devient majoritaire au capital de SO-TEC,** entreprise française spécialisée dans la conception et la réalisation de structures pour centrales photovoltaïques, et renforce son positionnement sur le marché du photovoltaïque en France.



**C3 Green est un cabinet de conseil spécialisé dans le développement de projets éoliens, solaires et de biogaz.** Cette acquisition renforce notre position dans les énergies renouvelables et élargit notre offre de services.

# Performance financière

## Chiffres clés 2025



**892,4 M€**  
Chiffre d'affaires 2025

En millions d'Euros



**16 000**  
Techniciens experts



**23 %**  
Croissance moyenne annuelle depuis 2007

Nombre d'interventions quotidiennes

**+ 80 000**  
Depuis 2003  
**+ 65 millions**



**EBITDA AJUSTÉ**  
**65,2 M€**

En millions d'Euros



**RESULTAT NET -  
PART DU GROUPE**  
**(60,7) M€**

En millions d'Euros



**FREE CASH FLOW**  
**15,0 M€**

En millions d'Euros



**TRESORERIE NETTE**  
**(36,3) M€**

En millions d'Euros



# Gouvernance

## Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance indépendant pour superviser la gestion du Groupe et conseiller le Directoire, tout en veillant au respect des règles et réglementations applicables.

Le Conseil de Surveillance est composé de 5 membres, tous indépendants, et s'appuie sur trois sous-comités spécialisés : le Comité Nominations et Rémunérations, le Comité Audit, Risques et Conformité et le Comité Stratégie et ESG.



**Thomas KREMER**

Président du Conseil de Surveillance depuis novembre 2024 et membre du Conseil de Surveillance depuis juin 2022  
Comité Stratégie et ESG; Comité Audit, Risques et Conformité; Comité des Nominations & des Rémunérations

Allemand – Membre indépendant



**Paola BRUNO**

Vice-Présidente du Conseil de Surveillance depuis janvier 2025 et membre du Conseil de Surveillance depuis juin 2023  
Comité Stratégie & ESG  
Comité des Nominations & des Rémunérations

Italienne – Membre indépendante



**Pascale MOURVILLIER**

Membre du Conseil de Surveillance depuis décembre 2021  
Présidente du Comité Audit, Risques et Conformité  
Comité Stratégie et ESG

Française – Membre indépendante



**Yves KERVEILLANT**

Membre du Conseil de Surveillance depuis avril 2019  
Comité Audit, Risques et Conformité  
Comité Nominations et Rémunérations

Français – Membre indépendant



**Maria ZESCH**

Membre du Conseil de Surveillance depuis Octobre 2025

Autrichienne – Membre indépendante

## Directoire

Le Directoire concentré sur la bonne exécution de la stratégie de croissance rentable.

Le Directoire est composé de 5 membres et s'appuie sur deux types de comités exécutifs, Groupe (fonctions supports et transverses) et Pays (gestion opérationnelle).



**Gianbeppi FORTIS**

Co-fondateur et Président du Directoire depuis 2005

Italien



**Amaury BOILOT**

Secrétaire Général  
Membre du Directoire depuis mai 2017

Français



**Luc BRUSSELAERS**

Directeur Général en charge des Ventes  
Membre du Directoire depuis juillet 2020

Belge



**Wojciech POMYKALA**

Directeur Général en charge des Opérations  
Membre du Directoire depuis février 2023

Polonais



**Olivier DOMERGUE**

Directeur Général en charge de la Performance  
Membre du Directoire depuis janvier 2026

Français

# Faits Marquants 2025



France : participation au Salon Eneagaia



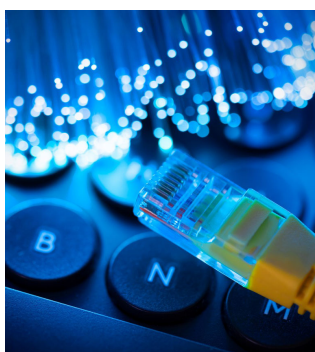
Espagne : contrat avec Fastned



Pologne : extension de partenariat avec Orange



Italie : S30 et SEEDS unissent leurs forces pour la sécurité des réseaux



Italie : renouvellement de contrat de FiberCop



Allemagne : projet FTTH à Köngen



Belgique : modernisation de la signalisation ferroviaire



France : S30 accompagne la SNCF dans la médiation sociale



Pologne : partenariat EVC



France: projet PV flottant Geugnon



Belgique : 100 km de câbles basse tension installés



S30 au Xurrent Connect 2025



Italie et France : Partenariat avec Spirii



Lancement de nouveau site web



Groupe : Participation à la conférence TPICAP



Participation à Intersolar Europe 2025



# Un modèle d'affaires unique positionné sur des marchés attractifs

## RESSOURCES ET PARTIES PRENANTES

### Capital humain

**5907** Collaborateurs<sup>1</sup>  
(992 femmes) formés au code de conduite et aux politiques du Groupe  
**28** centres de formation  
**86** nationalités

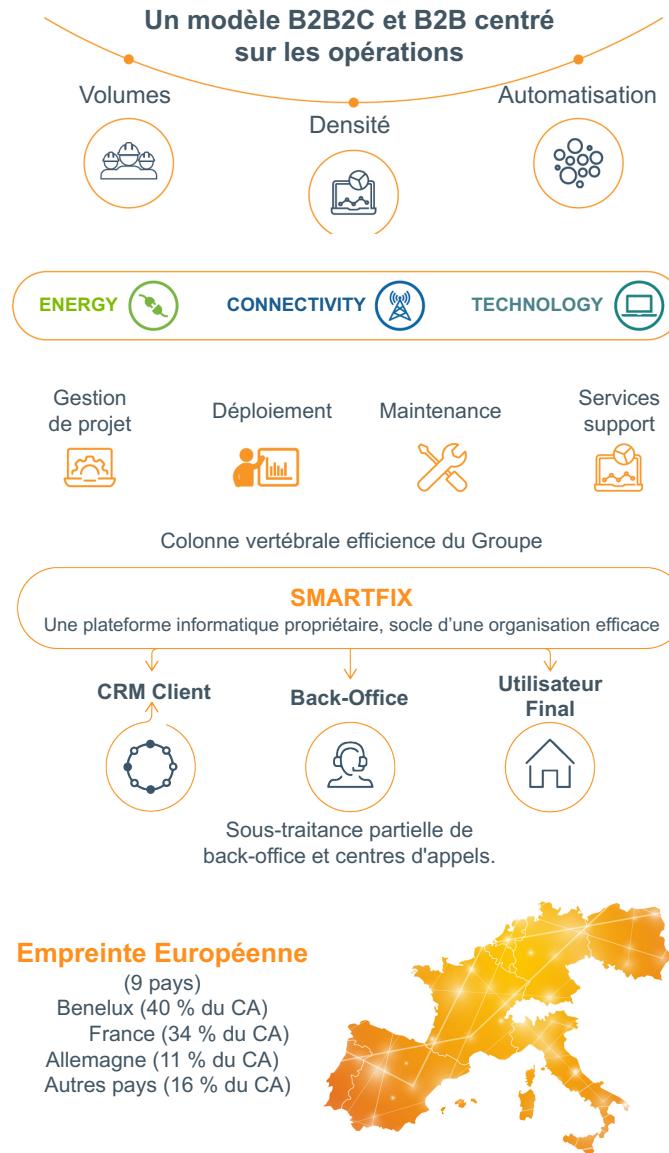
### Capital industriel et relationnel

Smartfix  
MySupplace

### Capital financier

**Contrats pluriannuels** et récurrents, d'une durée moyenne de 3 ans  
**800** clients dans des secteurs d'activité diversifiés  
**892 M€** de chiffre d'affaires  
**-36 M€** de trésorerie nette de dette bancaire

<sup>1</sup> effectif moyen (sans prendre en compte le Royaume-Uni et l'activité Connectivité en Espagne).



**Tendances de fond porteuses :**  
**Transition énergétique, transformation numérique**

## IMPACT ET CRÉATION DE VALEUR

### Employés

**163 965** heures de formation en 2025  
**72%** du personnel couvert par ISO 45001 ou par VCA\*\*  
**92%** du personnel en CDI

### Environnement

**18 %** du CA aligné sur la taxonomie verte.  
**50%** du du personnel couvert par ISO 14001 (France, Espagne, Italie, Lux)

### Clients

**80 000** interventions quotidiennes standardisées

### Société / Communautés locales

**88 %** du CA lié à la transformation numérique et à la transition énergétique  
Recours à des sous-traitants locaux

### Finance / partage de la valeur

#### Engagement extra-financier :

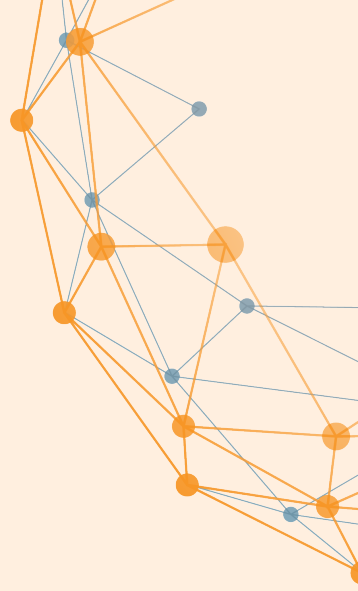
- SBTi
- Pacte mondial des Nations Unies
- Charte RFAR
- Partage de la valeur

Valeur économique distribuée principalement aux employés (29,4%) et sous-traitants (65,9%) du groupe

## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



# Une stratégie de croissance durable qui repose sur de grandes tendances structurelles porteuses



## Transformation numérique

Socle de la révolution numérique, les réseaux sont toujours plus sollicités pour répondre aux nouveaux usages :

- Multiplication des écrans et des connexions simultanées, contenus toujours plus riches, généralisation de la vidéo et du streaming, augmentation du télétravail ;
- Ville connectée, industrie 4.0, véhicules autonomes, bâtiments intelligents, objets connectés et edge-computing demain.

Les réseaux fixes et mobiles s'adaptent et se développent: le haut et le très haut débit transforment la façon dont nous vivons, dont nous nous déplaçons, dont nous travaillons, dont nous nous divertissons. En pleine pandémie puis avec l'essor du télétravail et des réunions virtuelles, les réseaux sont plus sollicités que jamais.

**Aujourd'hui, tous les pays d'Europe se dotent de réseaux de télécommunications de plus en plus performants. Solutions30 est présent aux côtés des opérateurs nationaux pour réaliser les déploiements, raccorder les abonnés, faciliter l'adoption de nouvelles technologies et assister leurs utilisateurs.**

## Transition énergétique

Les économies d'énergie, la souveraineté énergétique des États Européens et les énergies renouvelables deviennent réalité face au contexte géopolitique et à l'urgence climatique.

Les implications sont nombreuses pour les grands énergéticiens :

- Déploiements de compteurs d'électricité et de gaz intelligents pour mieux prévoir et maîtriser les consommations d'énergie ;
- Développement de capacités de production d'électricité photovoltaïques et éoliennes pour mettre en œuvre la transition vers les énergies renouvelables ;
- Installations de bornes de recharge pour accompagner le développement de la mobilité électrique ;
- Adaptation des réseaux conçus à l'origine pour être alimentés par un nombre restreint de sites de production mais qui le sont aujourd'hui par un nombre croissant de producteurs disséminés sur les territoires.

**La nécessité d'accroître les infrastructures de recharge pour accélérer l'essor de la mobilité électrique, le potentiel solaire lié aux gisements inexploités sur toiture, au sol ou sur les parkings, le déploiement d'objets connectés pour gérer sa consommation d'énergies, la maintenance des smart grids sont autant d'opportunités de croissance pour Solutions30.**



# Performance extra-financière

## Consolidation des engagements

Depuis plus de six ans, Solutions30 renforce son approche stratégique en matière de responsabilité sociétale, en déployant des actions structurantes alignées sur les meilleures pratiques internationales. En 2025, le Groupe a intensifié ses efforts à travers plusieurs initiatives clés illustrant son ambition et son engagement envers le développement durable :

- **Soumission de nos objectifs de réduction des émissions de GES (Scopes 1, 2 et 3) au SBTi.**
- **Renouvellement de notre engagement auprès du United Nations Global Compact et des ODD.**
- **Révision annuelle de l'Évaluation de Double Matérialité (EDM)**, assurant son actualisation continue.
- **Calcul de l'empreinte carbone selon le Protocole GHG**, avec vérification par une entité externe.
- **Mise en œuvre du plan de réduction des émissions**, en cohérence avec les objectifs validés par le SBTi.
- **Poursuite du programme de mentorat FemmesForce**, favorisant l'égalité de genre, le développement des compétences et la représentativité des femmes.
- **Amélioration continue de la collecte et du traitement des données ESG**, afin d'en garantir la précision et la cohérence.
- **Déploiement d'une méthodologie de gestion des risques ESG**, intégrant pleinement les enjeux de durabilité dans la gestion globale du Groupe.
- **Maintien des certifications ISO existantes**, soutenant la performance et l'amélioration continue des systèmes de gestion.
- **Renforcement progressif des pratiques d'achats**, en vue de l'obtention de la Labellisation RFAR en France.

## Sensibilisation des équipes et diffusion de la culture ESG

Solutions30 poursuit le renforcement d'une culture d'entreprise orientée vers la durabilité, intégrant pleinement les principes ESG dans la gouvernance, les opérations et les pratiques internes. En 2025, plusieurs initiatives ont été consolidées :

- **Renforcement des compétences et du rôle du Comité Stratégie et ESG** pour une supervision structurée des enjeux de durabilité.
- **Suivi régulier des engagements et de la performance ESG** lors de chaque Comité Exécutif.
- **Déploiement de nouvelles formations en ESG, Cybersécurité, RGPD et Inclusion & Diversité** via la plateforme d'e-learning.
- **Sensibilisation continue des collaborateurs** grâce à des actions de communication interne et des ateliers dédiés.
- **Intégration systématique des critères ESG dans les processus décisionnels clés** (M&A, appels d'offres, achats, gestion opérationnelle).
- **Mise en œuvre et diffusion des politiques, procédures et codes de conduite**, renforçant l'éthique, l'intégrité et la conformité.
- **Communication interne de la Politique et de la Plateforme de Signalement**, favorisant un environnement plus transparent et responsable

## Indicateurs de performance 2025



### Environnemental

- **Soumission des objectifs de réduction des émissions de GES (Scopes 1, 2 et 3) au SBTi.**
- **Réduction de 8,8 % de l'intensité des émissions de GES** par rapport à 2024 (tCO<sub>2</sub>e par million d'euros de chiffre d'affaires)
- **Augmentation de la part des Activités Vertes** dans le chiffre d'affaires de Solutions30 de **19 %** par rapport à 2024.



### Social

- **Réduction du taux de gravité des accidents du travail** ≤ 0,65
- **Maintien d'un volume élevé d'heures de formation** (≥25 heures par employé).
- **Féminisation des fonctions managériales** (≥25% de femmes dans des postes de management).

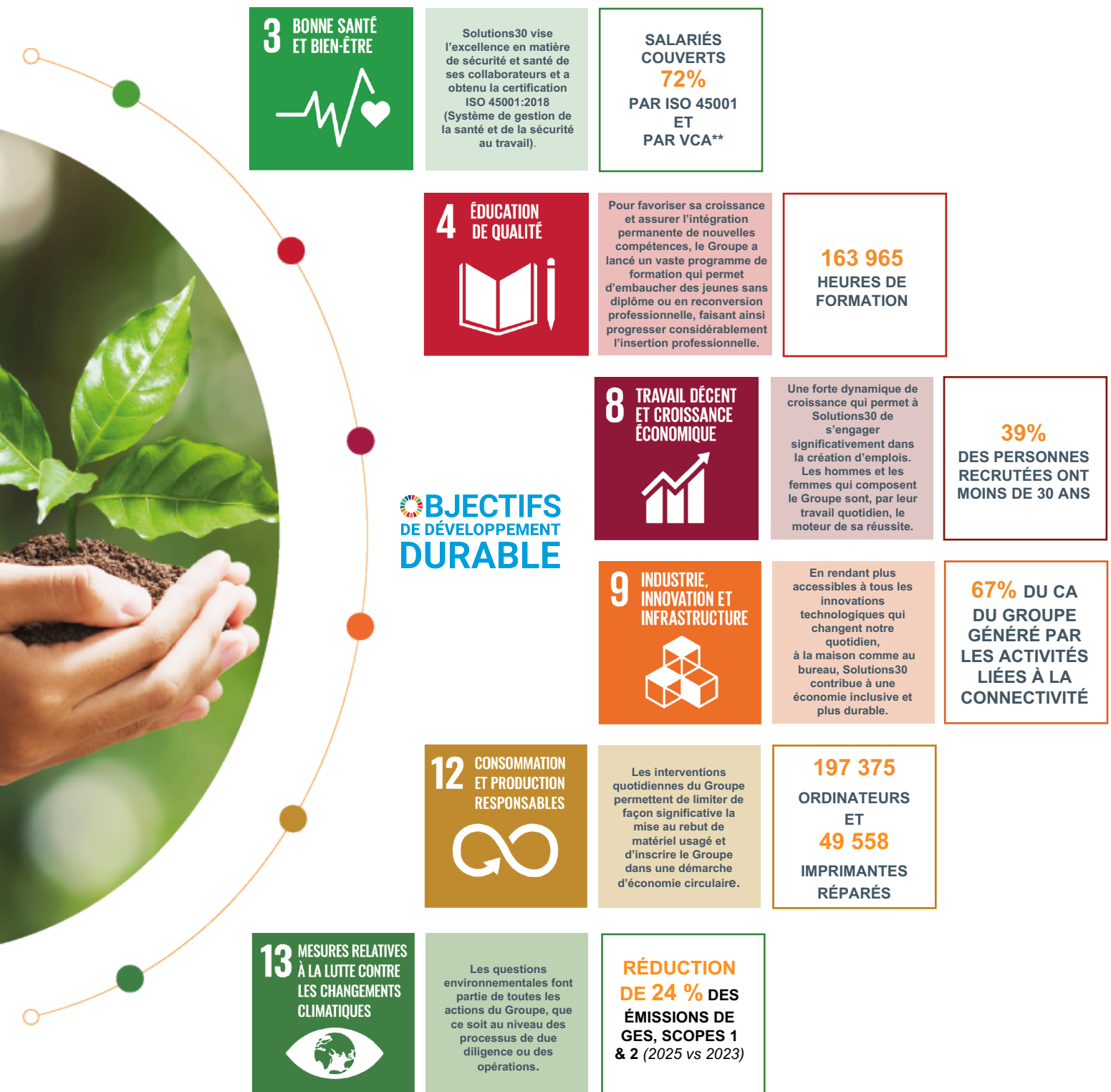


### Gouvernance

- **Augmentation du pourcentage d'enregistrement des sous-traitants sur mySupplace.** Atteindre au moins 95% de sous-traitants enregistrés sur mySupplace.

NOTE: Le point "3.1.5.2. Résultats des ICP ESG pour 2025" présente l'analyse détaillée des résultats obtenus pour chacun des indicateurs ESG définis pour 2025.

# Contribuer à un monde **plus durable**



<b>1</b>	<b>Présentation du Groupe</b>	<b>17</b>
1.1.	Une histoire de croissance dynamique et rentable	17
1.2.	Le leader européen des services multi-techniques de proximité	19
1.3.	Une stratégie de croissance éprouvée autour de quatre axes clés	27
1.4.	Position concurrentielle de la société	30
1.5.	Des marchés structurellement porteurs	32
<b>2</b>	<b>Facteurs de risques et dispositif de contrôle interne</b>	<b>41</b>
2.1.	Facteurs de risques propres à la société	41
2.2.	Assurances	49
2.3.	Dispositifs de contrôle interne	49
2.4.	Gouvernance, Risque et Conformité	52
2.5.	Points clés de la transformation	53
<b>3</b>	<b>Performance Extra-Financière</b>	<b>57</b>
3.1.	Informations générales	60
3.2.	Environnement	77
3.3.	Social	116
3.4.	Gouvernance	150
3.5.	Nos engagements	164
3.6.	Nos certifications et performance ESG	169
3.7.	ESRS Content Index	172
<b>4</b>	<b>Gouvernement d'entreprise</b>	<b>177</b>
4.1.	Cadre de gouvernance	177
4.2.	Conseil de Surveillance	181
4.3.	Directoire	198
4.4.	Rémunération	204
<b>5</b>	<b>Commentaires sur l'exercice</b>	<b>218</b>
5.1.	Examen de la situation financière et des résultats du Groupe	218
5.2.	Tendances et perspectives	222
5.3.	Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	224
<b>6</b>	<b>Comptes consolidés</b>	<b>229</b>
6.1.	États financiers consolidés	229
6.2.	Notes aux états financiers consolidés	235
6.3.	Rapport du réviseur d'entreprises agréé indépendant	276
<b>7</b>	<b>Actionnariat et informations complémentaires</b>	<b>281</b>
7.1.	Renseignements de caractère général sur la société	281
7.2.	Actes constitutifs et Statuts	282
7.3.	Capital social	284
7.4.	Actionnariat	286
7.5.	Cotation boursière	287
7.6.	Communication financière	288
7.7.	Responsable du document	289





# 1 Présentation du Groupe

**17**

**1.1** Une histoire de croissance dynamique et rentable

**19**

**1.2** Le leader européen des services multi-techniques de proximité

**27**

**1.3** Une stratégie de croissance éprouvée autour de quatre axes clés

**30**

**1.4** Position concurrentielle de la société

**32**

**1.5** Des marchés structurellement porteurs

# 1. PRÉSENTATION DU GROUPE

Solutions30 est le leader européen des services multi-techniques de proximité pour les secteurs des télécommunications, de l'énergie et du numérique. Solutions30 intervient sur des marchés structurellement porteurs, dont la croissance à long terme est soutenue par deux « méga-tendances » : la transformation digitale et la transition énergétique.

Fort d'un modèle économique *scalable* et d'atouts concurrentiels solides, le Groupe a connu une croissance dynamique depuis sa création en 2003. Malgré une consolidation à partir de 2024, son chiffre d'affaires est passé de 125,2 millions d'euros en 2015 à 892,4 millions d'euros en 2025, soit une croissance moyenne annuelle de près de 25 % sur cette période.

## 1.1 Une histoire de croissance dynamique et rentable

Créé en 2003, le Groupe Solutions30 réalise à fin 2025 un chiffre d'affaires de 892,4 millions d'euros.

**2003-2007** : un acteur national principalement présent dans l'informatique et les télécommunications

La société PC30, à l'origine du Groupe Solutions30, a été créée en France en 2003 avec pour mission d'offrir aux fournisseurs de services Internet et à tout acteur intervenant dans le domaine des télécommunications, une prestation de services d'installation de modems, ordinateurs personnels et routeurs et d'assistance à leur utilisation. Pour financer son développement, la Société s'est inscrite en 2005 sur le compartiment Access d'Euronext Paris.

Entre 2005 et 2007, sur un marché en pleine structuration, la Société signe ses premiers partenariats avec de grands fournisseurs d'accès Internet français (Alice, Orange, 9 Telecom, Club-Internet,...) souhaitant externaliser leurs activités de services aux utilisateurs. La société enregistre une croissance exponentielle de son chiffre d'affaires et, en 2007, 4 ans seulement après sa création, elle réalise un chiffre d'affaires de 30,1 millions d'euros.

**2008-2014** : internationalisation des activités et développement des services sur de nouveaux marchés

Tandis que ses concurrents cherchent à remonter la chaîne de valeur pour réaliser des prestations de services informatiques, PC30 prend le parti de se concentrer sur son offre existante de services multi-techniques de proximité et de la développer sur de nouveaux secteurs d'activité et de nouveaux marchés géographiques. En 2008, PC30 implante une première filiale internationale, en Italie. En 2009, PC30 accélère son déploiement à l'international en s'implantant au Benelux et s'intéresse à de nouveaux segments d'activité, en premier lieu desquels le secteur de l'énergie à l'heure où la France annonce un plan de déploiement massif de compteurs électriques de nouvelle génération.

En 2010, PC30, qui réalise 54,7 millions d'euros de chiffre d'affaires, devient Solutions30 afin de mettre en avant sa capacité à proposer des solutions intégrées à ses clients. Les actions Solutions30 sont transférées sur Euronext Growth.

Le Groupe poursuit son développement par croissance organique et externe. Il se positionne progressivement en fédérateur naturel d'un marché très fragmenté. Son

objectif est d'atteindre le plus vite possible la taille critique qui lui permettra de densifier son réseau de techniciens, de maximiser les économies d'échelle et d'asseoir la rentabilité de son modèle.

**2015-2020** : accélération de la croissance, naissance d'un champion des services de proximité

En 2015, Solutions30 entre dans une phase d'hyper-croissance en signant deux contrats majeurs en France pour le déploiement des compteurs électriques intelligents et le déploiement de l'Internet très haut-débit (fibre optique). Le Groupe connaît alors une croissance moyenne de 46% par an, passant de 125,2 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015 à 819,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2020. Cette croissance à la fois dynamique et rentable permet au Groupe d'accélérer son développement à l'international.

Le Groupe réalise sur cette période des acquisitions structurantes en France, en Allemagne, au Benelux et remporte l'externalisation des activités de services du câblo-opérateur belge Telenet, un contrat de 70 millions d'euros annuel qui permet à Solutions30 d'atteindre la taille critique au Benelux. En parallèle, Solutions30 consolide ses bases de développement en Italie et en Espagne. En 2019, le Groupe s'implante en Pologne via l'acquisition de deux entreprises réalisant un chiffre d'affaires cumulé de 21 millions d'euros. Fin 2020, le Groupe entre au Royaume-Uni en réalisant l'acquisition de Convergent qui a développé une gamme de services multi-techniques dédiés au déploiement et à la maintenance de réseaux mobiles, et réalise un chiffre d'affaires de 17,5 millions d'euros.

En juillet 2020, les actions de la société sont transférées sur le compartiment A d'Euronext Paris.

Lors de la pandémie de Covid-19, Solutions30 a pu adapter rapidement ses process d'intervention pour faire face à la crise sanitaire, assurant la sécurité de ses collaborateurs et la continuité de son activité. Le Groupe a enregistré de très solides performances et une croissance à deux chiffres sur des activités dites essentielles, portées par l'essor du télétravail et des besoins accrus en matière de connexion Internet.

## 2021-2025 : ré-équilibrage du mix géographique et développement des activités liées à l'énergie

Après le pic d'activité observé dans le secteur des télécoms en France pendant les confinements successifs, un ré-équilibrage géographique et sectoriel des activités du Groupe s'est opéré à partir du second semestre 2021.

Alors que la croissance était historiquement tirée par les activités fibre en France, c'est au tour du Benelux ou encore de l'Allemagne de connaître des dynamiques de marché très soutenues. La duplication du modèle français s'est opérée avec succès sur des marchés Européens à fort potentiel comme en témoigne la forte croissance du Groupe au Benelux en 2023, à plus de 70%, qui en a fait la première zone géographique du Groupe, en termes de chiffre d'affaires et de marge. En 2024 s'ouvre une phase d'accélération du développement de Solutions30 en Allemagne, marché constituant un puissant relais de croissance à long terme pour le Groupe, de par sa taille et son attractivité. Parallèlement, Solutions30 réduit son exposition à certaines activités parmi les plus matures, notamment dans les télécommunications en France et en Espagne.

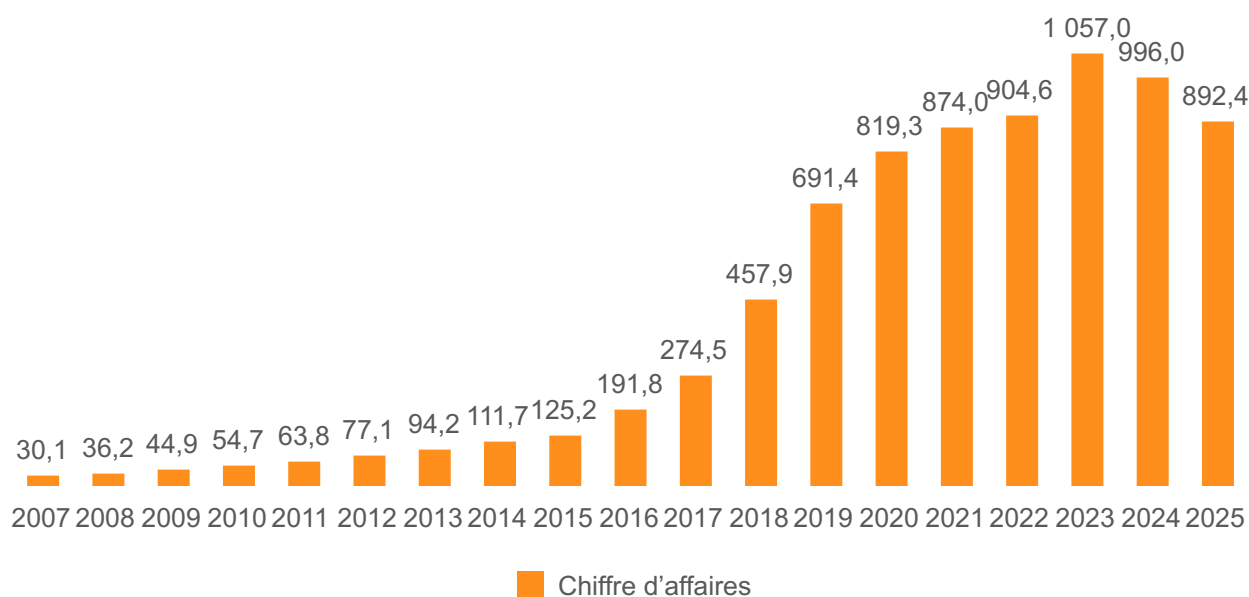
Par ailleurs, Solutions30 poursuit son développement dans les activités liées à l'énergie, en particulier dans le domaine photovoltaïque, où le Groupe s'est progressivement imposé comme un acteur de référence. En France notamment, il a participé à la construction du plus grand parc solaire flottant d'Europe, à Perthes en Haute-Marne, ainsi qu'à celui des Gravières de l'Arroux en Bourgogne-Franche-Comté.

Entre 2023 et 2025, plusieurs acquisitions ont été réalisées dans ce secteur, venant renforcer l'offre et la présence du Groupe, notamment en France avec Elec-ENR en 2023 et une prise de participation majoritaire dans la société So-Tec entre 2024 et 2025. Le Groupe s'est également diversifié dans les services aux réseaux électriques basse et moyenne tension, où il est notamment actif auprès de Fluvius en Belgique. La forte croissance des activités liées à l'énergie devrait se poursuivre dans les années à venir. En 2025, l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société Elektra Realizacje est venue renforcer la présence du Groupe dans le secteur de l'énergie en Pologne.

Ce ré-équilibrage des activités du Groupe, à la fois géographique et sectoriel, s'accompagne d'une phase de consolidation du chiffre d'affaires, les relais de croissance à l'international et dans l'énergie ne permettant pas encore de compenser en totalité la baisse de chiffre d'affaires dans les activités matures.

A plus long terme, le Groupe bénéficie d'une dynamique de marché favorable, tirée par l'accélération de la transformation numérique et de la transition énergétique.

### Évolution du chiffre d'affaires depuis 2007



En près de 20 ans, Solutions30 s'est imposé comme le leader européen des services multi-techniques de proximité. En 2025, 66 % du chiffre d'affaires est réalisé hors de France. L'effectif total du Groupe à fin décembre 2025 s'élève à 5 627, à comparer à 6 057 à fin décembre 2024.



## 1.2 Le leader européen des services multi-techniques de proximité

Solutions30 permet à ses clients, grands groupes internationaux, d'externaliser une activité non stratégique mais difficile à réaliser de façon efficace et rentable : le déploiement, l'installation et la maintenance d'équipements numériques ainsi que l'assistance à l'utilisateur final.

Solutions30 offre une gamme complète de services multi-techniques de proximité, construite autour de trois typologies de solutions :



### Connectivity solutions

(solutions dédiées à la connectivité et aux réseaux télécoms)



### Energy solutions

(solutions dédiées au secteur de l'énergie: photovoltaïque, compteurs intelligents, réseaux, bornes de recharges pour véhicules électriques)



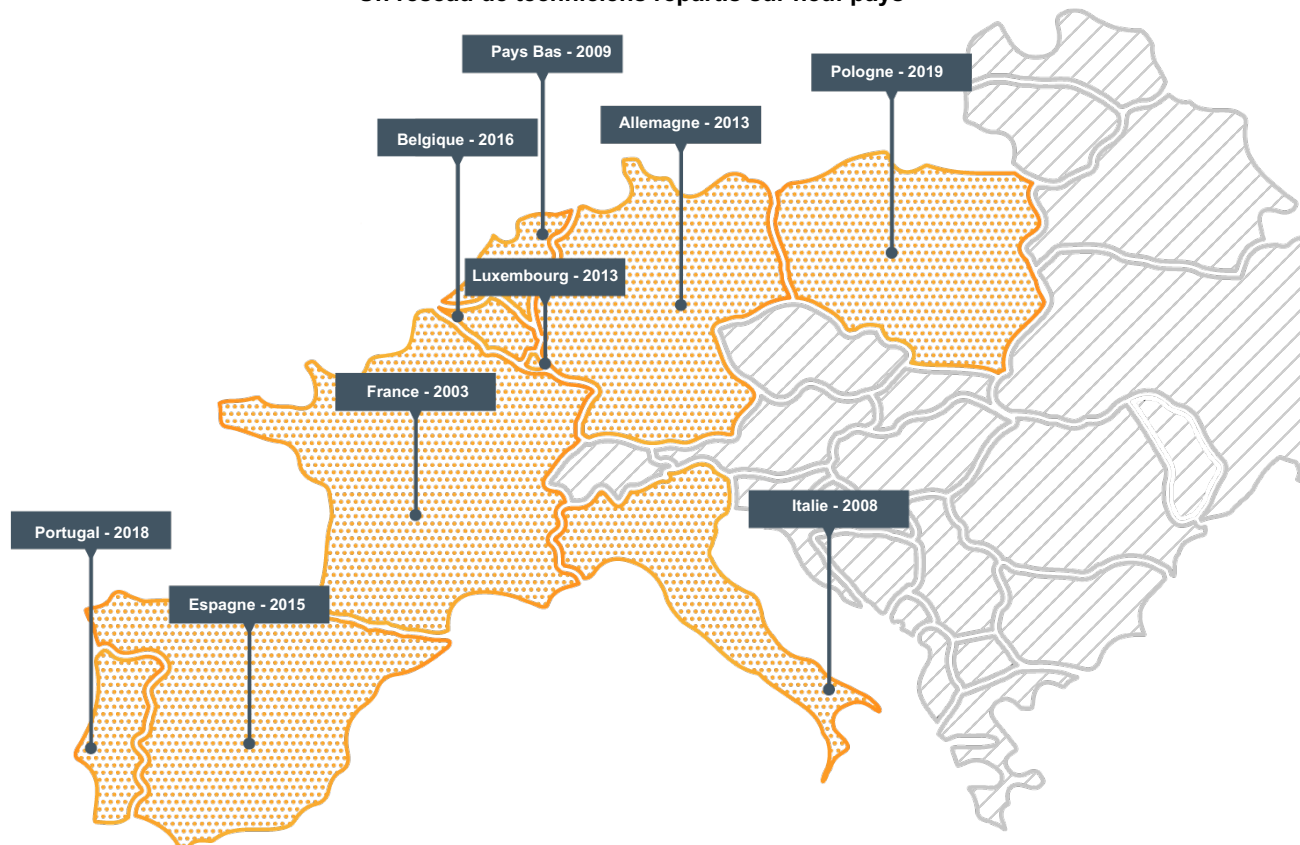
### Technology solutions

(solutions dédiées aux technologies numériques, dans l'IT, la sécurité, les moyens de paiement, la santé connectée)

Les plus de 16.000 techniciens experts qui travaillent pour le Groupe interviennent directement auprès des utilisateurs (particuliers ou entreprises) pour le compte de grands groupes dont ils sont le visage. Ils constituent donc un maillon clé dans l'expérience utilisateur et la gestion de la relation clients.

Depuis sa création, Solutions30 s'est imposé comme un véritable partenaire de confiance, dont le développement s'appuie sur sa capacité à fournir un service de grande qualité, plus rapidement et plus efficacement que s'il était réalisé en interne par ses clients. Le Groupe opère en France, au Benelux, en Allemagne, en Pologne, en Italie et dans la péninsule ibérique. En 2025, le Groupe a mené à bien son retrait du marché britannique, en cohérence avec sa stratégie de recentrage.

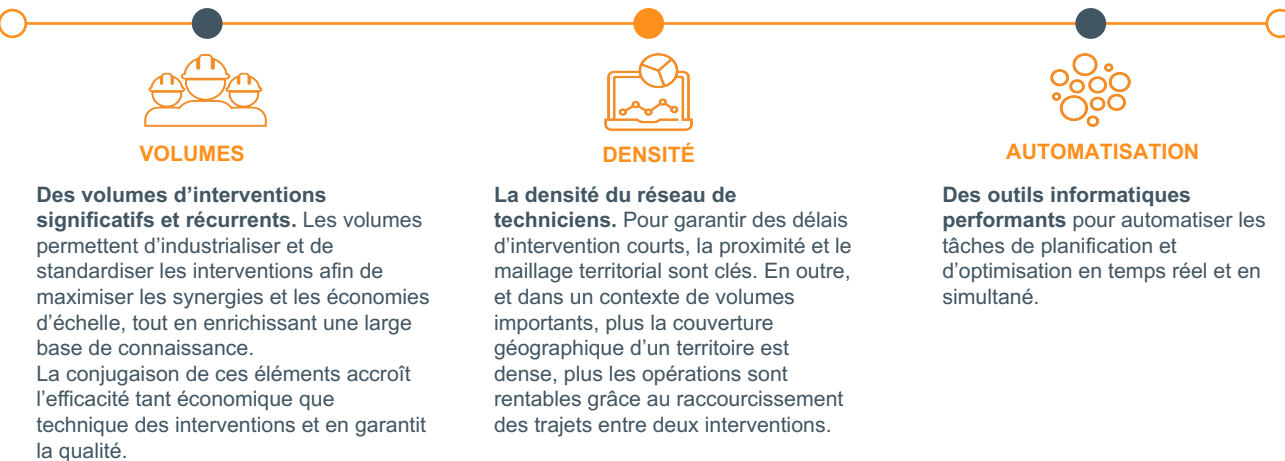
### Un réseau de techniciens répartis sur neuf pays



20xx : année d'entrée sur le territoire

### 1.2.1 Un modèle économique efficace, socle de la réussite du Groupe

Le métier de Solutions30 s'appuie sur la mutualisation de compétences et de ressources techniques capables d'intervenir rapidement partout où le Groupe est présent. Ce modèle opérationnel vertueux est construit autour de trois leviers d'efficacité fondamentaux :



Ce modèle économique éprouvé, associé à de solides process opérationnels, a démontré son efficacité et sa capacité à se dupliquer sur de nouveaux marchés, sectoriels et géographiques.

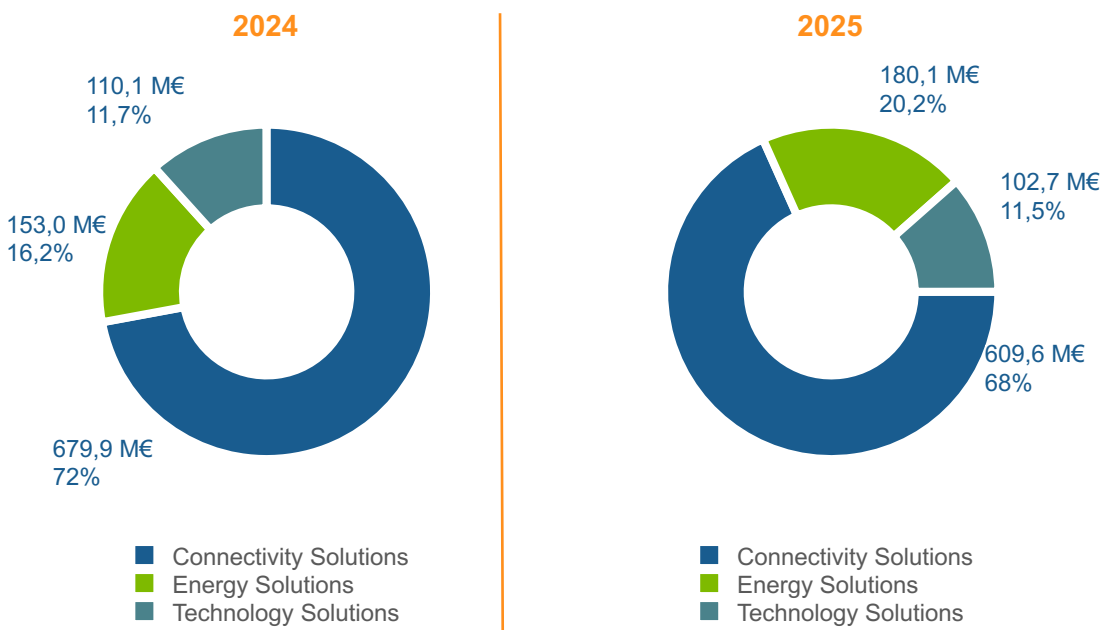
### 1.2.2 Une plateforme de services standardisés déployée sur des secteurs d'activité complémentaires

Le Groupe a sécurisé ses volumes en signant de nombreux partenariats avec des leaders de l'industrie et des services (Orange, Fluvius, HP par exemple), initialement dans les secteurs des télécommunications et de l'informatique. Pour maximiser les économies d'échelle, Solutions30 a déployé son modèle et sa plateforme de services vers des secteurs d'activités

connexes : l'énergie et la TV numérique à partir de 2009, la sécurité et le retail à partir de 2011, l'Internet des objets à partir de 2018. Les techniciens sont aujourd'hui en mesure de réaliser des interventions sur plusieurs secteurs d'activités différents.

Solutions30 articule son approche commerciale et sa proposition de valeur autour de trois segments de marché : Connectivity solutions (solutions dédiées à la connectivité), Energy solutions (solutions dédiées au secteur de l'énergie) et Technology solutions (solutions dédiées aux technologies numériques, ce qui regroupe toutes les autres activités du Groupe dans l'IT, la sécurité, les moyens de paiement, la santé connectée,...).

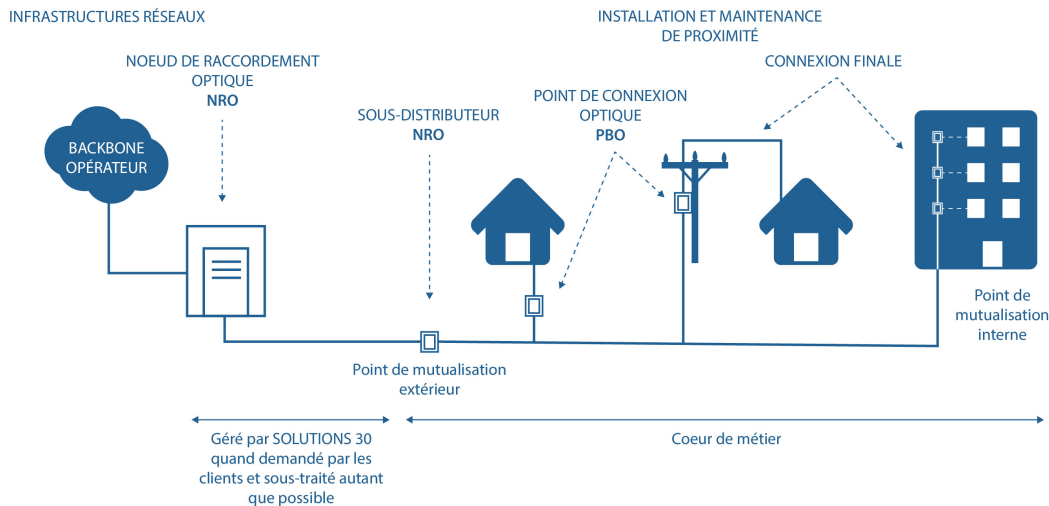
Répartition du Chiffre d'affaires par segment d'activité





Solutions30 a débuté son activité dans le secteur des télécommunications pour assister les particuliers et les aider à utiliser Internet au début du déploiement de la technologie ADSL. Avec l'évolution des réseaux, et fort de sa capacité à intervenir rapidement et partout, Solutions30 a étendu son activité auprès des opérateurs qu'elle accompagne désormais dans le déploiement des réseaux Internet haut-débit et très-haut débit.

Si son cœur de savoir-faire reste les prestations liées au « dernier kilomètre numérique », en particulier l'activation d'internet à l'intérieur du foyer, Solutions30 a mis en place une organisation qui lui permet d'intervenir en amont, dès les premières phases de déploiement. Ce positionnement permet au Groupe de capter et sécuriser des positions concurrentielles fortes sur les marchés récurrents du raccordement et de la maintenance.



### RÉSEAUX FIXES

- Réseaux fibre, cuivre, coaxial
- Souterrain, gaines, façade, poteaux
- FTTH, FTTB, FTTA, FTTC
- POP, DP, ILA
- Commutation de transporteur & routage
- Autorisation légale



### CONNEXION CLIENT

- Connexions SDU OHL/UG/PIA
- Câblage vertical MDU
- Habilitation client
- WAN/LAN résidentiel et professionnel (voir Solutions technologiques)
- Connexions 5G du RAN au BT



### RÉSEAUX SANS FIL

- Antenne
- Réseau radio
- Point à point
- Station de base
- Petites cellules
- Edge-computing

Ainsi, une large part de cette activité est aujourd'hui réalisée dans l'installation puis la maintenance de connexions FTTH, câble et DSL chez l'utilisateur final, en maison individuelle, logement collectif ou au bureau. En complément, les techniciens du Groupe interviennent dans l'assistance à l'utilisation de ces technologies. Selon les besoins de ses grands comptes et la façon dont s'organise le marché, Solutions30 peut être amené à proposer des interventions plus lourdes sur les infrastructures de réseau. Dans ce cas, la Société s'efforce de sous-traiter le plus possible ces prestations à des spécialistes des infrastructures.

L'activité télécoms a connu une forte croissance, portée par le déploiement des réseaux très haut débit FTTH (fibre optique). Solutions30 a largement contribué au succès du Plan Très Haut Débit en France qui a permis un déploiement rapide du réseau Fibre Optique sur le territoire. Alors que ce marché est arrivé à maturité, après le pic d'activité observé lors de la crise sanitaire qui a eu un effet accélérateur sur les déploiements FTTH et les

raccordements de nouveaux abonnés, cette expertise a conféré au Groupe des atouts majeurs pour se déployer sur d'autres marchés européens comme la Belgique ou l'Allemagne. Solutions30 a démontré sa capacité à respecter des calendriers de déploiement exigeants, à mobiliser rapidement des équipes efficaces sur le terrain et à respecter de stricts engagements qualité.

Solutions30 s'intéresse également, depuis 2020, aux réseaux mobiles en s'appuyant d'une part sur ses relations avec les principaux acteurs du marché des télécommunications et d'autre part sur ses compétences internes. Après les phases de déploiements de la 5G et le développement de ses applications industrielles, le Groupe se concentre de plus en plus sur les activités de maintenance.

Le secteur des télécommunications représente à fin 2025 environ 68 % du chiffre d'affaires du Groupe.





### ÉNERGIE VERTE

- Énergie solaire (résidentiel, entreprise, industriel)
- Recharge de véhicules électriques (AC, DC, HPC) pour les particuliers, les entreprises et le public
- Stockage par batteries



### SMART BUILDINGS SMART CITIES

- Compteurs communicants (électricité, gaz, eau)
- Éclairage public intelligent
- Objets connectés et thermostats intelligents
- Pompes à chaleur



### INFRASTRUCTURE & RÉSEAUX

- Ingénierie des réseaux électriques à basse et moyenne tension
- Modernisation et amélioration du réseau
- Réseaux aériens et souterrains
- Fermes solaires (terrestres et flottantes)



Le Groupe Solutions30 réalise 21 % de son chiffre d'affaires consolidé dans le domaine de l'énergie en Europe. Cette activité était au départ concentrée sur la pose et la maintenance des compteurs intelligents, en France où le Groupe a installé en France environ 25% des compteurs électriques Linky pour le compte d'Enedis, dont il a été le premier partenaire, et plus récemment en Belgique, où il a déployé environ 40% des compteurs électriques connectés pour le compte de Fluvius, l'opérateur flamand.

Au cours des dernières années, cette activité a été, de façon croissante, portée par les services offerts dans le domaine de la transition énergétique : énergies renouvelables et mobilité durable. En effet, partout en Europe, l'installation et la maintenance de panneaux photovoltaïques, de bornes de recharge pour véhicules électriques et, dans une moindre mesure, d'équipements de domotique (thermostats et serrures intelligents, LED...), constituent des relais de croissance significatifs pour le Groupe. Ces activités sont soutenues par la prise de conscience collective de la nécessité d'adopter des comportements éco-responsables, en matière de consommation d'énergie et de réduction de l'empreinte carbone.

En particulier, le marché de l'installation de panneaux photovoltaïques représente un moteur de croissance important, et va le rester dans les années à venir. Le Groupe s'est progressivement affirmé comme acteur de premier plan dans ce domaine, notamment en France où le marché est extrêmement dynamique, en partie du fait de l'adoption de la loi dite « ENR » en 2023.

Sur le marché, encore en phase de structuration, des bornes de recharge pour véhicules électriques, le Groupe continue de déployer son offre auprès d'un large panel d'acteurs de ce marché : énergéticiens constructeurs automobiles, loueurs, constructeurs de bornes, groupes pétroliers.

Enfin, depuis 2024, Solutions30 est actif dans la modernisation de réseaux électriques basse et moyenne tensions, dictée par le déploiement des véhicules électriques, les pompes à chaleur et les panneaux solaires. Ainsi en Belgique, le Groupe accompagne Fluvius dans son programme de modernisation du réseau énergétique en Flandre. En France, il est devenu un partenaire de référence d'Enedis sur le même type de programme.



### INFORMATIQUE

- Ordinateurs de bureau et portables
- Serveurs
- Tablettes
- Téléphones portables
- Audio-visuel & vidéo-conférence
- Imprimantes et copieurs

### RESEAUX

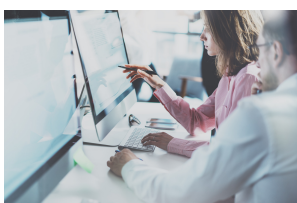
- Routage et commutation
- WiFi
- SDWAN, SDLAN
- Réseaux locaux
- Appareils de sécurité
- Téléphonie IP
- Maisons et entreprises intelligentes

### INSTALLATIONS TECHNIQUES

- Dispositifs IoT, y compris dispositifs de sécurité
- Services généraux
- Éclairage des bureaux
- Gestion des salles de réunion
- Câblage électrique et réseau

### SOLUTIONS DE PAIEMENT

- Points de vente
- Terminals de paiement POS
- Services au retail



Les solutions du Groupe sur le secteur de l'IT, du paiement (retail) ou encore de la sécurité, et plus généralement des objets connectés, représentent 12 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Activité historique du Groupe, les services IT s'adressent :

- Aux OEM du secteur IT, avec une offre de services d'interventions sur site pour assurer des prestations d'installation ou de maintenance curative et préventive sur les équipements qu'ils fabriquent (ordinateurs, imprimantes, serveurs,...).
- Aux grandes entreprises tous secteurs confondus, grâce à une offre de Service Desk (support et ingénierie au poste de travail), comprenant la mise en place d'une architecture optimale du poste de travail, la gestion du changement (migration, déploiement, formation) et la maintenance (support HelpDesk, prise en main à distance, support de proximité, gestion des services, etc.). Par extension, Solutions30 propose également des services de « Facility management ».
- Aux particuliers et aux petites entreprises avec des prestations d'installation, de maintenance et de formation pour l'ensemble des produits et services composant leur parc numérique (ordinateurs fixes et portables, imprimantes et autres périphériques informatiques, logiciels, smartphones, bornes WiFi, box Internet et installations triple-play, services sur Internet, media-center, etc.).

Avec la progression du télétravail, la capacité de Solutions30 à fournir des prestations d'assistance informatique au bureau et à domicile constitue un atout unique dans le secteur.

Sous la marque Money30, Solutions30 s'adresse aux grands comptes et aux commerçants, en leur fournissant des prestations d'installation et de maintenance de terminaux de paiement ou de tout équipement utilisé pour le paiement et l'encaissement, l'installation et la maintenance des équipements numériques sur le point de vente (écrans, tablettes, bornes, douchettes infrarouge...). Le développement de cette activité est porté par la digitalisation des points de vente et la nécessité, pour les commerçants, de proposer un parcours client toujours plus fluide.

Dans le domaine de la sécurité, Solutions30 intervient pour le compte des fournisseurs de systèmes d'alarme et de vidéo-surveillance, en réalisant l'installation et la maintenance d'équipements connectés (alarmes, capteurs, caméras, boîtiers de contrôle d'accès).

Enfin, dans le domaine du ferroviaire, Solutions30 a remporté en novembre 2025 un contrat auprès de l'opérateur national des infrastructures ferroviaires belges pour moderniser le système de signalisation d'une ligne en Flandres.

Le Groupe est en permanence à la recherche de nouvelles sources de diversification sur des secteurs susceptibles de faire appel à ses services. Ainsi, Solutions30 explore sans cesse de nouvelles pistes pour valider le potentiel de développement des nouvelles activités qui naissent chaque jour de la diffusion des technologies numériques à tous les secteurs économiques.

### 1.2.3 Une activité qui s'articule entre installations nouvelles et maintenance

Solutions30 intervient aussi bien dans le déploiement et l'installation de nouveaux équipements numériques que sur la maintenance de ces installations. Chaque année, environ 8 à 15 % de la base client installée génère des interventions de maintenance. Aux interventions résultant de défaillances matérielles ou logicielles (pour l'activité Technology Solutions), s'ajoutent des interventions liées au changement d'opérateurs, au déménagement d'abonnés, à la construction de nouveaux logements (Connectivity Solutions) ou à l'entretien du réseau et des installations (Energy Solutions).

### 1.2.4 Un large portefeuille de clients grands comptes fidélisés

Sur l'ensemble des zones géographiques où il est aujourd'hui présent, Solutions30 a fidélisé une large base de clientèle incluant les principaux opérateurs de télécommunications européens, les fournisseurs de gaz et d'électricité, et les principaux acteurs du monde digital.

Les relations du Groupe avec ses clients les plus importants se répartissent sur différents contrats, segments d'activité et zones géographiques, diminuant ainsi sa dépendance commerciale. Si l'on agrège ces contrats, le premier client de Solutions30 représente 19 % du chiffre d'affaires consolidé en 2025.

### Concentration du portefeuille clients :

	2025	2024	2023
<b>1<sup>er</sup> client</b>	19 %	16 %	24 %
<b>Top 5</b>	48 %	48 %	63 %
<b>Top 10</b>	64 %	65 %	77 %

Les équipes de Solutions30 sont très intégrées aux processus des clients, ce qui se matérialise par la connexion des systèmes informatiques, le partage de certaines tâches ou la mutualisation des ressources entre prestataire et client, la remontée d'informations, la réalisation de ventes additionnelles. Ce mode de fonctionnement, associé à des indicateurs de performance élevés et à la signature de contrats pluriannuels (3 à 5 ans) qui se renouvèlent souvent par tacite reconduction, a permis à Solutions30 de tisser des relations de long terme avec ses clients, comme l'illustre un taux d'attrition très faible depuis sa création.

Historiquement présent en France, le Groupe réalise aujourd'hui 16 % de son activité dans les autres zones géographiques où il s'est développé. En relais de ses principaux clients, Solutions30 s'est implanté sur de nouveaux marchés géographiques où il duplique le modèle économique qui a fait son succès en France.

### Concentration géographique de l'activité :

En millions d'euros	Normes IFRS			
	Exercice clos 31 décembre 2025	En %	Exercice clos 31 décembre 2024	En %
CA Total	892,4 M€	100 %	943,0 M€	99 %
dont Benelux	352,6 M€	40 %	371,6 M€	39 %
dont France	305,3 M€	34 %	360,8 M€	38 %
dont Allemagne	95,9 M€	11 %	84,4 M€	9 %
dont Autres Pays(*)	138,7 M€	16 %	126,2 M€	13 %

(\*) Espagne, Italie, Portugal, Pologne

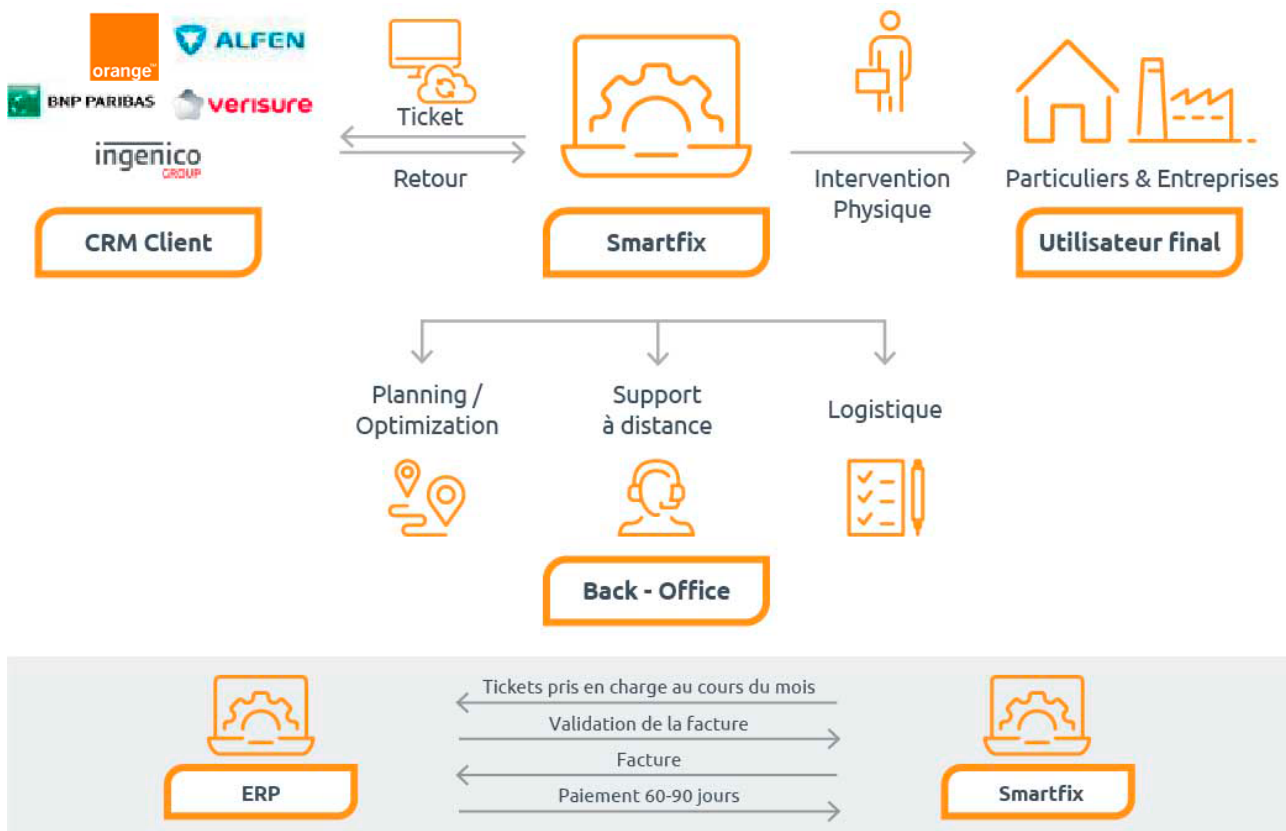
### 1.2.5 Une organisation souple et réactive qui s'appuie sur un outil propriétaire unique pour optimiser en continu et en temps réel l'efficacité de la structure

Pour servir efficacement ses marchés et ses clients, le Groupe estime que la proximité est fondamentale. Elle permet de comprendre et anticiper les besoins des clients. En outre, et comme expliqué plus haut, la densité du réseau de techniciens est un levier essentiel de productivité et de performance.

Solutions30 dispose aujourd'hui d'une équipe de plus de 16 000 techniciens réalisant plus de 80 000 interventions par jour. La force du Groupe réside dans sa capacité à intégrer ces nouveaux effectifs puis à planifier, coordonner et optimiser les plannings d'interventions. Pour gérer cette organisation, mais aussi pour la rendre facilement duplicable et enrichir en permanence sa base de connaissances, le Groupe a développé une plateforme informatique unique, véritable colonne vertébrale de son organisation. Cette plateforme assure la mise à disposition des bonnes compétences au bon endroit et au bon moment, et permet de maximiser le taux d'interventions réussies dès la première fois.



### 1.2.6 Smartfix, colonne vertébrale de l'efficacité du Groupe



Smartfix est l'outil de pilotage opérationnel de Solutions30, qui peut être connecté au système d'information des clients. Cette plateforme centrale permet d'automatiser toutes les tâches pouvant l'être, en particulier la réception des demandes d'intervention (tickets) générées par le client, la planification des interventions, l'optimisation des trajets des techniciens, la logistique propre à chaque intervention (commande et envoi de matériel, mise à disposition d'outils) et la comptabilisation des prestations réalisées.

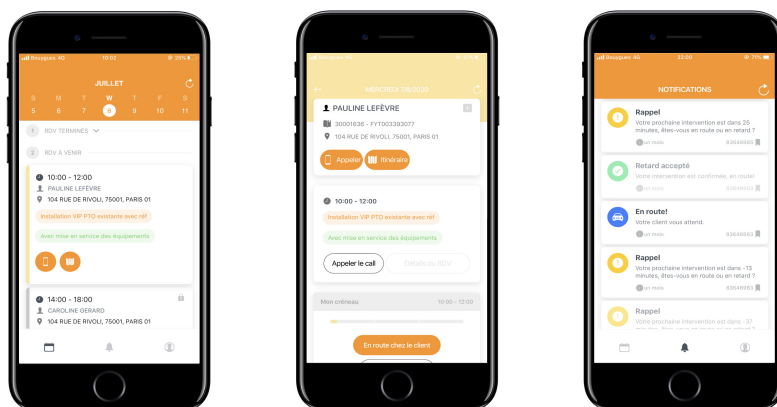
Les équipes terrain de Solutions30 sont connectées à cet outil qui facilite également le support à distance des techniciens et héberge une base de connaissance incrémentée en temps réel pour anticiper et renforcer l'efficacité des interventions. En automatisant un grand nombre de tâches répétitives, Smartfix limite les besoins en ressources humaines, notamment pour ce qui concerne toutes les fonctions de gestion opérationnelle et de backoffice.

Parce qu'il est essentiel pour le bon fonctionnement de l'entreprise, et donc stratégique, cet outil concentre la plupart des investissements du Groupe. Pour en assurer la meilleure exploitation, la disponibilité en 24/7 et la parfaite maîtrise, il est développé et piloté par une équipe d'environ 100 personnes, dont 35 personnes en interne.

Cette équipe assure la maintenance de l'outil mais aussi son développement, afin qu'il embarque toujours plus de fonctionnalités et de briques technologiques. Certaines de ces fonctionnalités portent sur l'augmentation continue de l'automatisation des tâches, y compris le support de premier niveau. D'autres portent sur l'enrichissement de l'expérience pour l'utilisateur final et sont mises à disposition du client en marque blanche.

C'est le cas par exemple d'un module directement inspiré des plateformes collaboratives pour suivre l'arrivée du technicien et évaluer le taux de satisfaction client. Le Groupe a également mis au point une solution de réalité augmentée permettant aux équipes terrain de bénéficier d'un niveau de support optimal lors des interventions, et en cas d'imprévu. L'objectif est d'améliorer l'efficacité des interventions et leur réussite du premier coup. Solutions30 s'efforce d'améliorer en permanence ses outils, en restant à l'écoute du marché et en collaborant le cas échéant avec des start-ups. C'est le cas, par exemple, avec la mise en œuvre d'une solution d'optimisation des processus opérationnels qui s'appuie sur une plateforme d'automatisation visuelle capable d'analyser, grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle, les images prises par les techniciens pour les assister dans leurs tâches et leur signaler, également en temps réel, la moindre anomalie.

## 1.2.7 Application mobile de suivi de l'activité d'un technicien (parcours, échanges, avis clients, etc)



Cette plateforme logicielle propriétaire est conçue de façon à être particulièrement modulable et à pouvoir s'interfacer rapidement et facilement avec tous types de systèmes client.

Solutions30 investit régulièrement dans l'innovation technologique de sa plateforme informatique, avec l'objectif de supporter l'optimisation continue de l'activité de ses intervenants et d'améliorer la rentabilité du Groupe.

### Système d'information client



Création ticket client  
- Prise de rendez-vous  
- Annulation de ticket  
- Feedback  
- ...



### Système d'information S30

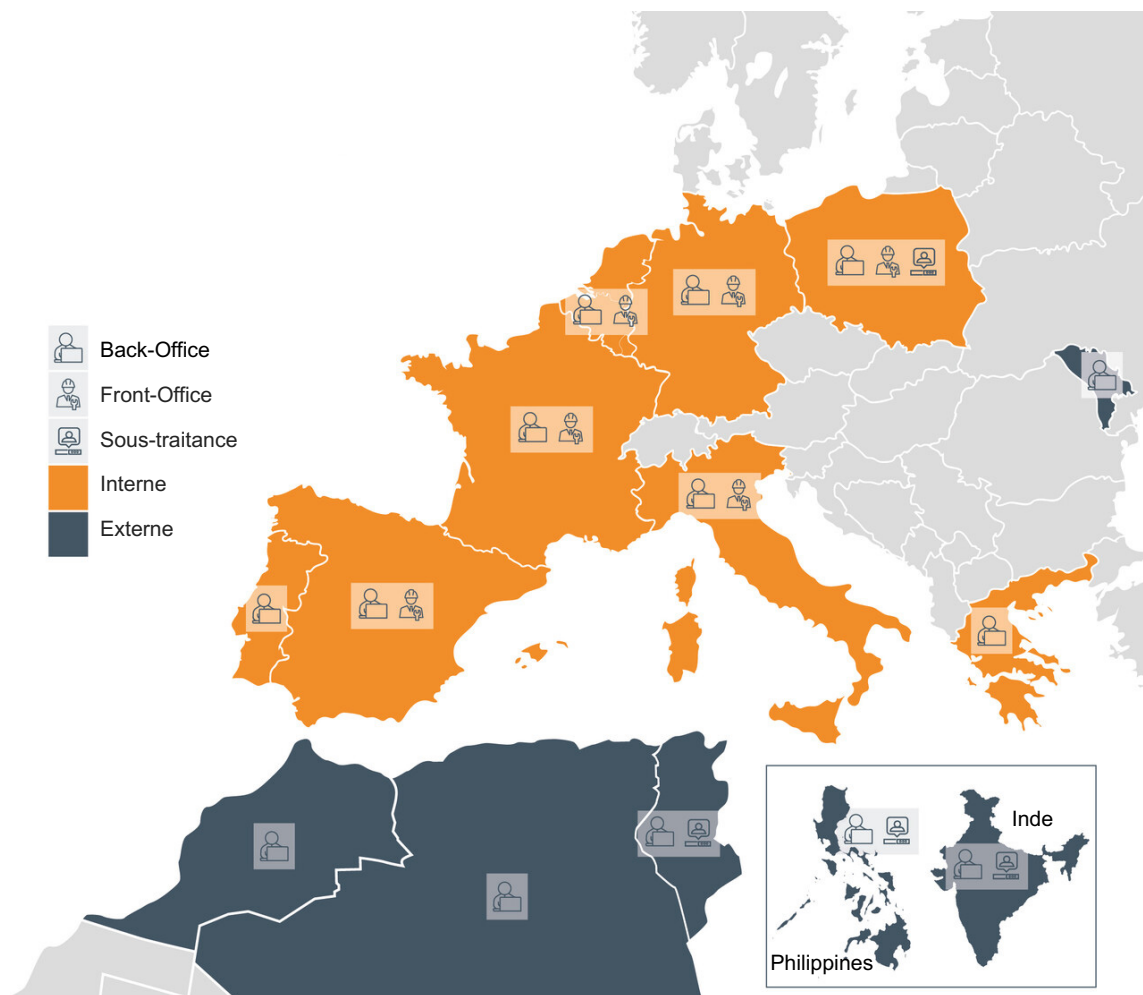


Les équipes de développement sont basées dans les géographies où le Groupe réalise ses prestations mais également dans des géographies plus éloignées en fonction de la disponibilité de développeurs dotés des compétences technologiques recherchées.

Ainsi, si les techniciens et les principaux managers sont naturellement présents dans tous les pays européens où le Groupe intervient, les activités de support sont, elles, implantées dans des régions où les coûts sont plus faibles.

En effet, commercialement présent dans la plupart des pays européens, Solutions30 a toujours privilégié des équipes délocalisées pour réaliser toutes les tâches support qui peuvent être accomplies à distance.

## 1.2.8 Une structure de coûts optimisée



### BACK-OFFICE

Planning/Optimisation |  
Support à distance  
Logistique

### FRONT-OFFICE

Interventions  
physiques

### SOUS-TRAITANCE

Développement logiciel  
Bureau d'étude

Le système informatique de Solutions30 est basé sur une architecture cloud complètement redondante et sécurisée, faisant l'objet de tests réguliers et de mesures spécifiques pour garantir la continuité d'activité en cas de problème (plan de reprise d'activité, sauvegarde et redondance). Il fonctionne en conformité avec les normes et standards en vigueur en matière de cybersécurité.

L'organisation et les procédures internes sont en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (le « RGPD ») entré en vigueur le 25 mai 2018, et font l'objet d'audits réguliers de la part des clients du Groupe.

Cette structure permet de conforter la compétitivité de Solutions30. Le Groupe a créé un véritable socle organisationnel pouvant servir de base de développement

à de nouvelles activités ou de nouveaux marchés géographiques. Smartfix est au centre de cette organisation, constituant non seulement un levier d'efficacité opérationnelle permettant de dupliquer facilement le modèle Solutions30 et soutenir sa croissance, mais aussi un vecteur de fidélisation des clients, garant d'une offre de services enrichie en permanence.

## 1.3 Une stratégie de croissance éprouvée autour de quatre axes clés

La densité du réseau de techniciens de Solutions30 est la clé de son succès, permettant à la fois de garantir la compétitivité du Groupe et de protéger son positionnement concurrentiel aux avant-postes du marché. Solutions30 adresse donc des marchés volumiques et, pour maximiser cet effet volume tout en sécurisant sa capacité d'exécution, le Groupe a bâti sa dynamique de croissance sur quatre piliers fondamentaux :

### 1.3.1 Diversification sectorielle

Afin d'accroître ses volumes, le Groupe mène une stratégie de diversification sectorielle en capitalisant sur ses équipes terrain et sur sa base de compétences multi-techniques. La conquête de nouveaux marchés porteurs et complémentaires lui a permis de diversifier son risque, tout en bénéficiant de solides leviers de croissance.

Le Groupe s'intéresse à des marchés volumiques :

- qui nécessitent des interventions techniques de proximité, donc un réseau de techniciens dense ;
- dont la croissance est portée par des tendances de fond et sur lesquelles la capacité du Groupe à accompagner des montées en charge rapides peut faire la différence.

A titre d'exemple, le Groupe a commencé à générer du chiffre d'affaires dans le domaine de l'énergie, axe essentiel de sa diversification, en 2015. Aujourd'hui, il est un acteur majeur en Europe dans le domaine de la transition énergétique (photovoltaïque/ énergies renouvelables, compteurs digitaux, modernisation des réseaux d'énergie, bornes de recharge pour les véhicules électriques) et continue de déployer avec succès son modèle d'affaire dans ce domaine prometteur, qui représente aujourd'hui un volume d'activité d'environ 184 millions d'euros, soit 21 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

### 1.3.2 Diversification géographique

Pour asseoir son positionnement de premier entrant et consolider les barrières à l'entrée vis-à-vis de sociétés concurrentes, Solutions30 a renforcé la fidélité de ses clients en les accompagnant dans plusieurs pays européens. L'implantation du Groupe dans un nouveau pays est en effet généralement menée en partenariat avec un client, après analyse du potentiel de marché et de la capacité du Groupe à y déployer son modèle. Solutions30 a ainsi ciblé des pays souvent limitrophes de ses implantations initiales, dont le potentiel de croissance était avéré et dont l'accessibilité ainsi que la densité de population permettaient d'anticiper un niveau de rentabilité en phase avec les standards du Groupe. C'est ainsi que Solutions30 s'est implanté en Italie, sur la Péninsule Ibérique, au Benelux, en Allemagne et en Pologne. Fort de cette assise européenne, le Groupe entend désormais renforcer son maillage sur chacun de ces territoires.

### 1.3.3 Acquisitions ciblées

La densification du maillage territorial et la diversification géographique peuvent aussi passer par la réalisation d'acquisitions ciblées, afin d'atteindre plus vite une densité optimale. D'une façon générale, Solutions30 intervient sur des marchés qui restent encore très fragmentés, alors que les clients souhaitent réduire le nombre de leurs partenaires. Grâce à sa taille, Solutions30 est un fédérateur naturel de son marché, ce qui lui offre un champ considérable d'opportunités et un fort pouvoir de négociation. Le succès de la politique de croissance externe du Groupe repose sur sa connaissance approfondie des marchés et sur des procédures éprouvées. Solutions30 dispose d'un réservoir de cibles et d'un flux régulier de nouvelles opportunités. La plupart des opérations sont réalisées de gré-à-gré, sans intermédiaire, et sont financées grâce à la dette bancaire ou plus rarement sur fonds propres selon le type d'opération menée.

Les acquisitions que mène le Groupe sont en outre souvent encouragées par ses clients et dans ce cas, Solutions30 négocie à la fois l'acquisition de la cible et de meilleures conditions contractuelles avec les clients, en particulier sur les volumes confiés. Les acquisitions successives ont permis, au fil des années, de renforcer la présence du Groupe sur ses segments de référence, lui permettant de capitaliser avec succès sur ses marchés historiques et de sécuriser ainsi son modèle économique.

En mai 2025, Solutions30 a annoncé avoir augmenté sa participation au capital de la société SO-TEC, entreprise française spécialisée dans la conception et la réalisation de structures pour centrales photovoltaïques. Après un investissement initial de 10% annoncé en mai 2024, Solutions30 détient désormais 60 % du capital de SO-TEC, et prévoit de porter cette participation à 100 % dans les prochaines années, conformément aux accords en vigueur avec les actionnaires historiques de la société. Basée près de Montpellier, SO-TEC emploie près de 100 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 20 millions d'euros. Avec cette opération, Solutions30 renforce son ancrage sur le marché français des services énergétiques, porté par des tendances de fond très favorables, en particulier dans le secteur des énergies renouvelables.

En septembre 2025, Solutions30 a annoncé l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de la société Elektra Realizacje en Pologne, spécialisée dans la modernisation des réseaux électriques basse et moyenne tension, une activité clé alors que la Pologne accélère sa transition énergétique. Cette opération marque une étape importante dans la mise en oeuvre de la stratégie de Solutions30 en Pologne, visant à se diversifier dans les services énergétiques après son développement réussi dans les télécommunications au cours des dernières années. Elle ouvre également la voie à des synergies accrues entre les deux segments d'activité.



### 1.3.4 Organisation opérationnelle unique

Si le métier de Solutions30 est peu capitalistique, c'est un métier qui s'appuie sur des hommes et des femmes de terrain. La croissance du chiffre d'affaires de la société s'accompagne donc d'une croissance similaire des effectifs.

Solutions30 est aujourd'hui un Groupe international qui dispose d'une équipe de management multiculturelle, à l'image du Directoire qui compte cinq membres, de quatre nationalités différentes. La complémentarité des compétences managériales insufflé dans la structure dynamisme et sens du service client.

Au-delà du rôle central de Smartfix expliqué plus haut et auquel toutes les équipes terrain sont connectées, l'organisation s'appuie sur une structure opérationnelle qui se veut identique pour tous les secteurs d'activité et tous les pays, ce qui permet de réaliser des synergies et des économies d'échelle en favorisant l'adoption des meilleures pratiques au sein du Groupe.

De nombreuses tâches ont été automatisées de façon à limiter les coûts des fonctions centrales et à conserver une structure souple et réactive, capable de s'adapter rapidement. Surtout, cette automatisation permet de concentrer les efforts sur les équipes terrain, garantes de la satisfaction clients.

Les techniciens salariés, tout comme les sous-traitants qui représentent 30 à 50 % des équipes terrain selon les pays et assurent un volant de flexibilité essentiel au bon fonctionnement du Groupe, suivent un processus de sélection, de recrutement et de formation à la fois exigeant et balisé. Solutions30 dispose de procédures opérationnelles strictes, renforcées depuis 2021 par le projet Gouvernance, Risques et Conformité (cf. chapitre 2.4), de centres de formation intégrés et d'outils de suivi spécifiques. Le Groupe œuvre ainsi à diffuser l'ensemble de ses expertises, de son savoir-faire et de son savoir-être, pour maintenir un taux de satisfaction client élevé et garantir la cohérence ainsi que l'homogénéité de son offre de service.

Pour améliorer le sourcing et l'intégration des sous-traitants, Solutions30 a développé une plateforme Internet de sourcing et de staffing, mySupplace. Cette plateforme est un outil dédié à la Compliance pour le Groupe à l'échelle européenne (paramétrages & personnalisation pour 100% des pays où le Groupe opère). Près de 100% des partenaires sont inscrits dans mySupplace, au travers duquel est piloté le contrôle de conformité de ces derniers (à l'échelle de la société et des techniciens, avec collecte et contrôle des documents).

Cette plateforme a permis le recrutement de 1000 techniciens en France, tandis que la base de données compte désormais avec 6 000 sociétés sous-traitantes validées au niveau européen dont 4000 en France soit un potentiel moyen de 50 000 à 60 000 techniciens. Il s'agit d'un atout concurrentiel majeur dans des marchés en plein essor et très demandeurs de main d'œuvre qualifiée.

Depuis 2025, cette plateforme une porte d'entrée pour l'ensemble de l'écosystème de Solutions30. Il est en cours de déploiement la partie QHSE.



#### SOURCING

Sélection fournisseurs

#### COMPLIANCE

Gestion documentaire

☑ 2 500 sous-traitants actifs et 6 000 sociétés fournisseurs référencés dans la base de données  
→ soit un potentiel de près de 60 000 techniciens

☑ Plus de 7 500 candidatures de ressources externes reçues représentant plus de 20 000 techniciens

☑ Plus de 1 000 techniciens staffés en 18 mois  
→ toutes activités (Télécoms, Energie, IT, Field)

Solutions30 entend continuer de tirer parti des nombreuses opportunités de croissance qui s'offrent à lui en Europe, tout en donnant la priorité au redressement de ses marges opérationnelles. Pour ce faire, le Groupe privilégie (i) une approche sélective et l'optimisation de ses processus dans les pays où il a déjà atteint une taille critique, et (ii) une croissance rapide dans les autres pays, de façon à y atteindre la taille permettant de maximiser le potentiel de marge. Solutions30 continuera de s'appuyer sur un modèle où l'allocation des ressources financières se fait en priorité vers les opérations et est gérée dans un souci constant de maximisation de l'efficacité.

Solutions30 déploie et assure la maintenance de nouvelles technologies et opère donc souvent sur des marchés qui sont nouveaux pour ses clients. Ainsi, la première étape sur un marché, parfois même avant de remporter un contrat, consiste à préparer l'organisation et à discuter avec le client des process qui seront mis en œuvre.

La deuxième étape consiste à rechercher, à recruter et à former les techniciens qui réaliseront le travail sur le terrain, à former, parfois recruter les équipes d'encadrement. Durant cette phase, Solutions30 supporte les charges liées à ces recrutements sans encore percevoir le chiffre d'affaires correspondant. La rentabilité est donc mécaniquement pénalisée et la trésorerie dégageée par les activités plus matures est allouée au paiement des charges.

S'ensuit une troisième phase, dans laquelle les contrats commencent à monter en puissance, les équipes commencent à produire et la rentabilité s'améliore.

progressivement. C'est cette phase que le Groupe a notamment commencé à observer en Allemagne en 2024. Cela impacte néanmoins le BFR puisque le Groupe supporte des charges immédiates avec des paiements clients qui interviennent à 60 voire 90 jours. C'est une phase qui est plus facile à gérer dès lors que la taille critique, définie à 100 millions d'euros de chiffre d'affaires est atteinte.

La quatrième phase correspond à l'atteinte d'un rythme de croisière dans la mise en œuvre du contrat. C'est la phase lors de laquelle la rentabilité et la génération de cash atteignent des niveaux normatifs. Ensuite, lorsque la phase de déploiement arrive à son terme, comme c'est le cas pour le déploiement du réseau fibre optique en France, Solutions30 entame sa transition opérationnelle. Cette transition se fait soit vers une phase de maintenance récurrente soit vers de nouvelles activités telles que la 5G ou le déploiement de bornes de recharge.

## 1.4 Position concurrentielle de la société

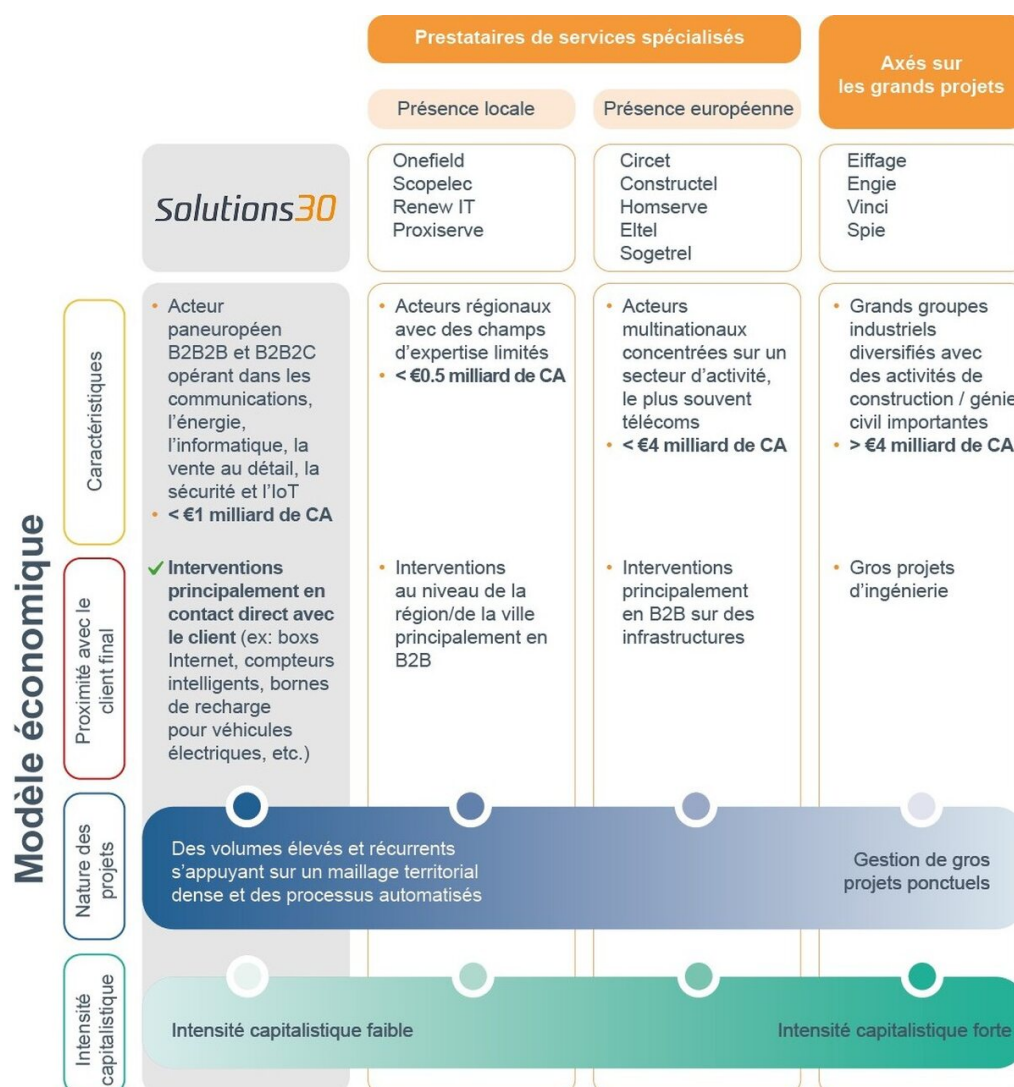
Comme expliqué plus haut, Solutions30 intervient sur un marché très fragmenté dont l'un des principaux facteurs de croissance est la volonté des grands groupes de technologie d'externaliser leurs activités de service de proximité. Les premiers concurrents du Groupe sont donc les services internes des clients, opérateurs télécoms, grands énergéticiens ou fabricants de matériel informatique notamment. Ces services n'ont toutefois pas vocation à aller démarcher de nouveaux clients ou de nouveaux secteurs d'activité. A la périphérie du cœur de métier des groupes, ces services sont difficiles à rentabiliser ce qui soutient une tendance de fond vers l'externalisation.

Premier entrant sur le marché de la prestation de services multi-techniques de proximité, Solutions30 est un des rares acteurs du secteur capable d'intervenir chez les particuliers et positionné à la fois sur des activités et des territoires diversifiés. L'intégration entre les process opérationnels des clients et ceux du Groupe étant forte, les barrières à l'entrée sont élevées, d'autant que Solutions30 s'appuie sur 20 ans d'expertise.

En Europe, les acteurs présents dans les marchés du Groupe Solutions30 sont donc de natures très différentes.

On recense :

- Les filiales ou services internes des grands groupes de technologie, des fournisseurs d'énergie ou d'équipementiers ;
- Les groupes multi-techniques intervenant sur les infrastructures, donc en amont de Solutions30, parmi lesquels SPIE, Equans, Vinci, Eiffage ;
- Les fournisseurs de services multi-techniques, spécialistes d'un secteur d'activité tels que Circet, Constructel, Homeserve, Eltel, Sogetrel ;
- Quelques acteurs nationaux intervenant sur un nombre limité de secteurs d'activités, parmi lesquels Proxiserve ou Renew IT ;
- Un grand nombre d'entreprises de petite et moyenne taille, locales et régionales, dont la stratégie est basée sur la proximité avec les clients ou des niches d'expertise.



## 1.5 Des marchés structurellement porteurs

Leader européen des services multi-techniques de proximité, Solutions30 évolue sur des marchés dynamiques dont la structure permet au Groupe de capitaliser sur ses atouts pour acquérir une position solide.

Comme expliqué plus haut, le Groupe intervient à la fois sur des activités d'installation et de maintenance, selon les cycles de vie de ses marchés. Une fois déployées, les nouvelles technologies doivent être entretenues, ce qui apporte au Groupe une activité de maintenance récurrente. La capacité à déployer les nouvelles technologies est critique pour obtenir les marchés liés à l'entretien des installations et à leur maintien en état de fonctionnement.

Pour ce qui concerne les activités d'installation, la maturité des marchés ciblés diffère d'un pays à l'autre. En effet, alors que les technologies déployées sont sensiblement

les mêmes dans toute l'Europe, les décisions d'investissement sont prises à l'échelle nationale, que ce soit par les pouvoirs publics ou les acteurs privés. C'est un avantage pour le Groupe qui peut se servir de l'expérience acquise dans les territoires les plus avancés pour tester et construire son offre localement avant de la dupliquer ailleurs, de façon encore plus efficace, l'objectif du Groupe étant de déployer son offre de services et son réseau de techniciens sur l'ensemble de ses marchés, dans tous les pays où il est implanté.

Pour refléter cette ambition, le Groupe s'appuie sur une organisation par pays et sur quatre segments géographiques : la France, le Benelux, l'Allemagne et les Autres Pays. Le management local est responsable de déployer l'activité du Groupe sur les différents marchés adressables (Connectivity, Energy et Technology).

En millions d'euros	Exercice clos 31 décembre 2025	Exercice clos 31 décembre 2024
Connectivity	268,7	282,2
Energy	60,8	64,8
Technology	23,1	24,5
<b>Total Chiffre d'affaires Benelux</b>	<b>352,6</b>	<b>371,6</b>
% du CA Total	39,5 %	39,4 %
Connectivity	136,6	208,8
Energy	103,7	78,4
Technology	65,0	73,6
<b>Total Chiffre d'affaires France</b>	<b>305,3</b>	<b>360,8</b>
% du CA Total	34,2 %	38,3 %
Connectivity	90,9	80,0
Energy	4,9	4,4
<b>Total Chiffre d'affaires Allemagne</b>	<b>95,9</b>	<b>84,4</b>
% du CA Total	10,7 %	9,0 %
Connectivity	113,4	108,8
Energy	10,6	5,4
Technology	14,7	12,0
<b>Total Chiffre d'affaires Autres Pays</b>	<b>138,7</b>	<b>126,2</b>
% du CA Total	15,5 %	13,4 %
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>892,4</b>	<b>943,0</b>



### 1.5.1. Principaux secteurs d'activité

Le présent chapitre présente les marchés sur lesquels le Groupe opère et les territoires géographiques qu'il cible, en mettant l'accent sur les activités à plus fort potentiel :

- **Connectivity :**

Fort de son succès dans le déploiement de l'internet à très haut débit en France, le Groupe bénéficie de solides références et d'atouts concurrentiels substantiels pour conquérir des parts de marché significatives dans les pays européens où le taux de pénétration de cette technologie est encore limité. Cette stratégie est en train de prouver sa pertinence en Allemagne, où le Groupe a entamé une phase de croissance dynamique.

- **Energy :**

La transition vers les énergies renouvelables et le développement de la mobilité électrique offrent d'importantes opportunités de revenus pour Solutions30 qui a développé des solutions pour l'installation de panneaux photovoltaïques en B2B et B2B2C, ainsi qu'une offre dédiée à l'installation et à la maintenance de bornes de recharge pour véhicules électriques, notamment chez les particuliers ou dans les petites entreprises. Les services aux réseaux électriques et le déploiement de compteurs intelligents figurent également parmi les savoir-faire clés du Groupe.

- **Technology :**

Solutions30 fournit des services d'assistance informatique à des clients en direct et intervient pour le compte de grands fabricants informatiques auprès de leurs clients. Bien que plus mature, ce marché dispose toujours d'un potentiel de croissance, et dans un contexte où le télétravail s'est fortement développé, la capillarité du réseau de techniciens Solutions30 constitue un atout.

Il existe pour Solutions30 d'autres axes de développement, dans les solutions de paiement, la maison intelligente, la ville intelligente, la logistique, le transport et l'industrie 4.0.



#### Connectivity Solutions

Premier marché historique de Solutions30, le secteur des télécoms constitue toujours le principal contributeur au chiffre d'affaires du Groupe. Socle de la révolution numérique, les réseaux sont toujours plus sollicités pour répondre aux nouveaux usages. La généralisation de la vidéo sur Internet, la multiplication des contenus, l'essor du télétravail, le développement des achats en ligne et plus généralement la transformation numérique qui touche tous les pans de l'économie sont à l'origine de l'explosion du volume de données transportées par les réseaux. Ces tendances de fond obligent les opérateurs à adapter leurs infrastructures en permanence pour offrir la couverture réseau la plus large possible et des connexions toujours plus rapides. C'est dans ce cadre que s'inscrit le déploiement de la fibre optique (FTTH) en Europe. Toutefois, et bien qu'encouragée à l'échelle européenne et dans les différents pays, l'adoption de la fibre optique par les ménages se fait de manière très progressive. Ainsi,

dans les vingt-sept états membres de l'Union Européenne et au Royaume-Uni, environ 40% seulement des foyers sont abonnés, ce qui constitue une opportunité significative pour Solutions30.

Il existe en outre de très grandes disparités entre les pays dans lesquels Solutions30 est présent. L'Espagne a le taux de couverture le plus élevé. A l'opposé, celui de l'Allemagne reste encore très faible.

Pour renforcer sa position d'acteur de référence dans le secteur et densifier son maillage territorial, le Groupe a réalisé, depuis 2018 plusieurs acquisitions stratégiques :

En particuliers, en 2018, le Groupe a signé en Belgique un partenariat d'outsourcing avec Telenet qui a donné lieu à la création de Unit-T, une joint-venture détenue à 70% par Solutions30 et à 30% par Telenet. Unit-T, qui s'appuie sur un réseau de 1500 techniciens, opère notamment un contrat de services conclu avec Telenet. Cette filiale s'est depuis diversifiée, notamment dans le secteur de l'énergie en déployant les compteurs intelligents de Fluvius et en participant à la modernisation du réseau électrique basse et moyenne tensions opéré par ce même client.

Le secteur des télécoms reste un vecteur de croissance pour le Groupe en Europe, où les projets se multiplient pour combler le retard numérique de plusieurs grands pays, notamment l'Allemagne, la Belgique et la Pologne.

Ainsi, sur le marché européen de l'Internet très haut débit, plusieurs tendances ressortent :

- Les incitations publiques se sont intensifiées à la suite de la crise sanitaire pour soutenir le déploiement de la technologie FTTH dans toute l'Europe. Les plans de soutien au secteur des télécommunications (FTTH et 5G) représentent plus de 14 milliards d'Euros. Les pays ont un temps limité pour investir les subventions européennes, ce qui met une pression accrue sur les cadences de déploiement ;
- Dans les pays où les opérateurs historiques ont tardé à déployer leurs réseaux FTTH, des opérateurs alternatifs se sont emparés du sujet et ainsi enclenché la transition vers les réseaux FTTH ;
- Dans certains pays, comme la France et l'Espagne, le marché du déploiement des réseaux FTTH est arrivé à maturité ;
- Néanmoins, les opportunités se multiplient dans tous les territoires où le Groupe est implanté. Par exemple, le démantèlement du réseau cuivre pourrait représenter un important relais de croissance en France. L'expérience et la position concurrentielle forte acquises en France de Solutions30 constituent de précieux atouts pour capter ces opportunités.

Fort d'un solide positionnement dans les réseaux fixes, le Groupe est également actif dans réseaux mobiles, notamment dans le déploiement des réseaux de 5ème génération (5G). Solutions30 opère déjà dans ce domaine, s'appuyant sur son expertise du secteur des télécommunications pour proposer une offre commerciale compétitive. Il intervient aujourd'hui pour le compte

d'équipementiers télécoms en préparant les installations actuelles et en intervenant sur leur mise à niveau.

Les spécialistes du secteur estiment que la technologie 5G sera accompagnée du déploiement de beaucoup de petites antennes additionnelles (microcells) et du développement du Edge computing. D'importantes quantités de données seront échangées à travers les réseaux 5G. Pour réduire la latence des échanges, des systèmes informatiques seront déployés dans les stations

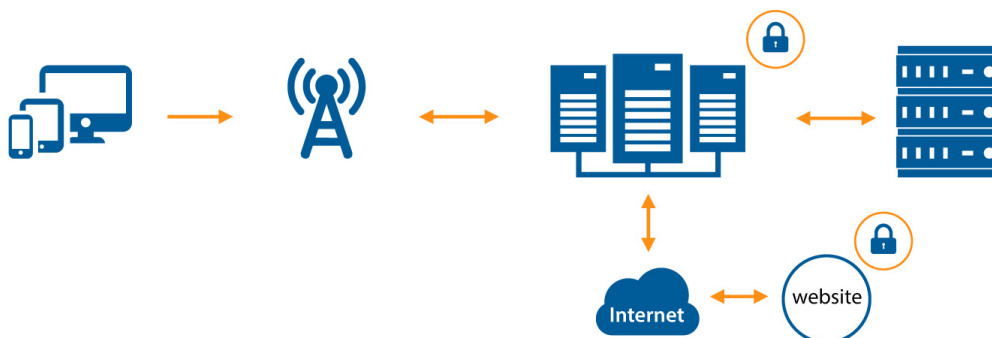
de base, à proximité des antennes. Solutions30 pense être idéalement positionné pour participer au déploiement et à la maintenance de ces systèmes, ayant, de par sa couverture du territoire, un important avantage concurrentiel par rapport aux sociétés informatiques traditionnelles, qui ne disposent pas d'équipes terrain et sont souvent basées dans les zones denses.

1 - Une demande de données d'un mobile est envoyée au mât du réseau

2 - Demander des passes au réseau central via une passerelle de sécurité

3 - La demande est transmise à Internet et adressée à l'url appropriée

4 - La requête est traitée et les données sont renvoyées via le même chemin



### Energy Solutions

Si le Groupe réalise encore une portion significative de son chiffre d'affaires « Energy Solutions » dans la pose de compteurs électriques et gaz intelligents, principalement en Belgique, l'essentiel de son chiffre d'affaires et surtout de sa croissance se fait dans les activités liées à la transition énergétique, en premier lieu l'énergie solaire et la pose de panneaux photovoltaïques, ainsi que les mises à niveau qu'elles rendent nécessaires sur les réseaux électriques. L'essor de la mobilité électrique et le besoin en bornes de recharge pour véhicules électriques constituent également un gisement de croissance.

Le segment Energy Solutions bénéficie directement des investissements massifs en faveur de la transition énergétique en Europe.

### Énergies renouvelables : panneaux solaires, éoliennes et smart grids

La transition énergétique et l'essor des énergies renouvelables constituent une opportunité majeure pour Solutions30 qui s'est appuyé sur l'expertise de sa filiale Sotranasa en France pour développer une offre d'installations de panneaux solaires en B2B et auprès des particuliers. Le Groupe a consolidé son positionnement concurrentiel ces dernières années et s'est hissé parmi les trois premiers acteurs du marché en France. La mise en synergie des savoir-faire et compétences du Groupe en matière de réseaux électriques, de réseaux télécoms et d'intervention à domicile permet d'intervenir sur tous types et toutes tailles de projets photovoltaïques. Le Groupe entend poursuivre son fort développement en France, d'autant qu'il s'agit d'un des pays Européens à plus fort

potentiel, tout en continuant de structurer son offre dans les autres pays où il est présent.

La croissance de ce marché devrait se poursuivre dans les prochaines années car il est un vecteur important de souveraineté énergétique. Visant à renforcer l'indépendance énergétique de l'Union Européenne, le plan « RePowerEU » revoit ainsi à la hausse les objectifs d'intégration des énergies renouvelables de 40% à 45% à l'horizon 2030.

Cette ambition s'appuie notamment sur une nouvelle stratégie solaire. La Commission européenne propose par exemple de raccourcir drastiquement les procédures d'autorisation de permis de renouvelables. Elle a aussi prévu un budget de 300 milliards d'euros d'ici 2030 et rendu obligatoires les panneaux photovoltaïques pour les bâtiments publics et les centres commerciaux à partir de 2025. Cette obligation a été étendue aux logements neufs construits à partir de 2029.

Les États doivent donc prendre des mesures incitatives. En France par exemple, les parkings extérieurs d'une superficie supérieure à 1.500 m<sup>2</sup> seront équipés d'ombrières intégrant des panneaux solaires. C'est un début alors que le potentiel solaire inexploité dans le pays atteint plus de 1 100 GW.

Selon l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), le potentiel inexploité sur toiture uniquement est estimé à 364 Gigawatts (GW), soit 3 fois plus que la puissance de l'ensemble du parc de production français toutes filières confondues (nucléaire, thermique, renouvelable). Le Cerema, estime à 775 GW le gisement inexploité au sol et sur les parkings. Pour référence, la puissance du parc photovoltaïque français atteignait 19,0 GW à fin 2023.

Le Groupe Solutions30 estime bénéficier à terme des atouts nécessaires pour adresser ces marchés dans tous les pays où il est présent. Avec l'acquisition en 2023 d'ELEC-ENR, une entreprise spécialisée dans le raccordement électrique des parcs éoliens, Solutions30 a renforcé ses capacités dans le domaine des énergies renouvelables. Afin de compléter son offre de services en France, Solutions30 a également acquis, entre mai 2024 et mai 2025, une participation majoritaire de 60% au capital de la société So-Tec. Cette société est spécialisée dans la construction de centrales photovoltaïques. Solutions30 prévoit de porter cette participation à 100 % d'ici quatre ans, conformément aux accords en vigueur avec les actionnaires historiques de la société.

Face à des sources d'énergie qui se multiplient, et des besoins toujours plus nombreux, que ce soit par exemple pour la recharge de véhicules ou l'utilisation de pompes à chaleur, les réseaux électriques doivent s'adapter. L'injection, sur le réseau électrique, de flux d'énergie renouvelable intermittente, représente un défi majeur pour leur développement. La Commission Européenne a estimé à 584 milliards d'euros l'enveloppe d'investissements nécessaires dans le réseau électrique entre 2020 et 2030, en particulier dans le réseau de distribution. Sur ce montant, 400 milliards d'euros d'investissements concernent le réseau de distribution, dont 170 milliards d'euros consacrés à la numérisation.

Dans ce domaine également, le modèle d'affaire de Solutions30 est très pertinent. A travers sa filiale Unit-T, le Groupe accompagne Fluvius dans son programme de modernisation du réseau énergétique en Flandre (Belgique) depuis 2023, à travers un contrat d'une durée initiale de cinq ans. Au cours de ces cinq premières années, les équipes de Solutions30 transforment plus de 1000 kilomètres de réseau électrique et connectent de multiples habitations au nouveau réseau énergétique développé avec les villes et les communautés locales. D'ici 2032, 40 % de ces réseaux de basse tension et un tiers des armoires moyenne tension en Flandre seront renforcés et modernisés.

En France, Solutions30 est depuis plusieurs années un partenaire de référence d'Enedis et travaille pour contribuer à la modernisation du réseau de distribution d'électricité national, pour laquelle le budget d'investissements a quasiment doublé entre 2019 et 2025.

En Pologne, Solutions30 a acquis, en septembre 2025, une participation majoritaire dans la société Elektra Realizacja, spécialisée dans la modernisation des réseaux électriques basse et moyenne tension. L'entreprise propose une large gamme de services, notamment le remplacement de postes de transformation, le démantèlement et le remplacement d'appareillages de commutation, ainsi que la maintenance d'équipements électriques.

Dans ce contexte, les smart grids offrent des avantages considérables. Intégrées au sein des sites de production, dans les infrastructures réseau et chez les consommateurs, les smart grids combinent les technologies du numérique et de l'électricité pour optimiser l'ensemble des mailles du réseau.

L'utilisation des smart grids permet ainsi d'optimiser l'électricité, de sa production jusqu'à sa consommation. Grâce à des capteurs, les smart grids collectent les données relatives à la production et la consommation d'énergie, permettent de suivre en continu l'état du réseau et d'optimiser son fonctionnement.

Les acteurs des smart grids comprennent à la fois les grands énergéticiens, les groupes de télécommunications, les acteurs de l'électrotechnique et de l'informatique, tous clients de Solutions30 qui a donc un rôle à jouer dans ce segment de marché.

### **Déploiement des compteurs intelligents**

Dans le cadre du troisième « paquet énergie », la législation européenne prévoit que les États membres veillent au déploiement des compteurs intelligents sur leurs territoires respectifs. Cette mise en œuvre peut être subordonnée à une évaluation économique positive des coûts et avantages sur le long terme.

Selon la Commission Européenne, l'engagement des États membres équivaut à un investissement de l'ordre de 45 milliards d'euros pour la mise en place de près de 200 millions de compteurs électriques intelligents (représentant approximativement 72% des consommateurs européens) et 45 millions de compteurs à gaz (près de 40 % des consommateurs).

En dépit de ces directives, le déploiement effectif des compteurs intelligents dans l'ensemble de l'Union Européenne dépend de critères propres à chaque État membre. Parmi ces critères figurent les dispositions réglementaires, les normes disponibles et les fonctionnalités recommandées afin d'assurer l'interopérabilité technique et commerciale et de garantir la protection et la sécurité des données.

Ainsi, chaque État membre a entrepris de déployer ses compteurs d'électricité intelligents, mais avec des délais et des objectifs considérablement variables.

En France, 95% des compteurs électriques sont exploités par Enedis, dont Solutions30 est le premier partenaire pour l'installation des compteurs électriques intelligents. Le Groupe a par conséquent été un acteur majeur du déploiement de compteurs électrique intelligents en France métropolitaine, jusqu'au parachèvement de ce déploiement en 2022. A fin 2022, la quasi totalité des foyers français étaient équipés. L'organisation mise en place pour ces déploiements, la qualité des installations et les relations de confiance tissées avec Enedis sont des atouts concurrentiels importants pour les nouveaux projets qui s'annoncent, en lien avec la transition énergétique.

En Allemagne, Solutions30 a remporté dès 2019 un contrat auprès du premier fournisseur allemand d'électricité et de gaz pour l'installation de nouveaux compteurs intelligents. Ce premier appel d'offres portait sur 2,3 millions de compteurs, sur les 51 millions de compteurs que compte l'Allemagne. Solutions30 a remporté environ 20 % de ce premier marché dont le déploiement a commencé en janvier 2020 dans le Brandebourg et en Bavière. Pour des raisons bureaucratiques et économiques, les déploiements

massifs de compteurs intelligents n'ont toutefois pas encore débuté en Allemagne. En début d'année 2023, le pays a voté une loi visant à accélérer les déploiements de compteurs intelligents sur le territoire, tout en annonçant que seuls les foyers consommant plus de 6 000 kWh par an seraient contraints d'installer un compteur intelligent. L'adoption obligatoire des compteurs intelligents ne va donc concerner qu'une minorité des foyers allemands puisque la moyenne annuelle de consommation électrique dans le pays a été évaluée à 3500 kWh. Le Groupe reste attentif aux évolutions de marché dans ce pays car bien que très sélective, cette approche n'empêche pas les distributeurs d'électricité d'engager leur propre plan de déploiement de compteurs intelligents.

En Belgique, l'opérateur flamand Fluvius a débuté en mars 2021 le déploiement de ses compteurs intelligents. Unit-T, filiale de Solutions30, a pris en charge le déploiement de 40% des 4,3 millions de compteurs prévus par Fluvius dans le cadre d'une première phase, ce qui a contribué à la forte croissance du chiffre d'affaires sur le territoire. Cette première phase est désormais quasiment achevée.

### **Bornes de recharge pour véhicules électriques**

Dans le contexte de la transition énergétique, l'adoption de la mobilité électrique est amenée à accélérer dans les années qui viennent. Les règles adoptées par le Conseil européen en 2023 fixent les objectifs suivants :

- 55 % de réduction des émissions de CO2 pour les voitures neuves et 50 % pour les camionnettes neuves de 2030 à 2034 par rapport aux niveaux de 2021
- 100 % de réduction des émissions de CO2 pour les voitures neuves et les camionnettes à partir de 2035.

Dans ce contexte, si l'offre de véhicules électriques s'est considérablement étoffée, le manque de bornes de recharge en freine l'adoption. La pression exercée par les pays sur les constructeurs se répercutera vraisemblablement sur les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité qui devront déployer rapidement ces équipements partout en Europe.

Solutions30 dispose des compétences requises et des agréments pour intervenir sur ce marché, où il a remporté plusieurs succès commerciaux à travers l'Europe en 2025. Le Groupe s'est positionné sur l'installation et la maintenance des bornes de recharge pour véhicules électriques. Le Groupe estime que son modèle lui permet d'être particulièrement compétitif sur le marché de l'installation de bornes à domicile et sur le lieu de travail, l'installation de bornes publiques nécessitant des interventions plus lourdes.

Solutions30 compte aujourd'hui de nombreux clients actifs et a acquis une position reconnue sur un marché encore très fragmenté. En 2025, le Groupe a notamment étendu son partenariat stratégique avec Spirii, fournisseur de premier plan de solutions de plateforme pour la recharge des véhicules électriques. Lancée en Italie, cette alliance combine l'expertise opérationnelle de Solutions30 dans l'installation et la maintenance des bornes avec la technologie avancée de Spirii, notamment son écosystème de plateforme pour la gestion des services de

recharge destinés aux flottes, aux opérateurs de bornes et aux entreprises de mobilité. Fort de ce succès initial, les deux partenaires ont intensifié leur coopération à travers l'Europe, en adaptant leur approche aux marchés locaux, en particulier en France. En France également, le Groupe est partenaire de référence de Mobilize Power Solutions, en charge du déploiement de bornes de recharge pour les clients de Renault Group ou encore d'EDF pour le déploiement de son « plan mobilité électrique » en Europe. Solutions30 opère également en Pologne, où le Groupe a installé, en 2025, 23 bornes pour Ekoenergetyka, un fabricant européen ayant déjà électrifié plus de 40 villes en Europe.

Le Groupe entend poursuivre son engagement envers l'innovation dans ce domaine et répondre aux besoins croissants du marché.



### **Technology Solutions**

Solutions30 offre deux types de prestations dédiées à l'assistance informatique :

- Des services d'interventions sur site pour installer, configurer et déployer des solutions IT intégrées, puis réaliser des opérations d'assistance ou de maintenance :
  - Déploiement, maintenance (MCO) et Assistance informatique sur site ou en atelier de tout type d'équipements, matériels informatiques ou réseaux, équipements multimédias ;
  - Gestion du poste de travail (IMAC - Installation, Mouvement, Ajout, Changement).
- Des kiosques de service (« Service Desks ») intégrés aux sites des clients et permettant d'apporter un service d'ultra-proximité en instantané :
  - Support multi-devices de proximité : traitement des demandes et incidents sur l'environnement de travail ;
  - Maintenance préventive et curative sur matériels informatique et multimédia ;
  - Prestation sur-mesure VIP / Etat-Major : assistance téléphonique et physique (même au domicile) 7 jours/7 et 24 heures/24.

Ce marché, plus mature, est aussi en mutation. Sous l'effet de la baisse des prix des matériels informatiques, il est devenu un marché de remplacement où la compétence logistique est clé, et non plus un marché de réparation et d'assistance où les compétences techniques faisaient la différence. Solutions30 s'appuie sur un maillage territorial dense de techniciens itinérants et des outils logistiques et de gestion performants qui lui permettent de garantir des délais d'intervention courts, ainsi que des tarifs compétitifs. Le Groupe cible prioritairement des entreprises disposant d'un grand nombre de sites à l'échelle d'un territoire (réseaux bancaires, acteurs de la grande distribution,...) ou ayant de forts besoins en matière de proximité clients et interventions à domicile (distributeurs de produits high-tech et multimédia), et se positionne auprès de fabricants de matériels informatiques afin de réaliser leurs prestations de maintenance.



Pour mener à bien ses missions, Solutions30 bénéficie des effets d'échelle qui découlent de son organisation et s'appuie notamment sur :

- Des centres logistiques qui permettent de réaliser différentes prestations, de réception/envoi de matériel, mais aussi de contrôle, réparation, configuration ou paramétrage d'équipements, et qui abritent les stocks délocalisés des clients afin de garantir des délais d'intervention rapides.
- Des centres d'appels, dans les pays d'implantation du Groupe mais aussi au Maghreb et en Europe de l'Est qui assurent la planification des rendez-vous, le support technique de premier niveau, le diagnostic à distance.
- Des outils informatiques propriétaires qui permettent d'automatiser et suivre un grand nombre de tâches, et enrichissent l'expérience utilisateur.

Le cloud, la multiplication des équipements, la mobilité font évoluer les besoins des utilisateurs. Demain, avec l'essor de la 5G, les objets connectés et le « edge computing », les services applicatifs qu'il offre mais aussi et surtout les dispositifs périphériques qu'il requiert généreront de nouveaux besoins et de nouvelles opportunités pour l'activité Technology Solutions de Solutions30. Au-delà de l'installation de nouveaux périphériques, il faudra être en mesure d'assurer la maintenance de ces dispositifs rapidement, quel que soit l'endroit où ils se trouvent. C'est justement le cœur de métier de Solutions30 qui saura alors déployer les compétences nécessaires pour capter de nouvelles opportunités de développement.

La montée en puissance de l'Internet des Objets offre un potentiel de croissance significatif pour Solutions30 puisque tout objet connecté nécessite installation physique et maintenance.

Industrie 4.0, Smart City, Smart Building, Smart Home, véhicules autonomes, santé connectée sont autant de concepts qui prennent corps au fur et à mesure que les

technologies deviennent plus abordables et plus largement disponibles. Ces progrès technologiques sont sources de gains de productivité dans les entreprises tandis que, pour les particuliers, ils offrent des bénéfices majeurs, que ce soit en termes d'économies, de santé ou de sécurité.

L'Internet des Objets recouvre un nombre très large d'applications puisqu'aujourd'hui « tout » est connecté. Le Groupe est présent dans ce domaine et accompagne plusieurs grands acteurs parmi lesquels un opérateur de télécommunications qui déploie une offre « maison connectée », le leader mondial de la vente en ligne, un fabricant de dispositifs médicaux connectés, un fabricant de solutions domotique. Ce secteur constitue une réserve de croissance matérielle pour le Groupe.

### 1.5.2 Secteurs géographiques

Le Groupe Solutions30 est présent dans neuf pays :

- France ;
- Belgique, Pays-Bas et Luxembourg (Benelux) ;
- Allemagne ;
- Espagne et Portugal (Péninsule Ibérique) ;
- Italie ;
- Pologne.

En 2025, à l'aune des évolutions récentes du marché britannique, le Groupe a s'est retiré du Royaume-Uni.

Les sous-jacents de ces marchés sont similaires avec une tendance forte à l'externalisation des services de proximité et les leviers de croissance structurels que sont la transformation numérique et la transition énergétique. Le Groupe estime qu'il a aujourd'hui un positionnement significatif dans l'ensemble des pays où il est présent, même s'il n'a pas encore atteint une taille critique cible en dehors de la France et du Benelux.

Ces deux dernières années, la répartition du chiffre d'affaires par pays était la suivante :

En millions d'euros	Exercice clos 31 décembre 2025	Exercice clos 31 décembre 2024
<b>Benelux</b>	<b>352,6</b>	<b>371,6</b>
<b>France</b>	<b>305,3</b>	<b>360,8</b>
<b>Allemagne</b>	<b>95,9</b>	<b>84,4</b>
Péninsule Ibérique	15,7	12,9
Italie	61,1	54,9
Pologne	61,9	58,4
<b>Total autres pays</b>	<b>138,7</b>	<b>126,2</b>
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>892,4</b>	<b>943,0</b>

### France

Entre 2015 et 2021, la France a tiré la croissance du Groupe grâce (i) au Plan Très Haut Débit qui a permis le

déploiement rapide de la fibre optique en métropole et outre-mer, avec notamment un pic d'activité très fort en 2020 et 2021 du fait du recours massif au télétravail dans le contexte de la crise sanitaire, et (ii) au déploiement des compteurs d'électricité communicants.

Ces marchés ont aujourd'hui atteint leur phase de maturité. De marchés de déploiement, ils deviennent des marchés de maintenance, par essence plus récurrents. Ainsi, en 2024 et 2025, dans un marché du raccordement à la fibre en fort ralentissement du fait de sa maturité, le Groupe a réduit son exposition à certains contrats dont les conditions de rentabilité s'étaient détériorées. Cette situation s'est traduite par d'importantes baisses de chiffre d'affaires dans l'activité Connectivity.

En parallèle, les activités liées à la transition énergétique, en particulier le photovoltaïque, ont connu un essor important à partir de 2023 et se sont progressivement imposées comme un solide relais de croissance sur le territoire français. En 2025, elles ont représenté 45 % du chiffre d'affaires de Solutions30 en France. En 2025, la capacité de production photovoltaïque totale installée s'est élevée à plus de 160 MWh.

## Benelux

**En Belgique,** Solutions30 est l'un des principaux acteurs du marché des services de proximité dans le secteur des télécommunications, depuis l'accord d'externalisation signé avec Telenet sous forme de « Vested Partnership » et à la création de Unit-T en 2018. Unit-T est une joint-venture dans laquelle Solutions30 détient 70 % et Telenet 30 %. Elle dispose d'un potentiel de croissance important, auprès de Telenet bien sûr mais également auprès d'autres clients comme en témoignent les contrats signés avec Fluvius en 2020 pour le déploiement de ses compteurs intelligents, et en 2024 pour la modernisation du réseau électrique basse et moyenne tensions en Flandres.

La Belgique est engagée dans des plans de déploiement FTTH ambitieux. Solutions30, fort de solides références ailleurs en Europe et d'un maillage territorial dense, a signé des contrats cadre avec des acteurs de premiers plans comme Fiberklaar ou Unifiber, et joue actuellement un rôle important sur ces marchés comme en témoigne la très forte croissance enregistrée au Benelux en 2023, à plus de 70% sur l'ensemble de l'année, essentiellement tirée par la Belgique. Cette croissance a temporairement marqué le pas en 2024, du fait de l'attentisme des opérateurs télécoms belges, alors engagés dans des négociations visant à rationaliser les opérations de déploiement sur l'ensemble du territoire et, dans une moindre mesure, du contexte électoral. Fin 2025, ces négociations ayant été menées à bien par les opérateurs, un retour à un niveau d'activité normal a été amorcé.

**Aux Pays-Bas,** une deuxième vague de déploiement des réseaux FTTH est en cours, à laquelle Solutions30 participe activement à travers des projets de déploiement et de raccordement pour Open Dutch Fiber et KPN.

## Allemagne

En Allemagne, Solutions30 bénéficie actuellement d'une bonne dynamique de marché, aussi bien dans le domaine des télécommunications que dans celui de l'énergie. C'est sur le marché des télécommunications que le Groupe a néanmoins concentré son développement ces dernières années, en particulier la fibre, où il s'est rapidement

imposé comme partenaire de premier plan des opérateurs télécoms allemands, suite à la signature d'importants contrats en 2023. Par rapport aux autres pays européens, l'Allemagne est très en retard en matière d'infrastructures de télécommunication. Dans ce contexte, tous les principaux opérateurs de télécommunications ont lancé des programmes d'investissement dans le déploiement FTTH. Après une phase de démarrage compliquée, le marché a amorcé une phase de forte croissance en 2024, qui s'est poursuivie en 2025 malgré un rythme d'exécution des opérations de déploiement plus irrégulier sur la deuxième partie de l'année, et une priorité plus forte donnée par les opérateurs aux phases de raccordement.

Avec 41,5 millions de foyers, l'Allemagne constitue un marché extrêmement prometteur et particulièrement stratégique pour Solutions30. Avec une offre de service de bout-en-bout et de fortes relations commerciales avec les six principaux opérateurs allemands, Solutions30 est bien positionné sur ce marché prometteur qu'il considère comme un puissant relais de croissance à court terme.

En parallèle, le marché des services énergétique allemand présente des opportunités considérables. L'Allemagne est le plus gros marché pour l'énergie photovoltaïque en Europe puisque la capacité de production totale devrait y passer de 83 GW en 2023 à près de 186 GW en 2028. Le pays prévoit également un programme de déploiement de compteurs intelligents, qui doit être mené à bien d'ici 2032, et investit massivement dans la modernisation de son réseau électrique (110 milliards d'euros d'investissements sont nécessaires d'ici 2033). Enfin, le développement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, à la fois véhicules légers et poids lourds, y est une priorité. Si Solutions30 ne réalise encore qu'un chiffre d'affaires mineur dans l'énergie en Allemagne, le Groupe affiche de fortes ambitions, notamment dans le domaine du photovoltaïque, où il a signé des premiers partenariats B2B en 2025.

## Autres Pays

**En Italie,** Solutions30 est un partenaire clé de TIM (Telecom Italia), pour le compte de qui le Groupe déploie un réseau fibre dans le Piémont et la Vallée d'Aoste. Après une brève temporisation en 2023, en raison des difficultés qu'a connues TIM, les interventions de Solutions30 ont repris normalement courant 2024, avec de meilleures conditions économiques. En 2025, le Groupe a ainsi affiche une solide croissance dans les activités fibre.

En mai 2025, Solutions30 a annoncé le renouvellement de son contrat avec FiberCop, opérateur de référence dans le développement du réseau en fibre optique en Italie. La valeur totale du contrat dépasse les 125 millions d'euros sur trois ans. L'accord prévoit la poursuite du déploiement du réseau FTTH dans les régions du Piémont et de la Vallée d'Aoste. Il couvrira environ 300.000 unités immobilières, contribuant ainsi à renforcer la connectivité du territoire italien et à réduire la fracture numérique.

En parallèle, Solutions30 poursuit en Italie son développement dans le domaine de la mobilité électrique, avec notamment la signature, en juin 2025, d'un partenariat avec Spirii (filiale d'Edenred) pour l'installation et la maintenance de bornes de recharge dans le pays. Conformément à sa stratégie, le Groupe s'emploie depuis

2024 à améliorer sa rentabilité en Italie, avec des résultats probants.

**En Pologne**, le Groupe s'est implanté en 2019 et a progressivement gagné des parts de marché de façon organique et par croissance externe, devenant progressivement partenaire de référence d'Orange, l'opérateur de télécommunication national. La Pologne offre des fondamentaux de marché très attractifs, que ce soit en termes de taille, de densité de population ou de marché puisque le pays investit significativement dans son infrastructure numérique. Ces dernières années, le Groupe y a déployé les éléments clés qui ont fait son succès dans d'autres pays. Il s'est progressivement imposé comme un acteur majeur, augmentant ses parts de marché dans les activités Connectivity Solutions et étendant sa base de clients.

Le Groupe réplique actuellement ce succès dans les activités Energy Solutions. Il a renforcé sa présence sur le marché polonais de l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques, en pleine croissance, en signant deux contrats avec des acteurs clés du pays: Ekoenergetyka et Enefit Polska. Il a également pris pieds sur le marché des services aux réseaux électriques basse et moyenne tensions en 2025, avec l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de la société Elektra Realizacje.

**En Espagne**, Solutions30 a étendu sa présence en 2018 et a ensuite gagné des parts de marché en renforçant sa collaboration non seulement avec les opérateurs de télécommunications mais aussi avec les équipementiers, dont notamment Ericsson et Nokia. Néanmoins, dans un contexte où le marché de la fibre est arrivé à maturité, le Groupe a récemment mis en œuvre un plan de recentrage sur les activités Energy et Technology. En 2025, Un processus de cession de la quasi-totalité des actifs opérationnels de l'activité Connectivity a été engagé. Ce recentrage stratégique vise à maximiser les rendements et à capitaliser sur les opportunités de croissance prometteuses.

A ce titre, en septembre 2025, Solutions30 a entamé le déploiement des stations de recharge pour véhicules électriques de Fastned, avec l'installation des deux premiers sites sur l'autoroute C-32, offrant chacun huit points de recharge de 400 kW.

Implanté au **Royaume-Uni** depuis 2020, à travers le déploiement d'une offre de services pour les réseaux de télécommunications mobiles puis fixes, et par la suite dans la mobilité électrique, le Groupe a opéré en 2025 son retrait total du marché britannique. Cette décision a été prise à l'aune des évolutions récentes du marché britannique de la fibre, et en cohérence avec la stratégie de sélectivité mise en œuvre par le Groupe.



## 2 Facteurs de risques et dispositifs de contrôle interne

**41**

**2.1** Facteurs de risques propres à la société

**49**

**2.2** Assurances

**49**

**2.3** Dispositif de contrôle interne

**52**

**2.4** Gouvernance, Risque et Conformité



## 2. FACTEURS DE RISQUES ET DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

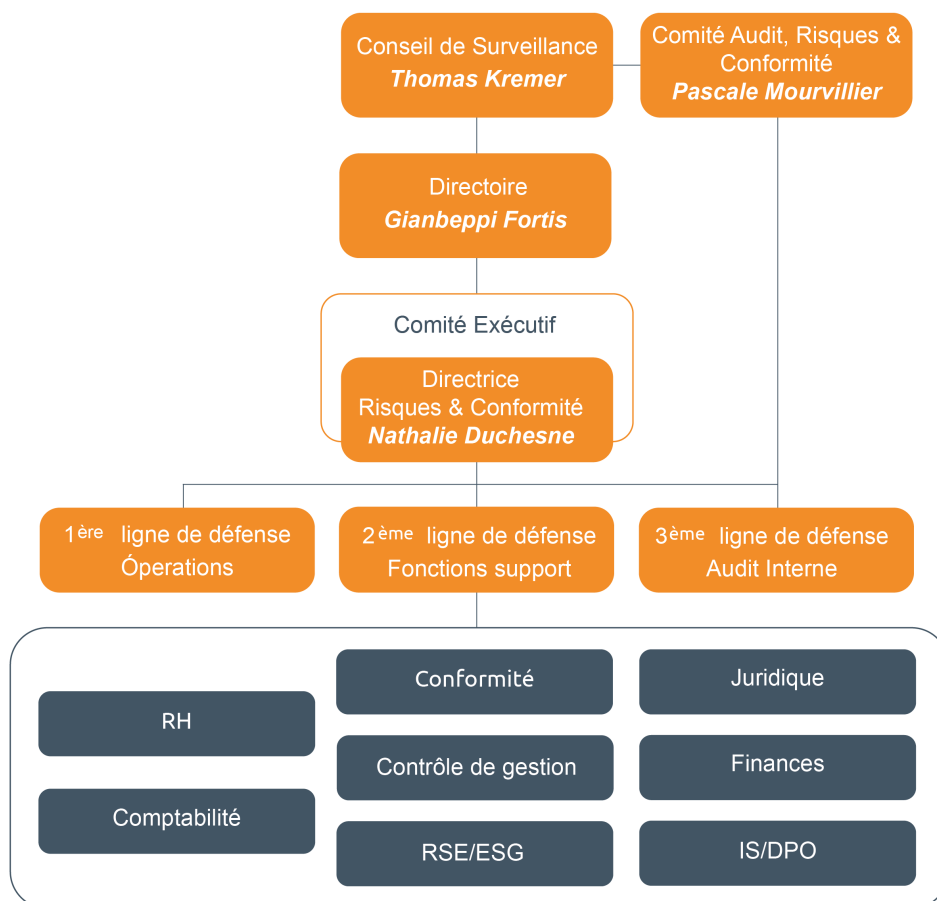
### 2.1 Facteurs de risque spécifiques à la Société

#### 1.1 Gouvernance

En 2025, le Groupe a poursuivi le renforcement de son dispositif de gestion des risques, notamment par une intensification de l'engagement de ses parties prenantes. Dans ce cadre, il a continué à s'appuyer sur son outil dédié de gestion des risques et a déployé Naltilia, un programme de conformité complet destiné à assurer une conformité intégrale avec les exigences de la loi Sapin II. L'ensemble des risques identifiés est intégré au plan d'audit 2026, conçu en pleine cohérence avec le référentiel COSO, garantissant ainsi une approche structurée, intégrée et harmonisée de l'évaluation et du traitement

des risques. La cartographie des risques du Groupe est actualisée grâce aux contributions conjointes des CEO pays, des directeurs d'unités opérationnelles et des observations issues des missions d'audit interne.

Afin d'assurer un pilotage rigoureux, tant en matière de suivi que de mitigation, le Groupe s'appuie sur Zenya, une plateforme spécialisée permettant un suivi systématique, une traçabilité renforcée et une résolution efficiente des risques.



#### 1.2 Cadre de gestion des risques

La gestion des risques chez Solutions30 s'articule autour du modèle des trois lignes de défense, largement reconnu comme une référence en matière de gouvernance :

\*Niveau opérationnel (Première ligne de défense) : Les risques sont identifiés et gérés directement au sein des

opérations. Des contrôles internes sont mis en place à ce niveau afin d'assurer une mitigation efficace.

\*Fonctions support (Deuxième ligne de défense) :Les équipes centrales de support supervisent et coordonnent les activités de gestion des risques dans l'ensemble des entités. Elles prennent en charge les risques transversaux pouvant impacter les processus du Groupe.

\*Audit interne (Troisième ligne de défense) :Les auditeurs internes examinent les processus et entités considérés comme les plus critiques, apportant assurance et recommandations pour renforcer le dispositif global de gestion des risques.Ils reportent directement au Group Head of Risk & Compliance, lequel rend compte au Comité Audit, Risques & Conformité ainsi qu'au Directoire.

### 1.3 Méthodologie d'évaluation des risques

Le Groupe adopte une approche intégrée et structurée de la gestion des risques, intégrant l'analyse de l'ensemble des risques ainsi que leurs interdépendances. Une fois identifiés, les risques sont évalués selon deux dimensions :

La probabilité d'occurrence est évaluée comme suit :

Exceptionnel	1 fois tous les 15 ans
Peu probable	1 fois tous les 10 ans
Probable	1 fois tous les 3 ans
Très probable	1 fois tous les 12 mois
Quasi certain	1 fois tous les 6 mois

L'impact est évalué comme suit :

	Très faible	Faible	Medium	Elevée	Critique
Financier (€)	Coût insignifiant, facilement absorbé dans le budget	Petits dépassements budgétaires, faible pression financière, < 100K€	Impact notable pouvant affecter les objectifs financiers, 100 - 500K€	Dépassements budgétaires importants, 500K€ - 5 M€	Perte financière grave, menace pour l'entreprise, > 5 M€
Relations Clients-Investisseurs / Réputation	Préoccupations minimales soulevées par un nombre limité de clients	Quelques plaintes ou préoccupations	Niveau notable d'insatisfaction parmi un segment de la clientèle. Publicité négative ou sentiment négatif du marché.	Niveau élevé d'insatisfaction (niveau stratégique), perte potentielle de clients importants.	Insatisfaction critique (niveau stratégique), fort potentiel d'impact significatif sur les revenus, sur la réputation et le cours de l'action.
Juridique / Conformité	Problème de non-conformité minime, impact limité et facilement rectifiable	Non-conformité mineure. Amendes mineures, infractions mineures à la réglementation, qui peuvent nécessiter des ressources pour être résolues.	Non-conformité modérée avec des sanctions modérées.	Non-conformité grave entraînant des conséquences juridiques majeures et/ou des amendes importantes. Impact opérationnel modéré.	Violations critiques de la réglementation, des exigences de reporting et règles de cotation boursière. Répercussions juridiques graves avec des amendes importantes et temps d'arrêt des opérations. les défaillances du système ou les problèmes de gestion qui peuvent avoir une incidence sur la confiance des investisseurs
Santé & Sécurité	Possibilité de causer des problèmes de santé mineurs.	Effets mineurs non chroniques sur la santé, tels qu'une gêne temporaire.	Blessures ou problèmes de santé modérés nécessitant un traitement médical mais n'entraînant pas de conséquences à long terme.	Blessures ou problèmes de santé importants, potentiellement chroniques, nécessitant un traitement médical prolongé ou un temps de récupération.	Incidents graves entraînant des incapacités permanentes, des troubles importants ou des décès.
Opérations	Perturbation minimale du processus opérationnel (10' max d'indisponibilité)	Perturbation mineure des processus opérationnels (plus de 10' d'indisponibilité)	Perturbation modérée des processus opérationnels (plus de 3 heures d'indisponibilité)	Perturbation importante des processus opérationnels (plus de 12 heures d'indisponibilité)	Perturbation majeure des processus opérationnels (plus de 3 jours d'indisponibilité)

Projets	Retard mineur du projet ou légère modification du champ d'application.	Retards à court terme. Écarts humains ou budgétaires gérables.	Des étapes du projet n'ont pas été respectées et un ajustement important des ressources est nécessaire.	Retard dans les grandes phases du projet. Dépassement budgétaire.	Échecs critiques du projet : possibilité d'abandon du projet ou de remaniement important.
Ressources humaines	Préoccupations mineures en matière de ressources humaines.	Litiges mineurs.	Défis modérés en matière de ressources humaines.	Litiges importants ou problèmes de conformité.	Crise critique en matière de ressources humaines ou conflits organisationnels majeurs.
Chaîne d'approvisionnement	Retards mineurs ou écarts de qualité.	Retards d'expédition ou problèmes liés au matériel/service commandé. Pas d'impact sur le budget.	Perturbations moyennes, quelques arrêts de production. Impact budgétaire limité.	Problèmes liés à la multiplicité des fournisseurs et des régions. Retards importants. Impact important sur le budget.	Echecs majeurs. Impact important sur les entreprises. Impact budgétaire très important.
Sécurité informatique	Violations de données très mineures, perturbations informatiques minimales sans impact opérationnel, ou problèmes mineurs dans le développement de logiciels.	Violations mineures des données, perturbations minimales des systèmes informatiques, y compris les problèmes liés au développement de logiciels.	Violations importantes de données, perturbations modérées des systèmes informatiques ou impact opérationnel limité, avec des vulnérabilités notables dans le développement de logiciels.	Violations importantes de données ou perturbations graves des systèmes informatiques, y compris des défaillances critiques dans le développement de logiciels.	Violations majeures de la sécurité entraînant des répercussions juridiques potentielles, des pertes substantielles de données ou l'arrêt complet des systèmes informatiques, souvent liées à de graves vulnérabilités dans le développement des logiciels.

La probabilité et l'impact de chaque risque est multipliée pour donner le positionnement suivant :

P = 5	5	10	15	20	25
P = 4	4	8	12	16	20
P = 3	3	6	9	12	15
P = 2	2	4	6	8	10
P = 1	1	2	3	4	5
Probabilité / Impact	I = 1	I = 2	I = 3	I = 4	I = 5

#### Échelle de Risques

■	Très Faible
■	Faible
■	Moyen
■	Elevé
■	Très élevé

Cette méthodologie structurée garantit une priorisation appropriée des risques et une gestion cohérente et efficace à l'échelle du Groupe.

#### 1.4 Approche de traitement des risques

Le Groupe met en œuvre des mesures adaptées pour traiter les risques identifiés, pouvant inclure leur

acceptation, leur évitement, leur transfert ou leur mitigation. Lorsque des actions de mitigation sont nécessaires, elles sont définies à l'issue d'une analyse coûts-bénéfices, garantissant l'efficacité et la pertinence des mesures retenues.

Les risques sont ensuite hiérarchisés en fonction de leur criticité :

\*Zones rouge et orange (risques élevés) : nécessitent une attention immédiate et des actions correctives prioritaires.

\*Zone jaune (risques modérés) : gérés dans un second niveau de priorité.

\*Zones verte et grise (risques faibles) : font l'objet d'un suivi continu afin de s'assurer qu'ils restent dans des seuils acceptables.

Cette approche structurée permet de concentrer les ressources sur les domaines où leur impact sur la réduction du risque est le plus significatif.

La plupart des risques gérés en 2024 sont restés présents en 2025. Toutefois, dans de nombreux cas, leur probabilité a diminué grâce aux mesures de mitigation mises en œuvre, et l'impact a également été réduit pour certains d'entre eux. Plusieurs risques ont été retirés de la

cartographie, reflétant la robustesse et l'efficacité des contrôles en place. Parallèlement, de nouveaux risques ont émergé, directement ou indirectement liés aux initiatives de restructuration en cours.

### 1.5 Catégories de risques

La plupart des risques gérés en 2024 sont toujours présents en 2025, bien que leur probabilité et, dans certains cas, leur impact aient diminué grâce aux mesures appliquées. Certains risques ont été retirés de la cartographie du fait de contrôles plus efficaces, tandis que de nouveaux risques sont apparus en lien avec les programmes de restructuration.

À l'échelle du Groupe, les risques identifiés et gérés se répartissent dans les catégories suivantes :

## GESTION DES SOUS-TRAITANTS

Risque	Mesures d'atténuation
<p>En 2025, le groupe Solutions30 a collaboré avec environ 7 500 sous-traitants, opérant soit pour le compte du Groupe, soit de manière indépendante. Ce modèle permet d'ajuster la capacité des équipes en fonction de l'évolution des besoins opérationnels et des dynamiques du marché.</p> <p>Si cette approche est un levier essentiel d'agilité, elle introduit également des risques spécifiques que le Groupe gère de manière proactive :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réputation des sous-traitants, pouvant rejaillir sur l'image du Groupe ;</li> <li>Supervision et coordination des activités des sous-traitants, afin de garantir qualité et fiabilité ;</li> <li>Compétences et qualifications du personnel des sous-traitants, essentielles pour l'excellence du service ;</li> <li>Conformité aux réglementations du travail et de l'immigration, assurant le respect du cadre légal ;</li> <li>Respect des politiques internes du Groupe, renforçant les standards éthiques et opérationnels.</li> </ul> <p>S'ils ne sont pas maîtrisés, ces risques pourraient impacter la réputation du Groupe, sa capacité à honorer ses engagements et ses obligations de conformité.</p> <p>L'ensemble des risques liés à la gestion des sous-traitants se situe dans la zone de risque « Très élevé » de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Pour relever ces défis, Solutions30 a mis en place un processus robuste de vérification des tiers, conçu pour garantir l'intégrité et la fiabilité de son réseau de sous-traitants. Tout sous-traitant souhaitant travailler avec le Groupe doit se soumettre à une revue complète de due diligence, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La vérification de l'identité, l'analyse des bénéficiaires effectifs ultimes et l'évaluation de la solidité financière ;</li> <li>L'évaluation de la réputation et des relations d'affaires, afin de garantir leur conformité avec les standards du Groupe.</li> </ul> <p>Cette vérification est réalisée conformément à la politique de Third Party Due Diligence (TPDD) du Groupe, par une équipe Conformité dédiée utilisant des outils avancés. Une fois cette première vérification finalisée et en l'absence de tout signal d'alerte, les sous-traitants doivent télécharger l'ensemble des documents légaux et réglementaires requis sur mySupplace, la plateforme sécurisée du Groupe dédiée à la gestion des tiers. Ce n'est qu'après la validation de cette revue préliminaire TPDD et la transmission de tous les documents requis qu'une relation commerciale peut être engagée.</p> <p>La base de données est continuellement mise à jour et contrôlée par les Compliance Officers locaux, garantissant le respect permanent des exigences réglementaires et internes. Ces mesures démontrent l'engagement du Groupe envers la transparence, la conformité et l'excellence opérationnelle sur toute sa chaîne de valeur.</p>



## SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Risque	Mesures d'atténuation
<p>Les activités du Groupe et les interventions des techniciens sont organisées et optimisées via la plateforme informatique propriétaire du Groupe. Cet outil centralise et attribue les demandes d'intervention tout en optimisant les temps de déplacement, les compétences et l'expertise des techniciens. Par ailleurs, le Groupe utilise plusieurs autres systèmes informatiques pour gérer et optimiser d'autres domaines organisationnels tels que les finances, la relation client ou encore les ressources humaines.</p> <p>Une cyberattaque ou une défaillance technique pourrait avoir un impact sur les opérations du Groupe - notamment sur sa capacité à optimiser les interventions techniques - ainsi que sur ses clients : atteinte à leur réputation, divulgation d'informations confidentielles, divulgation d'informations opérationnelles, indisponibilité totale ou partielle des données, et non-conformité à la législation ou aux exigences des clients.</p> <p>L'ensemble des risques liés à la gestion de la Sécurité de l'Information se situe dans la zone de risque « Très élevé » de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Le Groupe a mis en place un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) conforme à la norme ISO 27001. La conformité à cette norme a été confirmée par un cabinet d'audit indépendant pour un large périmètre d'activités liées à la fourniture de services aux clients. Le SMSI est supervisé par la fonction de Chief Information Security Officer (CISO) et est continuellement maintenu afin de garantir la conformité permanente et l'amélioration continue.</p> <p>Les pratiques générales en matière de sécurité de l'information sont décrites dans le Document d'Engagement en matière de Sécurité de l'Information, publié sur le site web de Solutions30. Un ensemble de politiques, procédures et instructions couvrant les différents aspects de la sécurité de l'information est publié, communiqué aux parties prenantes concernées et appliqué.</p> <p>Les contrôles spécifiques sont définis sur la base des résultats de l'Évaluation des Risques de Sécurité de l'Information, réalisée au moins une fois par an. Ces contrôles incluent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la gestion des accès utilisateurs,</li> <li>• les pratiques sécurisées de développement logiciel,</li> <li>• la protection des postes de travail et du réseau,</li> <li>• la due diligence et la surveillance des fournisseurs,</li> <li>• les processus de sauvegarde des bases de données et les tests de restauration,</li> <li>• les processus de gestion des incidents,</li> <li>• la sensibilisation des employés à la sécurité de l'information,</li> <li>• la veille sur les menaces (threat intelligence).</li> </ul> <p>Le Groupe dispose également d'une cyberassurance active.</p>

## FINANCES

Risque	Mesures d'atténuation
<p>Le Groupe est exposé à plusieurs risques financiers susceptibles d'affecter sa performance et sa résilience.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés financières des clients : Certains clients peuvent rencontrer des problèmes de liquidité ou des situations d'insolvabilité, entraînant des retards de paiement ou des défauts. Cela peut impacter les flux de revenus du Groupe ainsi que la stabilité de sa trésorerie.</li> <li>• Défis liés à la gestion de trésorerie : Une gestion efficace du besoin en fonds de roulement est essentielle, en particulier lors de périodes de réorganisation des activités. Les risques incluent des retards dans le recouvrement des créances, des tensions sur la liquidité et une augmentation des coûts de financement.</li> </ul> <p>Ces situations peuvent entraîner une baisse de rentabilité, une exposition accrue au risque de crédit et de potentielles contraintes sur la capacité du Groupe à financer ses opérations et initiatives de croissance.</p> <p>L'ensemble des risques liés à la Finance se situe dans la zone de risque « Très élevé » de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Pour faire face à ces risques, le Groupe a mis en place un cadre complet de gestion des risques financiers, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation rigoureuse du risque crédit Suivi continu de la santé financière et de la solvabilité des clients afin d'anticiper d'éventuels problèmes de paiement.</li> <li>• Diversification du portefeuille clients Réduction de la dépendance vis-à-vis d'un client unique ou d'un secteur spécifique afin de limiter l'exposition aux difficultés financières.</li> <li>• Gestion active des flux de trésorerie Suivi quotidien des positions de trésorerie, contrôle strict des conditions de paiement, optimisation du besoin en fonds de roulement et recours à des solutions de financement du BFR.</li> <li>• Analyse prospective et scénarios de marché Évaluation de différents scénarios d'évolution du marché et de leurs impacts potentiels sur la trésorerie, afin d'anticiper d'éventuelles tensions de liquidité et d'adapter en amont les plans d'action et les besoins de financement.</li> <li>• Arrêt des activités non rentables Ces mesures reflètent l'engagement du Groupe envers la stabilité financière, la résilience et une gestion proactive des risques, garantissant sa capacité à honorer ses obligations et à soutenir une croissance durable.</li> </ul>

## CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

Risque	Mesures d'atténuation
<p>Le Groupe opère dans un environnement réglementaire complexe et en constante évolution, incluant notamment les exigences liées à NIS2 (cybersécurité), Sapin II (lutte contre la corruption), CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), AI Act, ainsi que le RGPD (protection des données). Le non-respect de ces réglementations pourrait entraîner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des sanctions financières et juridiques ;</li> <li>une atteinte à la réputation ;</li> <li>des perturbations opérationnelles dues aux mesures correctives imposées ;</li> <li>une perte de confiance des clients et de futures opportunités commerciales.</li> </ul> <p>Compte tenu de l'ampleur et de la complexité croissante de ces réglementations, l'ensemble des risques liés à la Conformité réglementaire se situe dans la zone de risque « Très élevé » de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Pour relever ces défis, le Groupe a mis en place un cadre complet de conformité, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet GRC, destiné à renforcer la gouvernance du Groupe, a permis d'établir des politiques, chartes et documents structurants pour l'ensemble du Groupe. Il a conduit à la mise en place de contrôles internes robustes couvrant la lutte contre la corruption, la cybersécurité, l'intelligence artificielle, le reporting de durabilité et la protection des données.</li> <li>Des équipes Conformité dédiées, assurant la vérification de la Third Party Due Diligence (TPDD) avant toute activité ainsi qu'un contrôle continu de la conformité des tiers.</li> <li>Des formations obligatoires sur la GRC pour tous les employés du Groupe. Des sessions régulières de sensibilisation sont également organisées pour les collaborateurs et le management afin de renforcer les connaissances en matière de conformité et de réglementation.</li> <li>L'utilisation d'outils dédiés à la conformité réglementaire, à la vérification TPDD et à la gestion des risques.</li> <li>Le déploiement d'un programme de Conformité, visant à réduire les risques de non-conformité en interne et au sein de l'ensemble de la chaîne de valeur.</li> <li>Des revues périodiques par des auditeurs externes, afin de valider la conformité et d'identifier les axes d'amélioration.</li> <li>La gestion des signalements via la plateforme d'alerte interne (whistleblowing).</li> <li>L'application immédiate de sanctions lorsque la non-conformité implique un élément de gouvernance.</li> <li>La mise en œuvre de la directive NIS2.</li> <li>La communication et la formation relatives à la politique IA du Groupe.</li> </ul> <p>Ces mesures illustrent l'engagement du Groupe envers l'intégrité, la transparence et l'excellence réglementaire, garantissant la conformité dans l'ensemble des juridictions où il opère.</p>

## ACTIVITÉS DU GROUPE

Risque	Mesures d'atténuation
<p>Le Groupe opère sur plusieurs segments de marché présentant des niveaux de maturité différents. La gestion de la montée en puissance, de la croissance dans les segments en expansion et de la réorganisation des segments en déclin peut générer des risques tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>perte de qualité ;</li> <li>insatisfaction des clients ;</li> <li>érosion des marges ;</li> <li>difficultés de recrutement ;</li> <li>variations de volume ;</li> <li>départ de collaborateurs clés ;</li> <li>intégration lors d'opérations de fusions-acquisitions (M&amp;A).</li> </ul> <p>L'ensemble des risques liés aux activités du Groupe se situe dans la zone de risque **« Élevé »** de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Pour répondre à ces défis, le Groupe a mis en place les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer que son portefeuille d'activités reste diversifié en termes de zones géographiques, de types d'activités et de profils clients.</li> <li>Favoriser les synergies entre les activités, permettant le transfert de compétences et de personnel entre les différents segments. Cette approche vise à rendre les phases de transition - qu'il s'agisse de croissance ou de contraction - aussi courtes et efficaces que possible.</li> <li>Recourir à la sous-traitance, qui représente environ la moitié des effectifs du Groupe, constituant ainsi un levier essentiel pour disposer de la flexibilité nécessaire à une gestion efficace des périodes de transition.</li> <li>Arrêter les activités non rentables.</li> </ul>

## RÉPUTATION

Risque	Mesures d'atténuation
<p>Une campagne de dénigrement, une couverture médiatique défavorable ou la publication de messages inappropriés pourrait nuire à l'image et à la réputation du Groupe.</p> <p>Ce risque lié à la réputation se situe dans la zone de risque « Élevé » de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Pour réduire la probabilité de telles campagnes, le Groupe a mis en place plusieurs mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la gouvernance afin de garantir transparence et responsabilité ;</li> <li>• Programmes de sensibilisation des employés pour promouvoir une communication responsable ;</li> <li>• Plan de gestion de crise permettant de réagir rapidement et efficacement aux menaces réputationnelles ;</li> <li>• Politique de communication régulière afin d'assurer la clarté et la cohérence des messages ;</li> <li>• Système de veille médiatique pour détecter et traiter rapidement les signaux faibles ;</li> <li>• Participation à des événements externes ciblés pour renforcer l'image positive du Groupe.</li> </ul> <p>Ces actions reflètent l'engagement du Groupe à protéger sa réputation et à maintenir la confiance de ses parties prenantes.</p>

## GÉOPOLITIQUE

Risque	Mesures d'atténuation
<p>Le Groupe opère dans des zones géographiques proches de zones de conflit. Cela expose ses activités à des risques géopolitiques et sécuritaires accrus, pouvant entraîner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbations opérationnelles : suspension temporaire ou prolongée des activités en raison de l'instabilité ;</li> <li>• Perturbations de la chaîne d'approvisionnement : difficultés accrues pour s'approvisionner en matériaux et équipements en raison de l'instabilité régionale et de contraintes logistiques ;</li> <li>• Impact financier : augmentation des primes d'assurance, des coûts liés à la sécurité et risque de perte de revenus ;</li> <li>• Pression sur le marché du travail : disponibilité réduite de travailleurs qualifiés et flux migratoires pouvant affecter le recrutement ;</li> <li>• Risque réputationnel : perception négative des parties prenantes si les opérations sont associées à des zones de conflit ;</li> <li>• Risques réglementaires et sécuritaires : renforcement des exigences de conformité et possibles restrictions sur les activités transfrontalières.</li> </ul> <p>Ces facteurs peuvent entraîner des retards dans l'exécution des projets, une hausse des coûts d'exploitation et une diminution de la rentabilité dans la région.</p> <p>Ce risque lié à la "géopolitique" se situe dans la zone de risque "Élevé" de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Pour réduire ces risques, le Groupe a mis en place une stratégie proactive :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diversification des fournisseurs : élargissement des canaux d'approvisionnement au-delà de la région affectée afin de garantir la continuité de l'approvisionnement.</li> <li>• Gestion flexible de la main-d'œuvre : recours à la sous-traitance et à des programmes de mobilité pour répondre aux pénuries de personnel et maintenir la qualité du service.</li> <li>• Maîtrise des coûts et couverture (hedging) : suivi étroit des coûts de l'énergie et du transport, et recours à des instruments financiers lorsque cela est pertinent pour atténuer la volatilité.</li> <li>• Renforcement des protocoles de conformité et de sécurité : amélioration de la gouvernance locale et du suivi des risques afin de garantir le respect des réglementations évolutives et de sécuriser les opérations.</li> <li>• Planification de scénarii et mesures de contingence : évaluation régulière de l'évolution géopolitique et préparation de plans de réaction permettant de s'adapter rapidement aux changements de situation.</li> </ul> <p>Ces actions illustrent l'engagement du Groupe en faveur de la résilience et de la continuité opérationnelle, même dans un environnement géopolitique difficile.</p>

## ESG

Risque	Mesures d'atténuation
<p>Les critères ESG constituent un pilier de la stratégie du Groupe et sont intégrés dans l'ensemble de ses projets. La présence d'un Comité Stratégique ESG au sein du Conseil de Surveillance reflète clairement cet engagement.</p> <p>Les initiatives ESG du Groupe sont à la fois nombreuses et ambitieuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi rigoureux des indicateurs-clés de performance, incluant les émissions de CO<sub>2</sub>, les taux de gravité des accidents et la conformité des sous-traitants ;</li> <li>• Soumission de nos objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> à la Science Based Targets initiative (SBTi), actuellement en attente de validation ;</li> <li>• Publication pour la deuxième année consécutive de notre déclaration de durabilité, en conformité totale avec la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) ;</li> <li>• Intégration systématique de réponses ESG dans toutes les offres commerciales ;</li> <li>• Maintenance et amélioration continues de nos notations ESG auprès des agences de référence.</li> </ul> <p>Chacune de ces actions comporte des risques que le Groupe gère activement au quotidien. Ces risques liés à l'ESG se situent dans la zone de risque « Moyen » de la cartographie des risques du Groupe.</p>	<p>Pour répondre aux risques liés à l'ESG et garantir l'atteinte de nos objectifs stratégiques, le Groupe a mis en place une série de mesures concrètes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition d'un objectif absolu de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, dans le cadre de notre engagement auprès de la Science Based Targets initiative (SBTi) ;</li> <li>• Programmes de formation en e-learning disponibles sur la plateforme S30 Academy, accessibles à l'ensemble des collaborateurs du Groupe ;</li> <li>• Suivi mensuel des indicateurs ESG clés, garantissant un pilotage continu des progrès ;</li> <li>• Lien direct entre la performance ESG et la rémunération variable des managers, afin de renforcer l'alignement avec les objectifs de durabilité ;</li> <li>• Collaboration continue entre les équipes locales et l'équipe ESG centrale, assurant cohérence et bonnes pratiques au sein du Groupe ;</li> <li>• Suivi hebdomadaire des activités ESG avec le Management Board.</li> </ul> <p>Pour plus de détails, se référer à la Déclaration de durabilité au Chapitre 3 du présent rapport.</p>

### 1.6 Revue des risques

Notre registre des risques est dynamique : les risques sont suivis en continu et mis à jour dès qu'un nouvel événement susceptible d'impacter les activités du Groupe survient.

Une fois par an, les risques font l'objet d'une revue formelle avec le Management Board.

À ce jour, le Groupe n'identifie aucun facteur de risque gouvernemental, économique, budgétaire, monétaire ou politique supplémentaire susceptible d'avoir un impact significatif, direct ou indirect, sur ses activités.



## 2.2 Assurances

Solutions30 a mis en place un programme d'assurance international géré de manière centralisée et couvrant, entre autres, la responsabilité civile générale et professionnelle ainsi que la cybersécurité. En outre, chacune des filiales opérationnelles de Solutions30 souscrit à diverses polices d'assurance locales obligatoires et doit en même temps adhérer au programme d'assurance qui est négocié et mis en place au niveau du Groupe, à moins qu'il n'y ait des réglementations locales plus strictes ou des exceptions géographiques spécifiques requises.

Les polices d'assurance responsabilité civile du Groupe ont été renouvelées le 1er janvier 2026, pour une durée d'un an, selon les conditions du marché. Le Groupe a souscrit des polices auprès de plusieurs assureurs de premier plan et reconnues au niveau international.

Compte tenu du développement des activités et des marchés dans d'autres pays, Solutions30 a initié au premier trimestre 2023 un audit à l'échelle du Groupe de son programme d'assurance, avec l'aide d'un courtier d'assurance de premier plan. Ledit audit visait à garantir la

couverture adéquate et cohérente dans chaque pays où Solutions30 opère, ainsi qu'à optimiser et réduire les coûts y afférents. Les conclusions de l'audit ont révélé que le programme d'assurance du Groupe était conforme aux pratiques du secteur et suffisant pour couvrir les risques normaux associés à ses opérations. Pour poursuivre cette tendance, le programme d'assurance du Groupe fait l'objet d'examens périodiques destinés à s'assurer qu'il répond aux besoins changeants de notre activité, tout en respectant les meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, de gestion des risques et de conformité aux normes du marché et aux réglementations en vigueur.

Les polices d'assurance du Groupe, ses mécanismes de gouvernance et ses processus de suivi continu contribuent à garantir une protection adéquate de ses actifs et de ses opérations, tout en soutenant la résilience à long terme et le développement durable du Groupe.

## 2.3. Dispositif de contrôle interne

### 2.3.1 Définition du contrôle interne

Le contrôle interne fait partie intégrante des processus du Groupe. Dans le cadre de la transformation en cours décrite au chapitre 2.4 du présent Rapport, le processus de contrôle interne a été examiné et documenté. Il vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Directoire ;
- le bon fonctionnement des processus internes du Groupe, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs et à la bonne exécution de ses services ;
- la fiabilité des informations financières.

Le dispositif de contrôle interne a pour objectif de prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs définis par le Groupe.

### 2.3.2 Organisation du contrôle interne

Les principaux acteurs exerçant les activités de contrôle interne au sein de Solutions30 sont les suivants :

#### Comité Audit, Risques et Conformité

L'objectif principal du Comité Audit, Risques et Conformité est d'assister le Conseil de Surveillance dans la supervision et le contrôle du Directoire de la Société en supervisant, conseillant et préparant les décisions concernant, entre autres, le respect par la Société des lois

et réglementations applicables et l'examen des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Conformément à la Charte du Comité Audit, Risques et Conformité, les responsabilités du Comité Audit, Risques et Conformité en matière de contrôle interne et de gestion des risques du Groupe sont les suivantes :

- A. Discuter et évaluer les politiques de gestion des risques du Groupe, des procédures de contrôle interne et des procédures d'éthique professionnelle (y compris les procédures de préparation et de traitement des données comptables et financières), et veiller à la conformité et à l'efficacité des mécanismes mis en place pour mettre en œuvre ces procédures et politiques.
- B. Rendre compte au Conseil de Surveillance des principaux risques financiers auxquels est exposé le Groupe, des questions relatives à l'information financière et des mesures prises par le Directoire pour surveiller et traiter ces risques et ces questions.
- C. Examiner et évaluer les rapports relatifs aux éventuelles lacunes ou à toute autre question similaire pouvant survenir et être pertinente pour le groupe, le cas échéant.

Le Comité Audit, Risques et Conformité invite fréquemment les fonctions clés du Groupe à ses réunions, comme le Secrétaire Général, qui supervise les fonctions financières du Groupe, le responsable de la Consolidation, la Directrice Risque, Conformité et ESG et la Directrice

Juridique. L'implication active de ces personnes est indispensable dans le cadre des sujets liés aux contrôles internes et à la vérification du respect des processus mis en œuvre au sein du Groupe.

Des détails supplémentaires sur le Comité Audit, Risques et Conformité, y compris sa composition et ses responsabilités, sont mentionnés au chapitre 4.2. de ce rapport.

## **Directoire**

Le Directoire fixe les grands principes de gestion de l'entreprise. Il définit les pouvoirs délégués aux Directeurs des business units au Comité Exécutif Groupe et au Comité Exécutif Pays et fixe, le cas échéant, les seuils jusqu'auxquels s'appliquent ces pouvoirs. Ces règles s'appliquent aux domaines suivants : gestion des filiales, fusions et acquisitions, affaires juridiques, gestion financière, gestion opérationnelle, gestion commerciale, gestion des ressources humaines et communications, etc.

## **Comité Exécutif Groupe et Comités Exécutifs Pays**

(désignés collectivement sous le nom de « Comité Exécutif »)

Le Comité Exécutif traite tous les sujets concernant les activités et le fonctionnement des filiales du Groupe dans leurs différents aspects opérationnels et financiers. Il soutient également le Directoire afin de rationaliser le processus décisionnel et de hiérarchiser les questions à traiter par le Directoire.

En mars 2024, le Comité Exécutif Groupe a été réorganisé et le Directoire a nommé de nouveaux membres rassemblant des expertises dans les domaines juridique, de la conformité, de la gestion des risques, de la finance, de l'informatique, des ressources humaines, de l'ESG, de la protection des données, des relations avec les investisseurs et de la communication.

Le Directoire est également assisté par les Comités Exécutifs Pays où chaque membre respectif est responsable du contrôle interne au sein du business unit ou du pays qu'il supervise, conformément aux règles préétablies de délégation de pouvoir. Le Comité Exécutif Pays respectif reçoit tous les mois un reporting au niveau de chaque business unit ou pays qui comporte des données chiffrées, des commentaires ainsi que des indicateurs clés de performance (KPI). Outre le suivi mensuel de l'activité et des performances financières, le reporting présente également le suivi des effectifs, des opportunités commerciales et des principaux risques d'exploitation. Il constitue ainsi un outil de contrôle interne clé pour le Groupe. Le Comité Exécutif Pays procède à l'analyse des données de la période au cours des comités mensuels et décide des actions correctives à apporter le cas échéant.

De plus amples détails sur la composition et les responsabilités du Comité Exécutif sont disponibles au chapitre 4.3.3.

En plus de ces organes de gouvernance, Solutions30 a mis en place un modèle de Trois Lignes de Défense (3LdD) :

## **1. Opérations**

Outre les activités de contrôle encadrant les processus administratifs et comptables internes, le Groupe assure également le contrôle des prestations qu'il délivre. Ce contrôle est assuré par des responsables Qualité qui se chargent de la mise en œuvre, de la gestion et du suivi des contrôles avec les équipes opérationnelles.

## **2. Services support**

### **Service de conformité TPDD et autres contrôles**

#### **Contrôle interne**

L'un des principaux objectifs du contrôle interne est de prévenir et de contrôler les risques découlant des activités du Groupe, ainsi que les risques d'erreur et de fraude, en particulier dans les domaines de la comptabilité et de la finance.

Au cours du 1er trimestre 2025, nous avons initié une collaboration avec une entreprise spécialisée dans la Compliance. Cette coopération vise à structurer, optimiser et renforcer davantage notre programme de compliance anti-corruption au niveau du Groupe. Les contrôles seront davantage alignés sur les risques et un dashboard 'Conformité' nous permettra de gérer en temps réel et en continu notre Compliance.

#### **Contrôle des partenaires commerciaux**

Une équipe dédiée est chargée d'effectuer une série de vérifications sur les partenaires commerciaux du Groupe avant d'entamer toute relation commerciale.

Ces contrôles initiaux concernent la situation financière, le réseau et la réputation des partenaires du Groupe. Le résultat est enregistré dans une plateforme de conformité interne spécifique qui est continuellement mise à jour.

L'équipe dédiée effectue également de nombreux contrôles ad hoc auprès des business units afin de garantir des niveaux de vérification appropriés.

### **Direction Financière**

La Direction Financière Groupe et les Directions Financières de chaque pays sont conjointement responsables de la production des données comptables et leur intégrité.

Le contrôle financier est assuré au sein de chaque filiale par des contrôleurs financiers qui sont responsables à la fois du contrôle financier et du contrôle interne. Cette fonction relève du Directeur Financier de chaque pays. Chaque mois, le contrôle financier Groupe analyse la performance financière pour le mois écoulé et en cumulé depuis le début de l'année. Ces données sont comparées aux prévisions budgétaires mensuelles et à l'exercice précédent. Ce contrôle est réalisé au niveau de chaque business unit et au niveau consolidé pour le Groupe.

Les comptes sociaux et consolidés font l'objet d'un audit externe réalisé par les auditeurs du groupe et des filiales. Les réviseurs d'entreprises des filiales effectuent des revues limitées des états financiers semestriels, ainsi qu'un audit des comptes annuels. Les recommandations éventuellement formulées par les réviseurs d'entreprises sont analysées, mises en œuvre et suivies par le Groupe sous la supervision du Comité Audit, Risques et Conformité.

### **Direction Juridique**

La direction juridique établit un ensemble général de règles de gouvernement d'entreprise qui s'appliquent à tous les employés et partenaires du Groupe, et supervise les contrôles qui garantissent que les opérations du Groupe sont conformes à la loi.

Dans le cadre du projet GRC (défini en détail dans le chapitre 2.4 ci-dessous), un certain nombre de politiques et de procédures applicables à l'ensemble du Groupe ont été établies et continuent d'être mises à jour pour les salariés et partenaires du Groupe, à savoir le Code de Conduite, le Code de Conduite des Partenaires Commerciaux, la Politique de lutte contre la corruption, la Politique de vérification des tiers (TPDD), etc. Elles ont pour objet de fixer les règles de comportement applicables à tous les collaborateurs, y compris les sous-traitants, dans le cadre de leurs activités professionnelles, ainsi qu'aux représentants, mandataires, consultants et autres prestataires amenés à agir pour le compte du Groupe ou de ses différentes filiales.

Chaque employé, quel que soit son niveau hiérarchique, se doit d'appliquer, dans le cadre de ses fonctions et de ses responsabilités, les principes énoncés dans le Code de Conduite. Ces principes sont fondés sur une exécution loyale et de bonne foi du contrat de travail de l'employé, et de veiller à ce que ceux-ci soient également appliqués au sein de son équipe ou par les personnes placées sous sa responsabilité.

Chacun des Codes de Conduite susmentionnés est divisé en 3 parties et couvre les principaux thèmes suivants :

#### **A. Responsabilité de chacun en tant que membre de la société**

- Droits de l'homme ;
- Égalité des chances et égalité de traitement ;
- Durabilité et protection de l'environnement ;
- Dons, parrainages et actions caritatives.

#### **B. Responsabilité de chacun en tant que partenaire commercial**

- Conflits d'intérêts ;
- Cadeaux, hospitalité et invitations ;
- Interdiction de la corruption ;
- Relations avec des fonctionnaires et des titulaires de fonctions politiques ;
- Interdiction du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme ;
- Concurrence libre et loyale ;
- Interdiction des délits d'initiés.

#### **C. Responsabilité individuelle sur le lieu de travail**

- Sécurité au travail et soins de santé ;
- La protection des données ;

- Sécurité et protection des informations, du savoir-faire et de la propriété intellectuelle ;
- Sécurité informatique ;
- Traitement des biens de l'entreprise.

De plus, dans le cadre du projet GRC, Solutions30 a introduit le système de contrôle interne et de risque comprenant les politiques, directives, procédures et mesures permettant de garantir l'efficacité des opérations et la conformité aux lois et réglementations applicables.

### **Comptabilité**

La comptabilité a pour objectifs :

- De contrôler la fiabilité des processus de collecte et de traitement des données de base de l'information financière ;
- De garantir que les états financiers sociaux et consolidés sont élaborés dans le respect des normes et règlements en vigueur et du principe de permanence des méthodes, et donnent une vision sincère de l'activité et de la situation de la Société ;
- D'assurer la disponibilité des informations financières sous une forme permettant leur compréhension et de leur utilisation efficace ;
- D'assurer la production des comptes sociaux et consolidés du Groupe dans des délais répondant aux obligations légales et aux exigences du marché financier ;
- De définir et contrôler l'application des procédures de sécurité financière et notamment le respect du principe de séparation des tâches ;
- D'intégrer les procédures de sécurité financière dans les systèmes d'information comptables et de gestion, ainsi que d'identifier et de réaliser les autres évolutions nécessaires.

La mise en œuvre d'un ERP financier (Oracle Netsuite) se poursuit afin de renforcer encore davantage l'harmonisation des processus.

### **Trésorerie et financements**

L'équipe financière de Solutions30 assure un suivi centralisé de la trésorerie. Dans un souci de réduction de l'exposition aux risques, des outils et procédures sont en place, notamment en matière de gestion des taux d'intérêt, de centralisation automatique de la trésorerie (cash pooling) et de recours à l'affacturage déconsolidant.

### **Communication financière**

a fonction communication financière est chargée de la diffusion en interne et à l'extérieur du Groupe des informations financières concernant le Groupe et sa stratégie. L'information financière est diffusée dans le strict respect des règles de fonctionnement des marchés et du principe d'égalité de traitement des investisseurs (cf. Chapitre 7.6 du présent document).

### **3. Audit interne**

Au premier trimestre 2024, le Directoire et le Conseil de Surveillance ont approuvé la création d'un service d'audit interne dédié à la vérification complémentaire des

contrôles internes et de la conformité au sein du Groupe. Une charte d'audit interne a été développée. Les audits internes axés sur les risques sont inclus dans un plan d'audit validé par le Comité Audit, Risques et Conformité. Les audits se concentrent sur les contrôles internes développés au cours du projet GRC.

Au cours de l'année 2025 le plan d'audit interne a été exécuté conformément au plan initialement établi et, l'équipe d'audit interne a réalisé une série complète d'audits et d'évaluations, en se concentrant sur l'examen des contrôles internes développés pendant le projet GRC. Les activités clés comprenaient :

- Audits GRC menés dans diverses unités commerciales ainsi que dans des filiales, en se concentrant, entre autres, sur les processus liés à la vérification de tiers, aux finances, aux opérations, à l'informatique et aux achats.
- Compte tenu de l'accent croissant mis sur la sécurité des données et la conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et la directive NIS2, un processus clé examiné lors des audits est la mise en œuvre de la directive NIS2 et l'efficacité de nos contrôles de cybersécurité et processus de protection des données.
- Une partie des audits se concentre sur les processus de reporting financier du Groupe, garantissant l'exactitude et la fiabilité des états financiers.
- Un certain nombre d'audits opérationnels ont été réalisés pour évaluer l'efficacité des processus

opérationnels, notamment dans les domaines de la chaîne d'approvisionnement, des achats, de la gestion de flotte et de l'examen des stocks.

La fonction d'audit interne rend compte directement au Comité Audit, Risques et Conformité, fournissant des mises à jour régulières sur les activités d'audit, les principales conclusions et les mesures prises. L'équipe d'audit interne travaille également en étroite collaboration avec la direction pour s'assurer que les recommandations d'audit sont mises en œuvre efficacement et que tout risque important, le cas échéant, est atténué en temps opportun.

En 2025, l'audit interne a présenté 10 rapports au Comité Audit, Risques et Conformité, couvrant des domaines tels que, entre autres, les contrôles financiers, la sécurité informatique, la flotte automobile, les opérations et le contrôle des partenaires commerciaux. En outre, trois audits ad hoc ont été réalisés pour répondre à des besoins spécifiques.

En restant agile et orientée vers l'avenir, l'équipe d'audit interne continuera de contribuer au succès à long terme de Solutions30 en garantissant une gestion efficace et efficiente des risques du Groupe.

## 2.4 Gouvernance, Risque et Conformité

En 2021, Solutions30 a engagé un plan de transformation, dans le but de renforcer son cadre de gouvernance et d'appliquer les meilleures pratiques du secteur. Le Conseil de Surveillance de Solutions30 a nommé un partenaire externe, cabinet de premier plan, spécialisé dans ce domaine et, avec son soutien, Solutions30 a lancé un projet visant à renforcer sa Gouvernance et sa gestion des Risques et de la Conformité (« le Projet GRC »).

À travers ce projet, Solutions30 a consolidé ses bases pour mieux construire son futur et sa croissance. Des normes de conformité ont été établies dans l'organisation afin de guider l'intégralité des relations commerciales entre le Groupe et ses partenaires. Le Projet GRC avait pour objectif d'améliorer toutes les politiques et procédures au sein de Solutions30, de les aligner sur les meilleures pratiques et d'appliquer Ides processus harmonisés dans l'ensemble du Groupe.

Solutions30 a choisi d'utiliser la loi française anti-corruption Sapin II comme référentiel pour le projet GRC et s'est concentrée sur les axes de travail suivants (pour plus de détails, voir le chapitre 2.4 du Rapport Annuel 2022) :

- 1 Uniformisation du processus de vérification des tiers (Third Party Due Diligence « TPDD ») ;
- 2 Uniformisation des procédures de gestion des risques et renforcement du contrôle interne ;
- 3 Révision des codes de conduite ;

- 4 Amélioration du processus de dénonciation et introduction de la plateforme de dénonciation dédiée ;
- 5 Formation ;
- 6 Définition des mesures disciplinaires ;
- 7 Contrôle et surveillance.

Les actions suivantes ont été prises dans le cadre du projet GRC : (i) examen de toutes les politiques et procédures existantes, (ii) analyse de la conformité du groupe aux réglementations anti-corruption applicables, (iii) entretiens approfondis avec la direction de Solutions30 et des filiales et (iv) consolidation et analyse de toutes les informations recueillies lors des phases précédentes pour mieux définir les domaines à améliorer.

Au cours de 2025, Solutions30 a poursuivi la vérification des niveaux de conformité du Groupe avec les politiques, procédures et contrôles internes GRC ainsi que sur le fonctionnement global des processus GRC. Les principales conclusions des vérifications ciblées GRC 2025 sont les suivantes :

A. De nombreuses sessions GRC organisées par Solutions30 au sein du Groupe se sont poursuivies au cours de l'année et se sont révélées très efficaces et ont amélioré la compréhension générale et la sensibilisation des employés. Elles ont également montré leur engagement à appliquer les pratiques et les directives GRC dans leur travail quotidien ;



B. Les nouveaux employés rejoignant le Groupe continuent de suivre une formation GRC obligatoire faisant partie du package d'intégration pour tous ;

C. Le processus TPDD a continué d'évoluer et de s'améliorer et est appliqué à l'échelle du Groupe ; tous les partenaires commerciaux passent par le processus TPDD avec une équipe TPDD dédiée, qui gère la vérification des partenaires commerciaux de Solutions30 ;

D. L'organisation de la conformité a été encore renforcée au cours de l'année et continue d'évoluer, avec un responsable conformité identifié dans chaque pays, chargé — en complément de l'équipe TPDD — de superviser l'ensemble des vérifications de conformité relatives aux sous-traitants respectifs ;

E. La plateforme de dénonciation reste pleinement opérationnelle et la politique de dénonciation associée continue d'être appliquée efficacement. La plateforme est gérée par une équipe dédiée et est disponible sur le site web du Groupe. L'ensemble du système de dénonciation chez Solutions30 répond aux exigences de la directive européenne sur la protection des lanceurs d'alerte ;

F. Les directives relatives aux mesures disciplinaires et au catalogue de sanctions demeurent mises en œuvre à l'échelle du Groupe ;

G. Le Centre de Connaissances GRC (plateforme GRC interne) continue de fonctionner efficacement et est accessible à tous les employés dans toutes les langues d'exploitation de Solutions30 ;

H. Le Groupe a poursuivi le développement de son cadre de gouvernance informatique, en tenant compte des exigences de la directive NIS2, dans le but de renforcer la sécurité, la fiabilité et la résilience de ses systèmes d'information. L'objectif est de garantir que les processus et structures du Groupe demeurent adaptés pour prévenir, détecter et répondre aux risques de cybersécurité. Cela inclut l'amélioration des politiques, le renforcement des contrôles internes, l'amélioration des dispositifs de suivi et de reporting, ainsi que l'assurance que les fonctions informatiques essentielles continuent d'opérer de manière sécurisée et conforme dans l'ensemble du Groupe.

I. Les vérifications de conformité sur site et des contrôles internes continué d'être effectuées au sein des entités appartenant au groupe Solutions30, et ces contrôles seront encore renforcés à l'avenir ;

J. Les filiales continuent d'appliquer les contrôles internes introduits par le projet GRC et continuent d'améliorer la formalisation des contrôles mentionnés, et

K. La transparence globale ainsi que l'engagement des filiales en matière de GRC ont continué d'augmenter au cours de l'année et demeurent efficaces.

Par ailleurs, des objectifs GRC continuent d'être inclus dans les objectifs annuels des membres du Directoire et des principaux cadres dans le but de souligner l'importance de ce sujet pour Solutions30.

La mise en œuvre de l'ensemble de politiques et de procédures GRC continue d'être suivie et évaluée sous la supervision de la Directrice Risque et Conformité Groupe par le biais de divers contrôles de conformité dans les filiales du Groupe Solutions30.

De plus, au premier trimestre 2024, Solutions30 a créé un niveau de contrôle supplémentaire, à savoir la fonction d'audit interne. Dans le même temps, la charte d'audit interne du Groupe a été révisée et mise à jour. La charte d'audit interne du Groupe énonce les principes clés d'audit interne et définit un cadre contraignant pour la planification opérationnelle, la programmation, la préparation et l'exécution des audits, des contrôles, et la création de rapports. En dehors des procédures applicables, la charte décrit également les responsabilités et les rôles attribués au sein des services et indique comment l'assurance qualité est garantie dans les domaines d'audit.

Au cours de l'année 2025 le plan d'audit interne a été exécuté, l'équipe d'audit interne a réalisé une série complète d'audits et d'évaluations, en se concentrant sur l'examen des contrôles internes développés pendant le projet GRC ainsi que sur la directive NIS2. Des détails supplémentaires sur les principales activités de l'équipe d'audit interne sont disponibles au chapitre 2.3.2.3.

## 2.5 Points clés de la transformation

Depuis son entrée sur le marché réglementé, Solutions30 a réalisé d'importantes transformations et déployé des ressources significatives à cet égard. En s'appuyant sur les leçons tirées de la campagne de diffamation menée contre la Société en 2020-2021, et en analysant les faiblesses identifiées à cette époque lorsque la Société n'opérait pas sur un marché réglementé, le Groupe a depuis mis en œuvre les pratiques les plus exigeantes dans de nombreux domaines :

- Application des normes IFRS, en particulier en ce qui concerne les méthodes comptables utilisées pour définir le périmètre de consolidation dans le contexte des transactions de fusions et acquisitions
- Renforcement des processus d'audit et de planification
- Définition de nouvelles règles de conformité, notamment en ce qui concerne les transactions avec les parties liées, la rémunération des dirigeants et les relations avec les sous-traitants du Groupe
- Application d'un cadre de contrôle interne harmonisé à tous les niveaux et dans toutes les zones géographiques de l'organisation
- Structuration du processus de validation de la communication financière

## **Application des normes comptables IFRS**

Suite à l'adoption du référentiel comptable IFRS, le Groupe a fait évoluer ses équipes et ses méthodes de travail :

- Renforcement des compétences IFRS à travers des recrutements au sein de la direction financière de Solutions30 et à la nomination de membres du Comité Audit, Risques et Conformité ayant une expertise technique comptable pointue
- Renforcement de la documentation relative aux méthodes comptables appliquées au périmètre de consolidation
- Revue systématique des méthodes comptables par le Comité Audit, Risques et Conformité

## **Processus d'audit et planification**

Dans le cadre de l'amélioration continue de ses processus internes, le Groupe a mis en place des actions stratégiques visant à renforcer le contrôle et la planification :

- Déploiement d'outils comptables transverses et mise en œuvre de politiques comptables communes pour uniformiser et fluidifier les pratiques comptables à travers l'ensemble des divisions du Groupe
- Élaboration de processus de planification plus détaillés afin de permettre une supervision précise
- Organisation de revues mensuelles avec chaque unité opérationnelle (business unit) afin d'assurer un suivi régulier des opérations
- Renforcement du comité d'audit, chargé de superviser et de garantir l'intégrité des pratiques financières et de contrôle interne

## **Transactions avec les parties liées**

Un processus rigoureux de suivi des transactions avec les parties liées continue d'être appliqué dans l'ensemble du Groupe :

- Mise en œuvre d'un processus systématique de vérification des tiers (Third Party Due Diligence « TPDD ») avec lesquels le Groupe a des relations commerciales. Cette vérification est effectuée par une équipe interne d'environ vingt personnes, équipée d'outils et de compétences informatiques spécifiques, sous la supervision de la Directrice des Risque et de la Conformité Groupe. Ces processus sont complétés par des enquêtes et des analyses supplémentaires menées par des partenaires spécialisés si nécessaire.
- L'équipe de conformité continue d'être renforcée avec la nomination d'un responsable de la conformité dans chaque pays, chargé de gérer, en plus de l'équipe TPDD, toutes les vérifications de conformité dessous-traitants du Groupe. Une réunion mensuelle réunissant

l'ensemble des responsables conformité est organisée afin d'aborder tout nouveau sujet lié à la conformité.

- 1,282 entités ont fait l'objet d'une vérification par l'équipe Solutions30 TPDD en 2025. Les principales vérifications ont été effectuées sur les PME (66 %) et les entrepreneurs indépendants (32 %).
- Des sessions de formation et de sensibilisation ont été organisées pour sensibiliser tout le personnel au concept de transactions avec des parties liées et à l'importance de déclarer ces parties liées.
- En 2025, tous les nouveaux employés ont participé à la formation GRC et huit sessions de formation GRC supplémentaires ont été organisées avec les équipes de direction et opérationnelles de l'ensemble des filiales du Groupe.
- Les transactions avec les parties liées font l'objet d'un examen approfondi et exhaustif deux fois par an, dans le cadre d'un processus impliquant la Direction Juridique du Groupe, la Direction Conformité du Groupe, le Directoire et le Comité Audit, Risques et Conformité.

## **Rémunération des dirigeants**

Les rémunérations des dirigeants sont définies, validées et communiquées selon des processus rigoureux :

- Toute rémunération des dirigeants est examinée par le Comité des Nominations et des Rémunérations du Conseil de Surveillance de Solutions30 et doit être formellement approuvée par le Conseil de Surveillance. Cela inclut les salaires fixes, les primes, les instruments donnant accès au capital de la Société, les plans d'intéressement à long terme, les avantages en nature, les assurances, les retraites et généralement tout élément impliquant un avantage financier pour le dirigeant de l'entreprise.
- De plus, le Groupe veille à ce que la rémunération soit bien présentée intégralement dans le rapport annuel du Groupe dans un souci de transparence et conformément à la loi applicable.
- Les objectifs annuels des membres du Directoire et des principaux dirigeants du Groupe intègrent systématiquement des objectifs en matière de gestion des risques et de la conformité.

## **Renforcement du contrôle interne**

D'importants moyens en termes de contrôle interne ont été déployés par Solutions30 :

- Le groupe Solutions30 a mis en place une plateforme de dénonciation permettant à toute personne ayant des doutes sur la nature de certaines transactions ou un comportement inapproprié d'informer les organes de contrôle de l'entreprise. La plateforme fonctionne efficacement et est accessible à l'ensemble des employés et des partenaires commerciaux. Le tableau ci-dessous montre le nombre d'alertes reçues et

traitées depuis la mise en place de la plateforme de dénonciation :

	2023	2024	2025
Analysée	4	7	13
Non recevable - Test	2	3	1
Total	6	10	14

Des détails supplémentaires sur la plateforme et la procédure de dénonciation sont donnés aux chapitres 2.4 et 3.4.1.1 de ce Rapport.

- Le Groupe a déployé et continue à surveiller un cadre de contrôle interne dans toutes ses filiales, basé sur les lois européennes les plus exigeantes en matière de transparence financière et de traitement anti-corruption.
- Une équipe d'audit interne, indépendante de la Direction du Groupe et rapportant directement au Comité Audit, Risques et Conformité, a été mise en place et continue à surveiller le respect des lois applicables, des directives de gestion et des contrôles internes.

Le tableau ci-dessous montre le champ de l'audit interne et le processus suivi en 2025 :

Entités auditées 2025	Portée de l'audit interne 2025
Allemagne	• <b>91 contrôles internes vérifiés</b>
Pays-Bas	
Luxembourg (Opco)	• <b>Processus audités :</b> – RH – Achats – Opérations (sous-traitants, flotte, planification) – Ventes – Informatique (NIS2) – RGPD – Finances/Comptabilité
Italie	
Belgique	
Unit-T	
Portugal	
Pologne	
Royaume-Uni	
France	
– Solutions 30 ETC	
– Solutions 30 GSE	
– Les Caraïbes (Guyane)	

Des détails supplémentaires sur l'audit interne et le processus connexe sont donnés au chapitre 2.3 de ce Rapport.

## Communication financière

Dans le cadre de son engagement à renforcer la transparence et la qualité de sa communication financière, le Groupe a entrepris plusieurs actions stratégiques :

- L'équipe de communication financière de Solutions30 a été restructurée et a intégré de nouvelles compétences afin de mieux répondre aux exigences croissantes du marché et des investisseurs.
- En outre, les communiqués de presse financiers, notamment ceux relatifs aux résultats du Groupe, font désormais l'objet d'une rédaction en collaboration avec des conseillers externes spécialisés, garantissant ainsi une présentation claire et précise des informations financières. Avant leur diffusion, ces communiqués sont systématiquement examinés par le Comité Audit, Risques et Conformité, ainsi que par le Conseil de Surveillance, assurant ainsi une validation rigoureuse et une conformité optimale avec les normes en vigueur.
- Enfin l'information financière auditée est systématiquement soumise à la revue du réviseur d'entreprises agréé du Groupe.

S'appuyant sur les progrès réalisés à ce jour, le Groupe continuera à renforcer, à l'avenir, ses structures organisationnelles, améliorer son efficacité opérationnelle et affiner ses cadres de gestion des risques et de conformité. Des initiatives d'amélioration continue seront poursuivies dans l'ensemble des fonctions afin de garantir que le Groupe demeure agile, résilient et en adéquation avec les attentes réglementaires ainsi qu'avec les meilleures pratiques du secteur. Ces efforts visent à soutenir une croissance durable, à renforcer l'excellence opérationnelle et à assurer que le Groupe reste bien positionné pour répondre à l'évolution des conditions de marché, des développements technologiques et des attentes des parties prenantes.



## SYNTHÈSE DES LIVRABLES GRC



### Risques et Contrôles Internes

- Vérification des contrôles internes à l'échelle du Groupe
- Formalisation des contrôles internes
- Matrice des risques et contrôles, ainsi que manuel communiqués, appliqués à l'échelle du Groupe
- Déploiement d'une approche intégrée, Enterprise Risk Management, basée sur COSO
- Renforcement des équipes de conformité pays



### Due Diligences sur les tiers

- Processus de Due Diligence sur les Tiers (TPDD) fonctionne
- Politique de Due Diligence sur les Tiers est appliquée
- Équipe TPDD opérationnelle à l'échelle du Groupe



### Mécanisme de dénonciation

- Plateforme de dénonciation accessible et efficace
- Politique et processus de dénonciation appliqués



### Code de Conduite

- Mise en œuvre d'un nouveau Code de Conduite
- Nouveau Code de Conduite des Partenaires Commerciaux communiqué



### Formation

- Formation GRC (Gouvernance, Risque et Conformité) intégrée au programme d'intégration
- Sessions de sensibilisation GRC tenues et efficaces



### Sanctions Disciplinaires

- Politique et du processus de gestion des sanctions appliquée



### Audit Interne

- Charte d'audit interne appliquée
- Audits réalisés sur la base des risques identifiés



## 3 Déclaration de Durabilité



**60**

**3.1** Informations générales

**77**

**3.2** Environnement

**116**

**3.3** Social

**150**

**3.4** Gouvernance

**164**

**3.5** Nos engagements

**169**

**3.6** Nos certifications et Performance ESG

**172**

**3.7** Indice de Contenu ESRS



## Message du Directoire

Chers actionnaires, chers collaborateurs, chers partenaires,

Nous sommes heureux de vous présenter le chapitre 3 de notre rapport annuel, qui met en lumière les progrès continus du Groupe en matière de responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Cette année a été marquée par des étapes majeures qui reflètent notre ambition d'intégrer la durabilité à tous les niveaux de notre organisation.

Nous sommes fiers d'annoncer que le Groupe a atteint l'ensemble de ses indicateurs clés de performance ESG pour l'année. De la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l'amélioration de l'efficacité énergétique, au renforcement de la diversité, à l'investissement dans la formation et à l'amélioration des pratiques de gouvernance, ces réalisations démontrent notre capacité constante à traduire nos engagements en résultats mesurables.

Notre engagement envers l'initiative Science Based Targets (SBTi) est au cœur de nos ambitions climatiques. Tout au long de l'année, nous avons poursuivi les travaux nécessaires à la définition d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) alignés sur des trajectoires scientifiquement validées. En collaborant avec le SBTi et en nous préparant à adopter des objectifs conformes à la science, nous réaffirmons notre volonté de contribuer à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, conformément à l'Accord de Paris. Cette approche constitue une base solide et crédible pour orienter notre stratégie de décarbonation à long terme.

Le Conseil de Surveillance a joué un rôle déterminant dans le suivi de ces efforts. Son implication dans les enjeux ESG a continué de croître tout au long de l'année, reflétant l'importance stratégique de la durabilité pour le Groupe. Le Conseil a suivi de près l'exécution de notre feuille de route ESG, examiné les progrès réalisés par rapport à l'ensemble des objectifs clés et fourni des orientations sur les initiatives majeures, notamment notre alignement avec l'initiative Science Based Targets (SBTi). Grâce au travail approfondi réalisé en 2025, nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été formellement validés par la SBTi au début de l'année 2026, marquant une étape significative dans notre stratégie climatique. Une session ESG dédiée s'est tenue au quatrième trimestre 2025, réunissant le Conseil de Surveillance et le Directoire du Groupe afin d'examiner les réalisations de 2025, d'évaluer les projets en cours et d'analyser les indicateurs de performance ESG. Ce suivi actif renforce notre cadre de gouvernance et garantit que les considérations ESG restent pleinement intégrées dans la prise de décision au plus haut niveau.

Bien que la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (CSRD) n'ait pas encore été transposée au Luxembourg, où le Groupe a son siège, nous avons choisi de publier pour la deuxième année ce rapport conformément à cette directive. Cette approche proactive renforce la transparence, la comparabilité et la responsabilité de nos informations ESG et consolide l'intégration des enjeux de durabilité dans notre gouvernance d'entreprise. Elle contribue également à renforcer la confiance des parties prenantes dans notre performance extra-financière.

En conclusion, nous adressons nos sincères remerciements à l'ensemble des collaborateurs et partenaires pour leur contribution à ces réalisations. Ensemble, nous façonnons un Groupe plus responsable, résilient et tourné vers l'avenir. Notre engagement en faveur de la durabilité continue de s'approfondir, et nous restons déterminés à poursuivre sur cette lancée dans les années à venir.

Le Directoire

# Initiatives ESG locales 2025 de Solutions30



## Environnement

### France – Mobilisation télécom après les incendies dans l'Aude

Les équipes de Solutions30 en Occitanie se sont pleinement mobilisées pour reconstruire les infrastructures réseau et rétablir les services télécom dans le département de l'Aude (11), frappé par l'un des incendies les plus dévastateurs de ces dernières années.

Les équipes sont intervenues aux abords de Coustouges, où une réparation provisoire a permis de rétablir les services dans les villages environnants. À cette occasion, 6 414 mètres de câble ont été posés en une seule journée. Près de 800 poteaux sont concernés.



## Environnement

### Pologne – Initiative nationale « Healthy Cities »

S30 Poland a participé à l'initiative nationale « Healthy Cities » de LUX MED, qui a encouragé chacun à réaliser au moins 6 000 pas par jour pendant un mois. Ce défi a allié bien-être personnel et engagement environnemental, tout en proposant une compétition amicale entre entreprises et villes. Félicitations aux collaborateurs qui se sont déjà fortement mobilisés : chaque pas a compté !



## Environnement

### Portugal – Projet pilot Repsol Diesel Nexa 100% renouvelable (HGV)

S30 Portugal s'est associé à Repsol pour lancer un projet pilote utilisant exclusivement le Repsol Diesel NEXA 100 % renouvelable (HVO) sur l'ensemble de notre flotte de véhicules diesel au Portugal.. Ce projet pilote, d'une durée de six mois, a permis de suivre la consommation de carburant, les performances des moteurs et les émissions de CO<sub>2</sub> afin d'évaluer l'impact réel du passage du diesel traditionnel au HVO..



## Social

### Journée Internationale des Droits des femmes

Solutions30 a célébré la Journée Internationale des Droits des Femmes à travers une campagne vidéo dédiée qui a donné la parole à 10 femmes de différents pays et cultures du Groupe. Cette initiative avait pour objectif de valoriser l'égalité, la diversité et le rôle essentiel des femmes dans l'organisation.



## Social

### France – Octobre Rose chez Money30

Les équipes de Money30 se sont mobilisées sur le site de Joué-lès-Tours pour soutenir Octobre Rose avec énergie et solidarité. Habillés avec rigueur, les collaborateurs ont participé à un quizz solidaire organisé en binômes. Grâce à cette initiative, des fonds ont été récoltés et intégralement reversés à la Fondation ARC, engagée dans la recherche contre le cancer.



## Social

### Portugal- Campagnes solidaires

Solutions30 Portugal s'est à nouveau associée à SOPRO pour une collecte de denrées alimentaires destinée aux familles dans le besoin. La campagne « Pirlampo Mágico » a également mobilisé les équipes afin de soutenir l'inclusion des personnes en situation de handicap.

De plus, une nouvelle collecte de sang a été organisée avec la participation des collaborateurs, contribuant ainsi à sauver des vies.

Ces initiatives illustrent l'engagement continu de l'entreprise en faveur de la solidarité locale.

# 3. DÉCLARATION DE DURABILITÉ

## 3.1 Informations générales

### 3.1.1. Directive sur les rapports sur le développement durable des entreprises

Le Groupe Solutions30 présente dans ce chapitre un rapport de développement durable intitulé « Déclaration de Durabilité », conformément aux exigences des normes européennes d'information en matière de durabilité (European Sustainability Reporting Standards ou ESRS). La structure adoptée suit la séquence définie dans l'annexe D de l'ESRS 1 - Exigences Générales, en organisant le contenu en six sections (sous-chapitres) :

- Informations générales
- Informations environnementales (y compris les déclarations obligatoires liées à la taxonomie de l'UE)
- Informations sociales
- Information sur la gouvernance
- Nos engagements et
- Nos certifications et notations ESG

Chaque sous-chapitre identifie les exigences de publication des ESRS traitées dans le présent rapport (complétées par le tableau de correspondance ESRS en section 3.7). Il convient de noter que, même si certains cas ne répondent pas encore pleinement aux exigences de reporting mentionnées, l'intention est de démontrer l'alignement sur l'ESRS et de refléter les efforts d'amélioration continus du Groupe afin d'améliorer et de renforcer l'exhaustivité, la cohérence et la qualité de son reporting en matière de développement durable.

En outre, la présente Déclaration de Durabilité a été préparée conformément à la directive en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD), en intégrant les clarifications et les ajustements introduits par la « Solution rapide CSRD ». Ces modifications prévoient des flexibilités transitoires pour soutenir une mise en œuvre progressive des nouvelles obligations de déclaration. Le Groupe Solutions30 suit de près ces développements réglementaires afin de s'assurer que la structure, la portée et la présentation de ses informations sur le développement durable reflètent à la fois les exigences légales actuelles et les simplifications temporaires conçues pour faciliter une adoption ordonnée et cohérente du cadre européen de reporting sur le développement durable.

La publication des thèmes pertinents (sous-chapitres : 3.2 ; 3.3 et 3.4) est structurée comme suit :

- a. Notre approche : stratégie, modèle d'entreprise et politiques (y compris les programmes internes et les engagements externes)
- b. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO)
- c. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités.
- d. Objectifs et indicateurs clés de performance (ICP)

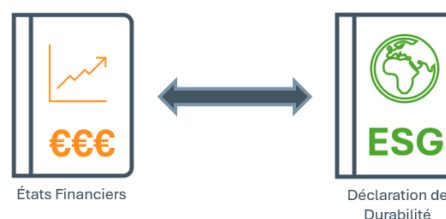
e. Informations sur les données conformément aux exigences de divulgation de l'ESRS (points de données).

Les informations fournies dans le présent rapport reflètent les principaux résultats du Groupe et détaillent les aspects considérés comme significatifs, tels que déterminés par l'analyse de double matérialité réalisée en 2024 (voir section 3.1.5).

Tous les points de données inclus dans les sections Environnementales, Sociales et de Gouvernance (3.2, 3.3 et 3.4 respectivement) ont été jugés matériels conformément à notre évaluation de double matérialité (Double Materiality Assessment ou DMA). Les pages suivantes fournissent également des informations sur les limites du champ d'application de notre DMA et sur notre méthodologie. Tous les points de données sur les gaz à effet de serre (GES Scope 1, 2 et 3) sont rapportés sur la base du Protocole des gaz à effet de serre (GHG Protocol).

### Consolidation

Toutes les données relatives au développement durable sont consolidées selon les mêmes principes que ceux appliqués aux états financiers du Groupe. Par conséquent, les informations quantitatives ESG consolidées comprennent la société mère « Solutions30 SE » et toutes ses filiales.



Suite à la sortie du Royaume-Uni et de l'activité Télécom en Espagne fin 2025, la norme IFRS 5 a été appliquée au compte de résultat et au tableau des flux de trésorerie consolidés pour 2025, ainsi qu'aux chiffres comparatifs pour 2024. Pour cette raison, et afin de garantir une parfaite adéquation entre les rapports financiers et les données présentées dans cette Déclaration de Durabilité, les ajustements nécessaires ont été apportés à tous les chiffres publiés dans le chapitre 3. En conséquence, les chiffres publiés précédemment pour 2023 et 2024 ont été recalculés afin de supprimer les contributions des opérations au Royaume-Uni et de l'activité Télécom en Espagne. Dans le cas de l'Espagne, l'activité non Télécom reste incluse dans ce rapport.

En raison de l'impossibilité de séparer avec précision les ressources et autres éléments opérationnels entre les activités de Télécom et les activités non Télécom, la répartition a été effectuée en utilisant la part du chiffre



d'affaires de chaque activité comme base de calcul pour chaque année examinée.

La consolidation de toutes les données quantitatives ESG suit ces principes, sauf indication contraire dans les méthodologies comptables présentées avec chaque mesure rapportée dans les tableaux inclus dans les sections Environnement (3.2), Social (3.3) et Gouvernance (3.4).

### Suivi des évolutions réglementaires ESG

Le Groupe surveille en permanence les nouvelles réglementations ESG, tant internationales que nationales, à mettre en œuvre, afin de garantir que l'entreprise reste constamment à jour face à l'évolution des exigences. Cette approche proactive permet d'assurer une conformité rapide et l'intégration des meilleures pratiques ESG dans l'ensemble des activités.

### Principales Estimations et Extrapolations

Nous utilisons des estimations et des extrapolations occasionnelles pour certains points de données (par exemple pour certaines catégories d'émissions du scope 3). Ces estimations sont périodiquement revues et mises à jour pour refléter l'évolution de notre expérience, les progrès des pratiques de reporting ESG, les améliorations des processus de collecte de données et d'autres facteurs pertinents.

Pour garantir une transparence et une traçabilité totales, nous identifions clairement tous les cas où des estimations ou des valeurs extrapolées sont appliquées. Ces indications sont fournies directement à côté des tableaux de données correspondants tout au long de ce rapport.

Toute révision des estimations précédemment appliquées est comptabilisée dans la période de déclaration au cours de laquelle le changement se produit.

### Retraitement des valeurs précédemment publiées

Conformément aux informations présentées dans la section précédente sur la consolidation, certains chiffres des années précédentes inclus dans le présent rapport peuvent différer de ceux publiés dans les rapports annuels antérieurs. Dans la plupart des cas, ces écarts résultent de la volonté d'assurer une parfaite cohérence entre les informations financières publiées et les données présentées dans la présente Déclaration de Durabilité. Ils peuvent également résulter de nouvelles données disponibles, de mises à jour des méthodes de calcul pour garantir l'alignement sur les exigences de l'ESRS, de révisions des estimations ou des extrapolations, ou d'autres ajustements nécessaires.

Pour les données ESG, chaque cas est évalué individuellement afin de déterminer si un retraitement est nécessaire. Chaque fois que des retraitements sont effectués, ils sont clairement identifiés afin de garantir la transparence et la comparabilité dans le temps.

Ces mises à jour reflètent notre engagement en faveur de l'exactitude, de la fiabilité et de l'amélioration continue de nos pratiques de reporting. Tout changement important est clairement expliqué afin de garantir la clarté pour nos parties prenantes et l'alignement total sur les attentes en matière de bonnes pratiques de reporting sur le développement durable.

### Notre calendrier pour les rapports ESG :



#### 3.1.2. S30 Principes RSE et politique RSE du Groupe

Solutions30 joue un rôle central dans l'avancement de la technologie numérique et la facilitation de la transition énergétique mondiale. Notre mission est de rendre accessibles à tous les innovations techniques et technologiques qui transforment la vie quotidienne, dans les foyers comme dans les entreprises. Chaque jour, nos équipes favorisent la transformation numérique en donnant aux utilisateurs les moyens d'adopter et d'exploiter pleinement les innovations de pointe, en

veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte dans ce paysage à l'évolution rapide.

Cette approche transformatrice est ancrée dans la philosophie d'excellence du service de Solutions30, un engagement qui se traduit par la loyauté et la confiance de nos clients. En établissant des relations solides et en proposant des solutions sur mesure, nous continuons à être un partenaire de confiance pour les particuliers comme pour les entreprises.

Chez Solutions30, nous sommes profondément engagés dans une approche globale et intégrée des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Cela signifie que nous devons nous occuper activement de notre empreinte environnementale, promouvoir la responsabilité sociale et garantir des pratiques de gouvernance solides tout en tenant compte des besoins et des attentes de toutes les parties prenantes (clients, salariés, partenaires, investisseurs et communautés).

### Les sept principes du Groupe en matière de RSE

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable, Solutions30 met en œuvre une responsabilité sociale d'entreprise fondée sur sept principes fondamentaux :

- Développer des services innovants avec un impact environnemental plus faible (Pacte Mondial), contribuant à une économie circulaire et durable.
- Permettre la transition numérique en assurant l'accès à la technologie pour les particuliers et les entreprises.
- Tendre vers l'excellence dans la santé et la sécurité des personnes.
- Promouvoir l'emploi des jeunes et développer le potentiel humain par l'éducation et la formation.
- Garantir des relations optimales avec les parties prenantes par la transparence et l'engagement.
- Soutenir une culture de l'intégrité au sein du Groupe.
- Impliquer les fournisseurs et partenaires dans ses efforts en faveur de la RSE par la communication, l'interaction et une écoute active.

En tant qu'entreprise responsable, Solutions30 s'engage à intégrer les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans ses activités quotidiennes. Solutions30 s'efforce en permanence d'améliorer sa stratégie de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et d'affiner ses pratiques en matière de rapports ESG, afin de garantir la transparence, la responsabilité et une croissance durable.

### Politique de RSE

Notre politique Groupe en matière de RSE a été approuvée en 2024 et réexaminée en 2025, ce qui confirme qu'elle reste d'actualité et qu'elle est pleinement alignée sur notre stratégie et nos principes. Cette politique s'applique à toutes les entreprises du Groupe Solutions30 et définit, entre autres, les rôles et les responsabilités liés à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise dans l'ensemble de l'organisation.

Les principaux objectifs de notre politique de RSE sont les suivants :

- définir et hiérarchiser les domaines d'intervention de nos activités de responsabilité sociétale des entreprises ;
- établir la stratégie de mise en œuvre des initiatives RSE ;
- mettre en place les mécanismes de suivi des programmes de RSE ;
- mesurer les résultats et l'impact des actions de RSE ; et
- promouvoir l'amélioration continue de nos performances en matière de RSE.

La politique de RSE du Groupe Solutions30 repose sur une évaluation des préoccupations et des priorités des parties prenantes internes et externes, ainsi que sur notre

analyse de double matérialité. Les objectifs financiers doivent être atteints tout en tenant compte de leur impact social, sociétal et environnemental.

Solutions30 s'engage à assurer une gestion optimale de la chaîne de valeur en appliquant les principes de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise, notamment en matière de satisfaction client et de gestion éthique de sa chaîne d'approvisionnement.

En ce qui concerne le suivi et l'établissement de rapports sur les questions de RSE, notre approche vise à fournir à la direction des informations précises et exhaustives pour soutenir une prise de décision appropriée :

- Chaque mois, au moins une réunion RSE est tenue avec tous les Référents Pays RSE du Groupe Solutions30 ("SPOC" dans l'organigramme ci-dessous). Ces réunions portent sur divers sujets liés à la gestion de la RSE, notamment les projets en cours, l'état des ICP ESG, les initiatives, les mesures d'amélioration, les bonnes pratiques et les besoins de formation.
- Chaque mois, l'état des ICP ESG est communiqué au Référent Pays et au PDG du pays ou au Directeur de la business unit. Ils peuvent ainsi analyser les résultats intermédiaires et les projections annuelles, ce qui leur permet de définir et de mettre en œuvre des actions d'amélioration pour garantir la réalisation des objectifs fixés d'ici la fin de l'année.
- En outre, chaque mois, la Directrice RSE présente au Directoire l'état d'avancement des objectifs et des projets en matière de RSE. Cela inclut des mises à jour sur les indicateurs clés de performance RSE de chaque pays, un résumé des actions d'amélioration et l'état global du Groupe.
- Tous les trimestres, le manager RSE du Groupe organise des réunions individuelles avec les PDG des pays ou les responsables des business units afin d'examiner l'état de chaque ICP ESG et de s'assurer que des progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs fixés.

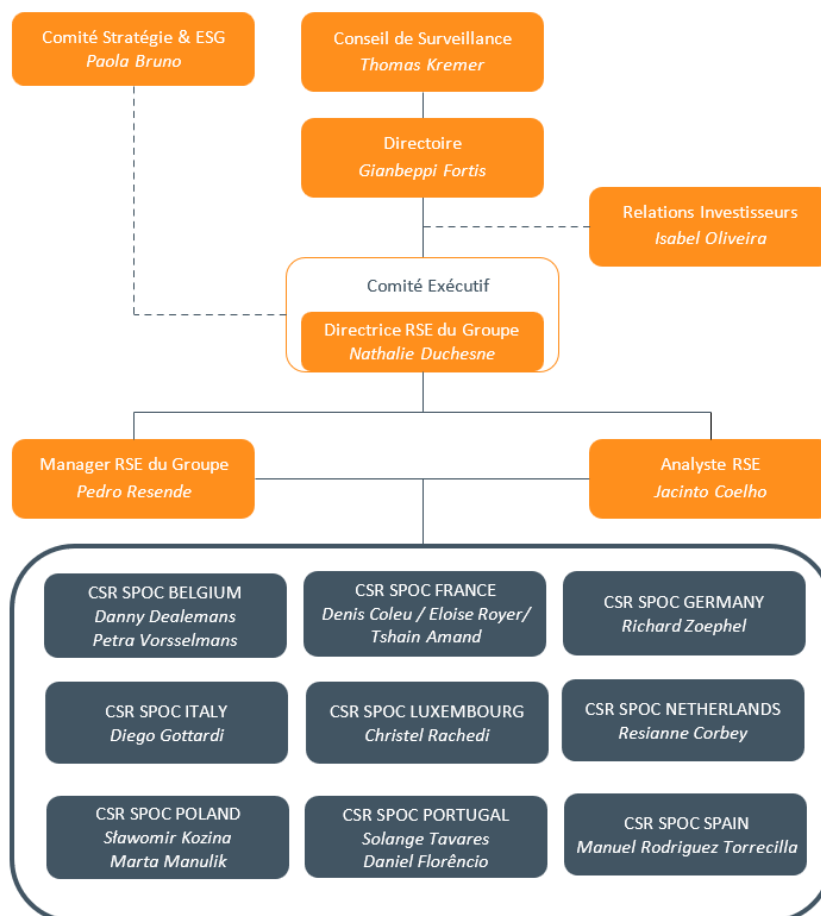
La Directrice ESG du Groupe rend également compte au Comité Stratégie et ESG de l'état d'avancement des ICP ESG. Durant ces réunions, la stratégie ESG est présentée avec les résultats des projets déjà mis en œuvre, les projets en cours et les plans d'action respectifs pour leur mise en œuvre. Cela permet d'avoir une vue d'ensemble pour garantir l'alignement et les progrès vers la réalisation des objectifs définis.

### Revue d'assurance limitée

Étant donné que le Groupe Solutions30 a son siège au Luxembourg et que ce pays n'a pas encore transposé la directive CSRD dans son droit national, une revue d'assurance limitée n'est pas actuellement obligatoire. Une fois la directive formellement transposée et les exigences nationales correspondantes entrées en vigueur, Solutions30 mettra à jour ses processus de reporting et d'assurance afin d'assurer une conformité totale.

### 3.1.3. Gouvernance du développement durable chez Solutions30 (organigramme RSE)

Le Groupe Solutions30 a un département RSE/ESG articulé selon le schéma suivant :



#### Conseil de Surveillance

En 2025, le Conseil de Surveillance était composé de sept membres (trois femmes et quatre hommes). Deux mandats sont arrivés à échéance au cours de l'exercice et n'ont pas été renouvelés, et deux nouveaux membres ont rejoint le Conseil de Surveillance au cours du second semestre. Tous les membres du Conseil de Surveillance sont totalement indépendants et ont des parcours professionnels complémentaires, comme indiqué à la section 4.2. Ils partagent un engagement fort en faveur de la stratégie de développement durable du Groupe.

Au quatrième trimestre 2025, le Conseil de Surveillance et le Directoire ont tenu une réunion consacrée à l'examen des questions ESG. Les discussions ont porté sur les réalisations du Groupe en matière d'ESG à l'horizon 2025, sur la supervision des initiatives en cours, notamment la définition d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre alignées sur l'initiative Science Based Targets (SBTi), et sur un examen approfondi des indicateurs de performance en matière d'ESG.

#### Comité Stratégie et ESG

Le Comité Stratégie et ESG supervise et évalue la stratégie du Groupe, particulièrement en lien avec les critères ESG, et identifie des mesures pour atténuer les risques. Cela inclut un examen annuel des objectifs ESG et des plans stratégiques, l'analyse des plans d'investissement, la supervision du Directoire, et la

contribution aux processus de prise de décision stratégique liés à l'ESG.

Ce comité joue un rôle crucial dans l'intégration des considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans la stratégie globale du Groupe et pour examiner et soutenir la gestion centrale de l'équipe des projets ESG. Il s'est réuni 4 fois en 2025, avec un taux de présence de 100 %.

#### Directoire

Les membres du Directoire possèdent une expertise technique et opérationnelle forte, reflétant la préférence du Groupe pour les promotions internes à ces postes. Historiquement, les secteurs dans lesquels nous opérons ont connu une participation féminine plus faible, ce qui a entraîné une représentation plus limitée des femmes dans les postes de direction nécessitant une vaste expérience technique. En conséquence, il n'y a actuellement aucune femme siégeant au Directoire. Pour y remédier, la responsabilité de fixer des objectifs pour augmenter le nombre de salariées a été confiée aux Comités Exécutifs Pays.

Le Directoire suit de près les indicateurs de performance ESG, recevant des rapports mensuels du département RSE qui donnent lieu à des discussions de suivi et à des actions stratégiques.

Le Directoire est responsable de la définition des principes de gestion générale qui guident le Groupe. Il établit les pouvoirs délégués au Comité Exécutif et aux responsables des business units (BU) et détermine les seuils de ces délégations si nécessaire.

En particulier, le Directoire est chargé des tâches suivantes :

- Autoriser et assurer la mise en place d'une équipe RSE efficace ;
- Examiner, approuver et superviser la mise en œuvre de la politique de RSE ;
- Approuver le plan d'activité annuel en matière de RSE ; et
- Rendre compte des progrès et des évolutions au Conseil de Surveillance.

### Comité Exécutif Groupe

Le Comité Exécutif Groupe est un comité permanent rattaché au Directoire.

L'objectif principal du Comité Exécutif Groupe est de fournir au Directoire toute l'assistance, le soutien et les conseils nécessaires afin de rationaliser le processus de prise de décision et de hiérarchiser les questions devant être traitées par le Directoire.

En outre, les fonctions du comité exécutif du groupe comprennent les questions suivantes :

- Participer à la mise en œuvre des politiques internes en matière de gouvernance, de risque et de conformité (GRC), d'ESG, de sécurité, d'informatique, de communication, de protection des données, de relations avec les investisseurs, de procédures globales liées aux finances, de gestion de la qualité et de ressources humaines, etc. ;
- Soumettre des recommandations pour améliorer ces politiques ;
- Conseiller le Directoire sur les meilleures pratiques localement mises en œuvre, ainsi que sur les investissements, l'organisation générale du groupe ;
- Favoriser les synergies et la centralisation de certaines activités au niveau du Groupe afin de réduire les coûts associés.

Le Comité Exécutif Groupe est composé de sept membres, dont quatre femmes et trois hommes, ce qui illustre l'engagement continu du Groupe en faveur de la parité hommes-femmes et de la diversité. Cette composition démontre notre intention d'intégrer une représentation équilibrée aux plus hauts niveaux de gouvernance et de donner un exemple clair à l'ensemble de l'organisation.

Une équipe de direction enrichie de perspectives diverses renforce la qualité des décisions stratégiques et soutient des pratiques de gestion plus inclusives et tournées vers l'avenir. Le Groupe continue de promouvoir l'équilibre hommes-femmes à tous les niveaux de l'organisation, notamment par le biais d'initiatives visant à accroître la présence des femmes dans les postes de direction. Ces efforts s'inscrivent dans notre ambition plus large de cultiver un environnement de travail équitable et inclusif qui favorise le développement professionnel de tous les salariés.

### Service RSE

Le département RSE de Solutions30 joue un rôle central dans la coordination et la supervision des activités du Groupe liées au développement durable. Depuis sa création en juillet 2022, l'équipe est restée stable et s'est concentrée sur les thèmes importants du Groupe tout en fournissant des conseils et un soutien à toutes les équipes locales de RSE dans les pays où Solutions30 est présent. Le département est dirigé par un membre du Comité Exécutif et soutenu par un Responsable RSE du Groupe, doté d'une solide expertise en matière de qualité, d'environnement, de santé et de sécurité, ainsi que par un analyste de données spécialisé, responsable de la collecte, du traitement et de la consolidation de l'ensemble des données, indicateurs, objectifs et exigences en matière de reporting lié à l'ESG.

Le département RSE travaille en étroite collaboration avec les équipes locales. Chaque pays ou entité, en fonction de sa taille, dispose de ses propres équipes chargées des ressources humaines, de la qualité, de la gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité. Les responsables de la RSE dans chaque pays, appelés Référents Pays ("SPOC" dans l'organigramme ci-dessus), sont chargés de collecter les données générées par leurs équipes opérationnelles. Ils téléchargent ces informations tous les mois sur le SharePoint central ESG. L'équipe RSE du Groupe examine, valide et analyse ensuite les données, consolide les indicateurs clés de performance au niveau du Groupe et communique les résultats au Directoire. En outre, les Référents Pays contribuent à la mise en œuvre d'initiatives de RSE dans leurs filiales respectives.

Grâce à une interaction régulière avec l'équipe RSE du Groupe, ces responsables locaux contribuent à normaliser les processus et les méthodologies, tels que les procédures de collecte de données, et à promouvoir le partage de meilleures pratiques, favorisant ainsi l'amélioration continue des performances du Groupe en matière de RSE.

Pour garantir la cohérence et l'efficacité dans toutes les entités, le département RSE a formalisé les procédures de collecte, de validation et de communication des données relatives à la RSE. Ces procédures ont été communiquées à toutes les parties prenantes concernées et des sessions de formation internes ont été organisées pour sensibiliser les équipes et s'assurer qu'elles connaissent parfaitement le processus. Chaque pays, entreprise ou unité opérationnelle dispose de son propre site SharePoint ESG, utilisé pour mettre à jour les informations et communiquer les données ESG sur une base mensuelle. Ces données sont essentielles pour le suivi et le calcul des indicateurs clés de performance ESG au niveau du Groupe.

Sur la base des informations recueillies, l'équipe RSE du Groupe effectue des analyses approfondies, notamment :

- Évaluer la performance globale du Groupe par rapport aux indicateurs ESG ;
- Suivre les tendances ICP au fil du temps ;
- Effectuer des comparaisons entre pays et entre entités ;
- Définir des plans d'action ; et
- Évaluer l'efficacité de ces actions.



Le département RSE du Groupe a également établi un cadre solide d'analyse des risques ESG, lié à chaque objectif défini. La probabilité d'atteindre chaque objectif est évaluée et mise à jour mensuellement, ce qui permet une gestion proactive des objectifs de développement durable du Groupe.

Lorsque les résultats préliminaires indiquent que les ICP ne progressent pas conformément aux objectifs ou aux seuils définis, l'équipe RSE du Groupe travaille en étroite collaboration avec les équipes locales pour superviser et soutenir la mise en œuvre d'actions d'amélioration, en veillant à l'alignement sur les objectifs du Groupe.

En outre, le département RSE fournit un soutien continu et des conseils d'experts aux équipes locales sur les questions liées à l'ESG, y compris des réponses aux questionnaires RSE des clients ou des clients potentiels, et une participation active aux réunions et aux projets avec les clients, les partenaires et les fournisseurs sur des sujets liés au développement durable.

### 3.1.4. Double Évaluation de Matérialité (DMA)

#### 3.1.4.1. Introduction

En 2023, le Groupe a achevé un projet d'évaluation ESG supervisé par le responsable RSE du Groupe et soutenu par un spécialiste ESG externe. Ce travail comprenait l'identification des parties prenantes et des questions de durabilité, suivie d'un processus d'entretien structuré qui a permis d'élaborer la première matrice de double matérialité du Groupe. L'évaluation a porté à la fois sur la matérialité de l'impact – en évaluant les impacts réels et potentiels des activités de Solutions30 sur les parties prenantes – et sur la matérialité financière, en analysant la manière dont les risques et les opportunités liés au développement durable pourraient affecter la stratégie, le modèle d'entreprise et les performances financières du Groupe.

La matrice de double matérialité 2023, publiée dans le Rapport Annuel 2023, ayant été finalisée avant la publication des normes européennes d'information en matière de durabilité (ESRS), une révision s'est avérée nécessaire pour assurer la cohérence avec la directive en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) et des ESRS.

En 2024, l'équipe RSE a procédé à une mise à jour complète de l'évaluation de double matérialité (DMA) conformément à la directive CSRD (UE) 2022/2464, aux normes ESRS énoncées dans le règlement délégué de la Commission correspondant et aux orientations d'accompagnement fournies par le Groupe consultatif pour l'information financière en Europe (EFRAG). Compte tenu de la complexité analytique de la quantification des risques financiers liés au développement durable, la révision 2024 a mis l'accent sur le renforcement de l'évaluation de la matérialité de l'impact.

En 2025, le Groupe a procédé à un examen supplémentaire de la DMA afin de s'assurer qu'elle reste pertinente et alignée sur les attentes réglementaires. Cette analyse a confirmé que les résultats de matérialité existants reflétaient pleinement le contexte opérationnel de Solutions30, les attentes des parties prenantes et les

priorités en matière de développement durable. En conséquence, aucune modification n'a été jugée nécessaire et la Déclaration de Durabilité 2025 continue de s'appuyer sur les thèmes importants identifiés dans l'évaluation révisée de 2024.



#### 3.1.4.2. Méthode d'évaluation de la double matérialité

Dans l'analyse de double matérialité, plusieurs parties prenantes internes et externes ont été consultées pour quantifier l'impact des activités de Solutions30 sur les personnes, l'environnement et la société (matérialité de l'impact), ainsi que la manière dont les facteurs ESG influencent la performance financière de l'entreprise, en identifiant les risques et opportunités (matérialité financière).

Notre double analyse de matérialité a suivi les étapes générales suivantes :

- **Analyse du contexte** : Collecte et cartographie d'informations, par une entreprise externe experte dans le domaine de la durabilité, concernant :
  - Les tendances mondiales en matière de durabilité, en particulier dans le secteur d'activité dans lequel le Groupe Solutions30 opère.
  - Les thèmes liés au développement durable, qui reflètent les impacts réels et potentiels.

Cette étape a été réalisée dans l'analyse de matérialité de 2023 et a servi de base à l'examen et à l'adaptation de la double analyse de matérialité réalisée en 2024.

- **Identification et engagement des parties prenantes** : Identification des parties prenantes internes et externes les plus importantes, sur la base du niveau de relation et du niveau d'impact. Les parties prenantes internes et externes, notamment les salariés, les clients, les investisseurs et les régulateurs, ont été identifiées et impliquées. Leur contribution a été essentielle pour comprendre le contexte de durabilité de l'organisation. Cette étape a été réalisée dans l'analyse de matérialité de 2023 et a servi de base à l'examen et à l'adaptation de la double analyse de matérialité réalisée en 2024.
- **Identification des thèmes ESG pertinents** : à cette fin, nous procédons à une analyse interne des activités du groupe Solutions30, à une analyse

comparative des questions de RSE et des stratégies de RSE des entreprises de notre secteur d'activité, ainsi qu'à une analyse de la littérature sectorielle sur la RSE et les normes de reporting ESG. Un large éventail de thèmes ESG a été identifié sur la base des activités de l'organisation, des normes sectorielles et des problèmes mondiaux émergents. Des sources telles que l'ESRS 01 et les lignes directrices de l'EFRAG ont été utilisées pour encadrer ces sujets.

- **Collecte de données et évaluation** : Des données quantitatives et qualitatives ont été recueillies par le biais d'enquêtes, d'entretiens et de systèmes de rapports internes sur la RSE. Les données ont été analysées afin d'évaluer l'importance de chaque thème ESG en termes d'impact et de matérialité financière.
- **Évaluation des impacts, des risques et des opportunités** : Pour calculer la matérialité de l'impact, nous suivons les recommandations du guide de l'EFRAG, en évaluant trois paramètres : « Scope (Périmètre) », « Échelle (Ampleur) » et « Irrémediabilité ».
  - **“Scope”**: Nous avons évalué le périmètre de l'impact à l'aide de paramètres tels que le pourcentage de sites, de salariés ou de dépenses financières auxquels l'impact se rapporte. Le scope décrit l'étendue de l'impact, en tenant compte de facteurs tels que la portée géographique ou démographique et le nombre de personnes touchées.
  - **“Échelle”**: L'échelle mesure l'importance ou la gravité des conséquences d'un impact. Nous avons évalué l'ampleur de l'impact sur l'environnement ou les personnes, après avoir pris en compte les mesures d'atténuation déjà en place.
  - **“Irrémediabilité”**: Nous avons évalué la difficulté d'inverser les dommages causés par l'impact, en tenant compte à la fois du coût et de l'horizon temporel. L'irrémediabilité met en évidence la mesure dans laquelle un impact ne peut être annulé ou réparé.

Pour les impacts potentiels, un paramètre supplémentaire de « probabilité » a été évalué.

Lors de la notation des risques, nous avons évalué l'ampleur potentielle des effets financiers, qui représentait la moitié de la note, et la probabilité d'occurrence, qui constituait l'autre moitié. Ces évaluations ont pris en compte les mesures d'atténuation des risques déjà en place.

Pour la classification de « Ampleur potentielle », une échelle de 5 niveaux a été utilisée, allant de « Très faible » à « Très élevée ».

Pour la classification de « Probabilité », une échelle à 5 niveaux a également été utilisée : « Rare », « Improbable », « Possible », « Probable » et « Actuel ». Chaque niveau a été défini avec une signification spécifique pour assurer la clarté et la cohérence.

Toutefois, en raison de la complexité de la définition de valeurs monétaires exactes pour les scénarios de risques

en matière de durabilité, les évaluations qualitatives ont été largement utilisées pour compléter la quantification en termes monétaires.

- **Élaboration de la matrice de matérialité** : Construction de la matrice de matérialité, permettant d'identifier les questions les plus critiques à traiter dans sa stratégie de RSE. Le résultat peut être visualisé dans une matrice de matérialité qui classe les sujets ESG en fonction de leur pertinence des deux points de vue. La matrice met en évidence les domaines prioritaires sur lesquels Solutions30 devrait concentrer ses efforts en matière de développement durable.
- **Approbation de la Double Matrice de Matérialité par le Directoire** : la double matrice de matérialité réalisée en 2024, qui comprend l'identification et la hiérarchisation des thèmes pertinents, a été revue et formellement approuvée par le Directoire le 27 janvier 2025.
- **Intégration et rapports** : les thèmes pertinents sont intégrés dans la stratégie de développement durable de l'organisation et font l'objet d'un rapport conforme aux normes CSRD et ESRS. Cela permet aux parties prenantes d'avoir une vision claire des impacts externes de l'entreprise et de ses risques et opportunités internes.

Comme indiqué ci-dessus, les enquêtes et les entretiens menés avec les parties prenantes internes et externes ont joué un rôle essentiel dans la détermination des questions les plus importantes du point de vue de la matérialité financière et de la matérialité de l'impact. La matrice de matérialité qui en résulte reflète cette « double importance relative », en tenant compte des deux dimensions de la matérialité, comme l'exige la directive sur les rapports sur le développement durable des entreprises (CSRD). La directive prévoit que les rapports sur le développement durable doivent tenir compte à la fois de l'impact matériel et de l'impact financier.

L'analyse a révélé une forte convergence d'opinions entre les parties prenantes internes et externes en ce qui concerne les questions les plus importantes sur le plan matériel.

### 3.1.4.3. Résultat de l'évaluation de la double matérialité

Nous avons identifié nos impacts sur l'environnement et la société (évaluation de la matérialité de l'impact) ainsi que les risques liés au développement durable auxquels nous sommes exposés (évaluation de la matérialité financière). Les résultats sont classés en fonction des thèmes de l'ESRS, soulignant que “E1 - Changement climatique”, “S1 - Effectifs internes”, “S2 - Travailleurs de la chaîne de valeur”, “S4 - Consommateurs et utilisateurs finaux” et “G1 - Conduite des affaires” sont nos questions les plus importantes en matière de développement durable.

Nos impacts, risques et opportunités environnementaux dans le cadre de la rubrique “E1 - Changement climatique” sont étroitement liés à nos efforts stratégiques visant à fournir des solutions en matière d'énergie renouvelable. Il s'agit d'initiatives telles que l'installation de panneaux

solaires photovoltaïques, le développement de réseaux de chargeurs de batteries de véhicules électriques et le déploiement de compteurs intelligents.

Si le développement de nouvelles capacités renouvelables permet d'atténuer les effets sur le climat, il nécessite également d'importants déplacements de techniciens, ce qui a des effets négatifs sur le climat et l'environnement en raison des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Nos activités (principalement les services de connectivité et les solutions d'énergie renouvelable) ont également un impact significatif sur les personnes et les sociétés. Cela se reflète dans les thèmes pertinents "S1 - Effectifs internes", "S2 - Travailleurs de la chaîne de valeur" et "S4 - Consommateurs et utilisateurs finaux". Notre priorité est d'assurer un environnement de travail sûr pour nos techniciens et nos sous-traitants. En outre, nous investissons dans l'amélioration continue des compétences de nos techniciens par le biais de programmes de formation sur mesure qui répondent à leurs besoins et soutiennent le développement de notre gamme de solutions.

Nous pensons que la mise à disposition et l'expansion des réseaux internet contribuent à améliorer la qualité de vie dans les communautés, en ayant un impact positif sur l'inclusion des groupes vulnérables.

Le thème "S4 - Consommateurs et utilisateurs finaux" est également essentiel pour la durabilité et la croissance des activités de Solutions30. La satisfaction client est essentielle à notre succès, car elle favorise la fidélisation, renforce la loyauté et soutient notre croissance dans un marché concurrentiel. En donnant la priorité aux besoins et aux attentes de nos clients, nous renforçons les relations et créons de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes.

Notre engagement en faveur de la cybersécurité, qui joue un rôle essentiel dans l'instauration et le maintien de la confiance, est tout aussi important. En tant qu'entreprise chargée de traiter des données sensibles, telles que les bases de données des clients finaux, nous comprenons l'importance primordiale de la protection de ces informations. De solides mesures de cybersécurité protègent non seulement contre les menaces, mais rassurent également nos clients sur le fait que leurs données sont gérées de manière sûre et responsable.

Le thème "G1 - Conduite des affaires" est d'une importance cruciale pour Solutions30, en particulier en tant qu'entreprise cotée en bourse. Une gouvernance transparente et des pratiques commerciales solides sont essentielles pour maintenir la confiance et garantir le succès à long terme de nos activités.

Un élément clé de notre approche est la mise en œuvre d'un système complet de vérification des tiers. Cela garantit que nos sous-traitants et partenaires commerciaux respectent nos normes d'intégrité et de conduite éthique. Étant donné qu'une part importante de nos services est fournie par le biais de la sous-traitance, la vérification de la conformité est essentielle pour préserver notre réputation et notre fiabilité opérationnelle.

Ces mesures ne sont pas simplement un soutien, mais une structure pour le succès de nos activités commerciales. En encourageant la transparence, en garantissant la responsabilité et en maintenant des normes éthiques élevées tout au long de notre chaîne de valeur, nous créons une base solide pour une croissance durable et la confiance des parties prenantes.

L'évaluation de la double matérialité de 2024 a permis d'identifier 14 thèmes pertinents sur l'ensemble des thèmes de durabilité évalués au cours du processus de consultation. Les thèmes RSE ont été considérés comme importants si :

- Il a été considéré comme significatif du point de vue de la matérialité d'impact.
- Il a été considéré comme significatif du point de vue de la matérialité financière.
- Il a été considéré comme important des deux points de vue, considérés comme les thèmes pertinents les plus critiques.

#### Matrice de la double matérialité :

Nous présentons ci-dessous la liste des thèmes/sous-thèmes pertinents par champ d'application :

#### Environnement :

- Changement climatique
- Mobilité durable
- Contribution à la transition énergétique

#### Social :

- Santé et sécurité (effectifs internes et chaîne de valeur)
- Formation et développement des compétences (effectifs internes et chaîne de valeur)
- Attractivité et rétention (effectifs internes et chaîne de valeur)
- Cybersécurité, protection des données et de la vie privée
- Satisfaction client
- Inclusion numérique et technologique

#### Gouvernance :

- Éthique des affaires et conformité réglementaire, Gouvernance d'entreprise
- Diligence raisonnable et évaluation des fournisseurs et des sous-traitants

Parmi ces 14 thèmes pertinents, **9 ont été identifiés comme critiques** par la double analyse de matérialité :

- Cybersécurité, protection des données et de la vie privée
- Santé et sécurité (effectifs internes)
- Santé et sécurité (chaîne de valeur)
- Formation et développement des compétences (effectifs internes)
- Formation et développement des compétences (chaîne de valeur)
- Attractivité et rétention (effectifs internes)
- Attractivité et rétention (chaîne de valeur)
- Changement climatique
- Mobilité durable
- Contribution à la transition énergétique

Liste des thèmes pertinents pour chaque norme ESRS :

Champ d'application	Standard	Thème pertinent
Environnement	ESRS E1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Changement climatique</li> <li>Mobilité durable</li> <li>Contribution à la transition énergétique</li> </ul>
Social	ESRS S1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé et sécurité (effectifs internes)</li> <li>Formation et développement des compétences (effectifs internes)</li> <li>Attractivité et rétention (effectifs internes)</li> </ul>
	ESRS S2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé et sécurité des sous-traitants</li> <li>Formation et développement des compétences (chaîne de valeur)</li> <li>Attractivité et rétention (chaîne de valeur)</li> </ul>
	ESRS S4	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cybersécurité, protection des données et de la vie privée</li> <li>Expérience et satisfaction du client</li> <li>Inclusion numérique et technologique</li> </ul>
Gouvernance	ESRS G1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éthique des affaires et conformité réglementaire, Gouvernance d'entreprise</li> <li>Diligence raisonnable et évaluation des fournisseurs et des sous-traitants</li> </ul>

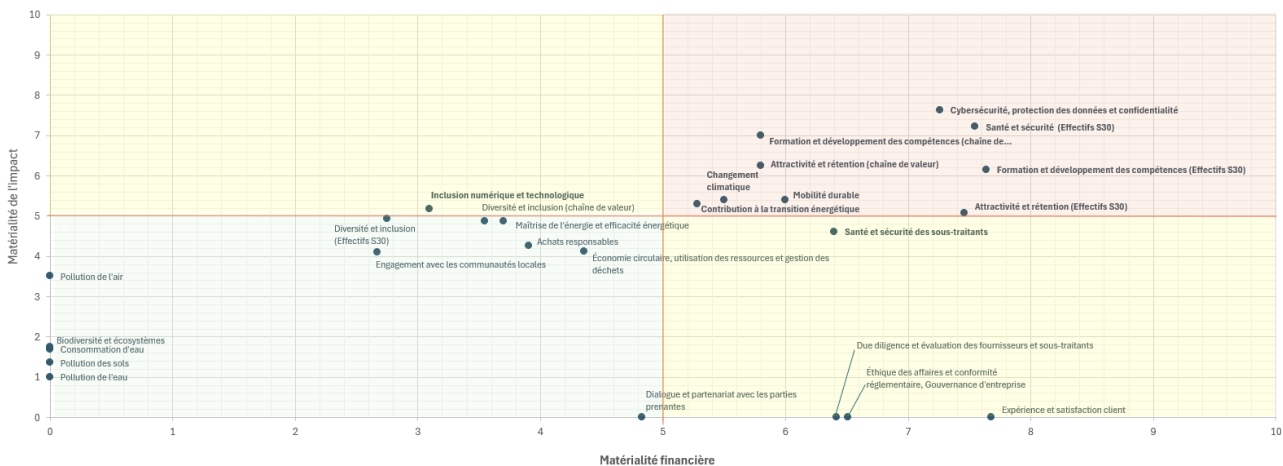
### 3.1.4.4. Impacts et risques clés liés au développement durable

Comme le montre la matrice de la page suivante, nous avons identifié 14 sous-thèmes comme étant importants pour Solutions30. Chaque thème clé de l'ESRS est détaillé dans les sous-chapitres suivants (3.2, 3.3 et 3.4), où nous précisons les sous-thèmes liés à nos impacts, risques et opportunités matériels, tels que l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique, la santé et la sécurité, etc.

De brèves descriptions des impacts matériels, des risques et des opportunités, ainsi que des détails supplémentaires sur la manière dont nous traitons leurs effets, sont fournis dans les tableaux inclus dans les sous-chapitres « 3.2. Environnement », « 3.3. Social » et « 3.4. Gouvernance ».

Dans les tableaux des sous-chapitres 3.2, 3.3 et 3.4, nous indiquons également si les impacts et les risques concernent nos propres activités ou la chaîne de valeur. En outre, nous précisons si les impacts sont positifs ou négatifs. Les impacts sont considérés comme réels, sauf s'ils sont explicitement considérés comme potentiels.

Dans l'évaluation de la matérialité de 2024, la notation des impacts et des risques a intégré des mesures d'atténuation qui sont déjà intégrées dans nos activités quotidiennes pour réduire ou atténuer les impacts ou les risques négatifs. Par conséquent, les impacts et les risques présentés dans les tableaux reflètent l'impact ou le risque résiduel après ces efforts d'atténuation.



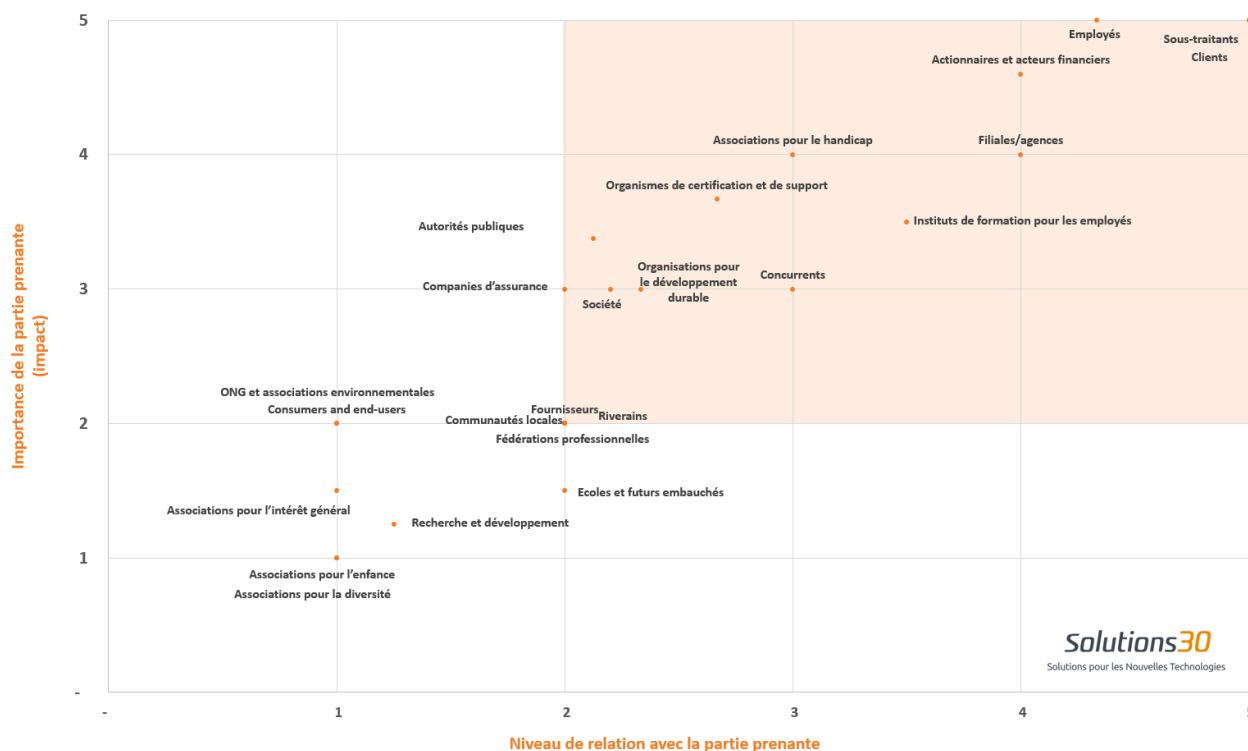
### 3.1.4.5. Identification et cartographie des parties prenantes

En 2023, Solutions30 a achevé le « Projet ESG », une initiative clé avec plusieurs objectifs, dont l'un était d'identifier les parties prenantes les plus pertinentes pour les activités du Groupe. Ce projet a été supervisé par le Responsable RSE du Groupe et dirigé par un consultant externe spécialisé dans les questions ESG.

Les parties prenantes ont été classées selon trois critères : l'ampleur de l'impact de Solutions30 sur chaque partie prenante, leur implication dans les principales questions pertinentes pour Solutions30 et la fréquence de leur interaction avec le Groupe.



La matrice ci-dessous présente la liste des parties prenantes, en soulignant leur pertinence pour Solutions30 :



## Principales parties prenantes

Solutions30 entretient un dialogue permanent avec ses principales parties prenantes (clients, employés, sous-traitants, fournisseurs, investisseurs et partenaires sociaux) reconnaissant que leur implication est essentielle au développement durable de l'entreprise. Notre politique d'engagement définit les canaux, la fréquence et les objectifs de ce dialogue, garantissant une approche structurée, transparente et axée sur la création de valeur. Les retours des parties prenantes alimentent notre évaluation de matérialité, nos priorités ESG et l'amélioration continue de nos pratiques.

Les principales parties prenantes de Solutions30 sont les sous-traitants, les clients et les salariés. L'entreprise s'engage activement auprès de chaque groupe pour garantir l'alignement sur ses valeurs, ses exigences en matière de conformité et ses objectifs stratégiques. Les parties prenantes les plus importantes sont les suivantes :

### • Clients

Le dialogue permanent avec les clients est la pierre angulaire de l'approche de Solutions30. Des audits réguliers auprès des clients permettent d'évaluer la manière dont les services sont fournis, la capacité de l'entreprise à répondre aux besoins des clients et le rôle de Solutions30 dans le soutien des opérations des clients. Ces audits permettent non seulement de renforcer les relations, mais aussi d'identifier les domaines à améliorer, de découvrir de nouvelles opportunités et d'orienter d'éventuels ajustements stratégiques.

### • Sous-traitants

Le Groupe est en contact permanent avec ses partenaires commerciaux, qui doivent respecter le code de conduite rédigé à leur intention et remplir les critères de conformité

demandés par Solutions30. Ces partenaires sont également tenus de respecter les normes de conformité rigoureuses de Solutions30. Cette collaboration permet de préserver l'intégrité des services fournis.

### • Salariés

Solutions30 s'engage activement auprès de ses salariés pour favoriser leur bien-être et leur développement professionnel. Les principales initiatives sont les suivantes :

- Enquêtes anonymes : Les salariés participent à des enquêtes anonymes pour évaluer la satisfaction professionnelle, la qualité de l'environnement de travail et le bien-être général.
- Programmes de formation : L'entreprise propose des sessions de formation ciblées afin d'améliorer la qualité opérationnelle, de renforcer la motivation des salariés et de faciliter le perfectionnement.
- Communication interne : La lettre d'information Solutions30 est un canal de communication essentiel, qui permet de partager des informations sur l'entreprise, d'encourager les discussions et de promouvoir les initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans l'ensemble du groupe et de ses filiales.
- Dialogue social : Solutions30 entretient un dialogue social positif en travaillant en étroite collaboration avec les organes de représentation des travailleurs. Plusieurs accords ont été signés pour soutenir et protéger les salariés, reflétant l'engagement de l'entreprise en faveur d'un environnement de travail collaboratif.

### • Investisseurs et Banques

Solutions30 est en contact régulier avec les investisseurs par le canal des réunions physiques ou virtuelles de

présentation organisées lors des publications de chiffre d'affaires et de résultats, des roadshows, des assemblées générales, du dialogue permanent et de l'information financière. Une équipe dédiée assure une communication transparente avec les investisseurs et les actionnaires. Conjointement avec l'équipe en charge de la RSE, l'équipe de Relations Investisseurs répond aux questionnaires et demandes d'information des agences de notation extra-financière, et échange sur les sujets Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance avec des investisseurs potentiels, les analystes et les actionnaires.

#### • Instituts de formation et Agences de recrutement Instituts de formation et Agences de recrutement

Solutions30 attache une grande importance à la qualité de ses recrutements. Pour ce faire, la société a conclu plusieurs partenariats avec des agences pour l'emploi et avec des instituts de formation dans différents pays d'Europe. Ces collaborations permettent à Solutions30

d'attirer et de développer des talents hautement qualifiés pour répondre à ses besoins opérationnels et stratégiques.

Bien que les fournisseurs et les organismes de certification technique ne fassent pas partie du groupe principal de parties prenantes, ils jouent un rôle essentiel dans l'écosystème global de l'entreprise. Leurs contributions assurent la fiabilité et la qualité des solutions fournies par Solutions30.

#### Canaux de communication des parties prenantes

Une vue d'ensemble des canaux de communication utilisés pour dialoguer avec les différents groupes de parties prenantes est présentée ci-dessous. Solutions30 met l'accent sur la transparence et la collaboration pour renforcer ces relations et favoriser le succès mutuel.

Parties prenantes	Canal de communication	Fréquence de communication
<b>Clients</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audits de clients ;</li> <li>Gestionnaires de comptes dédiés ;</li> <li>Examens de gestion et d'activité ;</li> <li>Enquêtes d'évaluation de la satisfaction client ;</li> <li>Réponses au questionnaire RSE ;</li> <li>Réunions sur l'état d'avancement du GSE ; et</li> <li>Canaux de médias sociaux pour communiquer les mises à jour et les nouvelles de l'entreprise.</li> </ul>	En continu
<b>Salariés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programmes d'intégration / Formation / Plateforme d'apprentissage en ligne S30 Academy ;</li> <li>Lettre d'information mensuelle ;</li> <li>Dialogue social ;</li> <li>Contrôle de la satisfaction des employés ;</li> <li>Programmes de mentorat ;</li> <li>Examens annuels des performances ;</li> <li>Événements sociaux et de renforcement de l'esprit d'équipe ;</li> <li>Canaux de médias sociaux pour communiquer les mises à jour et les nouvelles de l'entreprise.</li> </ul>	En continu
<b>Sous-traitants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code de conduite des partenaires commerciaux externes ;</li> <li>Formation sur site ;</li> <li>Portail des sous-traitants (mySupplace) ;</li> <li>Diligence raisonnable des tiers ;</li> <li>Retour d'information sur les performances et examens.</li> </ul>	En continu
<b>Investisseurs/ Acteurs financiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Équipe dédiée aux relations avec les investisseurs ;</li> <li>Rapports financiers et non financiers ;</li> <li>Mises à jour des performances financières (trimestrielles) ;</li> <li>Webcasts et présentations ;</li> <li>Conférences d'investisseurs ;</li> <li>Assemblées Générales ;</li> <li>Nouvelles de l'entreprise (site web S30) ;</li> <li>Canaux de médias sociaux pour communiquer les mises à jour et les nouvelles de l'entreprise.</li> </ul>	En continu/ au moins une fois par trimestre
<b>Fournisseurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code de conduite des partenaires commerciaux externes ;</li> <li>Vérification des tiers ;</li> <li>Évaluation et qualification des principaux fournisseurs (ISO 9001).</li> </ul>	En continu
<b>Les agences/ Instituts de formation, les agences de l'emploi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partenariats ;</li> <li>Formation.</li> </ul>	En continu
<b>Certificateurs techniques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audits ;</li> <li>Conseil.</li> </ul>	En continu/ au moins une fois par an

### 3.1.4.6. Stratégie ESG

Solutions30 a basé sa nouvelle stratégie ESG sur la double matrice de matérialité présentée à la section 3.1.4.4. La stratégie ESG est au cœur de notre mission consistant à créer une valeur durable pour toutes les parties prenantes. Nous nous engageons à réduire notre empreinte environnementale, à favoriser un environnement de travail sûr et inclusif et à garantir l'intégrité et la transparence de nos pratiques de gouvernance.

Notre approche est guidée par des normes et des cadres mondiaux, notamment notre engagement envers le Pacte mondial des Nations Unies, les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'initiative Science-Based Targets (SBTi), ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme.

Nous présentons ci-dessous les piliers et les engagements de notre stratégie ESG :

<b>E</b> <b>Réduire l'impact environnemental de nos activités et contribuer à la transition énergétique</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Réduire l'intensité énergétique et l'impact environnemental de nos activités.</li> <li>2) Réduire les impacts environnementaux de nos clients en leur apportant des solutions contribuant à la transition énergétique.</li> </ol>
<b>S</b> <b>Promouvoir un environnement de travail sécurisant, épanouissant et inclusif</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Former et développer nos salariés, leurs compétences et leur carrière.</li> <li>2) Promouvoir la diversité, l'égalité des chances et favoriser l'emploi des jeunes.</li> <li>3) Assurer un environnement de travail sûr et sécurisé pour nos employés et nos sous-traitants.</li> <li>4) Améliorer notre marque employeur.</li> </ol>
<b>G</b> <b>Faire de Solutions30 un partenaire fiable assurant la qualité, la sécurité et l'intégrité de nos services</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Assurer la vérification de tous nos partenaires.</li> <li>2) Assurer une gouvernance indépendante et qualifiée.</li> <li>3) Conduire nos activités d'une façon transparente et éthique.</li> <li>4) Garantir la satisfaction de nos clients et faire de Solutions30 un partenaire fiable.</li> <li>5) Garantir la cybersécurité et la protection des données de nos parties prenantes.</li> </ol>

En 2025, Solutions30 a réaffirmé son engagement envers le Pacte mondial des Nations Unies, s'engageant à respecter et à mettre en œuvre ses dix principes dans sa sphère d'influence tout en contribuant activement à l'avancement des Objectifs de Développement Durable (ODD).



Des détails complets sur notre engagement auprès du Pacte mondial des Nations Unies et sur nos contributions aux ODD figurent dans la sous-section « 3.5. Nos engagements ».

### 3.1.5. Objectifs et indicateurs de performance ESG

#### 3.1.5.1. Piliers de la stratégie ESG, Engagements et Objectifs pour 2024

Comme indiqué précédemment, la stratégie ESG de Solutions30 repose sur trois piliers fondamentaux « Environnement, Social et Gouvernance », chacun soutenu par des engagements spécifiques et des objectifs mesurables. Ces piliers sont interconnectés, et les objectifs pour 2025 reflètent un cadre cohérent conçu pour rendre opérationnelles les ambitions de l'entreprise en matière de développement durable.

**Environnement:** Nos engagements environnementaux se concentrent sur la réduction de l'impact de nos activités tout en soutenant activement la transition énergétique. Grâce à un large éventail de solutions pour le secteur énergétique, notamment des centrales solaires, des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, le déploiement de compteurs intelligents, ainsi que la modernisation et l'extension des réseaux de distribution d'électricité, nous contribuons à accroître la capacité du réseau et à permettre le développement de technologies éco-efficaces qui dépendent de ces systèmes énergétiques améliorés.

Pour 2025, nous avons fixé un objectif directement liée à l'atténuation du changement climatique : la réduction de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (tCO<sub>2</sub> par million d'euros de revenus, scope 1 et 2). Cet objectif reflète un effort mesurable et quantitatif visant à aligner nos pratiques opérationnelles sur les objectifs liés au climat.

Un deuxième objectif environnemental a également été approuvé pour 2025, axée sur la transition énergétique. Cet objectif concerne l'augmentation du pourcentage du chiffre d'affaires généré par des activités classées en interne comme « Activités vertes », définies comme des opérations alignées sur la taxonomie de l'UE et éligibles en vertu de ses critères techniques de sélection. Cela renforce notre engagement stratégique à développer des services qui soutiennent la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Ensemble, ces objectifs démontrent notre engagement quantitatif à intégrer les considérations climatiques dans nos activités. Les progrès vers ces objectifs sont soutenus par des initiatives visant à améliorer l'efficacité énergétique dans l'ensemble de nos activités, ainsi que par le déploiement de solutions qui permettent à nos clients de progresser sur la voie de leur propre transition énergétique, générant ainsi des avantages environnementaux mesurables à la fois en interne et en externe.

**Social:** Le pilier social priorise le développement du capital humain et la sécurité sur le lieu de travail. Des objectifs tels que l'augmentation du volume de formation par salarié et par an, ainsi que l'amélioration de la parité hommes-femmes au sein du management et du Conseil de Surveillance, sont directement liées à des résultats mesurables en matière de développement des compétences et d'inclusion des salariés. En outre, l'objectif de réduction du taux de gravité des accidents (TGA) est une mesure concrète de la sécurité sur le lieu de travail, qui renforce l'accent technique mis sur la gestion des risques et le respect des normes en matière de santé au travail. Ces efforts s'inscrivent également dans le cadre des engagements pris pour garantir et améliorer les conditions d'emploi des sous-traitants.

**Gouvernance:** Les engagements en matière de gouvernance sont centrés sur la garantie d'un contrôle rigoureux, d'une conduite éthique et d'une transparence opérationnelle. L'objectif 2025 d'augmenter le pourcentage de sous-traitants enregistrés sur « mySupplace » soutient directement la mise en œuvre des contrôles de vérification et de conformité des tiers. Cette plateforme facilite la gestion des documents et garantit l'alignement sur les exigences réglementaires. D'autres objectifs de gouvernance, tels que le renforcement de la cybersécurité et l'amélioration de la satisfaction des clients, font l'objet d'une évaluation quantitative et s'alignent sur les engagements en matière d'intégrité et de qualité des services.

L'alignement entre les 20 objectifs et les piliers de la stratégie ESG garantit une approche structurée de la mise en œuvre des initiatives de durabilité. Chaque objectif est conçu avec des résultats mesurables, fournissant un cadre technique pour suivre les progrès et garantir que les engagements de l'entreprise sont systématiquement pris en compte et respectés.

### 3.1.5.2. Résultats des ICP ESG pour 2025

Notre stratégie repose sur une méthodologie structurée de fixation des objectifs, qui définit clairement les objectifs et les objectifs annuels, ainsi que les indicateurs de

performance correspondants et les mesures utilisées pour leur suivi et leur contrôle.

Tout en veillant à ce que plusieurs indicateurs clés de performance restent cohérents dans le temps – tels que le nombre moyen d'heures de formation par salarié, le taux de gravité des accidents et le taux d'enregistrement des sous-traitants, ce qui permet une analyse des tendances et un suivi des performances – Solutions30 cherche également à élargir et à diversifier chaque année son cadre d'ICP. Cette approche permet une évaluation plus large et plus complète des performances ESG.

En conséquence, en janvier 2025, sept objectifs ESG clés ont été établis et approuvés pour l'année, ce qui représente une augmentation de deux objectifs par rapport à ceux définis pour 2024. Un nouvel objectif environnemental a été introduit, aligné sur notre ambition d'augmenter la part du chiffre d'affaires généré par les activités et services «verts» liés à la transition énergétique. En outre, un nouvel objectif social a été ajouté, visant à renforcer la sensibilisation et l'engagement ESG de tous les salariés du Groupe.

Pour chacun de ces objectifs, des cibles spécifiques et des indicateurs de performance ont été définis à la fois au niveau du Groupe et au niveau national dans toutes les zones géographiques où le Groupe Solutions30 est présent. Ces cibles ont été adaptées aux contextes locaux tout en maintenant un engagement fort en faveur de normes élevées et de l'amélioration continue de notre performance en matière de développement durable.

Un processus rigoureux de suivi mensuel a permis au Groupe d'évaluer le progrès de chaque objectif, d'analyser les tendances de la performance et d'évaluer le risque de non-réalisation dans les délais fixés. Cette méthodologie a permis d'identifier rapidement les résultats intermédiaires des ICP qui n'étaient pas totalement alignés sur les cibles définies et, le cas échéant, d'élaborer et de mettre en œuvre rapidement des plans d'action correctifs afin de garantir la réalisation de tous les objectifs ESG d'ici à la fin de l'année.

En résumé, et grâce aux efforts collectifs des équipes locales et du Groupe dans son ensemble, **Solutions30 a atteint avec succès, pour la deuxième année consécutive, tous les objectifs ESG établis et approuvés pour 2025.** Dans plusieurs cas, les performances ont dépassé les cibles de manière claire et significative. Ce résultat reflète un fort sentiment d'accomplissement et fournit une base solide pour les progrès futurs, tout en renforçant notre conscience que d'autres ambitions sont à la fois possibles et nécessaires. Le Groupe reste donc déterminé à se remettre continuellement en question afin d'identifier et de mettre en œuvre des solutions qui répondent aux attentes internes, aux exigences des clients et aux obligations réglementaires existantes et émergentes à court et à moyen terme.

Le tableau suivant présente les sept principaux objectifs ESG fixés pour le Groupe à l'horizon 2025, ainsi que les résultats obtenus et les écarts positifs ou négatifs par rapport aux cibles définies.



	Les Engagements	Définition de l'objectif	Unité	Objectifs 2025	Résultats 2025	Écart de l'objectif
E	Réduire l'impact environnemental de nos activités.	Réduire l'intensité des émissions de GES (Scopes 1&2) de <b>8,8 %</b> par rapport à 2024.	tCO <sub>2</sub> e/M€	26,42	<b>26,33</b>	(0,3 %)
	économie à faibles émissions de carbone en proposant des solutions qui favorisent et soutiennent la transition	Augmenter le pourcentage d'Activités Vertes* du chiffre d'affaires de Solutions30 de <b>19 %</b> par rapport à 2024.	%	15,2 %	<b>18,0 %</b>	18,4 %
S	Garantir un environnement de travail sûr et sécurisé	Maintenir le taux de gravité des accidents (TGA) en dessous de <b>0,65</b> .	(**)	0,65	<b>0,58</b>	(10,8 %)
	Former nos salariés, développer leurs compétences pour faire progresser leur carrière.	Assurer au moins <b>25 heures</b> de formation par salarié au cours de l'année.	heures	25	<b>27,8</b>	11,2 %
		S'assurer qu'au moins <b>80 %</b> des salariés actifs participent à des sessions de sensibilisation ESG.	%	80 %	<b>81 %</b>	1,3 %
	Promouvoir la diversité et l'égalité des chances.	Assurer au moins <b>25 %</b> de femmes dans les postes de direction.	%	25 %	<b>26,7 %</b>	6,8 %
G	Enregistrement des sous-traitants dans mySupplace.	Au moins <b>95 %</b> des sous-traitants enregistrés sur mySupplace.	%	95 %	<b>99 %</b>	4,2 %

(\*) Activités vertes = éligibles et alignées avec la taxonomie de l'UE

(\*\*) Le taux de gravité des accidents est calculé à l'aide de la formule suivante :  $TGA = (\text{nombre total de jours perdus en raison d'accidents du travail}) / (\text{total du nombre d'heures travaillées}) \times 1000$

## Analyse des résultats des objectifs 2025

### ■ Intensité des émissions GES (Scope 1 et 2)

L'objectif de réduction fixé pour 2025 était une diminution de 8,8 % de l'intensité des émissions de GES des scopes 1 et 2 (tCO<sub>2</sub>e/M€) par rapport à 2024. Cet objectif a été communiqué dans notre Rapport Annuel 2024. **En 2025, nous avons atteint une réduction de 9,6 % par rapport à la base de référence de 2024**, dépassant ainsi l'objectif fixé.

Cette performance reflète principalement la mise en œuvre des mesures incluses dans le plan de décarbonisation du groupe, en particulier :

- l'électrification progressive du parc automobile ;
- l'utilisation de biocarburants tels que l'HVO (huile végétale hydrotraitée) ;
- l'optimisation des itinéraires des techniciens ; et
- les efforts continus de sensibilisation de l'ensemble du personnel pour réduire notre empreinte environnementale, en mettant particulièrement l'accent sur la réduction de nos émissions de carbone.

L'augmentation de la part de l'activité du secteur « Énergie » dans le chiffre d'affaires global du Groupe a également contribué à cette évolution. En moyenne, l'intensité des émissions de GES associées aux activités « Énergie » est inférieure à celle des activités « Connectivité ». Par conséquent, pour un niveau de chiffre d'affaires équivalent, les activités « Énergie » tendent à générer moins d'émissions de GES que les activités

« Connectivité », contribuant ainsi à une réduction globale de l'intensité carbone.

Conformément à nos objectifs à court terme validés par le SBTi, à partir de 2026, Solutions30 passera des objectifs de réduction des émissions en termes relatifs à des objectifs de réduction des émissions en termes absolus. Même si nous continuerons à surveiller notre ICP d'intensité carbone (tCO<sub>2</sub>e/M€), aucun objectif de réduction de l'intensité relative ne sera fixée à l'avenir, car notre stratégie de décarbonisation sera axée sur des réductions d'émissions absolues, conformément aux orientations du SBTi.

### ■ Taux de gravité des accidents (TGA)

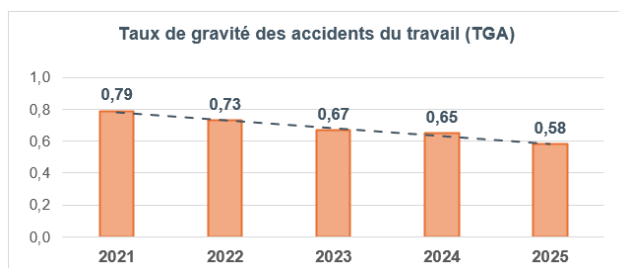
Le taux de gravité des accidents est calculé à l'aide de la formule suivante :  $TGA = (\text{nombre de jours perdus en raison d'accidents du travail}) / (\text{nombre total d'heures travaillées}) \times 1000$ . Les jours fériés et les week-ends ne sont pas pris en compte dans le calcul du nombre de jours perdus. Seuls les jours perdus en raison d'accidents survenus au cours de l'année civile 2025 sont pris en compte dans le calcul.

Depuis 2021, le taux de gravité des accidents diminue régulièrement (comme le montre le graphique ci-dessous), ce qui indique une réduction de la gravité des accidents du travail d'une année sur l'autre. Cette tendance positive est le résultat de la stratégie et de la politique de santé et de sécurité, ainsi que d'une série d'actions et d'initiatives

prises en œuvre par toutes les entités du Groupe pour améliorer les conditions de santé et de sécurité de tous les travailleurs, en particulier de nos techniciens qui effectuent des travaux sur le terrain. Les principaux facteurs contribuant à la réduction des accidents du travail sont les suivants :

- Amélioration continue de nos systèmes de Gestion de la Santé et de la Sécurité, grâce aux certifications ISO 45001 et VCA, cette dernière ne s'appliquant qu'aux entreprises situées en Belgique et aux Pays-Bas.
- Mettre l'accent sur la prévention par le biais de la formation technique et de la formation en matière de santé et de sécurité. Comme le montre le tableau du point 3.1.5.2. En 2025, le Groupe S30 a assuré en moyenne plus de 27 heures de formation par salarié, les Techniciens étant le groupe professionnel ayant reçu le plus grand volume de formation tout au long de l'année, représentant environ 60 % du volume total de formation dispensé en 2025.
- Inspection, surveillance et audits internes sur le terrain, réalisés par les équipes chargées de la santé et de la sécurité au travail.
- Les plans d'amélioration se sont concentrés sur l'enquête et l'analyse des accidents, quasi-accidents et incidents sur le lieu de travail.

Le graphique ci-dessous montre la tendance annuelle historique du taux de gravité des accidents au niveau du Groupe :



### ■ Augmenter la formation

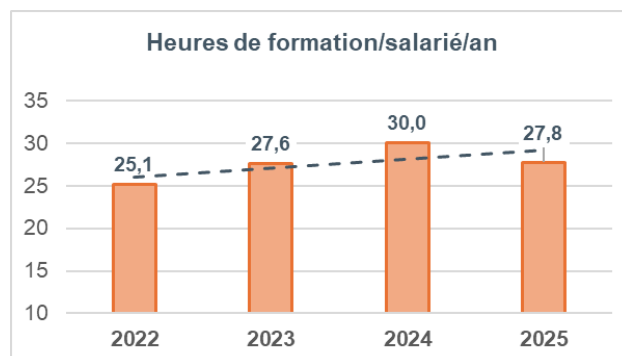
Les heures de formation sont calculées en tenant compte de toutes les activités de sensibilisation et de formation proposées aux salariés. Les aspects clés suivants sont pris en compte dans le calcul :

- Types de formation : Les formations internes (dispensées par les membres du Groupe S30) et externes (dispensées par des entités externes telles que des consultants, des universités, des clients, etc.) sont incluses.
- Formats : Les sessions de formation peuvent se dérouler en personne, à distance (par exemple, via Teams) ou par le biais de plateformes d'apprentissage en ligne et sont prises en compte indépendamment du fait qu'elles aient lieu pendant ou après les heures de travail.
- Contenu : tous les domaines de formation sont pris en compte, y compris les compétences techniques, l'informatique, les langues, la qualité, l'environnement, la santé et la sécurité, l'éco-conduite, la GRC, l'ESG, la cybersécurité et d'autres encore.
- Exigences en matière de preuves : Pour que la formation soit enregistrée, des preuves telles que des

certificats, des listes de présence ou des rapports de plate-forme doivent être fournis. Les preuves doivent inclure des détails tels que le nom de la formation, la ou les dates, les participants, le formateur, la durée et, dans certains cas, les signatures.

Cette approche globale garantit que tous les efforts de formation pertinents sont correctement reflétés dans le processus de collecte des données ESG.

Le graphique ci-dessous présente les données historiques des heures de formation par employé et par an, au niveau du groupe :



### ■ Pourcentage de femmes occupant des postes de direction

Chez Solutions30, nous restons fermement engagés à promouvoir la diversité et l'inclusion à tous les niveaux de l'organisation. L'un des principaux objectifs de notre stratégie de diversité est de faire en sorte qu'au moins 25 % des postes de direction soient occupés par des femmes. Bien que cet objectif soit ambitieux, nous reconnaissons les défis structurels associés à notre secteur.

Historiquement, les domaines techniques dans lesquels Solutions30 opère sont à prédominance masculine, ce qui se traduit par un nombre significativement plus élevé de techniciens hommes que de techniciennes femmes. Étant donné que de nombreux postes d'encadrement intermédiaire sont pourvus en interne par la promotion de techniciens ou d'agents de maîtrise expérimentés, le vivier de candidates potentielles est traditionnellement limité. Ce contexte continue d'influer sur le rythme auquel l'équilibre entre les hommes et les femmes peut être atteint dans les fonctions de direction.

Pour relever ces défis et renforcer notre engagement en faveur de l'égalité des chances, le Groupe a lancé l'initiative **FemmesForce**. Cette association développe et met en œuvre des projets visant à accroître la représentation des femmes au sein de Solutions30. Leurs efforts visent notamment à sensibiliser les femmes aux possibilités de carrière dans notre secteur, à lutter contre les stéréotypes associés aux professions techniques et à encourager une plus grande participation dans ces domaines.

L'une des initiatives phares de FemmesForce est le **Programme de Mentorat**, créé pour renforcer les compétences, la confiance et l'évolution de carrière des

femmes au sein du Groupe. Le programme aide les salariées à développer leurs capacités, à se préparer à des rôles de direction et à progresser au sein de l'organisation.

Grâce à des initiatives telles que le Programme de Mentorat et d'autres actions ciblées menées par FemmesForce, Solutions30 continue à prendre des mesures significatives pour créer un lieu de travail plus diversifié et plus équitable. Ces efforts contribuent à favoriser un environnement dans lequel les femmes peuvent envisager et poursuivre des carrières gratifiantes à long terme dans des postes techniques, de supervision et de gestion.

Pour 2025, le Groupe a fixé un seuil minimum de 25 % de femmes aux postes de direction. Cette cible a été atteinte et dépassée, les femmes représentant en moyenne **26,7%** des postes de direction au cours de l'année.

#### ■ Pourcentage d'enregistrement des sous-traitants dans mySupplace

Solutions30 a développé une plateforme en ligne innovante, mySupplace, conçue pour soutenir les activités de sourcing, d'intégration et de recrutement au sein du Groupe. La plateforme joue un rôle central en garantissant une gestion cohérente et normalisée de la conformité au niveau européen.

Au-delà de sa fonction d'intégration, mySupplace sert d'outil de gestion continue de la conformité pendant toute la durée du contrat de chaque sous-traitant. En centralisant la documentation et les flux de travail, la plateforme permet une supervision efficace de tous les processus de conformité critiques, y compris la vérification des tiers, la validation de la documentation obligatoire des sous-traitants et le contrôle continu des exigences contractuelles.

Notre objectif est de veiller à ce que tous les sous-traitants travaillant avec le Groupe soient enregistrés sur mySupplace, ce qui renforcera la transparence, améliorera le contrôle opérationnel et garantira un alignement total sur les normes de conformité du Groupe.

Depuis 2023, le Groupe a fixé des objectifs quantitatifs annuels pour l'enregistrement des sous-traitants actifs sur la plateforme. Pour 2025, un objectif minimal de 95 % de sous-traitants actifs enregistrés sur mySupplace a été fixée. Bien que la finalisation du processus d'enregistrement dépende de l'engagement des sous-traitants, Solutions30 les soutient activement en leur fournissant un suivi régulier. L'équipe chargée de la conformité entretient une communication régulière avec les sous-traitants afin de faciliter l'enregistrement complet et en temps voulu.

Fin 2025, **le Groupe a atteint un taux d'enregistrement de 99,1 %**, et le taux d'enregistrement mensuel moyen annuel a atteint 98,8 %, dépassant ainsi la cible fixée au début de l'exercice.

Pour le calcul de cet indicateur, les « sous-traitants actifs » sont définis comme les sous-traitants travaillant actuellement avec Solutions30 ou ceux ayant soumis des factures au Groupe au cours des trois derniers mois.

#### 3.1.5.3. Objectifs ESG et ICP pour 2026

En s'appuyant sur notre stratégie et nos principes ESG, et en tenant compte des perspectives financières et opérationnelles du Groupe, Solutions30 a défini un ensemble complet d'objectifs et d'indicateurs de performance ESG pour 2026.

Ces objectifs s'inscrivent dans le cadre de notre engagement en faveur d'une amélioration continue des performances en matière de développement durable. D'un point de vue environnemental, nous continuons à nous concentrer sur la réduction de notre empreinte carbone, sur le renforcement de notre contribution au secteur des énergies renouvelables et sur l'augmentation de la part des activités éligibles ou alignées sur la taxonomie de l'UE pour l'atténuation du changement climatique.

Comme indiqué précédemment, à partir de 2026, Solutions30 n'adoptera que des objectifs de réduction des émissions de GES en termes absolus, conformément à nos objectifs à court terme validés par le SBTi. Bien qu'aucun nouvel objectif de réduction de l'intensité carbone ne soit fixée, nous continuerons à surveiller notre indicateur d'intensité carbone (tCO<sub>2</sub>e/M€) en tant qu'ICP de gestion interne.

Le suivi des émissions absolues et de l'intensité carbone fournit des informations complémentaires sur nos performances en matière de décarbonisation. Les émissions absolues reflètent l'impact environnemental réel de nos activités et constituent la mesure requise par le SBTi. En parallèle, le suivi de l'indicateur relatif (tCO<sub>2</sub>e/M€) nous permet de comprendre l'efficacité de la décarbonisation au fur et à mesure de l'évolution de l'activité. Par exemple, les périodes de croissance ou de contraction du chiffre d'affaires peuvent influencer les chiffres d'intensité différemment des émissions absolues, ce qui permet une interprétation plus nuancée des tendances et des facteurs de performance.

L'objectif de réduction des émissions de GES en termes absolus défini pour 2026 représente une nouvelle diminution par rapport à 2023, notre année de référence. Cet objectif sera réévalué si une activité de fusion ou d'acquisition nécessite un nouveau calcul de l'année de référence et des inventaires d'émissions correspondants. Le sous-chapitre 3.2 fournit de plus amples détails sur nos objectifs à court terme en matière d'émissions de GES et sur notre feuille de route en matière de décarbonisation.

Dans le domaine social, nos priorités incluent la prévention des accidents du travail en optimisant nos systèmes de gestion de la santé et de la sécurité, soutenus par les certifications ISO 45001 et VCA, et en renforçant les contrôles internes et les mécanismes d'audit. Parallèlement, nous continuons à investir dans les initiatives de qualification, de formation et de sensibilisation des salariés, complétées par des actions visant à promouvoir l'égalité des chances et la diversité au sein du Groupe.

Dans ce contexte, nous avons maintenu tous les ICP définis pour 2025 tout en actualisant les cibles correspondantes pour 2026. En outre, suite aux résultats positifs obtenus en 2025, nous avons introduit deux nouveaux ICP liés à notre engagement « Former nos

salariés, développer leurs compétences pour faire progresser leur carrière ». Plus précisément, nous avons élargi l'ensemble des cibles liées à la formation pour couvrir trois domaines considérés comme essentiels à l'amélioration continue de notre performance ESG : Sensibilisation à l'ESG, à l'éco-conduite et la conduite sûre et à la cybersécurité.

Des informations plus détaillées sur nos performances sociales sont fournies au sous-chapitre 3.3.

Dans le domaine de la gouvernance, le Groupe reste fermement engagé à renforcer la conformité des sous-

traitants et des partenaires commerciaux. Ces efforts sont essentiels pour garantir la transparence et maintenir la confiance de nos clients, actionnaires et investisseurs. De plus amples informations sur nos performances en matière de gouvernance figurent au sous-chapitre 3.4.

Le tableau ci-dessous résume les objectifs et cibles ESG définis et approuvés pour 2026 au niveau du Groupe, assurant la cohérence et l'alignement dans toutes les entités de Solutions30.

Pilier de la stratégie / Engagement		Objectifs pour 2026 - Niveau Groupe	2026 Cible / Seuil
E	Réduire l'impact environnemental de nos activités.	Réduire les émissions absolues de GES (Scope 1) de 27 % par rapport à 2023.	22 467 tCO <sub>2</sub> e
		Réduire les émissions absolues de GES (Scope 2) de 25 % par rapport à 2023. (Approche fondée sur le marché et méthode de calcul)	630 tCO <sub>2</sub> e
	Contribuer à une économie bas-carbone en proposant des solutions qui stimulent et soutiennent la transition énergétique.	Augmenter de 6,5 % la part des Activités Vertes* du chiffre d'affaires de Solutions30 par rapport à 2025 *Activités vertes = éligibles et alignées sur la taxonomie de l'UE	19 %
S	Garantir un environnement de travail sûr et sécurisé.	Maintenir le taux de gravité des accidents (TGA) inférieur à 0,65.	0,65
	Former nos salariés et développer leurs compétences pour faire progresser leur carrière.	Assurer au moins 25 heures de formation par salarié au cours de l'année.	25h
		Augmenter le nombre de salariés actifs ayant reçu une formation ESG à au moins 85 %.	85 %
		Veiller à ce qu'au moins 70 % des salariés actifs (disposant d'une voiture de société) suivent la formation à l'éco-conduite et à la conduite sûre.	70 %
		Veiller à ce qu'au moins 70 % des salariés actifs (personnel et cadres) participent à la formation sur la cybersécurité.	70 %
	Promouvoir la diversité et l'égalité des chances.	Garantir au moins 27 % de femmes dans les postes de direction.	27 %
G	Faire de Solutions30 un partenaire fiable en veillant à ce que nos partenaires et sous-traitants fassent l'objet d'une vérification approfondie.	Avoir au moins 97 % de sous-traitants enregistrés dans mySupplace.	97 %
	Conduire nos activités d'une façon transparente et éthique.	Le taux de mise en œuvre de la gestion des risques dans tous les pays de l'UE S30 doit atteindre 90 % d'ici la fin de l'année 2026.	90 %

### 3.1.5.6. L'engagement du groupe S30 envers les objectifs ESG et GRC dans la rémunération des dirigeants

Le groupe Solutions30 accorde une grande importance aux objectifs ESG et démontre son engagement en liant une partie substantielle de la rémunération des cadres supérieurs à la réalisation de ces objectifs.

Pour mieux aligner les intérêts de la direction sur la stratégie ESG, le Conseil de Surveillance a lié la rémunération variable des membres du directoire à la réalisation des objectifs ESG. Plus précisément, 5% de

cette rémunération variable dépendent de la réalisation d'objectifs environnementaux et sociaux, tandis que 5% sont liés à des objectifs de gouvernance, de risque et de conformité (GRC), comme indiqué au point 4.4. Ces mêmes principes s'appliquent à la rémunération variable des directeurs nationaux.

En résumé, un minimum de 10% de la rémunération variable du Directoire et des Directeurs nationaux est directement lié à la réalisation des objectifs ESG et GRC établis et approuvés par le groupe, ce qui souligne l'engagement inébranlable du groupe S30 en faveur d'une gouvernance durable et responsable.



## ENVIRONNEMENT

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

**3 257 632 kWh** (+0.6%)

**3 658 kWh/M€ de CA** (+6,6%)

INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE PAR M€ CHIFFRE AFFAIRES

**106,31 MWh/M€ de CA** (-9,3%)

ÉMISSIONS DE GES (Scope 1+2+3)

**26 614 tCO<sub>2</sub>e** (-11%)

INTENSITÉ DES ÉMISSIONS DE GES (Scope 1+2+3)

**138,38 tCO<sub>2</sub>e/M€ de CA** (-3.2%)

**18,0 %** DU CA ALIGNÉ SUR LA  
TAXONOMIE ENVIRONNEMENTALE (+34%)

(pourcentage d'évolution par rapport à l'année précédente)

**NOTE:** Les chiffres du Groupe présentés ci-dessus excluent les données du Royaume-Uni ainsi que l'activité Connectivité en Espagne.

## 3.2 Environnement

### 3.2.1 Taxonomie Environnementale

Le modèle d'entreprise du Groupe contribue à une économie plus durable. De par ses activités, Solutions30 donne, à ses clients, accès à des technologies qui réduisent leur empreinte environnementale et augmentent leur efficacité. Les maisons intelligentes, les objets connectés et les villes intelligentes améliorent l'expérience des utilisateurs et contribuent de manière significative à une utilisation plus efficace des ressources.

L'adoption généralisée de l'internet à haut débit ne serait pas possible sans les techniciens de terrain qui gèrent des installations à domicile.

Le haut débit par fibre optique jusqu'au domicile et les réseaux de nouvelle génération offrent une meilleure connectivité, base d'importants gains d'efficacité et d'une moindre consommation de ressources. L'installation de compteurs et d'appareils intelligents dans les foyers permet de réduire davantage la consommation d'énergie des ménages. Les véhicules électriques ont besoin de bornes de recharge et Solutions30 fournit la main-d'œuvre qualifiée pour les installer. L'entretien et la gestion de toutes ces technologies sont également assurés par le Groupe.

Solutions30, contribue ainsi à l'Objectif de Développement Durable N°13 des Nations-unies sur le Changement Climatique. Selon les chiffres de la taxonomie environnementale, ci-dessous, 18,0 % du chiffre d'affaires du Groupe sont alignés avec l'objectif d'atténuation climatique de la taxonomie. Les activités de réutilisation, de réemploi et de remise à neuf contribuent, elles, à l'Objectif de Développement Durable N°12 sur la production et la consommation responsables.

#### 3.2.1.1 La Taxonomie environnementale chez Solutions30

La taxonomie de l'Union européenne est un système de classification des activités économiques durables sur le plan environnemental. L'établissement d'une taxonomie environnementale figure parmi les 10 points du plan d'action de l'Union européenne de mars 2018 pour le financement d'une croissance soutenable.

Le Règlement Taxonomie de juin 2020 vise à répertorier les activités durables en vue d'atteindre six objectifs environnementaux qui sont les suivants ;

- l'atténuation du changement climatique;
- l'adaptation au changement climatique;
- la préservation des ressources et la transition vers l'économie circulaire;
- la préservation de la biodiversité et des écosystèmes;
- la préservation et la protection des ressources hydrologiques et marines et
- la prévention et le contrôle de la pollution.

En juin 2021, la Commission européenne a publié l'acte délégué sur le changement climatique, établissant la liste des activités éligibles à la taxonomie pour les deux

objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

En juin 2023, la Commission européenne a publié l'acte délégué sur l'environnement, établissant la liste des activités éligibles à la taxonomie pour les quatre objectifs environnementaux : eau, économie circulaire, pollution et biodiversité.

Pour l'année 2022, le Groupe a publié des indicateurs clés de performance (ICP/ KPI, *Key Performance Indicators*) concernant ses activités éligibles et alignées aux objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ces ICP sont la proportion par rapport aux chiffres totaux du Groupe du Chiffre d'affaires de ces activités, des investissements et des dépenses opérationnelles qualifiées dans ces activités, associés éventuellement à d'autres investissements (par exemple en vue de rendre une activité éligible puis alignée sur la taxonomie) et d'autres dépenses opérationnelles liées à des équipements listés dans la taxonomie.

Depuis l'année 2023, il est demandé de publier les indicateurs concernant les activités éligibles et les activités alignées sur les 6 objectifs.

#### a) Activités éligibles à la taxonomie

Les principales activités de Solutions30 ont été analysées et cartographiées. Pour chaque activité, les documents descriptifs nécessaires à l'évaluation finale ont été collectés et archivés. Pour identifier les activités éligibles, Solutions30 a repéré les catégories suivantes définies dans l'acte délégué portant sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique, qui sont des activités éligibles à la taxonomie et dans lesquelles Solutions30 a une offre. Solutions30 n'a pas identifié d'activités éligibles dans l'acte délégué environnemental :

- 7.4 Installation, entretien et réparation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans les bâtiments (et dans les espaces de stationnement attenants aux bâtiments) (offre sur les bornes par Solutions30)
- 7.5 Installation, entretien et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments (offre sur les compteurs intelligents par Solutions30)
- 7.6 Installation, entretien et réparation de technologies liées aux 'énergies renouvelables (offre sur les panneaux photovoltaïques par Solutions30)
- 4.9. Transport et distribution d'électricité

Les investissements et les dépenses opérationnelles réalisés dans ces activités éligibles selon les instructions de la Commission européenne étaient eux-mêmes considérés comme éligibles à taxonomie.

Comme pour 2024, le Groupe a identifié quelques investissements réalisés dans des activités non opérées par Solutions30, susceptibles d'être eux-mêmes éligibles à la taxonomie environnementale, notamment les droits d'utilisation pour les leasings (Activité "6.5. Transport par

motos, voitures particulières et véhicules utilitaires léger" sur plusieurs années de véhicules hybrides et électriques.

### Jugements

Après analyse de l'activité énergie, il a été décidé de ne pas considérer les prestations d'installation et de rénovation du réseau électrique comme faisant partie des activités d'installations des bornes de recharge électriques et des panneaux photovoltaïques.

En effet bien qu'étant liée indirectement aux activités d'installations des bornes de recharge électriques et des panneaux photovoltaïques, la prestation d'installation et de rénovation du réseau électrique (permettant entre autre de supporter les besoins des nouvelles installations des bornes de recharge électriques et des panneaux photovoltaïques) ne rencontre pas la définition reportée dans les actes délégués.

### Activités non éligibles

Comme indiqué à la note 3 "Chiffres d'affaires" des comptes consolidés 2025, le Groupe réalise son chiffre d'affaires à travers la fourniture de services d'installation et de maintenance d'équipements digitaux dans les 3 activités Connectivité, Énergie et Technologie.

La segmentation clairement définie et non complexe des activités Connectivité (prestations de type Télécom) et Technologie (Qui regroupe les prestations de type Monétique et IT) permet de ne pas qualifier à la source.

Les activités mentionnées dans les actes délégués pour l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique, la biodiversité, l'économie circulaire, la pollution et l'eau ont été exclues des activités éligibles.

Pour l'activité énergie qui correspond principalement à des interventions d'installation et de maintenance des compteurs électriques intelligents, des bornes de recharge électriques, des panneaux photovoltaïques, uniquement les activités éligibles 7.4 ; 7.5 et 7.6 ont été retenues.

### **b) Chiffres d'affaires pour 2025**

#### **Chiffre d'affaires des activités alignées sur la taxonomie**

Le chiffre d'affaires éligible au sens de la Taxonomie européenne est déterminé sur base du chiffre d'affaires du groupe répondant à la description des activités des actes délégués.

En 2024 et 2025, le Groupe a réalisé une étude des conditions permettant de déterminer pour chaque activité éligible si cette activité pouvait être qualifiée d'« activité alignée sur la taxonomie environnementale », au regard de l'objectif d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique.

Ces trois conditions nécessaires sont:

**1ère condition:** contribuer substantiellement à l'objectif d'atténuation du changement climatique, en répondant à

une liste des critères techniques préétablis pour chaque activité ou correspondant à des produits et services spécifiques;

**2ème condition:** ne pas causer de préjudice important aux autres objectifs environnementaux de la taxonomie;

**3ème condition:** respecter des clauses de garanties minimales en matière de droits humains et notamment de droit du travail, mais aussi en matière d'éthique des affaires.

Au regard de cette analyse, il ressort que les trois conditions sont respectées pour les trois activités éligibles et donc que ces trois activités sont alignées sur la taxonomie et peuvent être qualifiées de réellement durables.

Analyse des conditions :

#### **1ère condition:**

En ce qui concerne la première condition, le Groupe a vérifié que son offre dans les activités éligibles remplissait les critères de contribution substantielle. C'est le cas de son activité d'installation, entretien et réparation de bornes de recharges pour véhicules électriques dans l'activité 7.4, pour son activité de compteurs intelligents dans l'activité 7.5, que pour les systèmes photovoltaïques solaires dans l'activité 7.6 pour l'atténuation du changement climatique ainsi que son activité 4.9.Transport et distribution d'électricité. Ces 4 activités étant des activités habilitantes, le seul critère d'examen technique est de respecter la définition de l'activité, Solutions 30 a vérifié pour les 4 activités le respect de la définition et ainsi a validé le critère de contribution substantielle.

Pour ce qui est des critères de contribution substantielle à l'adaptation au changement climatique, le seul critère d'examen technique est que la mise en œuvre des solutions physiques et non physiques (« solutions d'adaptation ») réduisant de manière substantielle les risques climatiques physiques les plus significatifs qui sont importants pour cette activité. Sur base d'une évaluation rigoureuse des risques et de la vulnérabilité liés au climat, aucun risques climatiques physiques qui sont importants pour l'activité n'ont été identifiés, par conséquent Solutions 30 respect la définition et ainsi a validé le critère de contribution substantielle.

#### **2ème condition :**

Concernant les critères d'examen technique de l'*atténuation du changement climatique* afin de déterminer si l'activité économique cause un préjudice important aux autres objectifs environnementaux. Le Groupe s'est assuré par une analyse locale des risques et de la vulnérabilité qu'il n'y avait pas de préjudice aux cinq autres objectifs visés par la taxonomie. Notamment par une évaluation rigoureuse des risques et de la vulnérabilité liés au climat qui est le le seul critère technique à respecter. Sur cette base, aucun risque climatique physique important pour l'activité n'a été identifié.

Concernant les critères d'examen technique de l'*adaptation du changement climatique* afin de déterminer si l'activité économique cause un préjudice important aux autres objectifs environnementaux. Le groupe n'a pas été en mesure de valider les critères d'examen technique car



aucune procédure n'est en place pour identifier la part des activités respectant ou non le critère technique "Le bâtiment n'est pas destiné à l'extraction, au stockage, au transport ou à la fabrication de combustibles fossiles".

### 3ème condition :

En ce qui concerne la troisième condition, le Groupe répond aux exigences des garanties minimales du Règlement Taxonomie et du rapport de la Plateforme sur la Finance Durable en matière de droits humains, de corruption, de droit à la concurrence et de fiscalité.

Solutions30 s'engage fermement à protéger les droits de toutes les personnes impliquées dans ses opérations, qu'elles soient directement ou indirectement concernées, et à promouvoir la durabilité à travers des pratiques commerciales responsables. Le Groupe a adopté une Politique des Droits de l'Homme, intégrant ses principes dans ses activités, ses politiques et ses systèmes afin de garantir leur alignement avec les cadres juridiques internationaux et européens suivants :

- La Charte internationale des droits de l'Homme, incluant :
  - La Déclaration universelle des droits de l'Homme
  - Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques
  - Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en particulier les conventions n° 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138 et 182, ainsi que la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail.
- La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.
- La Convention européenne des droits de l'Homme.

Solutions30 applique également les principes des principaux standards volontaires en matière de responsabilité des entreprises, notamment le Pacte Mondial des Nations Unies, les Lignes directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, la Déclaration tripartite de l'OIT et les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme.

En tant que signataire du Pacte Mondial des Nations Unies, Solutions30 s'engage à respecter ses dix principes fondamentaux, qui portent sur :

- Les droits de l'Homme
- Les normes du travail
- La responsabilité environnementale
- La lutte contre la corruption

Cet engagement s'étend également à l'alignement de ses activités avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, notamment :

- ODD 3 : Bonne santé et bien-être
- ODD 4 : Éducation de qualité
- ODD 8 : Travail décent et croissance économique
- ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure
- ODD 12 : Consommation et production responsables
- ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques

Solutions30 confirme sa conformité à l'Article 18 du Règlement (UE) 2020/852, relatif à la Taxonomie

européenne, garantissant que ses activités contribuent non seulement aux objectifs environnementaux, mais respectent également les normes sociales et éthiques essentielles.

En interne, Solutions30 est guidée par sa Politique des Droits de l'Homme, son Code de Conduite du Groupe et son Code de Conduite des Partenaires Commerciaux, qui définissent les attentes en matière de droits de l'Homme, de non-discrimination, de sécurité au travail, d'horaires de travail et de salaires équitables. Les fournisseurs et partenaires doivent adhérer à ces principes, sous peine de mesures correctives ou de résiliation de la relation commerciale.

### Mise en œuvre des principes ESG chez Solutions30

Afin d'assurer le respect effectif de ces principes, Solutions30 a défini trois actions principales:

- **Audits internes:** Ces audits visent à vérifier que les principales entités du Groupe respectent l'ensemble des règles, processus et procédures internes. Ils reposent sur une grille d'évaluation détaillée couvrant divers sujets, y compris ceux liés aux Garanties minimales (Article 18 du Règlement (UE) 2020/852). Ces audits sont réalisés par l'équipe d'audit interne.
- **Vérification des Tiers:** Solutions30 dispose d'une équipe dédiée au suivi de la conformité de tous les sous-traitants et partenaires commerciaux actuels ou potentiels. Tous les sous-traitants font l'objet d'un examen préalable de conformité (vérification des éventuelles infractions ou alertes négatives). Si le sous-traitant est validé, il est enregistré sur notre plateforme "mySupplace", où sont vérifiés les documents légaux requis et le contrat de sous-traitance intégrant le Code de Conduite des Partenaires Commerciaux.
- **Formation GRC (Gouvernance, Risques et Conformité):** Solutions30 exige que tous ses salariés suivent une formation GRC dès leur intégration. Des sessions de formation de rappel sont organisées périodiquement pour renforcer l'importance de ces sujets.

Grâce à ces initiatives, Solutions30 s'engage à bâtir un avenir durable, éthique et inclusif, ayant un impact positif sur la société et l'environnement.

### Documents associés

Pour plus d'informations, veuillez consulter nos politiques et codes de conduite disponibles sur notre site internet :

- Politique des Droits de l'Homme
- Code de Conduite
- Code de Conduite des Partenaires Commerciaux

Ainsi, le chiffre d'affaires de l'activité d'installation, entretien et réparation des bornes de recharge électriques pour véhicules (activité 7.4), le chiffre d'affaires de l'activité d'instruments de régulation et de contrôle de la performance énergétique (activité 7.5), le chiffre d'affaires de l'activité « Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables » (activité 7.6) et l'activité 4.9.Transport et distribution d'électricité forment donc le chiffre d'affaires aligné sur la taxonomie.

Ce chiffre d'affaires aligné sur la taxonomie s'élève à 160,5M€ et représente 18,0 % du chiffre d'affaires total qui s'élève à 892,4M€ en 2024 contre 13,2 % du chiffre



d'affaires de 2024. L'augmentation provient de la forte croissance des activités Transport et distribution d'électricité.

### c) Dépenses opérationnelles alignées sur la taxonomie en 2025

Le Groupe a utilisé l'exemption de présentation des dépenses opérationnelles éligibles car elle ne revêtent pas une importance significative pour le Groupe, le montant du dénominateur des dépenses opérationnelles éligibles représente un montant de 21,7M€, soit 2,6 % ( 2,0 % en 2024) du total des charges opérationnelles consolidés 2025 du Groupe d'un montant de 846,4M€.

En tant qu'entreprise de services, la majorité des dépenses d'exploitation sont des achats de sous-traitance et des dépenses de personnel (incluant Impôts, taxes et versements assimilés). Par conséquent, le Groupe considère que les Opex éligibles constitués principalement de contrats de location à court terme et de frais d'entretien et réparation des véhicules sont non significatifs vis-à-vis de son modèle d'affaires.

Les dépenses opérationnelles éligibles sont déterminées sur la base des coûts directs non capitalisés suivants : recherche-développement, rénovation des bâtiments, contrats de location à court terme, entretien et réparation, et toute autre dépense directe liée à l'entretien courant d'actifs corporels par l'entreprise ou par un tiers.

### d) Investissements alignés sur la taxonomie en 2025

- Les investissements (« CapEx » dans le tableau ci-dessous) sont eux aussi alignés sur la taxonomie et représentent 1,7M€.
- Le Groupe a examiné les investissements réalisés dans des activités non alignées sur la taxonomie, mais qui peuvent être inclus dans les investissements en ligne avec la taxonomie. A ce titre, le Groupe comptabilise comme investissements alignés avec la taxonomie, les investissements en lien avec des véhicules hybrides et électriques (Activité "6.5. Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires léger") répondant aux critères de contribution substantielle notamment au regard des émissions de CO2/km, les investissements correspondant principalement aux droits d'utilisation de véhicules électriques et hybrides (Activité "6.5. Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires léger"), utilisés en leasing, pour un montant de 1,7M€ en 2025.

- Au total, pour l'année 2025, les investissements totaux du Groupe alignés sur l'objectif d'atténuation du changement climatique s'élèvent à 1,7M€, soit 5,3 % des investissements du groupe d'un montant de 33,1M€ ( 14,49 % en 2024).

Les Capex éligibles au sens de la Taxonomie européenne sont déterminés sur la base du total des investissements en actifs corporels et incorporels au cours de l'exercice considéré avant amortissements, dépréciations et réévaluations associées aux activités éligibles à la taxonomie.

La part des Capex du Groupe Solutions30 portant sur des activités éligibles est déterminée en divisant la somme des Capex des activités éligibles au sens de la Taxonomie européenne par la somme des Capex consolidés présentés aux notes « 11.1 Droits d'utilisation » pour un montant de 21,3M€, « 14.2 Autres immobilisations incorporelles » pour un montant de 7,7M€ et « 14.3 Immobilisations corporelles » pour un montant de 4,1M€.

Méthodologie : Pour chaque activité, les documents descriptifs nécessaires à l'évaluation finale ont été collectés et archivés.

Le Groupe n'a pas calculé d'indicateurs alternatifs de performance.

Conformément à la réglementation, le processus a été effectué sur les 6 objectifs, sur la base des critères d'alignement. Le Groupe a considéré que ses activités et investissements contribuent à l'atténuation au changement climatique mais pas à l'adaptation au changement climatique. Les 4 autres objectifs sont non applicables aux activités éligibles du Groupe.

Les indicateurs clés de performance sont récapitulés dans les tableaux ci-dessous.

ICP 1 – Chiffre d'affaires																			
Exercice 2025		2025		Critères de contribution substantielle						Critères d'absence de préjudice important ("critères DNSH")									
Activité économiques	Code(s)	Chiffre d'affaires	Part du chiffre d'affaires, année N	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Pollution	Economie circulaire	Biodiversité	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Pollution	Economie circulaire	Biodiversité	Garantie minimales	Part du chiffre d'affaires alignée (A.1.) ou éligible (A.2.) sur la taxinomie, année N-1	Catégorie (activité habilitante)	Catégorie( Activité transitoire)
		M€	%	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI/NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	%	H	T
A.ACTIVITES ELIGIBLES A LA TAXINOMIE																			
A.1 Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)																			
4.9.Transport et distribution d'électricité	CCM 4.9	50,9M€	5,7 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	1,8 %	H	
7.4. Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)	CCM 7.4	12,8M€	1,4 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	1,4 %	H	
7.5. Installation, maintenance et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments	CCM 7.5	38,2M€	4,3 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	5,4 %	H	
7.6. Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables	CCM 7.6	58,6M€	6,6 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	4,6 %	H	
Chiffre d'affaires des activités durables sur le plan environnemental ( alignés sur la taxinomie) (A.1)		160,5M€	18,0 %	18,0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	13,2 %		
Dont habilitante		160,5M€	18,0 %	18,0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	— %	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	13,2 %	H	
Dont transitoire		0M€	0 %							OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %		
A.2 Activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie)																			
				EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL										
Chiffre d'affaires des activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental ( non alignées sur la taxinomie) (A.2)		0M€	— %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								0 %		
A.Chiffre d'affaires des activités éligibles à la Taxinomie (A.1+A.2)		160,5M€	18,0 %	18,0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								13,2 %		
B.ACTIVITES NON ELIGIBLES A LA TAXINOMIE																			
Chiffre d'affaires des activités non éligibles à la taxinomie		731,9M€	82,0 %																
TOTAL		892,4M€	100,0 %																

La part du chiffre d'affaires du Groupe Solutions30 portant sur des activités éligibles est déterminée en divisant la somme du chiffre d'affaires des activités éligibles telles que décrites en section « 3.2.1 Taxonomie Environnementale » au sens de la Taxonomie européenne par le chiffre d'affaires consolidé (établi en application de la norme IFRS 15) présenté en note « 3 Chiffre d'affaires ».

## ICP 2 – Capex

Exercice 2025	2025			Critères de contribution substantielle						Critères d'absence de préjudice important ("critères DNSH")									
Activité économiques	Code	CAPEX	Part des CapEx, année N	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Pollution	Economie circulaire	Biodiversité	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Pollution	Economie circulaire	Biodiversité	Garantie minimales	Part des capex alignée (A.1.) ou éligible (A.2.) sur la taxinomie, année N-1	Catégorie (activité habilitante)	Catégorie(A ctivité transitoire)
		M€	%	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI/NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	%	H	T
<b>A.ACTIVITES ELIGIBLES A LA TAXINOMIE</b>																			
<b>A.1 Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)</b>																			
4.9.Transport et distribution d'électricité	CCM 4.9	—M€	— %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	2,10 %	H	
7.4. Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)	CCM 7.4	—M€	— %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0,39 %	H	
7.5. Installation, maintenance et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments	CCM 7.5	—M€	— %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	1,21 %	H	
7.6. Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables	CCM 7.6	—M€	— %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	1,44 %	H	
6.5. Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	CCM 6.5	1,738M€	5,25 %	OUI	NON	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	9,35 %	H	
<b>Capex des activités durables sur le plan environnemental ( alignés sur la taxinomie) (A.1)</b>		1,738M€	5,25 %	5,25 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	14,49 %		
Dont habilitante		1,738M€	5,25 %	5,25 %	0 %	0 %	0 %	0 %	— %	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	14,49 %	H	
Dont transitoire		0 %	— %							OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	— %		
<b>A.2 Activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie)</b>																			
<b>Capex des activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental ( non alignées sur la taxinomie) (A.2)</b>		0,000M€	0,00 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								0,00 %		
<b>A.Capex des activités éligibles à la Taxonomie (A.1+A.2)</b>		1,738M€	5,25 %	5 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								14,49 %		
<b>B.ACTIVITES NON ELIGIBLES A LA TAXINOMIE</b>																			
<b>Capex des activités non éligibles à la taxinomie</b>		31,4M€	94,9 %																
<b>TOTAL</b>		33,1M€	100,0 %																

La part des Capex du Groupe Solutions30 portant sur des activités éligibles est déterminée en divisant la somme des Capex des activités éligibles telles que décrites en section «3.2.1 Taxonomie Environnementale » au sens de la Taxonomie européenne par la somme des Capex consolidés présentés aux note « 11.1 Droits d'utilisation » pour un montant de 21,3M€ , « 14.2 Autres immobilisations incorporelles » pour un montant de 7,7M€ et « 14.3 Immobilisations corporelles » pour un montant de 4,1M€.

ICP 3 – Opex

Exercice 2025				Critères de contribution substantielle						Critères d'absence de préjudice important ("critères DNSH")									
Activité économiques	Code	Opex	Part des opex année N	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Pollution	Economie circulaire	Biodiversité	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Pollution	Economie circulaire	Biodiversité	Garantie minimales	Part des opex alignée (A.1.) ou éligible (A.2.) sur la taxinomie, année N-1	Catégorie (activité habilitante)	Catégorie(A ctivité transitoire)
		M€	%	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI; NON;N/EL	OUI/NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	OUI/ NON	%	H	T
A.ACTIVITES ELIGIBLES A LA TAXINOMIE																			
A.1 Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)																			
4.9.Transport et distribution d'électricité	CCM 4.9	0,0M€	0 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %	H	
7.4. Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)	CCM 7.4	0,0M€	0 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %	H	
7.5. Installation, maintenance et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments	CCM 7.5	0,0M€	0 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %	H	
7.6. Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables	CCM 7.6	0,0M€	0 %	OUI	OUI	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %	H	
6.5. Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	CCM 6.5	0,0M€	0 %	OUI	NON	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %	H	
Opex des activités durables sur le plan environnemental ( alignés sur la taxinomie) (A.1)		0,0M€	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %		
Dont habilitante		0,0M€	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	— %	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %	H	
Dont transitoire		0 %	0 %							OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	0 %		
A.2 Activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie)																			
				EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL	EL;N/EL										
Opex des activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental ( non alignées sur la taxinomie) (A.2)		0,0M€	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								0 %		
A.Opex des activités éligibles à la Taxinomie (A.1+A.2)		0,0M€	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								0 %		
B.ACTIVITES NON ELIGIBLES A LA TAXINOMIE																			
Opex des activités non éligibles à la taxinomie		21,7M€	100 %																
TOTAL		21,7M€	100 %																



## Éligibilité et alignement par objectif environnemental

	Part du Chiffre d'affaires / Chiffre d'affaires total	
	Alignée sur la taxonomie par objectif	Éligible à la taxonomie par objectif
CCM	18,0 %	18,0 %
CCA	0,0 %	0,0 %
WTR	0,0 %	0,0 %
CE	0,0 %	0,0 %
PPC	0,0 %	0,0 %
BIO	0,0 %	0,0 %

	Part des Capex /Total des Capex	
	Alignée sur la taxonomie par objectif	Éligible à la taxonomie par objectif
CCM	5,3 %	5,3 %
CCA	0,0 %	0,0 %
WTR	0,0 %	0,0 %
CE	0,0 %	0,0 %
PPC	0,0 %	0,0 %
BIO	0,0 %	0,0 %

### 3.2.2. ESRS E1 - Changement climatique

#### 3.2.2.1. Notre approche et nos politiques

Chez Solutions30, notre mission est d'opérer de manière à minimiser les impacts négatifs et à renforcer les impacts positifs sur l'environnement. Cet engagement sous-tend nos efforts pour fournir des solutions avancées dans les domaines de la connectivité, de la technologie et du secteur de l'énergie.

Année après année, Solutions30 a augmenté la part des revenus générés par des activités éligibles ou alignées sur la taxonomie de l'UE, en particulier dans l'installation de stations de recharge de véhicules électriques (EVC), le déploiement de fermes de panneaux solaires et la mise à niveau et la modernisation des réseaux électriques, des initiatives qui, à leur tour, permettent l'adoption plus large de l'énergie renouvelable et de la mobilité électrique. Ces activités soutiennent non seulement l'utilisation de sources d'énergie plus propres, mais contribuent également à réduire les émissions tout au long de la chaîne de valeur. Grâce à ce travail, nous jouons un rôle actif dans l'accélération de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Notre engagement envers la durabilité est dirigé par la Directrice Risque, Conformité et ESG du Groupe, et est supervisé par le Conseil de Surveillance à travers le Comité Stratégie et ESG, qui garantit la transparence, la rigueur et l'application cohérente des meilleures pratiques au sein du Groupe.

En tant qu'acteur de longue date dans le domaine de la connectivité, des énergies renouvelables et de la technologie, Solutions30 est consciente de sa responsabilité en matière de progrès technologique et de durabilité environnementale. Bien que nos activités contribuent au déploiement de solutions plus propres et plus efficaces, telles que les infrastructures de télécommunications et les systèmes d'énergie renouvelable, nous restons pleinement conscients des impacts environnementaux liés à nos activités, y compris les émissions de GES générées par notre propre flotte de véhicules et les flottes exploitées par nos sous-traitants.

Nous nous engageons donc non seulement à mesurer et à surveiller notre empreinte carbone, mais aussi à la réduire activement dans toutes nos activités. Dans le cadre de ces efforts, nous continuons à mettre en œuvre le projet « Réduction des émissions de gaz à effet de serre », aligné sur l'initiative SBT, ainsi que le déploiement continu de solutions d'énergie renouvelable au sein de notre offre de services. Ces initiatives constituent un pilier central de notre stratégie de décarbonation à long terme.

#### • Action climatique alignée sur la science

Afin d'aligner nos activités principales sur notre ambition en matière de durabilité, une étape importante a été franchie en octobre 2025 avec la soumission officielle de nos cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à court terme à l'initiative Science Based Targets (SBTi). Cette étape représente une avancée majeure dans notre démarche de durabilité.

**Le 22 janvier 2026, le SBTi a officiellement approuvé nos objectifs à court terme.** La validation de nos objectifs confirme que notre stratégie de décarbonation est non seulement ambitieuse, mais aussi crédible et fondée sur la science du climat.

Le Groupe Solutions30 s'est engagé à :

a. **Réduire les émissions absolues de GES des Scope 1 et 2 de 42 % d'ici à 2030**, par rapport à l'année de référence 2023.

a. **Réduire les émissions absolues de GES du Scope 3 de 25 % d'ici à 2030**, par rapport à la même année de référence.

Ces ambitions se concentrent sur les domaines dans lesquels le Groupe peut avoir la plus grande influence, à la fois dans la manière dont nous exerçons nos activités et dans la manière dont nous collaborons avec les fournisseurs, les partenaires et les clients. L'approbation de ces cibles représente une solide validation externe du travail entrepris au sein du Groupe. Cela démontre que nous prenons des mesures significatives et mesurables pour réduire notre empreinte environnementale et contribuer aux efforts d'action climatique mondiaux. Cette reconnaissance marque une étape importante dans la mise en œuvre de notre stratégie de durabilité.

Pour de plus amples informations sur nos objectifs à court terme, veuillez consulter le chapitre 3.5 - « Nos engagements ».

#### • Déploiement des énergies renouvelables

Nous continuons à investir dans le développement, l'installation et la maintenance d'actifs liés aux énergies renouvelables, notamment des fermes solaires et des infrastructures de recharge de véhicules électriques (EVC). Nos investissements dans l'énergie solaire augmentent directement la capacité de production d'énergie renouvelable, tandis que le déploiement de chargeurs EV joue un rôle essentiel dans le soutien de la transition vers la mobilité électrique et la réduction des émissions liées au transport.

L'amélioration, la modernisation et l'expansion des réseaux de distribution d'électricité constituent également un domaine clé de notre contribution à la transition énergétique. Ces activités renforcent la stabilité et la capacité du réseau, permettant l'installation de points de recharge supplémentaires pour les véhicules électriques et augmentant la part d'électricité provenant de systèmes 100 % renouvelables, tels que l'énergie solaire.

En 2025, la part du chiffre d'affaires du Groupe générée par les « activités vertes », c'est-à-dire les activités éligibles ou alignées sur la taxonomie de l'UE, a augmenté de 34 % par rapport à 2024. Pour 2026, l'un de nos principaux objectifs est de veiller à ce que cette tendance se poursuive, avec un objectif d'au moins une nouvelle augmentation de 5,5 % des recettes provenant des activités éligibles à la taxonomie et des activités alignées d'ici la fin de l'année.

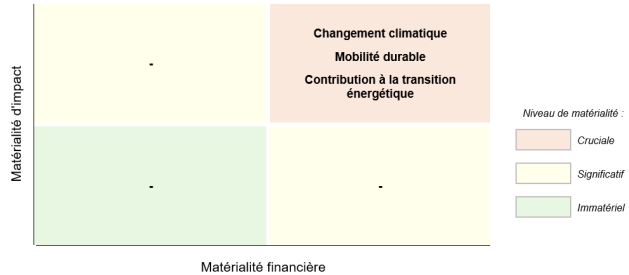
Pour remédier à d'éventuels impacts négatifs dans notre chaîne de valeur, nous travaillons en étroite collaboration avec des clients clés pour promouvoir et développer des solutions à faibles émissions. En 2026, nous continuerons à renforcer la collaboration avec nos sous-traitants, en encourageant l'adoption de pratiques durables conformes à nos propres normes environnementales.

Notre objectif est de continuer à développer ces initiatives environnementales tout en veillant à ce que chaque phase de notre travail, de la planification à l'exploitation, contribue à un avenir énergétique plus propre, plus durable et plus résilient.





### 3.2.2.2. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO)

Dans le graphe ci-contre, nous présentons le niveau de matérialité de chaque sous-sujet lié au sujet « Changement climatique ». L'objectif est de mettre en évidence l'importance relative de chaque sous-thème dans le cadre de la stratégie environnementale de Solutions30.

Le tableau ci-dessous présente les Impacts, Risques et Opportunités (IRO) liés au développement durable, identifiés et jugés importants dans le cadre de notre double processus d'évaluation de l'importance relative. Plus précisément, il s'agit des IRO associées au « Changement climatique (ESRS E1) ».





En outre, nous précisons si ces impacts sont positifs ou négatifs. Tous les impacts sont considérés comme réels, sauf s'il est explicitement indiqué qu'il s'agit d'impacts potentiels.

<div>  <div> <b>ESRS E1 – Changement climatique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Atténuation du changement climatique</li> <li>Adaptation au changement climatique</li> <li>Énergie</li> </ul> </div> </div>		
Identification IRO	Impact matériel, risque ou opportunité	Description
 Impact positif	Solutions en matière d'énergies renouvelables	Les énergies renouvelables sont l'une des technologies clés nécessaires pour décarboner la société et limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Nos activités, qui sont conformes à la taxonomie de l'UE et éligibles à celle-ci, contribuent directement à l'atténuation du changement climatique. En nous engageant dans l'installation de panneaux solaires photovoltaïques et d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, nous soutenons la transition vers les énergies renouvelables et la mobilité durable, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant une économie à faible émission de carbone.
 Impact négatif	Émissions de GES	Une part importante de cet impact provient des véhicules utilisés par nos techniciens (Scope 1) et ceux de nos sous-traitants (Scope 3), qui roulent encore majoritairement aux carburants fossiles. Compte tenu de la fréquence élevée des interventions quotidiennes et des déplacements continus nécessaires à nos activités, ces émissions de véhicules contribuent de manière significative à notre empreinte carbone. Nous répondons à cet impact par le biais de nos objectifs stratégiques et de nos actions visant à réduire notre empreinte carbone.
 Risque	L'électrification de la flotte et l'impact potentiel sur la réaction et l'efficacité des services.	L'électrification de la flotte présente un risque potentiel en raison de son impact sur les performances du service, les temps de réaction et l'efficacité globale. Le passage des véhicules à carburant aux véhicules électriques peut poser des problèmes tels que l'autonomie limitée des véhicules, les temps de charge plus longs et la disponibilité de l'infrastructure de charge. Ces facteurs pourraient affecter la capacité de nos techniciens à répondre rapidement aux demandes de service et à maintenir la fréquence élevée des interventions quotidiennes requises. Assurer une transition en douceur tout en maintenant l'efficacité opérationnelle nécessitera une planification et des investissements minutieux.



## ESRS E1 – Changement climatique

- Atténuation du changement climatique
- Adaptation au changement climatique
- Énergie

Identification IRO	Impact matériel, risque ou opportunité	Description
 Risque	Mobilité durable	Risque réputationnel qui peut se traduire très vite par un risque financier. Les clients ne souhaitant plus travailler avec un partenaire qui n'a pas fait sienne la mobilité durable.
 Opportunité	Augmenter la part du chiffre d'affaires aligné sur la taxonomie de l'UE	<p>Cela représente une opportunité importante pour nous, car la demande croissante d'installations de panneaux solaires photovoltaïques, de bornes de recharge pour véhicules électriques et de mise à niveau et de modernisation des réseaux de distribution électrique correspond directement à notre expertise. Ces améliorations du réseau augmentent la capacité et la stabilité du réseau, permettant le déploiement d'un plus grand nombre de points de recharge pour les véhicules électriques et permettant qu'une plus grande part de l'électricité provienne de sources 100 % renouvelables telles que l'énergie solaire.</p> <p>L'expansion de ces activités ne soutient pas seulement la transition vers une énergie plus propre, mais positionne également Solutions30 pour capturer de la valeur sur un marché en croissance rapide. En tirant parti de nos capacités en matière de déploiement d'énergies renouvelables, d'infrastructures pour véhicules électriques et de modernisation des réseaux électriques, nous stimulons la croissance de notre entreprise tout en renforçant notre engagement à long terme en faveur du développement durable.</p>

### 3.2.2.3. Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

#### Vers la durabilité et la réduction des émissions

Le projet « Réduction des émissions de GES » reflète notre engagement à poursuivre des cibles absolues de réduction des émissions à court terme, fondées sur des données scientifiques et alignées sur l'objectif mondial de limitation de l'augmentation de la température à 1,5 °C.

La première grande étape de ce projet a été franchie en janvier 2024, lorsque le Directoire a pris la décision stratégique d'engager officiellement le Groupe dans l'initiative Science Based Targets (SBTi).

La deuxième étape a consisté à engager un consultant externe spécialisé dans la réduction de l'empreinte carbone pour nous aider à définir des objectifs à court terme réalistes et à élaborer une feuille de route détaillée pour garantir leur réalisation. Dans le cadre de ce processus, le consultant a procédé à un examen approfondi de la méthodologie et des calculs de notre inventaire de GES, en se concentrant particulièrement sur l'année 2023, qui a été établie comme notre année de référence pour la fixation des objectifs.

Cette vérification indépendante était essentielle, car elle nous a permis de définir des objectifs et des cibles fondés sur une base de référence solide, validée et examinée de l'extérieur.

La troisième grande étape, franchie très récemment, a été la soumission et la validation ultérieure de nos objectifs à court terme en matière d'émissions de GES par le SBTi, ce qui confirme que le projet progresse comme prévu et

respecte toutes les étapes intermédiaires définies à l'origine.

La réduction de notre empreinte carbone reste notre principale priorité ESG. Pour piloter ce travail, nous avons mis en place une équipe interne dédiée, composée de membres permanents et occasionnels :

- **Membres permanents** : l'ensemble de l'équipe ESG du Groupe et deux membres du Directoire. Cette équipe se réunit chaque semaine pour examiner l'état d'avancement des questions ESG, y compris le plan de décarbonation.
- **Membres occasionnels** : des gestionnaires de flotte de plusieurs pays/entreprises et des représentants de la RSE de chaque pays, entreprise ou unité opérationnelle. Les réunions avec ces membres sont moins fréquentes, sans périodicité fixe, mais elles se sont tenues au moins une fois par mois.

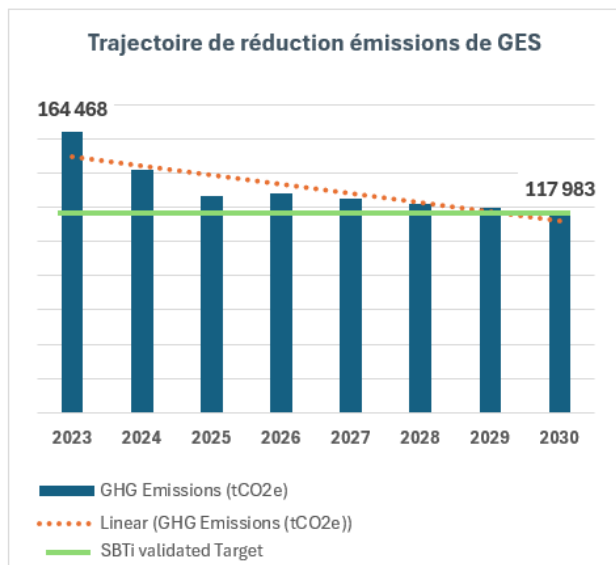
#### Structure et révision du plan de transition

La stratégie de notre plan de transition a été définie au début de l'année 2024 et est revue périodiquement pour s'assurer qu'elle reste à jour et alignée sur les développements stratégiques, opérationnels et financiers du Groupe.



Le plan est structuré en deux phases distinctes :

- **1ère phase – «Limitation et minimisation des émissions de GES»** : Mise en œuvre en 2024 et 2025, cette phase s'est concentrée sur la stabilisation et la réduction des émissions dans la mesure du possible, avant de définir des voies de réduction des émissions alignées sur le SBTi.
- **2ème phase : «Réduction des émissions de GES»** : Couvrant 2026 et au-delà, cette phase se concentre sur la réalisation de nos cibles scientifiques par la mise en œuvre des mesures d'atténuation définies dans notre feuille de route.



**NOTE:** le graphique de la réduction annuelle des émissions de CO2 ci-dessus n'est donné qu'à titre d'illustration.

### 1ère phase : Limitation et minimisation des émissions de GES (2024-2025)

L'objectif premier de cette phase était de préparer le Groupe pour la deuxième étape du plan de transition. Cette phase nous a permis d'étudier différents scénarios et solutions, d'analyser les risques, impacts et opportunités, de mettre en œuvre des projets pilotes, de tester des mesures d'atténuation potentielle, de sensibiliser tous les employés (par exemple, sessions de sensibilisation ESG), et de définir des objectifs mesurables ainsi que des plans d'action à court et à moyen terme. Toutes ces étapes ont été fondées sur une approche pragmatique, réaliste et durable, alignée sur les caractéristiques de nos secteurs d'activité.

Cette phase a abouti à l'approbation de nos objectifs de réduction des émissions de GES à court terme par le SBTi, ainsi qu'à la finalisation de notre feuille de route en matière de réduction des émissions de carbone afin de garantir la réalisation de ces objectifs.

Nous présentons ci-dessous les principales activités et actions prévues pour la mise en œuvre de la phase 1, ainsi que l'état d'avancement de leur réalisation.

Activités principales	État
• Créer l'équipe de projet et définir les tâches et les responsabilités	Terminé
• S'engager dans la SBTi	Terminé
• Définir l'objectif d'intensité (tCO2e/M€)	Terminé
• Analyser les IRO (liste de tous les obstacles et contraintes)	Terminé
• Définir le plan de transition	Terminé
• Définir un plan d'action détaillé pour limiter l'augmentation des émissions de CO <sub>2</sub> (par pays)	Terminé
• Soumettre l'objectif à court terme à la SBTi - Scopes 1, 2 et 3 et plan d'action	Terminé

### Actions principales

- Électrification progressive du parc automobile et projets pilotes.
- Optimisation des déplacements des techniciens.
- Formation à l'éco-conduite et à l'ESG.
- Télématique automobile - mettre en œuvre des systèmes de télématique automobile pour surveiller et améliorer le comportement des conducteurs (efficacité énergétique).
- Formation de techniciens plus polyvalents, liés à un secteur géographique plutôt qu'à une activité spécifique.
- Analyser la possibilité d'utiliser des carburants « écologiques » tels que l'huile végétale hydrotraitee (HVO).

### État d'avancement

Dans l'ensemble, les actions prévues pour la première phase ont été largement mises en œuvre. L'électrification progressive de la flotte de véhicules est en cours, et l'optimisation des itinéraires des techniciens est également mise en œuvre progressivement. Environ 81 % des salariés du Groupe ont participé à une formation ESG, et beaucoup ont reçu une formation à l'éco-conduite au cours des trois dernières années, avec un programme de renforcement/remise à niveau prévu pour 2026 (voir les objectifs ESG du Groupe). Le HVO est déjà utilisé en France et au Portugal. Des efforts continus ont été déployés pour renforcer et élargir les compétences techniques des techniciens. Le seul domaine légèrement en retard concerne la mise en place des systèmes de télématique des véhicules, principalement en raison des restrictions imposées par la législation RGPD, qui limitent l'utilisation du suivi GPS sur les véhicules de l'entreprise utilisés par les employés.

### 2ème phase : Réduction des émissions de GES (2026 et au-delà)

Cette phase comprend deux domaines d'action : action interne (au sein du Groupe S30) et action externe (au sein de notre chaîne de valeur). L'objectif principal est la mise en œuvre de la feuille de route et du plan d'action définis dans le cadre de notre engagement envers le SBTi, en

veillant à ce que nous atteignons les cibles soumises et validées par cette initiative.

À ce stade, les cibles seront fixées en termes absolus, conformément à l'objectif mondial de limiter le réchauffement à 1,5 °C. Nous prévoyons que les réductions d'émissions de GES suivront une tendance exponentielle plutôt que linéaire, ce qui signifie que le pourcentage de réduction annuelle augmentera d'année en année. Cette stratégie s'appuiera sur les avancées technologiques dans les véhicules et les batteries, le développement de solutions électriques et d'alternatives non polluantes, ainsi que sur l'expansion des réseaux de recharge pour véhicules électriques dans les pays et les régions où nous sommes présents.

Une part importante de nos activités repose sur la mobilité et les interventions quotidiennes de milliers de techniciens, ce qui fait de l'autonomie des véhicules et de la disponibilité d'infrastructures de recharge rapide des facteurs essentiels au maintien de l'efficacité opérationnelle et de la productivité. Toute limitation dans ces domaines pourrait avoir un impact direct sur notre capacité à fournir des services de manière efficace. Ainsi, la réussite de notre stratégie d'électrification de la flotte et, par conséquent, la réduction significative de notre empreinte carbone, dépendent des progrès continus de la technologie, de l'infrastructure et des solutions disponibles. Il est essentiel de veiller à ce que ces développements suivent le rythme de nos besoins pour atteindre nos objectifs de durabilité tout en maintenant la qualité du service et la performance opérationnelle.

### Activités principales

- Définir un plan d'électrification de la flotte de véhicules pour chaque pays
- Définir des cibles annuelles absolues de réduction des émissions de GES conformément à l'alignement de l'initiative SBT
- Ajuster les cibles et l'année de référence de l'initiative SBT en fonction de la croissance externe
- Définir un plan d'action détaillé pour réduire les émissions de GES en tenant compte de l'augmentation des chiffres d'affaires par type d'activité (par pays/entreprise)
- Surveiller les facteurs externes (par exemple, les modifications éventuelles de l'accord SBTi ou de la stratégie COP)
- Suivre l'évolution de chaque pays en termes de réseau EVC, de taxes et de coûts pour les voitures électriques ou d'autres technologies moins polluantes
- Réévaluer les risques associés à la trajectoire de réduction du CO<sub>2</sub>

### Actions principales

- Électrification du parc automobile - Remplacement durable et progressif des véhicules à carburant par des véhicules utilisant des technologies non polluantes (véhicules électriques, véhicules à hydrogène, etc.).
- Actions visant à garantir et à conseiller nos sous-traitants afin qu'ils puissent aligner leurs stratégies de réduction de l'empreinte carbone sur nos cibles.
- Poursuivre la mise en œuvre des mesures de réduction restantes définies pour la première phase

### Réduction de l'empreinte carbone et transition énergétique

Au cours des quatre dernières années, Solutions30 a concentré ses efforts sur la réduction de son empreinte carbone et sur la planification de la transition vers les énergies renouvelables. Ce parcours a été marqué par les avancées suivantes :

- Croissance des activités "vertes"** : Nos activités alignées sur la taxonomie de l'UE ont considérablement augmenté. En 2025, elles représentaient 18 % de notre chiffre d'affaires total, reflétant une croissance de 34 % par rapport à 2024. L'objectif pour 2025 est d'augmenter ce pourcentage de 5,5 % supplémentaire par rapport à 2025, ce qui nécessite un engagement fort de toute l'organisation pour capter et exécuter un volume plus important d'activités dans le secteur des énergies renouvelables.
- Utilisation d'une énergie 100 % renouvelable** : Certaines sociétés du Groupe Solutions30 exploitent déjà des bâtiments alimentés exclusivement par de l'électricité provenant de sources renouvelables. Cette initiative reflète notre engagement à réduire les émissions indirectes et sera progressivement étendue à l'ensemble du Groupe. Pour 2026, nous avons décidé de diviser notre objectif de réduction des émissions en deux composantes distinctes : un pour les émissions du Scope 1 et un autre pour les émissions du Scope 2. En ce qui concerne le Scope 2, l'action principale sera d'augmenter le pourcentage de bureaux et d'entrepôts de Solutions30 alimentés exclusivement par de l'électricité provenant à 100 % de sources renouvelables. Cette orientation stratégique est particulièrement importante dans le contexte de l'électrification en cours de notre flotte. Comme la proportion de véhicules entièrement électriques et hybrides rechargeables continue d'augmenter, nous nous attendons à une hausse significative de la consommation d'électricité (kWh). Il est donc essentiel de veiller à ce que cette demande supplémentaire d'électricité soit satisfaite par des énergies renouvelables pour réduire efficacement notre empreinte carbone globale.
- Alignement sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies** : En 2025, Solutions30 a renforcé son engagement envers les principes du Pacte mondial des Nations Unies, en

intégrant davantage les meilleures pratiques durables dans l'ensemble de ses activités et de son cadre de gouvernance. Notre stratégie de durabilité est alignée sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, qui servent de cadre d'orientation pour nos priorités environnementales, sociales et de gouvernance. Des informations détaillées sur la manière dont le Groupe contribue à chacun des ODD considérés comme importants et applicables à nos activités sont fournies dans le sous-chapitre 3.5, « Nos engagements ».

d. **Réduction des émissions de GES:** Entre 2023 et 2025, nous avons réalisé **une réduction absolue significative de 24 % de nos émissions** de gaz à effet de serre (GES) des Scopes 1 et 2. Au cours de la même période, **nos émissions du Scope 3 ont diminué de 23 %**. Ces réductions dans tous les domaines d'émission démontrent l'efficacité de notre stratégie de décarbonation et nous placent en bonne position par rapport à nos cibles à court terme validées par l'initiative Science Based Targets (SBTi). Nos progrès ne se limitent pas à des réductions absolues. Nous avons également réalisé des améliorations substantielles de l'intensité des émissions, ce qui renforce la nature structurelle de nos efforts de décarbonation. Notre principal indicateur de performance relative est l'intensité carbone, mesurée en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par million d'euros de chiffre d'affaires (tCO<sub>2</sub>e/M€). **De 2023 à 2025, nous avons réduit de 11,8 % l'intensité carbone des Scopes 1 et 2, tandis que l'intensité carbone du Scope 3 a diminué de 11,0 % au cours de la même période.** Ces résultats reflètent notre capacité à dissocier la croissance des émissions de celle de l'entreprise et confirment que la durabilité est de plus en plus intégrée dans nos décisions opérationnelles et dans notre chaîne de valeur.

e. **Collaboration avec nos clients :** Nous collaborons activement avec nos principaux clients pour développer des solutions innovantes et plus efficaces visant à réduire l'impact environnemental tout au long de la chaîne de valeur. En travaillant en étroite collaboration avec les clients, nous identifions les possibilités de prolonger le cycle de vie des produits, d'optimiser l'utilisation des ressources et de promouvoir les principes de l'économie circulaire. Un exemple notable est notre initiative axée sur la réparation des ordinateurs et des imprimantes pour permettre leur réutilisation, réduisant ainsi les déchets électroniques et diminuant la demande de nouveaux équipements. Grâce à ces partenariats, nous contribuons à des avantages environnementaux mesurables tout en aidant nos clients à atteindre leurs propres objectifs en matière de durabilité.

f. **Définition de cibles environnementales annuelles,** conçues pour améliorer en permanence nos performances en matière de durabilité. Il s'agit notamment d'objectifs spécifiques liés à la gestion des émissions de gaz à effet de serre (GES), à l'efficacité énergétique et à l'expansion des initiatives vertes dans l'ensemble de nos activités. Pour renforcer la responsabilité et l'alignement sur notre stratégie de

durabilité, un pourcentage de la rémunération variable des dirigeants est directement lié à la réalisation d'objectifs et de cibles ESG définis. Cette approche renforce la gouvernance, intègre la durabilité dans les processus de prise de décision et promeut une culture de la responsabilité au sein de l'organisation. Les objectifs ESG définis pour 2026 sont présentés en détail au sous-chapitre 3.1.

g. **Suivi et mesure:** Solutions30 a mis en place un système robuste et complet de collecte, de validation et de suivi des données environnementales, permettant le calcul précis des émissions mensuelles de gaz à effet de serre (GES). Cette approche structurée garantit la cohérence, la traçabilité et la fiabilité des informations communiquées au sein du Groupe. Nous produisons des rapports de performance mensuels détaillés à plusieurs niveaux, y compris au niveau consolidé pour le Groupe, ainsi que par pays, entreprise, unité opérationnelle et projets clés, ce qui permet une analyse granulaire des sources et des tendances en matière d'émissions. Ce cadre de contrôle continu renforce notre capacité à identifier les risques et les possibilités d'amélioration en temps utile. Sur la base des informations recueillies, nous révisons et ajustons régulièrement nos plans d'action opérationnels et stratégiques afin de garantir la réduction progressive des émissions de GES et l'atténuation continue de notre impact environnemental.

h. **Ajustement des plans d'action :** Grâce à un contrôle continu et à une évaluation des performances, nous affinons systématiquement nos stratégies de réduction des émissions et nos plans d'action environnementaux. Cette approche dynamique nous permet de répondre de manière proactive aux changements d'activité, aux développements réglementaires et à l'évolution des priorités en matière de développement durable. En évaluant régulièrement l'efficacité des mesures mises en œuvre, en réaffectant les ressources si nécessaire et en donnant la priorité aux initiatives à fort impact, nous maximisons l'efficacité de nos efforts de décarbonation et renforçons notre engagement en faveur d'une amélioration continue de l'environnement.

Dans le cadre de notre stratégie et en vue de réduire nos émissions de Scope 3, nous prévoyons également de décarboner notre chaîne de valeur. Étant donné que notre principale source d'émissions est l'activité de notre réseau de sous-traitance, nous visons à sensibiliser davantage nos sous-traitants aux questions liées au changement climatique et à les inciter à s'engager dans cette voie en 2026. Au cours de l'année 2026, nous prévoyons d'introduire des mesures et des actions concrètes pour augmenter le nombre de sous-traitants alignés sur nos cibles de réduction des émissions de GES, en les encourageant à se joindre à notre démarche de décarbonation tout en partageant notre expérience et nos connaissances. Cette initiative suivra la validation de nos cibles avec le SBTi et sera toujours alignée sur l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

## Supervision du plan de transition

Notre plan de transition a été formellement approuvé par le Directoire du Groupe et a ensuite été présenté au Conseil de Surveillance lors de la réunion du Comité Stratégie et ESG en novembre 2024. Le plan a également été présenté et discuté avec le comité exécutif en janvier 2025, ce qui a permis d'assurer l'alignement aux plus hauts niveaux de gouvernance et de renforcer la responsabilité de sa mise en œuvre au sein de l'organisation.

À la fin de l'année 2025, le plan de transition a fait l'objet d'un examen approfondi. À l'issue de cette évaluation, il a été conclu que le plan restait solide, adapté à sa finalité et parfaitement adéquat pour relever les défis de la décarbonation du Groupe. L'examen a confirmé que les priorités stratégiques, la feuille de route de mise en œuvre et les hypothèses sous-jacentes continuent d'être alignées sur nos engagements en matière de climat, sur les développements réglementaires et sur l'évolution des conditions du marché.

Toutes les initiatives et les progrès réalisés sont résumés dans notre rapport mensuel interne sur l'ESG. Au moins une fois par an, toutes les activités, tous les projets et toutes les initiatives pertinents, ainsi que leurs résultats et les cibles définies, sont présentés de manière détaillée et transparente dans le rapport annuel du Groupe. Ce rapport est mis à la disposition de toutes les parties prenantes et comprend l'évolution de notre plan et de nos objectifs en matière de climat.

## ■ Résilience climatique

### Portée de l'analyse de la résilience climatique

En tant qu'entreprise leader dans les secteurs des télécommunications, de la connectivité, des énergies renouvelables et des technologies de l'information, nous adoptons une approche globale pour évaluer et gérer les risques et les opportunités liés au changement climatique et à la transition vers une économie à faible émission de carbone. Cette stratégie vise à s'aligner sur l'évolution des exigences réglementaires tout en maintenant la résilience de notre modèle d'entreprise et de notre stratégie à long terme.

Notre analyse de la résilience repose sur deux piliers fondamentaux :

1. **Évaluation et gestion des risques et des opportunités** liés à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, y compris les facteurs macroéconomiques, politiques, technologiques et de marché.
2. **Évaluation des risques climatiques physiques**, en tenant compte des effets à long terme du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes sur nos activités et nos infrastructures.

### Risques et opportunités liés à la transition

Les risques liés à la transition découlent des changements nécessaires à une économie à faibles émissions de carbone et comprennent des facteurs tels que les nouvelles réglementations, l'innovation technologique, les changements de marché et l'évolution des préférences des consommateurs. Ces dernières années, nous avons

atténué ces risques en développant nos activités durables et en intégrant de plus en plus des solutions alignées sur les objectifs climatiques mondiaux. Ces progrès nous placent dans une position favorable pour tirer parti de la demande croissante de services et de technologies durables.

Comme indiqué précédemment, le chiffre d'affaires provenant des « activités vertes » (activités éligibles et alignées sur la taxonomie de l'UE) a représenté 18 % de notre CA total en 2025, soit une croissance de 34 % par rapport à 2024. Notre objectif est d'augmenter systématiquement ce pourcentage, le Groupe visant au moins 19 % d'activités vertes d'ici à 2026, soit une augmentation supplémentaire de 5.5 % par rapport à 2025.

L'un des défis identifiés dans notre analyse est l'incertitude concernant le soutien politique et réglementaire à la transition énergétique. Les modifications de la législation, les réductions des incitations fiscales et les nouvelles obligations de déclaration peuvent influencer le taux de croissance des énergies renouvelables et de la numérisation durable. C'est pourquoi nous suivons de près les tendances politiques et économiques afin de nous assurer que nos stratégies commerciales s'adaptent aux conditions du marché.

### Risques climatiques physiques

Les risques climatiques physiques comprennent les phénomènes météorologiques extrêmes (tempêtes, inondations, vagues de chaleur et de froid) et les changements climatiques chroniques (variations de température, régimes de précipitations et disponibilité des ressources naturelles). Ces risques peuvent avoir une incidence sur l'efficacité opérationnelle des infrastructures de télécommunications et de connectivité, ainsi que sur les performances des actifs liés aux énergies renouvelables.

Pour garantir la résilience de nos actifs et de nos services, nous procédons à des évaluations détaillées des effets potentiels du changement climatique sur notre réseau et notre structure opérationnelle. Notre processus d'analyse s'aligne sur les critères de la taxonomie de l'UE en matière d'adaptation au climat, en veillant à ce que nos installations et nos équipements soient prêts à résister à des conditions météorologiques défavorables et à ce que des plans d'urgence soient mis en place pour assurer la continuité des activités en cas d'anomalie environnementale.

### Méthodologie d'analyse de la résilience

1. **Gestion des risques de transition** : Cette analyse a été réalisée dans le cadre du processus d'évaluation des risques stratégiques du Groupe, qui surveille les risques géopolitiques, économiques/financiers, commerciaux et d'entreprise. Elle a été complétée par notre double analyse de matérialité. Cette approche structurée et proactive nous permet non seulement d'identifier et d'atténuer les risques et les opportunités liés à la transition vers un modèle d'entreprise plus durable, mais aussi d'évaluer l'impact de nos activités sur l'environnement et la société. Cela garantit une

adaptation stratégique plus efficace, alignée sur la résilience à long terme du Groupe.

2. **Risques climatiques physiques** : En 2024, nous avons procédé à une évaluation de l'impact réel ou potentiel des risques climatiques physiques sur nos activités. Le risque climatique a été déterminé en analysant deux facteurs:

- **Exposition** : exposition actuelle et future du système aux risques climatiques physiques (par exemple, inondations, cyclones, incendies de forêt, vagues de chaleur ou de froid, etc.) L'exposition actuelle a été calculée sur la base des données historiques des événements météorologiques défavorables dans les lieux/régions où Solutions30 opère. L'exposition future a été calculée à l'aide de projections et de scénarios climatiques (par exemple, les projections climatiques du GIEC) dans les lieux/régions où Solutions30 opère, avec une analyse des scénarios à moyen et long terme s'étendant jusqu'en 2100.
- **Vulnérabilité** : sensibilité actuelle et future des sites de l'entreprise à des facteurs externes (par exemple,

arrêts de travail dus à des événements météorologiques). La vulnérabilité a été mesurée en analysant l'impact d'événements réels survenus au cours des cinq dernières années, en comptant le nombre de jours d'arrêt de travail causés par ces événements. Note : cette analyse a été réalisée par pays/région.

Cette analyse nous a permis d'évaluer les risques futurs et de hiérarchiser les stratégies d'adaptation afin de garantir la sécurité et l'efficacité de nos actifs, et d'apporter une réponse plus solide et plus préventive aux défis climatiques.

Nous présentons ci-dessous les risques climatiques physiques analysés en conformité avec l'Acte Délégué sur le Climat de la Taxonomie de l'UE.



Risques du Groupe	Nature	Risques climatiques physiques	Risques inclus dans l'évaluation
Risques liés à l'eau	Aigu	Sécheresse	Oui
	Aigu	Fortes précipitations (pluie, grêle, neige/verglas)	Oui
	Aigu	Inondations (côtières, fluviales, pluviales, remontées de nappes phréatiques)	Oui
	Aigu	Rupture de lacs glaciaires	Non
	Chronique	Variabilité hydrologique ou des précipitations	Oui
	Chronique	Acidification des océans	Oui
	Chronique	Infiltration de l'eau de mer	Oui
	Chronique	Élévation du niveau de la mer	Oui
	Chronique	Stress hydrique	Oui
Risques liés à la température	Aigu	Vague de chaleur	Oui
	Aigu	Vague de froid/gel	Oui
	Aigu	Feu de forêt	Oui
	Chronique	Changements de température (air, eau douce, eau de mer)	Oui
	Chronique	Stress thermique	Oui
	Chronique	Variabilité des températures	Oui
	Chronique	Dégel du permafrost	Non
Risques liés au vent	Aigu	Cyclone, ouragan ou tornade	Oui
	Aigu	Tempête (y compris les tempêtes de neige, de poussière et de sable)	Oui
	Chronique	Changements dans la configuration des vents	Oui
Risques liés aux masses solides	Aigu	Avalanche	Non
	Aigu	Glissement de terrain	Oui
	Aigu	Affaissement (effondrement soudain de la surface du sol)	Oui
	Chronique	Érosion côtière	Oui
	Chronique	Dégradation des sols	Oui
	Chronique	Érosion des sols	Oui
	Chronique	Solifluxion	Oui

**NOTE :** Les risques identifiés ci-dessus comme n'ayant pas été pris en compte dans l'évaluation exécutée ont été exclus de l'évaluation parce qu'ils ont été jugés inapplicables en raison de la localisation géographique des entités du Groupe.

Résultats de l'analyse de résilience

Notre analyse confirme que les risques et les opportunités de transition font partie intégrante des décisions d'investissement et de développement des entreprises. Notre stratégie se concentre sur :

- Accroître la diversification du portefeuille pour atténuer les risques réglementaires et politiques.
- Contrôler la stabilité politique et réglementaire sur les marchés où nous opérons.
- Renforcer les partenariats stratégiques avec les clients et les fournisseurs pour favoriser la transition vers des solutions durables.

Notre approche proactive nous permet non seulement de minimiser les risques, mais aussi d'exploiter les opportunités dans le cadre de la transition vers un modèle économique plus durable, garantissant ainsi la résilience et la compétitivité à long terme de notre Groupe.

Résultats de l'analyse des risques climatiques physiques

En résumé, l'évaluation des risques climatiques physiques indique que toutes nos activités sont protégées contre les effets du changement climatique, grâce à la situation géographique, au type de construction et à l'intégrité structurelle de nos bâtiments, ainsi qu'aux mesures d'atténuation mises en place.

D'un point de vue opérationnel, sur la base des événements historiques des cinq dernières années, nous avons identifié que les principales menaces pour nos activités sont les inondations et les tempêtes, qui peuvent entraîner des perturbations temporaires de nos activités ainsi que des projets en cours.

En 2025, nous avons procédé à une réévaluation complète de l'analyse des risques climatiques, afin de nous assurer que notre gestion des risques reste à jour et est alignée sur l'évolution des activités de Solutions30 et sur les projections et scénarios climatiques les plus récents.

3.2.2.4. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités

Solutions30 a procédé à une évaluation approfondie afin d'identifier les impacts, les risques et les opportunités (IRO) liés à ses activités. Sur la base de cette analyse, l'entreprise a planifié, défini et mis en œuvre de manière stratégique un ensemble complet d'actions visant à minimiser les impacts négatifs et les risques tout en maximisant les opportunités potentielles. Ces actions sont conçues pour améliorer l'efficacité opérationnelle, renforcer le bien-être des salariés et soutenir une croissance durable.

Pour assurer une amélioration continue, Solutions30 suit activement les résultats de ces initiatives et évalue régulièrement leur efficacité. Cette approche permet de procéder aux ajustements et optimisations nécessaires, en veillant à ce que les actions restent alignées sur les objectifs stratégiques de l'entreprise et sur l'évolution des défis.

Le tableau ci-dessous résume les actions et les projets qui ont été mis en œuvre ou qui sont prévus, conformément à notre stratégie et à nos politiques en matière de main-d'œuvre.

Sujet	Description de l'action principale
Changement climatique  Réduire les émissions liées aux activités	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Soumission des cibles d'émissions de GES à court terme à l'initiative Science Based Targets (SBTi)</b> En octobre 2025, Solutions30 a soumis ses cibles absolues de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à court terme (Scope 1, 2 et 3) pour 2030 à l'initiative Science Based Targets (SBTi). Ces cibles ont été officiellement validées et approuvées par le SBTi le 22 janvier 2026, confirmant leur alignement avec les dernières données scientifiques sur le climat et les voies de décarbonation mondiales. Cette étape renforce l'engagement du Groupe en faveur d'une approche structurée et scientifique de l'action climatique, fournissant une feuille de route claire pour la réduction des émissions dans l'ensemble des opérations, de la consommation d'énergie et de la chaîne de valeur. Cette validation renforce également la transparence et la responsabilité vis-à-vis des parties prenantes, en garantissant que notre stratégie de décarbonation est mesurable, crédible et alignée sur les meilleures pratiques internationales.</li><li>• <b>Électrification de la flotte</b> Solutions30 transforme progressivement son parc automobile en remplaçant systématiquement les véhicules à combustion interne par des véhicules entièrement électriques et hybrides rechargeables. Cette transition représente l'un des leviers les plus importants du Groupe pour réduire les émissions directes (Scope 1) et soutenir la décarbonation plus large de ses activités. En 2025, le Groupe a continué à augmenter la part des véhicules entièrement électriques et hybrides rechargeables, qui représentaient 10 % de la flotte totale à la fin de l'année (à l'exclusion des poids lourds). Par rapport à 2024, la proportion de véhicules électriques et hybrides rechargeables est passée de 8,2 % à 10 %, ce qui correspond à une augmentation relative de 20 % et à une réduction parallèle de la part des véhicules à moteur diesel. Au-delà de la réduction des émissions, l'électrification de la flotte contribue à diminuer les coûts de carburant, à réduire la pollution sonore et à améliorer l'alignement sur les évolutions réglementaires et les tendances en matière de mobilité à faibles émissions dans les pays où le Groupe est présent.</li></ul>

Sujet	Description de l'action principale
<p><b>Changement climatique</b></p> <p><b>Réduire les émissions liées aux activités</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Sélection de véhicules avec de plus faibles facteurs d'émission de CO<sub>2</sub></b>            Pour les véhicules à combustion qui restent nécessaires pour des raisons opérationnelles ou techniques, les décisions d'achat de véhicules donnent la priorité à la performance en matière d'émissions, mesurée en grammes de CO<sub>2</sub> par kilomètre (gCO<sub>2</sub>/km). Les politiques relatives aux véhicules, propres à chaque pays, intègrent des seuils d'émissions et des critères d'efficacité afin d'orienter les décisions d'achat et d'assurer leur cohérence avec les objectifs environnementaux du Groupe. Cette approche permet de réduire progressivement l'intensité moyenne des émissions de la flotte, même lorsque l'électrification complète n'est pas encore possible sur le plan opérationnel, tout en favorisant la conformité avec les exigences réglementaires en constante évolution et les engagements de l'entreprise en matière de durabilité.         </li> <li> <b>Utilisation du HVO comme alternative au diesel conventionnel :</b>            L'huile végétale hydrotraitee (HVO) est un carburant renouvelable qui peut être utilisé comme substitut direct du diesel conventionnel dans les moteurs à combustion interne compatibles. Il présente une empreinte carbone nettement inférieure à celle du diesel fossile tout au long de son cycle de vie, tout en conservant des caractéristiques de performance et une flexibilité opérationnelle similaires.         </li> </ul> <p>Les principaux avantages du HVO sont une réduction substantielle des émissions de GES sur l'ensemble du cycle de vie, une amélioration de la qualité de l'air local grâce à la réduction des émissions de particules et de NOx, et la compatibilité avec la plupart des moteurs diesel existants, sans qu'il soit nécessaire de modifier les véhicules. Le HVO peut donc être déployé rapidement, ce qui permet d'assurer la continuité des opérations, en particulier pour les activités qui nécessitent de longues portées, des taux d'utilisation élevés ou des configurations techniques spécifiques des véhicules.</p> <p>Cependant, l'utilisation du HVO présente également certaines limites. La disponibilité reste inégale d'une zone géographique à l'autre, l'infrastructure de distribution étant encore en cours de développement sur plusieurs marchés. Le coût du HVO est généralement plus élevé que celui du diesel conventionnel, ce qui peut limiter le déploiement à grande échelle en fonction des conditions du marché local. En outre, comme pour tous les biocarburants, la durabilité dépend de l'approvisionnement responsable en matières premières et des systèmes de certification qui garantissent la traçabilité et l'intégrité environnementale.</p> <p>En 2025, Solutions30 a lancé un projet pilote au Portugal pour évaluer les performances réelles du HVO, notamment la consommation de carburant, les performances du véhicule et son adéquation opérationnelle. À partir du mois de juin, tous les véhicules diesel équipés de moteurs compatibles avec ce type de carburant sont passés à l'utilisation exclusive du HVO. Les résultats observés à ce jour sont très positifs, confirmant la fiabilité opérationnelle du carburant et sa capacité à contribuer à la réduction des émissions sans perturber les activités sur le terrain.</p> <p>Suite à cette première expérience, le Groupe a déjà commencé à étendre l'utilisation du HVO à une partie de son activité en France et continue à évaluer les possibilités d'étendre son adoption dans d'autres pays où il est présent. Cette expansion dépendra de la faisabilité financière, des conditions du marché et de la disponibilité de réseaux de distribution de carburant adéquats.</p> <p>Solutions30 considère le HVO comme une solution pratique et complémentaire dans le cadre de sa stratégie plus large de décarbonation de sa flotte. Si l'électrification reste une priorité et l'orientation à long terme de la réduction des émissions liées au transport, le HVO constitue une alternative transitoire viable pour les catégories de véhicules pour lesquelles des solutions électriques ne sont pas encore disponibles ou ne conviennent pas, d'un point de vue financier ou opérationnel, aux activités du Groupe.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Optimisation des itinéraires des techniciens</b>            Une part importante des activités opérationnelles de Solutions30, en particulier au sein de l'unité Télécom, repose sur des logiciels avancés d'optimisation des itinéraires. Ces outils numériques permettent de planifier plus efficacement les interventions quotidiennes en tenant compte de la répartition géographique, des priorités de service et des temps de trajet. En réduisant le kilométrage inutile et en améliorant la planification des interventions, le Groupe minimise la consommation de carburant, réduit les émissions de GES et optimise l'allocation des ressources. L'optimisation des itinéraires améliore également la productivité et la qualité du service, permettant aux techniciens d'effectuer leurs missions plus efficacement tout en réduisant leur empreinte environnementale.         </li> <li> <b>Techniciens polyvalents</b>            La formation continue et le développement des compétences des techniciens, leur permettant d'intervenir sur une large gamme de services, permettent au Groupe de les affecter à des zones géographiques spécifiques, réduisant ainsi les distances de déplacement et les émissions associées. Une main-d'œuvre polyvalente renforce également la flexibilité opérationnelle, améliore la réactivité face aux besoins des clients et réduit le recours à des déplacements supplémentaires ou à des interventions spécialisées.         </li> </ul> <p>En 2025, les techniciens ont reçu un total de 101.175 heures de formation, ce qui correspond à une moyenne de 25 heures par technicien. Cet investissement dans le développement des compétences soutient à la fois l'excellence opérationnelle et la performance environnementale, tout en renforçant l'engagement des salariés et leur employabilité à long terme.</p>

Sujet	Description de l'action principale
Changement climatique  Réduire les émissions liées aux activités	<ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Formation à l'éco-conduite</b>  Solutions30 propose des programmes de formation à l'éco-conduite aux salariés qui utilisent des véhicules d'entreprise, dans le but de réduire la consommation de carburant, de limiter l'usure des véhicules et de diminuer les émissions de GES qui y sont associées. Ces sessions portent sur les techniques de conduite pratique, l'adoption d'un comportement responsable sur la route ainsi que sur les impacts des pratiques de conduite sur l'environnement et la sécurité.   Au cours des trois dernières années, plus de 3.100 heures de formation à l'éco-conduite et à la sécurité routière ont été dispensées au sein du Groupe.  Pour 2026, notre objectif est qu'au moins 70 % de tous les salariés du Groupe qui sont affectés ou utilisent régulièrement des véhicules de société suivent la formation « Éco-conduite et conduite sécuritaire » au cours de l'année. Cette initiative vise à renforcer la sensibilisation aux pratiques de conduite responsable qui contribuent à la réduction des émissions et à l'amélioration de la sécurité routière lors des déplacements professionnels. </li> <li> <b>Système de localisation GPS dans les véhicules d'entreprise</b>  Dans la mesure du possible, et en tenant compte de la législation locale applicable et des exigences en matière de protection des données, Solutions30 met en place des systèmes de suivi par GPS dans ses véhicules. Ces systèmes permettent de surveiller la consommation de carburant, la vitesse de conduite et le comportement général des conducteurs.  Les données collectées permettront d'identifier les inefficacités, d'encourager des pratiques de conduite responsables et de limiter les excès de vitesse. En outre, elle fournira des informations précieuses pour améliorer la gestion des flottes et concevoir des programmes de formation à l'éco-conduite et à la conduite sécuritaire plus ciblés et plus efficaces. </li> <li> <b>Réduire le poids des véhicules pour diminuer la consommation de carburant</b>  Les directives opérationnelles encouragent les techniciens à ne pas transporter d'outils, d'équipements ou de matériaux superflus dans les véhicules d'entreprise. La réduction du poids des véhicules contribue directement à l'amélioration du rendement énergétique et à la réduction des émissions.  Des sessions de sensibilisation et des campagnes de communication interne renforceront les meilleures pratiques, en aidant les employés à comprendre les avantages environnementaux et opérationnels d'un chargement optimisé des véhicules. Cette initiative complète les efforts plus larges visant à améliorer l'efficacité de la flotte et à réduire l'empreinte carbone des activités quotidiennes. </li> <li> <b>Sessions de sensibilisation ESG</b>  Tous les employés sont tenus de participer à des sessions de sensibilisation ESG destinées à renforcer la compréhension de la stratégie, des engagements et des cibles du Groupe en matière de durabilité. Une attention particulière est accordée aux objectifs liés au climat et à la réduction de l'empreinte carbone du Groupe.  La campagne de sensibilisation aux questions ESG a été lancée au second semestre 2025, avec l'objectif d'atteindre au moins 80 % des salariés actifs du Groupe. Le taux de participation a atteint 81 % en 2025, ce qui témoigne d'un engagement fort au sein de l'organisation.  Pour 2026, le Groupe vise à augmenter encore la participation, en se fixant comme objectif un taux de participation minimum de 85 % des salariés. Ces sessions jouent un rôle clé dans l'intégration des principes ESG aux opérations quotidiennes, la promotion d'une culture de responsabilité et la diffusion des objectifs de durabilité à tous les niveaux de l'organisation. </li> <li> <b>Augmentation des achats d'électricité renouvelable (« verte »)</b>  Cette initiative vise à réduire les émissions de GES associées au Scope 2 en augmentant la part d'électricité achetée à partir de sources renouvelables. Plusieurs entreprises du Groupe utilisent déjà de l'électricité 100 % renouvelable, ce qui démontre la faisabilité et les avantages de cette transition.  Conformément aux exigences de la SBTi, les émissions de Scope 2 doivent être calculées selon la méthode fondée sur le marché. Compte tenu de l'augmentation prévue de la consommation d'électricité due à l'expansion du parc de véhicules électriques, la transition de l'électricité « grise » à l'électricité renouvelable (« verte ») est une priorité stratégique.  Ce changement permettra de réduire davantage les émissions indirectes, de renforcer l'alignement sur les cibles climatiques et de contribuer à une stratégie énergétique plus résiliente et plus durable au sein du Groupe. </li> </ul>

**Véhicules 100 % électriques (BEV) et hybrides rechargeables (PHEV) :**

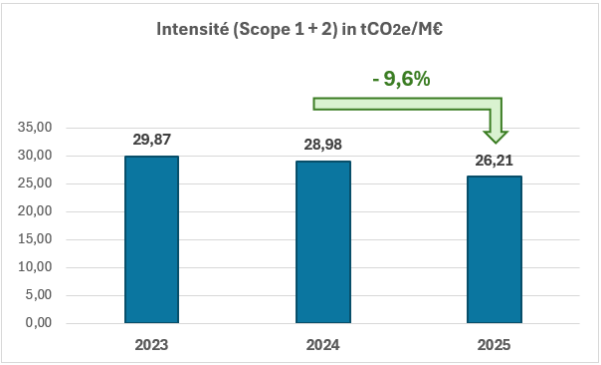
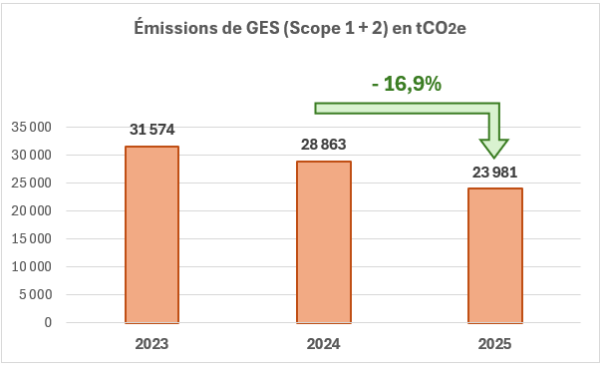
En 2025, le Groupe S30 a augmenté la proportion de véhicules 100 % électriques et hybrides rechargeables de 8.2 % à 10 %.

(\*en excluant les véhicules lourds.)

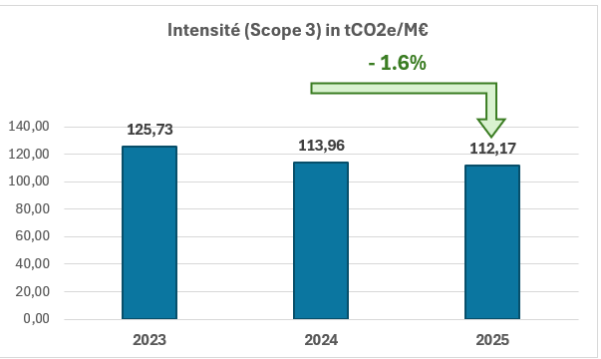
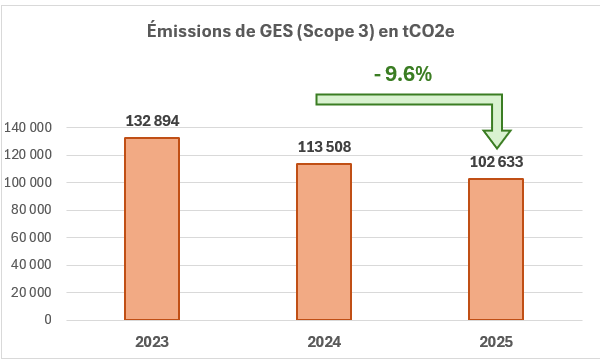


Au cours des trois dernières années, le Groupe a dispensé plus de **3 300 heures** de formation à l'éco-conduite, et en 2026 au moins **70 %** des employés utilisant des véhicules de l'entreprise suivront la version actualisée de la formation Eco-Driving et Safe-Driving.

Entre 2024 et 2025, nous avons réalisé une **réduction absolue de 16,9 % de nos émissions de Scope 1 et 2** (fondée sur le marché). En termes d'intensité (tCO2e/M€ de chiffre d'affaires), nous avons réalisé une réduction de 9,6 % de nos émissions de Scope 1 et 2.



En ce qui concerne nos **émissions de GES de Scope 3**, nous avons obtenu une réduction de **9,6 %** entre 2024 et 2025. En termes d'intensité (tCO2e/M€ de chiffre d'affaires), nous avons réalisé une réduction de 1,6 % de nos émissions de Scope 3.



Sujet	Description de l'action principale
Décarbonation et transition énergétique	<p><b>Faire progresser la décarbonation grâce à des solutions en matière d'énergies renouvelables</b></p> <p>Notre stratégie de décarbonation est étroitement alignée sur les principales opportunités liées au climat et vise à produire un impact environnemental positif et mesurable. Au cœur de cette approche se trouve l'expansion des produits et services liés aux énergies renouvelables, notamment l'installation de systèmes solaires photovoltaïques, le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, l'installation de compteurs intelligents, ainsi que la mise à niveau et la modernisation des réseaux électriques.</p> <p>Au cours des années précédentes, les activités menées par Solutions30 dans le cadre de l'amélioration et de la modernisation du réseau électrique n'avaient pas été classées comme éligibles ou alignées sur la taxonomie de l'UE. En 2025, après une évaluation technique plus détaillée, nous avons conclu que ces activités sont à la fois éligibles et conformes aux critères établis dans le cadre de la taxonomie de l'UE. Par conséquent, les informations de la taxonomie 2025 incluent désormais la contribution de ces activités liées au réseau.</p> <p>Afin de garantir une transparence et une comparabilité totales, les valeurs de la taxonomie 2024 ont également été recalculées afin d'intégrer les mêmes activités liées au réseau électrique.</p> <p>Ce secteur représente non seulement une opportunité de croissance importante pour notre société, mais aussi un levier essentiel pour accélérer la transition énergétique. Les projets d'énergie solaire augmentent la disponibilité et l'accessibilité de l'électricité renouvelable, tandis que les réseaux de recharge des véhicules électriques soutiennent le passage à une mobilité à faible émission de carbone. En même temps, la mise à niveau et la modernisation des réseaux électriques permettent d'intégrer la production distribuée d'énergie renouvelable et de faciliter l'adoption plus large de la mobilité électrique. Les compteurs intelligents contribuent en outre à donner aux clients les moyens d'optimiser leur consommation d'énergie, d'améliorer leur efficacité et de gérer les ressources de manière plus durable.</p>



Sujet	Description de l'action principale										
Décarbonation et transition énergétique	<p>Dans l'ensemble des activités du Groupe, les « activités vertes », définies comme celles qui sont éligibles et alignées sur la taxonomie de l'UE, ont représenté 18 % du chiffre d'affaires en 2025. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport à l'année précédente, où ces activités représentaient 13,5 % des recettes du Groupe. En termes absolus, cette progression correspond à une augmentation de plus de 33 millions d'euros entre 2024 et 2025, reflétant à la fois la mise à l'échelle de nos solutions et la demande croissante du marché pour des technologies à faible teneur en carbone.</p> <p><b>NOTE :</b> Les chiffres présentés ci-dessus ont été calculés en excluant le Royaume-Uni et l'activité « Connectivity » en Espagne pour les deux années considérées (2024 et 2025), afin d'assurer la comparabilité directe des résultats.</p> <p>À l'avenir, le Groupe s'est fixé un nouvel objectif pour 2026 : porter la part des activités vertes à au moins 19 % du chiffre d'affaires total, soit une augmentation supplémentaire d'environ 5.5 % par rapport à 2025. Cette ambition renforce notre engagement en faveur de la décarbonation, de l'innovation et de la fourniture de solutions qui soutiennent les clients et les communautés dans la transition vers un système énergétique plus durable.</p> <p><b>Activités vertes – Taxonomie de l'UE</b></p> <table border="1"><thead><tr><th>Année</th><th>Part des activités vertes (%)</th></tr></thead><tbody><tr><td>2023</td><td>8,0%</td></tr><tr><td>2024</td><td>13,5%</td></tr><tr><td>2025</td><td>18,0%</td></tr><tr><td>2026 (Objectif)</td><td>19,0%</td></tr></tbody></table>	Année	Part des activités vertes (%)	2023	8,0%	2024	13,5%	2025	18,0%	2026 (Objectif)	19,0%
Année	Part des activités vertes (%)										
2023	8,0%										
2024	13,5%										
2025	18,0%										
2026 (Objectif)	19,0%										

### 3.2.2.5. Objectifs, cibles et indicateurs clés de performance (ICP)

#### ■ Nos objectifs pour 2025

Chez Solutions30, nous nous engageons à réduire notre empreinte carbone et à renforcer notre contribution à la transition énergétique en élargissant et diversifiant nos solutions d'énergies renouvelables.

La définition d'objectifs clairs, de cibles mesurables et d'indicateurs clés de performance (ICP) nous permet de suivre les progrès réalisés, de favoriser l'amélioration continue et de garantir l'alignement sur notre stratégie et nos engagements politiques en matière de RSE. Ces paramètres constituent la base de l'évaluation de nos performances, tout en garantissant la transparence et la responsabilité.

Afin d'aligner nos activités principales sur notre ambition en matière de durabilité, une étape importante a été franchie en janvier 2026 avec l'approbation officielle par l'initiative Science Based Targets (SBTi) de nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à court terme. Cela a marqué une étape importante dans notre parcours en matière de durabilité.

Le Groupe Solutions30 s'est engagé à :

- **Réduire les émissions absolues de GES de Scope 1 et 2 de 42 % d'ici 2030**, en utilisant 2023 comme année de référence.
- **Réduire les émissions absolues de GES de Scope 3 de 25 % d'ici 2030**, en utilisant la même année de référence.

Ces ambitions portent sur les domaines dans lesquels le Groupe peut exercer la plus grande influence, à la fois par ses propres activités et par la collaboration avec ses fournisseurs, ses partenaires et ses clients. L'approbation de ces objectifs constitue une validation externe solide des efforts engagés par le Groupe et témoigne de notre engagement à prendre des mesures concrètes et mesurables pour réduire notre empreinte environnementale et contribuer à l'action climatique mondiale.

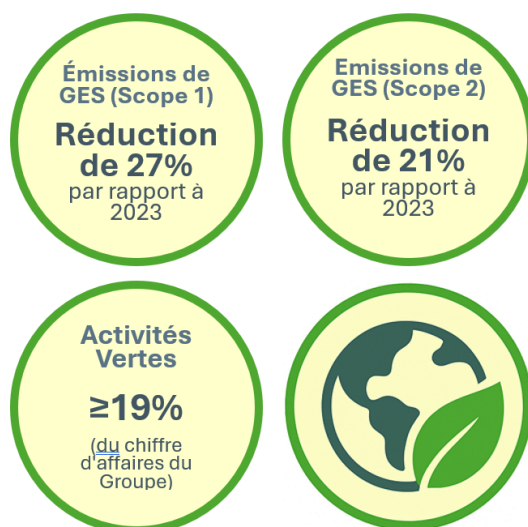
#### Objectifs Environnementaux pour 2026

Le Groupe Solutions30 définit chaque année un ensemble complet d'objectifs, de cibles et d'ICP ESG, comme indiqué au sous-chapitre 3.1.5. Ces indicateurs guident notre stratégie de durabilité et garantissent que nos engagements restent mesurables, transparents et conformes aux exigences réglementaires et à notre vision à long terme.

Pour 2026, le Groupe a défini un ensemble d'objectifs environnementaux ciblés, alignés sur notre trajectoire de décarbonation fondée sur la science et sur l'expansion continue de nos activités respectueuses de l'environnement :

- **Émissions de GES (Scope 1) : Réduction de 27 % par rapport à 2023**, notre année de référence validée par la SBTi. Cette cible reflète nos efforts continus pour décarboner nos activités, en améliorant l'efficacité de notre flotte, en accélérant son électrification et en promouvant des comportements de conduite responsables.
- **Émissions de GES (Scope 2) : Réduction de 21 % par rapport à 2023**. Pour y parvenir, il sera nécessaire d'augmenter la part d'électricité d'origine 100 % renouvelable dans l'ensemble des entités du Groupe, conformément à l'exigence de la SBTi de déclarer les émissions selon la méthode fondée sur le marché.
- **Activités vertes : ≥ 19 % du chiffre d'affaires total du Groupe**. Les « activités vertes » correspondent aux activités éligibles et alignées sur la taxonomie de l'UE, y compris le déploiement des énergies renouvelables (par exemple, les installations solaires), les infrastructures de recharge des véhicules électriques, les compteurs intelligents et la mise à niveau et la modernisation du réseau électrique.

#### Objectifs Environnementaux pour 2026



Cette cible traduit une progression continue par rapport à 2025 et renforce notre ambition d'accroître notre contribution à la transition climatique.

Voici un résumé des objectifs, des cibles et des ICP pour 2026 liés au « changement climatique » :

Pilier de la stratégie / Engagement	Objectifs pour 2026 - Niveau Groupe	Cible / Seuil pour 2026	ICP
Réduire l'impact environnemental de nos activités	Réduction cumulative de 27 % des émissions absolues de GES (Scope 1) d'ici 2026 par rapport à 2023, année de référence.	<b>22467 tCO<sub>2</sub>e</b>	Émissions totales de GES (Scope 1).
	Réduction cumulative de 21 % des émissions absolues de GES (Scope 2) d'ici 2026 par rapport à 2023, année de référence.	<b>630 tCO<sub>2</sub>e</b>	Émissions totales de GES (Scope 2) - Calcul fondé sur le marché
Contribuer à une économie à faibles émissions de carbone en proposant des solutions qui favorisent et soutiennent la transition énergétique	Augmenter de 5.5 % la part des Activités vertes* du chiffre d'affaires de Solutions30 par rapport à 2025 <i>*Activités vertes = éligibles et alignées sur la taxonomie de l'UE</i>	<b>19 %</b>	Total des activités vertes divisé par le chiffre d'affaires total du Groupe

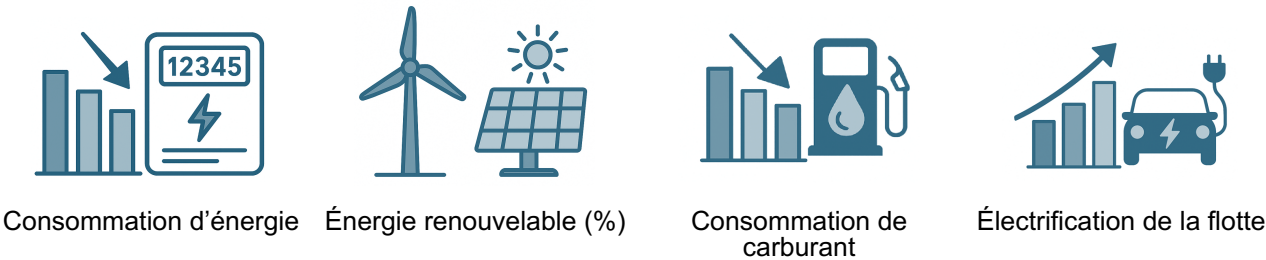
Parallèlement, des objectifs annuels sont définis pour chacun des pays où le Groupe est présent, en tenant compte de leurs activités spécifiques, de leurs contextes opérationnels et de leurs réalités locales. Ces objectifs définis au niveau des pays sont pleinement alignés sur les engagements du Groupe, de sorte que leur réalisation contribue directement à l'atteinte de nos cibles ESG globales.

Tous ces ICP font l'objet d'un suivi mensuel, ce qui nous permet de suivre de près les progrès réalisés, d'identifier rapidement les écarts et de mettre en œuvre des mesures correctives si nécessaire.

■ Définition et suivi d'autres indicateurs de performance importants

Outre les ICP assortis de cibles, le Groupe surveille une série d'ICP liés au thème du « changement climatique » qui, bien que n'ayant pas de cibles quantifiées, font l'objet d'un suivi régulier, des mesures étant prises si des tendances s'écartent des lignes directrices et des attentes du Groupe. Chaque mois, l'équipe ESG collecte un large éventail de données pertinentes afin d'analyser la performance de l'entreprise dans ce domaine et rend compte en interne des progrès réalisés.

Pilier de la stratégie / Engagement	Sujet	ICP	Fréquence de contrôle
Réduire l'impact environnemental de nos activités	Énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Consommation d'énergie</li> <li>Pourcentage d'énergie renouvelable</li> <li>Consommation de gaz naturel</li> </ul>	Tous les mois
	Mobilité durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>Consommation de carburant par type de carburant</li> <li>Consommation de gaz</li> <li>Évolution de l'électrification de la flotte</li> </ul>	Tous les mois



### 3.2.2.6. Empreinte carbone

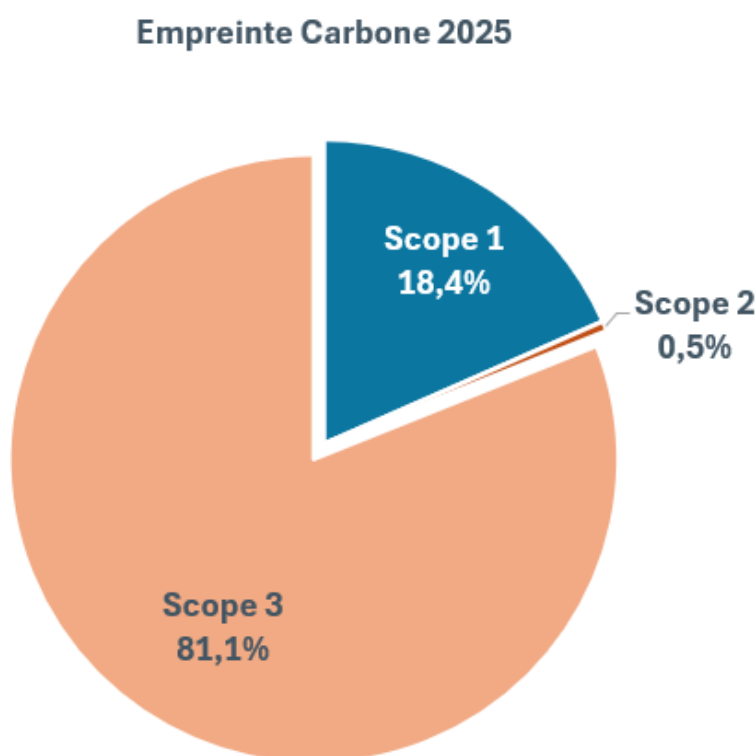
En 2024, nous avons lancé un projet visant à définir des cibles absolues de réduction des GES sur la base du cadre du SBTi. Dans le cadre de cette initiative, Solutions30 a mandaté un cabinet de conseil spécialisé dans l'empreinte carbone afin de soutenir la définition de nos objectifs et l'élaboration du plan d'action associé pour les atteindre.

La vérification et la validation des données collectées, de la méthodologie appliquée et des calculs réalisés par l'équipe ESG, ainsi que des résultats de l'empreinte carbone pour 2023, ont constitué une étape clé de ce projet. Cette vérification indépendante a permis d'améliorer l'exactitude, la crédibilité et la transparence des informations publiées par Solutions30, renforçant ainsi la confiance de toutes nos parties prenantes. Il a également permis d'aligner totalement notre méthodologie sur les exigences du cadre SBTi.

Pour le calcul de notre empreinte carbone, nous appliquons le protocole de GES, une norme reconnue internationalement pour mesurer, rapporter et gérer les émissions de gaz à effet de serre dans les activités des secteurs privé et public.

La même méthodologie du protocole de GES a été appliquée de manière cohérente pour l'inventaire carbone 2025, garantissant ainsi la comparabilité des résultats dans le temps et renforçant la robustesse de notre analyse d'une année sur l'autre.

Nous présentons ci-dessous l'empreinte carbone de Solutions30 pour l'année 2025, établie conformément au cadre du protocole de GES (GHG Protocol):



Le protocole GES classe les émissions en trois catégories:

- **Scope 1:** Émissions directes provenant de sources appartenant à l'entreprise ou contrôlées par elle.
- **Scope 2:** Émissions indirectes provenant de l'achat d'électricité et de la consommation d'énergie.
- **Scope 3:** Émissions indirectes de la chaîne de valeur, y compris des fournisseurs/ sous-traitants et de l'utilisation des produits.

Les émissions sont mesurées en tonnes d'équivalent de dioxyde de carbone (tCO<sub>2</sub>e) en tenant compte du potentiel de réchauffement planétaire spécifique de chaque gaz à effet de serre.

Comme l'illustre l'image ci-dessus, 18,4 % de notre empreinte carbone totale provient du Scope 1, principalement des émissions de CO<sub>2</sub> liées à notre flotte de véhicules. Le Scope 2 représente notre consommation d'électricité, tandis que le Scope 3 est largement dominé par les émissions provenant des achats de biens et de services. Dans le cadre du Scope 3, la contribution la plus importante est l'achat de services auprès de nos sous-traitants, qui représente la plus grande part de nos émissions indirectes.

L'inventaire de l'empreinte carbone 2025 a été établi conformément au protocole de GES, que Solutions30 a adopté comme cadre de référence pour la comptabilisation de ses émissions de gaz à effet de serre depuis le cycle de reporting 2023.

Dans le cadre de notre projet visant à soumettre nos objectifs à court terme au SBTi, nous avons fait appel à un expert externe pour examiner et évaluer notre méthode de comptabilisation du carbone. Cette évaluation nous a permis d'identifier des sources d'émissions qui n'avaient pas été comptabilisées auparavant et de choisir les facteurs d'émission les plus pertinents pour le calcul de notre empreinte carbone.

Dans l'inventaire 2025, nous avons élargi la portée de notre rapport pour inclure les émissions de la catégorie 11 du Scope 3 (« Utilisation des produits vendus »), dans la mesure où elles s'appliquent à nos activités. Ces émissions sont liées aux processus d'installation réalisés dans les locaux de nos clients ou chez les clients finaux. Bien que ces émissions représentent une part relativement faible de notre empreinte globale (environ 0,2 % en 2025), les inventaires de 2023 et 2024 ont

également été retraités pour intégrer cette catégorie. Par conséquent, les émissions associées à notre année de référence (2023), qui ont été communiquées à la SBTi et qui sous-tendent nos objectifs à court terme, reflètent désormais pleinement cette source d'émission supplémentaire.

2023 et 2024 ont été examinés et validés par un tiers indépendant. Cette vérification externe confirme notre alignement sur le protocole de GES et, par conséquent, notre conformité aux exigences méthodologiques fixées par la SBTi.

Pour garantir la solidité et la fiabilité de l'inventaire actualisé, les chiffres révisés de l'empreinte carbone pour

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des émissions de GES par scope pour les deux dernières années.

Émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)		2023 (tCO <sub>2</sub> e)	2024 (tCO <sub>2</sub> e)	2025 (tCO <sub>2</sub> e)	Différence 2025 vs 2023
Scope 1	Total des émissions directes de GES	30 777	28 204	23 306	(24,3 %)
	Émissions directes (combustion mobile et stationnaire)	30 145	27 873	23 218	(23,0 %)
	Émissions fugitives	632	330	88	(86,1 %)
Scope 2	Émissions indirectes de GES : basées sur la localisation	585	645	647	10,6 %
	Émissions indirectes de GES : basées sur le marché	797	660	675	(15,3 %)
Scope 3	Total des émissions de GES (émissions indirectes)	132 894	113 508	102 633	(22,8 %)
	01 : Biens et services achetés	92 456	91 565	87 253	(5,6 %)
	02 : Biens d'équipement	10 889	4 218	1 626	(85,1 %)
	03 : Combustibles et activités liées à l'énergie	7 487	6 923	5 791	(22,7 %)
	04 : Transport et distribution en amont	8 173	1 659	1 552	(81,0 %)
	05 : Déchets générés par les opérations	2 132	2 182	3 022	41,7 %
	06 : Voyages d'affaires	6 010	2 793	801	(86,7 %)
	07 : Déplacements des salariés	5 152	3 852	2 350	(54,4 %)
	08 : Actifs en location en amont*	0	0	0	— %
	09 : Transport et distribution en aval*	0	0	0	— %
	10 : Transformation des produits vendus*	0	0	0	— %
	11 : Utilisation des produits vendus	596	317	239	(59,9 %)
	12 : Traitement en fin de vie des produits vendus*	0	0	0	— %
	13 : Actifs en location en aval*	0	0	0	— %
	14 : Franchises*	0	0	0	— %
	15 : Investissements*	0	0	0	— %
Scope 1+2	Émissions totales de GES (basées sur la localisation)	31 362	28 849	23 953	(8,3 %)
	Émissions totales de GES (basées sur le marché)	31 574	28 863	23 981	(9,0 %)
Scope 1+2+3	Émissions totales de GES (basées sur la localisation)	164 256	142 357	126 586	(14,8 %)
	Émissions totales de GES (basées sur le marché)	164 468	142 372	126 614	(15,0 %)

\*Non applicable aux activités de Solutions30



## Notes importantes sur les résultats obtenus et sur les variations par rapport aux inventaires précédents

La section suivante présente un certain nombre de considérations importantes concernant les résultats obtenus et les principales variations observées par rapport aux inventaires précédents de l'empreinte carbone.

Résultats à l'échelle du Groupe : Les chiffres présentés ci-dessus représentent l'inventaire total de l'empreinte carbone du Groupe Solutions30 et comprennent également toutes les émissions du Royaume-Uni et de l'activité « Connectivity » en Espagne. Comme notre année de référence 2023 englobe l'ensemble des activités de ces deux pays, nous avons jugé approprié, notamment pour évaluer les véritables réductions d'une année sur l'autre, de ne pas exclure les émissions du Royaume-Uni et de l'activité « Connectivity » en Espagne de l'inventaire 2025. Il est important de souligner qu'en 2025, la contribution combinée du Royaume-Uni et de l'activité « Connectivity » en Espagne ne représentait que 2,3 % des émissions GES totales du Groupe. Les émissions provenant de nos activités au Royaume-Uni ne représentaient que 1,4 % du total du Groupe, tandis que les émissions provenant de l'activité Connectivity en Espagne représentaient 0,9 %. Compte tenu de ces proportions, le seuil de 5 % qui déclencherait un recalcul obligatoire de notre année de référence 2023, et, par conséquent, une mise à jour de nos objectifs à court terme soumis à la SBTi et approuvés par celle-ci, n'a pas été atteint.

Nous présentons ci-dessous les émissions globales GES en excluant le Royaume-Uni et l'activité Connectivity en Espagne :

Émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) Sans le Royaume-Uni et l'Espagne (connectivité)		2025 (tCO <sub>2</sub> e)
Scope 1	Émissions directes de GES	23 021
Scope 2	Émissions indirectes de GES – limites basses (LB)	635
	Émissions indirectes de GES – limites hautes (MB)	673
Scope 3	Total des émissions de GES (émissions indirectes)	99 993
Scope 1+2+3	Total des émissions de GES – limites basses (LB)	123 649
	Total des émissions de GES – limites hautes (MB)	123 687

LB : Fondé sur la localisation ; MB : Fondé sur le marché

**Consommation d'électricité** : la consommation d'électricité a augmenté en 2025, principalement en raison de l'augmentation du nombre de véhicules entièrement électriques et hybrides rechargeables au sein de la flotte du Groupe. Il en résulte des émissions de GES plus élevées dans le cadre de la méthode de calcul fondée sur la localisation. Toutefois, lorsqu'elles sont évaluées selon l'approche fondée sur le marché, les émissions ont diminué, ce qui constitue un résultat positif qui reflète l'augmentation de l'approvisionnement du Groupe en électricité renouvelable, qui compense progressivement l'augmentation de la consommation.

**Biens d'équipement** : les émissions associées aux biens d'équipement fluctuent d'une année sur l'autre, car elles sont liées à des actifs à longue durée de vie qui ne sont pas renouvelés ou remplacés chaque année. Les variations dépendent donc du moment et de l'ampleur des cycles d'investissement spécifiques.

**Transport et distribution en amont** : une réduction significative des émissions a été observée dans le secteur du transport et de la distribution en amont, principalement en raison d'une diminution marquée des services de transport terrestre utilisés au sein du Groupe.

**Voyages d'affaires** : une diminution substantielle des émissions liées aux voyages d'affaires a été enregistrée en 2025, reflétant une réduction notable des déplacements professionnels, en particulier des dépenses d'hébergement et de restauration. Depuis 2024, les lignes directrices du Groupe privilégient les réunions à distance dans la mesure du possible, limitant ainsi les déplacements physiques et contribuant directement à cette tendance à la baisse.

**Déchets** : Bien que l'activité opérationnelle globale du Groupe ait diminué en 2025 par rapport à 2024, les émissions associées aux déchets ont augmenté. Cette hausse s'explique par la mise en œuvre d'un processus de collecte de données plus rigoureux et plus complet, qui a permis d'améliorer la précision et de saisir des émissions qui étaient auparavant sous-estimées.

**Trajets domicile-travail des salariés** : Pour calculer les émissions liées aux déplacements des employés en 2025, le Groupe a mené une enquête dans presque tous les pays, ce qui a permis de déterminer avec plus de précision la distance moyenne parcourue quotidiennement par les employés, les modes de transport utilisés et le nombre de jours de télétravail.

Cette amélioration de la collecte des données a permis d'améliorer considérablement la précision de la méthode de calcul et de réduire l'incertitude par rapport aux estimations utilisées en 2023 et 2024.

### ■ Estimations et extrapolations appliquées

Dans le Scope 2 pour la France et dans certaines catégories du Scope 3, il a été nécessaire d'appliquer des estimations et des extrapolations pour calculer les émissions de GES de certains pays pour lesquels les données n'étaient pas disponibles ou incomplètes. Chaque fois qu'une estimation était nécessaire, la méthodologie s'est appuyée sur des données réelles provenant de pays présentant des profils opérationnels similaires, ce qui a permis d'obtenir des calculs aussi robustes et représentatifs que possible.

Toutes les estimations et extrapolations ont été réalisées en utilisant le chiffre d'affaires annuel et/ou l'effectif total comme principaux critères d'échelle, en fonction de la nature de l'activité et de la catégorie de données. Ces paramètres ont été retenus car ils constituent une base fiable et cohérente pour une attribution proportionnelle lorsque les données de consommation réelle ou d'autres données physiques ne sont pas entièrement disponibles.

Un exemple pratique de cette approche concerne la consommation d'électricité en France. Dans de nombreux établissements français, les charges d'électricité sont incluses dans les contrats de location et les propriétaires ne fournissent pas systématiquement les chiffres de consommation mensuelle. Il n'a donc pas été possible de collecter des données complètes et vérifiables sur la consommation d'électricité pour 2025. Pour combler cette lacune, nous avons appliqué le ratio kWh par salarié de la Belgique, un pays aux caractéristiques opérationnelles comparables, pour estimer la consommation d'électricité de la France pour l'année.

S'il est possible d'obtenir les données réelles pour l'une des valeurs actuellement estimées ou extrapolées, ces chiffres seront revus, mis à jour et publiés de manière transparente dans la Déclaration de Durabilité 2026.

### ■ Émissions de GES hors périmètre

En 2025, Solutions30 a commencé à remplacer partiellement le diesel conventionnel par de l'HVO (huile végétale hydrotraitee) dans sa flotte. Le HVO est un carburant renouvelable qui, lors de sa combustion, émet du CO<sub>2</sub> biogénique, des émissions qui relèvent de la catégorie des émissions hors périmètre selon le protocole de GES.

Les émissions hors périmètre désignent les émissions de CO<sub>2</sub> biogénique libérées lors de la combustion de biocarburants. Ces émissions ne sont pas incluses dans l'empreinte carbone totale d'une organisation car le CO<sub>2</sub> libéré provient de sources biologiques qui font partie du cycle court du carbone, ce qui signifie que le carbone a été récemment absorbé de l'atmosphère pendant la

croissance de la biomasse. C'est pourquoi ces émissions sont déclarées séparément, ce qui garantit la transparence tout en évitant un double comptage dans l'inventaire.

En 2025, les émissions hors périmètre associées à notre consommation annuelle de HVO s'élevaient à :

- **HVO (émissions hors périmètre) : 74,54 tCO<sub>2</sub>e.**

Note méthodologique : Pour le calcul de ces émissions hors périmètre, nous avons utilisé les facteurs de conversion des GES du gouvernement britannique publiés par le Department for Energy Security & Net Zero (DESNZ).

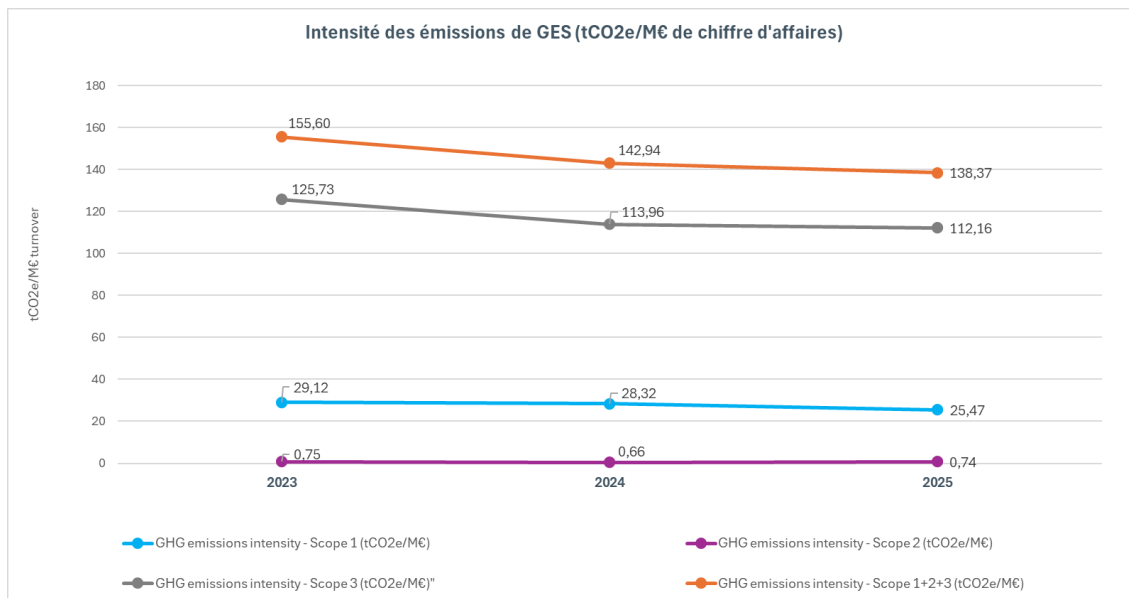
### ■ Intensité des émissions (tCO<sub>2</sub>e/M€)

Depuis 2023, nous suivons un indicateur d'intensité des émissions de GES, reconnaissant que nos émissions de GES sont étroitement liées aux fluctuations du chiffre d'affaires du Groupe. Le suivi de l'intensité des émissions nous permet de mieux comprendre la relation entre notre activité opérationnelle et les émissions générées, tout en assurant la comparabilité entre les années et les unités opérationnelles.

Le tableau de la page suivante donne un aperçu détaillé des intensités d'émissions de GES pour 2023, 2024 et 2025, présentées par Scope. Les chiffres reposent sur la méthode fondée sur le marché pour le Scope 2, conformément aux exigences du protocole de GES, garantissant ainsi la comparabilité et la cohérence méthodologique d'une année sur l'autre.

Émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) en tCO <sub>2</sub> e/M€ or tCO <sub>2</sub> e/employé		2023 (tCO <sub>2</sub> e)	2024 (tCO <sub>2</sub> e)	2025 (tCO <sub>2</sub> e)	Différence 2025 vs 2023
Scope 1	Intensité des émissions de GES par chiffre d'affaires	29,12	28,32	<b>25,47</b>	(12,5 %)
	Intensité des émissions de GES par employé	4,26	4,1	<b>3,84</b>	(9,9 %)
Scope 2	Intensité des émissions de GES par chiffre d'affaires	0,75	0,66	<b>0,74</b>	(1,3 %)
	Intensité des émissions de GES par employé	0,11	0,10	<b>0,11</b>	— %
Scope 1+2	Intensité des émissions de GES par chiffre d'affaires	29,87	28,98	<b>26,21</b>	(12,3 %)
	Intensité des émissions de GES par employé	4,37	4,19	<b>3,95</b>	(9,6 %)
Scope 3	Intensité des émissions de GES par chiffre d'affaires	125,73	113,96	<b>112,17</b>	(10,8 %)
	Intensité des émissions de GES par employé	18,39	16,5	<b>16,9</b>	(8,1 %)
Scope 1+2+3	Intensité des émissions de GES par chiffre d'affaires	155,6	142,94	<b>138,38</b>	(11,1 %)
	Intensité des émissions de GES par employé	22,76	20,69	<b>20,85</b>	(8,4 %)

Le graphique suivant compare, d'une année sur l'autre, l'intensité des émissions de GES par million d'euros de chiffre d'affaires et illustre l'évolution des intensités du Scope 1, du Scope 2 (fondé sur le marché), du Scope 3 ainsi que de l'intensité totale de Scope 1+2+3 en 2023, 2024 et 2025.



Les résultats pour 2025 confirment une tendance continue à la baisse des émissions de GES, même en termes relatifs, mesurés en tonnes de CO<sub>2</sub>e par million d'euros de chiffre d'affaires. Cette amélioration est observée de manière constante depuis 2023 et démontre l'efficacité des mesures mises en œuvre dans le cadre de notre programme de décarbonation.

#### Résumé des résultats (intensité) pour 2025 :

- **Scope 1 et 2** : En 2025, nous avons atteint une réduction de **9,6 %** par rapport à 2024, ce qui correspond à une réduction cumulée de **12,3 %** par rapport à l'année de référence 2023.
- **Scope 1, 2 et 3 (empreinte carbone totale)** : En 2025, nous avons enregistré une réduction de **3,2 %** par rapport à 2024, entraînant une réduction cumulative de **11,1 %** par rapport à l'année de référence 2023.

Ces résultats démontrent que Solutions30 ne réduit pas seulement les émissions en termes absolus, mais améliore également l'efficacité carbone, ce qui signifie que le Groupe génère moins de CO<sub>2</sub>e par unité de valeur économique créée. Cela renforce la solidité de notre stratégie de décarbonation et notre alignement sur la trajectoire de réduction définie dans le cadre de nos objectifs à court terme validés par la SBTi.

#### Évolution de l'empreinte carbone

##### ■ Analyse des émissions absolues

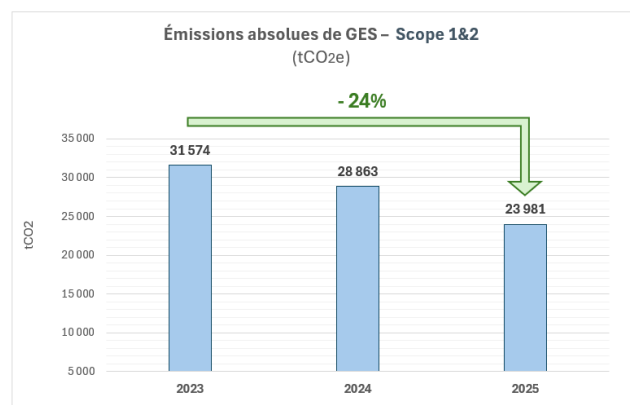
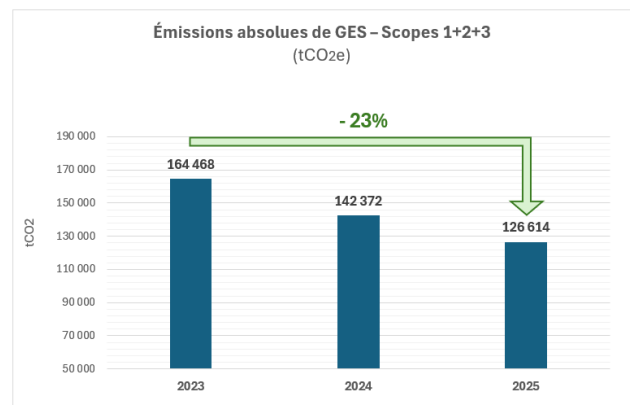
En 2025, les émissions absolues de GES du Groupe (toutes catégories confondues) ont diminué de **11 %** par rapport à 2024 et de **23 %** par rapport à 2023, notre année de référence validée par la SBTi.

Pour les Scopes 1 et 2, les émissions absolues ont diminué de **17 %** par rapport à 2024, une réduction plus de deux fois plus importante (en pourcentage) que la baisse du chiffre d'affaires sur la même période.

Par rapport à l'année de référence (2023), la réduction absolue obtenue en 2025 a atteint **23 %**, une diminution significative malgré une réduction de **(15,6 %)** du chiffre d'affaires entre 2023 et 2025.

Cela démontre que le Groupe a été en mesure de réaliser un véritable découplage entre les émissions et l'activité économique, en réduisant les émissions à un rythme plus rapide que la baisse du chiffre d'affaires.

#### Graphiques et tendance des émissions absolues de GES



## ■ Analyse des émissions relatives

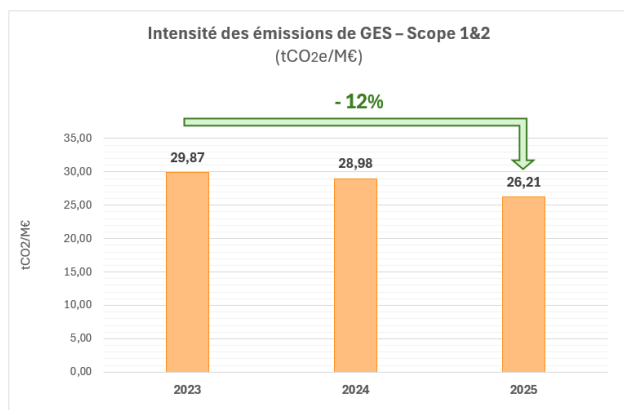
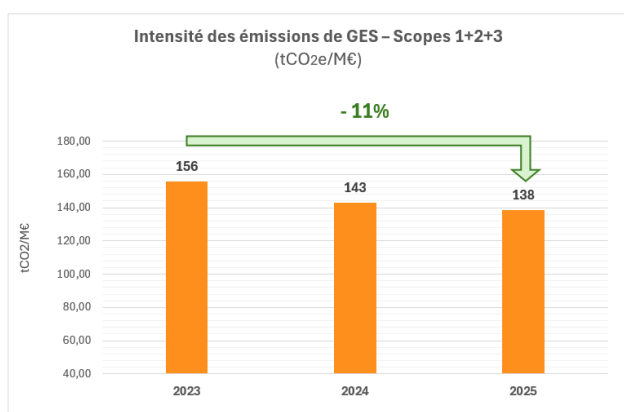
En termes relatifs, exprimés en intensité carbone (tCO<sub>2</sub>e par million d'euros de chiffre d'affaires), nous avons également réalisé des améliorations significatives en 2025.

Par rapport à 2023 :

- Pour l'ensemble des Scopes 1, 2 et 3, l'intensité carbone a diminué de **11,1 %**.
- Pour les Scopes 1 et 2, la réduction a été encore plus importante, atteignant **12,3 %**.

Ces résultats confirment que le Groupe génère moins d'émissions de GES par unité de valeur économique, ce qui témoigne de la poursuite des gains d'efficacité et de l'amélioration de la gestion du carbone de son activité.

### Graphiques et tendance de l'intensité des émissions de GES



## ■ Conclusion

En théorie, une réduction de nos activités devrait naturellement se traduire par une diminution des émissions de GES, une tendance qui se reflète clairement dans l'examen des émissions totales dans les trois Scopes. Toutefois, lorsque l'on considère spécifiquement les Scopes 1 et 2, la relation est moins directe. La diminution de l'activité globale a augmenté la part relative du travail effectué par nos techniciens internes (dont les émissions relèvent du Scope 1), tout en réduisant considérablement les activités réalisées par les sous-traitants (dont les émissions relèvent du Scope 3).

Dans ce contexte, il est particulièrement positif que le pourcentage de réduction des émissions des Scopes 1 et 2 ait été nettement supérieur au pourcentage de diminution du chiffre d'affaires. Ce résultat met en évidence l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et une réduction absolue tangible des émissions directes de GES, plutôt que des réductions dues uniquement à une diminution de l'activité.

Nous attribuons ces réductions d'émissions de GES à trois facteurs principaux :

1) Mise en œuvre des mesures de décarbonation décrites à la section 3.2.2.4, en particulier :

- **L'électrification prévue de notre flotte de véhicules**, en particulier dans les pays où l'infrastructure de recharge des véhicules électriques est plus développée,
- **L'optimisation des itinéraires des techniciens**,
- **L'utilisation du biocarburant HVO**.

2) Une baisse du niveau d'activité du Groupe entre 2023 et 2025, contribuant à la diminution des émissions globales.

3) Renforcement des initiatives en matière de mobilité durable, notamment :

- Une **politique de mobilité durable** structurée et efficace.
- Amélioration des programmes de **formation à l'éco-conduite**.
- Initiatives permanentes de **sensibilisation à l'ESG** auprès des salariés.

L'ensemble de ces mesures démontre que Solutions30 ne se contente pas de réduire ses émissions en réponse à une baisse d'activité, mais qu'elle réalise également des réductions d'émissions structurelles, fondées sur l'efficacité et la technologie, conformément à ses engagements à long terme en matière de décarbonation.

## ■ Flotte de véhicules

En 2025, nous avons continué à réduire le nombre total de véhicules de notre flotte par rapport à l'année précédente, avec une diminution notable des véhicules à combustion interne. Cette réduction est principalement due à la baisse du nombre de véhicules diesel, qui représente la majeure partie de la diminution ; le reste concerne les véhicules à essence et les véhicules hybrides conventionnels (HEV).

Dans le même temps, nous avons considérablement augmenté le nombre de véhicules électriques à batterie (BEV) et hybrides rechargeables (PHEV), poursuivant ainsi l'électrification progressive et prudente de notre flotte de véhicules légers. Par rapport à l'année dernière, la part des véhicules électriques et de véhicules hybrides rechargeables a augmenté de 14,3 %.

**En décembre 2025, les véhicules électriques et hybrides rechargeables représentaient 9,4 % de la flotte totale du Groupe**, contre 8,2 % en 2024. Si l'on inclut les hybrides conventionnels, la part atteint 13,6 % en 2025, contre 11,0 % en 2024.

L'évolution de la composition de notre flotte témoigne de notre engagement continu en faveur de l'électrification, de la modernisation de notre stratégie de mobilité et de la réduction des émissions opérationnelles de GES. En plus de réduire les émissions à l'échappement, le déploiement accru de véhicules électriques contribue à la réalisation de nos objectifs fondés sur la science.

**Note méthodologique** : les chiffres de la flotte concernent exclusivement les véhicules légers et excluent les poids lourds, qui représentent 2,9 % de la flotte totale du Groupe. En outre, pour permettre une comparaison transparente d'une année sur l'autre, les chiffres excluent les véhicules en provenance du Royaume-Uni et de l'Espagne (activité de Connectivity) tant pour 2025 que pour 2024.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des principales évolutions de notre flotte de véhicules :

Flotte de véhicules	2023	2024	2025	Différence 2025 vs 2024 %
Nombre de véhicules entièrement électriques et hybrides rechargeables	3,4%	8,2%	<b>9,4%</b>	14,6 %
Pourcentage de véhicules à combustion (y compris les hybrides classiques)	96,6%	91,8%	<b>90,6%</b>	(1,3 %)

## ■ Autres polluants atmosphériques

En 2025, la flotte Solutions30 a continué à faire des progrès significatifs dans la réduction des émissions atmosphériques globales, grâce à l'amélioration de la composition de la flotte, à l'augmentation de l'électrification et à l'optimisation continue des itinéraires opérationnels. Par rapport à 2024 et à l'année de référence SBTi (2023), les résultats de 2025 montrent de nettes tendances positives, notamment en ce qui concerne la réduction des émissions de NOx et l'intensité globale des émissions atmosphériques.

Bien que certains polluants aient augmenté dans certains segments, notamment le CO et les PM2,5, ces évolutions s'expliquent par l'évolution de la composition de la flotte. Il est important de noter que les émissions atmosphériques totales par kilomètre parcouru ont continué à diminuer, ce qui confirme les améliorations tangibles en matière d'efficacité et de performance environnementale.

### Principaux indicateurs

- En 2025, **le nombre total de kilomètres parcourus a diminué de 16,2 %**, par rapport à 2024.
- **Les émissions absolues de NOx ont diminué de manière significative de 22 %** par rapport à 2024, et de **30 %** par rapport à 2023. Étant donné que les NOx représentaient en moyenne 80 % des émissions atmosphériques totales de Solutions30 (CO, NOx et

PM2,5), il s'agit d'une belle réussite environnementale, surtout si l'on considère l'impact nocif des NOx sur la qualité de l'air.

- **L'intensité globale des émissions atmosphériques de la flotte s'est encore améliorée, diminuant de 1,2 %** par rapport à 2024 et poursuivant la tendance à la baisse observée depuis 2023.
- **L'intensité des NOx a diminué de 6,5 %**, par rapport à 2024, ce qui renforce les gains d'efficacité opérationnelle et environnementale.
- **Les émissions de CO ont augmenté de 28 %.**
- **Les émissions de PM2,5 ont augmenté de 13 %.**

### Explication des augmentations

Les augmentations du CO et des PM2,5 sont principalement liées à la part croissante des véhicules hybrides à essence dans le parc. Les moteurs à essence émettent plus de CO et de PM2,5 par litre que les moteurs diesel, et les véhicules hybrides fonctionnent en partie à l'essence.

Par conséquent, même si l'électrification de la flotte progresse, on peut s'attendre à une augmentation temporaire des émissions de CO et de PM2,5 lorsque les unités diesel sont remplacées par des hybrides à essence dans certaines zones géographiques où l'électrification



complète n'est pas encore réalisable sur le plan opérationnel.

### Conclusion générale

L'analyse des émissions de la flotte à l'horizon 2025 met en évidence des progrès significatifs pour plusieurs polluants critiques, en particulier les NOx, ainsi qu'une amélioration continue de l'intensité globale des émissions atmosphériques, confirmant l'évolution du Groupe vers une flotte plus efficace et plus propre.

Les augmentations temporaires des émissions de CO et de PM2,5 s'expliquent principalement par l'évolution de la composition du parc automobile, notamment par l'augmentation du nombre de véhicules hybrides à essence sur les marchés où l'électrification complète n'est pas encore viable d'un point de vue opérationnel. Cette phase de transition est attendue et reste alignée sur la trajectoire de décarbonation à long terme du Groupe.

Ces résultats, combinés à l'électrification de la flotte, à l'optimisation des itinéraires, à l'adoption du HVO dans plusieurs pays et à l'amélioration des pratiques d'éco-conduite, confirment que Solutions30 progresse dans la bonne direction et renforce sa trajectoire vers ses objectifs de réduction des émissions alignés sur ceux de la SBTi. Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent les valeurs absolues et l'intensité des émissions de CO, NOx et PM2,5 au cours des trois dernières années.

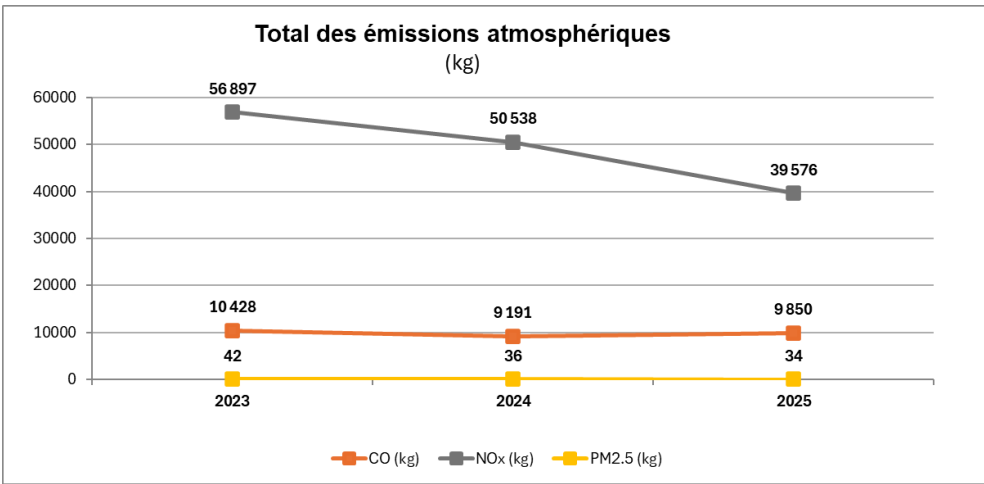
Afin d'assurer l'alignement avec le périmètre de reporting financier du Groupe, l'ensemble des chiffres présentés exclut le Royaume-Uni et l'activité télécoms en Espagne. Pour cette seule raison, les valeurs indiquées dans les tableaux ci-dessous pour 2023 et 2024 diffèrent de celles publiées précédemment dans le rapport annuel 2024.

### Mesures des émissions d'oxydes d'azote (NOx), monoxyde de carbone (CO) et particules 2,5 (PM 2,5) en valeur absolue

EMISSIONS DES VOITURES <sup>(1)</sup>	2023	2024	2025	2025 vs 2024
CO (kg)	3 067	2 847	2 695	(5,4 %)
NOx (kg)	8 700	7 196	4 675	(35,0 %)
PM 2.5 (kg)	7,1	7,9	7,1	(9,6 %)

EMISSIONS DES FOURGONNETTES S ET CAMIONS <sup>(1)</sup>	2023	2024	2025	2025 vs 2024
CO (kg)	7 361	6 344	7 155	12,8 %
NOx (kg)	48 197	43 342	34 901	(19,5 %)
PM 2.5 (kg)	34,5	28,3	27,1	(4,2 %)

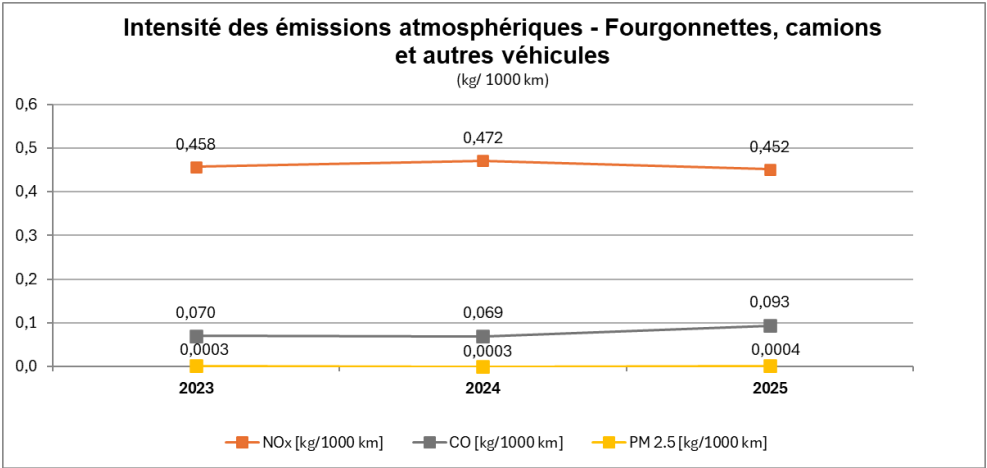
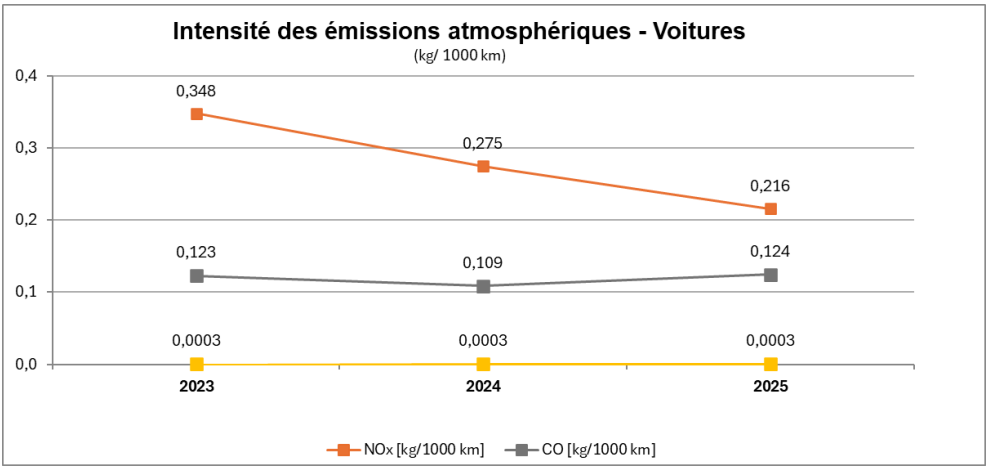
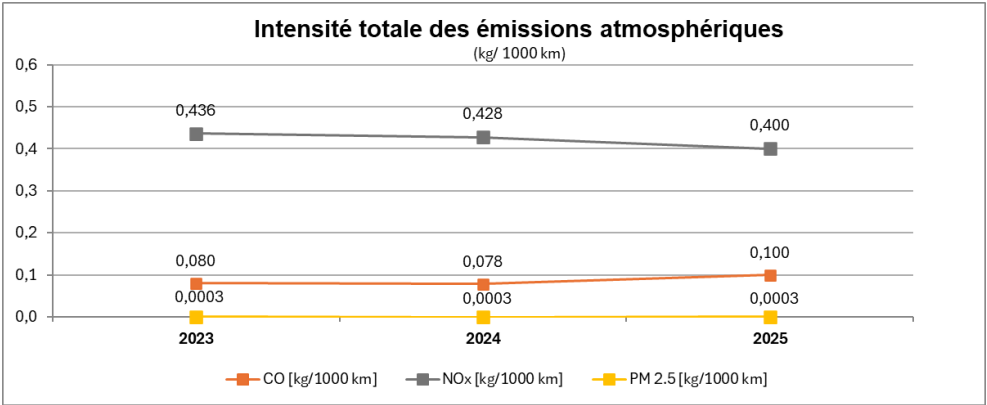
TOTAL DES EMISSIONS DE NOx, CO ET PARTICULES 2.5 POUR L'ENSEMBLE DE LA FLOTTE <sup>(1)</sup>	2023	2024	2025	2025 vs 2024
CO (kg)	10 428	9 191	9 850	7,2 %
NOx (kg)	56 897	50 538	39 576	(21,7 %)
PM 2.5 (kg)	41,6	36,2	34,2	(5,4 %)



**Mesures des émissions d'oxydes d'azote (NOx), monoxyde de Carbone (CO) et particules2.5 (PM 2.5) en intensité kilométrique**

ENSEMBLE DE LA FLOTTE: INTENSITE KILOMETRIQUE DES EMISSIONS DE NOx, CO ET PARTICULES 2.5 ICP (kg/1000 km) <sup>(1)</sup>	2023	2024	2025	2025 vs 2024
CO (kg/Mkm)	0,080	0,078	<b>0,095</b>	21,8 %
NOx (kg/Mkm)	0,436	0,428	<b>0,403</b>	(5,8 %)
PM 2.5 (kg/Mkm)	0,0003	0,0003	<b>0,0003</b>	— %
<b>Total émissions aériennes (kg/Mkm)</b>	<b>0,517</b>	<b>0,506</b>	<b>0,499</b>	<b>(1,4 %)</b>

*(1)Source : Pour calculer les émissions de CO, NOx et PM2,5, les facteurs d'émission de l'Agence européenne pour l'environnement - Guide de l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques 2023 (mis à jour en 2024) ont été utilisés. Les valeurs présentées pour les années 2023, 2024 et 2025 ont été calculées en utilisant la méthodologie « Tier 2 ».*



## ■ Gestion de l'énergie et efficacité énergétique

L'efficacité énergétique et la conservation de l'énergie offrent des avantages économiques et environnementaux. En tant qu'acteur clé de la transition énergétique, Solutions30 s'engage à réduire la consommation d'énergie au sein du Groupe et à contribuer à la préservation des ressources naturelles.

Pour renforcer ses efforts en matière d'efficacité énergétique et atténuer son impact sur l'environnement, Solutions30 a mis en place un système de gestion de l'environnement conforme à la norme ISO 14001, garantissant une approche structurée de l'amélioration continue de l'efficacité énergétique et de la prévention de la pollution.

L'engagement du Groupe en matière d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie va au-delà de la gestion de la flotte de véhicules et englobe divers aspects des activités quotidiennes, notamment la réduction de la consommation d'énergie pour l'éclairage, la climatisation, les équipements de bureau (ordinateurs portables, ordinateurs de bureau, photocopieurs) et d'autres appareils électriques.

Les principales initiatives sont les suivantes :

- **Sensibilisation des salariés** – Des rappels réguliers encouragent les salariés à éteindre les appareils électriques et les lumières lorsqu'ils ne sont pas utilisés, en particulier à la fin de la journée de travail.
- **Équipement à haut rendement énergétique** – Les cuisines sont équipées d'appareils à haut rendement énergétique, notamment des réfrigérateurs, des lave-vaisselles et des micro-ondes.
- **Utilisation responsable de la climatisation** – La climatisation est utilisée de manière efficace afin de minimiser le gaspillage d'énergie.
- **Éclairage éco-énergétique** – Des ampoules à faible consommation d'énergie sont utilisées dans tous les établissements afin de réduire la consommation globale d'électricité.

Grâce à ces mesures, Solutions30 renforce son engagement en faveur du développement durable, de l'efficacité opérationnelle et de la gestion responsable des ressources, en s'alignant sur les meilleures pratiques mondiales en matière d'économie d'énergie.

CONSUMMATION ANNUELLE TOTALE					
Type d'énergie	Unité	2023	2024	2025	2025 vs 2024
Diesel	L	10 187 313	9 354 404	7 788 990	(17 %)
Essence	L	1 222 786	1 482 835	1 460 207	(2 %)
Électricité	kWh	3 084 937	3 238 247	3 257 632	1 %
Gaz naturel	m3	97 232	134 116	118 779	(11 %)

CONSUMMATION D'ÉNERGIE ET MIX ÉNERGÉTIQUE					
	Unité	2023	2024	2025	2025 vs 2024
<b>Énergie fossile</b>					
Consommation de combustible provenant du charbon et des produits à base de charbon	MWh	—	—	—	—
Consommation de combustible provenant du pétrole brut et de produits pétroliers	MWh	111 982	105 922	90 136	(14,9 %)
Consommation de combustible provenant du gaz naturel	MWh	1 046	1 443	1 278	(11,4 %)
Consommation de combustible provenant d'autres sources fossiles	MWh	—	—	—	—
Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources fossiles	MWh	2 067	1 855	1 866	0,6 %
<b>Consommation totale d'énergie fossile</b>	<b>MWh</b>	<b>115 095</b>	<b>109 220</b>	<b>93 280</b>	<b>(14,6 %)</b>
Part des sources fossiles dans la consommation totale d'énergie	%	99,1%	98,7%	98,5%	(0,2 %)
<b>Énergie renouvelable</b>					
Consommation de combustible provenant de sources renouvelables, y compris de la biomasse (comprenant également des déchets industriels et municipaux d'origine biologique, du biogaz, de l'hydrogène renouvelable, etc.)	MWh	—	—	—	—
Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources renouvelables	MWh	1 018	1 383	1 392	0,6 %
Consommation d'énergie renouvelable non combustible autoproduite	MWh	—	—	—	—
<b>Consommation totale d'énergie renouvelable</b>	<b>MWh</b>	<b>1 018</b>	<b>1 383</b>	<b>1 392</b>	<b>0,6 %</b>
Part des sources renouvelables dans la consommation totale d'énergie	%	0,9%	1,3 %	1,5%	17,5 %
<b>CONSUMMATION TOTALE D'ÉNERGIE</b>	<b>MWh</b>	<b>116 113</b>	<b>110 604</b>	<b>94 672</b>	<b>(14,4 %)</b>
<b>Intensité énergétique (MWh/M€ de chiffre d'affaires)</b> (Consommation d'énergie totale / total du chiffre d'affaires en millions d'euros)	<b>MWh/M€</b>	<b>118,94</b>	<b>117,26</b>	<b>106,31</b>	<b>(9,3 %)</b>

\* Veuillez lire les informations complémentaires à la page suivante.

### Informations supplémentaires:

- Les données concernent la consommation d'énergie du Groupe Solutions30 et sont alignées sur les entités incluses dans le rapport financier ; cela signifie que les chiffres relatifs au Royaume-Uni et à l'activité « Connectivity » en Espagne n'ont pas été pris en compte dans les chiffres annuels présentés pour 2023, 2024 et 2025.
- En ce qui concerne la consommation totale d'électricité des entités en France, il n'a pas été possible d'obtenir des valeurs réelles dans de nombreux cas, car les coûts d'électricité sont souvent inclus dans les contrats de location des bâtiments. Étant donné cette limitation, et en considérant que les opérations en France représentent plus de 33 % du chiffre d'affaires du Groupe, nous avons estimé la consommation d'électricité sur la base de la consommation moyenne par employé. Pour y parvenir, nous avons utilisé la consommation moyenne annuelle d'électricité par employé en Belgique (le deuxième pays du Groupe en termes de chiffre d'affaires) et calculé la consommation totale d'électricité pour la France en multipliant cette moyenne par le nombre total d'employés en France.
- Le chiffre de la consommation totale d'électricité en 2024 a été corrigé par rapport à la valeur indiquée précédemment dans le rapport annuel 2024. L'année dernière, en raison d'un oubli, la consommation totale d'électricité publiée n'incluait pas l'électricité utilisée pour charger les véhicules électriques dans les stations de recharge publiques. Par conséquent, le chiffre actualisé présenté dans ce rapport annuel, bien qu'il exclue toujours la consommation du Royaume-Uni et l'activité « Connectivity » en Espagne, est nettement plus élevé que la valeur publiée dans le rapport de l'année dernière.
- Pour la conversion du diesel et de l'essence (litres), de l'électricité (kWh) et du gaz naturel (m³) en Mégawatt-heure (MWh), nous avons appliqué les facteurs de conversion fournis par l'Agence internationale de l'énergie (<https://www.iea.org>).

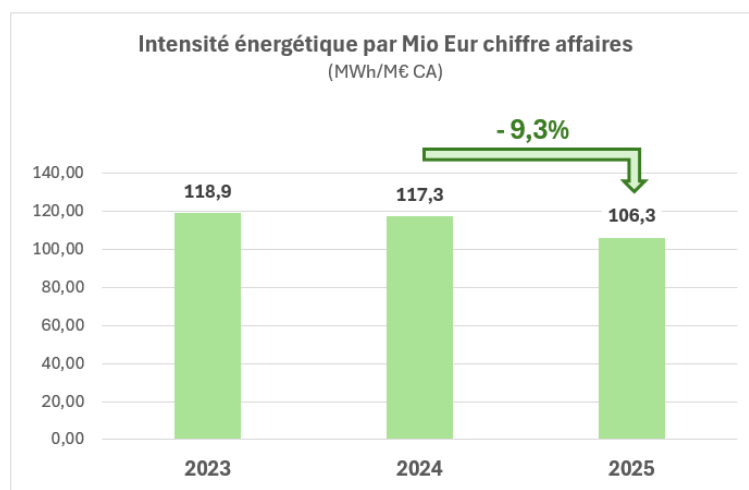
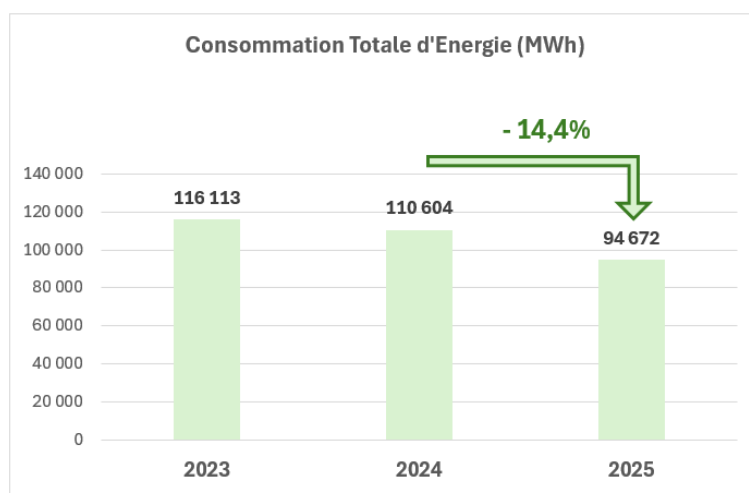
### Résumé des résultats de consommation énergétique et d'efficacité énergétique (2023 - 2025) :

**En 2025, la consommation totale d'énergie a diminué de 14,4 % par rapport à 2024**, passant de 110.604 MWh à 94.672 MWh, soit une réduction de 15.932 MWh. En termes absolus, la diminution de la consommation d'énergie a été plus importante que la réduction du chiffre d'affaires annuel (environ 8 %), ce qui témoigne de l'amélioration continue de l'efficacité énergétique globale du Groupe.

**Par rapport à 2023, la consommation totale d'énergie en 2025 a diminué de 18,5 %.**

Le Groupe a réalisé une réduction significative de la consommation de diesel et a enregistré une légère baisse de la consommation d'essence. La consommation d'électricité a légèrement augmenté, reflétant la croissance continue du nombre de véhicules électriques au sein de notre flotte.

En termes relatifs, Solutions30 a continué à améliorer sa performance énergétique, atteignant une **réduction de l'intensité énergétique de 9,3 % par rapport à 2024 et de 10,6 % par rapport à 2023.**



## ■ Électricité verte et Électricité grise

- **Électricité Verte** : L'électricité verte désigne l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables qui ont un impact minimal sur l'environnement et produisent peu ou pas d'émissions de gaz à effet de serre. Ces sources comprennent l'énergie éolienne, solaire, hydraulique, géothermique et la biomasse.
- **Électricité Grise** : L'électricité grise est l'électricité produite à partir de sources d'énergie non renouvelables, principalement des combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz naturel. La production d'électricité grise entraîne généralement d'importantes émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et d'autres gaz à effet de serre, contribuant ainsi au changement climatique et à la pollution de l'environnement.

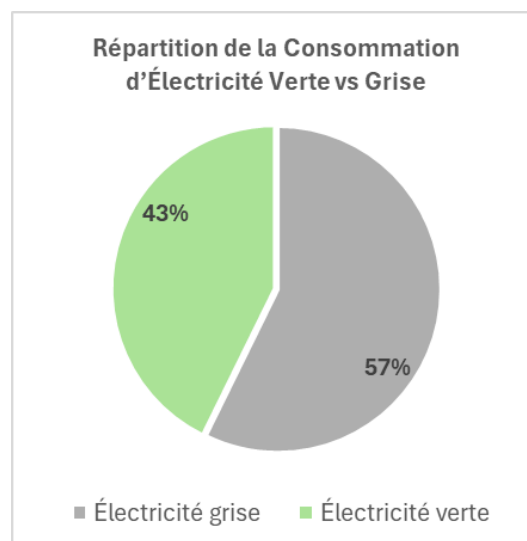
Conformément à la méthodologie appliquée l'année précédente, nous avons procédé en 2025 à une nouvelle évaluation du mix énergétique associé à l'électricité achetée et consommée par le Groupe Solutions30, ventilée par pays et par société (en Belgique et au Portugal). Nous avons réussi à collecter ces informations pour tous les pays dans lesquels le Groupe est présent, à l'exception de la France.

En France, en raison du grand nombre de sites, notamment d'entrepôts, et de la difficulté d'obtenir des informations fiables de la part des propriétaires, nous avons choisi d'utiliser le pourcentage d'électricité renouvelable publié par Eurostat. Ainsi, nous avons considéré que 30% de l'électricité achetée par Solutions30 en France provient de sources d'énergie 100% renouvelables.

Les pays pour lesquels nous avons obtenu des données détaillées sur la part d'électricité verte représentent environ 63 % de la consommation totale d'électricité du Groupe. Compte tenu de ce niveau de couverture, nous considérons que l'ensemble des données est suffisamment représentatif pour l'analyse présentée ci-dessous.

En 2025, deux pays du groupe, les Pays-Bas et l'Espagne, n'ont acheté que de l'électricité verte pour leurs bureaux et leurs entrepôts. Cependant, l'exclusion de l'activité « Connectivity » en Espagne des données publiées, afin de s'aligner sur le périmètre de reporting financier, a eu un impact négatif sur le pourcentage global de consommation d'électricité verte du Groupe.

Sur la base des informations collectées, et à l'exclusion de l'activité « Connectivity » en Espagne, nous concluons que 43 % de toute l'électricité achetée et consommée en 2025 était de l'électricité verte, ce qui signifie qu'elle provenait entièrement de sources d'énergie renouvelable. Les 57 % restants correspondent à de l'électricité achetée à des sources non renouvelables (« énergie grise »)



Comme indiqué précédemment, plusieurs de nos entités ont déjà commencé à s'approvisionner à 100 % en électricité verte, et nous restons déterminés à augmenter considérablement cette part dans les années à venir.

Cet objectif est parfaitement conforme à notre engagement envers l'initiative Science Based Targets (SBTi), en particulier notre objectif de réduction des émissions du Scope 2, qui a été officiellement soumis en octobre 2025 et approuvé en janvier 2026.

Compte tenu de l'augmentation attendue et progressive de la consommation d'électricité entre 2025 et 2030, principalement due à l'électrification de notre flotte de véhicules, il sera essentiel d'augmenter la proportion d'électricité achetée à partir de sources d'énergie renouvelable. Il s'agit d'un élément essentiel qui permettra au Groupe de répondre à la demande accrue d'électricité tout en réduisant ses émissions de GES (Scope 2).

Conformément à cette orientation stratégique, un objectif spécifique de réduction du Scope 2 a été fixé pour 2026, intentionnellement défini comme un objectif autonome et non combiné avec les réductions du Scope 1. Concrètement, pour 2026, nous visons une réduction minimale de 7 % des émissions de GES du Scope 2 par rapport à 2024, ce qui correspond à une réduction cumulée de 21 % par rapport à notre année de référence (2023).

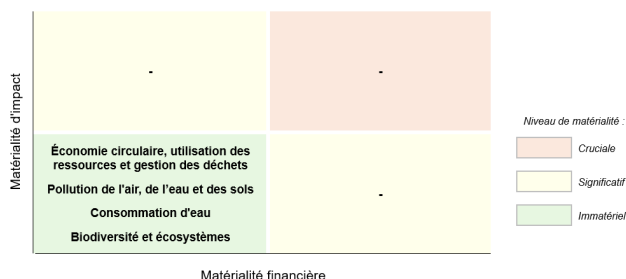
L'augmentation de la consommation d'électricité verte restera donc un pilier essentiel pour atteindre cette cible et renforcer l'engagement à long terme du Groupe en faveur du développement durable et de la réduction de l'empreinte carbone.



### 3.2.3. Autres sujets environnementaux

#### 3.2.3.1. Utilisation des ressources et économie circulaire

Selon l'évaluation de la double matérialité réalisée en 2024, les thèmes « Économie circulaire, utilisation des ressources et gestion des déchets », « Pollution de l'air, du sol et de l'eau », « Consommation d'eau » et « Biodiversité et écosystèmes » n'ont pas été considérés comme matériels en raison de la nature de notre secteur d'activité et des activités que nous entreprenons.



Bien que « l'Utilisation des ressources et l'économie circulaire » n'ait pas été identifiée comme un thème pertinent important dans cette évaluation, nous reconnaissons son importance plus large dans le paysage de la durabilité. L'évaluation a permis de déterminer que ce thème a une faible importance en termes d'impact pour le Groupe, ainsi qu'une faible importance sur le plan financier. Cependant, nous reconnaissons l'importance de maintenir la transparence sur des aspects clés tels que la consommation et l'efficacité énergétiques, la gestion des déchets et les initiatives d'économie circulaire.

Nos efforts continus dans ces domaines reflètent notre engagement en faveur d'une gestion responsable des ressources, de l'efficacité opérationnelle et de la promotion de pratiques durables qui soutiennent la résilience environnementale et économique à long terme.

#### ■ Gestion des déchets

Dans le cadre de notre engagement en faveur du développement durable, nous mettons en œuvre un système de gestion des déchets structuré et conforme aux réglementations européennes et aux meilleures pratiques du secteur. Notre approche est conçue pour minimiser l'impact sur l'environnement en assurant la manipulation, la ségrégation et l'élimination correctes des déchets tout en promouvant le recyclage et les principes de l'économie circulaire.

##### Conformité réglementaire et bonnes pratiques

Nous respectons strictement la directive-cadre sur les déchets (2008/98/CE) et classons tous les déchets selon le catalogue européen des déchets (CED). Cette classification nous permet d'identifier, de séparer et de traiter correctement les déchets conformément aux exigences légales, en garantissant une distinction claire entre les matériaux dangereux et non dangereux.

Pour maintenir la conformité, nous collaborons avec des entreprises de gestion des déchets agréées, en veillant à ce que les déchets soient traités par le biais du recyclage,

de la récupération d'énergie ou de méthodes d'élimination sûres, en fonction de leur nature et de leur impact sur l'environnement.

Une procédure de gestion des déchets à l'échelle du Groupe est en place pour garantir une approche standardisée sur tous les sites. Cette procédure définit les responsabilités, les meilleures pratiques et les obligations en matière de rapports, afin de garantir le respect des lois environnementales et des objectifs de développement durable de l'entreprise.

Les principaux aspects de la procédure sont les suivants :

- **Formation et sensibilisation** - Les salariés sont formés à la séparation et à la manipulation correctes des déchets.
- **Audits internes et externes et contrôles de conformité** - Des audits annuels ISO 14001 et des audits internes réguliers vérifient notre conformité aux réglementations et le respect de la procédure de gestion des déchets à l'échelle du Groupe.
- **Amélioration continue** - Nous révisons régulièrement nos processus afin d'améliorer l'efficacité et les performances environnementales, conformément à la norme ISO 14001.

##### Collecte et tri des déchets

Nous avons mis en place un processus structuré de collecte et de tri des déchets dans tous nos sites opérationnels. Les déchets sont triés à la source et chaque type est étiqueté en fonction de son code CDE, ce qui garantit un stockage, une manipulation et un transport adéquats, conformément à la législation et à la réglementation en matière d'environnement.

##### Tenue de registres et traçabilité

Pour garantir une transparence totale et le respect de la réglementation, tous les registres de déchets sont documentés et conservés pour les inspections réglementaires, les rapports d'entreprise et les évaluations de durabilité.

##### Traitement et élimination responsables des déchets

Une fois collectés et classés, les déchets sont acheminés vers des installations autorisées qui garantissent un traitement responsable. Dans la mesure du possible, nous donnons la priorité au recyclage et à la récupération des matériaux, réduisant ainsi notre empreinte environnementale tout en promouvant les pratiques de l'économie circulaire. Lorsque le recyclage n'est pas possible, nous veillons à ce que les déchets soient éliminés en toute sécurité conformément aux directives réglementaires.

##### Engagement en faveur de l'amélioration continue

Nous évaluons et améliorons en permanence nos processus de gestion des déchets par le biais d'audits internes et externes (par exemple, ISO 14001), de contrôles de conformité et de programmes de formation du personnel. En renforçant les meilleures pratiques et en sensibilisant le public, nous veillons à ce que nos équipes contribuent activement à la réduction des déchets et à l'amélioration de la durabilité.

Voici un tableau récapitulatif des déchets générés par les entreprises du Groupe Solutions30 en 2025, présentés en tonnes et en pourcentage du total des déchets produits :

Type de déchets répartis par destination	Quantité (tonnes)	%
<b>Déchets dangereux</b>	<b>664</b>	<b>9,6 %</b>
Préparation à la réutilisation	279	4,1 %
Recyclage	134	1,9 %
Autres opérations de récupération		
Incinération	251	3,6 %
Décharge		
Autres opérations d'élimination		
<b>Déchets non dangereux</b>	<b>6 231</b>	<b>90,4 %</b>
Préparation à la réutilisation	0	— %
Recyclage	1 873	27,2 %
Autres opérations de récupération		
Incinération		
Décharge	4 356	63,2 %
Autres opérations d'élimination		— %
<b>Total*</b>	<b>6 895</b>	

#### Aperçu de la gestion des déchets

En 2025, la grande majorité des déchets produits par le Groupe était constituée de déchets non dangereux, représentant plus de 90 % du total. Seul 9.6 % des déchets générés par nos activités, ont été classés comme dangereux, conformément au catalogue européen des déchets.

Les déchets dangereux comprennent principalement les équipements électriques et électroniques contenant des substances dangereuses (16 02 13\*/ 16 02 14\*), ainsi que les piles (16 06 01\*). Les déchets non dangereux, en revanche, sont très diversifiés. La plus grande part provient des activités de travaux civils, les catégories les plus significatives étant les suivantes :

- Terre et pierres (17 05 04)
- Déchets inertes en mélange (17 09 04)
- Déchets minéraux (17 01 01)
- Câbles (17 04 11)
- Mélanges bitumineux non dangereux (17 03 02)

Ces cinq catégories de déchets représentent à elles seules 83 % du total des déchets produits en 2025.

Résumé de l'élimination et de la réorientation des déchets	Quantité (tonnes)	%
Déchets qui ne sont pas éliminés	2 286	33,2 %
Envoyés à l'élimination	4 609	66,8 %

En 2025, seuls 33 % des déchets produits par le Groupe ont été recyclés, tandis que 67 % ont été mis en décharge. Cette répartition reflète les caractéristiques spécifiques des déchets produits dans le cadre de nos activités. Une part importante (61 %) est constituée de matériaux non dangereux provenant de travaux de génie civil, tels que de la terre, des pierres, des résidus inertes et des mélanges de béton, de briques, de tuiles et de céramiques.

Bien que ces matériaux ne soient pas dangereux, leur composition physique et leur hétérogénéité limitent considérablement leur potentiel de recyclage. Par conséquent, la mise en décharge reste la voie de traitement prédominante pour ce flux de déchets. Le Groupe continue de travailler avec des partenaires certifiés dans le domaine de la gestion des déchets et cherche à augmenter les taux de récupération chaque fois que cela est techniquement et économiquement possible.

Déchets recyclés et non recyclés	Quantité (tonnes)	%
Quantité totale de déchets recyclés	2 286	33,2 %
Quantité totale de déchets non recyclés	4 609	66,8 %

**\*NOTE:** Le total des déchets rapportés correspond aux quantités divulguées par six pays du Groupe, représentant environ 66 % du chiffre d'affaires total du Groupe. Il n'a pas été possible d'obtenir une vue d'ensemble de la totalité des déchets produits dans l'ensemble du Groupe, en particulier en France. C'est pourquoi, en 2026, nous restructurerons la méthodologie de collecte des données sur les déchets au sein des entités de Solutions30 France.

Cette amélioration nous permettra de renforcer la cohérence, l'exhaustivité et la fiabilité de nos rapports environnementaux. Par conséquent, dans la déclaration de durabilité 2026, nous visons à fournir une vue d'ensemble des déchets encore plus complète et rigoureuse, couvrant tous les pays et toutes les entités du Groupe.

## ■ Réparation et remise à neuf d'équipements (économie circulaire)

En partenariat avec ses clients, Solutions30 participe activement à un large éventail d'initiatives de durabilité visant à prolonger la durée de vie des équipements électroniques et à réduire la production de déchets. Au cours des trois dernières années, le Groupe a réparé environ 732.094 appareils, dont 544.333 ordinateurs et 187.761 imprimantes, en France, au Benelux, en Italie et en Espagne. Sans l'intervention technique de nos équipes, la grande majorité de ces appareils auraient probablement été mis au rebut, ce qui aurait entraîné des déchets supplémentaires et une demande accrue pour la production et la logistique de nouveaux équipements.

En 2025, nous avons réparé 246.933 appareils (197.375 ordinateurs et 49.558 imprimantes), ce qui reflète un volume annuel de réparations élevé. Bien que le nombre total de réparations ait diminué de 6 % par rapport à 2024, les performances en 2025 sont restées supérieures de 2 % au volume moyen de réparations enregistré en 2023–2024 et de 4 % à la moyenne des trois années précédentes (2022–2024). Cela démontre à la fois la résilience de nos opérations et la pertinence continue des solutions basées sur la réparation dans les stratégies de durabilité de nos clients.

Ces résultats soulignent la contribution significative de nos équipes techniques aux pratiques de l'économie circulaire, en aidant les clients à prolonger le cycle de vie des équipements, à éviter leur mise au rebut prématurée et à réduire l'impact environnemental associé à la fabrication, au transport et au traitement en fin de vie des appareils électroniques.

Grâce à ces initiatives, Solutions30 soutient non seulement la durabilité environnementale, mais génère également des avantages opérationnels tangibles pour ses clients. La réparation et la réutilisation des équipements permettent de réduire les coûts liés aux pièces de rechange et à la logistique, tout en atténuant les risques liés aux ruptures de la chaîne d'approvisionnement. En outre, cette approche s'aligne sur les engagements ESG du Groupe et de ses clients, en renforçant l'utilisation responsable des ressources et en promouvant des modes de consommation plus durables.

Dans le cadre de nos initiatives en matière de durabilité, nous avons également mis en œuvre un programme de remise à neuf des imprimantes en collaboration avec l'un de nos principaux clients du secteur informatique. Cette initiative se concentre sur la réparation, la réinitialisation et la restauration des vieilles imprimantes afin de les remettre dans un « état neuf » et de permettre leur réutilisation dans le cadre de nouveaux contrats commerciaux. Depuis le lancement du programme en 2024, nous avons remis en état avec succès 1.181 imprimantes, dont 793 ont été achevées en 2025.

Solutions30 a obtenu de son client HP le Badge Platine, la catégorie la plus élevée, du programme de reconnaissance HP CS Impact pour ses fournisseurs.







## SOCIAL

EFFECTIF MOYEN

**5907**

EMBAUCHÉS DE MOINS DE 30 ANS

**39%**

POURCENTAGE DE FEMMES DANS LES POSTES DE DIRECTION

**26,7%** (100 femmes sur un total de 378 managers)

HEURES DE FORMATION

**163 965** heures

**27,8** heures par employé

**NOTE:** Les chiffres du Groupe présentés ci-dessus excluent les données du Royaume-Uni et l'activité Connectivité en Espagne.

## 3.3 Social

### 3.3.1.ESRS S1 - Effectifs internes

#### 3.3.1.1 Notre approche et nos politiques

L'objectif de notre cadre de gestion des ressources humaines est le suivant :

- Établir et communiquer un modèle de gestion qui permette à Solutions30 d'attirer, de développer et de conserver des salariés talentueux.
- Favoriser l'épanouissement personnel et professionnel de tous les salariés en les associant à la réussite de la société et en veillant à ce que leur travail soit à la fois sûr et gratifiant.

Cette politique fournit des lignes directrices pour les relations de travail dans tous les pays où le Groupe opère. Il sert de référence pour fixer les objectifs à l'échelle du Groupe, notamment en matière de sélection professionnelle, d'emploi stable et de qualité, de relations avec les travailleurs, de santé et de sécurité au travail, de formation et de développement, et de dialogue social.

Nous considérons que les droits de l'homme sont essentiels pour préserver la dignité, la liberté et le respect dans nos activités, dans les entreprises avec lesquelles nous collaborons et dans les communautés que nous servons. Notre engagement en faveur des droits de l'homme, y compris les droits du travail et les droits des communautés locales, est décrit dans notre politique en matière de droits de l'homme, dans notre code de conduite et dans le code de conduite des partenaires commerciaux. Notre approche de la gestion des ressources humaines est ancrée dans le respect de la diversité, de l'égalité des chances et de la non-discrimination, tout en alignant les intérêts des salariés sur les objectifs stratégiques du Groupe.

Chez Solutions30, nous considérons nos salariés comme notre atout le plus précieux et nous nous engageons à créer un lieu de travail productif, respectueux et créatif qui favorise le bien-être et la croissance. Il s'agit notamment d'offrir des possibilités de formation et de garantir l'égalité d'accès à l'avancement professionnel.

Les principales priorités stratégiques des Ressources Humaines du Groupe sont les suivantes :

- Recruter de jeunes talents.
- Mettre l'accent sur la formation et le développement des compétences.
- Garantir la santé et la sécurité des salariés, en mettant l'accent sur la réduction des accidents.
- Augmenter la représentation des femmes dans les postes de direction.

Ces priorités stratégiques pour les Ressources Humaines du Groupe sont essentielles pour assurer le succès et la viabilité à long terme de l'organisation. Le recrutement de jeunes talents est essentiel, car ils apportent des perspectives nouvelles et des idées novatrices, ce qui permet de stimuler la croissance et de s'adapter à l'évolution des exigences du marché. En mettant l'accent

sur la formation et le développement des compétences, on s'assure que les salariés continuent à se développer professionnellement, ce qui permet à la société de rester compétitive et de favoriser une culture d'amélioration continue. Garantir la santé et la sécurité des salariés, en mettant l'accent sur la réduction des accidents, permet non seulement de protéger le bien-être de notre personnel, mais aussi de contribuer à l'amélioration de la productivité et du moral. Enfin, l'augmentation de la représentation des femmes dans les fonctions de direction est importante pour promouvoir l'égalité des sexes, créer des équipes de direction diversifiées et favoriser une meilleure prise de décision dans l'ensemble de l'organisation. Ces priorités reflètent notre engagement en faveur du développement du personnel et d'un environnement de travail plus inclusif, plus responsable et plus performant.

Le Groupe a défini et mis en œuvre les politiques et codes de conduite suivants en matière d'éthique, de ressources humaines et de droits de l'homme :

- **Politique en matière des droits de l'Homme** : La Politique en matière des droits de l'homme du Groupe Solutions30 affirme son engagement à respecter les droits fondamentaux au travail, en s'appuyant sur les normes internationales telles que les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme, les principes directeurs de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. La société interdit la discrimination, le travail des enfants et le travail forcé, garantit la liberté d'association, promeut la sécurité sur le lieu de travail, des conditions de travail équitables, l'égalité de rémunération et empêche toute forme de harcèlement. La conformité est exigée des salariés, des fournisseurs et des partenaires, avec des mesures correctives ou la résiliation du contrat en cas de non-conformité.
- **Politique des Ressources Humaines** : La politique des ressources humaines du groupe Solutions30 souligne l'engagement de la société à favoriser un environnement de travail productif, inclusif et sûr. Elle met l'accent sur l'attraction des talents, le recrutement équitable, la diversité, l'égalité des chances et le développement des salariés par le biais d'initiatives de formation et d'évolution de carrière. Cette politique garantit le respect de la législation du travail, promeut la santé et la sécurité, interdit le harcèlement et défend des salaires équitables et des pratiques de travail éthiques. Les salariés sont encouragés à communiquer ouvertement, et des mécanismes de retour d'information et de signalement des infractions sont en place pour maintenir une culture de respect et de transparence sur le lieu de travail.
- **Politique de santé et de sécurité** : Le Groupe Solutions30 intègre la santé et la sécurité dans sa culture d'entreprise, en mettant l'accent sur une approche proactive et préventive pour ses salariés et ses sous-traitants. Engagé dans la réduction et



l'élimination des risques professionnels, le Groupe veille au respect des réglementations, à l'amélioration continue et à la mise en œuvre des directives en matière de sécurité. Les salariés et les sous-traitants sont tenus de participer activement aux mesures de sécurité, de signaler les problèmes et d'adhérer aux procédures mises à jour. Un comité de pilotage spécialisé supervise les stratégies de santé et de sécurité, en se concentrant sur la sécurité des personnes et la sécurité routière, les meilleures pratiques, le bien-être, la formation et la communication. Le Groupe suit également les normes ISO 45001/VCA\*\* dans les pays clés.

- **Politique de Dénonciation** : Cette politique garantit un environnement de travail transparent et éthique en encourageant les salariés, les partenaires et les parties prenantes à signaler les manquements, y compris la fraude, la corruption et les violations de la loi, sans crainte de représailles. Il fournit des canaux de signalement sécurisés et confidentiels, décrit la procédure de traitement des signalements et protège les lanceurs d'alerte contre la discrimination. Les enquêtes sont menées de manière équitable, en préservant la confidentialité tout en garantissant le respect des lois et des politiques de la société.
- **Code de Conduite** : Ce document décrit l'engagement de la société en matière de comportement éthique, de conformité et de pratiques commerciales responsables. Il couvre trois domaines principaux : la responsabilité sociétale, notamment le respect des droits de l'homme, l'égalité de traitement et la durabilité environnementale ; l'éthique des affaires, qui interdit la corruption, les conflits d'intérêts et les délits d'initiés tout en promouvant une concurrence loyale ; et la responsabilité sur le lieu de travail, qui garantit la sécurité au travail, la protection des données, la sécurité informatique et une bonne gestion des actifs. Le document est contraignant pour les salariés et les partenaires. Il contient des lignes directrices, des exemples et un système de dénonciation visant à préserver l'intégrité et les valeurs de la société.

Toutes nos politiques ont été approuvées par le Directoire et sont supervisées par notre Conseil de Surveillance. Ces politiques s'appliquent à tous les salariés du Groupe, aux sous-traitants et aux autres partenaires commerciaux. Toutes nos politiques énumérées ci-dessus peuvent être consultées sur notre site web à l'adresse suivante : [www.solutions30.com](http://www.solutions30.com).

Dans cette optique, nous priorisons les actions spécifiques (par exemple, des initiatives de formation) afin de prévenir, d'atténuer et de traiter tout impact négatif sur les droits de l'homme lié à notre personnel et à notre chaîne d'approvisionnement. Dans le même temps, nous avons également défini et mis en œuvre une politique et une plateforme de dénonciation, qui est accessible à tous sur le site web du groupe Solutions30. La politique de dénonciation décrit les procédures par lesquelles les personnes qui ont des motifs raisonnables de croire qu'un incident de faute professionnelle se produit ou est susceptible de se produire au sein du Groupe Solutions30, peuvent faire part de leurs préoccupations de manière totalement anonyme et confidentielle.

### ■ Éco-conduite et sécurité routière

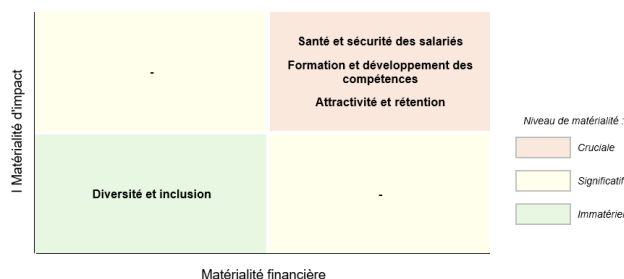
D'autre part, Solutions30 a mis en place une politique de sécurité routière et d'éco-conduite.

Cette politique vise à réduire les accidents et les accidents de la route liés au travail et à promouvoir une culture de conduite écologique et sécuritaire au sein de l'organisation, notamment avec les actions suivantes :

- Sensibilisation des conducteurs aux principaux risques auxquels ils sont confrontés ou qu'ils créent lorsqu'ils se rendent au travail.
- Veiller à ce que les salariés qui conduisent des véhicules pour le travail fassent preuve en tout temps de compétences et d'habitudes de conduite sécuritaire et durable.
- Maintenir tous les véhicules de la société propres, sûrs et en bon état de fonctionnement afin de maximiser la sécurité des conducteurs, des passagers et des autres usagers de la route tout en réduisant l'impact environnemental du parc de la société.
- Adoption d'un comportement de conduite respectueux de l'environnement, tel qu'illustré lors de sessions de formation ciblées, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique en diminuant la consommation de carburant.

#### 3.3.1.2. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO)

Dans l'image ci-dessous, nous présentons le niveau de matérialité de chaque sous-thème lié au thème « Effectifs internes ». L'objectif est de mettre en évidence l'importance relative de chaque sous-thème dans le cadre de la stratégie des effectifs de Solutions30.



Le tableau ci-dessous présente les Impacts, Risques et Opportunités (IRO) liés à la durabilité, identifiés et jugés importants dans le cadre de notre double processus d'évaluation de l'importance relative. Plus précisément, il s'agit des IRO associés aux « Effectifs internes (ESRS S1) ».

Dans le tableau, nous indiquons les impacts et les risques pour nos propres activités. En outre, nous précisons si ces impacts sont positifs ou négatifs. Sauf s'il est explicitement indiqué qu'il s'agit d'impacts potentiels, tous les impacts sont considérés comme réels.



## ESRS S1 – Effectifs internes

- Santé et sécurité des salariés
- Formation et développement des compétences
- Attractivité et rétention



3

Identification du IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
● Impact positif	Sécuriser l'emploi et le lieu de travail de nos salariés	<p>Notre priorité est d'offrir aux salariés un environnement de travail sûr et équitable, en privilégiant le respect des normes les plus strictes, notamment les certifications ISO 45001 et VCA. Avec plus de 73 % de nos salariés couverts par un système de gestion de la santé et de la sécurité certifié, nous nous efforçons en permanence de créer un lieu de travail où le bien-être est primordial.</p> <p>Notre environnement de travail favorise la flexibilité, permettant aux salariés de maintenir un équilibre sain entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle, en collaboration avec leurs responsables.</p>
● Impact positif	Égalité de traitement et de chances pour tous	Nous nous engageons à garantir l'égalité des chances pour tous, indépendamment de l'origine ethnique, du sexe, de la religion, de la race, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle ou de la situation sociale.
● Impact positif	Progression de carrière grâce à la formation et au développement	Nous offrons de nombreuses possibilités d'amélioration des compétences et de progression de carrière grâce à des programmes de formation ciblés. Au cours des trois dernières années, le volume annuel moyen de formation par employé a dépassé 25 heures, le personnel technique étant le principal bénéficiaire de ces initiatives. Notre engagement à embaucher des jeunes ayant des qualifications limitées et à leur offrir des opportunités de carrière par le biais de nos programmes de formation et de développement contribue de manière significative à favoriser leur croissance et leur potentiel.
● Impact positif	Attirer et promouvoir les femmes pour qu'elles soient davantage représentées dans les postes de direction, et renforcer ainsi l'égalité entre les genres.	Nous nous efforçons de recruter et de conserver des employés féminins afin de promouvoir l'égalité entre les genres. Nous fixons des objectifs clairs et mettons en œuvre des projets visant à accroître la représentation des femmes aux postes de direction et à contribuer au développement des qualifications et des compétences des femmes (« Femmes Force » et « Mentoring Program »).
● Impact positif	Une culture d'intégration qui permet aux personnes handicapées de développer et de faire progresser leur carrière	Nous sommes fermement engagés à favoriser un environnement de travail inclusif dans lequel les salariés handicapés se sentent valorisés, respectés et habilités à réaliser leur plein potentiel. En décembre 2025, les personnes handicapées représentaient 2,3 % de notre effectif total, ce qui reflète nos efforts continus pour éliminer les obstacles, lutter contre la stigmatisation et promouvoir l'égalité des chances au sein du groupe.
● Impact négatif (potentiel)	Blessures et accidents mortels potentiels liés au travail	<p>Cet impact négatif possible est associé aux blessures physiques et aux décès liés au travail. Compte tenu de la nature du secteur, nous reconnaissons les risques auxquels nos employés sont confrontés. <b>Cette préoccupation concerne à la fois nos effectifs directs et les sous-traitants intervenant sur nos sites.</b></p> <p>Les accidents du travail peuvent entraîner des absences prolongées, allant de quelques jours à plusieurs mois. Les absences prolongées ont un impact opérationnel et financier sur le Groupe. C'est pourquoi il est essentiel pour nous de maintenir une tendance continue à la baisse du taux de gravité des accidents (TGA) année après année, comme cela a été régulièrement observé. Ces risques sont pertinents à court, moyen et long terme. Pour les atténuer, nous avons mis en place des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité (ISO 45001/VCA), qui couvrent actuellement 72 % de nos salariés.</p> <p>La sécurité est profondément ancrée dans notre culture d'entreprise. Nous suivons de près les performances en matière de sécurité sur une base mensuelle et intégrons des objectifs liés à la sécurité dans la prime de notre directeur afin de renforcer notre engagement en faveur d'un environnement de travail sûr.</p>



## ESRS S1 – Effectifs internes

- Santé et sécurité des employés
- Formation et développement des compétences
- Attractivité et rétention

Identification du IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
 Risque	<p>Le fait de négliger les besoins de formation ou d'y répondre de manière inadéquate peut avoir une incidence directe sur notre capacité à maintenir des niveaux satisfaisants de qualité opérationnelle et de production.</p>	<p>La formation initiale et continue garantit que les niveaux de compétences correspondent à nos objectifs. Elle joue également un rôle clé dans la construction d'une image positive de la qualité, tant au sein de l'organisation qu'à l'extérieur.</p>
 Risque	<p>Attractivité et fidélisation de nos cadres</p>	<p>Attirer et retenir des cadres talentueux est essentiel pour la poursuite de notre succès. La perte de personnel qualifié en raison de l'absence d'un programme de développement clair peut avoir un impact significatif sur nos activités. Pour ce faire, nous procédons à des évaluations annuelles afin d'évaluer les performances et le potentiel. En outre, nous facilitons la mobilité interne grâce à des salons de l'emploi mensuels au sein du groupe, où nous identifions les personnes à fort potentiel pour des opportunités de croissance. Pour renforcer nos efforts, nous créons une fonction RH au niveau du Groupe qui se concentre sur la gestion des talents et le développement des salariés dans l'ensemble de l'organisation.</p>

### 3.3.1.3. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités

Solutions30 a procédé à une évaluation approfondie afin d'identifier les impacts, les risques et les opportunités (IRO) liés à ses activités. Sur la base de cette analyse, la société a planifié, défini et mis en œuvre de manière stratégique un ensemble complet d'actions visant à minimiser les impacts négatifs et les risques tout en maximisant les opportunités potentielles. Ces actions sont conçues pour améliorer l'efficacité opérationnelle, renforcer le bien-être des employés et soutenir une croissance durable.

Pour assurer une amélioration continue, Solutions30 suit activement les résultats de ces initiatives et évalue régulièrement leur efficacité. Cette approche permet de procéder aux ajustements et optimisations nécessaires, en veillant à ce que les actions restent alignées sur les objectifs stratégiques de la société et sur l'évolution des défis.

Le tableau ci-dessous résume les actions et les projets qui ont été mis en œuvre ou qui sont prévus, conformément à notre stratégie et à nos politiques en matière de ressources humaines.

Sujet	Description de l'action principale
<b>Droits de l'homme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition et mise en œuvre de la politique en matière de droits de l'homme, ainsi que la communication interne aux employés du Groupe Solutions30 et aux autres partenaires commerciaux par le biais du Code de Conduite pour les partenaires commerciaux.</li> <li>• Nous contrôlons en permanence le respect des normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme en collectant régulièrement des données et en collaborant avec nos partenaires commerciaux afin d'assurer l'identification et la résolution en temps utile des violations potentielles.</li> <li>• Mise en œuvre d'une politique et d'une plateforme de dénonciation, accessibles à tous les individus via le site web du Groupe Solutions30. Cette politique décrit les procédures de signalement des fautes professionnelles, permettant aux personnes ayant des motifs raisonnables de croire qu'un incident peut se produire ou s'est produit au sein du groupe Solutions30 de faire part de leurs préoccupations de manière anonyme et confidentielle.</li> <li>• Formation obligatoire à la Gouvernance, Risques et Conformité pour tous les employés du Groupe.</li> </ul>
<b>Ressources humaines/ engagement avec nos effectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition et mise en œuvre de la politique de ressources humaines, ainsi que la communication interne aux employés du Groupe Solutions30.</li> <li>• Nous nous engageons à favoriser un lieu de travail ouvert et inclusif où tous les employés se sentent encouragés à exprimer librement leurs opinions. À cet effet, nous avons récemment mené une enquête pour évaluer le niveau de satisfaction et de motivation des employés.</li> </ul>

Sujet	Description de l'action principale
<b>Ressources humaines/ engagement avec nos effectifs</b> (continuation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous avons affiné notre méthodologie et normalisé l'enquête dans toutes les sociétés du groupe, garantissant ainsi une approche cohérente de la mesure de la satisfaction des employés. Cette amélioration nous permet de recueillir un retour d'information plus complet, d'identifier les principaux domaines d'amélioration et d'effectuer des comparaisons significatives entre les différentes entités du Groupe. En tenant compte de facteurs tels que la situation géographique et la portée opérationnelle, nous pouvons mieux comprendre les besoins et les tendances spécifiques de chaque entreprise, ce qui nous permet d'adapter nos stratégies et nos initiatives pour soutenir plus efficacement nos employés. L'enquête fournit des informations précieuses sur la perception qu'ont les employés de Solutions30 en tant que lieu de travail, sur leurs expériences professionnelles quotidiennes et sur d'autres aspects qui influencent leur vie professionnelle. Les résultats servent de base essentielle à des discussions sérieuses et à la mise en œuvre d'actions ciblées visant à améliorer continuellement notre environnement de travail.</li> <li>Des entretiens individuels d'évaluation des performances et de partage des objectifs d'évolution de carrière sont régulièrement menés.</li> <li>En outre, nous avons mis en place une plateforme de dénonciation, facilement accessible sur notre site web, où les employés et les autres parties prenantes peuvent faire part de leurs préoccupations, déposer des plaintes ou mettre en évidence des situations de non-conformité. Tous les rapports sont soigneusement examinés par le Directeur Risque et Conformité Groupe, et des mesures correctives et ESG sont prises si nécessaire.</li> </ul>
<b>Politique de santé et de sécurité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement permanent en faveur de la mise en œuvre et de l'amélioration des Systèmes de Gestion de Santé et de Sécurité conformément aux normes internationales (ISO 45001 et VCA). Environ 72 % de l'ensemble des salariés du Groupe sont couverts par ces systèmes de gestion.</li> <li>Nous nous engageons à améliorer et à préserver en permanence nos politiques, nos stratégies et nos systèmes de gestion stables en matière de santé et de sécurité, à mesure que nous développons nos activités commerciales. Cela comprend des mesures préventives et correctives permanentes telles que des formations à la sécurité, des audits internes, des inspections, des réunions sur la santé et la sécurité sur site, des exercices d'urgence, des équipes de gestion de la santé et de la sécurité qualifiées et des inspections régulières des équipements de protection individuelle afin de garantir un environnement de travail sûr et conforme pour tous.</li> <li>Au cours des trois dernières années, Solutions30 a dispensé plus de 105.000 heures de formations en matière de santé et de sécurité à ses salariés, en particulier aux techniciens. Au cours de cette période, tous domaines de formation confondus, nos techniciens ont reçu près de 370.000 heures de formations, ce qui représente une moyenne de 29 heures par technicien et par an.</li> </ul>
<b>Développement des compétences</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nos équipes de Ressources Humaines travaillent constamment à l'amélioration des parcours de carrière chez Solutions30, sur la base de notre politique de ressources humaines et de la stratégie centrale du Groupe. Nous visons à fournir aux employés les outils essentiels dont ils ont besoin pour améliorer continuellement leurs compétences, en garantissant l'égalité d'accès aux opportunités de croissance professionnelle au sein du Groupe.</li> <li>Les besoins en matière de développement des compétences sont identifiés au niveau de chaque entité juridique, business unit ou pays, et un plan de formation est élaboré pour garantir la satisfaction de ces besoins.</li> <li>Au cours des trois dernières années, nous avons dispensé plus de 538.000 heures de formations (interne et externe) dans divers domaines et sujets. Nous avons notamment mis l'accent sur la formation technique, qui a représenté plus de 68 % du total des formations dispensées, ainsi que sur la formation en matière de santé et de sécurité, qui a représenté 20 % du total des formations dispensées au cours de cette période.</li> <li>Centre de Connaissances : Conçu pour permettre à tous les salariés d'accéder facilement aux politiques et procédures du groupe en matière de gouvernance, de risque et de conformité (GRC). Cette ressource est disponible dans la langue de chaque pays où le groupe Solutions30 opère, afin que chacun puisse se référer aux procédures dans sa langue maternelle. Le Centre de Connaissances est dynamique et régulièrement mis à jour avec de nouvelles politiques ou des modifications apportées aux politiques existantes. Il sert de plaque tournante pour sensibiliser les salariés et s'assurer que chacun est informé des politiques et procédures qui s'appliquent dans toutes les filiales du Groupe Solutions30, ainsi que dans toutes les juridictions où nous sommes présents.</li> </ul>
<b>Égalité des chances, Diversité et Inclusion</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La définition et la mise en œuvre de la politique de ressources humaines, ainsi que la communication interne aux employés du Groupe Solutions30, sont des priorités essentielles. Notre politique de ressources humaines vise à attirer les talents, à garantir un recrutement équitable, à promouvoir la diversité, à assurer l'égalité des chances et à favoriser le développement des employés par le biais d'initiatives de formation et d'évolution de carrière. Elle garantit le respect du droit du travail, promeut la santé et la sécurité, interdit le harcèlement et défend des salaires équitables et des pratiques de travail éthiques. Nous avons continué à œuvrer pour augmenter le pourcentage de femmes occupant des postes de direction, en fixant des objectifs quantitatifs (voir point 3.1.5) et en soutenant notre initiative « FemmesForce » ainsi que des programmes visant à améliorer les compétences et les talents des femmes, tels que les « programmes de mentorat ». Tout au long de l'année, l'initiative a organisé 12 réunions, dont certaines avec des invités externes, au cours desquelles les participants ont pris part à des ateliers sur la communication, le leadership et les parcours professionnels.</li> </ul>

Sujet	Description de l'action principale
<b>Égalité des chances, Diversité et Inclusion</b> <i>(continuation)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme de mentorat : Conçu pour promouvoir la visibilité et l'intégration des femmes au sein du groupe, dans le but de contribuer de manière significative à leur évolution de carrière. Ce programme est accessible à toutes les femmes du Groupe qui souhaitent développer leurs compétences et évoluer dans leur carrière. Les principaux objectifs du programme sont de soutenir les femmes au cours de leur processus d'intégration, de contribuer à leur évolution de carrière et d'améliorer le taux de rétention des femmes au sein de l'organisation. Un autre objectif clé est d'augmenter le nombre de femmes occupant des postes de direction. Toute personne au sein du Groupe, quel que soit son sexe, peut participer en tant que mentor en partageant ses connaissances et ses expériences. En 2025, le programme a réuni 16 mentorés issus de cinq pays européens, confirmant ainsi son importance et son attractivité croissantes au sein du Groupe.</li> <li>Nous améliorons continuellement l'accessibilité de notre lieu de travail pour tous (par exemple, l'accessibilité technologique), favorisant ainsi un environnement inclusif pour les salariés handicapés. Actuellement, les personnes en situation de handicap représentent 2,3 % de nos effectifs.</li> <li>En 2025, nous avons développé un programme de formation en ligne à l'échelle du groupe sur l'inclusion et la diversité, réaffirmant ainsi notre engagement à promouvoir une culture d'entreprise inclusive. Le programme est conçu pour doter nos équipes des connaissances, de la sensibilisation et des outils pratiques nécessaires pour embrasser la diversité et promouvoir l'équité à tous les niveaux de l'organisation.</li> <li>La formation a été lancée en interne au milieu du dernier trimestre 2025. Malgré cette période de déploiement limitée, 42 % de l'effectif total du groupe avait déjà suivi le programme à la fin de l'année, ce qui témoigne du fort engagement et de la motivation de nos salariés. Fort de cette dynamique positive, notre objectif est d'atteindre un taux de participation de 80 % parmi les salariés actifs d'ici la fin 2026, afin d'ancrer davantage les principes d'inclusion et de diversité au sein du Groupe.</li> <li>Nous nous engageons à garantir des salaires équitables et l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes à postes et compétences égaux, tant à l'embauche que lors des promotions.</li> </ul>
<b>Discrimination et harcèlement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chez Solutions30, nous veillons à ce que tous les salariés aient accès à des mécanismes de signalement comme moyen de résolution, en promouvant la justice, l'équité et la protection des individus et des communautés. Cela permet à toute personne de demander justice librement et anonymement lorsqu'elle estime que ses droits ont été violés, contribuant ainsi à un environnement de travail plus juste et plus équilibré. Si un employé est victime de harcèlement, de discrimination ou d'intimidation, il est encouragé à le signaler par l'intermédiaire de notre plateforme de dénonciation, disponible sur notre site web. Les salariés ont également la possibilité de déposer une plainte officielle auprès de leur responsable des Ressources Humaines.</li> <li>La promotion de cet outil d'information est assurée par les moyens suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>Formation au Code de Conduite : Notre programme de formation initiale comprend des modules spécifiques sur les plaintes.</li> <li>Campagnes de communication interne : Nous communiquons régulièrement avec les salariés par le biais de courriels, de bulletins d'information et de réunions afin de les sensibiliser et de les encourager à utiliser cet outil chaque fois que cela s'avère nécessaire.</li> </ul> </li> <li>Solutions30 s'engage à traiter tous les rapports avec sérieux et impartialité, en garantissant des solutions équitables qui tiennent compte des besoins de toutes les parties concernées. En outre, nous conservons des dossiers sécurisés et confidentiels de tous les rapports et de leurs résultats.</li> <li>Pour plus d'informations sur ce canal de signalement et les mesures mises en place pour protéger les dénonciateurs de toutes représailles, veuillez vous référer au chapitre « 3.4 - Gouvernance » et à la politique de dénonciation du Groupe, également disponible sur notre site web.</li> </ul>
<b>Engager notre personnel dans l'ESG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les membres du Directoire, les directeurs généraux des pays et les autres cadres clés de l'organisation ont un pourcentage de leur rémunération variable lié à la réalisation d'objectifs ESG. Cette approche vise à impliquer activement ces dirigeants dans la réalisation de nos objectifs ESG, en encourageant un engagement commun en faveur de la durabilité et des pratiques commerciales responsables.</li> <li>Formation spécialisée pour les cadres du Groupe afin d'expliquer les principes, les piliers, les engagements, les objectifs et les cibles ESG, ainsi que la manière dont chacun d'entre eux peut contribuer à l'amélioration de ces domaines.</li> <li>Session de sensibilisation pour tous les salariés du Groupe Solutions30 afin de les familiariser avec nos principes, objectifs et cibles ESG.</li> <li>Réunions mensuelles de l'équipe ESG du Groupe avec les représentants ESG de tous les pays où le Groupe opère.</li> <li>Publication mensuelle d'articles et de nouvelles sur des sujets liés à l'ESG dans la newsletter du Groupe.</li> </ul>



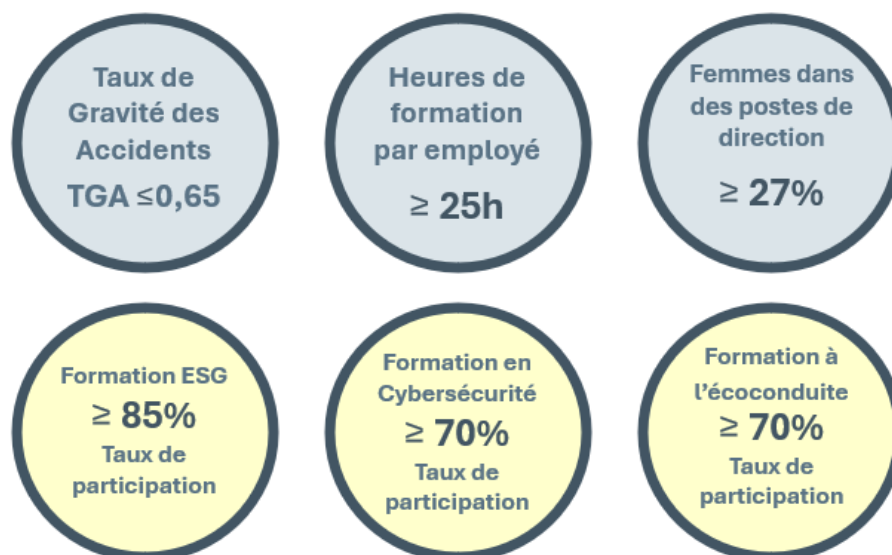
### 3.3.1.4. Objectifs et indicateurs clés de performance (ICP)

#### ■ Nos objectifs pour 2025

Chez Solutions30, nous nous engageons à favoriser un environnement de travail équitable, inclusif et performant. La définition d'objectifs clairs, de cibles mesurables et d'indicateurs clés de performance (ICP) nous permet de suivre les progrès réalisés, de favoriser l'amélioration continue et de garantir l'alignement sur notre stratégie et nos objectifs politiques en matière de RSE. Ce point

présente les principales mesures que nous utilisons pour évaluer nos performances, afin de garantir la transparence et la responsabilité.

Nos principaux objectifs sont liés à nos «effectifs internes» :



Le Groupe Solutions30 définit chaque année un ensemble d'objectifs et d'ICP ESG, comme indiqué au sous-chapitre 3.1.5. Vous trouverez ci-dessous un résumé des objectifs et des indicateurs clés de performance pour 2026 en ce qui concerne les « effectifs propres » :

Pilier Stratégique / Engagement	Objectifs pour 2025 - Niveau Groupe	Objectif ou limite pour 2025	ICP
Garantir un environnement de travail sûr et sécurisé	Maintenir le taux de gravité des accidents (TGA) inférieur à 0,65.	≤ 0,65	Taux de gravité des accidents (TGA) <i>TGA = (nombre total de jours perdus en raison d'accidents du travail/nombre total d'heures travaillées) x 1000</i>
Former nos salariés, développer leurs compétences pour faire progresser leur carrière	Assurer au moins 25 heures de formation par salarié au cours de l'année.	≥ 25 heures	Nombre d'heures de formation par salarié et par an
	Veiller à ce que, d'ici fin 2026, au moins 85 % des salariés actifs du groupe aient suivi le programme de formation ESG lancé à la fin du troisième trimestre 2025.	≥ 85%	% de salariés actifs ayant participé à une formation ESG
	Veiller à ce qu'au moins 70 % des salariés actifs (disposant d'une voiture de société) suivent la formation à l'éco-conduite et à la conduite sûre.	≥ 70%	Pourcentage de salariés actifs ayant participé à une formation à l'éco-conduite et à la conduite sécuritaire
	Veiller à ce qu'au moins 70 % des salariés actifs (personnel et cadres) participent à la formation sur la cybersécurité en interne.	≥ 70%	% de salariés actifs ayant participé à une formation sur la cybersécurité
Promouvoir la diversité et l'égalité des chances	Garantir au moins 27 % de femmes dans les postes de direction.	≥ 27%	% de femmes occupant des postes de direction

Les objectifs fixés pour 2026 en matière de programme de formation « ESG », « Cybersécurité » et « Conduite écologique et sûre » seront évalués à la fin de l'année 2026, c'est-à-dire au 31 décembre 2026. L'évaluation mesurera le pourcentage de salariés actifs qui ont suivi et, le cas échéant, terminé avec succès les programmes de formation pertinents.

Pour être considéré comme valable à cette fin, un cours de formation doit avoir été dispensé au cours des deux dernières années, la date de référence étant le 31 décembre 2026.

Parallèlement, des objectifs annuels sont fixés pour chaque pays dans lequel le groupe opère, en tenant compte des caractéristiques spécifiques, du champ d'activité et du contexte local de chaque entité. Ces objectifs nationaux sont pleinement alignés sur les objectifs stratégiques généraux du groupe, garantissant ainsi que les performances locales contribuent directement à la réalisation des objectifs mondiaux.

Les objectifs en matière de formation sont transversaux et appliqués de manière uniforme dans tous les pays du Groupe, garantissant ainsi une approche cohérente en

matière de renforcement des capacités et de sensibilisation aux thèmes clés. En revanche, les objectifs relatifs au taux de gravité des blessures et à la proportion de femmes occupant des postes de direction sont calibrés de manière à refléter le contexte opérationnel spécifique, l'exposition au risque et la composition de l'effectif de chaque pays.

Tous les indicateurs clés de performance (KPI) associés sont contrôlés chaque mois, ce qui permet un suivi régulier des performances, la mise en place de mesures correctives en temps opportun si nécessaire et un alignement continu sur les priorités stratégiques du groupe.

#### ■ Définition et suivi d'autres indicateurs de performance importants

Outre les ICP assortis d'objectifs, le Groupe surveille une série d'indicateurs de performance clés liés au thème des « effectifs internes » qui, bien que n'ayant pas d'objectifs quantifiés, font l'objet d'un suivi régulier, et des mesures sont prises si des tendances s'écartent des lignes directrices et des attentes du Groupe.

Pilier Stratégique / Engagement	Sujet	ICP	Fréquence de contrôle
Garantir un environnement de travail sûr et sécurisé	Accidents du travail	<b>Taux de fréquence des accidents (TFA)</b> $TFA = (Total\ des\ accidents\ du\ travail / total\ des\ heures\ travaillées) \times 1000000$	Tous les mois
	Absentéisme	<b>Taux d'absentéisme (%)</b> $(nombre\ total\ d'absences\ divisé\ par\ le\ nombre\ d'heures\ de\ travail\ possibles)$	Tous les mois
Promouvoir l'emploi des jeunes	Pourcentage de personnes de moins de 30 ans embauchées, par pays et au niveau du Groupe.	% d'embauches de jeunes (<30 ans)	Tous les mois
Promouvoir un environnement de travail inclusif	Inclusion	% de salariés handicapés dans notre effectif	Tous les mois
Promouvoir la diversité et l'égalité des chances	Répartition par genre	% de femmes dans notre effectif	Tous les mois
	Égalité salariale entre les genres	Écart de rémunération entre les genres (%)	Tous les trimestres
Garantir un environnement de travail sûr et sécurisé et faire évoluer la carrière de nos salariés	Rotation du personnel	% de rotation du personnel (par âge, par genre et par poste)	Tous les mois
	Ancienneté du salarié	Ancienneté moyenne des salariés	Tous les trimestres
Assurer un environnement de travail sûr et attractif tout en valorisant notre marque employeur	Niveau de satisfaction des salariés	Taux de satisfaction des salariés (%)	Tous les ans

### 3.3.1.5. Données sur les effectifs

Afin d'aligner la déclaration de durabilité sur le rapport financier, les chiffres du groupe présentés dans ce chapitre ont été ajustés pour exclure les données du Royaume-Uni et l'activité Connectivité en Espagne pour les trois années (2023, 2024 et 2025).

#### ■ Ressources Humaines du Groupe

En 2025, le nombre moyen de salariés (effectif) de Solutions30 était de 5.907, répartis comme suit.

EFFECTIF MOYEN PAR PAYS	2023			2024			2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
France	2 145	586	2 731	1 929	294	2 223	1 804	275	2 079
BeneLux	1 265	171	1 436	1 264	174	1 438	1 082	155	1 237
Allemagne	451	58	509	471	61	532	464	66	530
Italie	543	54	597	401	51	452	357	48	405
Pologne	963	156	1 119	1 035	167	1 202	934	154	1 088
Portugal*	—	—	—	147	282	429	133	257	390
Espagne**	132	26	158	149	34	183	141	37	178
<b>TOTAL</b>	<b>5 499</b>	<b>1 051</b>	<b>6 550</b>	<b>5 396</b>	<b>1 063</b>	<b>6 459</b>	<b>4 915</b>	<b>992</b>	<b>5 907</b>

\*En 2023, les données relatives aux salariés au Portugal ont été communiquées avec celles de la France, car la plupart des services étaient fournis à ce marché. À partir de 2024, avec l'expansion des services au sein du groupe, les données du Portugal ont été présentées séparément.

\*\*Les chiffres pour l'Espagne concernent uniquement les activités non liées à la connectivité.

Comme en 2024, la grande majorité des salariés en 2025 ont un contrat à durée indéterminée. Cet indicateur est resté à un niveau élevé pendant plusieurs années,

augmentant notablement depuis 2021 et se stabilisant à partir de 2023, ce qui reflète l'engagement fort du Groupe en faveur de la stabilité de l'emploi.

PAYS	Effectif moyen en 2023 en % du total	Effectif moyen en 2024 en % du total	Effectif moyen en 2025 en % du total
France*	41,7 %	34,4 %	35,2 %
BeneLux	21,9 %	22,3 %	20,9 %
Pologne	17,1 %	18,6 %	18,4 %
Allemagne	7,8 %	8,2 %	9,0 %
Italie	9,1 %	7,0 %	6,9 %
Portugal	— %	6,6 %	6,6 %
Espagne	2,4 %	2,8 %	3,0 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

\*Les données ci-dessus indiquent qu'en 2023, les effectifs en France comprenaient les salariés du centre de services partagés basé au Portugal.

Comme en 2024, la grande majorité des salariés en 2025 ont un contrat à durée indéterminée. Cet indicateur est resté à un niveau élevé pendant plusieurs années,

augmentant notablement depuis 2021 et se stabilisant à partir de 2023, ce qui reflète l'engagement fort du Groupe en faveur de la stabilité de l'emploi.

EFFECTIFS PAR TYPE DE CONTRAT	2023			2024			2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Nombre moyen de salariés en contrat à durée indéterminée	5 067	965	6 033 (92% du total)	5 003	888	5 891 (91% du total)	4 608	844	5 452 (92% du total)
Nombre moyen de salariés sous contrat temporaire	431	86	517	395	173	568	308	147	455
<b>TOTAL</b>	<b>5 498</b>	<b>1 051</b>	<b>6 550</b>	<b>5 398</b>	<b>1 061</b>	<b>6 459</b>	<b>4 916</b>	<b>991</b>	<b>5 907</b>

En 2025, 4,4 % des salariés ont bénéficié d'un contrat à temps partiel, soit 9,2 % des femmes et 3,4 % des hommes. Par rapport à 2024, le nombre de salariés à temps partiel a légèrement augmenté. Toutefois, par

rapport à la moyenne de 2023 et 2024, les chiffres de 2025 restent dans la fourchette prévue, le groupe continuant à maintenir une faible dépendance à l'égard de l'emploi à temps partiel, inférieure à 5 %.

EFFECTIFS A TEMPS PARTIEL	2023			2024			2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Temps partiel	204	91	294	145	91	236	183	98	281
Total des salariés	5499	1051	6550	5396	1063	6459	5380	1059	6439
Nombre moyen de salariés % salariés dans le total	3,7 %	8,7 %	4,5 %	2,7 %	8,6 %	3,7 %	3,4 %	9,2 %	4,4 %

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons la répartition par âge et par genre des effectifs annuels moyens du Groupe Solutions30 :

EFFECTIFS PAR AGE	2023			2024			2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
< 30 ans	1 109	304	1 413	983	251	1 235	738	188	926
30-55 ans	3 490	674	4 164	3 424	730	4 153	2 637	640	3 277
> 55 ans	901	71	972	991	81	1 071	1 541	163	1 704
<b>TOTAL</b>	<b>5 500</b>	<b>1 050</b>	<b>6 550</b>	<b>5 398</b>	<b>1 062</b>	<b>6 459</b>	<b>4 916</b>	<b>991</b>	<b>5 907</b>

En 2025, les femmes représentaient 16,8 % des effectifs, soit une hausse de 2 % par rapport à 2024 et de 4,6 % par rapport à 2023. En moyenne, les femmes occupent 26,7 % des postes de direction et 45 % des fonctions

administratives et d'encadrement, tandis qu'elles ne représentent que 4,2 % des techniciens et opérateurs, soit une hausse relative de 17 % par rapport à 2023.

EFFECTIFS PAR CATEGORIE	2023			2024			2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Managers	381	133	514	300	109	409	277	101	377
Employés administratifs	853	758	1 611	855	772	1 626	870	725	1 595
Techniciens & Opérateurs	4 265	159	4 424	4 241	182	4 423	3 769	166	3 935
<b>TOTAL</b>	<b>5 499</b>	<b>1 050</b>	<b>6 549</b>	<b>5 396</b>	<b>1 063</b>	<b>6 458</b>	<b>4 916</b>	<b>991</b>	<b>5 907</b>

ÉQUIPE DE DIRECTION DU GROUPE	Unité	2024			2025		
		HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
<b>Directoire</b>	Effectifs	5	0	5	4	0	4
Membres exécutifs	Effectifs	5	0	5	4	0	4
Membres non exécutifs	Effectifs	0	0	0	0	0	0
Âge moyen	Années	52			55		
Ancienneté moyenne	Années	6,4			9		
<b>Conseil de Surveillance</b>	Effectifs	4	3	7	4	3	7
Pourcentage	%	57 %	43 %	—	57 %	43 %	—
Membres indépendants du conseil de surveillance	%	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
<b>Comité Exécutif du Groupe</b>	Effectifs	7	3	10	3	4	7
Pourcentage	%	70 %	30 %	—	43 %	57 %	—
<b>Managers</b>							
Top managers	Effectifs	41	13	54	40	8	48
Pourcentage	%	76 %	24 %	—	83 %	17 %	—
Middle managers	Effectifs	41	13	54	238	93	330
Pourcentage	%	76 %	24 %	—	72 %	28 %	—
Tous les managers	Effectifs	409	133	542	277	100	378
Pourcentage	%	75 %	25 %	—	73 %	27 %	—

\*Type de définition du cadre : Cadre supérieur - rôles de gestion avec des responsabilités et des activités au niveau stratégique du Groupe, des entreprises ou des business units. Responsable de la vision et de la stratégie.

Cadre intermédiaire - fonctions de gestion et de coordination responsables de la planification, de la mise en œuvre et du contrôle des activités menées par des équipes axées sur des segments d'activité spécifiques. Fonctions de gestion d'un domaine spécifique de l'entreprise ou d'une business unit. Responsable de la réalisation des objectifs opérationnels. Cadre qui rend compte directement au Cadre supérieur.

### ■ Embauche de salariés

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons les données d'embauche des salariés ventilées par âge et par genre.

EMBAUCHES DE SALARIÉS PAR ÂGE	EMBAUCHES 2023			EMBAUCHES 2024			EMBAUCHES 2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
< 30 ans	687	239	926	433	144	576	201	74	275
Taux*	61,9 %	78,6 %	65,5 %	44,0 %	57,2 %	46,7 %	27,3 %	39,2 %	29,7 %
30-54 ans	1 018	349	1 368	589	168	758	277	63	341
Taux*	29,2 %	51,8 %	32,9 %	17,2 %	23,1 %	18,2 %	10,5 %	9,9 %	10,4 %
≥ 55 ans	126	18	144	92	19	111	81	8	89
Taux*	14,0 %	25,2 %	14,8 %	9,3 %	23,6 %	10,4 %	5,3 %	4,7 %	5,2 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 831</b>	<b>607</b>	<b>2 438</b>	<b>1 114</b>	<b>331</b>	<b>1 446</b>	<b>560</b>	<b>145</b>	<b>705</b>
<b>Taux*</b>	<b>33,3 %</b>	<b>57,8 %</b>	<b>37,2 %</b>	<b>20,6 %</b>	<b>31,2 %</b>	<b>22,4 %</b>	<b>11,4 %</b>	<b>14,6 %</b>	<b>11,9 %</b>

\* Le taux d'embauche est le ratio entre le nombre de personnes embauchées et l'effectif moyen de l'année dans chaque tranche d'âge.



Emploi des jeunes

En 2025, les salariés âgés de moins de 30 ans représentaient 16 % de l'effectif total. Les jeunes âgés de moins de 30 ans représentaient 39 % du total des embauches en 2025, ce qui traduit la forte attractivité du Groupe auprès des jeunes. Depuis 2022, le Groupe a constamment atteint des taux d'embauche des

jeunes supérieurs à 38 %, et vise à maintenir un taux élevé d'embauche des jeunes en 2026. De plus, en 2026, we analyserons combien de ces jeunes salariés initialement peu qualifiés ont progressé en interne au sein de la hiérarchie du Groupe, ce qui nous permettra de suivre plus précisément l'impact réel de ce programme.

EMBAUCHES < 30 ANS	EMBAUCHES 2023			EMBAUCHES 2024			EMBAUCHES 2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
< 30 ans	687	239	926	433	144	576	201	74	275
Total des embauches	1 831	607	2 438	1 114	331	1 446	560	145	705
Taux	37,5 %	39,4 %	38,0 %	38,8 %	43,4 %	39,9 %	36,0 %	51,0 %	39,1 %

Dans un environnement marqué par une évolution technologique constante et des exigences croissantes en compétences, le développement de solides capacités techniques n'a jamais été aussi crucial. Dans ce contexte, les jeunes professionnels demeurent des acteurs essentiels à la croissance à long terme et à la capacité d'innovation de Solutions30.

L'un des engagements phares de l'entreprise au titre du pilier social, consiste à former et à développer ses effectifs afin de soutenir les salariés dans l'évolution de leur carrière tout en favorisant la diversité, l'égalité des chances et l'emploi des jeunes.

Pour attirer de nouveaux talents et garantir un développement efficace des compétences, Solutions30 a mis en place des processus d'attractivité robustes. Pour accompagner son expansion et intégrer en continu de nouvelles compétences, l'entreprise a développé un cadre

de formation complet. Cette approche permet de recruter des jeunes sans qualification formelle, des personnes ayant rencontré des difficultés scolaires ou encore des professionnels en reconversion, tout en améliorant sensiblement leur employabilité.

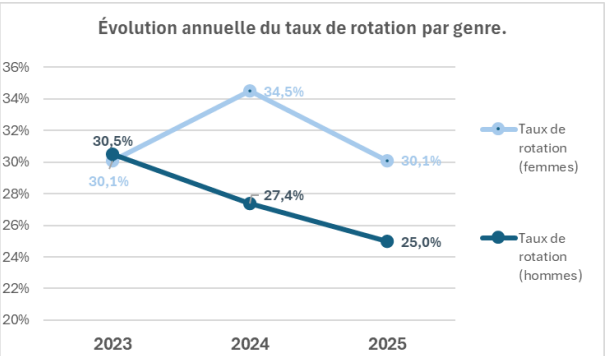
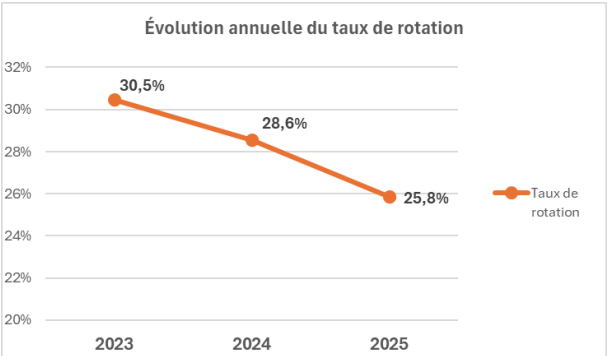
Les principes fondamentaux guidant nos processus de sélection et d'attractivité sont entre autres :

- Soutenir les jeunes dans l'accès à leur premier emploi
- Mettre en correspondance les candidats avec des opportunités reflétant leur potentiel, afin de garantir la sélection des professionnels les plus qualifiés
- Garantir des pratiques de recrutement objectives et impartiales
- Promouvoir l'inclusion de profils de compétences diversifiés.

■ Rotation du personnel

Dans le tableau suivant, nous présentons un résumé des données relatives à la rotation des effectifs.

ROTATION DES EFFECTIFS	Unit	ROTATION 2023	ROTATION 2024	ROTATION 2025
Nombre de salariés ayant quitté l'entreprise	Effectifs	1 995	1 844	1 526
Taux de rotation	%	30,5 %	28,6 %	25,8 %
Taux de rotation (hommes)	%	30,5 %	27,4 %	25 %
Taux de rotation (femmes)	%	30,1 %	34,5 %	30,1 %
Nombre de salariés ayant quitté l'entreprise volontairement	Effectifs	—	831	667
Taux de rotation volontaire des effectifs	%	—	12,9 %	11,3 %



ROTATION DES EFFECTIFS PAR AGE	ROTATION 2023			ROTATION 2024			ROTATION 2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
< 30 ans	536	137	674	480	144	624	274	92	365
Taux*	48,0 %	45,0 %	48,0 %	49,0 %	57,0 %	51,0 %	37,0 %	49,0 %	39,0 %
30-54 ans	940	165	1 105	799	204	1 003	661	170	831
Taux*	27,0 %	24,0 %	27,0 %	23,0 %	28,0 %	24,0 %	25,0 %	27,0 %	25,0 %
≥ 55 ans	203	14	217	199	18	217	293	37	330
Taux*	23,0 %	20,0 %	22,0 %	20,0 %	23,0 %	20,0 %	19,0 %	23,0 %	19,0 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 679</b>	<b>316</b>	<b>1 995</b>	<b>1 478</b>	<b>366</b>	<b>1 844</b>	<b>1 228</b>	<b>298</b>	<b>1 526</b>
<b>Taux*</b>	<b>31,0 %</b>	<b>30,0 %</b>	<b>30,0 %</b>	<b>27,0 %</b>	<b>34,0 %</b>	<b>29,0 %</b>	<b>25,0 %</b>	<b>30,0 %</b>	<b>26,0 %</b>

\*Le taux de rotation (turnover) est le ratio entre le nombre de personnes qui ont quitté l'entreprise et l'effectif moyen de l'année dans chaque tranche d'âge.

Dans l'ensemble, une tendance constante à la baisse de la rotation du personnel a été observée au sein du Groupe.

La rotation reste plus élevée parmi les salariés de moins de 30 ans, ce qui s'explique en grande partie par la nature des activités du Groupe, nombre de ces postes constituant une première expérience professionnelle. Le Groupe est structuré de manière à absorber et gérer cette dynamique.

Les compétences acquises par nos techniciens grâce aux programmes de formation interne améliorent significativement leur employabilité sur le marché du travail. Bien que ces programmes contribuent à leur développement professionnel, ils peuvent également représenter des défis en matière de fidélisation. Les qualifications techniques dispensées par le Groupe ouvrent de nouvelles perspectives de carrière, rendant ces salariés de plus en plus attractifs pour d'autres organisations.

Ce phénomène est particulièrement marqué chez les jeunes salariés, qui débutent souvent leur carrière chez Solutions30 et peuvent ensuite saisir des opportunités externes au fur et à mesure du développement de leurs compétences.

Néanmoins, le Groupe maintient une structure organisationnelle flexible pour gérer ce niveau de rotation et reste engagé dans le développement des talents internes en offrant des opportunités d'évolution et de progression de carrière.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, 2025 a enregistré le taux de rotation le plus bas chez les jeunes salariés au cours des trois dernières années, avec une baisse particulièrement significative par rapport à 2024.

#### ■ Formation, gestion des talents et suivi de performances

La formation est un pilier fondamental de la qualification professionnelle et ouvre des opportunités de développement de carrière au sein du Groupe.

Le programme de formation comprend des éléments visant à promouvoir une culture de comportement éthique, essentielle dans le cadre des valeurs du Groupe.

Chez Solutions30, le développement professionnel cible principalement les employés administratifs dans des domaines nécessitant des compétences spécialisées, tels que la gestion de projets et le contrôle de gestion, mais aussi les techniciens. La formation technique, en particulier, sert de point d'entrée dans l'effectif pour les techniciens et offre des opportunités de développement continu.

En 2025, le Groupe a dispensé **163.965 heures de formations** soit **27,8 heures par salarié**, démontrant le fort engagement du Groupe en faveur du développement des compétences de ses salariés. Parmi ces sessions de formation, **61 % étaient destinées aux techniciens**, ce qui confirme la priorité accordée au renforcement de leurs qualifications.

Lorsque le contexte local le permet, le Groupe embauche des jeunes ayant parfois un faible niveau d'études et améliore sensiblement leur employabilité en leur proposant une formation professionnelle ainsi que de nouvelles perspectives et opportunités de carrière. En termes d'heures de formations totales, les techniciens sont les principaux bénéficiaires de ces programmes, puisqu'ils reçoivent plus des trois quarts des heures de formations dispensées par le Groupe.

Le Groupe a mis en place une plateforme en ligne interactive appelée « Solutions30 Academy » accessible à l'ensemble de ses salariés. Cette plateforme permet :

- La fourniture de programmes de formation spécifiques, régulièrement mis à jour pour garantir un apprentissage adapté ;
- Le suivi des progrès des salariés et l'identification des domaines d'amélioration.

Un programme de formation complet est dispensé via des centres spécialisés, sous forme de modules e-learning ou de sessions en présentiel.

Concernant les thématiques ESG, GRC (Gouvernance, Risques et Conformité), Cybersécurité, Inclusion & Diversité, et RGPD (Règlement général sur la protection des données), le Groupe propose à l'ensemble de ses

salariés un ensemble de formations e-learning obligatoires. Ces sessions de formation visent à diffuser nos politiques, notre stratégie et nos objectifs dans ces domaines tout en renforçant les connaissances et l'engagement des salariés sur des sujets que nous considérons comme d'une importance critique.

Le Groupe collabore avec diverses institutions locales, notamment :

- les agences pour l'emploi telles que France Travail en France, VDAB en Flandre, les antennes d'emploi de Gdańsk et Siedlce, ainsi qu'UWV aux Pays-Bas ;
- Plusieurs universités (Vigo, Grenade, Malaga et La Rioja, en Espagne ;
- Des instituts spécialisés, tels que l'Institut Allemand Dibkom pour la communication à haut débit ;
- La Fondation TAKpełnosprawni engagée dans le recrutement et l'intégration des personnes en situation de handicap sur le marché du travail ;
- La fondation Luigi Clerici et l'Institut Immaginazione & Lavorode Milan, dans le cadre de programmes de stages professionnels ;
- L'Université Polytechnique de Milan, l'École de Communication et la Fondation pour le Développement du Complexe de l'École de Communication à Gdańsk.
- En Pologne, des collaborations supplémentaires ont été établies avec :
  - Le Complexe du Lycée N° 1 à Siedlce ;
  - Le Centre d'éducation et de travail pour la jeunesse à Siedlce (Centrum Edukacji i Pracy Młodzieży w Siedlcach) ;
  - Le Complexe de l'École de l'énergie et Lycée Technique N° 13 à Gdańsk.

La gestion des talents au sein du Groupe est centrée sur la formation, grâce à :

- La mise en place d'un référentiel structuré englobant toutes les initiatives de formation, pour améliorer les

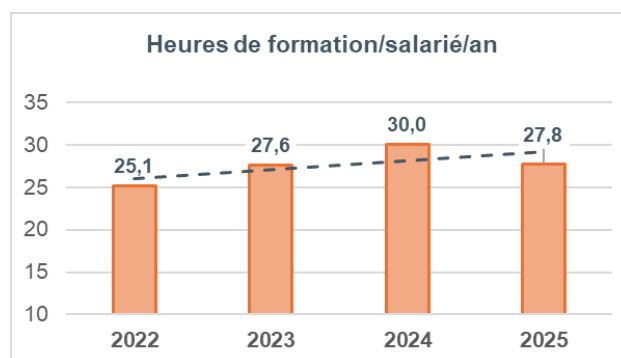
qualifications des salariés, faciliter leur adaptation à un environnement multiculturel en évolution et promouvoir la croissance durable de la société ;

- L'élaboration de plans de formation visant à renforcer les compétences professionnelles, à soutenir les changements organisationnels et à faciliter l'intégration des nouveaux salariés.

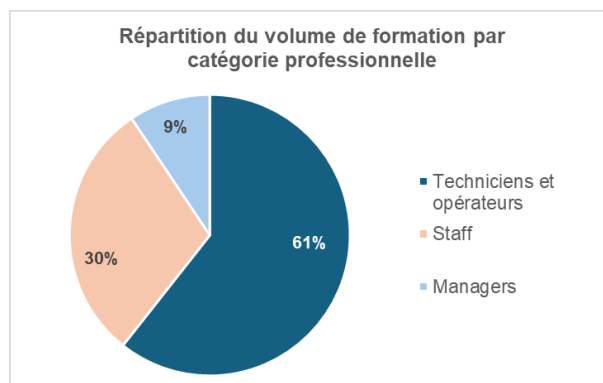
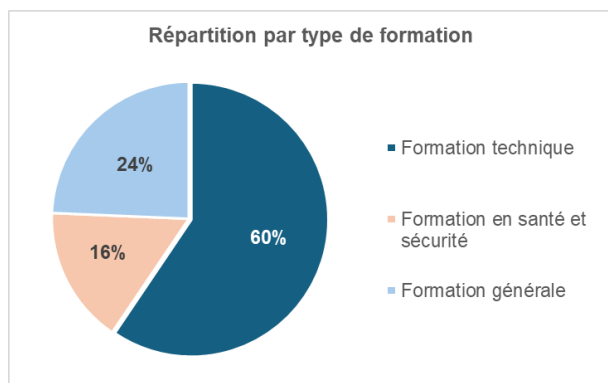
Solutions30 continue de renforcer son engagement en matière de formation, comme en témoigne l'attention constante portée à la diversité et la qualité des programmes proposés. Comme illustré dans le graphique ci-dessous, le nombre moyen des heures de formations annuelles par employé en 2025 a diminué par rapport à 2023. Cette réduction a été principalement due à un effectif réduit et à un besoin moindre de recruter des techniciens en 2025 par rapport aux deux années précédentes.

Étant donné que la plupart des formations concernent les postes techniques, toute réduction du recrutement de techniciens a un impact direct sur le volume total de formation au sein du Groupe.

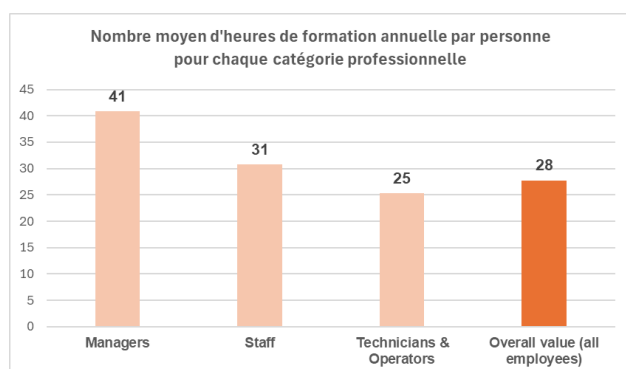
Malgré cela, le nombre moyen annuel d'heures de formations par salarié a dépassé l'objectif de 25 heures du Groupe, atteignant 27,8 heures en 2025. Ceci marque la troisième année consécutive de réalisation de cet objectif, que nous considérons comme un résultat très positif pour le développement continu et le renforcement des compétences de nos effectifs.



NOMBRE D'HEURES DE FORMATION PAR GENRE ET PAR CATEGORIE	2023			2024			2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Managers	5 493	1 211	6 704	10 935	3 272	14 207	13 048	2 378	15 426
Employés administratifs	14 102	15 632	29 734	21 305	26 404	47 709	29 697	19 408	49 105
Techniciens & Opérateurs	139 281	4 724	144 005	123 955	7 899	131 855	96 077	3 357	99 434
<b>TOTAL</b>	<b>158 876</b>	<b>21 567</b>	<b>180 443</b>	<b>156 195</b>	<b>37 576</b>	<b>193 771</b>	<b>138 822</b>	<b>25 143</b>	<b>163 965</b>



HEURES DE FORMATION PAR GENRE ET PAR CATEGORIE (Moyenne par personne par an)	2023			2024			2025		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Managers	14,4	9,1	13,1	36,5	30	34,8	47,2	23,6	40,9
Employés administratifs	16,5	20,6	18,5	24,9	34,2	29,3	34,1	26,8	30,8
Techniciens & Opérateurs	32,7	29,7	32,5	29,2	43,5	29,8	25,5	20,3	25,3
<b>TOTAL</b>	<b>28,9</b>	<b>20,5</b>	<b>27,6</b>	<b>28,9</b>	<b>35,4</b>	<b>30</b>	<b>28,2</b>	<b>25,4</b>	<b>27,8</b>



- Faciliter la mise en place des directives stratégiques du Groupe ;
- Promouvoir un environnement de travail collaboratif, inclusif et motivant.

Parallèlement, une part substantielle des heures de formations managériales a porté sur des thématiques ESG clés, notamment les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), la cybersécurité, la gouvernance, les risques et la conformité (GRC), la diversité et l'inclusion, ainsi que les obligations en matière de protection des données relevant du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces domaines critiques nécessitent une connaissance approfondie pour garantir une gouvernance saine, le respect des réglementations, une gestion robuste des risques et une sécurité renforcée des données et des systèmes.

L'élargissement et la diversification du contenu des formations témoignent de l'engagement du Groupe envers le développement continu de sa communauté de dirigeants. Des cadres bien formés sont mieux équipés pour guider et accompagner leurs équipes, favoriser l'engagement et la croissance professionnelle des salariés, et contribuer in fine à la performance durable du Groupe et à la création de valeur à long terme.

En 2025, le nombre moyen d'heures de formation dispensées aux cadres du Groupe a considérablement augmenté, passant de 34 à 41 heures. Ce progrès souligne l'engagement fort de Solutions30 pour renforcer les capacités managériales et s'assurer que sa communauté de dirigeants est bien préparée à relever les défis d'un environnement commercial de plus en plus dynamique et en constante évolution.

Au cours de l'année, deux nouveaux programmes de formation interne ont été lancés exclusivement pour les cadres moyens et dirigeants du Groupe : Formation Cadre de base et Manager Option+. Ces initiatives ont été conçues pour améliorer les compétences managériales essentielles, renforcer l'efficacité du leadership et accompagner les cadres dans la promotion de l'excellence opérationnelle dans tous les pays d'activité.

Ces formations ont été spécifiquement conçues pour :

- Doter les cadres des outils et des meilleures pratiques nécessaires pour diriger leurs équipes de manière efficace et responsable ;

## ■ Évaluation de la performance

Chez Solutions30, nous menons régulièrement des entretiens d'évaluation des performances individuelles et définissons des objectifs de développement professionnel, avec une fréquence minimale d'une fois par an. Par ailleurs, nous organisons périodiquement des initiatives de management spécifiques pour les salariés hautement qualifiés.

Notre objectif est d'augmenter progressivement le nombre de salariés impliqués dans ce processus d'évaluation des performances, car nous estimons qu'il améliore sensiblement les performances et le développement individuels, renforce l'attention portée à la réalisation des

objectifs et cibles du Groupe, et contribue à l'amélioration globale de la qualité de service pour nos clients.

Le tableau ci-dessous résume le nombre total d'entretiens d'évaluation des performances individuelles réalisés au cours des trois dernières années, ventilés par catégorie professionnelle.

Au moment de la rédaction de ce rapport, de nombreuses évaluations de performance étaient encore en cours ou prévues. Pour cette raison, le chiffre présenté pour 2025 devrait être sensiblement plus élevé, en particulier pour les managers.

EMPLOYÉS AYANT PASSE UN ENTRETIEN ANNUEL D'ÉVALUATION (%)	2023	2024	2025
Managers	90,0 %	67,0 %	48,0 %
Employés administratifs	71,0 %	50,0 %	63,0 %
Techniciens & Opérateurs	41,0 %	52,0 %	46,0 %

## ■ Santé et sécurité au travail

### a) Politique de santé et sécurité au travail

Le groupe accorde une grande importance au bien-être de ses salariés, non seulement en respectant les réglementations en matière de santé et de sécurité au travail et en mettant en œuvre des procédures visant à prévenir les accidents et les maladies professionnelles, mais aussi en promouvant le bien-être physique et mental grâce à des politiques qui encouragent des habitudes plus saines.

La force de Solutions30 résidant dans ses effectifs, assurer leur santé et leur sécurité est une priorité absolue, à la fois pour des raisons éthiques et pour garantir la continuité des opérations. L'amélioration de la santé et de la sécurité au sein du Groupe est également perçue comme un facteur clé de renforcement du bien-être général, de préservation des ressources humaines et de stimulation de la productivité. Le groupe se consacre à la mise en place, à l'application et à l'examen de mesures visant à minimiser les risques sur le lieu de travail pour les employés, les sous-traitants, les fournisseurs et les clients. En tant qu'organisation responsable, Solutions30 s'efforce de réduire autant que possible les risques sur le lieu de travail.

De plus, le Groupe s'engage à améliorer continuellement ses pratiques en matière de santé et de sécurité. Solutions30 a obtenu la certification ISO 45001 dans plusieurs pays, ce qui témoigne de son engagement à respecter les normes les plus strictes en matière de santé et de sécurité au travail. Solutions30 encourage une culture de la santé et de la sécurité dans l'ensemble de l'organisation, en offrant une formation, des conseils et une supervision appropriés à tous les employés. Actuellement, 72 % des effectifs du Groupe sont couverts par la norme ISO 45001 ou la norme VCA\*\* (cette dernière n'étant utilisée qu'en Belgique et aux Pays-Bas).

La politique de santé et de sécurité au travail est conçue pour garantir un environnement de travail sûr et sain et comprend les éléments clés suivants :

- Intégration de la santé au travail.
- Des normes de sécurité à l'échelle du groupe pour s'assurer que tous les niveaux d'employés, des directeurs aux travailleurs, comprennent leurs responsabilités.
- Méthodes permettant d'identifier, d'évaluer et de gérer efficacement les risques sur le lieu de travail.
- Surveillance de la santé et formation pour s'assurer que les employés sont aptes à travailler.
- Un système d'évaluation de la santé et de la sécurité au travail basé sur des normes applicables au sein du Groupe afin d'identifier les lacunes potentielles, de partager les meilleures pratiques et de favoriser une culture d'excellence en matière de prévention des risques.

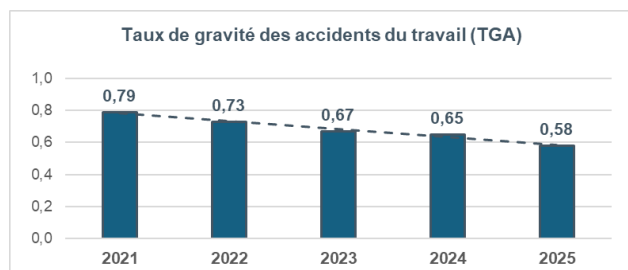
La formation en matière de santé et de sécurité est obligatoire non seulement pour les employés, mais aussi pour les techniciens des sous-traitants travaillant sur tous les chantiers, avant le début de toute tâche. **En 2025, Solutions30 a dispensé plus de 26.500 heures de formations en matière de santé et de sécurité à ses effectifs.**

En plus des audits tiers nécessaires au maintien des certifications ISO 45001 et VCA\*\*, Solutions30 est régulièrement audité par ses clients et réalise des audits internes annuels dans toutes les entités du Groupe.

Le groupe suit les performances en matière de santé et de sécurité au travail à l'aide de deux indicateurs clés, à savoir le taux de fréquence des accidents (TFA) et le taux de gravité des accidents (TGA).



Taux de gravité des accidents du travail (TGA)	2023	2024	2025	2025 vs 2024
Groupe Solutions30	0,67	0,65	0,58	(11 %)



Comme le montrent le tableau et les graphiques ci-dessus, depuis 2021, le taux de gravité des accidents n'a cessé de diminuer, reflétant une réduction continue de la gravité des accidents du travail. Cette tendance positive résulte de la stratégie du Groupe en matière de santé et de sécurité, soutenue par diverses initiatives visant à améliorer les conditions de travail, en particulier pour les techniciens de terrain. Les principaux facteurs qui y contribuent sont l'amélioration continue des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité (certifications ISO 45001 et VCA), l'accent mis sur la prévention grâce à la formation technique et à la formation à la sécurité, les inspections régulières, les audits internes et les plans de progrès ciblés sur les enquêtes et les analyses d'accidents.

Comme indiqué précédemment, Solutions30 a fixé un objectif pour le taux de gravité des accidents (TGA) comme l'un de ses principaux objectifs ESG. Tout en reconnaissant l'importance du taux de fréquence des accidents (TFA) pour l'analyse des performances en matière de santé et de sécurité, nous pensons que se concentrer uniquement sur le TFA est trop limité. Par exemple, dans un cas extrême, nous pourrions n'avoir qu'un seul accident par an, ce qui pourrait sembler être un bon résultat. Toutefois, si cet accident unique était mortel, le résultat serait très négatif. À l'inverse, nous pourrions avoir un taux de fréquence plus élevé, mais des accidents moins graves, ce qui entraînerait moins de jours perdus. C'est pourquoi nous mettons davantage l'accent sur le TGA et avons choisi de fixer des objectifs spécifiques uniquement pour cet indicateur.

Pour 2025, le groupe S30 présente les chiffres suivants concernant ses effectifs :

Données de sécurité	Unité	2024	2025
Nombre de blessés	Nombre	328	350
Blessures avec arrêt de travail	Nombre	311	203
Heures travaillées	Heures	10 183 581	9 577 857
Taux de fréquence des accidents (TFA)	(*)	30,53	21,18
Taux de gravité des accidents (TGA)	(*)	0,65	0,58
Morts	Nombre	0	0

En 2025, le nombre total d'accidents du travail (y compris les accidents de déplacement) a augmenté de 7 % par rapport à 2024.

Cependant, malgré cette hausse, le nombre d'accidents entraînant des jours d'absence au travail a diminué d'environ 35 % sur la même période.

Cette tendance positive reflète une réduction significative du taux de gravité des blessures, qui s'est amélioré en passant de 0,65 en 2024 à 0,58 en 2025. En résumé, bien que le Groupe ait enregistré un nombre plus élevé d'incidents, nombre de ces accidents ont été signalés et documentés conformément à nos procédures internes, mais n'ont entraîné aucune perte de temps ni absence.

Il est également important de noter que, avant 2024, le Groupe ne distinguait pas les types d'accidents, tels que les accidents du travail et les accidents de déplacement. Tous les incidents étaient regroupés dans une unique catégorie de déclaration, ce qui nous empêche d'effectuer une comparaison fiable entre 2025 et 2023. Par conséquent, la seule évaluation valide d'une année sur l'autre est celle entre 2025 et 2024.

Par ailleurs, le nombre total d'heures travaillées en 2025 était inférieur de 6 % à celui de 2024, reflétant la baisse de l'activité opérationnelle au cours de l'année. Cette réduction des heures d'exposition renforce la pertinence de l'utilisation d'indicateurs normalisés en matière de santé et sécurité (H&S), tels que les taux de fréquence et de gravité, pour assurer une analyse cohérente et comparable des performances.

#### Notes comptables (\*)

- Le cadrage et la consolidation des données sur la sécurité exigent que nous incluions 100 % des accidents du travail, des heures travaillées et des jours perdus pour notre propre effectif. Par conséquent, les données relatives à nos sous-traitants (travailleurs de la chaîne de valeur) ne sont pas incluses.
- Le **taux de fréquence des accidents (TFA)** est calculé comme le nombre d'accidents du travail survenus au cours de l'année 2024, divisé par le nombre total d'heures travaillées, multiplié par 1.000.000. Cela inclut les accidents avec arrêt de travail, définis comme des accidents entraînant une incapacité de travail pendant un ou plusieurs jours civils en plus du jour de l'incident.
- Le **taux de gravité des accidents (TGA)** est calculé comme le nombre total de jours perdus en raison d'accidents du travail survenus au cours de l'année 2024, divisé par le nombre total d'heures travaillées, multiplié par 1.000. Les jours fériés et les week-ends ne sont pas pris en compte dans le calcul du nombre de jours perdus. Seuls les jours perdus en raison d'accidents survenus au cours de l'année civile 2024 sont pris en compte.
- Le nombre total d'accidents du travail comprend tous les accidents survenus, qu'ils soient liés au travail ou aux déplacements.
- Les décès désignent le nombre de salariés qui ont perdu la vie à la suite d'un incident lié au travail. Le cas échéant, ils seront inclus dans les calculs du TGA et du TFA.

## ■ Égalité des chances et Écart salarial entre les femmes et les hommes

### Égalité des chances

L'entreprise favorise la diversité des employés (ethnique, religieuse, genre). Les objectifs et principes du Groupe peuvent être résumés comme suit :

- Respecter la diversité, promouvoir la non-discrimination fondée sur la race, la couleur, l'âge, le sexe, l'état matrimonial, les opinions politiques, la nationalité, la religion, l'orientation sexuelle, les minorités ou toute autre condition personnelle, physique ou sociale parmi ses collaborateurs.
- Développer le principe de l'égalité des chances, pilier essentiel du développement professionnel impliquant un engagement envers la pratique et un traitement équitable qui favorise le progrès personnel et professionnel de l'équipe. Nous améliorons continuellement l'accessibilité de notre lieu de travail pour tous (par exemple, l'accessibilité technologique), favorisant ainsi un environnement inclusif pour les salariés handicapés. Actuellement, environ 2 % de notre effectif est composé de personnes en situation de handicap.
- Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation, à la promotion et à de bonnes conditions de travail, en encourageant la diversité des genres en tant que manifestation de la réalité sociale et culturelle.
- Mettre en œuvre des mesures visant à promouvoir l'équilibre entre le travail et la vie personnelle en :
  - Respectant la vie personnelle et familiale de ses employés ;
  - Facilitant un bon équilibre entre la vie personnelle et les responsabilités professionnelles des femmes et des hommes.

### Écart de rémunération entre les hommes et les femmes

Évaluer l'écart salarial global hommes-femmes au niveau du Groupe reste difficile, les comparaisons directes n'étant souvent pas possibles. Dans nombre de nos pays, il existe peu ou pas de chevauchement entre hommes et femmes occupant le même poste, au sein de la même fonction, du même pays et avec des compétences et qualifications comparables. Ce manque de postes comparables limite l'élaboration d'un indicateur global d'écart salarial précis et significatif.

Néanmoins, pour mieux appréhender d'éventuels écarts, en 2025, nous avons réalisé une analyse de l'écart salarial hommes-femmes, référencée sur l'année 2024, pour des rôles spécifiques où le Groupe emploie un grand nombre de personnes effectuant les mêmes tâches avec des

compétences similaires, comme les postes en centre d'appels. Cette évaluation a été menée dans quatre pays.

L'écart salarial hommes-femmes le plus élevé constaté était de 4,3 %, ce qui signifie que, en moyenne, les femmes gagnaient 4,3 % de moins que les hommes pour la même fonction. Dans les trois autres pays analysés, les écarts étaient respectivement de 2,2 %, 2,3 % et 3,6 %, les femmes gagnant systématiquement moins que leurs homologues masculins. Bien que ces écarts soient relativement faibles, ils soulignent l'importance d'un suivi continu et d'actions ciblées pour atténuer d'éventuelles inégalités.

En 2026, nous prévoyons d'étendre l'analyse de l'écart salarial hommes-femmes à l'ensemble des pays où le Groupe est présent, en appliquant la méthodologie de calcul définie par l'ESRS S1, Exigence de divulgation S1 16 – Métriques de rémunération. Les résultats de cette analyse à l'échelle du Groupe seront présentés dans la Déclaration de Durabilité 2026.

Le Groupe continue de surveiller de près l'équité salariale. Conformément à la Directive UE 970/2023, nous explorons également des approches visant à renforcer l'égalité et la transparence des rémunérations, afin d'assurer une visibilité claire des structures salariales et d'identifier d'éventuelles disparités parmi nos salariés.

## ■ Télétravail (travail à distance)

Solutions30 est un employeur flexible qui soutient le télétravail et tente de répondre aux besoins de ses employés dans la mesure du possible.

Le télétravail offre de nombreux avantages aux salariés : meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle, réduction du temps de trajet, des émissions de GES et des coûts, et augmentation de la satisfaction globale au travail. De plus, le télétravail peut contribuer à améliorer le bien-être en réduisant le stress lié aux déplacements quotidiens.

Grâce à notre transformation numérique en cours, à nos outils et plateformes informatiques avancés et à notre engagement affirmé en faveur de l'inclusion numérique, de nombreux employés du Groupe ont accès au télétravail.

En résumé, en 2025, en moyenne, 641 salariés par mois ont télétravaillé, ce qui représente environ 11 % de l'effectif total du Groupe.

Le tableau ci-dessous présente le nombre moyen d'employés (effectifs) ayant télétravaillé au cours des trois dernières années.

TELETRAVAIL	2023	2024(*)	2025
Nombre de collaborateurs recourant au télétravail	655	505	641
% de collaborateurs recourant au télétravail	10%	8%	11%
Total des jours de télétravail	86 552	59 376	50 914

(\*) Pour 2024, il n'a pas été possible de déterminer le nombre précis de télétravailleurs en France. Puisque la France représentait 34 % de l'effectif total du Groupe en 2024, nous sommes convaincus que le nombre réel et le pourcentage de salariés en télétravail en 2024 étaient supérieurs aux chiffres présentés dans le tableau ci-dessus.

## ■ Satisfaction des salariés

Le Groupe réalise périodiquement des enquêtes de satisfaction des salariés afin de mieux comprendre leurs perceptions, leurs préoccupations et leurs attentes. Ces évaluations nous permettent d'identifier les axes d'amélioration, de renforcer les bonnes pratiques et de développer des initiatives visant à favoriser un environnement de travail positif et motivant, en cohérence avec nos valeurs organisationnelles.

Fin 2024 et début 2025, une enquête de satisfaction a été menée dans huit pays du Groupe, couvrant plus de 79 % de l'effectif total. Les résultats ont révélé un score global de satisfaction de 3,3 sur une échelle de 1 à 5, où 1 signifie « très insatisfait » et 5 « tout à fait satisfait ». Ce résultat nous fournit une base précieuse pour renforcer notre stratégie d'expérience collaborateur et améliorer l'engagement au sein de l'organisation.

### Taux de satisfaction des employés



En 2026, une nouvelle enquête de satisfaction des salariés sera menée dans tous les pays où le Groupe est implanté. Cette enquête utilisera une méthodologie entièrement harmonisée à l'échelle mondiale, nous permettant d'évaluer plus précisément la satisfaction globale des salariés et de comparer les résultats entre pays. Cette approche standardisée nous aidera à identifier des opportunités d'amélioration et à mettre en évidence les points forts observés dans certains pays, susceptibles d'être reproduits ailleurs au sein du Groupe.

En complément de ces enquêtes, le Groupe met à disposition une plateforme de dénonciation en ligne, accessible à l'ensemble des salariés. Ce canal sécurisé et confidentiel permet aux salariés de signaler des manquements, des insatisfactions ou toute autre préoccupation de manière anonyme. Nous considérons ce mécanisme essentiel pour promouvoir une culture de transparence, d'intégrité et de confiance, garantissant que chacun puisse soulever des problèmes sans crainte de représailles. Tous les signalements soumis via la plateforme sont examinés directement par le responsable Conformité du Groupe, qui évalue chaque cas et veille à la mise en œuvre d'actions de suivi appropriées lorsque nécessaire.

Les salariés peuvent également contacter directement leurs équipes Ressources Humaines locales pour exprimer leurs préoccupations ou insatisfactions. Les cadres RH sont chargés de traiter ces sujets, d'assurer un suivi en temps opportun et de favoriser un dialogue ouvert et constructif au sein de l'Organisation.

## ■ Négociation Collective et Dialogue Social

Solutions30 s'engage fermement à défendre les droits de l'homme et à promouvoir un dialogue social ouvert, constructif et respectueux dans tous les pays où la Société est présente. Nos politiques en matière de droits de l'homme et de ressources humaines témoignent notre dévouement à garantir des conditions de travail équitables, à appuyer les processus de négociation collective et à protéger les principes de liberté d'association.

Nous reconnaissons pleinement et respectons le droit de nos salariés d'adhérer, ou de ne pas adhérer, à des syndicats ou autres organismes représentatifs, sans crainte de discrimination, de harcèlement, d'intimidation, de représailles ou de violence, et toujours en conformité avec la législation nationale. Les salariés sont libres de participer aux organisations de leur choix qui représentent légitimement leurs intérêts. Nous veillons à ce que les personnes exerçant des mandats de représentants du personnel soient traitées équitablement et ne soient ni avantagées ni désavantagées du fait de leur rôle.

Dans les sites où les salariés choisissent de ne pas désigner de représentants formels, Solutions30 encourage une communication directe, transparente et ouverte entre les salariés et la direction. Maintenir un dialogue régulier à tous les niveaux nous permet d'identifier rapidement les préoccupations, de collaborer à l'élaboration de solutions pratiques et de renforcer une culture d'entreprise fondée sur la confiance et le respect mutuel.

Le Groupe respecte strictement toutes les lois du travail applicables dans les pays où il est implanté et aligne ses pratiques sur les normes internationalement reconnues, y compris les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relatives à la liberté d'association, à la négociation collective, aux mécanismes de consultation et au droit de grève. Ces principes constituent le fondement de notre approche des relations sociales et sont intégrés dans nos pratiques managériales quotidiennes.

Grâce à un engagement constant et significatif, Solutions30 s'efforce de veiller à ce que les salariés, et leurs représentants le cas échéant, soient activement associés aux discussions sur les sujets clés qui affectent leur vie professionnelle. Ce dialogue continu contribue à instaurer un environnement de travail équitable, inclusif et responsable, dans lequel chacun se sent écouté, respecté et valorisé.

## ■ Rémunération équitable

Solutions30 s'engage à garantir des pratiques de rémunération justes, équitables et transparentes dans l'ensemble de ses activités. Nous reconnaissons le droit fondamental de chaque salarié à de bonnes conditions de travail et à une rémunération reflétant la valeur de son travail.

Chez Solutions30, les pratiques de rémunération sont guidées par les principes suivants :

- Rémunération juste et équitable, garantissant que les niveaux de salaire correspondent aux responsabilités, aux compétences et aux contributions associées à chaque poste.
- Respect strict du principe de salaire égal pour un travail de valeur égale entre hommes et femmes,

appuyé par des évaluations objectives des postes et des critères d'évaluation cohérents.

- Conformité totale aux cadres légaux nationaux et aux accords collectifs de travail, alignement sur les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relatives aux salaires justes et aux conditions de travail décentes.
- Garantie que la rémunération minimale versée à tout salarié de Solutions30 ne soit jamais inférieure aux exigences fixées par la législation nationale ou les accords collectifs dans chaque pays où le Groupe est implanté.

Le Groupe considère qu'un système de rémunération bien structuré est essentiel pour renforcer son capital humain et améliorer sa compétitivité. Une rémunération équitable favorise non seulement le bien-être des salariés, mais contribue également à l'excellence opérationnelle en favorisant leur motivation, leur engagement et leur fidélisation à long terme.

Afin d'assurer la cohérence et l'alignement sur ses priorités stratégiques, le système de rémunération de Solutions30 repose sur quatre piliers clés :

1. Attirer, recruter et retenir les meilleurs talents grâce à une rémunération compétitive et alignée sur le marché.
2. Aligner les pratiques de rémunération sur le positionnement stratégique du Groupe, ses objectifs de développement à long terme et sa recherche de l'excellence opérationnelle.
3. Reconnaître et récompenser l'engagement, les responsabilités, les performances et la contribution des salariés à la création de valeur.
4. Adapter les structures de rémunération aux réalités opérationnelles et réglementaires propres aux différents pays où le Groupe est implanté, afin de garantir l'équité et la conformité partout.

Ces principes sont intégrés dans la Politique des Ressources Humaines du Groupe, qui est publiquement disponible sur notre site web et sert de référentiel pour l'ensemble des pays et unités opérationnelles.

### ■ Incidents, plaintes et violations des droits de l'homme

Solutions30 met à disposition une plateforme de dénonciation accessible à l'ensemble des salariés et parties prenantes via le site web de la société. Ce canal permet une dénonciation confidentielle et anonyme de tout type de préoccupation ou plainte, incluant sans s'y limiter les incidents, problèmes en milieu de travail, questions éthiques ou de conformité, violations potentielles des droits de l'homme, et préoccupations relatives à la santé et à la sécurité.

Toutes les données des salariés sont anonymisées pour garantir la conformité au RGPD, et le système est entièrement aligné sur la directive européenne de protection des dénonciateurs.

Toutes les soumissions effectuées via la plateforme sont examinées directement par le responsable Risques, Conformité et ESG du Groupe, qui rend compte à la fois au Conseil de Direction et au Comité Audit, Risques et Conformité. Cette structure de gouvernance garantit l'indépendance, le contrôle et l'impartialité dans l'évaluation et le suivi de chaque cas. Lorsque cela s'avère nécessaire, des actions correctives sont mises en œuvre en collaboration avec les départements internes concernés.

En 2025, quatorze incidents de discrimination, dont des cas de harcèlement ont été signalés. Aucune violation grave des droits de l'homme impliquant des salariés n'a été enregistrée en 2025.

Des informations plus détaillées, accompagnées d'un résumé complet du nombre de cas signalés via notre plateforme de dénonciation en 2025, sont fournies en section 3.4.1.5 – Données de gouvernance.

## 3.3.2. Travailleurs dans la chaîne de valeur

### 3.3.2.1 Notre approche et nos politiques

Les activités de service de Solutions30 nécessitent l'utilisation de prestataires de services externes. Les plus critiques d'entre eux sont les sous-traitants/fournisseurs de personnel technique, les fournisseurs de services de centres d'appel, les fournisseurs de services logistiques et les sociétés de location de véhicules à long terme.

Le risque de dépendance économique est faible, car Solutions30 dispose d'alternatives viables dans chaque catégorie de marché. Les contrats avec les fournisseurs directement impliqués dans les opérations du Groupe, tels que les centres d'appel et les sous-traitants locaux, comprennent des indicateurs de niveau de service afin de garantir des normes de qualité spécifiques.

Solutions30 classe ses fournisseurs en deux catégories principales :

- Fournisseurs généraux
- Sous-traitants

#### ■ Fournisseurs généraux

Certains achats, tels que les locations de véhicules et les équipements informatiques, sont gérés respectivement par le gestionnaire du parc automobile et le responsable informatique du Groupe. Ils négocient des accords-cadres pour ces achats. Les équipes locales chargées des achats sont responsables de la sélection et de l'obtention des produits et services nécessaires pour assurer la continuité opérationnelle auprès des fournisseurs généraux externes.

Solutions30 attend de ses fournisseurs que leurs activités, installations et procédures protègent et favorisent la santé et la sécurité des travailleurs. En outre, les fournisseurs doivent se conformer à toutes les réglementations environnementales applicables et s'engager à améliorer en permanence leurs performances en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Ils sont également encouragés à développer des processus et des solutions innovants qui minimisent l'impact sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie.



Les fournisseurs sont tenus de :

- Contrôler en permanence leur consommation d'énergie et de ressources naturelles, leur empreinte carbone, leur gestion des déchets et leur impact global sur l'environnement, en s'efforçant d'atténuer les risques et les effets négatifs.
- Veiller à ce que leurs employés possèdent les compétences nécessaires pour accomplir les tâches qui leur sont confiées, en leur offrant une formation à la fois sur les compétences techniques et sur les meilleures pratiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité.

#### ■ Sous-traitants

Solutions30 fournit des services numériques et des solutions techniques aux clients finaux, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises (B2C et B2B), agissant souvent pour le compte de grandes entreprises de télécommunications, de technologie, de sécurité et d'énergie. Cela est possible grâce à un réseau d'environ 15.000 techniciens internes et externes spécialisés dans l'installation, la maintenance et l'assistance technique dans de nombreux secteurs.

Le Groupe est présent dans neuf pays européens : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne et Portugal.

Bien que des ajustements au sein de notre chaîne d'approvisionnement puissent se produire au fur et à mesure que nous répondons à l'évolution des besoins des clients et aux changements de la demande du marché, ces changements ne modifient pas la structure fondamentale ou l'empreinte géographique de la chaîne de valeur de Solutions30.

Étant donné que la grande majorité, presque 100 %, de la main-d'œuvre de notre chaîne de valeur est constituée de techniciens externes, qu'ils soient indépendants ou employés par des entreprises sous-traitantes, notre approche de la responsabilité de la chaîne d'approvisionnement met fortement l'accent sur ces travailleurs. Garantir des pratiques éthiques, sûres et conformes à la loi chez nos sous-traitants est donc au cœur de notre stratégie de développement durable.

Notre approche de la gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement repose sur un processus rigoureux de vérification des tiers, mené avant l'établissement de toute relation commerciale. Il s'agit notamment de vérifier tous les documents juridiques, administratifs et opérationnels obligatoires dans le pays concerné.

Pour garantir une conformité continue, des examens périodiques et des activités de contrôle sont effectués pendant toute la durée du partenariat.

En outre, tous les partenaires commerciaux doivent se conformer aux exigences énoncées dans notre Code de Conduite des Partenaires Commerciaux, qui décrit les attentes en matière de protection de l'environnement, de droits du travail, de santé et de sécurité, d'éthique, d'intégrité commerciale et de droits de l'homme.

De plus amples détails sur nos procédures de vérification des tiers sont disponibles au chapitre « 3.4 – Gouvernance » de la présente Déclaration de Durabilité.

Pour formaliser ces engagements, Solutions30 établit des accords de sous-traitance avec tous les partenaires externes. Ces accords comprennent des obligations contractuelles claires concernant :

- Les exigences environnementales, y compris la gestion des déchets, l'utilisation efficace des ressources et le respect de la législation locale en matière d'environnement.
- Normes de santé et de sécurité, en veillant à une formation adéquate, à des méthodes de travail sûres et au respect des réglementations nationales.
- Adhésion au Code de Conduite des Partenaires Commerciaux, notamment en ce qui concerne les droits du travail, les droits de l'homme et la conduite éthique des affaires.
- Transparence, éthique et gouvernance, avec des clauses spécifiques concernant la lutte contre la corruption, la prévention de la fraude et la sous-traitance responsable.

Ces mesures contribuent collectivement à garantir que tous les partenaires commerciaux opèrent conformément aux valeurs et aux engagements de Solutions30 en matière de durabilité, tout en renforçant l'intégrité et la résilience de notre chaîne de valeur dans toutes les zones géographiques.

Les sections suivantes présentent un résumé de nos principaux cadres de gouvernance concernant ces sujets.

#### ■ Code de Conduite des Partenaires Commerciaux

: Ce document établit des normes d'éthique et de conformité pour les fournisseurs, les sous-traitants et les partenaires. Il met l'accent sur la responsabilité dans la société, y compris les droits de l'homme, les relations avec les parties prenantes et le développement durable ; l'éthique des affaires, qui couvre la lutte contre la corruption, la concurrence loyale et la prévention du blanchiment d'argent ; ainsi que l'intégrité sur le lieu de travail, qui se concentre sur la sécurité, la protection des données et la sécurité de la propriété intellectuelle. Les partenaires doivent adhérer à ces principes, les communiquer au sein de leurs réseaux et signaler les violations par les canaux désignés. La non-conformité peut entraîner la cessation de l'activité ou des actions correctives. Elle s'applique à tous les sous-traitants et autres partenaires commerciaux qui établissent des relations commerciales avec nous.

#### ■ Politique de vérification des Tiers (TPDD)

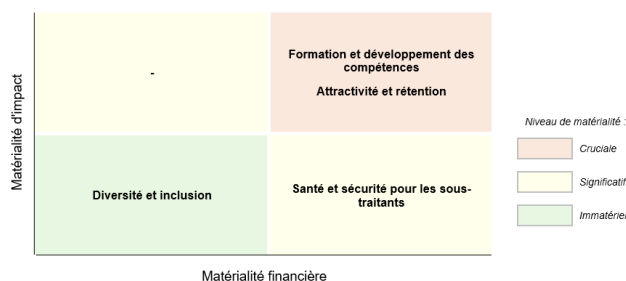
: Solutions30 a mis en œuvre une Politique de vérification des tiers (TPDD) afin de garantir la conformité, l'intégrité et les pratiques commerciales éthiques dans le cadre de ses activités. Cette politique, alignée sur des cadres réglementaires tels que la loi Sapin II, vise à atténuer les risques financiers et de réputation liés aux relations avec des tiers.



Le processus TPDD comprend une classification des risques, des contrôles de conformité et des examens approfondis si nécessaire. Les partenaires commerciaux doivent répondre à des exigences spécifiques, et les contrats ne sont formalisés qu'une fois que la vérification des tiers a été menée à bien. Des mécanismes de contrôle, d'audit et de vérification continus sont en place pour garantir la conformité, avec des rôles clairs attribués aux équipes de gouvernance interne, de gestion des risques et de conformité. Le non-respect de ces règles peut entraîner des sanctions disciplinaires. Pour plus d'informations, voir la section 3.4 - Gouvernance.






### 3.3.2.2. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO)

Dans l'image de droite, nous présentons le niveau de matérialité de chaque sous-thème lié au thème « Travailleurs dans la chaîne de valeur ». L'objectif est de mettre en évidence l'importance relative de chaque sous-thème dans le Groupe Solutions30.



Le tableau ci-dessous présente les impacts, risques et opportunités (IRO) liés à la durabilité, identifiés et jugés importants dans le cadre de notre double processus d'évaluation de l'importance relative. Plus précisément, il s'agit des IRO associés aux « Travailleurs de la chaîne de valeur (ESRS S2) ».

Dans le tableau, nous indiquons les impacts et les risques pour notre chaîne de valeur. En outre, nous précisons si ces impacts sont positifs ou négatifs. Sauf s'il est explicitement indiqué qu'il s'agit d'impacts potentiels, tous les impacts sont considérés comme réels.

<div>  <b>ESRS S2 – Travailleurs dans la chaîne de valeur</b> </div>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé et sécurité des salariés</li> <li>Formation et développement des compétences</li> <li>Attractivité et rétention</li> </ul>	
Identification de l'IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
 Impact négatif (potentiel)	Possibilité d'accidents du travail et de décès pour les travailleurs des sous-traitants	Le non-respect des règles de sécurité établies ou les mauvaises pratiques des sous-traitants peuvent conduire à des accidents du travail, qui peuvent avoir des conséquences importantes pour Solutions30. De tels incidents peuvent entraîner des responsabilités juridiques, des sanctions financières et des atteintes à la réputation, en particulier si l'entreprise est jugée responsable d'une surveillance insuffisante. En outre, les accidents du travail peuvent perturber les opérations et retarder les projets.
 Risque	Forte dépendance à l'égard des sous-traitants	Sur le plan opérationnel, elle peut entraîner une perte de contrôle sur la qualité du service, des retards dans les projets et des pénuries potentielles de main-d'œuvre susceptibles de perturber les performances. D'un point de vue stratégique, une dépendance excessive peut entraîner une perte d'expertise interne.
 Risque	Faute éventuelle du sous-traitant	Si les sous-traitants violent les lois du travail, les droits de l'homme, les règlements de sécurité ou les exigences de durabilité, Solutions30 peut être exposée à des responsabilités juridiques et à une atteinte à sa réputation.
 Opportunité	Création d'emplois locaux et amélioration des normes de travail	En s'appuyant sur les sous-traitants pour stimuler l'emploi régional et renforcer les relations avec les communautés, nous sommes à la pointe de l'industrie en imposant à nos sous-traitants des salaires équitables, le respect des droits des travailleurs et des conditions de travail sûres.

### 3.3.1.3. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités

Solutions30 a procédé à une évaluation approfondie afin d'identifier les impacts, les risques et les opportunités (IRO) liés à ses activités. Sur la base de cette analyse, l'entreprise a planifié, défini et mis en œuvre de manière stratégique un ensemble complet d'actions visant à minimiser les impacts négatifs et les risques tout en maximisant les opportunités potentielles. Ces actions sont conçues pour améliorer l'efficacité opérationnelle, renforcer le bien-être des employés et soutenir une croissance durable.

Pour assurer une amélioration continue, Solutions30 suit activement les résultats de ces initiatives et évalue

régulièrement leur efficacité. Cette approche permet de procéder aux ajustements et optimisations nécessaires, en veillant à ce que les actions restent alignées sur les objectifs stratégiques de l'entreprise et sur l'évolution des défis.

Le tableau ci-dessous résume les actions et les projets qui ont été mis en œuvre ou qui sont prévus, conformément à notre stratégie et à nos politiques en matière de sous-traitance.

Sujet	Description de l'action principale
<p><b>Santé et sécurité</b> (Possibilité d'accidents du travail et de décès pour les travailleurs des sous-traitants)</p>	<p>Chez Solutions30, garantir la santé et la sécurité des travailleurs des sous-traitants est une priorité fondamentale. Nous avons mis en place un processus structuré qui comprend des évaluations des risques préalables à l'engagement, une formation obligatoire, un contrôle continu et un respect strict des règles de sécurité afin d'atténuer les risques en matière de santé et de sécurité au sein de notre chaîne de valeur. Le type et l'étendue du contrôle dépendent de la nature de l'activité du sous-traitant (niveau de risque), ainsi que de la maturité de ses pratiques et du système de gestion de la santé et de la sécurité dont il a fait preuve.</p> <p><b>Exigences préalables à l'engagement et évaluation des risques</b> Avant qu'un sous-traitant ne commence à travailler avec nous, une évaluation des risques est effectuée dans le cadre de notre politique de vérification des tiers (TPDD). Ce processus est normalisé au moyen d'un modèle commun à l'ensemble du Groupe. Si l'évaluation identifie un risque modéré ou élevé, l'affaire est soumise au responsable central du TPDD pour une validation approfondie. En outre, en fonction du type d'activité qu'ils effectueront, les sous-traitants sont tenus d'assister à une réunion initiale au cours de laquelle ils reçoivent une vue d'ensemble de notre Plan de Prévention. Ce plan décrit tous les risques identifiés et les mesures préventives correspondantes qui doivent être respectées.</p> <p><b>Formation obligatoire en matière de santé et de sécurité</b> Afin de garantir le respect des règles de sécurité et de réduire les risques sur le lieu de travail, nous demandons aux sous-traitants de fournir des preuves de la formation de leurs employés en fonction du type d'activité qu'ils effectueront. Vous trouverez ci-dessous les principales formations obligatoires pour tous les sous-traitants, quel que soit leur rôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation au travail en hauteur (y compris le sauvetage)</li> <li>• Formation en électricité</li> <li>• Autorisation de travailler à proximité d'un réseau (par exemple, électricité, gaz, eau, etc.)</li> <li>• Formation à l'utilisation d'équipements lourds spécifiques (par exemple, nacelles élévatrices, chariots élévateurs)</li> </ul> <p>Chacune de ces formations doit être accompagnée d'une autorisation de travail de l'employeur, confirmant la compétence du salarié.</p> <p><b>Embarquement et vérification initiale de la sécurité</b> Au début des travaux, les sous-traitants sont soumis à un contrôle de l'équipement de sécurité afin de s'assurer qu'ils disposent de l'équipement de protection nécessaire et qu'ils respectent les règles de sécurité. En outre, toutes les procédures de sécurité pertinentes sont fournies, ce qui garantit qu'ils sont bien informés des risques et des meilleures pratiques sur le lieu de travail.</p> <p><b>Contrôle continu et audits sur site</b> Pour maintenir un niveau élevé de conformité en matière de santé et de sécurité, nous effectuons régulièrement des inspections et des audits sur place. Ces évaluations comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôles de la qualité et de la sécurité du travail</li> <li>• Analyse fréquente de la sécurité</li> <li>• Campagnes de sensibilisation</li> <li>• Rapports d'incidents et actions correctives</li> <li>• Audits QHSE (qualité, santé, sécurité et environnement)</li> <li>• Vérification sur site du respect des règles de sécurité</li> </ul> <p><b>Accords écrits</b> Nos contrats de service avec les sous-traitants précisent leurs responsabilités en matière de santé et de sécurité, y compris le respect des normes environnementales et de sécurité au travail, ainsi que le Code de Conduite des Partenaires Commerciaux.</p> <p>Grâce à notre processus de sélection rigoureux, à la formation obligatoire, à la surveillance continue et aux exigences de sécurité imposées par contrat, nous nous assurons que les travailleurs des sous-traitants travaillent dans un environnement sûr, conformément à notre engagement en matière de sécurité sur le lieu de travail et de respect de la réglementation. En améliorant continuellement nos processus et en maintenant une surveillance étroite, nous atténuons de manière proactive les risques en matière de santé et de sécurité tout au long de notre chaîne de valeur.</p>
<p><b>Forte dépendance à l'égard des sous-traitants</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Partenariats stratégiques:</b> Nous développons des relations stratégiques à long terme avec les principaux sous-traitants. Nous renforçons nos relations avec les sous-traitants tout en conservant la capacité de nous adapter à l'évolution des besoins.</li> <li>• <b>Diversification des fournisseurs:</b> Nous travaillons avec un grand nombre de petits et moyens sous-traitants, plutôt que de dépendre de quelques grands. Cette approche réduit le risque en cas de rupture de contrat par un sous-traitant ou de non-respect de ses obligations, ce qui garantit que les projets en cours ne sont pas affectés de manière significative.</li> <li>• <b>Recruter et former les talents internes:</b> Nous nous efforçons de constituer une main-d'œuvre interne solide en investissant dans le recrutement (par exemple en embauchant des jeunes de moins de 30 ans), dans des programmes de formation et dans l'évolution de carrière afin de nous assurer que nous conservons les compétences clés.</li> <li>• <b>Évaluer régulièrement la proportion de travail externalisé:</b> Nous évaluons régulièrement la proportion de travail externalisé et ajustons l'équilibre en fonction des besoins et des risques de l'entreprise.</li> </ul>

Sujet	Description de l'action principale
<b>Forte dépendance à l'égard des sous-traitants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>mySupplace (plateforme interne)</b>: Nous utilisons la plateforme S30, « mySupplace », pour enregistrer les sous-traitants qui souhaitent travailler avec nous. Cette vaste base de données, organisée par secteur d'activité, tâches spécifiques, situation géographique, taille de l'équipe, etc., permet d'agir rapidement en cas de nécessité de remplacer des sous-traitants. En sélectionnant et en gérant efficacement les sous-traitants, mySupplace minimise le risque de perturbations dues à des absences ou à des problèmes contractuels.</li> </ul> <p>En mettant en œuvre ces actions, nous pouvons gérer notre dépendance à l'égard des sous-traitants, ce qui nous assure une flexibilité opérationnelle et un meilleur contrôle des coûts et de la qualité.</p>
<b>Mauvaise conduite potentielle de sous-traitants</b>	<p>Nos accords écrits (contrats de sous-traitance), le Code de Conduite des Partenaires Commerciaux et notre Politique de Dénonciation jouent tous un rôle crucial dans l'atténuation du risque de mauvaise conduite de la part des sous-traitants. Ensemble, ces documents et politiques établissent un cadre solide pour garantir que tous les sous-traitants adhèrent à nos normes juridiques, éthiques et opérationnelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Contrats de sous-traitance</b> Nos contrats de sous-traitance décrivent clairement les conditions spécifiques, les attentes et les obligations des deux parties. Ces accords définissent les exigences légales que les sous-traitants doivent respecter, notamment la législation du travail, les droits de l'homme, les règles de sécurité et les normes de développement durable. En spécifiant ces conditions par écrit, nous établissons une compréhension claire des normes que les sous-traitants doivent respecter. Cela réduit la probabilité de non-conformité et nous offre un recours juridique en cas de mauvaise conduite, ce qui nous permet de prendre les mesures nécessaires en cas de besoin.</li> <li>• <b>Code de Conduite des Partenaires Commerciaux</b> Notre Code de Conduite des Partenaires Commerciaux définit les principes et les valeurs éthiques auxquels les sous-traitants doivent adhérer, dans des domaines tels que les pratiques de travail, la durabilité environnementale, la santé et la sécurité. Ce document sert de ligne directrice pour tous nos partenaires commerciaux, en veillant à ce qu'ils s'alignent sur notre engagement en faveur de pratiques commerciales responsables. En exigeant des sous-traitants qu'ils reconnaissent et s'engagent à respecter le Code de Conduite, nous renforçons l'importance de maintenir des normes élevées d'intégrité et de responsabilité sociale. Il fournit également un point de référence pour surveiller le comportement des sous-traitants et traiter les violations éventuelles.</li> <li>• <b>Politique de Dénonciation</b> Notre Politique de Dénonciation offre aux salariés, aux sous-traitants et aux autres parties prenantes un moyen confidentiel et anonyme de signaler tout soupçon de mauvaise conduite ou de violation de nos politiques et réglementations. En offrant ce système de rapport sécurisé, nous encourageons une approche transparente et proactive pour traiter les problèmes avant qu'ils ne s'aggravent. La Politique de Dénonciation nous aide non seulement à identifier rapidement les fautes potentielles, mais elle protège également les personnes qui signalent des problèmes contre les représailles, ce qui favorise une culture de responsabilité et d'intégrité au sein de nos opérations.</li> </ul> <p>Ensemble, ces trois mécanismes (les contrats de sous-traitance, le Code de Conduite des Partenaires Commerciaux et la Politique de Dénonciation) nous aident à réduire le risque de mauvaise conduite de la part des sous-traitants. Ils établissent des attentes claires, fournissent un cadre juridique et éthique que les sous-traitants doivent respecter et nous donnent les moyens de les tenir pour responsables. Cette approche réduit le risque de responsabilité juridique et d'atteinte à la réputation, en garantissant que les sous-traitants restent conformes à nos normes et aux réglementations applicables.</p>
<b>Création d'emplois locaux et amélioration des normes de travail</b>	<p>Nous encourageons activement la création d'emplois locaux et l'amélioration des normes de travail en mettant en œuvre des mesures concrètes avec nos sous-traitants. Notre plateforme mySupplace permet à nos sous-traitants de connaître nos besoins et de postuler à des emplois locaux, régionaux ou même internationaux, maximisant ainsi l'éventail des opportunités, ce qui aura certainement un impact positif sur la promotion et l'augmentation de l'employabilité locale. Des salaires équitables et les droits des travailleurs sont appliqués par le biais d'accords contractuels, d'audits réguliers et de contrôles de conformité. Pour garantir des conditions de travail sûres, nous appliquons des règles strictes en matière de santé et de sécurité et procédons à des inspections sur site.</p>

### 3.3.2.4. Objectifs et indicateurs clés de performance (ICP)

#### ■ Nos objectifs pour 2025

Actuellement, le Groupe n'a pas encore défini d'objectifs quantitatifs spécifiques directement liés aux impacts, aux risques et aux opportunités associés aux travailleurs de la chaîne de valeur (sous-traitants), tels que les taux d'incidents, les heures de formation ou d'autres indicateurs de performance. Toutefois, nous avons établi un objectif relatif à la surveillance des sous-traitants : « S'assurer qu'au moins 97 % des sous-traitants actifs sont enregistrés sur la plateforme mySupplace », comme détaillé dans le sous-chapitre 3.4. Gouvernance.

Compte tenu du grand nombre de sous-traitants opérant dans de multiples zones géographiques et des limites actuelles en matière de disponibilité et de cohérence des

données, la définition d'objectifs solides et quantifiables nécessite une base de données renforcée. Tout au long de l'année 2025, le Groupe s'est attaché à évaluer les pratiques existantes, à recenser les informations disponibles et à identifier les exigences nécessaires pour permettre une approche plus systématique et plus complète de la collecte de données et de l'engagement ESG au sein de notre chaîne d'approvisionnement.

S'appuyant sur ce travail préparatoire, Solutions30 s'est fixé, pour 2026, l'objectif de mettre en œuvre un processus structuré et harmonisé de collecte de données et de renforcer l'engagement avec les sous-traitants sur les questions liées à l'ESG. Cette initiative nous permettra de consolider les informations nécessaires à l'élaboration de futurs objectifs mesurables et de cibles pleinement alignées sur nos politiques internes, notre stratégie ESG et les exigences des ESRS pour les travailleurs de la chaîne de valeur.

Ce cadre renforcé de gouvernance des données permettra également d'améliorer le suivi, la prévention des risques et l'amélioration continue au sein de l'écosystème des sous-traitants, renforçant ainsi notre engagement en faveur de pratiques commerciales responsables tout au long de la chaîne de valeur.

### 3.3.2.5. Données de Due Diligence

#### ■ Vérification des tiers - Chaîne d'approvisionnement

En 2025, l'équipe de conformité du Groupe a effectué un total de 1.282 vérifications de sous-traitants et d'autres partenaires commerciaux, soit en moyenne plus de 105 contrôles de conformité par mois. Ces évaluations constituent un élément clé de notre cadre de gouvernance et contribuent à garantir que tous les tiers opérant dans la chaîne de valeur du groupe respectent nos normes en matière d'intégrité, de conformité réglementaire, d'éthique et d'obligations contractuelles.

Le processus TPDD couvre toute une série de domaines de risque – y compris des critères juridiques, financiers, éthiques et opérationnels – et est essentiel non seulement pour l'intégration de nouveaux sous-traitants, mais aussi pour le contrôle continu de la conformité tout au long de la durée de chaque partenariat. Cette approche systématique renforce la transparence, atténue les risques potentiels et renforce l'engagement du Groupe en faveur d'une conduite responsable des affaires.

Les données détaillées du processus TPDD, ainsi qu'un résumé complet des résultats obtenus en 2025, sont fournis dans la section « 3.4.1.5 Données de gouvernance ».



### 3.3.3. ESRS S4 – Consommateurs et utilisateurs finaux

#### 3.3.3.1 Notre approche et nos politiques

Le Groupe opère avec un sens aigu des responsabilités envers ses clients, ses employés, ses partenaires, les communautés et l'environnement, dans le but de favoriser une croissance durable grâce à des technologies qui favorisent l'inclusion et créent de nouvelles opportunités. Tout en poursuivant ses objectifs commerciaux, Solutions30 s'engage à agir avec ouverture, intégrité et transparence. Le Groupe attend également de toutes les parties prenantes qu'elles respectent les normes les plus strictes en matière de respect des personnes et de l'environnement.

En tant que partenaire à long terme du développement économique et social des régions où elle opère, Solutions30 se concentre sur trois domaines clés :

- Embaucher et former des talents locaux
- S'approvisionner en biens et services auprès de fournisseurs locaux
- Soutenir le développement des infrastructures locales

La croissance soutenue du Groupe contribue aux communautés locales en créant des opportunités d'emploi, en renforçant les compétences techniques et en améliorant l'employabilité de la main-d'œuvre.

Pour soutenir davantage les économies locales, Solutions30 collabore avec des entreprises, des établissements d'enseignement et des agences pour l'emploi afin de proposer des programmes de formation et de créer de nouvelles opportunités d'emploi. Grâce à ces initiatives, le Groupe promeut activement le développement durable à long terme des communautés dans lesquelles il opère.

De par son activité même, Solutions30 contribue au développement des infrastructures locales.

#### ■ Transformation numérique

Alors que la connectivité continue de se développer, la croissance de Solutions30 est alimentée par des tendances de marché fortes et durables.

Dans toute l'Europe, les pays modernisent leurs réseaux de télécommunications pour en améliorer les performances. Solutions30 est bien placée pour aider les fournisseurs de services nationaux à déployer des connexions d'abonnés et à adopter de nouvelles technologies. Avec une base de clientèle diversifiée, des particuliers aux grandes entreprises, le Groupe fournit des services et des applications pour les infrastructures de téléphonie fixe, mobile, de données et de cloud, au sein d'écosystèmes technologiques très complexes.

Le Groupe a développé une plateforme informatique unique, qui constitue l'épine dorsale de son organisation. La réalisation du plein potentiel de la plateforme informatique en temps réel et de la plateforme technologique sous-jacente est une priorité absolue pour Solutions30 qui investit dans l'amélioration continue de ses plateformes informatiques.

#### ■ Favoriser le développement d'une société numérique

Solutions30 joue un rôle clé dans l'élaboration de la société numérique de demain. Chaque jour, le Groupe gère plusieurs dizaines de milliers d'interventions, en s'appuyant sur son expertise, ses solutions intégrées et ses capacités technologiques pour soutenir les clients, les utilisateurs finaux et la société dans son ensemble.

En combinant des valeurs d'entreprise fortes, une expertise métier, un savoir-faire technologique et une présence locale bien établie, Solutions30 aide les personnes à adopter pleinement les nouvelles technologies et à en tirer profit. Cet engagement est rendu possible par ses 5.907 employés (effectif moyen annuel de 2025, à l'exclusion du Royaume-Uni et de l'activité de



télécommunications en Espagne), dont les compétences techniques s'étendent sur neuf pays européens.

En tant que partenaire de confiance dans la transformation numérique de l'Europe, Solutions30 se consacre à la création de valeur à long terme et à l'accélération de la transition numérique. Le Groupe fournit des services techniques essentiels tout au long de la chaîne de valeur, en travaillant en étroite collaboration avec les clients, les sous-traitants et d'autres partenaires pour assurer un soutien fiable et de haute qualité aux infrastructures numériques et énergétiques essentielles.

#### ■ Protection des droits et données numériques

La protection de la vie privée et des données personnelles n'est pas seulement une obligation légale, c'est aussi un facteur clé pour instaurer la confiance entre les clients et toutes les parties prenantes.

Solutions30 accorde une grande importance à la sécurité des données et a mis à jour sa politique de confidentialité afin de garantir une conformité totale avec les lois et réglementations applicables en matière de protection de la vie privée. Cette politique décrit les circonstances dans lesquelles les données à caractère personnel sont traitées et les mesures mises en place pour protéger la vie privée des personnes.

Nous avons mis en place une politique de confidentialité des données afin de garantir la conformité avec les lois applicables en matière de confidentialité, en particulier le Règlement général sur la protection des données (RGPD) et également celles établies par les lois locales sur la confidentialité des données, qui établissent des critères plus stricts pour la protection des données à caractère personnel. La mise en œuvre de mesures de confidentialité et de sécurité visant à prévenir tout accès non autorisé aux ordinateurs, aux bases de données et aux sites internet, ainsi qu'à protéger les informations et les données personnelles de l'ensemble de ses parties prenantes, constitue l'une des priorités du Groupe. Cette politique décrit la manière dont les données à caractère personnel sont collectées, utilisées et protégées, avec des garanties supplémentaires en place lorsque des lois locales plus strictes s'appliquent.

Le Groupe s'engage à traiter les données personnelles de manière légale, transparente et sûre, en veillant à l'exactitude, à la minimisation des données et à la confidentialité. Il collecte des données personnelles à partir de diverses sources, notamment les interactions avec le site web, les demandes d'emploi et l'utilisation des services. La politique détaille également la manière dont les données à caractère personnel sont utilisées pour fournir des services, gérer les communications et remplir les obligations légales.

Tous les pays où le Groupe est présent appliquent des normes de sécurité strictes. La politique couvre également la conservation des données, en veillant à ce que les données à caractère personnel ne soient conservées que pendant la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif visé.

Pour plus d'informations, consultez le site [www.solutions30.com](http://www.solutions30.com).

En 2024, notre système de gestion de la protection des données personnelles a **obtenu la certification du programme de protection des données des fournisseurs (Vendor Privacy Program) de BBB National Programs**. Cette certification s'applique à nos entités en France, en Belgique, en Italie, en Allemagne, au Luxembourg, en Espagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

En octobre 2025, le Groupe a décidé de ne pas renouveler la certification « BBB National Programs Vendor Privacy Program » pour 2026. Cette décision fait suite à une évaluation détaillée de la pertinence, de la valeur ajoutée et de l'alignement de la certification sur nos priorités stratégiques dans le domaine de la protection des données.

Initialement, l'obtention de cette certification, malgré sa faible visibilité et reconnaissance en Europe, a été motivée par les attentes de l'un de nos 80 premiers clients, pour qui cette accréditation représentait un critère d'assurance important. Ce client ayant récemment supprimé la certification de ses exigences, nous avons réévalué si le maintien de cette certification continuerait à offrir des avantages tangibles pour la gestion et l'amélioration continue de notre système de gestion de la protection des données à caractère personnel. Cet examen a conclu que la certification n'apportait plus de valeur ajoutée à nos processus ou à notre cadre de conformité.

En outre, le programme BBB reste principalement reconnu aux États-Unis et offre une applicabilité limitée dans l'environnement réglementaire européen. En Europe, la protection des données personnelles est régie par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), qui prévoit un ensemble d'exigences plus complet et plus strict que celles couvertes par la certification BBB. Ainsi, le maintien de l'accréditation BBB ne renforce pas de manière significative notre position de conformité et ne répond pas aux attentes de nos parties prenantes européennes.

Pour ces raisons, nous continuerons à mettre l'accent sur le maintien et l'amélioration continue de nos politiques et procédures internes alignées sur le RGPD et les réglementations nationales pertinentes. Cette approche garantit un cadre de protection des données solide, cohérent et tourné vers l'avenir dans toutes nos activités européennes, tout en renforçant notre engagement à respecter des normes élevées en matière de protection de la vie privée, de sécurité et de gestion responsable des données.

#### ■ Cybersécurité

Dans un monde de plus en plus numérique, la cybersécurité est essentielle pour les industries qui dépendent de la connectivité, telles que les télécommunications, les technologies de l'information et même l'énergie. Alors que ces secteurs continuent d'évoluer, il est essentiel de garantir la sécurité des données, de l'infrastructure et des communications pour maintenir la confiance, la fiabilité et la conformité aux exigences réglementaires.



Chez Solutions30, nous reconnaissons l'importance d'une gestion solide de la sécurité de l'information et nous avons régulièrement augmenté le nombre d'entités du Groupe et de pays dotés de systèmes de management de la sécurité de l'information (SMSI) certifiés ISO 27001. En 2025, 45 % de nos employés travaillent au sein d'entités couvertes par cette certification reconnue internationalement.

Nos activités en France, en Italie, au Luxembourg et au Royaume-Uni sont déjà certifiées ISO 27001, ce qui témoigne de notre engagement à protéger les informations et à atténuer les risques liés à la cybersécurité. Parallèlement, nos équipes en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal et en Espagne suivent également les meilleures pratiques alignées sur cette norme, mais ne sont pas encore certifiées.

**En 2025, plus de 3.000 employés du Groupe ont suivi la formation obligatoire « Cybersécurité », soit 55 % de tous les employés actifs** au 31 décembre 2025. Le renforcement de la sensibilisation à la cybersécurité au sein de l'organisation reste un élément clé de notre engagement plus large en faveur de la protection des données, de la résilience opérationnelle et des pratiques numériques responsables.

Comme mentionné précédemment, notre ambition pour 2026 est d'augmenter de manière significative les taux de participation. Un objectif spécifique a été fixé : une participation d'au moins 70 % de l'ensemble des employés exerçant des fonctions de direction, d'administration ou de personnel. Ces fonctions impliquent généralement l'utilisation permanente d'outils numériques et l'accès à des systèmes d'information, ce qui les expose naturellement à des niveaux de risque plus élevés en matière de cybersécurité. Il est donc essentiel de veiller à ce que ces employés reçoivent une formation régulière et de qualité pour maintenir une position solide en matière de cybersécurité au sein du Groupe.

En donnant la priorité à la formation pour les fonctions les plus exposées aux menaces numériques, nous visons non seulement à renforcer la sensibilisation et les compétences individuelles, mais aussi à renforcer notre capacité collective à prévenir, détecter et répondre aux incidents de cybersécurité. Cette approche contribue directement à la protection des données des clients, des systèmes internes et de l'intégrité à long terme de notre environnement opérationnel.

**En 2025, les performances du Groupe en matière de gestion de la sécurité de l'information ont été officiellement reconnues par l'attribution de la médaille d'argent CyberVadis**, l'une des distinctions internationales les plus réputées dans le domaine de la cybersécurité et de l'évaluation de la sécurité de l'information. Solutions30 a obtenu une note globale de 870 sur 1.000 points, ce qui reflète la maturité de nos contrôles, la robustesse de nos processus et notre engagement continu à protéger les données et les actifs numériques au sein de l'organisation.

Cette reconnaissance renforce l'efficacité de notre modèle de gouvernance en matière de sécurité de l'information et

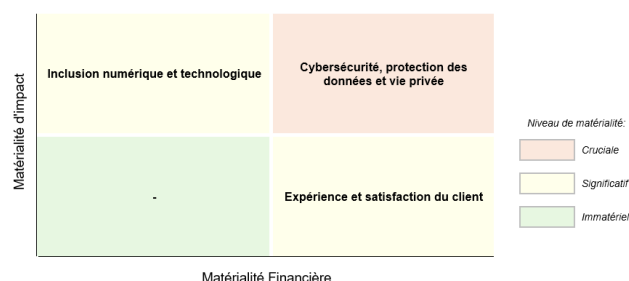
démontre les progrès accomplis dans le renforcement de nos politiques internes, de notre cadre de gestion des risques et de nos pratiques opérationnelles liées à la résilience en matière de cybersécurité.

Des informations supplémentaires sur cette distinction, ainsi que sur d'autres réalisations liées à notre performance ESG, sont disponibles dans le sous-chapitre 3.6 de la présente Déclaration de Durabilité.

En renforçant continuellement notre cadre de cybersécurité, nous améliorons la résilience de nos services, protégeons les données sensibles et accompagnons nos clients dans leur transformation numérique avec les normes de sécurité les plus élevées.

### 3.3.3.2. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO)

Dans l'image ci-dessous, nous présentons le niveau de matérialité de chaque sous-thème lié au thème « Consommateurs et utilisateurs finaux ». Cela vise à mettre en évidence l'importance relative de chaque sous-thème, au sein du Groupe Solutions30.



Notre DMA indique que les événements liés à la « Cybersécurité et à la Protection des données » pourraient avoir un impact financier et matériel élevé. Les événements liés à « l'expérience et à la satisfaction des clients » peuvent avoir un impact financier élevé et un impact matériel faible, tandis que les événements liés à « l'inclusion numérique et technologique » peuvent avoir un impact financier faible et un impact matériel élevé.

Le tableau ci-dessous présente les Impacts, Risques et Opportunités (IRO) liés au développement durable, identifiés et jugés importants dans le cadre de notre double processus d'évaluation de l'importance relative. Plus précisément, il s'agit des IRO associés aux « Consommateurs et utilisateurs finaux (ESRS S4) ». Dans le tableau, nous indiquons les impacts et les risques pour les consommateurs et les utilisateurs finaux. En outre, nous précisons si ces impacts sont positifs ou négatifs. Sauf s'il est explicitement indiqué qu'il s'agit d'impacts potentiels, tous les impacts sont considérés comme réels :



## ESRS S4 – Consommateurs et utilisateurs finaux

- Cybersécurité et protection des données
- Expérience et satisfaction du client
- Inclusion numérique et technologique

3

Identification de l'IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
		<p>Le secteur des télécommunications et de la connectivité joue un rôle essentiel dans la promotion de l'inclusion numérique en permettant l'accès aux possibilités de télétravail. Une connectivité internet fiable permet aux personnes vivant dans des régions éloignées ou mal desservies de participer au marché mondial de l'emploi, en surmontant les obstacles géographiques et socio-économiques. Cette connectivité facilite l'accès aux offres d'emploi, aux entretiens en ligne et aux outils de collaboration à distance, ouvrant ainsi des portes à des personnes qui, autrement, auraient eu des difficultés à trouver un emploi.</p>
● Impact positif	Promouvoir l'inclusion numérique	<p>En favorisant le télétravail, les télécommunications contribuent également à combler le fossé en matière de développement des compétences. Les individus peuvent accéder à des formations, des ateliers et des cours en ligne qui améliorent leur employabilité, leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences ou d'améliorer celles qu'ils possèdent déjà. Cet accès à la formation continue permet aux personnes de s'adapter à l'évolution du marché de l'emploi numérique et de rester compétitives.</p> <p>En outre, la possibilité de télétravailler crée des opportunités économiques pour les personnes vivant dans des zones rurales ou économiquement défavorisées, tout en profitant aux personnes handicapées, en particulier celles qui ont des problèmes de mobilité. Le travail à distance élimine la nécessité de se déplacer et d'être physiquement présent sur le lieu de travail, ce qui rend l'emploi plus accessible et plus inclusif. En favorisant une main-d'œuvre plus inclusive, le secteur des télécommunications contribue à promouvoir l'égalité, la croissance économique et les opportunités pour tous, y compris pour ceux qui sont confrontés à des barrières physiques dans les environnements de travail traditionnels.</p>
● Impact négatif (potentiel)	Mesures de cybersécurité et de protection des données sur la confiance des clients et les préoccupations de la société	<p>La confiance du client est la pierre angulaire de toute relation commerciale réussie. À une époque où les violations de données et les cyberattaques se multiplient, les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par la sécurité de leurs informations personnelles. Les clients veulent avoir l'assurance que leurs données sont traitées en toute sécurité.</p> <p>Si nous ne parvenons pas à mettre en œuvre des protocoles de cybersécurité adéquats et que nous sommes victimes d'une violation, cela peut avoir un impact significatif sur nos clients et leurs clients, entraînant une perte de confiance et, finalement, la perte potentielle de contrats.</p>
● Risk	Cyber-attaques	<p>Les cyber-attaques et autres menaces informatiques représentent un risque important pour nos activités, pouvant entraîner des perturbations à long terme. Ces événements ne créent pas seulement des difficultés opérationnelles, mais nuisent également à notre réputation en empêchant la fourniture de services, en suscitant l'insatisfaction des clients et en empêchant les techniciens de fournir ou d'entretenir les services.</p> <p>Principaux risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Non-conformité réglementaire.</li> <li>– Accès non autorisé aux comptes d'utilisateurs.</li> <li>– Actifs vulnérables</li> <li>– Lenteur ou inadéquation de la réponse aux incidents de sécurité informatique</li> <li>– Menaces d'ingénierie sociale</li> </ul>



## ESRS S4 – Consommateurs et utilisateurs finaux

- Cybersécurité et protection des données
- Expérience et satisfaction du client
- Inclusion numérique et technologique

Identification de l'IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
● Risk	Fuite ou traitement inapproprié de données confidentielles	<p>Le risque de fuite ou de traitement inapproprié de données confidentielles représente un risque de non-conformité au RGPD ainsi qu'un risque financier, car la non-conformité au RGPD est fortement sanctionnée.</p> <p>Principaux risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Suppression accidentelle ou corruption d'informations critiques ;</li> <li>– Données transmises ou stockées sans mesures de sécurité suffisantes ;</li> <li>– Accès non autorisé en raison de mauvaises pratiques de gestion des identités et</li> <li>– Mauvaises configurations ou contrôles insuffisants dans les environnements cloud.</li> </ul>
● Risk	Perte de clients ou de contrats en raison d'une insatisfaction	<p>Les risques liés à la satisfaction des clients peuvent avoir un impact important sur nos résultats et notre réputation. La mauvaise qualité ou l'incohérence des services, les expériences qui ne répondent pas aux besoins des clients et les longs délais d'attente pour résoudre les plaintes peuvent conduire à une insatisfaction et à une perte de confiance.</p> <p>La satisfaction de nos clients est également compromise si nous ne tenons pas nos promesses ou ne respectons pas les normes annoncées, si nous fournissons des services défectueux ou si nous communiquons de manière inadéquate. Les retards ou l'inefficacité dans la résolution des problèmes, ainsi que les violations de données ou l'utilisation abusive d'informations sur les clients peuvent causer des dommages irréparables à la confiance, entraînant potentiellement la perte de contrats, voire de clients.</p>
● Opportunité	La cybersécurité, un avantage concurrentiel et un facteur de confiance	<p>En mettant en œuvre et en présentant des mesures de cybersécurité solides, nous pouvons renforcer la confiance des clients et nous positionner comme un partenaire fiable et sûr.</p> <p>Sur un marché où la sécurité numérique est une préoccupation croissante, offrir des solutions avec des normes de protection élevées peut être un facteur clé de différenciation. Cela nous permet non seulement de nous démarquer de la concurrence, mais aussi d'attirer des clients qui accordent une grande importance à la sécurité. En outre, l'intégration de la cybersécurité dans nos services ouvre de nouvelles perspectives commerciales, en particulier dans les secteurs critiques qui nécessitent une protection solide, tels que l'infrastructure numérique, les réseaux de communication et les solutions énergétiques intelligentes.</p>

### 3.3.3.3. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités

Solutions30 a procédé à une évaluation approfondie afin d'identifier les impacts, les risques et les opportunités (IRO) liés à ses activités. Sur la base de cette analyse, l'entreprise a planifié, défini et mis en œuvre de manière stratégique un ensemble complet d'actions visant à minimiser les impacts négatifs et les risques tout en maximisant les opportunités potentielles. Ces actions sont conçues pour améliorer l'efficacité opérationnelle, renforcer le bien-être des employés et soutenir une croissance durable.

Pour assurer une amélioration continue, Solutions30 suit activement les résultats de ces initiatives et évalue

régulièrement leur efficacité. Cette approche permet de procéder aux ajustements et optimisations nécessaires, en veillant à ce que les actions restent alignées sur les objectifs stratégiques de l'entreprise et sur l'évolution des défis.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des actions et des projets qui ont été mis en œuvre ou qui sont prévus, conformément à notre stratégie et à nos politiques en matière de « cybersécurité et de protection des données », d'« expérience et de satisfaction des clients » et d'« inclusion numérique et technologique ».

147

Topic	Main action description
<p><b>Perte de clients ou de contrats en raison d'une insatisfaction</b> (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Certification ISO 9001 (système de gestion de la qualité)</b> : Notre engagement en matière de gestion de la qualité est renforcé par la certification ISO 9001:2015 dans sept pays (Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne et Espagne). D'autres pays suivent les mêmes normes de qualité afin de maintenir la cohérence. Solutions30 intègre également les principes de la responsabilité sociale des entreprises dans ses activités, garantissant la satisfaction des clients en aval et une gestion éthique de la chaîne d'approvisionnement en amont.</li> <li>• <b>Répondre aux besoins des clients</b> : Pour s'assurer que les services fournis répondent de manière cohérente aux besoins des clients et à toutes les exigences applicables, le Groupe a défini une approche structurée qui s'articule autour de quatre piliers clés : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Gestion des relations avec la clientèle : Ceci comprend l'acquisition de nouveaux contrats par le biais d'appels d'offres publics et de propositions privées, ainsi que la gestion continue des relations avec les clients existants. Notre objectif est de comprendre les attentes, d'anticiper les besoins et de veiller à ce que les solutions que nous proposons apportent une valeur mesurable.</li> <li>– Gestion des fournisseurs : Nous gérons et contrôlons nos fournisseurs, y compris les sous-traitants, afin de garantir la fiabilité de l'approvisionnement en matériaux, en main-d'œuvre et en services. Cette approche favorise la continuité opérationnelle, renforce les normes de qualité tout au long de la chaîne de valeur et contribue à maintenir des pratiques d'approvisionnement responsables.</li> <li>– Gestion des ressources : Il s'agit de veiller à ce que tous les ressources, installations, équipements, lieux de travail, véhicules et infrastructures techniques nécessaires soient correctement alloués, entretenus et adaptés aux besoins opérationnels. Une gestion efficace des ressources est essentielle pour garantir la qualité des services, la sécurité des employés et l'efficacité opérationnelle.</li> <li>– Gestion des opérations : Nous mettons en œuvre des règles claires, des processus définis et des contrôles structurés pour superviser les aspects critiques de la prestation de services, y compris la délégation du travail, la planification, l'exécution et les inspections de qualité. Ce cadre garantit que les appels d'offres et les interventions sur le terrain sont effectués de manière efficace, sûre et conforme aux engagements contractuels.</li> </ul> </li> </ul> <p>Grâce à ces quatre étapes, le Groupe vise à maintenir un modèle opérationnel solide et centré sur le client, en garantissant la fiabilité, l'efficacité et l'amélioration continue dans toutes les activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Programme de fidélisation des clients</b> : Au cœur de notre programme de fidélisation de la clientèle se trouve l'engagement de favoriser des relations mutuellement bénéfiques avec nos clients. Nous reconnaissons que chaque client a des besoins et des défis uniques, et notre approche est conçue pour garantir une valeur exceptionnelle et une amélioration constante. L'objectif est non seulement d'appréhender les besoins du client cible, mais aussi de les anticiper par l'analyse des données disponibles. <ul style="list-style-type: none"> <li>– Notre processus commence par la collecte d'un retour d'information complet par le biais d'une enquête approfondie. Cette enquête est soigneusement conçue pour recueillir des informations à tous les niveaux de nos clients, depuis les équipes juridiques et financières jusqu'au personnel opérationnel et à la direction générale. En recueillant un large éventail de points de vue, nous obtenons une compréhension globale de l'expérience du client, de ses difficultés et de ses attentes. Ces données servent de base pour comprendre comment nous pouvons soutenir au mieux nos clients et améliorer leur expérience globale avec nos services.</li> <li>– Une fois que nous avons recueilli et analysé les réponses à l'enquête, nous travaillons en collaboration avec nos clients pour élaborer un plan d'amélioration réalisable, adapté à leurs besoins spécifiques. Ce plan n'est pas seulement une série de recommandations ; c'est un partenariat entre notre équipe et le client pour mettre en œuvre des changements significatifs. Qu'il s'agisse d'affiner les processus, d'améliorer la prestation de services ou de relever des défis opérationnels spécifiques, nous donnons la priorité aux solutions qui s'alignent sur les objectifs du client.</li> <li>– L'objectif ultime de notre programme de fidélisation des clients est d'établir des relations à long terme fondées sur la confiance, la transparence et la réussite mutuelle. En impliquant les clients directement dans le processus et en apportant des améliorations qui profitent directement à leurs activités, nous améliorons non seulement la satisfaction des clients, mais aussi leur fidélité et leur rétention. Ce programme vise à nous positionner comme un véritable partenaire, engagé dans la réussite et la croissance continues de notre Groupe et de nos clients.</li> </ul> </li> </ul>



### 3.3.3.4. Objectifs et indicateurs clés de performance (ICP)

#### ■ Nos objectifs pour 2025

Actuellement, nous n'avons pas établi d'objectifs quantifiés directement liés aux impacts, aux risques et aux opportunités associés aux clients, aux consommateurs et aux utilisateurs finaux.

En 2024, nous avons revu notre programme de fidélisation des clients et l'avons déjà mis en œuvre dans trois pays clés (Belgique, France et Pologne) qui représentent ensemble 74 % du chiffre d'affaires total du Groupe. Notre objectif principal pour 2025 est d'étendre ce programme aux autres pays du Groupe. Les années 2024 et 2025 serviront ainsi de période de référence pour le suivi des résultats de la satisfaction des clients sur la base de la méthodologie de ce programme. Ces données nous permettront de définir des objectifs mesurables dans un avenir proche.

### 3.3.3.5. Données principales

#### ■ Fidélité des clients

Le tableau ci-dessous présente le nombre de clients TOP 80 % au cours des trois dernières années.

Fidélité des clients	2023	2024	2025
Nombre de clients TOP 80 %	20	24	26

*NOTE: TOP 80% désigne le nombre de clients dont le volume d'affaires est le plus élevé et qui, ensemble, représentent 80% du chiffre d'affaires total du groupe.*

L'augmentation du nombre de clients TOP 80 % de 16 en 2022 à 24 en 2024 est un point positif pour le Groupe. En répartissant 80 % de notre chiffre d'affaires total entre un plus grand nombre de clients clés, nous réduisons efficacement notre dépendance à l'égard de quelques grands clients, ce qui atténue les risques financiers et opérationnels.

## GOUVERNANCE

### CONSEIL DE SURVEILLANCE ET COMITÉS

**100%**

Membres indépendants

Des membres aux compétences complémentaires et des attributions élargies à l'ESG

**9 ans**

Ancienneté (Moyenne)

**100%**

Taux de présence (moyen)

Voir chapitre 4 sur le Gouvernement d'entreprise pour les données détaillées



## 3.4 Gouvernance

### 3.4.1. ESRS G1 - Éthique professionnelle

#### 3.4.1.1 Notre approche et nos politiques

Depuis 2021, Solutions30 met en œuvre un plan de transformation complet pour améliorer la gouvernance, la gestion des risques et la conformité (GRC) au sein du Groupe. Cette initiative visait à normaliser les politiques, à renforcer les contrôles internes et à établir les meilleures pratiques à travers de l'organisation. Toutes les politiques et procédures ont été revues et améliorées au sein de Solutions30, les meilleures solutions ont été mises en œuvre et les processus harmonisés au sein du Groupe. Les principaux domaines d'intervention sont la vérification des tiers (TPDD), la gestion des risques, les mécanismes de dénonciation, la formation en matière de conformité et les procédures disciplinaires.

À travers ce projet, Solutions30 a consolidé ses bases pour mieux construire son futur et sa croissance. Des normes de conformité ont été établies au sein de l'organisation pour guider toutes les relations d'affaires entre le Groupe et ses partenaires.

Comme référence pour le projet GRC, Solutions30 a choisi d'utiliser la loi française anti-corruption Sapin II et s'est concentrée sur les domaines de travail suivants (pour plus de détails, voir le chapitre 2.4) :

- Normalisation du processus de vérification des tiers (TPDD) ;
- Normalisation des procédures de gestion des risques et renforcement du contrôle interne ;
- Révision du code de conduite ;
- Amélioration du processus et de la plateforme de dénonciation ;
- Définition de mesures disciplinaires ;
- Contrôle et surveillance.

Les principales politiques élaborées sont disponibles sur la plateforme GRC (plateforme GRC interne) et accessibles à tous les salariés dans toutes nos langues de travail.

Cette nouvelle gouvernance a permis au Groupe de donner la priorité à la vérification de la conformité, garantissant ainsi une mise en œuvre efficace. Parmi les principales réalisations, citons la formation obligatoire à la GRC pour tous les salariés, l'amélioration des processus TPDD, le renforcement de la surveillance de la conformité au niveau national et le déploiement réussi d'une plateforme de dénonciation alignée sur la directive de l'UE sur les lanceurs d'alerte. En outre, des audits de conformité sur site et des contrôles internes ont été mis en place, ce qui a permis d'accroître la transparence et l'engagement dans les filiales.

Pour renforcer la responsabilité du GRC, les objectifs de conformité ont été intégrés dans les évaluations de performance de la direction et, au premier trimestre 2024, Solutions30 a mis en place un département d'audit interne. La charte révisée de l'audit interne du Groupe fournit désormais un cadre structuré pour la gouvernance,

l'évaluation des risques et l'audit opérationnel. Ces efforts continus soulignent l'engagement à long terme de Solutions30 en matière de pratiques commerciales éthiques et de conformité réglementaire.

Le Groupe a défini et mis en œuvre les politiques suivantes en matière de gouvernance et de conformité :

- **Politique de lutte contre la corruption** : Solutions30 a mis en place une politique globale de lutte contre la corruption afin de garantir le respect des lois nationales et internationales tout en maintenant une conduite éthique des affaires. La politique interdit les pots-de-vin, les conflits d'intérêts, les paiements de facilitation et toute forme de corruption, exigeant des employés et des tiers qu'ils adhèrent strictement aux normes juridiques et éthiques. Il définit les termes clés, décrit les exigences en matière de comportement et établit des règles strictes concernant les cadeaux, l'hospitalité, les dons, les parrainages et les interactions avec les agents publics. Les salariés doivent signaler toute tentative de sollicitation ou d'extorsion, et toutes les transactions financières doivent être enregistrées avec précision. Les infractions peuvent donner lieu à des mesures disciplinaires, y compris le licenciement et des conséquences juridiques. Pour prévenir la corruption, Solutions30 a mis en place une formation obligatoire à la lutte contre la corruption, un mécanisme de dénonciation, un contrôle préalable des tiers et une vérification des antécédents des principaux responsables. Un suivi et une évaluation réguliers garantissent le respect de la politique dans toutes les filiales. L'engagement du Groupe en faveur de la transparence et de l'intégrité est renforcé par ses contrôles internes, qui garantissent une approche responsable des activités commerciales dans le monde entier.
- **Politique de vérification des tiers (TPDD)** : Solutions30 a mis en place une politique TPDD afin de garantir la conformité, l'intégrité et les pratiques commerciales éthiques dans l'ensemble de ses activités. Cette politique, alignée sur des cadres réglementaires tels que la loi Sapin II et la loi britannique sur la corruption, vise à gérer les risques financiers et de réputation liés aux relations avec des tiers. La politique TPDD évalue l'intégrité et la fiabilité des partenaires commerciaux avant de s'engager dans des accords formels. Ce processus aide Solutions30 à minimiser les risques juridiques, financiers et de réputation en garantissant le respect des normes éthiques et réglementaires. Une surveillance continue est également mise en place pour faire face à l'évolution des risques. Le processus de vérification des tiers comprend une classification initiale des risques, un contrôle rapide de conformité et, si nécessaire, un examen approfondi de la conformité afin d'enquêter sur les signaux d'alerte potentiels. Si des risques sont identifiés, les partenaires commerciaux peuvent être tenus de suivre un plan d'atténuation de risques avant d'être approuvés. Les contrats ne peuvent être établis

qu'une fois que la vérification a été menée à bien. Pour garantir la conformité, Solutions30 met en œuvre un contrôle, une documentation, des audits et une vérification continus. La politique attribue des rôles clairs aux équipes internes chargées de la gouvernance, de la gestion des risques et de la surveillance de la conformité. Le non-respect de ces règles peut entraîner des mesures disciplinaires, renforçant ainsi l'engagement de l'entreprise en faveur de la transparence et de la conduite éthique des affaires.

- **Politique de gestion des sanctions** : Ce document présente la politique de gestion des sanctions de Solutions30, en veillant au respect des lois nationales et internationales, du code de conduite de l'entreprise et des réglementations internes. Cette politique s'applique à tous les salariés et met l'accent sur l'intégrité, l'équité et le respect de la loi. Toute violation des lois externes ou des règles internes est passible de sanctions. Le processus garantit l'équité grâce à une enquête menée par la Directrice Risque, Conformité & ESG du Groupe, avec la participation des superviseurs et des représentants des ressources humaines. L'objectif est d'appliquer des sanctions proportionnelles, en fonction de la gravité de la faute commise. Tous les cas sont documentés dans un souci de transparence, et les lanceurs d'alerte sont protégés contre les représailles. L'entreprise garantit la confidentialité et l'absence de représailles à l'égard des lanceurs d'alerte. Toute obstruction, intimidation ou représailles à leur encontre est considérée comme une violation grave. Cette politique renforce le comportement éthique et la responsabilité au sein de Solutions30.
- **Politique de Dénonciation** : Cette politique garantit un environnement de travail transparent et éthique en encourageant les salariés, les partenaires et les parties prenantes à signaler les manquements, y compris la fraude, la corruption et les violations de la loi, sans crainte de représailles. Il fournit des canaux de signalement sécurisés et confidentiels, décrit la procédure de traitement des signalements et protège les lanceurs d'alerte contre la discrimination. Les enquêtes sont menées de manière équitable, en préservant la confidentialité tout en garantissant le respect des lois et des politiques de l'entreprise.
- **Risque et contrôle interne** : Le manuel de risque et de contrôle interne de Solutions30 décrit les lignes directrices en matière de gouvernance, de gestion des risques et de conformité, afin de garantir l'efficacité opérationnelle, la fiabilité des rapports financiers et le respect des réglementations telles que la loi Sapin II. Il définit des concepts clés tels que le dispositif de contrôle interne (DCI), la Matrice de contrôle et de risque (MCR) et les méthodes de test (test de conception et test d'efficacité). Le manuel détaille les rôles et les responsabilités du Conseil de Surveillance, du Directoire, de la Directrice Risque et Conformité du Groupe, de la direction locale et des responsables des contrôles. Le processus DCI suit un cycle structuré d'évaluation des risques, d'activités de contrôle, de surveillance et de communication, avec des évaluations annuelles pour vérifier l'efficacité. S30 a mis en place un cadre de gestion des risques

d'entreprise (ERM) basé sur le COSO et impliquant l'ensemble des entités du Groupe. Veuillez consulter le chapitre 2 pour plus de détails.

- **Code de Conduite** : Ce document décrit l'engagement de l'entreprise en matière de comportement éthique, de conformité et de pratiques commerciales responsables. Il couvre trois domaines principaux : la responsabilité sociétale, notamment le respect des droits de l'homme, l'égalité de traitement et la durabilité environnementale ; l'éthique des affaires, qui interdit la corruption, les conflits d'intérêts et les délits d'initiés tout en promouvant une concurrence loyale ; et la responsabilité sur le lieu de travail, qui garantit la sécurité au travail, la protection des données, la sécurité informatique et une bonne gestion des actifs. Le document est contraignant pour les employés et les partenaires. Il contient des lignes directrices, des exemples et un système de dénonciation visant à préserver l'intégrité et les valeurs du Groupe.
- **Code de Conduite des Partenaires Commerciaux** : Le Code de Conduite des Partenaires Commerciaux de Solutions30 définit des normes éthiques, juridiques et opérationnelles pour les fournisseurs, les sous-traitants et les partenaires, en s'alignant sur des cadres internationaux tels que les lignes directrices de l'OIT et des Nations unies. Les partenaires commerciaux doivent entretenir des relations éthiques avec les parties prenantes, respecter les droits de l'homme en interdisant la discrimination et le travail forcé, et s'engager en faveur du développement durable en minimisant l'impact sur l'environnement. Elles sont également tenues de prévenir les conflits d'intérêts, de se conformer aux lois anti-corruption et anti-blanchiment d'argent et de soutenir une concurrence loyale. En outre, les partenaires commerciaux doivent garantir la sécurité sur le lieu de travail, protéger la confidentialité des données et sauvegarder la propriété intellectuelle. Le respect du Code est obligatoire, les violations pouvant donner lieu à des mesures correctives ou à la rupture de la relation d'affaires. Solutions30 encourage la transparence et la responsabilité, en proposant un système de dénonciation permettant de signaler en toute confidentialité toute faute professionnelle. Solutions30 exige de tous les partenaires commerciaux qu'ils opèrent de manière responsable, qu'ils agissent avec intégrité et qu'ils contribuent à des pratiques commerciales durables et éthiques. Ce Code de Conduite nous aide à garantir que tous nos partenaires commerciaux, y compris les fournisseurs et les sous-traitants, les partenaires commerciaux et les clients, respectent nos exigences minimales en matière de conduite des affaires. Les exigences définies sont considérées comme la base d'une conduite réussie et confiante des relations d'affaires entre Solutions30 et ses partenaires. Solutions30 a communiqué ce Code de Conduite des Partenaires Commerciaux à tous ses partenaires commerciaux. Solutions30 attend de ses partenaires commerciaux qu'ils signalent immédiatement des violations réelles ou présumées de la loi, du présent Code de Conduite des Partenaires Commerciaux ou des obligations contractuelles. Divers canaux de signalement sont à la disposition de nos partenaires commerciaux pour signaler ces violations. Les signalements peuvent être

transmis au contact commercial du partenaire chez Solutions30 ou de manière confidentielle via le système de dénonciation.

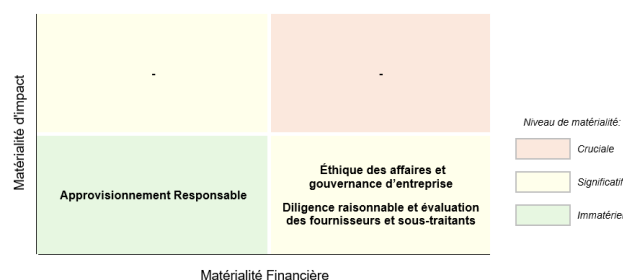
En 2025, toutes les politiques précédemment établies ont été révisées afin de s'assurer qu'elles restent alignées sur les exigences réglementaires en constante évolution et sur les meilleures pratiques. En outre, le Groupe a introduit une nouvelle politique régissant l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA).

- Politique en matière d'intelligence artificielle :** La politique d'IA du Groupe Solutions30 établit un cadre pour l'utilisation éthique, sécurisée et conforme de l'IA au sein de l'organisation. Cette politique s'applique à tous les salariés et aux tiers concernés impliqués dans le développement, le déploiement ou l'utilisation de systèmes d'IA et s'aligne sur les réglementations applicables, notamment la loi de l'UE sur l'IA et le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). La politique exige que l'IA soit utilisée de manière légale, transparente et responsable, avec une obligation claire de rendre des comptes et une surveillance humaine obligatoire. Elle renforce l'engagement du Groupe en matière d'équité, de non-discrimination, de protection des données et de cybersécurité. L'utilisation abusive de l'IA, y compris la création ou la diffusion de fausses informations, de deepfakes, de pratiques manipulatoires ou le traitement non autorisé de données personnelles ou confidentielles, est strictement interdite. Un Comité IA a été créé pour superviser la gouvernance, examiner et approuver les cas d'utilisation et les outils de l'IA, et surveiller les systèmes à haut risque. Microsoft Copilot a été désigné comme l'outil d'IA générative approuvé par défaut. L'utilisation de toute autre solution nécessite une autorisation préalable. Tous les systèmes d'IA font l'objet d'évaluations des risques, d'un contrôle permanent, d'audits périodiques et d'une formation obligatoire à l'IA. Toute violation de cette politique peut donner lieu à des mesures disciplinaires et, le cas échéant, à une action en justice.

Toutes nos politiques ont été approuvées par le Directoire et sont supervisées par notre Conseil de Surveillance. Ces politiques s'appliquent à tous les salariés du Groupe, aux sous-traitants et aux partenaires commerciaux. Toutes nos politiques énumérées ci-dessus peuvent être consultées sur notre site web à l'adresse suivante : [www.solutions30.com](http://www.solutions30.com).

### 3.4.1.2. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO)

Dans l'image ci-dessous, nous présentons le niveau de matérialité de chaque sous-thème lié au thème « Conduite des affaires ». Cela vise à mettre en évidence l'importance relative de chaque sous-thème, dans le cadre de la stratégie de gouvernance et de conformité de Solutions30.



En termes de gouvernance, notre DMA (Double Materiality Analysis) indique que la vérification des fournisseurs et des sous-traitants, ainsi que les événements liés à l'éthique des affaires, pourraient avoir un impact financier élevé et un impact matériel faible. Il montre également que les thèmes liés à l'approvisionnement responsable pourraient avoir un faible impact financier et matériel sur nos activités. En outre, nous précisons si ces impacts sont positifs ou négatifs. Sauf s'il est explicitement indiqué qu'il s'agit d'impacts potentiels, tous les impacts sont considérés comme réels.

Le tableau ci-dessous présente les impacts, risques et opportunités (IRO) liés à la gouvernance, identifiés et évalués comme significatifs dans le cadre de notre processus de double matérialité. Plus précisément, il s'agit des IRO associés à la « Conduite des affaires (ESRS G1) ».





## ESRS G1 - Éthique professionnelle

- Éthique des affaires et conformité réglementaire
- Gouvernance d'entreprise
- Due diligence et évaluation des fournisseurs et des sous-traitants

3

Identification de l'IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
● Risque	Taux de sous-traitance élevé	La moitié de nos techniciens sont externalisés, principalement auprès de petites entreprises. Leur non-respect des réglementations externes et internes fait peser des risques juridiques, opérationnels et de réputation sur nos activités. En outre, compte tenu de la proportion de sous-traitants externes et de la nature de nos activités, ces risques, s'ils se réalisaient, pourraient avoir un impact financier significatif sur notre activité.
● Risque	Éthique des affaires (corruption, pots-de-vin ou conflits d'intérêts nuisant à la réputation)	Actions des employés qui sont en conflit avec les valeurs de l'organisation. Ne pas favoriser un lieu de travail inclusif et respectueux. Affirmations trompeuses sur la durabilité ou la responsabilité des entreprises. Association avec des fournisseurs pratiquant l'exploitation.
● Risque	Conformité réglementaire	Amendes ou actions en justice pour non-respect des exigences réglementaires. Violations du RGPD. Mauvaise gestion de la conformité fiscale entraînant des risques juridiques et de réputation. Non-respect des règles ESG (Environnementales, Sociales et de Gouvernance). L'absence de politiques internes actualisées pour faire face à l'évolution de la réglementation.
● Risque	Gouvernance d'entreprise	L'absence de rapports clairs entraîne la méfiance des parties prenantes. Une surveillance ou une gouvernance inadéquate de la part des dirigeants. Conflits résultant d'intérêts divergents ou d'un manque de communication. Les inexactitudes financières ou les transactions frauduleuses.
● Risque	Dialogue et partenariats avec les parties prenantes	Ambiguïté ou mauvaise interprétation des informations entraînant des conflits. Érosion de la confiance en raison d'un manque de transparence perçu ou réel. Des priorités ou des attentes contradictoires. Les principales parties prenantes se sentent ignorées ou sous-estimées. Difficultés de communication ou de collaboration entre les différentes parties prenantes. L'un des partenaires domine la relation ou la prise de décision. Vulnérabilité en cas de défaillance ou de retrait du partenaire. Manquement aux conditions ou aux responsabilités. Association avec des parties prenantes dont les actions nuisent à la marque. Engager trop de temps ou de moyens financiers dans des partenariats à faible retour sur investissement.
● Risque	Responsable des achats	Fournisseurs ne respectant pas les réglementations environnementales ou causant de la pollution. Recours au travail des enfants, au travail forcé ou à des conditions de travail dangereuses. Réaction de l'opinion publique en raison de pratiques contraires à l'éthique dans la chaîne d'approvisionnement. Augmentation des coûts due à un approvisionnement non durable ou à des pénalités imposées aux fournisseurs.



## ESRS G1 - Éthique professionnelle

- Éthique des affaires et conformité réglementaire
- Gouvernance d'entreprise
- Due diligence et évaluation des fournisseurs et des sous-traitants

3

Identification de l'IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
● Opportunité	mySupplace (notre plateforme de gestion des sous-traitants) et notre politique TPDD	<p>Développer et améliorer notre plateforme interne de gestion des sous-traitants et d'analyse de leur conformité.</p> <p>Une politique et un processus TPDD solides renforcent la confiance des clients et réduisent le risque de fraude de la part de tiers. En outre, nos meilleures pratiques en matière de TPDD peuvent attirer davantage de clients et avoir un impact positif sur la fidélisation de nos clients existants, tout en garantissant une meilleure collaboration avec les partenaires commerciaux et les sous-traitants.</p>
● Opportunité	Renforcer la confiance et la compétitivité grâce à une gouvernance éthique	<p>Un engagement fort en faveur de l'éthique des affaires, de la conformité réglementaire et de la gouvernance d'entreprise offre des opportunités significatives pour Solutions30. Un comportement éthique renforce non seulement la loyauté des clients et des employés, mais aussi la réputation de l'entreprise, en attirant les investisseurs axés sur l'ESG et en favorisant une perception publique positive de l'intégrité et de la responsabilité. En assurant de manière proactive la conformité réglementaire, Solutions30 minimise l'exposition aux pénalités, accède à de nouveaux marchés en respectant les normes internationales et renforce la confiance des parties prenantes grâce à une adhésion transparente aux exigences légales.</p> <p>En outre, un cadre de gouvernance solide permet une meilleure prise de décision stratégique, favorise la confiance grâce à la transparence et garantit l'adaptabilité à l'évolution du marché et des conditions réglementaires. Des mécanismes de gouvernance solides permettent également d'atténuer les fautes financières et d'améliorer la résilience opérationnelle. Les entreprises dotées d'une gouvernance bien structurée attirent des partenariats et des collaborations de valeur, se positionnant comme des leaders fiables et avant-gardistes du secteur.</p>
● Opportunité	Libérer la croissance grâce au dialogue avec les parties prenantes et aux partenariats	<p>Engager un dialogue constructif et favoriser des partenariats solides avec les parties prenantes constituent des opportunités précieuses pour Solutions30. Une communication ouverte et cohérente permet à l'entreprise de mieux comprendre les besoins, les attentes et les préoccupations des parties prenantes, ce qui l'aide à identifier et à traiter de manière proactive les problèmes potentiels avant qu'ils ne s'aggravent. En cocréant des solutions avec les contributions des parties prenantes, Solutions30 renforce les relations, démontre un engagement en faveur de l'inclusivité et de la transparence, et instaure une confiance qui favorise le succès à long terme.</p> <p>Les partenariats stratégiques renforcent encore la croissance en permettant la mise en commun de l'expertise, du financement et de l'infrastructure pour un bénéfice mutuel. Les collaborations avec des partenaires de confiance permettent d'accéder à de nouveaux marchés et à de nouvelles clientèles, tout en renforçant la crédibilité de l'entreprise grâce à l'association avec des parties prenantes réputées. En outre, les partenariats bien gérés créent des relations solides qui génèrent une valeur durable, garantissant l'adaptabilité et la compétitivité à long terme dans un paysage commercial en constante évolution.</p>



## ESRS G1 - Éthique professionnelle

- Éthique des affaires et conformité réglementaire
- Gouvernance d'entreprise
- Due diligence et évaluation des fournisseurs et des sous-traitants

3

Identification de l'IRO	Impact matériel, Risque ou Opportunité	Description
		<p>L'approvisionnement responsable ne se limite pas à l'atténuation des risques ; c'est un puissant moteur de croissance et de résilience pour les entreprises. En veillant à ce que nos pratiques d'approvisionnement soient conformes aux normes éthiques, environnementales et sociales, nous pouvons débloquer toute une série d'opportunités qui contribuent à notre succès à long terme.</p> <p>L'un des principaux avantages de l'approvisionnement responsable est la possibilité de se forger une réputation solide et positive. En démontrant notre engagement en matière de durabilité et d'éthique, nous gagnons la confiance des consommateurs, des investisseurs et des parties prenantes, ce qui renforce la fidélité à la marque et le positionnement sur le marché. En outre, l'adoption de pratiques d'approvisionnement responsables peut se traduire par d'importantes économies à long terme. L'efficacité énergétique, la réduction des déchets et la gestion durable des ressources nous aident à minimiser les dépenses tout en améliorant l'efficacité opérationnelle.</p>
● Opportunité	L'avantage stratégique de l'approvisionnement responsable	<p>En outre, le fait de privilégier les chaînes d'approvisionnement éthiques nous permet d'attirer des clients qui accordent de l'importance au développement durable et aux pratiques commerciales responsables. Avec la sensibilisation croissante des consommateurs et la demande de transparence, l'adoption d'une politique d'approvisionnement responsable nous aide à nous démarquer sur les marchés concurrentiels.</p> <p>En passant de la réduction des coûts à court terme à la création de valeur à long terme, nous transformons la gestion de la chaîne d'approvisionnement en un avantage stratégique. Investir dans l'approvisionnement éthique et durable n'est pas seulement une exigence de conformité, c'est une opportunité de stimuler l'innovation, la résilience et la réussite commerciale.</p>

### 3.4.1.3. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités

Conformément à la politique de gestion des risques du Groupe S30, une analyse approfondie a été réalisée afin d'identifier les impacts, risques et opportunités (IRO) pertinents pour ses activités. Sur la base de cette analyse, l'entreprise a planifié, défini et mis en œuvre de manière stratégique un ensemble complet d'actions visant à minimiser les impacts négatifs et les risques tout en maximisant les opportunités potentielles. Ces actions sont destinées à améliorer la conduite des affaires et la conformité réglementaire, à renforcer la gouvernance de l'entreprise ainsi qu'à améliorer la vérification et l'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants.

Le tableau ci-dessous résume les actions et les projets qui ont été mis en œuvre ou qui sont prévus, conformément à notre stratégie et à nos politiques en matière de gouvernance.

Pour assurer une amélioration continue, Solutions30 suit activement les résultats de ces initiatives et évalue régulièrement leur efficacité. Cette approche permet de procéder aux ajustements et optimisations nécessaires, en veillant à ce que les actions restent alignées sur les objectifs stratégiques de l'entreprise et sur l'évolution des défis.

Sujet	Description de l'action principale
<b>Vérification des fournisseurs et des sous-traitants</b>	<p>Comme nous l'avons mentionné, nous avons élaboré une politique en matière de TPDD dans le cadre du projet GRC. Cette politique évalue et contrôle l'intégrité des partenaires tiers afin d'atténuer les risques liés à la corruption, au blanchiment d'argent et à l'atteinte à la réputation. Cette politique est mise en œuvre au sein du Groupe.</p> <p>Dans le cadre de la politique TPDD, tous les partenaires commerciaux sont soumis à un processus rigoureux de sélection et d'évaluation des risques avant d'être intégrés. Ce processus est géré par une équipe dédiée à la TPDD au niveau du Groupe. Tous les documents que le sous-traitant doit nous fournir (carte d'identité, assurance, dettes sociales et fiscales, etc.) sont stockés et mis à jour dans notre base de données dédiée, mySupplace. Afin d'assurer une surveillance locale, un responsable de la conformité est nommé dans chaque pays pour gérer la conformité des partenaires tiers dans leur juridiction, en complément de l'équipe TPDD centralisée.</p> <p>En 2026, nos fournisseurs suivront le même processus d'intégration que celui mis en œuvre pour les sous-traitants.</p> <p><b>Mitigation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise en œuvre du nouvel ensemble de politiques et de procédures continue d'être suivie et évaluée sous la supervision de la Directrice Risque et Conformité Groupe par le biais de divers contrôles de conformité dans les filiales du Groupe Solutions30. Les directives relatives aux mesures disciplinaires et au catalogue des sanctions sont mises en œuvre au sein du Groupe.</li> <li>• Les objectifs de GRC ont été inclus dans les objectifs annuels des membres du Directoire et des principaux responsables.</li> <li>• Les équipes de conformité locales veillent à ce que tous les documents soient mis à jour en temps voulu.</li> <li>• L'équipe d'audit interne effectue des contrôles réguliers concernant la conformité de nos sous-traitants avec la politique TPDD.</li> </ul>
<b>Éthique des affaires, conformité réglementaire et gouvernance d'entreprise</b>	<p>Nous avons élaboré et mis en œuvre un code de conduite complet pour les salariés et les dirigeants. Afin d'atteindre les objectifs du Groupe, il est essentiel que l'ensemble des collaborateurs – des membres du Directoire et des cadres jusqu'à chaque salarié — agissent de manière honnête, équitable et éthique, conformément aux principes énoncés dans le Code de Conduite. C'est l'unique moyen de s'assurer que l'ensemble du Groupe Solutions30 agit avec intégrité et assume ainsi ses responsabilités économiques et sociales. Le présent Code de Conduite nous lie tous et transpose nos valeurs fondamentales en directives pratiques, vous conseillant pour prendre des décisions responsables, même dans des situations difficiles.</p> <p>Solutions30 a établi ce Code de Conduite des Partenaires Commerciaux, dans le cadre des valeurs de notre entreprise afin de garantir que tous nos partenaires commerciaux, en particulier les fournisseurs et les sous-traitants, respectent nos exigences minimales pour faire affaire. Les exigences définies sont considérées comme la base d'une conduite réussie et confiante des relations d'affaires entre Solutions30 et ses partenaires. Solutions30 a communiqué ce Code de Conduite des Partenaires Commerciaux à tous ses partenaires commerciaux. Solutions30 attend de ses partenaires commerciaux qu'ils signalent immédiatement des violations réelles ou présumées de la loi, du présent Code de Conduite des Partenaires Commerciaux ou des obligations contractuelles. Divers canaux de signalement sont à la disposition de nos partenaires commerciaux pour signaler ces violations. Les signalements peuvent être transmis au contact commercial du partenaire chez Solutions30 ou de manière confidentielle via le système de dénonciation.</p> <p>Notre politique de dénonciation garantit que les employés et les parties prenantes peuvent signaler des comportements contraires à l'éthique ou des infractions en toute sécurité, de manière anonyme et confidentielle. Il permet de favoriser une culture de la responsabilité et de la transparence.</p> <p>Formation obligatoire en matière de GRC, ESG, RGPD et cybersécurité</p> <p>La formation obligatoire en matière de Gouvernance, Risque et Conformité (GRC), d'ESG, de GDPR (conformité en matière de protection des données) et de cybersécurité est intégrée au processus d'intégration du Groupe et fait partie de son cadre de conformité permanent. À la fin de l'année 2024, une proportion significative des effectifs avait déjà achevé les programmes de formation internes du Groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation GRC : 87 % de l'effectif total</li> <li>• Formation GRC : 62 % de l'effectif total</li> <li>• Formation ESG : 80 % de l'effectif total</li> </ul> <p>En 2025, le Groupe a encore renforcé son cadre de formation. Les programmes internes ESG, RGPD et Cybersécurité ont été revus, mis à jour et redéployés dans tous les pays afin de garantir un alignement continu sur les évolutions réglementaires et les meilleures pratiques.</p>

Sujet	Description de l'action principale
<p><b>Éthique des affaires, conformité réglementaire et gouvernance d'entreprise</b> (suite)</p>	<p>Une attention particulière a également été accordée au fait que les salariés embauchés en 2025, ainsi que les salariés actifs qui n'ont pas encore suivi les programmes obligatoires, ont suivi la formation requise.</p> <p>Au <b>31 décembre 2025</b>, le pourcentage de salariés actifs formés dans ces domaines clés était le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Formation ESG</b> : Au cours de l'année, <b>81 %</b> de l'effectif total a suivi le programme de formation ESG mis à jour, ce qui représente un taux de participation record dans ce domaine.</li> <li>• <b>Formation GRC</b> : <b>91 %</b> de l'effectif total</li> <li>• <b>Formation RGPD</b> : <b>94 %</b> de l'effectif total</li> <li>• <b>Formation Cybersécurité</b> : <b>55 %</b> de l'effectif total</li> </ul> <p>Ces initiatives témoignent de l'engagement continu du Groupe à renforcer son cadre de gouvernance, à encourager une culture de la conformité et à renforcer la sensibilisation aux risques au sein de l'organisation.</p> <p>Notre politique met en évidence toutes les étapes à suivre, de l'accusé de réception à la résolution, ainsi que le calendrier des enquêtes et du retour d'information. Elle protège les lanceurs d'alertes contre les représailles.</p> <p>Il a été communiqué de manière appropriée à nos parties prenantes internes et externes et il est disponible sur nos sites web internes et externes. L'ensemble du système de dénonciation de Solutions30 répond aux exigences de la directive européenne sur les lanceurs d'alerte.</p> <p>La plateforme de dénonciation est gérée par une équipe spécialement dédiée à la dénonciation et est disponible sur le site web du Groupe. Elle fonctionne correctement et la politique de dénonciation associée est appliquée.</p> <p>En 2025, 14 cas ont été signalés et traités en conséquence.</p> <p>Notre Politique de lutte contre la corruption détaille les principes de cette lutte énoncés dans notre Code de Conduite et définit nos normes en matière de lutte contre la corruption.</p> <p>Elle présente les différentes pratiques de la corruption telles que les conflits d'intérêts, les paiements de facilitation ainsi que les cadeaux et autres invitations. Par ailleurs, elle précise les critères de bonne conduite relatifs à la prévention de la corruption et sert à garantir le respect de toutes les lois en matière de lutte contre la corruption en vigueur au cours des activités de Solutions30. Les principes énoncés dans la présente politique s'appliquent à tous les salariés du Groupe Solutions30, quel que soit leur échelon hiérarchique.</p> <p>Les services juridiques et de conformité se tiennent au courant des changements de lois et de règlements qui affectent l'entreprise.</p> <p>Les performances des instances dirigeantes sont régulièrement évaluées par un organisme externe.</p> <p>Politique et processus de vérification des tiers (voir ci-dessus).</p> <p>En 2026, nous continuerons à organiser des séances de sensibilisation pour tous les cadres du Groupe.</p>
<p><b>Audit interne</b></p>	<p>La charte d'audit interne du Groupe a été révisée et mise à jour. La charte d'audit interne du Groupe énonce les principes clés de l'audit interne et définit un cadre contraignant pour la planification opérationnelle, la programmation, la préparation et l'exécution des audits, des contrôles et des rapports. En plus des procédures applicables, la charte décrit également les responsabilités et les rôles attribués au sein des services et indique comment l'assurance qualité est assurée dans les domaines d'audit.</p> <p><b>En 2025, 12 audits internes ont été réalisés dans le cadre du plan d'audit annuel du Groupe.</b> Ces audits comprenaient l'examen des politiques, processus et procédures locaux documentés, la vérification de la conformité avec les contrôles internes établis et le contrôle d'échantillons d'opérations sélectionnées.</p> <p>Le travail d'audit a également permis d'identifier les possibilités de renforcer davantage les processus existants, en mettant l'accent sur les principaux domaines de risque et sur l'efficacité des mesures d'atténuation correspondantes.</p> <p>À la fin de 2025, <b>le taux de mise en œuvre du cadre de contrôle interne avait atteint 93 %</b>, ce qui témoigne de l'engagement continu du Groupe à améliorer son environnement de contrôle.</p> <p>En complément des activités d'audit planifiées, la fonction d'audit interne a réalisé des examens ad hoc à la demande des Directeurs ou des CEO nationaux, en fournissant une assurance indépendante et un soutien ciblé en cas de besoin.</p>



Sujet	Description de l'action principale
<p><b>Dialogue et partenariats avec les parties prenantes</b></p>	<p>Le Groupe s'engage à favoriser des relations transparentes, constructives et durables avec ses parties prenantes par le biais d'un dialogue structuré et d'une gestion responsable des partenariats.</p> <p>À cette fin, des canaux de communication et des lignes directrices claires et cohérentes sont établis afin de garantir un partage d'informations opportun, précis et pertinent. Ces canaux sont adaptés aux différents groupes de parties prenantes, notamment les employés, les clients, les fournisseurs, les investisseurs, les organismes de contrôle et les communautés locales, afin de promouvoir un engagement efficace et une compréhension mutuelle.</p> <p>Les principales parties prenantes sont systématiquement identifiées et classées par ordre de priorité en fonction de leur niveau d'influence, de dépendance et d'intérêt à l'égard des activités du Groupe. Ce processus de cartographie des parties prenantes permet au Groupe de concentrer ses efforts d'engagement là où ils ont le plus d'impact et d'aborder de manière proactive les sujets importants et les risques émergents.</p> <p>Les accords formels et les contrats définissent clairement les rôles, les responsabilités, les attentes en matière de performance et les exigences de conformité, garantissant l'alignement sur les normes éthiques et les engagements du Groupe en matière de développement durable.</p> <p>Des réunions régulières, des mises à jour sur l'état d'avancement des travaux et des évaluations des performances sont prévues pour maintenir un dialogue ouvert, suivre les résultats du partenariat et répondre aux préoccupations éventuelles en temps opportun. Les mécanismes de retour d'information sont également encouragés pour soutenir l'amélioration continue.</p> <p>En cas de désaccord ou de litige, des procédures de résolution structurées sont en place pour garantir un traitement équitable, transparent et efficace, minimisant ainsi les risques opérationnels et de réputation tout en préservant les relations à long terme.</p> <p>Grâce à ces mesures, le Groupe renforce son engagement en faveur d'une gouvernance responsable, de partenariats fondés sur la confiance et d'une création de valeur durable.</p>
<p><b>Approvisionnement responsable</b></p>	<p>L'approvisionnement responsable est un pilier essentiel de la stratégie d'entreprise durable du Groupe, garantissant que l'achat de biens et de services se fait dans le respect de normes éthiques, environnementales et sociales élevées. Le Groupe s'est engagé à promouvoir des pratiques responsables tout au long de sa chaîne d'approvisionnement et à atténuer les risques liés à la conformité, à la continuité et à la réputation.</p> <p>Pour soutenir cet objectif, les mesures suivantes ont été mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Code de Conduite des Partenaires Commerciaux</b> : Le Code de Conduite des Partenaires Commerciaux du Groupe définit clairement les attentes en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Elle établit des normes relatives à l'éthique des affaires, aux droits de l'homme, aux pratiques de travail, à la protection de l'environnement, à la protection des données et à la conformité réglementaire. Les fournisseurs sont tenus d'adhérer à ces principes comme condition de leur collaboration.</li> <li>• <b>Diversification des fournisseurs</b> : Pour réduire les risques opérationnels et les risques liés à la chaîne d'approvisionnement, le Groupe maintient une base de fournisseurs diversifiée et évite une dépendance excessive à l'égard d'un seul fournisseur. Cette approche améliore la continuité d'exploitation, renforce la résilience et soutient des pratiques d'approvisionnement compétitives et responsables.</li> <li>• <b>Engagement à respecter les normes d'achat responsable</b> : En France, le Groupe a signé la charte « Relations Fournisseurs &amp; Achats Responsables », qui marque une première étape vers la reconnaissance formelle et la normalisation des pratiques d'approvisionnement responsable. Cette initiative ouvre la voie à l'obtention de la certification <b>ISO 20400</b>, que le Groupe vise à obtenir en 2026 pour ses activités en France. Après la certification en France, le Groupe a l'intention d'étendre progressivement des normes équivalentes en matière d'approvisionnement responsable aux autres pays dans lesquels il est présent, en adaptant les procédures aux cadres juridiques locaux et aux réalités du marché.</li> </ul> <p>Par ces actions, le Groupe renforce son engagement en faveur d'une gestion durable de la chaîne d'approvisionnement, de partenariats éthiques et d'une création de valeur à long terme.</p>

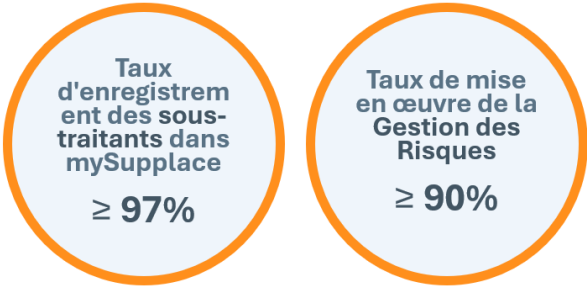
3.4.1.4. Objectifs et indicateurs clés de performance (ICP)

Nos objectifs pour 2025

Chez Solutions30, nous nous engageons à renforcer notre gouvernance d'entreprise et à assurer une vérification rigoureuse de nos sous-traitants afin de respecter les normes les plus strictes en matière d'intégrité, de conformité et de responsabilité.

La définition d'objectifs clairs, de cibles mesurables et d'indicateurs clés de performance (ICP) nous permet de suivre les progrès réalisés, de favoriser l'amélioration continue et de garantir l'alignement sur notre stratégie de gouvernance et nos pratiques commerciales éthiques.

Notre objectif principal est de mettre l'accent sur la gouvernance :



Le Groupe Solutions30 définit chaque année un ensemble d'objectifs et d'ICP ESG, comme indiqué au sous-chapitre 3.1.5.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des objectifs, des cibles et des indicateurs clés de performance pour 2026 en ce qui concerne la « Conduite des affaires/gouvernance de l'entreprise » :

Pilier de la stratégie / Engagement	Objectifs pour 2025 - Niveau du Groupe	Objectif ou limite pour 2025	ICP
Faire de Solutions30 un partenaire fiable en veillant à ce que nos partenaires fassent l'objet d'une vérification	Veiller à ce qu'au moins 97 % des sous-traitants actifs soient enregistrés sur la plateforme mySupplace.	≥ 97%	Nombre total de sous-traitants actifs enregistrés dans mySupplace (%) <i>(Nombre total de sous-traitants actifs enregistrés dans mySupplace/ Nombre total de sous-traitants actifs).</i>
Conduire nos activités d'une façon transparente et éthique	Renforcer l'atténuation des risques et le contrôle interne. Le taux de mise en œuvre du cadre de gestion des risques doit atteindre 90 % d'ici à la fin 2026.	≥ 90%	Taux de mise en œuvre de la gestion des risques (%) <i>Taux de mise en œuvre = Nombre de mesures d'atténuation mises en œuvre ÷ Nombre total de mesures d'atténuation prévues × 100)</i>
<p>Informations supplémentaires:</p> <ul style="list-style-type: none"><li><b>mySupplace</b> : mySupplace est une plateforme interne du Groupe Solutions30, créée et développée par nos soins pour gérer les fournisseurs et les sous-traitants. Elle centralise et automatise les processus tels que l'enregistrement, la qualification, la conformité et le suivi, en veillant à ce qu'ils répondent aux exigences de l'entreprise en matière de gouvernance, de conformité et de vérification des tiers. Son objectif est d'améliorer la transparence, l'efficacité et le contrôle de la chaîne d'approvisionnement, de réduire les risques et de garantir le respect des normes internes et réglementaires.</li><li><b>Sous-traitant actif</b> : Nous classons comme « sous-traitant actif » tout sous-traitant qui travaille actuellement avec une ou plusieurs sociétés du Groupe, ainsi que ceux qui ont facturé le Groupe au cours des trois derniers mois, sur la base du mois analysé.</li></ul>			

Pour 2026, Solutions30 a décidé d'introduire un nouvel objectif lié à la gouvernance. Il s'agit de mesurer le taux de mise en œuvre de la gestion des risques (%), soit le degré dans lequel le Groupe a mis en œuvre les mesures d'atténuation et les contrôles internes définis dans son plan annuel de gestion des risques. Cet ICP reflète l'efficacité avec laquelle Solutions30 traite les principaux risques identifiés dans le cadre de ses activités et renforce son environnement de contrôle interne global.

Pour une organisation multinationale telle que Solutions30, l'indicateur joue un rôle crucial en garantissant des pratiques de gouvernance cohérentes

dans tous les pays. Il facilite la préparation des audits, renforce la transparence et permet à la direction de suivre les progrès, d'identifier les retards et d'allouer les ressources de manière ciblée. En outre, il contribue aux informations sur la gouvernance de l'ESRS/CSRD en fournissant une démonstration objective et mesurable que les risques sont non seulement identifiés mais aussi activement gérés.

Dans l'ensemble, cet ICP renforce l'engagement du Groupe en faveur d'une gouvernance solide, d'une résilience opérationnelle et d'une amélioration continue.

## ■ Définition et suivi d'autres indicateurs de performance importants

Outre les ICP assortis d'objectifs, le Groupe surveille une série d'ICP liées au thème « Conduite des affaires et gouvernance d'entreprise », qui, bien que n'ayant pas de cibles quantifiées, font l'objet d'un suivi régulier, et des mesures sont prises si des tendances s'écartent des lignes directrices et des attentes du Groupe. Chaque

mois, l'équipe ESG collecte un large éventail de données pertinentes pour analyser la performance de la société dans ce domaine et rend compte en interne des progrès réalisés.

Pilier de la stratégie / Engagement	Sujet	ICP	Fréquence de contrôle
Conduire nos activités d'une façon transparente et éthique	Conduite des affaires	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Taux de participation des salariés à la formation à l'éthique (%)</b>. Notre attente : atteindre une participation de 100 % à la formation annuelle des employés en matière d'éthique</li> </ul>	Tous les trimestres
		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Nombre de violations éthiques signalées via la plateforme de dénonciation</b></li> </ul>	Tous les trimestres
		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Taux de résolution des rapports de dénonciation (%)</b> (Nombre de rapports de dénonciation résolus dans les délais impartis / nombre total de rapports de dénonciation)  Nos attentes : enquêter et résoudre 95 % des rapports de dénonciation dans les délais impartis</li> </ul>	
	Conformité réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Taux de révision des politiques (%)</b> Cette fréquence peut être réduite en cas de modifications légales ou réglementaires, ou en cas de situations exceptionnelles significatives.</li> </ul>	Tous les ans
Assurer une gouvernance indépendante et qualifiée	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Nombre de violations de la conformité signalées.</b> Notre attente: zéro violation.</li> </ul>	Tous les mois
		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Taux de mise en œuvre de la gestion des risques (%)</b> Notre attente: ≥ 90%</li> </ul>	
		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Pourcentage de membres indépendants au sein du Conseil de Surveillance.</b></li> </ul>	Tous les ans
		<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Diversité des sexes (Conseil de Surveillance)</b> Notre attente : maintenir 100 % de membres indépendants et un minimum de 40 % de diversité de genre dans la composition du Conseil de Surveillance.</li> </ul>	

### 3.4.1.5. Données sur la gouvernance

#### ■ Couverture de la formation à l'éthique des affaires et à la conformité des salariés

En 2025, le Groupe a continué à dispenser des formations internes sur l'éthique des affaires, la conformité réglementaire et la gouvernance d'entreprise. Dans le cadre de cet engagement, les programmes de formation ESG et RGPD ont été revus, mis à jour et améliorés, tandis que la formation GRC est restée en place. Ces trois modules sont obligatoires pour les salariés du Groupe et font partie intégrante du processus d'intégration des nouveaux salariés.

Un aperçu des programmes de formation dispensés en 2025 et de leurs taux de participation respectifs est présenté ci-dessous :

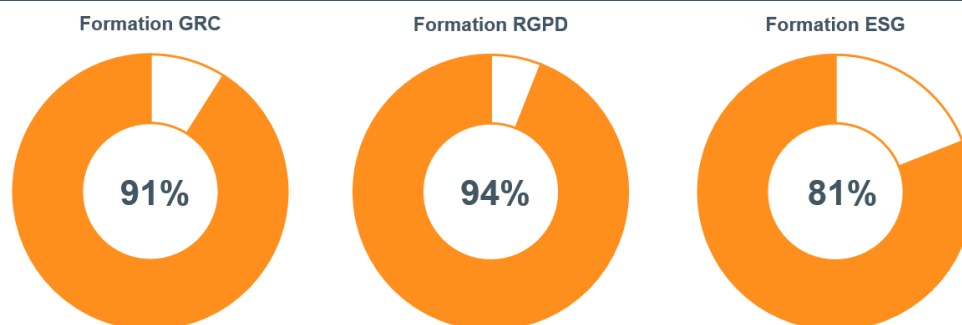
- **Formation GRC** : ce programme couvre les politiques de gouvernance, de risque et de conformité, ainsi que les principales lignes directrices du Groupe, notamment les codes de conduite, la politique de lutte contre la corruption, la politique de gestion des risques, la politique TPDD et les procédures de dénonciation. En 2025, 36 % de notre effectif a suivi la formation GRC. La plupart des participants y ont

assisté pour la première fois dans le cadre de leur formation initiale, tandis que d'autres ont suivi une formation de remise à niveau pour renforcer leur compréhension de ces sujets. Au 31 décembre 2025, 91 % de tous les salariés actifs du Groupe avaient suivi la formation GRC au moins une fois au cours des trois dernières années.

- **Formation RGPD** : cette formation garantit que les salariés comprennent et respectent les exigences en matière de protection des données, préviennent les violations de données et protègent les informations personnelles. En 2025, près de 60 % de notre effectif a suivi la formation RGPD actualisée lancée au cours de l'année. Au 31 décembre 2025, 94 % de tous les salariés actifs du Groupe avaient suivi la formation RGPD au moins une fois au cours des trois dernières années.
- **Formation ESG** : ce programme vise à sensibiliser les salariés et à renforcer leur engagement sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance. En 2025, 81 % de notre effectif a suivi la nouvelle formation ESG lancée au cours de l'année.

### Taux de présence des salariés

(ci-dessous, nous présentons les graphiques du taux de participation des salariés pour chaque action de formation)



#### ■ Due Diligence sur les tiers (TPDD)

Comme indiqué précédemment, Solutions30 a mis en œuvre une politique TPDD pour garantir la conformité, l'intégrité et les pratiques commerciales éthiques conformément aux réglementations telles que la loi Sapin II et la loi britannique sur la corruption. Cette politique permet d'atténuer les risques financiers et de réputation en évaluant l'intégrité des partenaires commerciaux avant la conclusion d'accords formels. Le processus de vérification des tiers comprend une classification des risques, des contrôles de conformité et des examens approfondis si nécessaire, avec des plans d'atténuation requis pour les risques identifiés. Les contrats ne sont établis qu'après une vérification préalable réussie, et un suivi, des audits et une documentation continus garantissent une conformité permanente. Au cours du processus d'analyse TPDD, les constatations (appelées « signaux d'alerte » en interne) sont toutes transmises pour analyse détaillée et prise de décision par le Directeur Risque et Conformité Groupe.

En 2025, l'équipe de conformité du Groupe a effectué un total de 1.282 vérifications des sous-traitants et d'autres partenaires commerciaux, soit une moyenne de plus de 106 contrôles par mois. Ce total inclut les nouveaux sous-traitants (ceux qui ont commencé leur relation commerciale avec Solutions30 en 2025) ainsi que les

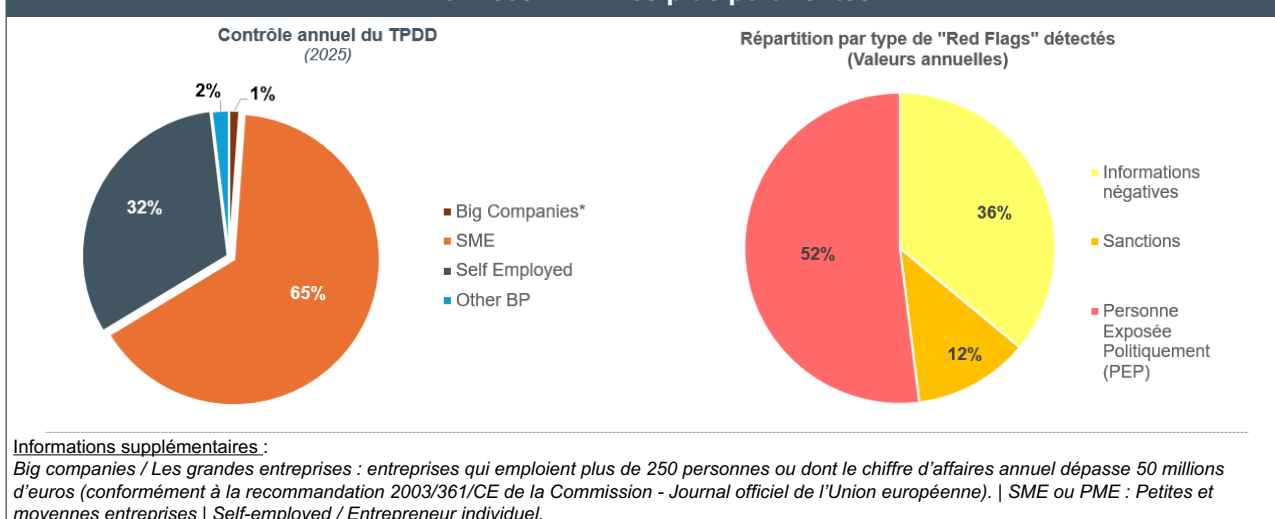
réévaluations périodiques annuelles que nous effectuons pour nous assurer que le délai entre les évaluations TPDD ne dépasse pas un an.

La majorité des évaluations TPDD ont été réalisées auprès de petites et moyennes entreprises (PME) et de travailleurs indépendants, qui représentaient ensemble 95 % des évaluations réalisées. L'accent mis sur les PME et les indépendants est justifié par notre méthode d'évaluation des risques et par ce que nous considérons comme les risques les plus importants dans ce processus.

Sur l'ensemble des « signaux d'alerte » identifiés, 52 % étaient liés à des personnes politiquement exposées (PPE), 36 % à des nouvelles négatives et seulement 12 % à des sanctions.

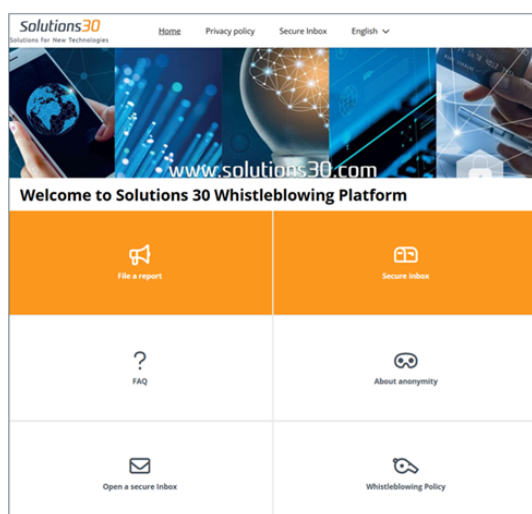
Toutes les constatations négatives (« signaux d'alerte ») ont été transmises pour analyse à la Directrice Risque et Conformité Groupe. **Sur l'ensemble des « signaux d'alerte » détectés au cours du processus TPDD, 1 % a été confirmé comme pertinents, ce qui signifie qu'ils pourraient présenter un risque important pour Solutions30.** Des mesures proportionnelles ont été prises en fonction de chaque situation spécifique. Dans la plupart des cas, l'action entreprise a consisté à renoncer à l'établissement d'une relation commerciale ou d'un partenariat avec le sous-traitant ou le partenaire commercial en question.

### Données TPDD les plus pertinentes



## ■ Processus de dénonciation

Au cours des dernières années, Solutions30 a continué à renforcer son engagement en matière de transparence, d'éthique et de conduite responsable des affaires. Dans le cadre de cet engagement, le Groupe dispose d'un cadre de dénonciation accessible et complet pour les employés et les parties prenantes externes. Notre politique de dénonciation est accessible au public sur notre site web ([www.solutions30.com](http://www.solutions30.com)), et elle est complétée par une plateforme de signalement numérique dédiée. Cette plateforme permet à toute partie prenante, interne ou externe, de signaler en toute confidentialité des préoccupations ou des manquements potentiels, y compris la fraude, la corruption, les irrégularités financières, les manquements à l'éthique, le harcèlement sur le lieu de travail, les risques pour la sécurité, les violations de la protection des données, les incidents environnementaux ou toute forme de non-conformité juridique. Tous les rapports sont traités dans la plus stricte confidentialité et les lanceurs d'alerte sont entièrement protégés contre les représailles, conformément à notre politique.



Ci-dessous, nous présentons le nombre de cas signalés par le biais de notre plateforme de dénonciation au cours des trois dernières années.

Tous les cas signalés ont été soigneusement examinés et ont fait l'objet d'une enquête approfondie par la Directrice Risque et Conformité Groupe.

En 2025, un total de 14 cas ont été signalés. Tous ont été considérés comme des cas fondés à la suite de l'évaluation menée par la Directrice Risque, Conformité et ESG Groupe. Dans le contexte de la dénonciation, les cas corroborés sont ceux dans lesquels les faits ou les allégations présentés par le dénonciateur ont été confirmés comme étant exacts après enquête. Dans de telles situations, les informations fournies sont validées et des mesures correctives appropriées sont mises en œuvre pour résoudre le problème et éviter qu'il ne se reproduise.

Le tableau suivant donne un aperçu sur trois ans du nombre de cas signalés par l'intermédiaire de notre plateforme de dénonciation. Si l'augmentation du nombre de cas signalés entre 2023 et 2025 n'est pas un indicateur positif en soi, nous pensons que cette tendance reflète en partie la maturité croissante de notre dispositif de dénonciation, une meilleure connaissance de la plateforme et une confiance accrue des salariés et des autres parties prenantes dans le fait que tous les signalements sont traités en toute indépendance, en toute confidentialité et sans aucune forme de représailles à l'égard du lanceur d'alerte.

Plateforme de dénonciation	2023	2024	2025
Alertes	6	10	14
Alertes étayés	4	7	14
Alertes transférées à la police	0	0	0

### NOTES:

- Alertes : Le nombre total de rapports de dénonciation reçus.
- Alertes étayées : Les rapports dans lesquels les allégations ont été confirmées sont véridiques et des mesures appropriées ont été prises.
- Alertes transférées à la police : Les cas où, après enquête, il a été décidé d'impliquer les forces de l'ordre en raison de la gravité du problème.



## 3.5 Nos engagements

### 3.5.1. Pacte mondial des Nations Unies

En 2025, Solutions30 a réaffirmé son engagement envers les principes du Pacte mondial des Nations Unies, témoignant d'une volonté constante d'intégrer ses dix principes dans ses activités et ses stratégies. Par cet engagement, Solutions30 continue de soutenir activement l'avancement des Objectifs de Développement Durable (ODD), renforçant sa contribution à un avenir plus durable et plus équitable.



Le Pacte mondial des Nations Unies, lancé en 2000 par le Secrétaire général de l'époque, Kofi Annan, est une initiative mondiale invitant les entreprises à aligner leurs pratiques sur dix principes universellement reconnus, issus de textes clés des Nations Unies. Ces principes portent sur des domaines essentiels tels que les droits de l'homme, les normes du travail, la gestion de l'environnement et la lutte contre la corruption. L'objectif principal de l'initiative est de renforcer l'impact positif des entreprises dans le monde entier en promouvant des pratiques responsables et en encourageant la transparence grâce à des rapports réguliers.

#### Droits de l'homme

- **Principe 1** : Soutenir et respecter la protection des droits de l'homme proclamés à l'échelle internationale.
- **Principe 2** : Veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

#### Normes Internationales du Travail

- **Principe 3** : Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective.
- **Principe 4** : Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
- **Principe 5** : Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.
- **Principe 6** : Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

#### Environnement

- **Principe 7** : Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement.
- **Principe 8** : Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

- **Principe 9** : Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

#### Anti-corruption

- **Principe 10** : Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Solutions30 est fière d'être signataire du Pacte mondial des Nations Unies. En renouvelant cet engagement, l'entreprise renforce sa volonté de faire respecter les dix principes dans sa sphère d'influence. Solutions30 s'efforce de susciter des changements positifs grâce à des pratiques commerciales responsables, en encourageant la durabilité et en contribuant de manière significative à la réalisation des objectifs de développement durable.

#### 3.5.1.1. Contribuer aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies

En 2015, les Nations Unies ont établi les Objectifs de Développement Durable (ODD) comme un appel universel à l'action, visant à leur réalisation d'ici 2030. Composé de 17 objectifs généraux, il est subdivisé en sous-objectifs et mesuré au moyen d'indicateurs spécifiques.



Comme souligné précédemment, les entreprises signataires du Pacte mondial des Nations Unies sont censées contribuer à la réalisation des ODD. Solutions30 assume cette responsabilité en faisant progresser activement plusieurs ODD, en mettant l'accent sur ceux qui correspondent le mieux à son secteur d'activité et à ses offres.







Grâce à son expertise et à la nature de ses produits et services, Solutions30 est particulièrement bien positionnée pour contribuer à plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Les activités du Groupe soutiennent directement le déploiement d'infrastructures numériques, la promotion de conditions de travail sûres et décentes, le développement de compétences techniques et la transition vers une économie à faible émission de carbone.

Ci-dessous, nous présentons les principales contributions de l'entreprise pour chaque ODD pertinent :

SDG	Comment nous contribuons
 <p><b>3</b> GOOD HEALTH AND WELL-BEING</p>	<p>Solutions30 contribue à favoriser un environnement de travail sûr et sain pour ses salariés et sous-traitants. Le Groupe investit en permanence dans la formation à la santé et à la sécurité, la prévention des risques et les procédures opérationnelles visant à réduire au minimum les accidents sur le terrain. Grâce au respect strict des réglementations de sécurité, à la fourniture d'équipements de protection individuelle appropriés et à la mise en œuvre d'outils de surveillance, Solutions30 contribue à réduire les risques professionnels et à protéger le bien-être de ses salariés.</p> <p>L'engagement du Groupe en matière de santé et de sécurité est renforcé par des certifications reconnues telles que l'ISO 45001 et le VCA, qui offrent un cadre structuré pour la gestion des risques professionnels et l'amélioration continue des performances en matière de santé et sécurité. Des audits internes et externes réguliers garantissent la conformité totale à ces normes, renforcent la discipline opérationnelle et aident à identifier les opportunités d'amélioration dans l'ensemble des unités opérationnelles.</p> <p>De plus, l'entretien rapide des infrastructures numériques garantit la disponibilité des services de communication essentiels, ce qui peut s'avérer crucial en situation d'urgence.</p>
 <p><b>4</b> QUALITY EDUCATION</p>	<p>Le Groupe joue un rôle actif dans le développement des compétences techniques nécessaires à la transition numérique et énergétique de l'Europe. Solutions30 propose chaque année des milliers d'heures de formation technique et de sécurité, y compris le perfectionnement en installation de fibre, les technologies de compteurs intelligents, le dépannage numérique, et les solutions IoT émergentes. Ces programmes de formation contribuent à créer une employabilité à long terme, à soutenir l'apprentissage continu et à construire une main-d'œuvre qualifiée capable de soutenir les infrastructures numériques modernes.</p> <p>Par ailleurs, le Groupe investit dans des formations spécialisées liées aux activités d'énergie renouvelable, notamment l'installation de panneaux solaires photovoltaïques et de bornes de recharge pour véhicules électriques (EVC). Ces programmes permettent aux techniciens d'acquérir les compétences nécessaires pour soutenir l'expansion rapide de l'écosystème des énergies renouvelables en Europe et la décarbonation plus large de l'économie.</p> <p>En offrant des perspectives d'accès au marché du travail aux nouveaux techniciens et en renforçant les compétences des salariés existants, la société favorise un accès inclusif à la formation et au développement professionnel.</p>
 <p><b>8</b> DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH</p>	<p>Solutions30 soutient la croissance économique en créant des opportunités d'emploi stable à travers l'Europe et en veillant au respect des pratiques de travail équitables. Le Groupe promeut des conditions de travail décentes, investit dans le développement professionnel et veille au respect des réglementations du travail et des normes éthiques. Ses activités soutiennent également les économies locales : en maintenant et en modernisant les réseaux numériques, Solutions30 permet aux entreprises de fonctionner efficacement, favorisant ainsi des gains de productivité et renforçant la résilience économique. En outre, en surveillant et en améliorant des indicateurs sociaux clés tels que les taux d'accidents, les heures de formation et l'engagement des employés, l'entreprise s'efforce activement de créer des environnements de travail plus sûrs, plus inclusifs et plus durables.</p>
 <p><b>9</b> INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE</p>	<p>En tant que fournisseur de services numériques et technologiques essentiels, Solutions30 joue un rôle central dans le développement et le maintien d'infrastructures résilientes. Le Groupe soutient le déploiement de la connectivité haut débit, des réseaux en fibre optique, des solutions IoT, des compteurs intelligents et d'autres technologies essentielles à la transformation numérique de l'Europe. Ses services de maintenance contribuent à assurer la fiabilité des réseaux, à réduire les interruptions et à améliorer la performance à long terme des infrastructures critiques. Grâce à l'amélioration continue des processus opérationnels et à l'adoption d'outils innovants et de flux de travail numériques, Solutions30 stimule également l'innovation industrielle et renforce l'efficacité et la durabilité des opérations sur le terrain.</p>
 <p><b>12</b> RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION</p>	<p>Bien que l'activité principale de Solutions30 ne soit pas centrée sur la réparation, le recyclage ou la réutilisation, l'entreprise contribue néanmoins de manière significative à l'ODD 12. À travers la digitalisation, le Groupe réduit la consommation de papier et améliore l'efficacité opérationnelle, tandis que des technologies telles que les compteurs intelligents et les systèmes IoT aident les clients à gérer l'énergie et les ressources de manière plus responsable.</p> <p>Solutions30 soutient également la transition vers des systèmes énergétiques plus propres en installant des panneaux solaires photovoltaïques et des bornes de recharge pour véhicules électriques (EVC), favorisant des modes de consommation plus durables pour les particuliers et les entreprises. De plus, l'entreprise s'efforce de réduire les déchets générés par ses activités, de promouvoir le tri approprié des déchets et de garantir le respect des exigences environnementales liées à la gestion des équipements et à leur fin de vie. Grâce à l'ensemble de ces efforts, Solutions30 contribue de manière constructive à promouvoir une consommation et une production responsables.</p>
 <p><b>13</b> CLIMATE ACTION</p>	<p>Solutions30 contribue à l'action climatique en réduisant l'empreinte environnementale de ses propres opérations et en facilitant le déploiement de technologies bas-carbone pour ses clients. Le Groupe met en œuvre des mesures concrètes pour réduire ses émissions de GES de Scope 1 et 2, notamment l'électrification de sa flotte de véhicules, l'optimisation du routage et de la logistique, et l'adoption d'installations écoénergétiques.</p> <p>En parallèle, de nombreuses technologies installées ou entretenues par Solutions30, comme les compteurs intelligents, les bornes de recharge pour véhicules électriques (EVC), les centrales photovoltaïques et les solutions de connectivité avancées, favorisent une utilisation plus efficace des ressources, permettent de réaliser des économies d'énergie et contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la société.</p> <p>Ensemble, ces initiatives renforcent la contribution globale du Groupe à l'atténuation du changement climatique et consolident son rôle de facilitateur des efforts de décarbonation de l'Europe.</p>

Principales contributions de Solutions30 aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies :

Pour offrir une vision claire et transparente des contributions de Solutions30 à la réalisation des ODD, le tableau suivant résume quelques indicateurs pertinents et plusieurs exemples illustrant comment nos activités contribuent à chacun des Objectifs de Développement Durable pertinents des Nations Unies. Ces indicateurs sont également alignés sur les objectifs internes du Groupe, ce qui démontre une fois de plus l'engagement de la société en matière de durabilité et de responsabilité

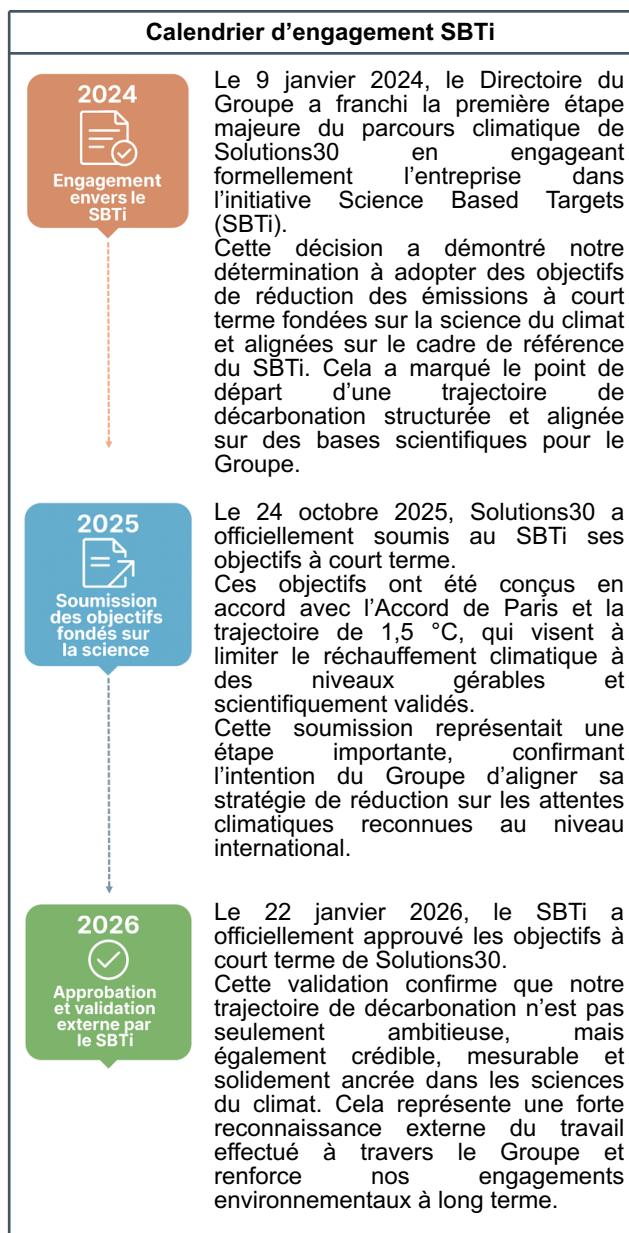
<div>3</div> <div>BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</div> <div></div>	Solutions30 vise l'excellence en matière de santé et de sécurité de ses employés et a obtenu et amélioré les certifications ISO 45001/VCA (Système de gestion de la santé et de la sécurité au travail).	72% Salariés couverts par ISO 45001 ou par VCA	Le taux de gravité des accidents a diminué de 11 % par rapport à 2024
<div>4</div> <div>ÉDUCATION DE QUALITÉ</div> <div></div>	Pour favoriser sa croissance et assurer l'intégration permanente de nouvelles compétences, le Groupe a lancé un vaste programme de formation qui permet d'embaucher des jeunes sans diplôme ou en reconversion professionnelle, faisant ainsi progresser considérablement l'insertion professionnelle.	28 heures de formation en moyenne par salarié	163 965 heures de formation
<div>8</div> <div>TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</div> <div></div>	Une forte dynamique de croissance qui permet à Solutions30 de s'engager significativement dans la création d'emplois. Les hommes et les femmes qui composent le Groupe sont, par leur travail quotidien, le moteur de sa réussite.	39% des nouvelles recrues en 2024 avaient moins de 30 ans	2,3% de personnes handicapées dans notre propre effectif au 31/12/2025
<div>9</div> <div>INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</div> <div></div>	En rendant plus accessibles à tous les innovations technologiques qui changent notre quotidien, à la maison comme au bureau, Solutions30 contribue à une économie inclusive et plus durable.	67 % du chiffre d'affaires du Groupe généré par les activités liées à la connectivité	+80 000 interventions par jour (en moyenne)
<div>12</div> <div>CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</div> <div></div>	Les interventions quotidiennes du Groupe permettent de limiter de façon significative la mise au rebut de matériel usagé et d'inscrire le Groupe dans une démarche d'économie circulaire.	197 375 ordinateurs réparés (Économie circulaire - Projet de réparation de PC)	49 558 imprimantes réparées (Économie circulaire - Projet de réparation d'imprimantes)
<div>13</div> <div>MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</div> <div></div>	Les questions environnementales font partie de toutes les actions du Groupe, que ce soit au niveau des processus de vérification ou des opérations.	Réduction absolue de 24 % des émissions de GES des Scopes 1 et 2 par rapport à 2023 (année de référence)	Plus de 168 MW de capacité solaire installée en 2025 (+ 370 000 panneaux solaires déployés)

**NOTE:** Les chiffres présentés ci-dessus excluent le Royaume-Uni et l'activité « Connectivité » en Espagne, afin d'assurer la cohérence et la comparabilité avec le périmètre financier de ce rapport annuel.

### 3.5.2. Engagement dans le SBTi



L'initiative Science Based Targets initiative (SBTi) est un partenariat mondial entre des organisations telles que le CDP (Carbon Disclosure Project), le Pacte mondial des Nations Unies, le World Resources Institute (WRI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF). Cette initiative aide les entreprises à fixer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), conformément aux dernières données scientifiques sur le climat et aux objectifs de l'Accord de Paris.



### Nos objectifs à court terme approuvés

Solutions30 s'engage à atteindre les objectifs suivants d'ici 2030, en utilisant 2023 comme année de référence :

- Réduire les émissions absolues de GES des Scope 1 et 2 de 42 %
- Réduire les émissions absolues de GES du Scope 3 de 25 %

Ces ambitions se concentrent sur les domaines dans lesquels le Groupe peut avoir la plus grande influence, à la fois dans la manière dont nous exerçons nos activités et dans la manière dont nous collaborons avec les fournisseurs, les partenaires et les clients.

### Importance stratégique

L'approbation de ces objectifs renforce la crédibilité de nos engagements environnementaux et confirme que Solutions30 prend des mesures concrètes, mesurables et alignées sur la science pour réduire son empreinte carbone.

Cette étape renforce également notre contribution aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique et marque un pas en avant majeur dans la mise en œuvre de notre stratégie de durabilité élargie.

Notre approche reste pragmatique et consciente des risques, garantissant que chaque initiative est évaluée en fonction de ses impacts potentiels, risques et opportunités. Cette évaluation approfondie nous permet de mettre en œuvre des actions et des initiatives à la fois efficaces et durables.

### Prochaines étapes / Plans d'action

Les plans d'action et activités déjà définis et mis en œuvre au sein de la réduction des émissions de carbone du Groupe Solutions30 sont détaillés dans le sous-chapitre « 3.2.2 Environnement ».

Ces initiatives constituent l'épine dorsale opérationnelle de notre feuille de route de décarbonation alignée sur le SBTi.

Notre engagement envers le SBTi peut être consulté ici : <https://sciencebasedtargets.org/target-dashboard>.

# Charte



## RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le **Label RFAR** (Relations Fournisseurs et Achats Responsables) est une certification officielle française qui reconnaît les organisations démontrant des pratiques d'achat responsables et des relations équitables, équilibrées et durables avec leurs fournisseurs. Il est attribué par le gouvernement français par l'intermédiaire du Médiateur des entreprises et du Conseil National des Achats (CNA), et est considéré comme l'un des principaux référentiels nationaux pour l'approvisionnement responsable.

Le Label RFAR est aligné avec la norme internationale **ISO 20400** sur les achats durables. Son cadre d'évaluation est directement construit sur les lignes directrices de l'ISO 20400, offrant un mécanisme pratique et opérationnel pour démontrer une mise en œuvre efficace de cette référence mondiale.

L'objectif du Label RFAR est d'aider les organisations à structurer, améliorer et démontrer leur engagement envers l'achat responsable, en veillant à ce que les considérations environnementales, sociales, éthiques et économiques soient pleinement intégrées dans les processus d'achat et les relations avec les fournisseurs. Il promeut la transparence, des pratiques contractuelles équitables et la création de valeur à long terme dans toute la chaîne d'approvisionnement.

#### Avantages clés

Obtenir le Label RFAR offre plusieurs avantages stratégiques :

- **Crédibilité renforcée et avantage compétitif** : En tant que label officiel soutenu par l'État et conforme à la norme ISO 20400, il renforce la confiance parmi les clients, les fournisseurs et les organismes publics.
- **Amélioration de la performance interne** : Cela contribue à professionnaliser les fonctions d'approvisionnement, à renforcer la gestion des risques et à intégrer les achats dans la stratégie ESG globale de l'organisation.
- **Des relations fournisseurs plus solides et durables** : Le label favorise le dialogue, réduit les risques de la chaîne d'approvisionnement et soutient des partenariats équilibrés et à long terme.
- **Amélioration continue** : La certification exige une évaluation externe et un examen périodique, soutenant les progrès continus dans les pratiques d'achat responsables.

Depuis la formalisation de notre engagement en 2023 par la signature de la **charte « Relations Fournisseurs & Achats Responsables »**, le Groupe a mis en œuvre une approche structurée et progressive des achats responsables, intégrée dans un cadre d'amélioration continue et visant à obtenir la **certification RFAR en France d'ici 2026**.

Cette trajectoire repose sur le renforcement systématique de nos processus internes, garantissant l'intégration cohérente des critères sociaux, inclusifs et de durabilité plus large dans l'évaluation des besoins, la sélection des fournisseurs et la gestion des contrats.

Notre ambition est de bâtir une chaîne d'approvisionnement rigoureusement alignée sur des principes d'éthique, de transparence et de durabilité, conformément aux référentiels reconnus du secteur.

Dans le cadre de notre démarche de certification RFAR en France, Solutions30 mobilise l'ensemble des parties prenantes internes et externes afin de consolider un modèle d'approvisionnement axé sur la création de valeur responsable, la gestion efficace des risques et l'accompagnement de nos partenaires dans le développement de leurs propres pratiques RSE.

Cette approche représente un levier stratégique clé pour le Groupe, nous permettant de combiner performance économique, inclusion sociale et responsabilité environnementale, tout en positionnant la société sur une voie crédible et ambitieuse vers la certification en 2026.

Pour l'avenir, notre stratégie consiste à progressivement et systématiquement appliquer les mêmes principes, lignes directrices et méthodologies dans tous les pays où le Groupe est présent, garantissant ainsi une approche harmonisée et résiliente de l'approvisionnement durable à l'échelle de notre présence internationale.



### 3.6 Nos certifications et notre performance ESG

#### 3.6.1. Système de gestion

##### ■ Système QHSE de Gestion de la qualité, santé et sécurité, environnement

Solutions30 a développé un système QHSE de Gestion de la qualité, santé, sécurité et environnement, entièrement aligné sur les normes ISO (ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001). Notre système QHSE suit le principe PDCA (Plan-Do-Check-Act), garantissant un processus d'amélioration continue. Nous révisons et améliorons régulièrement notre système de gestion sur la base de divers éléments, notamment le retour d'information des clients, les suggestions des employés, les résultats des audits, les indicateurs de performance, les modifications légales et réglementaires et l'évaluation des risques. Cette approche garantit que nous améliorons constamment l'efficacité et l'efficience de nos systèmes de gestion de la qualité, de l'environnement et de la sécurité.

Certifications QHSE au sein du Groupe :

Standard	Pays
 <b>ISO 9001:2015</b> Systèmes de management de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• France</li> <li>• Belgique</li> <li>• Italie</li> <li>• Luxembourg</li> <li>• Pays-Bas</li> <li>• Pologne</li> <li>• Espagne</li> </ul>
 <b>ISO 45001:2018</b> Système de gestion de la santé et de la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• France</li> <li>• Italie</li> <li>• Luxembourg</li> <li>• Pologne</li> <li>• Espagne</li> </ul>
 <b>VCA (2 étoiles)</b> Système de gestion de la santé et de la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Belgique</li> <li>• Pays-Bas</li> </ul>
 <b>ISO 14001:2015</b> Système de gestion de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• France</li> <li>• Italie</li> <li>• Luxembourg</li> <li>• Espagne</li> </ul>

##### Aperçu de la couverture de la certification QHSE du Groupe par nombre moyen de salariés et par chiffre d'affaires annuel (\*3)

Dans le tableau suivant, nous présentons le pourcentage de salariés couverts par chaque norme, ainsi que le pourcentage des activités globales du Groupe couvertes (à cette fin, nous avons utilisé le chiffre d'affaires comme mesure) :

Standard	Couverture par les salariés	Couverture par les revenus
ISO 9001	67 %	72 %
ISO 14001	50 %	45 %
ISO 45001 or VCA	72 %	83 %

##### ■ Système de gestion de la sécurité de l'information

Chez Solutions30, nous accordons une grande importance à la sécurité de l'information et à la protection des données personnelles. Notre système de gestion de la sécurité de l'information est conçu pour préserver la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations critiques. Nous nous engageons à maintenir des pratiques de cybersécurité solides pour nous défendre contre l'évolution des menaces et garantir le traitement sécurisé des données sensibles.

Notre engagement en faveur de la cybersécurité et de la protection des données sous-tend notre volonté de fournir des services sûrs et fiables à nos clients. Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), nous prenons toutes les mesures nécessaires pour protéger les données personnelles, en veillant à respecter les normes les plus élevées en matière de confidentialité et de sécurité de l'information. En 2024, Solutions30 a obtenu la certification du programme de protection des données des fournisseurs (Vendor Privacy Program) de BBB National Programs.

En octobre 2025, le Groupe a décidé de ne pas renouveler cette certification pour 2026. Cette décision fait suite à une évaluation détaillée de sa pertinence, sa valeur ajoutée et son alignement sur nos priorités stratégiques dans le domaine de la protection des données. La raison principale de cette décision est que le programme BBB est principalement reconnu aux États-Unis et a une applicabilité limitée dans l'environnement réglementaire européen.

Certifications de sécurité de l'information au sein du Groupe :

Standard	Pays
 <b>ISO 27001:2013</b> Sécurité de l'information Système de gestion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• France</li> <li>• Italie</li> <li>• Luxembourg</li> </ul> (*1)
 <b>VPP</b> Certification BBB National Programs Vendor Privacy Program (Programme de protection de la vie privée des fournisseurs)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• France</li> <li>• Belgique</li> <li>• Italie</li> <li>• Allemagne</li> <li>• Luxembourg</li> <li>• Pays-Bas</li> <li>• Espagne</li> </ul>

### Aperçu de la couverture de la certification SMSI du Groupe par nombre moyen de salariés et par chiffre d'affaires annuel (\*3)

Dans le tableau suivant, nous présentons le pourcentage de salariés couverts par chaque norme, ainsi que le pourcentage des activités globales du Groupe couvertes (à cette fin, nous avons utilisé le chiffre d'affaires comme mesure) :

Standard	Couverture par les salariés	Couverture par les revenus
ISO 27001	45 %	42 %
BBB_VPP	81 %	93 %

### NOTES:

(\*1) Pays non encore certifiés mais dont les pratiques sont conformes à cette norme : Allemagne, Belgique, Espagne, Pays-Bas, Pologne.

(\*2) Pour le calcul de la couverture de certification, la moyenne annuelle de l'ensemble des employés du Groupe a été prise en compte. Les données du Portugal ont été exclues du calcul, car Solutions30 Portugal et Byon Portugal n'ont pas d'activité opérationnelle et se concentrent principalement sur la fourniture de services, essentiellement au sein du Groupe.

Les employés au Portugal représentent environ 6.5 % de l'effectif total du Groupe, alors que leur contribution au chiffre d'affaires annuel est négligeable.

Les employés au Portugal représentent environ 6.5 % de l'effectif total du Groupe, alors que leur contribution au chiffre d'affaires annuel est négligeable.

### 3.6.2. Performance ESG

Chez Solutions30, nous sommes profondément engagés dans la durabilité et la transparence de nos pratiques ESG. Chaque année, nous nous soumettons volontairement à des évaluations rigoureuses de nos performances menées par des agences de notation internationalement reconnues et d'autres organisations, notamment CDP (Carbon Disclosure Project) et EcoVadis. Ces évaluations nous permettent d'évaluer nos progrès, d'identifier les domaines à améliorer et de réaffirmer notre volonté d'apporter des changements positifs.

Ci-dessous, nous sommes fiers de partager un résumé des notes que nous avons obtenues en 2025, reflétant nos efforts continus pour nous aligner sur les normes ESG les plus élevées.

### Résumé des notes de performance ESG

En 2025, le Groupe Solutions30 a poursuivi le renforcement de sa performance ESG dans l'ensemble des principales notations externes, reflétant les progrès réalisés en matière de gestion environnementale, de gouvernance responsable, de protection des données et de pratiques sociales. Les résultats obtenus par les principaux organismes d'évaluation internationaux confirment à la fois la solidité de notre stratégie de développement durable et notre engagement en faveur d'une amélioration continue.

Nous sommes fiers de présenter ci-dessous un résumé des notes obtenues en 2025, qui reflètent nos efforts continus pour nous aligner sur les normes ESG les plus élevées.



**NOTE:** Toutes les notes ESG peuvent également être consultées sur le site web du groupe Solutions30, dans la section RSE, où elles sont en permanence mises à jour.

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons un résumé de chaque note obtenue, ainsi qu'une analyse comparative et l'évolution des performances d'une année sur l'autre par rapport à la période de référence précédente.

Entité	Détails de performance
	<p><b>EcoVadis - Médaille d'or (80/100   97ème percentile)</b></p> <p>En 2025, le groupe Solutions30 a obtenu la meilleure note EcoVadis de son histoire, passant de 64 à <b>80 points</b> (sur 100). Cette amélioration significative <b>place le Groupe dans le 97e percentile mondial, le positionnant ainsi parmi les 3 % d'entreprises les plus performantes au monde évaluées par EcoVadis</b>. En conséquence, <b>nous avons reçu la médaille d'or</b>, en reconnaissance de nos excellentes performances dans les quatre piliers : environnement, éthique, travail, droits de l'homme et approvisionnement durable. Cette étape démontre des progrès tangibles dans nos systèmes de gestion ESG, nos politiques et nos pratiques de reporting.</p>
	<p><b>CyberVadis - Médaille d'argent (870/1000)</b></p> <p>En 2025, CyberVadis, organisme mondialement reconnu pour l'évaluation des pratiques en matière de cybersécurité et de protection des données, a décerné au Groupe Solutions30 une <b>médaille d'argent</b>. Le Groupe a obtenu une note exceptionnelle de <b>870 sur 1000, classé dans la catégorie « Mature »</b>. Cette note reflète la solidité de notre cadre de gouvernance en matière de cybersécurité, la force de nos contrôles en matière de protection de la vie privée, l'efficacité de nos processus de gestion des risques et notre alignement sur les normes de sécurité internationalement reconnues. Il démontre en outre la cohérence et la fiabilité des mesures mises en œuvre pour protéger nos clients, nos partenaires et nos opérations internes contre l'évolution des cybermenaces.</p>
	<p><b>EthiFinance ESG Ratings - Médaille de Platine (87/100)</b></p> <p>En 2025, le groupe Solutions30 a obtenu une note de <b>87</b> sur 100, améliorant ainsi notre évaluation précédente, ce <b>qui nous permet d'accéder à la Médaille de Platine</b>, la plus haute distinction attribuée par EthiFinance. Ce résultat souligne la maturité, la cohérence et l'efficacité de notre stratégie ESG, en particulier dans les domaines de la responsabilité sociale, de l'éthique des affaires, de la gouvernance d'entreprise et de la gestion de l'environnement. La reconnaissance au niveau Platine reflète la position de leader du Groupe en matière de performance en développement durable et renforce la crédibilité ainsi que la transparence de ses engagements à long terme dans ce domaine.</p>
	<p><b>CDP – Note stable (C)</b></p> <p>Dans l'évaluation CDP 2025, le Groupe Solutions30 <b>a conservé la même note que l'année précédente (C)</b>. Cela reflète la stabilité de notre gouvernance et de nos informations relatives au climat, tout en soulignant la nécessité de continuer à investir dans la gestion des risques climatiques, les voies de réduction des émissions et la transparence. Le maintien de la notation confirme l'alignement constant sur les attentes de plus en plus exigeantes du CDP.</p>
	<p><b>ISS ESG - Amélioration de la note globale (C+)</b></p> <p>En 2025, la note globale du Groupe Solutions30 <b>attribuée par ISS ESG est passée à C+</b>, ce qui reflète des progrès mesurables dans les domaines de la gouvernance, de l'environnement et de la société. Les résultats par catégorie se sont améliorés de manière constante, démontrant l'efficacité des améliorations apportées à nos pratiques de reporting, à nos contrôles internes, à nos structures de gouvernance et à nos politiques relatives aux parties prenantes. Cette trajectoire ascendante souligne notre alignement continu sur les normes et attentes ESG internationalement reconnues.</p> <p>En ce qui concerne la qualité et la solidité des données communiquées, notre évaluation s'est maintenue à des niveaux très élevés : <b>Gouvernance = 1</b> ; <b>Environnement = 2</b> ; et <b>Social = 1</b>, ce qui réaffirme la fiabilité, la transparence et la cohérence des informations que nous publions.</p>

### 3.7 Indice de Contenu ESRS - Exigences de Divuligation

Les tableaux ci-dessous présentent toutes les exigences de divulgation des Normes Européennes de Reporting de Durabilité (ESRS). Les exigences répertoriées concernent "ESRS 2 – Exigences Générales" ainsi que les cinq normes thématiques couvrant les sujets matériels pour Solutions30, conformément à l'analyse de matérialité réalisée (voir section 3.1.4).

Cette Déclaration de Durabilité n'inclut pas les divulgations relatives aux normes thématiques ESRS E2, E3, E4 et S3, ces sujets n'ayant pas été considérés comme matériels pour Solutions30.

Bien que les sujets de la norme "ESRS E5 – Utilisation des ressources et économie circulaire" aient également

été évalués comme non matériels pour Solutions30, nous avons volontairement choisi de divulguer des informations pertinentes sur la gestion des déchets et les programmes d'économie circulaire existants. Ces informations sont disponibles dans la section "3.2.3. Autres sujets environnementaux", pages 114 à 116.

Dans les cas où aucune information n'est encore disponible pour une exigence de divulgation spécifique, aucune référence n'est fournie.

Ces tableaux permettent aux lecteurs d'identifier rapidement où chaque exigence de divulgation spécifique est abordée dans la Déclaration de Durabilité, facilitant ainsi l'accès aux informations pertinentes.

3

#### EXIGENCES DE DIVULGATION

ESRS 2 - INFORMATIONS GÉNÉRALES		Page(s)	Informations Complémentaires
BP-1	Base générale d'établissement des déclarations relatives à la durabilité	60-61	
BP-2	Publication d'informations relatives à des circonstances particulières	60-61	
GOV-1	Le rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	63-64	Informations détaillées du Directoire sur le Chapitre 4
GOV-2	Informations transmises aux organes d'administration, de direction et de surveillance de Solutions30 Groupe et questions de durabilité traitées par ces organes	63-64; 177-203	
GOV-3	Intégration des résultats en matière de durabilité dans les systèmes d'incitation	76; 206-208	Engagement du groupe S30 envers les objectifs ESG et GRC dans la rémunération des dirigeants
GOV-4	Déclaration sur la diligence raisonnable	175	
GOV-5	Gestion des risques et contrôles internes de l'information en matière de durabilité	41-55; 65-68	
SBM-1	Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur	11-14; 19-30; 71	
SBM-2	Intérêts et points de vue des parties intéressées	68-70	
SBM-3	Incidences, risques et opportunités importants et leur lien avec la stratégie et le modèle économique	68; 87-88; 119-121; 139; 144-146; 153-156	
IRO-1	Description des procédures d'identification et d'évaluation des incidences, risques et opportunités importants	65-68	
IRO-2	Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par la déclaration relative à la durabilité de l'entreprise	172-175	

## EXIGENCES DE DIVULGATION

ESRS E1 - CHANGEMENT CLIMATIQUE		Page(s)	Informations Complémentaires
ESRS 2, GOV-3	Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes incitatifs	76; 206-208	Engagement du groupe S30 envers les objectifs ESG et GRC dans la rémunération des dirigeants
E1-1	Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique	88-92	
ESRS 2, SBM-3	Incidences, risques et opportunités importants et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique	68; 87-88	
ESRS 2, IRO-1	Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les incidences, risques et opportunités importants liés au changement climatique	65-68	
E1-2	Politiques liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci	86-87	
E1-3	Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique	88-98	
E1-4	Cibles liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci	100	
E1-5	Consommation d'énergie et mix énergétique	111-113	
E1-6	Émissions brutes de GES de périmètres 1, 2, 3 et émissions totales de GES	102-107	
E1-7	Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone	-	
E1-8	Tarification interne du carbone	-	
E1-9	Incidences financières escomptées des risques physiques et de transition importants et opportunités potentielles liées au changement climatique	-	

ESRS S1 - EFFECTIFS DE L'ENTREPRISE		Page(s)	Informations Complémentaires
ESRS 2, SBM-2	Intérêts et points de vue des parties intéressées	66-68	
ESRS 2, SBM-3	Incidences, risques et opportunités importants et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique	65-68; 119-121	
S1-1	Politiques liées aux effectifs de l'entreprise	118-119	
S1-2	Processus d'interaction au sujet des incidences avec les effectifs de l'entreprise et leurs représentants	133; 135-137	
S1-3	Procédures de réparation des incidences négatives et canaux permettant aux travailleurs de l'entreprise de faire part de leurs préoccupations	135-137; 157-158; 163	
S1-4	Actions concernant les incidences importantes, approches visant à atténuer les risques importants et à saisir les opportunités importantes concernant les effectifs de l'entreprise, et efficacité de ces actions et approches	121-123	
S1-5	Cibles liées à la gestion des incidences négatives importantes, à la promotion des incidences positives et à la gestion des risques et opportunités importants	124-125	
S1-6	Caractéristiques des salariés de l'entreprise	126-130	
S1-7	Caractéristiques des travailleurs non salariés faisant partie des effectifs de l'entreprise	-	
S1-8	Couverture des négociations collectives et dialogue social	118; 136	
S1-9	Métriques de diversité	126-130	
S1-10	Salaires décents	136-137	
S1-11	Protection sociale	118-119	
S1-12	Personnes handicapées	123; 135	
S1-13	Métriques de la formation et du développement des compétences	130-132; 161-162	
S1-14	Métriques de santé et de sécurité	133-134	



## EXIGENCES DE DIVULGATION

ESRS S1 - EFFECTIFS DE L'ENTREPRISE		Page(s)	Informations Complémentaires
S1-15	Métriques d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée	135	
S1-16	Métriques de rémunération (écart de rémunération et rémunération totale)	135-137	
S1-17	Cas, plaintes et incidences graves en matière de droits de l'homme	137	

ESRS S2 - TRAVAILLEURS DE LA CHAÎNE DE VALEUR		Page(s)	Informations Complémentaires
ESRS 2, SBM-2	Intérêts et points de vue des parties intéressées	66-68	
ESRS 2, SBM-3	Incidences, risques et opportunités importants et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique	65-68; 139	
S2-1	Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur	137-139	
S2-2	Processus d'interaction au sujet des incidences avec les travailleurs de la chaîne de valeur	-	
S2-3	Procédures visant à remédier aux incidences négatives et canaux permettant aux travailleurs de la chaîne de valeur de faire part de leurs préoccupations	-	
S2-4	Actions concernant les incidences importantes sur les travailleurs de la chaîne de valeur, approches visant à gérer les risques importants et à saisir les opportunités importantes concernant les travailleurs de la chaîne de valeur, et efficacité de ces actions	139-141	
S2-5	Cibles liées à la gestion des incidences négatives importantes, à la promotion des incidences positives et à la gestion des risques et opportunités importants	141-142	

ESRS S4 - CONSOMMATEURS ET UTILISATEURS FINALS		Page(s)	Informations Complémentaires
ESRS 2, SBM-2	Intérêts et points de vue des parties intéressées	66-68	
ESRS 2, SBM-3	Incidences, risques et opportunités importants et leur lien avec la stratégie et le modèle économique	65-68; 144-146	
S4-1	Politiques relatives aux consommateurs et utilisateurs finals	142-144	
S4-2	Processus d'interaction au sujet des incidences avec les consommateurs et utilisateurs finals	146-148	
S4-3	Procédures visant à remédier aux incidences négatives et canaux permettant aux consommateurs et utilisateurs finals de faire part de leurs préoccupations	146-148	
S4-4	Actions concernant les incidences importantes sur les consommateurs et utilisateurs finals, approches visant à gérer les risques importants et à saisir les opportunités importantes concernant les consommateurs et utilisateurs finals, et efficacité de ces actions	146-148	
S4-5	Cibles liées à la gestion des incidences négatives importantes, à la promotion des incidences positives et à la gestion des risques et opportunités importants	149	

ESRS G1 - CONDUITE DES AFFAIRES		Page(s)	Informations Complémentaires
ESRS 2, GOV-1	Le rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	63-64	Informations détaillées du Directoire sur le Chapitre 4
ESRS 2, IRO-1	Description des procédures d'identification et d'évaluation des incidences, risques et opportunités importants	65-68; 153-156	
G1-1	Culture d'entreprise et politiques en matière de conduite des affaires	151-153	
G1-2	Gestion des relations avec les fournisseurs	156-159; 162	

## EXIGENCES DE DIVULGATION

ESRS G1 - CONDUITE DES AFFAIRES		Page(s)	Informations Complémentaires
G1-3	Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin	151; 162-163	Politique anticorruption et formation
G1-4	Cas avérés de corruption ou versements avérés de pots-de-vin	163	
G1-5	Influence politique et activités de lobbying	-	
G1-6	Pratiques en matière de paiement	-	

BP Basis content  
 GOV Governance content  
 SBM Strategy content  
 IRO Impact, risk and opportunity management

### ■ Déclaration sur le Devoir de Diligence

Le tableau ci-dessous indique où, dans notre déclaration de durabilité, il est possible de trouver des informations sur notre processus de devoir de diligence, y compris sa méthodologie, la manière dont il est mis en œuvre, ainsi que ses principales étapes et objectifs.

La cartographie ci-dessous établit la correspondance entre les éléments centraux du processus de devoir de diligence, en ce qui concerne les impacts sur les personnes et l'environnement, et les divulgations correspondantes dans la déclaration de durabilité de l'organisation.

ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE LA DILIGENCE RAISONNABLE	PARAGRAPHE(S) DANS LA DÉCLARATION RELATIVE À LA DURABILITÉ	PAGE(S)
a) Intégrer la diligence raisonnable dans la gouvernance, la stratégie et le modèle économique	3.4.1.1. Éthique professionnelle: Notre approche et nos politiques.	151-153
b) Collaborer avec les parties intéressées concernées à toutes les étapes de la diligence raisonnable	3.1.4.5. Identification et cartographie des parties prenantes et canaux de communication. 3.3.1.1. Droits de l'Homme: effectifs internes. 3.3.2.1. Droits de l'Homme: travailleurs dans la chaîne de valeur. 3.3.3.1. Consommateurs et utilisateurs finaux 3.4.1.1. Éthique professionnelle	68-70 118-119 137-139 142-144 151-153
c) Identifier et évaluer les incidences négatives	3.1.4.4. Impacts et risques clés liés au développement durable 3.3.1.2. et 3.3.2.2. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO) liés au social 3.4.1.2. Impacts matériels, Risques et Opportunités (IRO) liés à la gouvernance	66-68 119-121 139 144-146 153-156
d) Prendre des mesures pour remédier à ces incidences négatives	3.3.1.3. et 3.3.2.3. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités liés au social 3.4.1.3. Actions visant à atténuer les impacts ou les risques et à maximiser les opportunités liés à la gouvernance	121-123 139-141 146-148 156-159
e) Suivre l'efficacité de ces efforts et communiquer	3.3.1.4. et 3.3.2.4. Objectifs, cibles et indicateurs clés de performance (ICP) liés au social 3.4.1.4. Objectifs, cibles et indicateurs clés de performance (ICP) liés à la gouvernance	124-125 141-142 149 160-161



## 4 Gouvernement d'entreprise

**177**

**4.1** Cadre de Gouvernance

**181**

**4.2** Conseil de Surveillance

**198**

**4.3** Directoire

**204**

**4.4** Rémunération



## 4. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 4.1 Cadre de Gouvernance

#### 4.1.1 Introduction

Solutions30 SE est une société européenne dont le siège social se situe au Luxembourg et dont les actions sont cotées à Paris (Euronext Paris, compartiment C). Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B.179097 (la Société).

La Société a adopté une organisation duale à Conseil de Surveillance et Directoire. La Gouvernance de la Société est tournée vers la croissance rentable et l'opérationnel, avec des cycles de décision courts et efficaces et une réelle proximité avec le terrain. Ce modèle permet à la Société de rester agile et de saisir rapidement les opportunités de marché qui s'offrent à elle. L'objectif est d'atteindre la taille critique dans toutes les zones géographiques où elle est présente, tout en maintenant une rigueur opérationnelle forte.

Le Conseil de Surveillance est en mesure d'effectuer un travail de qualité car ses membres sont indépendants et engagés, représentent une variété de compétences et sont soutenus par trois comités : le Comité Audit, Risque et Conformité, le Comité des Nominations et des Rémunérations et le Comité Stratégie et ESG.

Le Directoire est assisté dans son travail par deux comités : un Comité Exécutif Groupe et un Comité Exécutif Pays.

La Société a été créée conformément au Règlement (CE) n°2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE) (le Règlement SE).

À cet égard, elle est régie par les dispositions de la loi luxembourgeoise relative aux sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi de 1915), applicable aux sociétés anonymes, et par les dispositions spécifiquement applicables aux sociétés européennes du Règlement SE.

Les règles de gouvernance de la Société sont également basées sur (i) les statuts de la Société (les Statuts), (ii) la charte de gouvernance d'entreprise du Directoire (la Charte du Directoire), (iii) la charte de gouvernance d'entreprise du Conseil de Surveillance (la Charte du Conseil de Surveillance), (iv) le présent rapport sur le Gouvernement d'entreprise (le Rapport sur le Gouvernement d'entreprise) et les règlements intérieurs de la Société. À la date du présent Rapport sur le Gouvernement d'entreprise, la Société se conforme aux recommandations relatives au gouvernement d'entreprise visées dans le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées élaboré par l'Afep et le Medef en décembre 2008, mis à jour en décembre

2022 (Code AFEP-MEDEF). La section 4.1.2 du présent Rapport sur le Gouvernement d'entreprise précise les dispositions du Code Afep-Medef qui ont été écartées et les raisons pour lesquelles elles l'ont été.

Le Code Afep-Medef peut être consulté sur les sites Internet de l'Afep ([www.afep.com](http://www.afep.com)) et du Medef ([www.medef.com](http://www.medef.com))

Les Statuts sont disponibles sur le site Internet de la Société :

<https://www.solutions30.com/articles-of-association/>

La Charte du Conseil de Surveillance est disponible sur le site Internet de la Société :

<https://solutions30.com/SupervisoryBoard-Governance-Charter>

La Charte du Directoire est disponible sur le site Internet de la Société :

<https://www.solutions30.com/GMB-Governance-Charter>

Les Codes de Conduite de la Société, la Politique de lutte contre la corruption, la Politique et la Plateforme de dénonciation sont disponibles sur le site Internet de la Société :

<https://www.solutions30.com/policies>

#### 4.1.2. Code de Gouvernement d'Entreprise

La Société se réfère au Code AFEP-MEDEF. Le Rapport sur le Gouvernement d'entreprise précise les dispositions du Code AFEP-MEDEF qui ont été écartées et les raisons pour lesquelles celles-ci l'ont été. Le tableau ci-après présente les recommandations du Code AFEP-MEDEF qui ne sont pas suivies par Solutions30 SE ainsi que ses pratiques actuelles et leur justification.

Compte tenu du modèle de Gouvernance duale retenu par Solutions30, avec à la fois un Directoire et un Conseil de Surveillance, il appartient au conseil de surveillance de prendre connaissance des recommandations figurant dans le Code AFEP-MEDEF, dès lors qu'elles sont validées par cet organe.

Recommandations du code AFEF-MEDEF écartées ou non appliquées	Explications relatives à la non-application de certaines recommandations
<p><b>Article 9</b></p> <p><b>Article 14.3</b></p> <p>9.1 Dans un groupe, les administrateurs représentant les salariés élus ou désignés en application des exigences légales siègent au conseil de la société qui déclare se référer aux dispositions du présent code dans son rapport sur le gouvernement d'entreprise. Lorsque plusieurs sociétés du groupe appliquent ces dispositions, les conseils déterminent la ou les sociétés éligibles à cette recommandation.</p> <p>9.2 Les administrateurs représentant les salariés actionnaires et les administrateurs représentant les salariés ont le droit de voter lors des réunions du conseil d'administration, instance collégiale à qui s'impose l'obligation d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt de l'entreprise. Comme tout administrateur, ils peuvent être désignés par le conseil pour participer à des comités.</p> <p>9.3 Sous réserve des dispositions légales qui leur sont propres, les administrateurs représentant les actionnaires salariés et les administrateurs représentant les salariés disposent des mêmes droits, sont soumis aux mêmes obligations, notamment en matière de confidentialité, et encourent les mêmes responsabilités que les autres membres du conseil.</p> <p>14.3 Les administrateurs représentant les salariés ou représentant les salariés actionnaires bénéficient d'une formation adaptée à l'exercice de leur mandat</p>	<p>Solutions30 SE est une société enregistrée au Luxembourg et est donc soumise à la loi 1915 (telle que définie ci-dessus) ainsi qu'à d'autres lois applicables au Luxembourg. À ce titre, Solutions30 SE n'a pas de représentation des salariés au Conseil de Surveillance.</p>
<p><b>Article 24</b></p> <p><b>L'OBLIGATION DE DETENTION D'ACTIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX</b></p> <p>Le conseil d'administration fixe une quantité minimum d'actions que les dirigeants mandataires sociaux doivent conserver au nominatif, jusqu'à la fin de leurs fonctions. Cette décision est réexaminée au moins à chaque renouvellement de leur mandat.</p> <p>Le conseil peut fonder ses décisions sur diverses références, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la rémunération annuelle ;</li> <li>– un nombre d'actions déterminé ;</li> <li>– un pourcentage de la plus-value nette d'impôts et des frais relatifs à la transaction, s'il s'agit d'actions exercées ou d'actions de performance ;</li> <li>– une combinaison de ces références.</li> </ul> <p>Tant que cet objectif de détention d'actions n'est pas atteint, les dirigeants mandataires sociaux consacrent à cette fin une part des levées d'options ou des attributions d'actions de performance telle que déterminée par le conseil. Cette information figure dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la société.</p>	<p>À la date du présent rapport, le Président du Directoire détient 17 323 240 actions de la Société, représentant 16,2 % du capital social.</p> <p>À la date du présent rapport, les autres membres du Directoire détiennent ensemble 31.160 actions, représentant 0,03 % du capital social de la Société.</p> <p>Ensemble, les membres du Directoire détiennent 17.354.400 actions, représentant 16,2 % du capital social de la Société. Les membres du Directoire sont par conséquent associés au développement de la Société sur le long terme.</p> <p>À cette fin, la politique de rémunération du Groupe encourage tous les membres du Directoire à acquérir et à détenir un nombre d'actions (i) égal à leur rémunération annuelle fixe respective au cours de la quatrième année suivant leur nomination et (ii) pour le PDG, égal à deux fois sa rémunération fixe au cours de la quatrième année. Cette disposition vise à garantir que les membres du Directoire deviennent actionnaires de la Société, qu'ils se sentent concernés et que leurs intérêts soient alignés sur ceux des actionnaires.</p>
<p><b>Article 25.4</b></p> <p>Le conseil prévoit également que le versement de l'indemnité de non-concurrence est exclu dès lors que le dirigeant fait valoir ses droits à la retraite. En tout état de cause, aucune indemnité ne peut être versée au-delà de 65 ans.</p>	<p>Solutions30 SE est une société enregistrée au Luxembourg et est donc soumise à la loi 1915 (telle que définie ci-dessus) ainsi qu'à d'autres lois applicables au Luxembourg. Les contrats des membres du Directoire sont également soumis à la loi luxembourgeoise et cette loi ne prévoit pas de limitations similaires en ce qui concerne la règle de non-concurrence qui, en vertu de la loi luxembourgeoise, est purement contractuelle. Par conséquent, les contrats mentionnés ci-dessus ne prévoient pas de telles limitations liées à l'âge.</p>



#### 4.1.3. Évaluation du fonctionnement et des travaux du Conseil de Surveillance et Directoire

MEDEF et à sa propre charte de gouvernance d'entreprise, le Conseil de Surveillance a procédé, au cours du quatrième trimestre de 2025, à une auto-évaluation annuelle du fonctionnement du Conseil de Surveillance et de ses comités respectifs et a décidé que le Directoire devrait également faire l'objet d'une auto-évaluation. Ce processus d'évaluation a été effectué sous la supervision générale de Thomas KREMER, membre indépendant et Président du Conseil de Surveillance, membre du Comité Audit, Risques et Conformité, du Comité des Nominations et des Rémunérations ainsi que du Comité Stratégie et ESG.

L'objectif de cette auto-évaluation était d'évaluer la capacité des membres du Conseil de Surveillance et des membres du Directoire à assurer un contrôle efficace de la gouvernance, de la stratégie et des performances de la Société tout en répondant aux attentes des autorités réglementaires, des actionnaires et du marché.

Ce processus d'évaluation a consisté (i) à faire remplir un questionnaire détaillé à chacun des membres des conseils respectifs afin de recueillir leurs opinions, commentaires et suggestions concernant leur composition, leur organisation et leur fonctionnement ainsi que la gouvernance générale du Groupe et (ii) à faire débattre les résultats de l'auto-évaluation par tous les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance respectivement.

La mise en place de l'auto-évaluation visait à atteindre trois objectifs clés :

- évaluer le fonctionnement du Directoire, du Conseil de Surveillance et de ses Comités,
- vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues et enfin
- mesurer la contribution de chaque membre aux travaux des instances dirigeantes respectives.

L'auto-évaluation s'est concentrée sur les domaines suivants :

- l'accomplissement de leur mission
- le suivi des risques et des opportunités
- le fonctionnement du Conseil de Surveillance et du Directoire
- la composition du Conseil de Surveillance et du Directoire : diversité des profils et des compétences, rémunération
- la conduite de leurs réunions respectives : ordre du jour, organisation, accès à l'information, taux d'assiduité, contenu et qualité des discussions, etc.
- les relations et interactions entre le Conseil de Surveillance et le Directoire
- performance des comités du Conseil de Surveillance

Par ailleurs, ce processus d'évaluation a porté sur la gouvernance générale de Solutions30 et sa mise en œuvre ainsi que sur la qualité et la quantité des informations fournies aux membres du Conseil de Surveillance.

Les conclusions de cet exercice d'évaluation ont été présentées et discutées lors de la réunion du Conseil de Surveillance du 5 novembre 2025 et de la réunion du

Directoire du 23 mars 2026. Les conclusions de l'évaluation sont les suivantes :

- Les deux instances dirigeantes continuent de fonctionner efficacement et conformément aux exigences légales, réglementaires et de gouvernance interne applicables.
- Engagement fort et continu envers une supervision responsable du Conseil de Surveillance et une prise de décision transparente.
- Ambition partagée confirmée des deux instances pour continuer à renforcer la qualité, la fréquence et la profondeur de leurs interactions visant à assurer une performance résiliente et une création de valeur soutenue.
- Les modifications apportées à la composition et à l'expertise du Conseil de Surveillance depuis la dernière évaluation menée en 2024 sont jugées positives compte tenu du fait que des compétences supplémentaires ont été ajoutées, notamment en matière de stratégie, d'opérations et de gouvernance générale.
- Le nombre de membres et la composition actuelle du Conseil de Surveillance et du Directoire en matière de profil et d'expérience sont jugés appropriés.
- Les membres du Conseil de Surveillance disposent des compétences, des connaissances et de l'expérience essentielles pour lui permettre d'exercer efficacement ses fonctions.
- Les deux instances dirigeantes fonctionnent bien en équipe, leurs membres collaborant efficacement et tirant parti de l'expertise de chacun au cours de leurs réunions respectives.

4 Les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance se félicitent des progrès significatifs et rapides réalisés en matière de gouvernance et de ses processus clés, y compris, mais sans s'y limiter, les contrôles internes, la gestion des risques, la conformité, ainsi que le cadre ESG tel que reflété dans le chapitre 2.4.1 et le rapport de durabilité de ce rapport annuel.

Les recommandations suivantes ont été formulées en ce qui concerne la gouvernance générale :

- i. Continuer à développer un cycle annuel plus structuré pour des discussions stratégiques approfondies et des analyses détaillées de la gestion des risques, permettant un engagement plus précoce et plus complet sur les priorités à long terme, les investissements et les risques émergents.
- ii. Poursuivre l'effort conjoint de surveillance des domaines à risque critique tels que la conformité réglementaire, la transformation numérique, la cybersécurité et la durabilité.
- iii. Poursuite, en parallèle des réunions formelles, d'échanges informels périodiques entre les membres du Conseil de Surveillance et entre les membres du Directoire et les membres du Conseil de Surveillance ; ateliers thématiques pour renforcer davantage la compréhension mutuelle et la collaboration, notamment sur les segments d'activité et la dynamique du marché.
- iv. Continuer à se concentrer sur la planification de la succession prospective pour les rôles clés de leadership et à approfondir sa supervision dans ce

domaine, avec le Directoire fournissant des mises à jour plus structurées sur le développement des talents, la force de la filière de leadership et la cartographie des compétences critiques. Cette attention renforcée soutiendra la continuité, la résilience et le développement organisationnel durable.

Conformément aux conclusions et recommandations susmentionnées et dans le cadre des efforts continus visant à renforcer sa structure organisationnelle, de nombreuses mesures ont été prises par Solutions30 durant l'année 2025 et en début 2026, y compris, mais sans s'y limiter :

- i. Poursuite continue d'une série d'audits et d'évaluations réalisés dans l'ensemble du Groupe par l'équipe d'audit interne, axée sur l'examen des niveaux de conformité des contrôles internes mis au point dans le cadre du projet GRC.
- ii. Renouvellement du mandat de Pascale MOURVILLIER en tant que membre du Conseil de Surveillance de la Société, pour une durée de quatre ans ainsi que sa nomination en tant que Présidente du Comité Audit, Risques et Conformité.
- iii. Nomination d'Olivier DOMERGUE en tant que membre du Conseil de Surveillance et en tant que Président du Comité Stratégie et ESG, membre indépendant du Conseil de Surveillance apportant une expertise approfondie en stratégie d'entreprise, transformation opérationnelle, construction et industrie énergétique.
- iv. Nomination de Maria ZESCH en tant que membre du Conseil de Surveillance apportant une vaste expertise dans l'industrie des services, couvrant les télécommunications, la technologie, les médias et la stratégie.
- v. Nomination ultérieure d'Olivier DOMERGUE en tant que membre du Directoire et Directeur de la Performance, effective à partir du 1er janvier 2026, avec pour mission principale de piloter l'amélioration de la performance opérationnelle et financière du Groupe, en étroite collaboration avec l'ensemble de l'équipe de direction.
- vi. Avec la composition actuelle du Conseil de Surveillance qui compte 5 membres, tous indépendants, dont 3 femmes représentant 60 % des membres du Conseil de Surveillance, le Groupe continue de se conformer à la directive européenne « Women on Boards » qui stipule que la proportion de sièges d'administrateurs non exécutifs détenus par des femmes doit être (i) d'au moins 40 % ou (ii) d'au moins 33 % des sièges d'administrateurs non exécutifs et exécutifs détenus par des femmes.

vii. L'engagement fort et continu du Groupe sur les questions ESG comme expliqué en détail dans le rapport sur le développement durable au chapitre 3.

viii. L'intégration continue dans les objectifs annuels du Directoire de Solutions30 et des responsables locaux des pays (i) des cibles GRC axées, entre autres, sur les sujets de conformité, les contrôles internes et la gestion de risque ainsi que (ii) des cibles ESG axées, entre autres, sur la réduction des émissions de CO2 et le renforcement de la féminisation et de la parité hommes-femmes au sein des organes de direction du Groupe, comme expliqué en détail au chapitre 4.4.4.2.

ix. Conformément à l'engagement de Solutions30 envers une gouvernance d'entreprise solide et une continuité des activités à long terme, le Conseil de Surveillance s'est fortement concentré sur la planification de la succession à court, moyen et long termes pour les membres du Directoire. Un plan de succession pour le président du Directoire a été élaboré et approuvé. Ce plan structuré garantit la clarté et la préparation pour la future transition de leadership, renforce la stabilité organisationnelle et consolide notre cadre de gouvernance.

À l'issue de ce processus, pour donner suite aux recommandations du Code AFEP-MEDEF, les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire continueront à être soumis à une évaluation au moins une fois par an, sur les trois objectifs énoncés dans le Code AFEP-MEDEF et mentionnés ci-dessus.

En outre, le travail des instances dirigeantes fera l'objet d'une évaluation formelle, supervisée par le Comité des Nominations et des Rémunérations, selon l'une des deux méthodes suivantes :

- Une auto-évaluation
- Une évaluation réalisée par un cabinet spécialisé (consultant externe).

De plus, il a été décidé que des analyses continues seront effectuées par la direction en tant qu'opérations de routine, intégrées aux processus opérationnels et réalisées en temps réel, en réaction à l'évolution des conditions.

## 4.2 Conseil de Surveillance

### 4.2.1 Charte du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a adopté une charte interne, entrée en vigueur le 23 avril 2019, révisée et amendée le 3 avril 2024. Cette Charte du Conseil de Surveillance précise les règles et principes de fonctionnement du Conseil de Surveillance, en complément des dispositions législatives et réglementaires applicables et des Statuts. Les informations ci-après constituent un résumé de cette Charte du Conseil de Surveillance et ne visent donc pas à l'exhaustivité.

### 4.2.2 Membres du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est un organe collégial composé d'au moins trois membres nommés et révoqués par l'assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale), sur proposition non contraignante du Conseil de Surveillance. Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés sur la base de critères objectifs tels que leur expertise, leurs compétences, leur expérience, leur diversité et leur indépendance.

Les membres du Conseil de Surveillance seront en exercice pour une durée de quatre ans, tel que prévu par les Statuts, et pourront ensuite voir leur mandat renouvelé. Dans ce cas, la manière dont le (ou la) candidat(e) a rempli ses fonctions est évaluée et prise en compte.

La composition du Conseil de Surveillance sera telle que l'expérience, les compétences, les aptitudes, la diversité et l'indépendance combinées de ses membres lui permettront de s'acquitter au mieux de ses devoirs et responsabilités à l'égard de la Société et de toutes les parties prenantes, conformément aux lois et réglementations en vigueur (y compris les règles du marché Euronext sur lequel les titres de la Société sont cotés et négociés).

Le Conseil de Surveillance est actuellement composé de cinq membres, dont un Président et un Vice-Président.

### 4.2.3 Comités du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est assisté de trois comités spécialisés, chacun agissant dans son domaine d'expertise spécifique. Les comités permanents du Conseil de Surveillance sont le Comité des Nominations et des Rémunérations, le Comité Audit, Risques et

Conformité ainsi que le Comité Stratégie et ESG (les Comités). Leurs règles de fonctionnement figurent en annexes de la Charte du Conseil de Surveillance.

Ces Comités sont destinés à aider le Conseil de Surveillance à superviser le Directoire de la Société en conseillant et préparant les décisions sur les questions qui relèvent de leur compétence.

Ainsi, les fonctions principales des Comités du Conseil de Surveillance sont notamment les suivantes :

- Comité Stratégie et ESG : Surveiller et évaluer les évolutions et la stratégie de la Société, y compris au regard des critères ESG, et anticiper les risques, y compris la revue annuelle des plans stratégiques et des objectifs ESG, l'analyse des projets d'investissement, la surveillance du Directoire de la Société et le contrôle des décisions en matière de stratégie et d'ESG.
- Assister le Conseil de Surveillance dans la vérification du reporting financier, des procédures de contrôle interne, des processus de conformité et de la gestion des risques. Une bonne pratique du Comité Audit, Risques et Conformité consiste notamment à se réunir avec les auditeurs, avec et sans le management de Solutions30.

En fonction des sujets abordés lors des réunions du Comité Audit, Risques et Conformité, les fonctions clés du Groupe sont régulièrement invitées à assister à ces réunions telles que, par exemple, le Secrétaire Général supervisant le Directeur Général Finance, le Directeur Consolidation, la Directrice Risques, Conformité et ESG et la Directrice Juridique, le CISO.

La participation de ces personnes est cruciale lorsqu'il s'agit d'aborder les sujets liés à l'ESG, à la gouvernance ainsi qu'aux contrôles internes et de répondre à des questions spécifiques liées à la performance financière du Groupe. Le Secrétaire Général du Groupe joue un rôle clé dans les réunions du Comité Audit, Risques et Conformité en raison de sa responsabilité directe pour les questions financières du Groupe.

- Comité des Nominations et des Rémunérations : assister le Conseil de Surveillance et formuler des propositions relatives à la composition des organes de gouvernance, au plan de succession des dirigeants de la Société, aux rémunérations des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire.

#### 4.2.4 Informations sur les membres du Conseil de Surveillance

À ce jour, le Conseil de Surveillance est composé de sept membres :



##### THOMAS KREMER

Président du Conseil de Surveillance  
Membre indépendant  
Membre du Comité Audit, Risque et Conformité  
Membre du Comité Stratégique et ESG  
Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations

**Âge :** 68 ans

**Nationalité :** Allemande

**1ère nomination :** 16 juin 2022

**Échéance du mandat :** 2026

**Nombre d'actions détenues :** -

**Taux d'assiduité :** 100%

Nommé aux fonctions de Membre du Conseil de Surveillance par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 2022. Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Thomas KREMER est Docteur en Droit diplômé de l'Université de Bonn en 1994. Au début de sa carrière, le Dr KREMER a rejoint le service juridique de ThyssenKrupp AG avant de devenir le Directeur Juridique en 2003 pour s'occuper notamment de la mise en place du programme de conformité du groupe et occuper le poste Chief Compliance Officer à compter de 2007. En 2009, il a pris en charge la gestion du centre d'expertise juridique et de conformité de l'entreprise. En 2012, il a rejoint Deutsche Telekom AG en tant que membre du directoire et était responsable de la confidentialité des données, des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de la gestion des risques. Entre janvier 2014 et mars 2015, il assure, en parallèle de ses fonctions, l'intérim du directeur des ressources humaines. De mai 2015 jusqu'à sa retraite en mars 2020, il a également été membre du conseil de surveillance de T-Systems International GmbH, membre des sous-comités de la sécurité et des ressources humaines. En plus de ses fonctions opérationnelles, Thomas Kremer a été membre de la commission du gouvernement allemand sur la gouvernance d'entreprise (Deutscher Corporate Governance Kodex, ou DCGK). Il a également été président de l'association pour la sécurité du réseau appelée « Deutschland sicher im Netz ». Thomas Kremer est actuellement maître de conférences à l'Université de Bonn en droit des affaires et en gouvernance d'entreprise.

##### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

##### Mandats actuels

- Néant

##### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

##### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, en dehors du Groupe Solutions30

##### Mandats actuels

- Néant

##### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Deutsche Telekom AG - membre du Directoire
- T-Systems International GmbH - membre du Conseil de Surveillance



## PAOLA BRUNO

Vice-Présidente du Conseil de Surveillance  
Membre Indépendante  
Présidente du Comité Stratégie et ESG  
Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations

**Âge** : 59 ans

**Nationalité** : Italienne

**1ère nomination** : 16 juin 2023

**Échéance du mandat** : 2027

**Nombre d'actions détenues** : -

**Taux d'assiduité** : 100 %

Nommée aux fonctions de Membre du Conseil de Surveillance par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 2023. Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2026.

Paola BRUNO a débuté sa carrière en 1993 chez UBS à Londres et Zurich en tant qu'Associate – Corporate Finance où elle intervenait sur des missions dans les secteurs des télécoms et de la finance. En 1996, elle a rejoint Merrill Lynch à Londres où elle a occupé le poste de directrice, dirigeant le groupe italien FIG, avant de devenir PDG d'ABM à Milan. Elle a ensuite rejoint le conseil d'administration de Banca Italease en 2004, où elle était responsable du développement commercial, y compris des fusions et acquisitions, des relations avec les investisseurs, de la planification stratégique et de la conformité en temps de crise. En 2010, elle est devenue DGF et membre du conseil d'administration de PMS, une société de communication cotée sur le marché AIM de Milan, et a également fondé Geneva Equities Europe, un fonds d'investissement privé. Depuis 2013, elle est PDG et fondatrice d'Augmented Finance, une société de conseil qui travaille avec des institutions financières, des fonds d'investissement et des entreprises technologiques européennes et américaines.

Paola BRUNO est diplômée en sciences politiques et en économie internationale de l'université La Sapienza de Rome. Elle détient également un Master en Finance obtenu au Chartered Institute for Securities & Investment (The CISI) à Londres et dispose de plusieurs certifications professionnelles dans les domaines de l'assurance, de la finance et de l'immobilier.

### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- Néant

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, en dehors du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- BANCO DESIO – Membre du conseil
- MESSAGGERIE ITALIANE SPA – Membre du conseil
- CLESSIDRA PRIVATE EQUITY SGR – Membre du conseil

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- SECNEWGATE GLOBAL STRATEGY SPA – Membre du conseil
- RETELIT – Membre du conseil
- COIMA RES SIIQ – Membre du conseil
- BANCA CREVAL – Membre du conseil
- ALERION CLEAN POWER – Membre du conseil
- INWIT – Membre du conseil
- DOBANK – Membre du conseil





## PASCALE MOURVILLIER

Membre du Conseil de Surveillance  
Membre Indépendant  
Présidente du Comité Audit, Risques et Conformité  
Membre du Comité Stratégie et ESG

**Âge :** 66 ans

**Nationalité :** Française, Suisse

**1ère nomination :** 10 décembre 2021

**Échéance du mandat :** 2029

**Nombre d'actions détenues :**

-

**Taux d'assiduité :** 100%

Nommée en qualité de membre du Conseil de Surveillance lors de la réunion du Conseil de Surveillance du 10 décembre 2021, sa nomination a été ratifiée par l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021. Son mandat a été renouvelé lors de l'assemblée générale du 17 juin 2025.

Pascale MOURVILLIER est diplômée d'HEC (Écoles des hautes études commerciales), Paris. Mme MOURVILLIER a démarré sa carrière dans l'audit chez Arthur Andersen puis s'est spécialisée dans les normes IFRS à la CNCC puis en tant que conseillère technique chez Acteo. En 2005, elle rejoint le groupe Suez en tant que responsable du Centre d'expertise IFRS et pendant 10 ans elle a accompagné le groupe dans de nombreuses opérations structurantes. Depuis 2014, elle intervient en tant que conseil indépendant en information financière au service de nombreuses ETI et grandes entreprises. Elle a été membre de la commission comptable à la SFAF de 2005 à 2024.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Néant

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Gamabilis – Membre du Conseil Consultatif

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- PAM Expertise - Président



## YVES KERVEILLANT

Membre du Conseil de Surveillance  
Membre Indépendant  
Membre du Comité Audit, Risque et Conformité  
Membre du Comité des Nominations et des Rémunérations

**Âge** : 73 ans

**Nationalité** : Française

**1ère nomination** : 27 mai 2019

**Échéance du mandat** : 2027

**Nombre d'actions détenues** : -

**Taux d'assiduité** : 100%

Nommé aux fonctions de Membre du Conseil de Surveillance par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2019 et du 16 juin 2023.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2026.

Yves KERVEILLANT est diplômé d'HEC (Écoles des hautes études commerciales), Paris, et titulaire de diplômes en droit et en comptabilité. Avant de rejoindre la société de conseil Equideals et d'en prendre la présidence en 2009, M. KERVEILLANT a dirigé pendant plus de vingt ans un groupe de cabinets d'expertise comptable. Il a en parallèle exercé des fonctions de commissaire aux comptes auprès de quatre-vingts sociétés, dont plusieurs cotées en bourse. Ses champs d'expertise recouvrent notamment l'aide au développement d'entreprises, le conseil en acquisitions/cessions de PME, l'élaboration de plans de reprise et de restructuration d'entreprises en difficulté.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Néant

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- SAS YK Conseil – Président ; SAS YK Conseil est le Président de SAS Ker Invest qui est lui-même Président de SAS Equideals
- SCI Bison buté – Gérant
- SCI 30 rue de la Bourboule – Gérant
- SCI Expertise Nouvelle France – Gérant
- SCI Edison Communication – Président
- SNC Unu Testardu – Président
- SNC Vecchioso – Président

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- SCI l'Erable – Président
- SAS Immortelles de Calenzana – Président
- SAS Immortelles Corses – Président
- SNC Ker West – Gérant
- SCI Vemag – Gérant



## MARIA ZESCH

Membre du Conseil de Surveillance  
Membre indépendant

**Âge :** 52 ans

**Nationalité :** Autrichienne

**1ère nomination :** 17 juin 2025, en tant que membre du Conseil de Surveillance (prise d'effet au 1er octobre 2025)

**Échéance du mandat :** 2029

**Nombre d'actions détenues :**

-

**Taux d'assiduité :** 100%

Nommée aux fonctions de Membre du Conseil de Surveillance par délibération de l'assemblée générale du 17 juin 2025. Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2028.

Maria ZESCH a obtenu son diplôme en sciences commerciales à l'Université d'économie et de gestion commerciale de Vienne. Elle a commencé sa carrière professionnelle en 1997 à la Austrian Broadcasting Corporation dans le domaine du développement commercial. Elle a ensuite rejoint le cabinet de conseil international A.T. Kearney. De 2003 à 2018, Mme ZESCH a occupé divers postes de direction au sein de Deutsche Telekom, notamment Vice-Présidente de la Stratégie et Vice-Présidente Exécutive du Marketing Grand Public chez T-Mobile Autriche, Directrice Marketing et membre du conseil d'administration chez T-Mobile Croatie, ainsi que Directrice Commerciale chez T-Mobile Autriche, contribuant à la croissance stratégique, à l'innovation digitale et à l'excellence commerciale sur plusieurs marchés. En 2017, elle a été nommée « Femme d'affaires de l'année » en Autriche pour son travail dans l'innovation numérique et l'engagement client. Entre 2018 et 2021, elle a occupé le poste de Directrice Commerciale chez Magenta Telecom, et de 2021 à 2024, elle a été PDG de TAKKT AG. Depuis 2025, elle est membre du conseil d'administration de Bosch Home Comfort.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Néant

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Bosch Home Comfort, membre du Conseil d'Administration
- öPOST AG, membre du Conseil de Surveillance
- Bosch Siemens Haushaltsgeräte/BSH, membre du Conseil de Surveillance

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- TAKKT AG, PDG
- Ottakringer AG, membre du Conseil de Surveillance
- Oekostrom AG, membre du Conseil de Surveillance
- T-Mobile Cz, membre du Conseil d'Administration



## OLIVIER DOMERGUE

Ancien Membre du Conseil de Surveillance  
Membre indépendant  
Président du Comité Stratégie et ESG

**Âge** : 57 ans

**Nationalité** : Française

**1ère nomination** : 17 juin 2025 (en tant que membre du Conseil de Surveillance)

**Échéance du mandat** : 31 décembre 2025

**Nombre d'actions détenues** :

-

**Taux d'assiduité** : 100%

Nommé aux fonctions de Membre du Conseil de Surveillance par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 et présidente du Comité Stratégie et ESG du Conseil de Surveillance par décision du Conseil de Surveillance le 23 juillet 2025. Son mandat a pris fin le 31 décembre 2025, et il a rejoint le Directoire à compter du 1er janvier 2026.

Olivier DOMERGUE est diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées en tant qu'ingénieur civil. La carrière de M. DOMERGUE s'étend sur plusieurs postes chez Bouygues et SPIE, où il a évolué de la gestion de projets chez Bouygues à devenir une figure emblématique chez SPIE, en se concentrant sur la transformation opérationnelle, la sécurité et le management des équipes.

De 2013 à 2017, il a occupé le poste de Directeur Général de SPIE Nucléaire, puis entre 2017 et 2022, celui de Directeur Général de SPIE France. Au cours de ces neuf années en tant que directeur général et membre du comité exécutif chez SPIE, il a d'abord dirigé la filiale nucléaire du groupe SPIE, puis, pendant cinq ans en tant que directeur général de SPIE France, il a mis en œuvre une transformation profonde de l'ensemble des activités du groupe SPIE en France. En 2023, il est passé à un rôle de consultant chez ODO – Solutions et Performance, poursuivant son attention sur l'amélioration stratégique des affaires. En 2025, il a occupé le poste de directeur général adjoint chez FIVES Group, en charge des Ressources Humaines et de la Performance au niveau du Groupe, tout en supervisant ses activités dans le nucléaire.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Néant

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- ODO-Solutions & Performance EURL – Directeur

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- SPIE France - Directeur Général et Président de ses cinq filiales
- FIVES Group, Directeur Général Adjoint



## ALEXANDER SATOR

Ancien Membre du Conseil de Surveillance (ancien Président)  
Membre Indépendant  
Président du Comité des Nominations et des Rémunérations

**Âge** : 54 ans

**Nationalité** : Allemande

**1ère nomination** : 15 mai 2015 en tant que membre du Conseil de Surveillance

**Échéance du mandat** : 31 décembre 2025

**Nombre d'actions détenues** : -

**Taux d'assiduité** : 100%

Nommé aux fonctions de Membre du Conseil de Surveillance par délibération de l'assemblée générale mixte du 15 mai 2015 et de Président du Conseil de Surveillance par délibération du Conseil de Surveillance du 20 juillet 2018.

Ses mandats, renouvelés lors des assemblées générales ordinaires du 27 mai 2019 et du 16 juin 2023, arriveront à échéance lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2026.

Alexander SATOR est diplômé en physique et inventeur de plusieurs technologies laser renommées. En 1996, il fonde Sator Laser, société spécialisée dans les systèmes laser industriels, et devient Directeur Technique du groupe lors de son acquisition par Domino Printing Science PLC en 2001. En 2005, il devient PDG de la Société 4G Systems avant de la céder à Deutsche Telekom en 2006. Il a ensuite fondé SapfiKapital Management, un family office qui investit dans le secteur des télécommunications.

Parallèlement, il a été conseiller stratégique de Deutsche Telekom et président de Cinterion Wireless Modules, un spin-off de Siemens. En 2018, il a fondé 1nce, joint-venture avec Deutsche Telekom et 1er opérateur majeur pour l'Internet des objets, dont il est actuellement PDG.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Néant

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- 1nce GMBH – Président du Directoire
- 1nce SIA – Président du Directoire
- Norbit GMBH – Président du Directoire
- Sapfi Kapital Man. GMBH - Président du Directoire
- Voltavest GMBH – Administrateur délégué
- DC42 GMBH – Administrateur délégué
- Joma-Pasca GMBH – Administrateur délégué
- Sigma51 GMBH – Administrateur délégué
- RHO1 GMBH – Administrateur délégué
- SIA 1NCE LatviaValdes priekšsēdētājs – Président du Conseil d'Administration
- 1NCE Inc. – Membre du Conseil d'Administration (Vice-Président)
- InoAlfa GMBH – Président du Directoire

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- DGT Future Fund – Membre du Conseil de Surveillance
- SendR SE – Président du Conseil d'Administration
- Satkirit LTD – Membre du Conseil d'Administration
- Reverse Retail GMBH – Membre du conseil d'administration





### CAROLINE TISSOT

Ancienne Membre du Conseil de Surveillance  
Membre indépendante  
Membre du Comité Stratégie et ESG

**Âge** : 55 ans

**Nationalité** : Française

**1ère nomination** : 19 mai 2017

**Échéance du mandat** : 2025

**Nombre d'actions détenues** : -

**Taux d'assiduité** : 67%

Nommée aux fonctions de Membre du Conseil de Surveillance par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 19 mai 2017.  
Son mandat a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2021 et a pris fin lors de l'assemblée générale tenue en 2025.

Caroline TISSOT est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise de l'Université Paris Dauphine. Elle a débuté sa carrière en 1995 en tant que consultante chez Deloitte France avant de rejoindre le siège européen de General Electric à Bruxelles en 2003, où elle a passé près de dix ans au sein de la fonction achats. Elle a acquis une expertise particulière dans ce domaine, ainsi qu'une vaste expérience internationale. En 2012, elle a été nommée directrice des achats de Bouygues Telecom. En septembre 2016, elle a rejoint AccorHotels pour prendre la responsabilité des achats du groupe. En janvier 2023, elle a rejoint le Conseil d'Administration de Accor en tant que Directrice des Achats.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- Néant

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- Néant

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant



## JEAN-PAUL COTTET

Ancien Membre du Conseil de Surveillance  
Membre Indépendant  
Président du Comité Stratégie et ESG

**Âge** : 71 ans

**Nationalité** : Française

**1ère nomination** : 18 mai 2018

**Échéance du mandat** : 2025

**Nombre d'actions détenues** :

-

**Taux d'assiduité** : 100%

Coopté en qualité de Membre du Conseil de Surveillance lors de la réunion du Conseil de Surveillance du 18 avril 2018, nomination ratifiée par délibération de l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2018. Son mandat a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2021 et a pris fin lors de l'assemblée générale tenue en 2025.

Diplômé de l'École Polytechnique, de Mines ParisTech et de Télécom ParisTech, Jean-Paul COTTET a débuté sa carrière dans le secteur nucléaire, puis a travaillé pour France Télécom/Orange en tant que Directeur des Opérations réseau à Marseille. Il a occupé divers postes de direction, dont la Direction de Paris après avoir été Directeur des Ventes France et en charge de l'ouverture du Capital au Grand Public. Il a également été Directeur des Réseaux en France. Il a ensuite occupé différents postes au sein du comité exécutif du groupe en tant que Secrétaire Général, Directeur des Systèmes d'Information, Directeur de l'International, et Directeur du Marketing de l'Innovation et des Contenus. Il est actuellement consultant en Management des Nouvelles Technologies.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Néant

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Pentekaitech - CEO
- Fondation de l'Ecole Polytechnique – Délégué général
- Fondation du Patrimoine (France) – Directeur de projet

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Président et/ou administrateur de plusieurs sociétés du Groupe Orange (audiovisuel (OSC), filiales Orange en Afrique, Viacess-Orca)
- Orange – Conseiller

Tableau résumé :

Membre du Conseil de Surveillance	Nationalité	Genre	Année de 1ère nomination	Date de Fin de mandat	Ancienneté	Membre indépendant	Comités du Conseil de Surveillance			Expérience
							Comité Audit, Risques et Conformité	Comité des Nominations et des Rémunérations	Comité Stratégie et ESG	
Thomas Kremer	Allemande	M	2022	2026	4 ans	Oui	Membre	Membre	Membre	Membre du conseil d'administration - Deutsche Telekom AG, membre du conseil de surveillance de T-Systems International GMBH, membre de la commission du gouvernement allemand sur la gouvernance d'entreprise.
Paola Bruno	Italienne	F	2023	2027	3 ans	Oui		Membre	Président*	Associé en finance d'entreprise à UBS Londres et Zurich, Membre du conseil d'administration chez Banco Dessio Responsable du développement des entreprises et ancien membre du conseil d'administration - Banca Italease DGF et membre du conseil chez PMS
Alexander Sator	Allemande	M	2015	2025	10 ans	Oui		Président*		Entrepreneur, PDG de 1nce (JV avec Deutsche Telekom)
Pascale Mourvillier	Française	F	2021	2029	5 ans	Oui	Présidente		Membre	Auditrice chez Arthur Andersen, responsable du centre d'expertise normes IFRS chez Suez.
Yves Kerveillant	Française	M	2019	2027	7 ans	Oui	Membre	Membre		Expert-comptable, Président d'Equideals
Caroline Tissot	Française	F	2017	2025	8 ans	Oui			Membre*	Directrice générale des achats, Accor Hotels Group, Bouygues Telecom
Jean Paul Cottet	Français	M	2018	2025	7 ans	Oui			Président*	Membre du comité exécutif d'Orange, Conseiller Personnel du PDG d'Orange

Olivier Domergue	Française	M	2025	2025	6 mois	Oui	Président*	Directeur général de SPIE Nucléaire ; Directeur général de SPIE France
Maria Zesch	Autrichienne	F	2025	2029	<6 mois	Oui	Président*	Vice-présidente de la stratégie et Vice-présidente exécutive du marketing grand public de T-Mobile Autriche, CMO et membre du conseil d'administration de T-Mobile Croatie et directeur commercial chez T-Mobile Autriche, membre du conseil d'administration de Bosch Home Comfort.

\*Pour sa période de présence au Conseil de Surveillance sur la période considérée.

### Matrice des expériences et expertises des membres du Conseil de Surveillance

La complémentarité des compétences des membres du Conseil de Surveillance a également été renforcée au fil des années. Ces membres disposent d'une expertise variée dans les domaines clés de la Société :

Membre du Conseil de Surveillance	Expérience				Expertises				
	Secteurs d'activité	Internationale	Clients	Direction Générale	Audit & Finance	Organisation & RH	ESG	Juridique & Compliance	Marketing & Ventes
Thomas Kremer	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Paola Bruno	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	
Alexander Sator	✓	✓	✓	✓					✓
Pascale Mourvillier	✓	✓			✓		✓	✓	
Yves Kerveillant	✓	✓			✓			✓	
Caroline Tissot	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Jean Paul Cottet	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Olivier Domergue	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓
Maria Zesch	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓

#### Définitions :

**Secteurs d'activité** : expérience acquise dans les secteurs d'activité sur lesquels le Groupe opère : énergie, télécoms, IT, retail, sécurité.

**Internationale** : expérience acquise au sein de groupes internationaux ou à l'extérieur de son pays d'origine.

**Clients** : expérience acquise en travaillant chez, ou avec, les clients principaux du Groupe.

**Direction générale** : expérience de Direction Générale au sein de Groupe présent sur le plan international ou en forte croissance, création et développement d'entreprises.

**Audit & Finance** : expertise et/ou expérience de la finance d'entreprise, des processus d'audit et de contrôle, de la gestion des risques et des assurances, de la comptabilité, des fusions-acquisitions et du secteur de la banque.

**Organisation & RH** : expertise dans le secteur des ressources humaines, dans l'organisation de sociétés de croissance ou dans la transformation de sociétés de croissance.

**ESG** : expertise et/ou expérience dans le secteur social, environnemental et de gouvernance d'entreprise.

**Juridique & Compliance** : expérience ou expertise dans le domaine du droit et de la conformité.

**Marketing & Ventes** : expertise et/ou expérience dans les métiers du marketing et des ventes.

#### 4.2.5 Modifications survenues dans la Composition du Conseil de Surveillance et de ses Comités au cours de l'exercice

La composition du Conseil de Surveillance a changé en 2025, et le Conseil de Surveillance est désormais

composé de 5 membres indépendants, y compris 3 femmes.

L'assemblée générale du 17 juin 2025 a pris plusieurs décisions relatives à la composition du Conseil de Surveillance, à savoir :

- a reconduit Pascale MOURVILLIER, en qualité de membre du Conseil de Surveillance de la Société pour un mandat de 4 ans prenant fin à la date de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2028 ;
- a reconnu l'expiration et la non-renouvellement des mandats de Caroline TISSOT et Jean-Paul COTTET ;
- a nommé Olivier DOMERGUE en qualité de membre du Conseil de Surveillance pour un mandat de 4 ans prenant fin à la date de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2028 ; et
- a nommé Maria ZESCH en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour un mandat de 4 ans effectif à partir du 31 octobre 2025 et prenant fin à la date de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Par conséquent, en 2025, le Conseil de Surveillance, suivant les recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations, a pris les décisions suivantes concernant sa composition :

- nomination de Paola BRUNO au poste de Vice-Présidente du Conseil de Surveillance
- nomination d'Olivier DOMERGUE au poste de Président du Comité Stratégie et ESG
- nomination de Pascale MOURVILLIER en tant que Présidente du Comité Audit, Risques & Conformité

Par la suite, à la fin de 2025, le Conseil de Surveillance, suivant les recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations, a pris les décisions suivantes :

- reconnaissance de la démission d'Alexander SATOR de son mandat au sein du Conseil de Surveillance et de la présidence du Comité des Nominations et des Rémunérations à compter du 31 décembre 2025 ;
- reconnaissance de la démission d'Olivier DOMERGUE de son mandat au sein du Conseil de Surveillance et de la présidence du Comité Stratégie et ESG, effective à compter du 31 décembre 2025 ;
- nomination de Paola BRUNO en tant que Présidente du Comité Stratégie et ESG ; et
- approbation de la nomination d'Olivier DOMERGUE en tant que membre du Directoire et Directeur Général de la Performance, effective à compter du 1er janvier 2026, pour une durée de quatre ans.

En conséquence, le Conseil de Surveillance et ses comités sont désormais composés comme suit :

Thomas Kremer, Président du Conseil de Surveillance  
Paola Bruno, Vice-Présidente du Conseil de Surveillance

Comité Audit, Risques et Conformité :  
Pascale Mourvillier, Présidente

Yves Kerveillant, Membre  
Thomas Kremer, Membre

Comité des Nominations et des Rémunérations :  
Thomas Kremer, Membre  
Yves Kerveillant, Membre  
Paola Bruno, Membre

Comité Stratégie et ESG :  
Paola Bruno, Présidente  
Pascale Mourvillier, Membre  
Thomas Kremer, Membre

Les décisions ci-dessus visent à démontrer (i) la stabilité de la gouvernance de la Société et le maintien de pratiques de gouvernance solides, alignées sur ses objectifs stratégiques, et (ii) l'engagement de la Société à préserver l'indépendance des membres de son Conseil de Surveillance et à accroître sa diversité en promouvant des membres féminins.

La démission d'Alexander Sator est survenue alors qu'il approchait de sa onzième année au poste, une durée qui pourrait compromettre son indépendance. La démission d'Olivier Domergue était liée à une restructuration intra-Groupe et sa nomination au Directoire de la Société visait à renforcer ses compétences et à élargir la diversité des expertises.

#### 4.2.6 Évolutions à venir dans la Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance s'attache à promouvoir une expertise large en son sein, dont son caractère international, sa diversité de profils et de genres, en conservant une part prépondérante de membres indépendants.

Le Conseil de Surveillance continuera à renforcer les compétences présentes en son sein, notamment en termes de responsabilité d'entreprise, de gouvernance, de gestion des risques, de conformité et de secteurs d'activité, en mettant l'accent sur l'énergie.

#### 4.2.7 Indépendance des membres du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance, sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, procède chaque année à un examen de l'indépendance de ses membres sur la base des critères d'indépendance énoncés dans le Code AFEP-MEDEF et énumérés ci-dessous.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations examine notamment si les sociétés, hors sociétés du Groupe Solutions30, dans lesquelles les membres du Conseil de Surveillance occupent des mandats peuvent avoir des relations d'affaires avec la Société et, le cas échéant, si ces relations ne compromettent pas l'indépendance des membres concernés.



Les critères d'indépendance du Code AFEP-MEDEF suivis par la Société :

Critère 1 : Salarié ou dirigeant mandataire social au cours des 5 années précédentes

Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des 5 années précédentes :

- Un salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société
- Un employé, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que l'entreprise consolide
- Un employé, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de l'entreprise mère de la société ou d'une société consolidée par cette entreprise mère

Critère 2 : Directions croisées

Ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire exécutif social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur.

Critère 3 : Relations d'affaires significatives

Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil :

- significatif de la société ou de son groupe
- ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité

L'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue avec la Société ou son groupe est débattue par le Conseil et les critères quantitatifs et qualitatifs ayant conduit à cette appréciation (continuité, dépendance économique, exclusivité, etc.) doit être explicitement mentionnée dans le rapport annuel.

Critère 4 : Liens familiaux

Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social.

Critère 5 : Commissaire aux comptes

Ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des 5 années précédentes.

Critère 6 : Durée du mandat supérieure à 12 ans

Ne pas être administrateur de la société depuis plus de douze ans. La perte d'indépendance de l'administrateur intervient à la date anniversaire des douze ans.

Critère 7 : Statut de dirigeant non exécutif

Un dirigeant non exécutif ne peut être considéré comme indépendant s'il reçoit une rémunération variable en espèces ou sous forme de titres ou de toute rémunération liée à la performance de l'entreprise ou du groupe.

Critère 8 : Statut de l'actionnaire principal

Des administrateurs représentant des actionnaires importants de l'entreprise ou sa société mère peuvent être considérés comme indépendants dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de l'entreprise. Toutefois, au-delà d'un seuil de 10 % en capital ou en droits de vote, le conseil, sur rapport du comité des nominations, s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant en tenant compte de la composition du capital de la société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.

Évaluation de l'indépendance des membres du Conseil de Surveillance

Lors de sa séance du 5 novembre 2025, le Conseil de Surveillance, ayant analysé l'évaluation faite par le Comité des Nominations et des Rémunérations, a confirmé l'indépendance des sept membres du Conseil de Surveillance (100 %) au regard des critères énumérés ci-dessus. En outre, lors de cette réunion, le Conseil de Surveillance a constaté qu'il n'existe aucune relation d'affaires significative, directe ou indirecte, entre Solutions30 et les membres de son Conseil de Surveillance, ni de relations d'affaires significatives entre Solutions30 et les sociétés dans lesquelles ces membres pourraient être impliqués. Dans le cadre de cette révision, le Conseil de Surveillance a reconnu qu'Olivier Domergue a été nommé membre du Directoire à compter du 1er janvier 2026 et, à cette date, il ne sera plus membre du Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de l'établissement de sa recommandation au Conseil de Surveillance, le Comité des Nominations et des Rémunérations considère que tous les mandats détenus par les membres du Conseil de Surveillance dans d'autres sociétés ayant potentiellement des relations d'affaires avec Solutions30, ne sont pas automatiquement considérés comme compromettant l'indépendance et/ou l'exercice des fonctions des membres concernés et le Comité des Nominations et des Rémunérations analyse également les transactions conclues par le Groupe avec ces sociétés, le cas échéant. Le Comité des Nominations et des Rémunérations examine d'autres aspects des relations d'affaires identifiées, le cas échéant, tels que l'importance économique et/ou la dépendance, la durée, le niveau d'implication du membre dans la prise de décision, etc.

À la date de ce Rapport, compte tenu des changements dans la composition du Conseil de Surveillance effectifs au 1er janvier 2026, et comme mentionné au chapitre 4.2.5 de ce Rapport, tous les membres du Conseil de Surveillance sont indépendants conformément à l'évaluation de l'indépendance de 2025.

Revue au titre de l'exercice 2025	Thomas Kremer	Paola Bruno	Alexander Sator	Pascale Mourvillier	Yves Kerveillant	Caroline Tissot	Jean Paul Cottet	Olivier Domergue	Maria Zesch
Critère 1 : Salarié ou dirigeant mandataire social au cours des 5 années précédentes	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Critère 2 : Directions croisés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Critère 3 : Relations d'affaires significatives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Critère 4 : Lien familiaux	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Critère 5 : Commissaire aux comptes	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Critère 6 : Durée du mandat supérieure à 12 ans	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Critère 7 : Statut du dirigeant non-exécutif	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Critère 8 : Statut de l'actionnaire principal	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

#### 4.2.8 Représentation des genres

Solutions30 s'est toujours engagée à respecter les dispositions de la directive (UE) 2022/2381 (Directive « Women on Boards ») relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées. La directive prévoit, d'ici à 2026, que les sociétés cotées devront mettre en place les mesures nécessaires pour permettre qu'au moins 40 % de leurs postes de dirigeants non exécutifs ou 33 % de tous leurs postes de dirigeants soient occupés par des femmes. Dans le cadre des procédures de sélection et de nomination des dirigeants, la directive précise que l'appréciation des candidats doit se faire sur la base de critères clairs et neutres, les qualifications et le mérite demeurant les critères fondamentaux.

Au cours des dernières années, Solutions30 a continué de renforcer sa gouvernance en plaçant l'ESG au centre des préoccupations du Groupe, en l'intégrant à sa stratégie et, entre autres, en soulignant l'importance de la diversité et de la parité au sein des instances de gouvernance de Solutions30. Dans cette optique, depuis 2021, les actionnaires ont nommé trois femmes supplémentaires au Conseil de Surveillance, Pascale MOURVILLIER en 2021, Paola BRUNO en 2023 et Maria ZESCH en 2025. Avec la nomination de Maria ZESCH en 2025, le Conseil de Surveillance comptait, à la fin du mois de décembre 2025, 7 membres, dont 3 femmes, soit 43 % des membres. À la date du présent rapport, le Conseil de Surveillance compte 5 membres, dont 3 femmes, soit 60 % des membres.

Avec la composition actuelle du Conseil de Surveillance, Solutions30 continue aujourd'hui de se conformer à la directive « Women on Boards ».

#### 4.2.9 Préparation et organisation des travaux

Le Conseil de Surveillance est un organe collégial, dont le rôle principal est de contrôler de manière permanente la gestion de la Société par le Directoire. Il supervise également l'application des politiques mises en œuvre par le Directoire, conseille le Directoire sur la stratégie générale de l'entreprise

et veille à ce que toutes les règles et réglementations applicables soient respectées.

##### Mission du Conseil de Surveillance

Les règles internes du Conseil de Surveillance prévoient que le Conseil de Surveillance exerce les fonctions et pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi 1915, les Statuts et la Charte du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire, sans s'immiscer dans cette gestion.

Le Conseil de Surveillance supervise les politiques que mène le Directoire ainsi que la marche générale des affaires et activités de la Société, et il accompagne le Directoire par ses conseils. Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil de Surveillance doit chercher à agir dans l'intérêt de la Société et de ses activités, en tenant compte de l'intérêt de toutes les parties prenantes, y compris des actionnaires de la Société. Le Conseil de Surveillance est responsable de la qualité de son travail.

Le Conseil de Surveillance procède également aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil de Surveillance veille au bon gouvernement d'entreprise du Groupe et aux pratiques du Groupe et de ses cadres et collaborateurs.

##### Fonctionnement du Conseil de Surveillance

Les réunions du Conseil de Surveillance sont convoquées par le Président du Conseil de Surveillance, étant entendu que ce dernier peut également convoquer une réunion à la demande d'un membre du Directoire ou d'un tiers des membres du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. En tout état de cause, il doit se réunir au moins quatre fois par an.

La fréquence et la durée des réunions doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des questions relevant de la compétence du Conseil de Surveillance. Les réunions du Conseil de Surveillance sont présidées par le Président. Le Conseil de Surveillance délibère valablement si la majorité de ses membres en fonction sont présents ou représentés. Les membres du Conseil de Surveillance sont réputés présents pour constituer un quorum ou une majorité lors des réunions par visioconférence, conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication, à condition que tous les participants puissent être identifiés et s'entendre les uns les autres simultanément. Chaque réunion du Conseil de Surveillance et des Comités doit être d'une durée suffisante pour permettre un débat utile et significatif des points figurant à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés, chaque membre du Conseil de Surveillance disposant d'une voix. En cas d'égalité du nombre de suffrages pour et contre une décision, la voix du Président est prépondérante. La Charte du Conseil de Surveillance rappelle les obligations de ses membres. Ces derniers peuvent entendre les principaux dirigeants de la Société si l'intérêt de celle-ci l'exige. Sauf décision contraire du président du Conseil de Surveillance, le Directoire et les autres membres de la direction, selon un accord entre le président ou le vice-président du Conseil de Surveillance et le Directoire, assistent aux réunions du Conseil de

Surveillance, nonobstant le droit du Conseil de Surveillance d'inviter des personnes à ses réunions.

#### 4.2.10 Activité du Conseil de Surveillance et de ses Comités en 2025

Le Conseil de Surveillance s'est réuni six fois au cours de l'exercice 2025, avec un taux d'assiduité de 97,5 %.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2025, avec un taux d'assiduité de 100 %.

Le Comité Audit, Risques et Conformité s'est réuni cinq fois au cours de l'exercice 2024, avec un taux d'assiduité de 100 %.

Le Comité Stratégie et ESG s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2025, avec un taux d'assiduité de 100 %.

Au cours de l'exercice 2025, le Conseil de Surveillance a tenu une réunion ainsi que plusieurs réunions de suivi en l'absence du Directoire, et le Comité Audit, Risques et Conformité a tenu une réunion avec les commissaires aux comptes sans la présence du Directoire. Ces réunions permettent au Conseil de Surveillance et au Comité Audit, Risques et Conformité de faire une évaluation indépendante de la performance de la direction, de discuter des questions stratégiques et de faire des recommandations ; il s'agit d'une pratique permanente aujourd'hui et à l'avenir.

	Conseil de Surveillance		Comité des Nominations et des Rémunérations		Comité Audit, Risques et Conformité		Comité Stratégie et ESG	
	Nombre de participants / nombre de réunions	Taux d'assiduité	Nombre de participants / nombre de réunions	Taux d'assiduité	Nombre de participants / nombre de réunions	Taux d'assiduité	Nombre de participants / nombre de réunions	Taux d'assiduité
Thomas Kremer	6/6	100%	4/4	100 %	5/5	100%	3/3	100%
Paola Bruno	6/6	100%	4/4	100%	n/a	n/a	3/3	100%
Alexander Sator	6/6	100%	4/4	100%	n/a	n/a	n/a	n/a
Pascale Mourvillier	6/6	100%	n/a	n/a	5/5	100%	3/3	100%
Yves Kerveillant	6/6	100%	4/4	100%	5/5	100%	n/a	n/a
Caroline Tissot	2/3	67%	n/a	n/a	n/a	n/a	2/2	100%
Jean-Paul Cottet	3/3	100%	n/a	n/a	n/a	n/a	2/2	100%
Olivier Domergue*	3/3	100%	n/a	n/a	n/a	n/a	1/1	100%
Maria Zesch*	1/1	100%	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

\*Pour sa période de présence au Conseil de Surveillance sur la période considérée.

Pour mener à bien ses missions, le Conseil de Surveillance s'appuie sur des Comités spécialisés et peut, le cas échéant, recourir à des cabinets externes.

Les principaux points examinés et décisions prises par le Conseil de Surveillance et ses comités lors de ses réunions en 2025 ont été les suivants :

<b>Conseil de Surveillance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation de l'indépendance des membres du Conseil de Surveillance</li> <li>• Examen des comptes sociaux et des comptes consolidés de Solutions30</li> <li>• Examen des états financiers trimestriels</li> <li>• Évaluation des membres du Conseil de Surveillance</li> <li>• Discussion sur le plan d'affaires quadriennal</li> <li>• Examen et approbation du nouveau plan d'intéressement à long terme (LTIP)</li> <li>• Discussion sur le plan de succession</li> <li>• Suivi du projet Gouvernance, Risques et Conformité et des sujets ESG</li> <li>• Approbation de la rémunération du Directoire</li> <li>• Actualités du Comité Audit, Risques et Conformité, du Comité des Nominations et des Rémunérations et du Comité Stratégie et ESG</li> <li>• Nomination de la Vice-Présidente, de la Présidente du Comité Audit, Risques et Conformité et examen des candidatures pour les nouveaux membres du Conseil de Surveillance</li> <li>• Renouvellement du mandat de Président du Directoire</li> <li>• Confirmation de la composition des comités du Conseil de Surveillance</li> </ul>
<b>Comité des Nominations et des Rémunérations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nomination de la Vice-Présidente, de la Présidente du Comité Audit, Risques et Conformité et examen des candidatures pour les nouveaux membres du Conseil de Surveillance</li> <li>• Renouvellement du mandat de Président du Directoire</li> <li>• Examen de la rémunération des membres du Directoire : examen des critères de performance, du processus d'analyse de la performance et de détermination de la rémunération pour 2025</li> <li>• Examen du plan d'incitation à long terme (LTIP)</li> <li>• Renforcement des compétences du Conseil de Surveillance et du Directoire pour poursuivre la mise en œuvre du plan de progrès déployé depuis début 2019 par Solutions30</li> <li>• Examen de l'indépendance des membres du Conseil de Surveillance</li> <li>• Examen du processus d'évaluation des membres du Conseil de Surveillance</li> <li>• Examen du plan de succession</li> </ul>
<b>Comité Audit, Risques et Conformité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Examen des chiffres d'affaires et des résultats intermédiaires et annuels avant présentation au Conseil de Surveillance</li> <li>• Processus d'audit et processus de clôture de la communication financière</li> <li>• Examen de la situation financière globale de la Société et des processus associés</li> <li>• Revue de l'exposition aux risques sociaux et environnementaux, revue de l'impact ESG sur le reporting financier</li> <li>• Suivi du projet « Gouvernance, Risques et Conformité » – Revue et évaluation des processus de gestion de la conformité et des risques du Groupe</li> <li>• Création d'un service d'audit interne et suivi des mises à jour</li> <li>• Revue et suivi des transactions avec des parties liées</li> <li>• Revue de la stratégie d'audit 2025</li> <li>• Revue du budget d'audit 2025</li> <li>• Discussions sur les différents projets du Groupe liés au risque, à la gouvernance, à la conformité et à la finance avec les fonctions clés du Groupe (DFG, Directrice de Risque, Conformité et ESG, Directrice Juridique, etc.)</li> </ul>
<b>Comité Stratégie et ESG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussion sur les activités commerciales et les marchés, y compris le développement du segment de l'énergie.</li> <li>• Analyse des activités et nouveaux marchés potentiels</li> <li>• Examen des cibles potentielles de M&amp;A</li> <li>• Examen et suivi des processus de restructuration intra-Groupe et des campagnes de réduction des coûts</li> <li>• Examen et discussion sur la stratégie et le plan d'affaires 2025</li> <li>• Analyse des initiatives ESG du Groupe (y compris la réduction des émissions de CO2) et de leurs progrès</li> <li>• Discussion sur les ICP ESG</li> </ul>

#### 4.2.11 Informations sur les contrats de services

A la connaissance de la Société, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, aucune convention n'est intervenue directement ou indirectement, entre d'une part, l'un des Membres du Conseil de Surveillance, ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société, et d'autre part, la Société elle-même ou l'une de ses filiales à l'exception de services de conseil limités fournis par M. Olivier Domergue à la

Société, lesquels n'étaient pas significatifs au regard de la situation financière de la Société et ont été conclus à des conditions normales de marché..

Les contrats de service entre les membres du Directoire et la Société sont indiqués à la section 4.4.4.9.

## 4.3 Directoire

### 4.3.1 Composition et Charte du Directoire

Le Directoire est responsable des opérations quotidiennes et de la direction stratégique de Solutions 30. Il est composé de cadres très expérimentés qui apportent à l'organisation un ensemble diversifié de compétences et d'expertise. Les membres du Directoire travaillent en étroite collaboration pour assurer la mise en œuvre de la vision, des stratégies et des objectifs de Solutions30.

Au cours de l'année 2025, la composition du Directoire est restée inchangée. Toutefois, comme mentionné ci-dessus, à la fin du 4ème trimestre 2025, M. Olivier Domergue a démissionné de son mandat au Conseil de Surveillance, et par la suite, il a été nommé membre du Directoire et Directeur Général de la Performance, à compter du 1er janvier 2026, pour une période de quatre ans. À la date du présent rapport, le Directoire est composé des personnes suivantes :

- Gianbeppi Fortis, Président du Directoire
- Amaury Boilot, Secrétaire Général du Groupe
- Wojciech Pomykala, Chief Operations Officer
- Luc Brusselaers, Chief Revenue Officer
- Olivier Domergue, Directeur Général de la Performance

Chaque membre du Directoire possède une vaste expérience dans son domaine respectif, ce qui garantit que l'entreprise est dirigée par une équipe ayant de solides antécédents de réussite et d'engagement envers la croissance et la durabilité à long terme de l'entreprise. La composition du Directoire reflète l'engagement de la Société envers l'excellence en matière de leadership et son objectif de créer de la valeur pour les parties prenantes.

### 4.3.2 Charte du Directoire

Le Directoire a adopté une charte interne, entrée en vigueur le 23 avril 2019 et modifiée le 1er mars 2024. Cette Charte du Directoire précise les règles et principes de fonctionnement du Directoire, en complément des dispositions législatives et réglementaires applicables et des Statuts de la Société. Les informations ci-après constituent un résumé de cette Charte du Directoire et ne visent donc pas à l'exhaustivité.

Le Directoire est le principal organe de prise de décision chargé de la gestion et des affaires générales de la Société. Il peut être assisté d'un ou de plusieurs comités ad hoc pouvant être créés par résolution du Directoire. Dans le cas présent et pour le moment, le Directoire est assisté par deux comités exécutifs.

Les membres du Directoire agissent en tant qu'organe collégial et sont conjointement et solidairement responsables de la gestion globale des activités de la Société. Quelles que soient les conditions de nomination de ses membres ou son mode d'organisation, le Directoire est et demeurera un organe collégial de la Société nommé par le Conseil de Surveillance. Par conséquent, aucun membre du Directoire n'a le pouvoir d'agir au nom du

Directoire. Chaque membre du Directoire est membre d'une équipe composée de membres du Directoire qui forment ensemble un organe collégial.

Le Directoire a le pouvoir de prendre toute mesure nécessaire ou utile à la réalisation de l'objet social de la Société

à l'exception des pouvoirs réservés par la loi ou les Statuts au Conseil de Surveillance et à l'assemblée générale des actionnaires. Le Directoire s'acquitte de ses devoirs sous la surveillance du Conseil de Surveillance.

Les membres du Directoire sont nommés et révoqués par le Conseil de Surveillance, qui déterminera leur nombre, pendant une période de quatre ans, sauf indication contraire dans les Statuts ou à moins que d'autres circonstances exceptionnelles ne s'appliquent de temps à autre. Ils sont rééligibles et révocables à tout moment, avec motif, par une résolution du Conseil de Surveillance.

### 4.3.3 Comités du Directoire

Le Directoire a constitué deux types de comités exécutifs, chacun agissant dans son domaine de compétences. Les comités exécutifs permanents du Directoire sont le Comité Exécutif Groupe et les Comités Exécutifs Pays (les Comités Exécutifs).

#### (i) Comité Exécutif Groupe

Au premier trimestre 2024, afin d'assurer le bon niveau de soutien au Directoire, aux pays et aux business units du Groupe, le Comité Exécutif Groupe a été réorganisé et le Directoire a nommé de nouveaux membres sélectionnés pour leur expertise et leur expérience dans leurs domaines respectifs, notamment les domaines du juridique, de la conformité, des finances, de l'informatique, des ressources humaines, de l'ESG, de la protection des données, des relations avec les investisseurs et de la communication. Aujourd'hui, le Comité compte 7 membres, dont 57 % sont des femmes, et une femme exerce en tant que Présidente du Comité Exécutif Groupe.

Le Comité Exécutif du Groupe joue un rôle clé dans la mise en œuvre de la stratégie définie par le Directoire et dans la gestion quotidienne des activités du Groupe. Ce Comité Exécutif du Groupe fournit au Directoire toute l'assistance, le soutien et les conseils nécessaires afin de rationaliser le processus de prise de décision et assure le suivi des projets et initiatives importants au sein du Groupe. En outre, les tâches du Comité Exécutif Groupe incluent les sujets suivants :

- Participer à la mise en œuvre des politiques internes en matière de gouvernance, de risque et de conformité (GRC), d'ESG, de sécurité, d'informatique, de communication, de protection des données, de relations avec les investisseurs, de procédures globales liées aux finances, de gestion de la qualité et de ressources humaines ;
- Soumettre des recommandations pour améliorer ces politiques ;



- Conseiller le Directoire sur les meilleures pratiques localement mises en œuvre, ainsi que sur les investissements, l'organisation générale du Groupe ;
- Favoriser les synergies et la centralisation de certaines activités au niveau du Groupe afin de réduire les coûts associés ;
- Superviser la gestion efficace des risques ;
- Mettre en œuvre des décisions prises par ou avec le Directoire de la Société ;
- Assurer la circulation de l'information au sein du Groupe.

#### (ii) Comité Exécutif Pays

Sous la supervision du Directoire, les Comités Exécutifs Pays rendent régulièrement compte des résultats et des activités du Groupe, en fournissant des informations détaillées sur la performance opérationnelle ainsi que sur les enjeux financiers et stratégiques. Ce faisant, chaque Comité Exécutif Pays veille à ce que le Groupe avance dans la direction souhaitée tout en atteignant les objectifs fixés par le Directoire avec une attention particulière sur les questions locales dans les pays du Groupe Solutions30.

En outre, les fonctions du Comité Exécutif Pays incluent les sujets suivants :

- Participer aux réunions mensuelles de revue d'activité afin de présenter et de discuter des faits marquants du mois pour chaque pays, des chiffres d'affaires et de l'EBITDA, des flux de trésorerie, du bilan, des éléments, des entonnoirs de vente, des ICP, de la comparaison entre les pays/segments/sous-segments pour différentes positions de coûts, etc.
- Participer à la préparation du budget annuel par pays
- Assister le Directoire dans l'établissement du budget annuel et le suivi des principaux investissements, acquisitions, flux de trésorerie et activités financières au niveau local.
- Vérifier le respect des réglementations locales, notamment en matière de sûreté, de sécurité et de responsabilité sociale
- Renforcer les synergies, saisir les opportunités de mutualisation et d'intégration au sein du Groupe

#### 4.3.4 Membres du Directoire



##### GIANBEPPI FORTIS

Président du Directoire et co-fondateur

**Age** : 63 ans

**Nationalité** : Italienne

**1ère nomination** : 2005, renouvelée en 2021

**Échéance du mandat** : 2029

**Nombre d'actions détenues** : 17.323.240

Gianbeppi Fortis est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Milan et titulaire d'un MBA de l'INSEAD.

Avant de cofonder Solutions30 en 2003, il a occupé des postes de chef de projet et consultant pour des sociétés telles que SITA Equant, Motorola et IBM puis il est devenu directeur général de Kast Telecom, SIRTl France et RSL Com Italy.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

##### Mandats actuels

- Solutions30 Iberia 2017 SL – Administrateur
- Solutions30 Italia – Administrateur
- Unit-T BV – Administrateur et Président du conseil d'administration
- Unit-T Field Services BV – Administrateur et Président du conseil d'administration
- Solutions30 Belgium BV - Représentant de Solutions30 SE, elle-même gérant
- Solutions30 Holding Sp. z o.o. – Membre du conseil de surveillance

##### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Telekom Uslugi SA – Président du conseil de surveillance
- Solutions30 Holding GMBH – Gérant
- Solutions30 GMBH – Gérant
- Solutions30 Field Service GMBH – Gérant
- Immconcept Management SA – Administrateur délégué
- Brand 30 SARL – Gérant
- WW Brand SARL – Gérant
- Soft Solutions SARL – Gérant
- Tech Solutions SARL – Gérant
- SMARTFIX30 SA – Administrateur délégué

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

##### Mandats actuels

- Néant

##### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- RETELIT – Administrateur
- Next Gate Tech S.A. – Administrateur
- GIAS International S.A. (liquidée) – Administrateur
- Pugal International Ltd. (liquidée) – Administrateur



## AMAURY BOILOT

Secrétaire Général Groupe

**Âge** : 43 ans

**Nationalité** : Française

**1ère nomination** : 2017,  
renouvelée en 2023

**Échéance du mandat** :  
2027

**Nombre d'actions  
détenues** : 30.060

Amaury BOILOT est diplômé de NEOMA Business School et titulaire d'un MBA en finance d'entreprise de Kent Business School.

Avant de rejoindre Solutions30 en 2014, il a débuté sa carrière chez EY en tant qu'auditeur puis dans le conseil en stratégie. Après avoir géré plusieurs unités opérationnelles en France, il a rejoint le Directoire et est devenu le Directeur Général Finance en mai 2017, tout en étant membre du Directoire. Depuis 2023, Amaury Boilot occupe le poste de Secrétaire Général du Groupe Solutions30.

### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- Unit-T BV – Administrateur
- Unit-T Field Services BV – Administrateur
- Solutions30 Holding SPZOO – Membre du Conseil de Surveillance
- I-HOLDING BV – Administrateur
- Solutions 30 UK Holding – Administrateur
- Convergent Holdings Limited – Administrateur
- Solutions30 Luxembourg SA – Membre et Président du Conseil d'Administration
- SMARTFIX30 SA – Membre et Président du Conseil d'Administration
- Solutions 30 Holding GMBH – Membre du Conseil de Surveillance
- Byon Solutions SA – Membre du Conseil d'Administration
- Solutions30 Connect – Membre du Conseil d'Administration
- Solutions30 Portugal SA – Membre du Conseil d'Administration
- Solutions 30 Prazo Elevators SA – Membre du Conseil d'Administration

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Solutions30 UK Limited – Administrateur
- Telekom Usługi SA – Membre du Conseil de Surveillance
- Immconcept Management – Administrateur
- Solutions 30 Rail SA – Membre du Conseil d'Administration

### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- ABO Conseil S.à r.l. – Gérant
- Astrolabe 85 – Gérant
- Le Clos Augustine – Administrateur

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant



## LUC BRUSSELAERS

Directeur Général en charge  
des Ventes

**Age:** 63 ans

**Nationalité :** Belge

**1ère nomination :** 2020

**Échéance du mandat :**  
2028

**Nombre d'actions  
détenues :** 1.100

Luc Brusselaers a rejoint Solutions30 en 2017 et a joué un rôle clé dans la mise en place de la filiale belge, Unit-T et du partenariat avec Telenet. Il dispose de près de 30 années d'expérience acquises dans le secteur de l'informatique et des télécommunications à des postes de développement commercial et de direction générale.

Avant de rejoindre Solutions30, Luc était Vice-président Europe et Moyen-Orient de la division Telecom & technologie de NCR, après avoir notamment été Directeur général de la filiale belge de NCR, Vice-Président du service clients Europe & Moyen Orient ou encore Responsable des ventes pour ce même territoire.

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- Unit-T BV – Administrateur d'As A Service BV, elle-même administrateur
- ICT Field Services BV – Administrateur d'As A Service BV, elle-même administrateur
- Solutions30 Field Services BV – Administrateur d'As A Service BV, elle-même administrateur
- Unit-T Field Services BV – Administrateur d'As A Service BV, elle-même administrateur
- Solutions30 Holding GMBH – Gérant
- Solutions30 GMBH – Gérant
- WorldLink GMBH – Gérant
- Solutions30 Field Services Süd GMBH – Gérant
- Solutions30 Field Service GMBH – Gérant
- Solutions30 Operations GMBH – Gérant
- Solutions 30 UK Holding – Administrateur
- Convergent Holdings Limited – Administrateur
- Solutions30 Netherlands BV – Administrateur d'As A Service BV, elle-même administrateur
- Business Solutions30 Holland BV – Administrateur d'As A Service BV, elle-même administrateur

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Solutions30 UK Limited – Administrateur
- Byon Solutions SA – Membre du Conseil d'Administration
- Solutions 30 Rail SA – Membre du Conseil d'Administration
- LOUWERS BEHEER BV – Administrateur d'As A Service BV, elle-même administrateur
- MSB S30 GMBH – Gérant

Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

### Mandats actuels

- As A Service BV - Administrateur

### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant



## WOJCIECH POMYKALA

Directeur Général en charge  
des Opérations

**Age** : 50 ans

**Nationalité** : Polonaise

**1ère nomination** : 2023

**Mandat terminé** : 2027

**Nombre d'actions  
détenues** : -

Wojciech Pomykala est diplômé de l'Ecole polytechnique de Wrocław (Master of Science, Electronics & Telecommunications, Postgraduate, Digital Telecommunications), d'un Executive MBA à l'Université Kozminski (Pologne, 2008) et du programme General Management de la Harvard Business School (USA, 2011). M. Wojciech a plus de 22 ans d'expérience dans des fonctions opérationnelles et commerciales pour des entreprises du secteur des télécommunications et de l'énergie. Depuis 2019, il a déployé avec succès l'activité du groupe en Pologne, et a participé à de nombreux projets transverses pour renforcer l'efficacité opérationnelle du Groupe.

### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- Telima Poland Sp. z o.o. – Président du Directoire
- Solutions30 Holding Sp. z o.o. – Président du Directoire
- Solutions30 Holding GmbH – Membre du Conseil de surveillance
- Solutions30 Portugal SA – Membre du Conseil d'Administration
- Solutions30 Iberia 2017 SL – Administrateur
- Solutions 30 Telecom SPZOO – Procuration
- Byon Solutions SA – Membre du Conseil d'Administration
- SMARTFIX30 SA – Membre du Conseil d'Administration

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin:

- Solutions30 Mobile Sp. z o. o – Président de conseil de gérance
- Solutions30 Wschód Sp. z o. o. – Président du conseil de gérance
- Telekom Usługi Sp. z o.o. – Procuration

### Autres fonctions exercées en dehors de la Société, au sein du Groupe Solutions30

#### Mandats actuels

- Mastery of Management Sp. z o. o. – Président du conseil d'administration
- BZWP Family Foundation – Membre du Directoire

#### Mandats exercés au cours des 5 dernières années et ayant pris fin

- Néant



## 4.4 Rémunération

### 4.4.1 Principes généraux

Le Comité des Nominations et des Rémunérations assiste le Conseil de Surveillance dans sa mission de détermination et d'évaluation régulière de l'ensemble des rémunérations et avantages des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance de la Société.

Pour statuer sur l'ensemble des composantes de la rémunération des membres du Directoire, tel que proposé par le Comité des Nominations et des Rémunérations, le Conseil de Surveillance prend en compte de nombreux principes tels que l'exhaustivité, l'équilibre, la comparabilité, la cohérence, l'intelligibilité et la proportionnalité recommandé par le Code Afep-Medef auquel la Société se conforme, sur ces éléments.

La Société ne souscrit aucun plan d'assurance ou de retraite pour les membres du Conseil de Surveillance ou du Directoire.

La politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire a été adoptée par le Conseil de Surveillance du 10 mai 2022 sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations. Cette politique a été soumise au vote consultatif des actionnaires, et approuvée, lors de l'Assemblée Générale du 16 juin 2022.

Elle comprend un nouveau mode de calcul de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance à savoir que la rémunération annuelle est composée de :

- Rémunération fixe
- Indemnité forfaitaire pour la participation aux comités du Conseil de Surveillance
- Rémunération variable en fonction de la participation aux réunions physiques (ou virtuelles) du Conseil de Surveillance et de ses comités

La politique de rémunération est disponible sur le site web de Solutions30, rubrique Investisseurs, Assemblée Générale 2022.

Conformément à la politique de rémunération de la Société, la rémunération annuelle totale du Conseil de Surveillance ne peut excéder 407.000 euros. Ce montant a été calculé sur la base de six membres et sera ajusté en cas de nomination d'un membre supplémentaire ou de création de comités.

Les membres du Conseil de Surveillance ne sont pas éligibles aux plans de rémunération variable (bonus annuel) ou aux plans d'intéressement à long terme en actions.

Tous ces montants sont bruts de toute retenue à la source applicable. Le montant total net des rétributions allouées au titre de l'exercice 2025 aux membres du Conseil de Surveillance est de 384.000 euros.

En 2025, le Conseil de Surveillance a décidé de diminuer la rémunération versée par session à 1.500 euros, démontrant ainsi son engagement à soutenir la discipline financière de l'entreprise et ses objectifs à long-terme, tout en assurant la continuité avec les pratiques appliquées à la rémunération de 2024.

De plus, le Président du Conseil de Surveillance a choisi de renoncer volontairement à tous les honoraires variables liés à sa participation aux comités du Conseil de Surveillance pour l'année 2025, en signe de soutien aux efforts continus du Groupe pour l'optimisation financière.

### 4.4.2 Rémunération des Membres du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale approuve la rémunération des membres du Conseil de Surveillance au titre de leur mandat au sein du Conseil de Surveillance et des comités.

La politique de rémunération du Conseil de Surveillance et le régime de rémunération du Président et des membres du Conseil de Surveillance et de ses comités ont été définis lors de l'Assemblée Générale du 16 juin 2022. Cette rémunération tient compte du taux d'assiduité des membres aux séances du Conseil de Surveillance et des comités.

Les montants des rémunérations des membres ont été définis sur la base d'un benchmark réalisé par une entreprise tierce et dont la synthèse a été mise à disposition des actionnaires avant le vote de l'Assemblée Générale du 16 juin 2022.

	Conseil de Surveillance		Comité Audit, Risques & Conformité		Comité Stratégie & ESG Comité Nominations & des Rémunérations	
En euros	Président	Membre	Président	Membre	Président	Membre
Rémunération fixe annuelle	50 000	30 000	10 000	5 000	7 000	3 000
Rémunération versée par séance	1 500 - 2 000	1 500 - 2 000	1 500 - 2 000	1 500 - 2 000	1 500 - 2 000	1 500 - 2 000

## Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance :

Lors de l'Assemblée Générale du 17 juin 2025, les actionnaires de Solutions30 ont approuvé à 96.26 % la rémunération des membres du Conseil de Surveillance pour 2024.

En 2025, le Conseil de Surveillance a tenu 6 réunions, le Comité des Nominations et des Rémunérations a tenu 4 réunions, le Comité Audit, Risques et Conformité a tenu 5 réunions et le Comité Stratégie et ESG a tenu 3 réunions pour un total de 18 réunions en 2025, contre 26 réunions en 2024.

	Montants alloués au titre de l'exercice 2024 et versés en 2025	Montants alloués au titre de l'exercice 2025 et versés ou à verser en 2026
<b>Thomas KREMER</b> Président du Conseil de Surveillance.	68 747 €	70 000 €
<b>Paola BRUNO</b> Vice Présidente du Conseil de Surveillance	58 500 €	59 500 €
<b>Pascale MOURVILLIER</b> Membre du Conseil de Surveillance	67 062 €	64 000 €
<b>Yves KERVELLANT</b> Membre du Conseil de Surveillance	72 438 €	60 500 €
<b>Maria ZESCH*</b> Membre du Conseil de Surveillance	— €	9 000 €
<b>Caroline TISSOT*</b> Membre du Conseil de Surveillance	51 000 €	22 500 €
<b>Jean Paul COTTET*</b> Membre du Conseil de Surveillance	55 000 €	26 000 €
<b>Alexander SATOR</b> Membre (ancien Président) du Conseil de Surveillance	74 253 €	48 000 €
<b>Olivier DOMERGUE*</b> Ancien membre du Conseil de Surveillance	— €	24 500 €
<b>Total</b>	<b>447 000 €</b>	<b>384 000 €</b>

\*La rémunération à verser en 2026 est calculée au prorata de la durée du mandat en 2025.

### 4.4.3 Actions détenues par les membres du Conseil de Surveillance

Au 31 décembre 2025, les membres du Conseil de Surveillance et les personnes qui leur sont étroitement liées au sens de la définition fournie par le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (MAR) ne détenaient aucune action.

## 4.4.4. Rémunération des membres du Directoire

### 4.4.4.1 Cadre général de la politique de rémunération

La politique de rémunération des membres du Directoire est proposée par le Comité des Nominations et des Rémunérations et déterminée par le Conseil de Surveillance. La politique de rémunération comprend des éléments incitatifs reflétant la stratégie de croissance à long terme du Groupe, tout en agissant de manière responsable vis-à-vis de toutes les parties prenantes.

La politique de rémunération du Directoire de Solutions30 a pour objectif d'aligner les intérêts des dirigeants du Groupe avec ceux de la Société et des actionnaires en établissant un lien fort entre performance et rémunération. Dans ce cadre, elle a pour objet essentiel d'encourager l'atteinte d'objectifs ambitieux et la création de valeur sur le long terme, par la fixation de critères de performance exigeants.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations coopère étroitement avec le Président du Directoire pour aligner les objectifs de rémunération des membres du Directoire sur les objectifs de gestion à long terme. En sa qualité de conseiller, le Président du Directoire fournit des informations sur la performance du Groupe, les défis rencontrés et les opportunités à venir, permettant au Comité des Nominations et des Rémunérations de prendre des décisions éclairées sur la rémunération (le Président du Directoire est exclu du processus conduisant aux décisions du Comité des Nominations et des Rémunérations en ce qui concerne sa rémunération).

En outre, le Président du Directoire contribue aux travaux du Comité des Nominations et des Rémunérations en ce qui concerne l'évaluation des candidats au Directoire, notamment en tirant parti de son expérience et de ses connaissances du secteur et en offrant des perspectives sur l'aptitude des candidats potentiels, y compris l'évaluation de leurs qualifications, de leur expérience, de leur réputation et de leur contribution potentielle au Directoire.

Les éléments pris en compte pour la détermination de la rémunération sont les suivants :

- une rémunération annuelle de base (fixe) pouvant varier en fonction du rôle et des responsabilités de chaque membre. La rémunération de base annuelle peut être revue de temps à autre par le Comité des Nominations et des Rémunérations, et comparée aux pratiques adoptées par des sociétés ayant des enjeux, des caractéristiques et des historiques comparables.
- Une rémunération variable, basée sur des objectifs annuels formels et exigeants que le Conseil de Surveillance revoit et valide chaque année selon les recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations.
- Un plan d'intéressement à long terme, si applicable, incluant l'attribution d'actions ou de stock-options accordées selon des critères de performance dans le but de favoriser l'engagement des membres du Directoire sur le long terme, dans le respect des intérêts des actionnaires.
- Tous les membres du Directoire bénéficient en outre de la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

#### 4.4.4.2 Rémunération fixe et variable

Les rémunérations fixes des membres du Directoire n'ont pas fait l'objet de revalorisation, à l'exception d'indexation légale automatique. Les tableaux ci-dessous reflètent ces éléments, ainsi que le statut des membres du Directoire.

##### Rémunération variable

La rémunération variable est liée à l'atteinte d'objectifs formels et exigeants définis par le Conseil de Surveillance selon les recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations.

##### Rémunération variable au titre de l'exercice 2025

Les principes de calcul de la rémunération variable au titre de l'exercice 2025 sont restés inchangés par rapport à 2024. La part variable reste notamment plafonnée à 50 % de la rémunération fixe.

Les critères applicables figurant dans le tableau ci-dessous ont été approuvés par le Conseil de Surveillance sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations.

##### Poids des critères de rémunération variable annuelle au titre de l'exercice 2025

Critères de la rémunération variable annuelle au titre de l'exercice 2025		Explication de la pertinence des indicateurs et modalités de mise en œuvre	Minimum	Cible	Maximum
			en % de la rémunération variable théorique		
Critères quantitatifs	Chiffre d'affaires	Ces trois indicateurs permettent de refléter la qualité de la gestion économique et financière du Groupe sous différents angles. Les objectifs correspondent au budget du Groupe pour l'année 2025, tels qu'approuvés par le Conseil de Surveillance. L'atteinte des objectifs s'apprécie en comparant la réalisation de l'exercice au budget. Le montant de chaque bonus est fonction du niveau d'atteinte constaté. Chaque objectif pèse 25 % ou 20 % du total. Il existe une corrélation linéaire entre la limite minimum et la cible, ainsi que la possibilité d'obtenir jusqu'à 140 % du bonus cible si l'objectif correspondant est dépassé de 120 %.	0%	25%	35%
	EBITDA (post-IFRS)		0%	25%	35%
	Free Cash-Flow		0%	20%	28%
	Résultat net		0%	20%	28%
Critères qualitatifs	<p>RSE et indicateurs associés :</p> <p>– Réduire l'impact environnemental des activités du Groupe : réduire l'intensité des émissions de GES (Scope 1&amp;2) de 8,8 % par rapport à 2024.</p> <p>– Contribuer à une économie à faibles émissions de carbone en proposant des solutions qui favorisent et soutiennent la transition énergétique : augmenter le pourcentage d'activités vertes du chiffre d'affaires de Solutions30 de 20 % par rapport à 2024.</p> <p>– Assurer un environnement de travail sûr et sécurisé : maintenir le taux de gravité des accidents en dessous de 0,65.</p> <p>– Former nos employés, développer leurs compétences pour faire progresser leur carrière : prévoir au moins 25 heures de formation par salarié et par an ; veiller à ce qu'au moins 80 % des salariés actifs participent à des séances de sensibilisation aux questions ESG.</p> <p>- Promouvoir la diversité et l'égalité des chances : assurer la présence d'au moins 25 % de femmes à des postes de direction.</p>	Les indicateurs RSE visent à mesurer l'efficacité des mesures engagées en faveur des objectifs sociétaux et environnementaux définis par le Conseil de Surveillance pour le Groupe. Les indicateurs de contrôle des risques visent à mesurer la mise en œuvre effective du dispositif de contrôle interne défini pour le Groupe. Le montant de chaque bonus est fonction de l'atteinte de la cible fixée sur chaque indicateur.	0%	5%	5%
	<p>Indicateurs liés au GRC :</p> <p>Le taux de mise en œuvre du cadre de contrôle interne doit être de 92 % d'ici à la fin de 2025. (corrélation linéaire entre la limite inférieure (78.2 %) et l'objectif (92 %), si le résultat est inférieur à 78,2 %, l'objectif est considéré comme non atteint)</p>		0%	5%	5%
Total de la rémunération variable en % de la rémunération variable théorique (la part variable est plafonnée à 50 % de la rémunération fixe de chaque membre du Directoire)			0%	100%	136%

## Atteinte des objectifs au titre de l'exercice 2025 et éléments d'appréciation

Critères de la rémunération variable annuelle au titre de l'exercice 2025		Atteinte de l'objectif	Appréciation
Critères quantitatifs	Chiffre d'affaires	6,7%	Le chiffre d'affaires en 2025 s'est établi à 892,4 millions d'euros, soit 26,8 % de la cible. L'objectif est donc partiellement atteint et le pourcentage de rémunération au titre de ce critère est de 6,7% de la rémunération variable théorique.
	EBITDA (post-IFRS)	0%	L'EBITDA (après IFRS) en 2025 s'est élevé à 65,2 millions d'euros, soit 0 % de l'objectif. L'objectif n'est donc pas atteint ; le pourcentage de rémunération au titre de ce critère est de 0 % de la rémunération variable théorique.
	Free cash-flow	16,3%	Le free cash flow s'est établi à 15,4 millions d'euros, soit 81% de la cible. L'objectif est donc partiellement atteint et le pourcentage de rémunération au titre de ce critère est de 16,3% de la rémunération variable théorique.
	Résultat net	0%	Le résultat net s'établit à -58,3 M€. L'objectif n'est donc pas atteint ; le pourcentage de la rémunération sous ce critère est de 0 de la rémunération variable théorique.
Critères qualitatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Réduire l'impact environnemental des activités du Groupe : réduire l'intensité des émissions de GES (Scope 1&amp;2) de 8,8 % par rapport à 2024.</li> <li>– Contribuer à une économie à faibles émissions de carbone en proposant des solutions qui favorisent et soutiennent la transition énergétique : augmenter le pourcentage d'activités vertes du chiffre d'affaires de Solutions30 de 20 % par rapport à 2024.</li> <li>– Assurer un environnement de travail sûr et sécurisé : maintenir le taux de gravité des accidents en dessous de 0,65.</li> <li>– Former nos employés, développer leurs compétences pour faire progresser leur carrière : prévoir au moins 25 heures de formation par salarié et par an ; veiller à ce qu'au moins 80 % des salariés actifs participent à des séances de sensibilisation aux questions ESG.</li> <li>- Promouvoir la diversité et l'égalité des chances : assurer la présence d'au moins 25 % de femmes à des postes de direction.</li> <li>– Faire de Solutions30 un partenaire fiable en veillant à ce que nos partenaires fassent l'objet d'une vérification approfondie : avoir au moins 95 % de sous-traitants enregistrés dans mySupplace.</li> </ul>	5%	<p>95 % des objectifs de performance RSE ont été atteints, donc l'objectif est atteint à 100 %. Le pourcentage de la rémunération au titre de ce critère est de 5 % de la rémunération variable théorique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Émissions de GES à 26,42 tCO2 – résultat : 26,05 tCO2</li> <li>– Contribuer à une économie à faible empreinte carbone – 17 %</li> <li>– Réduire le taux de gravité des accidents à 0,65 – résultat : 0,58</li> <li>– Formation par salarié : objectif de 2h – résultat : 27,6h</li> <li>– Participation à la session de sensibilisation ESG à 80 % - résultat : 81 %</li> <li>– Féminisation du management à 25 % – résultat : 26,1 %</li> <li>– Sous-traitants enregistrés sur mySupplace : objectif 95 % – résultat : 99,1 %</li> </ul>
	Indicateurs liés au GRC : Le taux de mise en œuvre du cadre de contrôle interne doit être de 92 % d'ici à la fin de 2025. (corrélation linéaire entre la limite inférieure (78,2 %) et l'objectif (92 %), si le résultat est inférieur à 78,2 %, l'objectif est considéré comme non atteint)	5%	93 % des cibles GRC ont été atteintes, donc l'objectif est atteint à 100 %. Le pourcentage de la rémunération au titre de ce critère est de 5 % de la rémunération variable théorique.
Total de la rémunération variable en % de la rémunération variable théorique (la part variable est plafonnée à 50 % de la rémunération fixe de chaque membre du Directoire)			33%

Le Conseil de Surveillance qui s'est réuni le 30 mars 2026, sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations et après analyse du niveau d'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs de performance rappelés ci-dessus, a fixé le montant de la rémunération variable annuelle variable pour l'exercice 2025 des membres du Directoire.

Ces montants sont détaillés dans le paragraphe 4.4.4.9 du présent document.

Le Conseil de Surveillance a constaté que les cibles qualitatives liées aux indicateurs RSE ont été atteintes, mais que les cibles quantitatives, à savoir le chiffre d'affaires et de free-cash flow ont été partiellement

atteintes, tandis que les cibles d'EBITDA et de bénéfice net n'ont pas été atteintes.

### Rémunération variable au titre de l'exercice 2026

Les principes de calcul de la rémunération variable pour 2026 ont été révisés par rapport à 2025 afin d'intégrer un objectif associé à la finalisation d'accords favorisant l'atteinte des objectifs stratégiques du Groupe. Les critères figurant dans le tableau ci-dessous ont été approuvés par le Conseil de Surveillance lors de la réunion du 30 mars 2026 sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations. La partie variable peut atteindre un maximum de 50 % de la rémunération fixe annuelle.

## Poids des critères de rémunération variable annuelle au titre de l'exercice 2026

Critères de la rémunération variable annuelle pour l'exercice 2025		Explication de la pertinence des indicateurs et modalités de mise en œuvre	Minimum	Cible	Maximum
			en % de la rémunération variable théorique		
Critères quantitatifs	Chiffres d'affaires	Ces quatre indicateurs permettent de refléter la qualité de la gestion économique et financière du Groupe sous différents angles. Les objectifs cibles correspondent au budget du Groupe pour l'année 2026, tels qu'approuvés par le Conseil de Surveillance. L'atteinte des objectifs s'apprécie en comparant la réalisation de l'exercice au budget. Le montant de chaque bonus est fonction du niveau d'atteinte constaté. Chaque objectif pèse 15 % ou 45 % du total. Il existe une corrélation linéaire entre la limite minimum et la cible, ainsi que la possibilité d'obtenir jusqu'à 120 % du bonus cible si l'objectif correspondant est dépassé de 110 % au maximum.	0%	15%	18%
	EBITDA (post-IFRS)		0%	15%	18%
	Résultat net		0%	15%	18%
	Assurer des résultats durables dans les discussions avec les parties prenantes clés		0%	45%	54%
Critères qualitatifs	<p>RSE et indicateurs associés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Réduire l'impact environnemental des activités du Groupe : (i) Réduire l'intensité des émissions de GES (Scope 1) de 4 % par rapport à 2025.</li><li>– (i) Réduire l'intensité des émissions de GES (Scope 2) de 7 % par rapport à 2025.</li><li>– Contribuer à une économie à faibles émissions de carbone en proposant des solutions qui favorisent et soutiennent la transition énergétique : augmenter le pourcentage d'activités vertes du chiffre d'affaires de Solutions30 de 5,5% par rapport à 2025.</li><li>– Assurer un environnement de travail sûr et sécurisé : maintenir le taux de gravité des accidents en dessous de 0,65.</li><li>– Former nos employés, développer leurs compétences pour faire progresser leur carrière : (i) avoir au moins 25 heures de formation par employé par an ; (ii) garantir qu'au moins 85 % des salariés actifs participent aux sessions de sensibilisation à l'ESG, (iii) garantir qu'au moins 70 % des salariés actifs suivent la formation à l'éco-conduite et à la conduite sécuritaire, et (iv) garantir qu'au moins 70 % des salariés actifs suivent la formation à la cybersécurité.</li><li>– Promouvoir la diversité et l'égalité des chances : assurer la présence d'au moins 27 % de femmes à des postes de direction :</li></ul> <p>(i) Pour les pays dont le pourcentage de femmes occupant des postes de direction est inférieur à 27 %, au moins 33 % des nouveaux cadres embauchés devront être des femmes.</p> <p>(ii) Pour les pays dont le pourcentage de femmes occupant des postes de direction est compris entre 27 et 50 %, au moins 25 % des nouveaux cadres embauchés devront être des femmes.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Faire de Solutions30 un partenaire fiable en veillant à ce que nos partenaires fassent l'objet d'une vérification approfondie : avoir au moins 97 % de sous-traitants enregistrés dans mySupplace.</li></ul>	Les indicateurs RSE visent à mesurer l'efficacité des mesures engagées en faveur des objectifs sociétaux et environnementaux définis par le Conseil de Surveillance pour le Groupe. Les indicateurs GRC visent à mesurer la mise en œuvre effective du dispositif de contrôle interne défini pour le Groupe. Le montant de chaque bonus est fonction de l'atteinte de la cible fixée sur chaque indicateur.	0%	5%	5%
	<p>Indicateurs liés au GRC :</p> <p>Gestion des risques - Renforcer l'atténuation des risques et les contrôles internes. Le taux de mise en œuvre de la gestion des risques dans tous les pays de l'UE doit atteindre 90 % d'ici la fin de 2026.</p> <p>(corrélacion linéaire entre la limite inférieure (75 %) et la cible (9 %), si le résultat est inférieur à 78,2 %, la cible est considérée comme non atteinte</p>		0%	5%	5%
	Total de la rémunération variable en % de la rémunération variable théorique (la part variable est plafonnée à 50% de la rémunération fixe de chaque membre du Directoire)		0%	100%	118%



#### 4.4.4.3 Indemnités de départ

En cas de résiliation sans motif, tous les membres du Directoire ont droit à une indemnité égale à (i) la rémunération totale convenue jusqu'à la résiliation du contrat (cette rémunération étant une rémunération mensuelle convenue dans le contrat), (ii) une prime au prorata égale à la prime versée pour l'exercice précédent au prorata de la durée de la prestation des services au cours de l'exercice en cours, (iii) une prime pour l'exercice précédent approuvée mais non encore payée, le cas échéant et (iv) une indemnité de résiliation correspondant : (a) à la dernière rémunération mensuelle convenue multipliée par dix-huit (18) et (b) au montant égal à la dernière prime approuvée multipliée par 1,5. Cette indemnité est versée en numéraire.

Lorsqu'un membre du Directoire quitte la Société et qu'il a droit à une indemnité de départ, celle-ci est calculée en fonction de l'atteinte des cibles annuelles de l'année précédente et au prorata de l'année au cours de laquelle son contrat a été résilié. L'indemnité de départ est donc soumise à des conditions de performance évaluées sur deux exercices financiers.

Un membre du Directoire qui démissionne n'a droit à aucune indemnité, à l'exception de sa rémunération régulière jusqu'à la résiliation de son contrat et d'une indemnité liée à une clause de non-concurrence, le cas échéant.

Les contrats des membres du Directoire contiennent une clause de non-concurrence d'une durée comprise entre 3 et 18 mois. La Société se réserve le droit d'activer ou non la clause de non-concurrence. L'activation de la clause de non-concurrence est soumise aux conditions générales définies dans le contrat et est encadrée par la législation en vigueur régissant ces clauses. La décision concernant la clause de non-concurrence sera exécutée conformément aux stipulations contractuelles établies et sera communiquée au membre du Directoire de manière transparente.

Par souci d'exhaustivité, le total des deux indemnités (indemnité de départ et indemnité de non-concurrence) ne devra pas excéder un maximum de deux années de rémunération (fixe et variable). Il est convenu dans les contrats respectifs que l'indemnité de départ, le cas échéant, inclut une indemnité de non-concurrence.

Le paiement de l'indemnité de non-concurrence sera effectué par versements échelonnés sur toute la durée de celle-ci, le cas échéant.

#### 4.4.4.4 Rémunération exceptionnelle

Il n'existe aucune rémunération exceptionnelle due ou attribuée aux membres du Directoire.

#### 4.4.4.5 Avantages en nature et autres

Les avantages en nature, déterminés en fonction des spécificités locales et des situations individuelles,

consistent essentiellement en la mise à disposition d'une voiture de fonction.

Il n'existe aucun régime de retraite additionnel ou supplémentaire pris en faveur des membres du Directoire.

#### 4.4.4.6 Rémunération variable à long terme en actions

La politique en matière de rémunération variable à long terme a pour objectif d'attirer les talents, d'inciter le management de Solutions30 SE, dont les membres du Directoire, à inscrire leur action dans le long terme, de le fidéliser et de favoriser l'alignement de leurs intérêts avec ceux des actionnaires en les intéressant à la valeur de l'action. Les principes d'un plan d'intéressement à long terme (LTIP) ont fait l'objet de discussions approfondies au cours de l'année 2024 au sein du Comité des Nominations et des Rémunérations et du Conseil de Surveillance et ont finalement été approuvés par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 17 juin 2024.

Suite à l'approbation par les actionnaires du LTIP en 2024 et aux discussions subséquentes entre l'entreprise et le Conseil de Surveillance, ce dernier a décidé de réviser en 2025 l'instrument utilisé dans le cadre du LTIP pour le Directoire et le Comité Exécutif du Groupe, et a décidé de remplacer l'instrument de certificats d'actions initialement prévu par un instrument standard d'options sur actions.

De plus, le Conseil de Surveillance a décidé de modifier la période de performance applicable au LTIP, la fixant aux années 2025-2027 au lieu de 2024-2026, afin de ne pas mettre en œuvre le plan avec un effet rétroactif.

D'autres cadres clés seront éligibles pour recevoir un paiement en espèces, lié à la réalisation des objectifs quantitatifs, selon les termes du LTIP décidés à la seule discrétion du Conseil de Surveillance ou, le cas échéant, par le Directoire.

À part ce qui précède, les principes principaux du LTIP, tels que la période de performance de 3 ans, les objectifs de performance ou la dilution, restent inchangés et tels qu'approuvés par les actionnaires en 2024.

En cohérence avec les bonnes pratiques de place, ce LTIP contient les dispositions générales suivantes :

**Objectif :** l'objectif du LTIP est (1) d'offrir des programmes de rémunération compétitifs sur le marché mondial et inciter les bénéficiaires à participer à long terme au succès de la Société et (2) d'aligner les intérêts à long terme des dirigeants de la Société sur ceux de ses actionnaires en leur donnant la possibilité de participer à la croissance à long terme de la Société, tout en assumant un engagement financier et les risques sous-jacents qui y sont associés. Le LTIP doit récompenser les employés clés pour leur engagement envers la Société et leurs performances passées, tout en les encourageant (i) à contribuer à la croissance et à la création de valeur de Solutions30 et par la suite, (ii) à leur permettre de bénéficier de la santé financière pérenne et croissante de la Société, favorisant ainsi un meilleur alignement des intérêts entre ces employés clés et les actionnaires de Solutions30.

**Mise en œuvre** : ce LTIP est conçu comme un plan d'options sur actions à partir d'une date décidée par le Conseil de Surveillance de la Société sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations. L'entreprise vise à accorder à ses principaux employés des options d'achat d'actions dont l'instrument sous-jacent est l'action ordinaire Solutions30 (les **Options sur Actions**). Les options sur actions attribuées confèrent au bénéficiaire le droit (mais non l'obligation) d'acquérir des actions Solutions30 sous-jacentes au prix d'exercice correspondant à la fin de la période d'acquisition des droits.

L'attribution des options sur actions est décidée à la seule discrétion du Conseil de Surveillance de la Société sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations ou, le cas échéant, du Directoire.

Les membres du Conseil de Surveillance ne peuvent bénéficier de ce plan.

**Taille** : le nombre d'actions disponibles pour toutes les options sur actions attribuées dans le cadre du LTIP ne doit pas dépasser quatre millions neuf cent cinq mille trois cent trente-quatre (4.905.334) au total. Cela équivaut à une dilution brute maximale d'environ 5 % du capital social en circulation de la Société. La dilution nette effective devrait être significativement inférieure selon les hypothèses actuelles.

Personne ne peut bénéficier d'un droit d'attribution pour plus de 25 % de la réserve d'options sur actions.

**Durée et période d'acquisition des instruments** : pour les membres du Directoire et le Comité Exécutif Groupe, les instruments seront définitivement attribués après atteinte de critères de performance définis pour une période de trois années consécutives et ne pourront être exercés qu'un an après leur allocation définitive.

**Prix** : le prix d'exercice auquel chaque option sur actions acquise peut être exercée est déterminé en fonction de la moyenne de la juste valeur de marché des actions Solutions30 au cours des trois mois précédant la date d'attribution.

Critères de performance pour les membres du Directoire et du Comité Exécutif Groupe :

Conditions de performance - facteurs ICP	Poids	Définition
Chiffre d'affaires	25%	L'objectif de Chiffre d'Affaires est défini pour la fin de la période de performance (fin 2027). Le critère est évalué en calculant la somme des performances sur les trois (3) exercices par rapport à la performance cible. Possibilité de dépasser l'objectif jusqu'à 120 %.
EBITDA	30%	L'objectif d'EBITDA est défini pour la fin de la période de performance (fin 2027). Le critère est évalué en calculant la somme des performances sur les trois (3) exercices par rapport à la performance cible. Possibilité de dépasser l'objectif jusqu'à 120 %.
Free cash-flow	25%	L'objectif de flux de trésorerie disponibles est défini pour la fin de la période de performance (fin 2027). Le critère est évalué en calculant la somme des performances sur les trois (3) exercices par rapport à la performance cible. Possibilité de dépasser l'objectif jusqu'à 120 %.
Rendement total relatif des actionnaires (Total Shareholder Return, TSR)	20%	La performance relative du TSR est évaluée à chaque fin de cycle (fin 2027). Le critère est évalué en calculant la performance du cours de l'action Solutions30 par rapport à la performance moyenne d'un groupe de référence composé d'entreprises comparables.
Déclencheur : indicateur environnemental, social et de gouvernance (ESG) (de 0,9 à 1,0) :		L'objectif ESG sera défini et évalué sur une base annuelle et à la fin de la période de performance (fin 2027). Le critère est évalué en calculant la somme des performances sur les trois (3) exercices par rapport à la performance cible. 0,9 si les objectifs ESG sont atteints à moins de 70 % (borne basse), 1 si les objectifs ESG sont atteints à 100 % (borne haute) ou plus. Corrélation linéaire entre les 2 limites.

Les Options sur Actions ont été accordées au cours de l'année 2025, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nombre de bénéficiaires	Année d'attribution	Type	Valorisation unitaire des options selon la méthode utilisée pour les états financiers consolidés	Nombre d'options attribuées au cours de l'année	Prix d'exercice	Période d'exercice
<b>Directoire</b>						
Gianbeppi <b>FORTIS</b>	2025	Stock-options	0,81	970 847	1,29	Les stock-options sont soumises à une période d'incessibilité d'un an (Période de Blocage) courant à compter de la Date d'Acquisition correspondant à la date de publication des comptes annuels audités 2027 (c'est-à-dire vers avril 2028). L'ensemble des Options Acquisées sera automatiquement exercé durant la Fenêtre d'Exercice, laquelle s'ouvrira à l'issue de la Période de Blocage et restera ouverte pendant 20 jours ouvrés, sauf décision contraire du Conseil de Surveillance. La Période de Blocage commence à la Date d'Acquisition et se termine à l'ouverture de la Fenêtre d'Exercice (c'est-à-dire le 31 décembre 2028).
Amaury <b>BOILOT</b>	2025	Stock-options	0,81	889 092	1,29	
Luc <b>BRUSSELAERS</b>	2025	Stock-options	0,81	705 142	1,29	
Wojciech <b>POMYKALA</b>	2025	Stock-options	0,81	643 825	1,29	
Six autres membres de la direction	2025	Stock-options	0,81	268 304	1,29	

#### 4.4.4.7 Actions détenues par les membres du Directoire

À la date du présent rapport, les membres du Directoire détiennent au total 17.354.400 actions, représentant 16,2 % des actions et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée). Les transactions effectuées par les membres du Directoire sont publiées sur le site web de la Société, dans la rubrique Information Réglementée. Les membres du Directoire sont tenus de respecter les règles d'intervention sur les titres de la Société.

#### 4.4.4.8 Intervention sur les titres de la Société

Les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance ont pris connaissance des règles à appliquer en matière de prévention des manquements d'initiés, notamment celles issues du Règlement européen relatif aux Abus de Marché n° 596/2014 entré en application le 3 juillet 2016 et des recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), en particulier concernant les périodes pendant lesquelles il est interdit de réaliser des opérations sur le titre.

Une information privilégiée est une information non publique, précise, qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une influence sensible sur le cours de l'action. Cette information privilégiée peut être, notamment, de trois sortes : stratégique, liée à la définition et la mise en œuvre de la politique de développement de la Société ; récurrente, liée au calendrier annuel de production et de publication des comptes annuels et intermédiaires, des communications régulières, ou des réunions périodiques consacrées à l'information financière ; ponctuelle, liée à un programme, à un projet ou à une opération financière donnée.

Tous les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance, ainsi que toute personne considérée comme initiée, doivent s'abstenir de réaliser directement ou indirectement (ou de recommander de réaliser) toute opération sur les instruments financiers de la Société et de ses filiales pour laquelle ils disposent d'une information privilégiée et/ou de communiquer une information privilégiée ainsi que de recommander à une autre personne, sur la base d'une information privilégiée, d'effectuer des opérations d'initiés sur les instruments financiers de la Société.

Les opérations d'achat ou de vente de titres de la Société, ou instruments financiers, sont interdites pendant les périodes comprises entre la date à laquelle les personnes initiées ont connaissance d'une information précise sur la marche des affaires ou les perspectives, qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'influencer de façon sensible le cours et la date à laquelle cette information est rendue publique.

En outre, toute opération est strictement interdite pendant une période de :

- trente jours calendaires avant la date prévue de publication des comptes consolidés annuels et des comptes consolidés semestriels ;
- quinze jours calendaires avant la date prévue de publication des informations financières trimestrielles.

La Société élabore et diffuse au début de chaque année civile un calendrier permettant de calculer les périodes pendant lesquelles les opérations sur les titres de la Société sont interdites.

#### 4.4.4.9 Rémunération des Membres du Directoire pour l'exercice 2025 :

##### Gianbeppi FORTIS, Président du Directoire

Récapitulatif des rémunérations de M. Gianbeppi FORTIS

En €	Exercice 2024		Exercice 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	389 753	389 753	399 853	399 853
Rémunération variable	108 764	—	65 959	—
Rémunération exceptionnelle	—	—	—	—
Jetons de présence	—	—	—	—
Avantages en nature et autres	19 530	19 530	18 903	18 903
<b>Total</b>	<b>518 047</b>	<b>409 283</b>	<b>484 715</b>	<b>418 756</b>

Le contrat actuel entre Gianbeppi FORTIS et la Société est daté du 13 décembre 2022. Le contrat a été conclu pour une durée indéterminée et concerne la gestion et la direction des équipes de Solutions30 SE dans un processus de développement interne et externe avec l'objectif d'améliorer sa gestion et sa productivité tout comme les précédents contrats de services liant la Société et M. FORTIS. Le contrat a été modifié au cours des dernières années et l'actuelle rémunération fixe mensuelle de M. FORTIS est de 31.867 euros HT. À cette rémunération fixe peut s'ajouter une rémunération variable, sous le contrôle du Conseil de Surveillance et fonction de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs tels que décrits au chapitre précédent, dans la limite de 50 % de la rémunération fixe annuelle.

Il n'existe au profit de M. Gianbeppi Fortis aucun engagement de retraite et autres avantages viagers, autres que ceux consentis au titre du régime de retraite de base et complémentaires obligatoires.

##### Rémunération à long terme en titres

À la suite de l'approbation du Conseil de Surveillance et sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, 3.903.828 options ont été attribuées aux membres du Directoire ainsi qu'à certains cadres dirigeants, conformément au plan d'intéressement à long terme décrit à la section 4.4.4.6 du présent rapport. M. FORTIS s'est vu attribuer 970.847 options. Les options sur actions sont soumises à une période de blocage d'un an à compter de la date d'acquisition des droits correspondant à la date de publication des comptes annuels audités de 2027 (c'est-à-dire, vers avril 2028).

Synthèse des rémunérations de M. Gianbeppi FORTIS :

	Exercice 2024	Exercice 2025
Rémunérations totales au titre de l'exercice <sup>1</sup>	518 047	484 715
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <sup>2</sup>	—	786 386
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	—	—
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	—	—
<b>Total</b>	<b>518 047</b>	<b>1 271 101</b>

<sup>1</sup> Rémunération comme détaillé dans le tableau précédent

<sup>2</sup> Évaluation unitaire des options à 0,81 € conformément à la méthode utilisée pour les comptes consolidés. Le plan d'intéressement à long terme couvre la période 2025-2027 et son allocation a été effectuée le 31 mars 2025.

Autres éléments du statut de M. Gianbeppi FORTIS

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
Mr Gianbeppi FORTIS	NON	NON	OUI	OUI

##### Rémunérations différées

##### Indemnité de départ et de non-concurrence

Veuillez vous référer pour plus de détails au chapitre 4.4.4.3 de ce Rapport.

## Amaury BOILOT, Membre du Directoire

### Récapitulatif des rémunérations de M. Amaury BOILOT

En €	Exercice 2024		Exercice 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	375 540	375 540	375 540	375 540
Rémunération variable	104 797	—	61 948	—
Rémunération exceptionnelle	—	—	—	—
Jetons de présence	—	—	—	—
Avantages en nature et autres	45 866	45 866	45 469	45 469
<b>Total</b>	<b>526 203</b>	<b>421 406</b>	<b>482 957</b>	<b>421 009</b>

Le contrat de service actuel est conclu avec la société luxembourgeoise détenue à 100 % par Amaury BOILOT, ABO Conseil SARL et Solutions30 SE, pour une durée indéterminée, et concerne la gestion et la direction des équipes de l'entreprise dans un processus de développement interne et externe dans le but d'améliorer et de perfectionner sa gestion et sa productivité. Il est en vigueur depuis le 1er août 2022. L'actuelle rémunération fixe mensuelle d'ABO Conseil SARL s'établit à 31.090 euros HT. À cette rémunération fixe peut être ajoutée une rémunération variable, sous le contrôle du Conseil de Surveillance et fonction de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs tels que décrits au chapitre précédent, dans la limite de 50 % de la rémunération fixe annuelle.

Il n'existe au profit de M. Amaury BOILOT aucun engagement de retraite et autres avantages viagers, autres que ceux consentis au titre du régime de retraite de base et complémentaires obligatoires.

### Rémunération à long terme en titres

À la suite de l'approbation du Conseil de Surveillance et sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, 3,903,828 options ont été attribuées aux membres du Directoire ainsi qu'à certains cadres dirigeants, conformément au plan d'intéressement à long terme décrit à la section 4.4.4.6 du présent rapport. M. BOILOT s'est vu attribuer 889.092 options. Les options sur actions sont soumises à une période de blocage d'un an à compter de la date d'acquisition des droits correspondant à la date de publication des comptes annuels audités de 2027 (c'est-à-dire, vers avril 2028).

### Synthèse des rémunérations de M. Amaury BOILOT:

	Exercice 2024	Exercice 2025
Rémunérations totales au titre de l'exercice <sup>1</sup>	526 203	482 957
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <sup>2</sup>	—	720 165
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	—	—
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	—	—
<b>Total</b>	<b>526 203</b>	<b>1 203 122</b>

<sup>1</sup> Rémunérations telles que détaillées dans le tableau précédent.

<sup>2</sup> Évaluation unitaire des options à 0,81 € conformément à la méthode utilisée pour les comptes consolidés. Le plan d'intéressement à long terme couvre la période 2025-2027 et son attribution a été effectuée le 31 mars 2025.

### Autres éléments du statut de M. Amaury BOILOT

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
M. Amaury BOILOT	NON	NON	OUI	OUI

### Rémunérations différées

#### Indemnité de départ et de non-concurrence

Veuillez vous référer pour plus de détails au chapitre 4.4.4.3 de ce Rapport.



## Luc BRUSSELAERS, Membre du Directoire

Récapitulatif des rémunérations de M. Luc BRUSSELAERS:

En €	Exercice 2024		Exercice 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	300 264	300 264	300 264	300 264
Rémunération variable	83 791	—	49 531	—
Rémunération exceptionnelle	—	—	—	—
Jetons de présence	—	—	—	—
Avantages en nature et autres	9 000	9 000	9 000	9 000
<b>Total</b>	<b>393 055</b>	<b>309 264</b>	<b>358 795</b>	<b>309 264</b>

Un contrat de prestations de services a été conclu en date du 1er janvier 2020 entre As A Service, structure belge détenue à 100 % par Monsieur Luc BRUSSELAERS, et Solutions30 SE, et ce pour une durée indéterminée, et vise le management et l'animation des équipes de la Société, dans une démarche de développement interne et externe, avec un objectif d'amélioration et de perfectibilité dans la gestion de son management et de sa productivité. Le contrat a été modifié au cours des dernières années et l'actuelle rémunération fixe mensuelle d'As A Service s'établit à 25.022 euros HT par mois. À cette rémunération fixe peut s'ajouter une rémunération variable, sous le contrôle du Conseil de Surveillance et fonction de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs tels que décrits au chapitre précédent, dans la limite de 50 % de la rémunération fixe annuelle.

Il n'existe au profit de Luc BRUSSELAERS aucun engagement de retraite et autres avantages viagers, autres que ceux consentis au titre du régime de retraite de base et complémentaires obligatoires.

### Rémunération à long terme en titres

À la suite de l'approbation du Conseil de Surveillance et sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, 3,903,828 options ont été attribuées aux membres du Directoire ainsi qu'à certains cadres dirigeants, conformément au plan d'intéressement à long terme décrit à la section 4.4.4.6 du présent rapport. M. BRUSSELAERS s'est vu attribuer 705.142 options. Les options sur actions sont soumises à une période de blocage d'un an à compter de la date d'acquisition des droits correspondant à la date de publication des comptes annuels audités de 2027 (c'est-à-dire, vers avril 2028).

Synthèse des rémunérations de M. Luc BRUSSELAERS :

	Exercice 2024	Exercice 2025
Rémunérations totales au titre de l'exercice <sup>1</sup>	393 055	358 795
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <sup>2</sup>	—	571 165
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	—	—
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	—	—
<b>Total</b>	<b>393 055</b>	<b>929 960</b>

<sup>1</sup> Rémunérations telles que détaillées dans le tableau précédent

<sup>2</sup> Évaluation unitaire des options à 0,81 € conformément à la méthode utilisée pour les comptes consolidés. Le plan d'intéressement à long terme couvre la période 2025-2027 et son attribution a été effectuée le 31 mars 2025.

Autres éléments du statut de M. Luc BRUSSELAERS

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non-concurrence
M. Luc BRUSSELAERS	NON	NON	OUI	OUI

### Rémunérations différées

#### Indemnité de départ et de non-concurrence

Veuillez vous référer pour plus de détails au chapitre 4.4.4.3 de ce Rapport.

Récapitulatif des rémunérations de Monsieur Wojciech POMYKALA

	Exercice 2024		Exercice 2025	
En €	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe*	300 264	300 264	300 264	300 264
Rémunération variable	83 791	—	49 531	—
Rémunération exceptionnelle	—	—	—	—
Jetons de présence	—	—	—	—
Avantages en nature et autres	19 200	19 200	19 200	19 200
<b>Total</b>	<b>403 255</b>	<b>319 464</b>	<b>368 995</b>	<b>319 464</b>

Il est précisé que depuis la signature d'un contrat de prestations de services en date du 1er février 2023, la rémunération et les avantages décrits dans le tableau ci-dessous sont perçus par l'entité Mastery of Management Sp. z o.o., structure polonaise détenue à 100 % par M. Wojciech POMYKALA.

Le contrat a été modifié au cours des dernières années et la rémunération fixe mensuelle de M. POMYKALA s'établit à 25.022 euros HT. À cette rémunération fixe peut s'ajouter une rémunération variable, sous le contrôle du Conseil de Surveillance et fonction de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs tels que décrits au chapitre précédent, dans la limite de 50 % de la rémunération fixe annuelle.

Il n'existe au profit de M. POMYKALA aucun engagement de retraite et autres avantages viagers, autres que ceux consentis au titre du régime de retraite de base et complémentaires obligatoires.

#### Rémunération à long terme en titres

À la suite de l'approbation du Conseil de Surveillance et sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, 3,903,828 options ont été attribuées aux membres du Directoire ainsi qu'à certains cadres dirigeants, conformément au plan d'intéressement à long terme décrit à la section 4.4.4.6 du présent rapport. M. POMYKALA s'est vu attribuer 643.825 options. Les options sur actions sont soumises à une période de blocage d'un an à compter de la date d'acquisition des droits correspondant à la date de publication des comptes annuels audités de 2027 (c'est-à-dire, vers avril 2028).

Synthèse des rémunérations de M. POMYKALA:

	Exercice 2024	Exercice 2025
Rémunérations totales au titre de l'exercice <sup>1</sup>	403 255	368 995
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <sup>2</sup>	—	521 498
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	—	—
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	—	—
<b>Total</b>	<b>403 255</b>	<b>890 493</b>

<sup>1</sup> Rémunération comme détaillé dans le tableau précédent

<sup>2</sup> Évaluation unitaire des options à 0,81 € conformément à la méthode utilisée pour les comptes consolidés. Le plan d'intéressement à long terme couvre la période 2025-2027 et son attribution a été effectuée le 31 mars 2025.

Autres éléments du statut de M. Wojciech POMYKALA

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
M. Wojciech POMYKALA	NON	NON	OUI	OUI

#### Rémunérations différées

##### **a. Indemnité de de départ et de non concurrence**

Veuillez vous référer pour plus de détails au chapitre 4.4.4.3 de ce Rapport.

## Récapitulatif des rémunérations de Monsieur Olivier DOMERGUE

	Exercice 2024		Exercice 2025	
En €	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe*	—	—	—	—
Rémunération variable	—	—	—	—
Rémunération exceptionnelle	—	—	—	—
Jetons de présence	—	—	—	—
Avantages en nature et autres	—	—	—	—
<b>Total</b>	—	—	—	—

M. Olivier DOMERGUE, précédemment membre du Conseil de Surveillance, comme mentionné précédemment, après avoir quitté le Conseil de Surveillance, comme mentionné précédemment, après avoir quitté le Conseil de Surveillance, a accepté un mandat en tant que membre du Directoire et a signé un contrat de prestations avec sa société française entièrement détenue, Oddo Solutions & Performance, et Solutions30 SE, prenant effet au 1er janvier 2026. Ce contrat de services est à durée indéterminée et concerne la gestion et la direction des équipes de la Société dans un processus de développement interne et externe avec pour objectif d'améliorer et de perfectionner sa gestion et sa productivité. Au titre de ce contrat, la rémunération fixe mensuelle d'Oddo Solutions & Performance est fixée à 31.500 euros HT. De plus, M. DOMERGUE a un contrat de travail avec un salaire annuel de 35.000 euros. À cette rémunération fixe peut s'ajouter une rémunération variable, à la discrétion du Conseil de Surveillance et fondée sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs tels que décrits dans la section précédente, pouvant atteindre jusqu'à 50 % des honoraires annuels fixes.

Il n'existe au profit M. DOMERGUE aucun engagement de retraite et autres avantages viagers, autres que ceux consentis au titre du régime de retraite de base et complémentaires obligatoires.

## Rémunération à long terme en titres

À la suite de l'approbation du Conseil de Surveillance et sur recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, 3,903,828 options ont été attribuées aux membres du Directoire ainsi qu'à certains cadres dirigeants, conformément au plan d'intéressement à long terme décrit à la section 4.4.4.6 du présent rapport. M. DOMERGUE, étant membre du Directoire à compter du 1er janvier 2026, aucune option ne lui a encore été attribuée à la date de ce Rapport. Les options sur actions sont soumises à une période de blocage d'un an à compter de la date d'acquisition des droits correspondant à la date de publication des comptes annuels audités de 2027 (c'est-à-dire, vers avril 2028).

	Exercice 2024	Exercice 2025
Rémunérations totales au titre de l'exercice <sup>1</sup>	—	—
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <sup>2</sup>	—	—
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	—	—
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	—	—
<b>Total</b>	—	—

<sup>1</sup> Rémunération comme détaillé dans le tableau précédent

<sup>2</sup> Évaluation unitaire des options à 0,81 € conformément à la méthode utilisée pour les comptes consolidés. Le plan d'intéressement à long terme couvre la période 2025-2027 et son attribution a été effectuée le 31 mars 2025.

## Autres éléments du statut d' Olivier DOMERGUE

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
M. Olivier DOMERGUE	OUI	NON	OUI	OUI

## Rémunérations différées

## a. Indemnité de de départ et de non concurrence

Veuillez vous référer pour plus de détails au chapitre 4.4.4.3 de ce Rapport.



## 5 Commentaires sur l'exercice

**218**

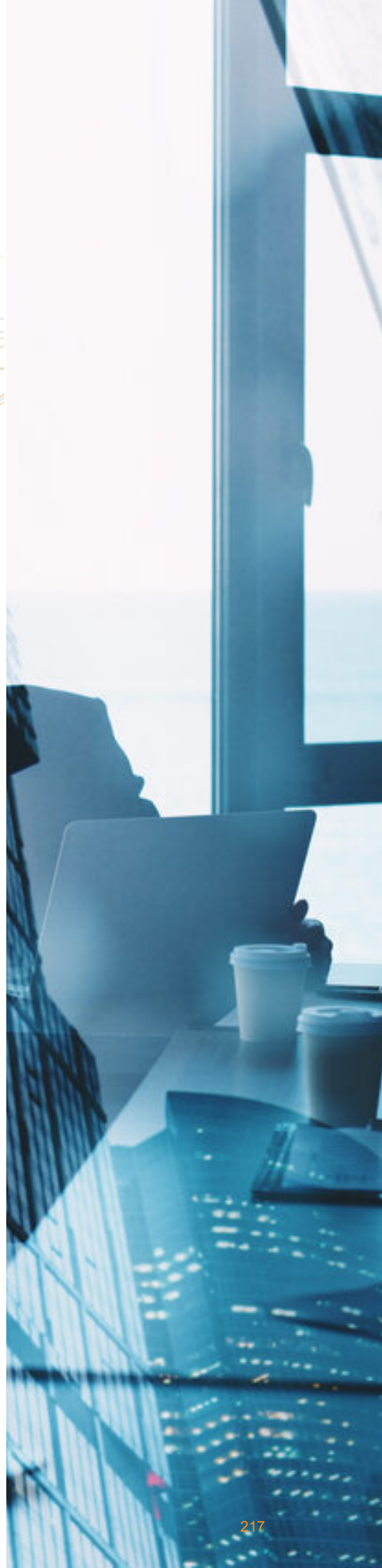
**5.1** Examen de la situation financière  
et des résultats du Groupe

**222**

**5.2** Tendances et perspectives

**224**

**5.3** Indicateurs financiers non définis  
par les normes IFRS



## 5. COMMENTAIRES SUR L'EXERCICE

### 5.1 Examen de la situation financière et des résultats du Groupe

Les états financiers consolidés du Groupe Solutions30 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et applicable à la date de clôture des comptes, soit le 31 décembre 2025.

#### 5.1.1 Principaux agrégats et indicateurs de performance

Les principes comptables suivis par le Groupe pour la préparation des états financiers consolidés sont décrits dans la note 2 du chapitre 6.2. « Notes aux états financiers consolidés ».

En millions d'euros	31.12.2025	2024 retraité*	Variation
Chiffre d'affaires	892,4	943,0	(5,4 %)
EBITDA ajusté	65,2	74,6	(12,7 %)
En % de chiffre d'affaires	7,3 %	7,9 %	
EBIT Ajusté	7,3	29,5	(75,3 %)
En % de chiffre d'affaires	0,8 %	3,1 %	
Résultat net part du Groupe	(60,7)	(15,8)	n.a.
Résultat net part du Groupe ajusté **	(35,7)	1,9	n.a.
Free cash flow	15,0	40,2	n.a.
Free cash flow net	(21,4)	5,9	n.a.

Données de structure financière (M€)	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Capitaux propres	46,9	108,1	(61,2)
Dette nette	99,6	73,8	+25,8
Dette bancaire nette	36,3	0,8	35,6

\* Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les données comparatives 2024 du compte de résultat ont été retraitées afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne en activités non poursuivies.

\*\* Ajusté du "résultat net provenant des activités non poursuivies" tel qu'il apparaît dans les états financiers du Groupe, ainsi que de l'amortissement des relations clientèles (part Groupe) net de l'effet impôt associé, charge liée aux acquisitions passées, purement comptable, sans impact sur la trésorerie et non relative à des actifs tangibles..



## 5.1.2 Évolution du périmètre

Solutions30 est le fédérateur naturel d'un marché très fragmenté. Depuis 2021, compte tenu du contexte général, le Groupe a ralenti sa stratégie de croissance externe mais a toutefois procédé en 2024 et 2025 aux acquisitions suivantes :

Pays	Société	Date de Consolidation	Chiffre d'affaires au moment de l'acquisition	Commentaire
France	Solutions 30 Solaire	18 Avril 2024	20 M€	Activité dans le domaine de l'énergie en France. Solutions 30 Solaire, détenue à 10 % par le Groupe, a acquis 100 % de la société française So-Tec. Solutions 30 Solaire est intégrée par mise en équivalence à partir de cette date.
Pologne	Elektra Realizacje Sp. Zo.o.	23 Juillet 2025	1 M€	Activité dans la modernisation des réseaux électriques basse et moyenne tension, une activité clé alors que la Pologne accélère sa transition vers l'énergie verte.

## 5.1.3 Analyse des performances de l'exercice 2025

### 5.1.3.1 Chiffre d'affaires consolidé

	12 mois 2024	12 mois 2025			
	Total	Croissance organique des filiales historiques	Croissance organique opérée par les sociétés acquises	Croissance externe	Total
<b>Total</b>	943,0	(64,9)	—	14,2	<b>892,4</b>
Dont Benelux	371,6	(19,0)	—	—	<b>352,6</b>
Dont France	360,8	(68,8)	—	13,2	<b>305,3</b>
Dont Allemagne	84,4	11,4	—	—	<b>95,9</b>
Dont Autres Pays	126,2	11,5	—	1,0	<b>138,7</b>

Le chiffre d'affaires consolidé de Solutions30 au titre de l'exercice 2025 s'établit à 892,4 M€, en recul de -5,4 % par rapport au chiffre d'affaires 2024 retraité de la contribution du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne, afin de refléter leur classification en activités non poursuivies conformément à la norme IFRS 5. Le Groupe s'est en effet désengagé de ces activités en 2025 en ligne avec sa stratégie de sélectivité et de recentrage sur les marchés les plus porteurs. La croissance organique ressort à -6,9 %, tandis que les acquisitions contribuent à hauteur de 1,5 %. L'impact du change est négligeable.

L'évolution du chiffre d'affaires reflète principalement la contraction de l'activité Connectivity en France (15,3 % du chiffre d'affaires du Groupe), affectée par le ralentissement plus rapide qu'anticipé des activités de déploiement de la fibre et par les mesures de sélectivité mise en oeuvre depuis 2024. Hors activité Connectivity en France, le chiffre d'affaires du Groupe est en croissance de 2,9 % en 2025, traduisant la bonne tenue de l'ensemble de ses autres activités. Au 4<sup>ème</sup> trimestre, le chiffre d'affaires atteint 230,8 M€, en baisse de -4,6 % par rapport à 2024 (en base retraitée).

L'EBITDA ajusté s'élève à 65,2 M€ en 2025, en baisse de -12,7 % par rapport à 2024 (en base retraitée). La marge d'EBITDA ajusté ressort à 7,3 %, en baisse de 60 points de base par rapport à 2024. La progression des marges au Benelux et le redressement dans les Autres Pays permettent d'atténuer les baisses observées en France et en Allemagne.

Le Résultat net part du Groupe est de -60,7 M€, après prise en compte d'une perte de -17,1 M€ au titre des activités non poursuivies au Royaume-Uni et dans les télécommunications en Espagne. Ce montant comprend à la fois le résultat net courant de ces activités et les impacts exceptionnels liés à leur sortie du périmètre. Conformément à la norme IFRS 5, il est présenté sur le poste « Résultat net provenant des activités non poursuivies » du compte de résultat consolidé.

Le Groupe affiche une trésorerie brute de 73,2 M€ à fin décembre 2025. La dette bancaire nette reste limitée à 36,3 M€ à cette même date, comparée à 0,8 M€ un an plus tôt, cette évolution intègre une baisse du recours à l'affacturage de (7,3) M€.

### 1.3.2 Analyse par zone géographique

	2025	2024 retraité*	Variations
<b>Benelux</b>			
Chiffre d'affaires	352,6	371,6	(5,1 %)
EBITDA ajusté	44,4	37,1	+19,7 %
Marge EBITDA ajusté %	12,6 %	10,0 %	
<b>France</b>			
Chiffre d'affaires	305,3	360,8	(15,4 %)
EBITDA ajusté	14,5	34,1	(57,5 %)
Marge EBITDA ajusté %	4,8 %	9,5 %	
<b>Allemagne</b>			
Chiffre d'affaires	95,9	84,4	+13,6 %
EBITDA ajusté	6,1	9,4	(35,1 %)
Marge EBITDA ajusté %	6,3 %	11,2 %	
<b>Autres pays</b>			
Chiffre d'affaires	138,7	126,2	+9,9 %
EBITDA ajusté	9,6	5,8	+65,5 %
Marge EBITDA ajusté %	6,9 %	4,6 %	
<b>HQ**</b>	<b>(9,5)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>(19,5 %)</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>892,4</b>	<b>943,0</b>	<b>(5,4 %)</b>
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>65,2</b>	<b>74,6</b>	<b>(12,6 %)</b>
<b>Marge EBITDA ajusté %</b>	<b>7,3 %</b>	<b>7,9 %</b>	

\* Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les données comparatives 2024 ont été retraitées afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne en activités non poursuivies

\*\* Frais liés aux fonctions centrales du Groupe

Au **Benelux**, le chiffre d'affaires s'établit à 352,6 M€ en 2025, en baisse organique de -5,1 %. L'activité Connectivity (76 % du chiffre d'affaires), a évolué dans un environnement marqué par des négociations entre opérateurs télécoms belges en vue d'une mutualisation de leurs investissements dans les réseaux fibres. Le chiffre d'affaires de l'activité Connectivity a néanmoins renoué avec la croissance au 4ème trimestre, à +5,0 %, limitant sa baisse sur l'ensemble de l'exercice à -4,8 %, et devrait continuer à bien performer en 2026.

Dans l'activité Energy (17,2 % du chiffre d'affaires), en baisse de -6,2 % la montée en charge des services aux réseaux électriques, dans le cadre du contrat Fluvius, a partiellement compensé l'arrivée à maturité des activités de déploiement de compteurs digitaux. Enfin, le chiffre d'affaires de l'activité Technology (6,5 % du chiffre d'affaires) recule de -5,9 %.

L'EBITDA ajusté du Benelux s'établit à 44,4 M€, en forte hausse de 19,7 %. Il représente 12,6 % du chiffre d'affaires, contre 10,0 % en 2024. Cette performance traduit la qualité d'exécution opérationnelle du Groupe sur la zone, dont les fondamentaux de marchés demeurent très bons. Solidement ancré en territoire à deux chiffres, le

niveau de marge devrait rester en ligne avec les standards élevés du Groupe au Benelux.

**En France**, le chiffre d'affaires s'établit à 305,3 M€ en 2025, en recul de -15,4 % (-19,1 % en organique). Dans un marché des télécommunications en dégradation plus forte qu'attendue, le Groupe poursuit la rationalisation de son activité Connectivity (44,7 % du chiffre d'affaires), en baisse de -34,6 % sur l'exercice. Des actions d'ampleur ont été engagées et seront poursuivies en 2026, avec pour objectifs de réduire davantage l'exposition aux activités les moins rentables et d'achever la transformation du modèle opérationnel du Groupe.

A contrario, le Groupe poursuit son développement dans l'activité Energy (34,0 % du chiffre d'affaires), qui enregistre une croissance de 32,3 %. Cette évolution intègre l'impact de la consolidation de la société So-Tec (+16,8 %), dont Solutions30 détient désormais 60% du capital (voir communiqué du 12 mai 2025). La dynamique se poursuit dans les énergies renouvelables, où le Groupe, fort de son positionnement de premier plan, accompagne de plus en plus ses clients au travers de projets clé en main. Par ailleurs, les services aux réseaux électriques basse et moyenne tension réalisés pour le compte d'Enedis affichent une croissance robuste, avec des extensions de périmètre notamment dans le sud de la France.

Enfin, l'activité Technology (21,3 % du chiffre d'affaires) affiche une baisse de -11,8 %, principalement du fait d'une base de comparaison élevée liée aux projets réalisés dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris en 2024.

Dans ce contexte, l'EBITDA ajusté de la France s'établit à 14,5 M€, soit une marge de 4,8 %, contre 34,1 M€ et 9,5 % en 2024. La dégradation du marché des télécommunications s'est traduite par une pression significative sur la rentabilité de l'activité Connectivity. Des actions structurantes engagées sur certains périmètres devraient produire leurs premiers effets au second semestre 2026. Par ailleurs, l'activité Energy affiche un niveau de marge supérieur; la montée en puissance de cette activité devrait contribuer à l'amélioration progressive du profil de rentabilité de Solutions30 en France.

**En Allemagne**, le chiffre d'affaires s'élève à 95,9 M€ en 2025, en croissance purement organique de 13,5 %. Le Groupe a poursuivi sa montée en puissance sur ce marché à fort potentiel. L'exercice a néanmoins été marqué par un rythme des opérations de déploiement de la fibre plus irrégulier qu'anticipé, dans un contexte de structuration du marché. Cette dynamique reflète notamment des délais administratifs et opérationnels plus longs, ainsi qu'une approche plus sélective des opérateurs et investisseurs dans le lancement de nouveaux projets. Les opérations sur le réseau coaxial demeurent pour leur part bien orientées, traduisant la qualité d'exécution du Groupe sur ce segment.

Dans ce contexte, l'EBITDA ajusté de l'Allemagne s'établit à 6,1 M€, soit 6,3 % du chiffre d'affaires, comparé à 9,4 M€ soit 11,2 % en 2024. Le Groupe demeure confiant dans le potentiel du marché allemand et poursuit le renforcement de ses positions avec une approche disciplinée.

Dans le segment **Autres Pays**, le Groupe a mené à bien les actions de rationalisation et de recentrage engagées conformément à sa feuille de route. Cette démarche s'est notamment traduite en 2025 par le retrait du Royaume-Uni et la cession de l'activité Connectivity en Espagne. En parallèle, le Groupe a redéployé ses ressources vers les activités plus porteuses, notamment à travers l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société polonaise Elektra Realizacje, spécialisée dans la modernisation des réseaux électriques basse et moyenne tension. En Italie, enfin, le redressement opéré s'est traduit par une bonne dynamique dans les activités fibre et par la montée en charge progressive des services énergétiques, notamment dans le photovoltaïque et dans les infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Au total, ces actions ont significativement amélioré le profil de croissance et de marge du segment. Retraité des activités non poursuivies, le chiffre d'affaires affiche une croissance de 9,9 % en 2025, à 138,7 M€. Les effets sont encore plus marqués au niveau de l'EBITDA ajusté, qui progresse de 65,5 % à 9,6 M€ contre 5,8 M€ en 2024. La marge d'EBITDA ajusté s'établit ainsi à 6,9 %, en hausse de 230 points de base sur un an.

### 5.1.3.3 Résultats consolidés

Sur la base de l'EBITDA ajusté de 65,2 M€ en 2025, après comptabilisation des dépréciations et provisions opérationnelles à hauteur de 25,3 M€ (contre 13,4 M€ en 2024), et après amortissement du droit d'utilisation des actifs loués (IFRS 16) pour un montant de 32,6 M€ (contre 31,8 M€ en 2024), l'EBIT ajusté du Groupe s'établit à 7,3 M€, comparé à 29,5 M€ en 2024.

Le résultat opérationnel ressort à -17,4 M€, contre 10,7 M€ en 2024. Il intègre notamment :

- 15,2 M€ de charges opérationnelles non courantes (contre 8,8 M€ en 2024), qui incluent principalement le coût des restructurations et des réductions d'effectifs engagées par le Groupe, pour 13,1 M€, notamment dans l'activité Connectivity en France et en Espagne.
- 11,6 M€ d'amortissements des relations clientèles (12,1 M€ en 2024). Cette charge, liée aux acquisitions passées, est purement comptable, sans impact sur la trésorerie et n'est pas relative à des actifs tangibles.

Le résultat financier s'établit à -13,9 M€, en légère amélioration par rapport à 2024 (-15,2 M€) du fait d'une variation plus favorable de la valeur des compléments de prix, promesses d'achat et options de vente (0,4 M€ en 2025 contre 1,1 M€ en 2024).

Après comptabilisation d'une charge d'impôt nette de -9,8 M€, le résultat net provenant des activités poursuivies ressort à -41,1 M€ (-5,7 M€ en 2024).

Les activités non poursuivies au Royaume-Uni et dans les télécommunications en Espagne ont généré une perte nette de -17,1 M€ au titre de 2025. Ce montant comprend à la fois le résultat net courant de ces activités et les impacts exceptionnels liés à leur sortie du périmètre. Conformément à la norme IFRS 5, il est présenté sur le

poste « Résultat net provenant des activités non poursuivies » du compte de résultat consolidé.

Déduction faite des intérêts minoritaires de 2,5 M€, le résultat net part du Groupe ressort à -60,7 M€, comparé à -15,8 M€ en 2024. Retraité des amortissements des relations clientèles nets de leur effet impôt et du résultat net des activités non poursuivies, le résultat net part du Groupe ajusté s'élève à -35,7 M€, comparé à 1,9 M€ en 2024.

### 5.1.3.4 Flux de trésorerie

*Note: les éléments relatifs aux flux de trésorerie et au bilan présentés ci-après incluent la contribution des activités non poursuivies, lesquelles sont isolées dans les états financiers consolidés conformément à la norme IFRS 5.*

La capacité d'autofinancement du Groupe s'établit à 45,0 M€ en 2025, contre 56,6 M€ en 2024, en ligne avec l'évolution de l'EBITDA ajusté. La variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR), retraitée des éléments non monétaires, représente un flux négatif de -18,1 M€. Il traduit notamment l'évolution du mix d'activité dans l'énergie vers une part plus importante de projets, à plus forte valeur ajoutée mais qui s'accompagnent de cycles de facturations plus longs que dans les activités d'intervention. De plus, la variation du BFR intègre une réduction de l'affacturage, de -7,3 M€. Ainsi, le flux de trésorerie généré par l'activité en 2025 ressort à 26,9 M€, comparé à 58,2 M€ en 2024.

Les investissements opérationnels nets s'élèvent à 11,9 M€, soit 1,3 % du chiffre d'affaires, en ligne avec leurs niveaux normatifs, et sont essentiellement liés aux systèmes d'information et aux équipements techniques.

Au total, le Free Cash Flow s'élève à 15,0 M€ en 2025, comparé à 40,2 M€ en 2024. Après prise en compte de l'évolution de la dette locative et intérêts associés (norme IFRS 16), pour 36,4 M€, le Free Cash Flow Net ressort à -21,4 M€, contre 5,9 M€ en 2024.

Compte tenu des compléments de prix payés sur des acquisitions passées pour -3,1 M€, des acquisitions et cessions de la période, pour un montant net de la trésorerie acquise ou cédée, de -1,2 M€, des intérêts payés pour -7,0 M€, de la distribution aux minoritaires pour -2,4 M€, de la variation nette des emprunts bancaires pour 12,3 M€, ainsi que des incidences du change pour -0,2 M€, la variation de la trésorerie du Groupe ressort à -23,0 M€.

### 5.1.3.5 Structure financière

La trésorerie brute du Groupe s'élève à 73,2 M€ au 31 décembre 2025. Le Groupe dispose par ailleurs de lignes de crédit disponibles non tirées pour 12 M€. La dette bancaire brute s'élève à 109,6 M€ contre 97,0 M€ au 31 décembre 2024 du fait de tirages réalisés sur les facilités de crédit bancaires du Groupe sur l'exercice. Ainsi, le Groupe affiche une dette bancaire nette de 36,3 M€ à fin décembre 2025, contre 0,8 M€ à fin décembre 2024.

Après prise en compte de 57,3 M€ de dette locative (IFRS 16) et de 6,0 M€ de dette financière potentielle liée aux compléments de prix et options de vente, la dette nette

totale du Groupe s'élève à 99,6 M€ à fin décembre 2025 (soit 1,5 fois l'EBITDA ajusté de l'exercice), comparé à 73,8 M€ à fin décembre 2024. Elle intègre un encours des créances cédées dans le cadre du programme d'affacturage sans recours du Groupe de 61,4 M€, en baisse de -7,3 M€ sur un an.

Compte tenu des incertitudes qui persistent sur le marché de la Connectivité en France, le Groupe a conduit une analyse approfondie de plusieurs trajectoires d'évolution possibles de cette activité. Ces travaux, élaborés sur la base d'hypothèses prudentes, couvrent différents scénarios d'activité future et permettent d'en apprécier les conséquences potentielles sur la performance opérationnelle et la situation financière du Groupe.

Les analyses menées mettent en évidence, dans les différents scénarios retenus, une structure financière demeurant équilibrée, portée par une rentabilité opérationnelle positive, un ratio d'endettement conforme

aux engagements contractuels et une capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels.

Comme toute projection, ces trajectoires comportent toutefois des aléas susceptibles d'influer sur le niveau de trésorerie attendu en 2026 et sur la continuité d'activité, en particulier dans les scénarios les plus défavorables pour l'activité Connectivité. Les mesures d'ajustement opérationnel qui pourraient être envisagées dans ces cas pourraient entraîner un impact significatif sur la trésorerie.

Afin de limiter ces risques, le Groupe dispose de plusieurs leviers mobilisables et précisément identifiés. Il a par ailleurs engagé, dès 2025, un ensemble d'actions visant à renforcer son efficacité opérationnelle, notamment des mesures d'optimisation des coûts, de transformation organisationnelle et une réallocation ciblée de ses ressources. Ces initiatives contribuent à atténuer les effets potentiels des scénarios les plus défavorables et à renforcer la résilience du modèle opérationnel du Groupe.

## 5.2 Tendances et perspectives

---

En 2026, Solutions30 entend poursuivre avec détermination l'exécution de sa feuille de route stratégique, fondée sur la sélectivité, la discipline opérationnelle et le recentrage progressif de ses activités sur les segments les plus porteurs.

Dans un environnement de marché qui reste contrasté et plus exigeant qu'anticipé, le Groupe concentrera ses efforts sur le redressement de sa rentabilité et de sa génération de trésorerie, tout en poursuivant le développement de ses relais de croissance, notamment dans l'énergie et en Allemagne. Dans ce contexte, l'atteinte des objectifs fixés pour 2026 lors du Capital Markets Day de septembre 2024 s'inscrira dans un calendrier plus progressif qu'envisagé à l'époque.

Les actions de rationalisation et d'adaptation engagées en 2025 se poursuivront, avec pour objectif de mener à bien le repositionnement du Groupe, d'accentuer les efforts de diversification et, à terme, d'en améliorer durablement le profil de croissance et de marge.

Fort de ses positions de marché de premier plan et des transformations déjà engagées avec succès dans certains pays, Solutions30 aborde 2026 avec une feuille de route claire et des priorités opérationnelles ciblées.



### 5.3 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :

- Les indicateurs de profitabilité et leurs composants sont des indicateurs clés de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels au global et par pays.

- Les indicateurs de trésorerie sont utilisés par le Groupe pour mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

Les indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés sont calculés de la façon suivante :

La **croissance organique** intègre la croissance organique réalisée par les sociétés acquises après leur rachat, car Solutions30 estime qu'elle n'aurait pas pu être réalisée par ces sociétés si elles étaient restées indépendantes. En 2025, la croissance organique du Groupe intègre uniquement la croissance interne des filiales historiques.

**EBITDA ajusté** correspond à la « marge opérationnelle (EBITDA ajusté) » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe.

**Free cash flow** correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité dont sont déduits les acquisitions d'immobilisations et les actifs financiers non courants.

Calcul du cash flow disponible (free cash flow) :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024 retraité
Flux net de trésorerie généré par l'activité	26,9	58,2
Acquisition d'immobilisations et d'actifs financiers non courants	(12,1)	(18,6)
Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies	—	(0,3)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	0,2	0,7
<b>Free cash flow</b>	<b>15,0</b>	<b>40,2</b>

**Free cash flow net** correspond au Free cash flow moins le « Remboursement de la dette locative », les « Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies », les « intérêts décaissés sur la dette locative » et « Intérêts décaissés sur la dette locative liés aux activités non poursuivies » tels qu'ils apparaissent dans le tableau consolidé des flux de trésorerie du Groupe.

Calcul du Free cash flow net :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
<b>Free cash flow</b>	<b>15,0</b>	<b>40,2</b>
Remboursement de la dette locative	(32,9)	(30,0)
Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies	(0,4)	(1,1)
Intérêts décaissés sur la dette locative	(3,1)	(3,2)
Intérêts décaissés sur la dette locative liés aux activités non poursuivies	(0,1)	—
<b>Free cash flow net</b>	<b>(21,4)</b>	<b>5,9</b>

**EBIT Ajusté** correspond au résultat opérationnel tel qu'il apparaît dans les états financiers du Groupe dont sont ajouté les « Amortissements des relations clientèles », les « Autres charges opérationnelles non courantes » et dont sont déduits les « Autres produits opérationnels non courants ».

Réconciliation entre le résultat Opérationnel et l'EBIT ajusté :

En millions d'euros	2025	2024 retraité
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(17,4)</b>	<b>10,7</b>
Amortissements des relations clientèles	11,6	12,1
Autres produits opérationnels non courants	(2,1)	(2,2)
Autres charges opérationnelles non courantes	15,2	8,8
<b>EBIT ajusté</b>	<b>7,3</b>	<b>29,5</b>
% du chiffre d'affaires	0,8 %	3,1 %

**Opérations non courantes** sont les autres produits et charges présentant les caractéristiques d'être significatifs de par leur montant, inhabituels de par leur nature et peu fréquents.

**Dette nette** correspond à « Endettement, part à long terme », « Endettement, part à court terme » et aux « Dettes liées aux contrats de location » long et court terme tels qu'ils apparaissent dans les états financiers du Groupe desquels sont déduits la « Trésorerie et équivalents de trésorerie » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe.

**Ratio d'endettement net sur fonds propres** correspond à la « Dette nette/Fonds propres ».

Dettes nettes :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dettes bancaires	109,6	97,0
Dettes liées aux contrats de location	57,3	68,8
Dettes futures sur compléments de prix et options de vente	6,0	4,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(73,2)	(96,3)
<b>Dettes nettes</b>	<b>99,6</b>	<b>73,8</b>
<b>Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)</b>	<b>65,2</b>	<b>74,6</b>
<i>Ratio de dettes nettes</i>	<i>1,53</i>	<i>0,99</i>
<b>Fonds Propres</b>	<b>46,9</b>	<b>108,1</b>
<i>% de dettes nettes</i>	<i>212,3 %</i>	<i>68,2 %</i>

**Dettes bancaires nettes** correspondent aux « Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme » et « Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme, lignes de crédit et concours Bancaires » tels qu'ils apparaissent à la note 10.2 des états financiers annuels du groupe dont sont déduits la « Trésorerie et équivalents de trésorerie » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe.

**Trésorerie nette de dettes bancaires** correspond à la « Trésorerie et équivalents de trésorerie » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe de laquelle est déduit les « Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme » et les « Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme, lignes de crédit et concours Bancaires » tels qu'ils apparaissent à la note 10.2 des états financiers annuels du Groupe.

Dettes bancaires nettes :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme	76,9	74,3
Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme et lignes de crédit	32,6	22,7
<b>Dettes bancaires brutes</b>	<b>109,5</b>	<b>97,0</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(73,2)	(96,3)
<b>Dettes bancaires nettes</b>	<b>36,3</b>	<b>0,8</b>
<b>Trésorerie nette de dettes bancaires</b>	<b>(36,3)</b>	<b>(0,8)</b>

**Dettes bancaires brutes** correspondent aux « Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme » et « Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme, lignes de crédit et concours Bancaires » telle qu'ils apparaissent à la note 10.2 des états financiers annuels.

**Besoin en fonds de roulement** correspond à l'« actifs courants » telle qu'il apparaît dans les états financiers du Groupe (hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Instruments dérivés actifs courants ») moins les « passifs courants » (hors « Endettement, part à court terme », « Provisions courantes » et « Dettes liées aux contrats de location »).

Besoin en fonds de roulement (« BFR ») :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Stocks et travaux en cours	22,9	24,7
Clients et comptes rattachés	240,9	219,5
Actifs sur contrats courants	1,0	0,9
Autres créances	95,9	79,1
Charges constatées d'avance	3,4	6,1
Fournisseurs	(172,2)	(171,7)
Dettes fiscales et sociales	(166,4)	(143,4)
Autres passifs courants	(20,7)	(21,0)
Produits constatés d'avance	(53,9)	(56,8)
<b>BFR</b>	<b>(49,1)</b>	<b>(62,6)</b>
Variation du BFR	13,4	(15,6)
Eléments non monétaires	4,7	14,0
<b>Variation du BFR retraitée des éléments non monétaires</b>	<b>18,1</b>	<b>(1,6)</b>

**Investissements nets** correspondent à la somme des lignes « Acquisition d'immobilisations courantes », « Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies », « Acquisition d'actifs financiers non courants » et « Cession d'immobilisations, nettes d'impôt » telle qu'elles apparaissent dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Investissements nets :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Acquisition d'immobilisations	(12,0)	(17,9)
Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies	—	(0,3)
Acquisition d'actifs financiers non courants	(0,1)	(0,4)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	0,2	0,7
<b>Investissements nets</b>	<b>(11,9)</b>	<b>(17,9)</b>

**Les coûts opérationnels** correspondent aux coûts engagés pour la conduite des activités opérationnelles du Groupe, inclus dans la « marge opérationnelle » (excluant les coûts de structure).

**Les coûts de structure** correspondent aux coûts engagés par les fonctions sièges du Groupe au sein des différents pays, inclus dans la « marge opérationnelle » (excluant les coûts opérationnels).

**Frais liés aux fonctions centrales** du Groupe correspondent aux coûts engagés par les fonctions sièges du Groupe de la société mère, inclus dans la « marge opérationnelle ».



# COMPTES CONSOLIDÉS 2025

*Solutions***30**

Solutions pour les Nouvelles Technologies

# SOMMAIRE

## 6.1 États financiers consolidés

- 6.1.1 État du résultat global consolidé
- 6.1.2 État de la situation financière consolidée
- 6.1.3 État des capitaux propres consolidés
- 6.1.4 Tableau consolidé des flux de trésorerie

## 6.2 Notes aux états financiers consolidés

- 1 Informations sur la société et le Groupe
- 2 Base de préparation, jugements et estimations

### PERFORMANCE

- 3 Chiffre d'affaires
- 4 Charges et avantages de personnel
- 5 Résultat opérationnel

### FONDS DE ROULEMENT

- 6 Clients et autres créances
- 7 Stocks
- 8 Autres dettes et affacturage inversé

### STRUCTURE FINANCIÈRE ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

- 9 Trésorerie
- 10 Emprunts et dettes assimilées
- 11 Contrats de location
- 12 Capitaux propres
- 13 Gestion des risques financiers

### ACTIFS À LONG TERME

- 14 Immobilisations incorporelles et corporelles
- 15 Autres actifs non courants et investissements dans des entreprises associées

### AUTRES

- 16 Passifs éventuels, provisions et engagements
- 17 Impôt sur les résultats
- 18 Parties liées
- 19 Honoraires des commissaires aux comptes
- 20 Événements significatifs postérieurs à la clôture
- 21 Périmètre de consolidation

## 6.3. Rapport du réviseur d'entreprises agréé indépendant

229

229

231

232

233

235

235

235

238

240

241

243

244

244

245

245

247

249

251

254

258

259

261

265

265

265

265

276



## 6.1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### 6.1.1 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

#### Résultat

(en millions d'euros)	Notes	2025	2024 retraité (1)
Chiffre d'affaires	3	892,4	943,0
Autres produits opérationnels courants	5.1	19,1	21,3
Matières premières, marchandises et consommables	5.1	(87,5)	(91,4)
Charges de personnel	4.2	(212,3)	(224,1)
Charges sociales, impôts, taxes et versements assimilés		(60,6)	(61,1)
Autres charges opérationnelles courantes	5.1	(485,9)	(513,1)
<b>Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)</b>	<b>5.1</b>	<b>65,2</b>	<b>74,6</b>
Dépreciations et amortissements des immobilisations	11.1/14	(62,9)	(60,9)
Dotations et reprises sur provisions	16	(6,6)	3,6
Autres produits opérationnels non courants	5.2	2,1	2,2
Autres charges opérationnelles non courantes	5.2	(15,2)	(8,8)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>5.2</b>	<b>(17,4)</b>	<b>10,7</b>
Produits financiers	10.4	1,8	1,8
Charges financières	10.4	(15,7)	(17,0)
<b>Résultat financier</b>	<b>10.4</b>	<b>(13,9)</b>	<b>(15,2)</b>
Impôts sur les résultats	17	(9,8)	(1,7)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	15.2	—	0,4
<b>Résultat net provenant des activités poursuivies</b>		<b>(41,1)</b>	<b>(5,7)</b>
<b>Résultat net provenant des activités non poursuivies</b>	<b>21.3</b>	<b>(17,1)</b>	<b>(9,4)</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(58,3)</b>	<b>(15,1)</b>
Dont part du Groupe		(60,7)	(15,8)
Dont part des Intérêts minoritaires	12.3	2,5	0,7
Résultat de base par action, part du Groupe (en euro)	12.2	(0,567)	(0,147)
Résultat dilué par action, part du Groupe (en euro)	12.2	(0,567)	(0,147)

1) Conformément aux dispositions d'IFRS 5 les données comparatives 2024 du compte de résultat ont été retraitées afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne en activités non poursuivies (voir note 21.3).

<i>(en millions d'euros)</i>	2025	2024 retraité (1)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>(58,3)</b>	<b>(15,1)</b>
<i>Eléments recyclables ou recyclés en résultat :</i>		
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres	0,3	(0,4)
<i>Eléments non recyclables en résultat :</i>		
Variation des écarts actuariels	0,7	0,3
Impôts différés sur la variation des écarts actuariels	(0,2)	(0,1)
<b>RESULTAT GLOBAL RECONNU EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>0,9</b>	<b>(0,1)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>(57,4)</b>	<b>(15,2)</b>
Dont part du Groupe	(59,8)	(15,9)
Dont part des Intérêts minoritaires	2,5	0,7

1) Conformément aux dispositions d'IFRS 5 les données comparatives 2024 du compte de résultat ont été retraitées afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne en activités non poursuivies (voir note 21.3).

## 6.1.2 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### Actif

(en millions d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Goodwill	14.1	58,9	56,7
Autres immobilisations incorporelles	14.2	71,5	100,7
Immobilisations corporelles	14.3	18,9	23,8
Droits d'utilisation des actifs	11.1	57,3	68,6
Créances de location non courantes	6.3	1,0	1,0
Participations dans les sociétés mises en équivalence	15.2	—	0,6
Actifs financiers non courants	15.1	3,2	3,1
Impôts différés actifs	17.2	23,1	28,5
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>234,0</b>	<b>283,0</b>
Stocks	7	22,9	24,7
Clients et comptes rattachés	6.1	240,9	219,5
Créances de location courantes	6.3	1,0	0,9
Autres créances	6.2	95,9	79,1
Charges constatées d'avance		3,4	6,1
Instruments dérivés actifs	13.1	0,1	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	73,2	96,3
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>437,4</b>	<b>426,6</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>671,4</b>	<b>709,6</b>

### Passif

(en millions d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Capital souscrit		13,7	13,7
Primes d'émission		17,4	17,4
Réserve légale		1,4	1,4
Réserves consolidées		57,4	76,1
Résultat de l'exercice		(60,7)	(15,8)
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>	12	<b>29,1</b>	<b>92,8</b>
Intérêts minoritaires	12.3	17,8	15,3
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>46,9</b>	<b>108,1</b>
Endettement, part à long terme	10.2	79,8	75,1
Dettes liées aux contrats de location	11.2	31,8	42,4
Provisions non courantes	16.1	25,4	20,3
Impôts différés passifs	17.2	12,6	17,0
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>149,6</b>	<b>154,8</b>
Endettement, part à court terme	10.2	35,8	26,1
Instruments dérivés passifs	13.1	0,1	0,3
Provisions courantes	16.2	0,3	0,9
Dettes liées aux contrats de location	11.2	25,4	26,4
Fournisseurs		172,2	171,7
Dettes fiscales et sociales	8.1	166,4	143,4
Autres passifs courants		20,7	21,0
Produits constatés d'avance		53,9	56,8
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>474,9</b>	<b>446,6</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>671,4</b>	<b>709,6</b>

### 6.1.3 ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Réserves Groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<b>SITUATION AU 01.01.2024</b>	<b>13,7</b>	<b>17,4</b>	<b>1,4</b>	<b>78,1</b>	<b>(0,4)</b>	<b>110,2</b>	<b>14,5</b>	<b>124,6</b>
Résultat 2024	—	—	—	(15,8)	—	(15,8)	0,7	(15,1)
Résultat reconnu en capitaux propres	—	—	—	0,2	(0,4)	(0,1)	—	(0,1)
<b>Résultat global 2024</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(15,6)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>(15,9)</b>	<b>0,7</b>	<b>(15,2)</b>
Distributions	—	—	—	—	—	—	(1,3)	(1,3)
Autres variations (1)	—	—	—	(1,5)	—	(1,5)	1,5	—
<b>SITUATION AU 31.12.2024</b>	<b>13,7</b>	<b>17,4</b>	<b>1,4</b>	<b>61,1</b>	<b>(0,8)</b>	<b>92,8</b>	<b>15,3</b>	<b>108,1</b>
Résultat 2025	—	—	—	(60,7)	—	(60,7)	2,5	(58,3)
Résultat reconnu en capitaux propres	—	—	—	0,6	0,3	0,9	—	0,9
<b>Résultat global 2025</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(60,1)</b>	<b>0,3</b>	<b>(59,8)</b>	<b>2,4</b>	<b>(57,4)</b>
Distributions	—	—	—	—	—	—	—	—
Variation de périmètre (2)	—	—	—	(1,2)	—	(1,2)	2,7	1,5
Autres variations (2)	—	—	—	(2,9)	—	(2,9)	(2,7)	(5,6)
<b>SITUATION AU 31.12.2025</b>	<b>13,7</b>	<b>17,4</b>	<b>1,4</b>	<b>(2,9)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>29,1</b>	<b>17,8</b>	<b>46,9</b>

(1) La diminution des réserves Groupe d'un montant de 1,5 M€ au cours de l'exercice 2024 en contrepartie d'une augmentation des intérêts minoritaires du même montant est liée à la décision de ne pas exercer l'option de vente portant sur 20 % du capital de la société italienne Algor.

(2) Variation de périmètre : La diminution des réserves Groupe de -1.2 M€ correspond à l'acquisition des 24 % résiduels du capital de l'entité néerlandaise Solutions30 Projects (voir note 21.1 ) dont 0,4 M€ payés à la date de transaction et 0,8 M€ payables dans les 12 mois.

L'augmentation des intérêts minoritaires de 2,7 M€ en 2025 reflète la reconnaissance de leur quote-part dans les capitaux propres lors de la prise de contrôle des sociétés Solutions 30 Solaire (2,6 M€) et Elektra Realizacje (0,1 M€) (voir note 21.2).

La comptabilisation des promesses d'achat consenties aux actionnaires minoritaires de Solutions 30 Solaire et Elektra Realizacje se traduit par une baisse des intérêts minoritaires d'un montant de 2.7 M€ et une baisse des réserves groupe d'un montant de 2.9 M€ (Voir note 10.3 ).

## 6.1.4 TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Notes	2025	2024 retraité (1)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>(58,3)</b>	<b>(15,1)</b>
Résultat net part du Groupe		(60,7)	(15,8)
Résultat net part des intérêts minoritaires	12.3	2,5	0,7
<b>Éléments non monétaires des activités poursuivies :</b>			
Dépréciations et amortissements	11.1/14	62,9	60,9
Dotations aux provisions		6,6	(3,6)
Elimination des impôts différés	17.2	2,2	(7,9)
Elimination des impôts courants	17.1	7,6	9,6
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		—	(0,4)
Païement fondé en actions	4.3/5.2	0,2	—
Variation des créances de location non courantes	6.3	(0,1)	—
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	10.3	(0,3)	0,1
Variation de la juste valeur des options et des compléments de prix	10.3	(0,4)	(1,1)
Elimination des charges d'intérêts	10.4	10,6	10,3
Perte nette sur variation de périmètre	21.4	0,1	—
Réévaluation de l'intérêt préexistant dans les sociétés mises en équivalence	21.2	(0,7)	—
<b>Éléments non monétaires des activités non poursuivies :</b>			
Dépréciations et amortissements des activités non poursuivies		12,8	3,8
Dotations aux provisions des activités non poursuivies		(0,1)	0,1
Variation des impôts différés des activités non poursuivies		(2,6)	(0,3)
Elimination des charges d'intérêts des activités non poursuivies		—	0,2
Perte nette sur variation de périmètre des activités non poursuivies	21.3	4,3	—
<b>Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées</b>		<b>45,0</b>	<b>56,6</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>		<b>(18,1)</b>	<b>1,6</b>
<b>Éléments des activités poursuivies :</b>			
Diminution (augmentation) des stocks		0,8	0,6
Augmentation des clients et comptes rattachés & autres débiteurs		(22,8)	(13,7)
Diminution (augmentation) des fournisseurs & autres créditeurs		4,6	(27,8)
Variation des autres créances et dettes		10,1	48,7
Impôts sur les sociétés décaissés		(9,3)	(11,4)
<b>Éléments des activités non poursuivies :</b>			
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux activités non poursuivies		(1,4)	5,3
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>26,9</b>	<b>58,2</b>
Dont flux liés aux activités poursuivies		32,3	56,5
Dont flux liés aux activités non poursuivies		(5,5)	1,7
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
<b>Éléments des activités poursuivies :</b>			
Acquisition d'immobilisations	14.2/14.3	(12,0)	(17,9)
Acquisition de société mise en équivalence	15.2	—	(0,1)
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	21.2	(1,7)	—
Acquisitions de minoritaires et compléments de prix payés	10.3 / 6.1.3	(3,1)	(3,5)
Acquisition et cession d'actifs financiers non courants		(0,1)	(0,4)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	14.2/14.3	0,2	0,7
<b>Éléments des activités non poursuivies :</b>			
Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies		—	(0,3)
Cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée liées aux activités non poursuivies	21.3	0,5	—
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>(16,2)</b>	<b>(21,6)</b>
Dont flux liés aux activités poursuivies		(16,6)	(21,3)
Dont flux liés aux activités non poursuivies		0,5	(0,3)



(en millions d'euros)	Notes	2025	2024 (1)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
<b>Eléments des activités poursuivies :</b>			
Distributions payées aux minoritaires		(2,4)	—
Emissions d'emprunts	10.2	24,5	7,8
Remboursements d'emprunts	10.2	(12,2)	(20,0)
Intérêts décaissés sur les emprunts		(7,0)	(6,8)
Frais d'émission d'emprunts		—	(1,9)
Remboursement des dettes locatives	11.2	(32,9)	(30,0)
Intérêts décaissés sur dettes locatives	11.2	(3,1)	(3,2)
<b>Eléments des activités non poursuivies :</b>			
Remboursements d'emprunts liés aux activités non poursuivies		—	(2,2)
Intérêts décaissés sur les emprunts liés aux activités non poursuivies		—	(0,1)
Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies		(0,4)	(1,1)
Intérêts décaissés sur la dette locative liés aux activités non poursuivies		(0,1)	—
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>(33,5)</b>	<b>(57,4)</b>
<i>Dont flux liés aux activités poursuivies</i>		<i>(33,0)</i>	<i>(54,0)</i>
<i>Dont flux liés aux activités non poursuivies</i>		<i>(0,5)</i>	<i>(3,4)</i>
Incidence des variations de cours des devises des activités poursuivies		0,5	(0,1)
Incidence des variations de cours des devises des activités non poursuivies		(0,7)	(1,0)
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		<b>(23,0)</b>	<b>(22,0)</b>
Trésorerie d'ouverture		96,3	118,2
Trésorerie de clôture		73,2	96,3

1) Conformément aux dispositions d'IFRS 5 les données comparatives 2024 ont été retraitées afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne en activités non poursuivies (voir note 21.3).

### NOTES

#### Note 1 : Informations sur la société et le Groupe

##### 1.1 Informations

Les états financiers consolidés de Solutions30 SE et de ses filiales (collectivement, le « Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Directoire et approuvés par le Conseil de Surveillance le 30 mars 2026. Solutions30 SE (la « Société » ou la « société mère ») est une société européenne constituée et domiciliée au Grand-Duché de Luxembourg, dont les actions sont cotées sur le compartiment C du marché Euronext Paris.

Le siège social est situé au :  
21, rue du Puits Romain  
L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg

Le Groupe est principalement engagé dans la fourniture de services d'assistance à l'utilisation des nouvelles technologies numériques et accompagne ses clients dans la mise en œuvre de ces nouvelles technologies à travers l'Europe : opérateurs télécoms, fournisseurs d'énergie, constructeurs et distributeurs de matériels informatiques et numériques, sociétés d'infogérance, intégrateurs d'équipements numériques. Solutions30 couvre actuellement la totalité de la France, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Péninsule Ibérique et de la Pologne.

Des informations sur la structure du Groupe sont fournies en note 21.

#### Note 2 : Base de préparation, jugements et estimations

##### 2.1 Référentiel appliqué

###### 2.1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement (UE) n° 1606/2002, les états financiers consolidés du Groupe Solutions30 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne<sup>1</sup> et applicable à la date de clôture des comptes, soit le 31 décembre 2025.

###### 2.1.2 Données comparatives 2024

Conformément aux dispositions d'IFRS 5 les données comparatives 2024 ont été retraitées afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne en activités non poursuivies (voir note 21.3).

<sup>1</sup> Référentiel disponible sur le site de la Commission européenne : <http://eur-lex.europa.eu/legal->

##### 2.2 Nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2025 sont conformes à ceux retenus pour les états financiers au 31 décembre 2024, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes effectives au 1er janvier 2025. Le Groupe n'a pas adopté de manière anticipée au 31 décembre 2025 de norme, interprétation ou amendement qui aurait été publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne, mais ne serait pas encore entré en vigueur.

Un amendement s'applique pour la première fois au 1er janvier 2025, mais n'a pas d'impact matériel sur les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2025 :

- Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » (publiés le 15 août 2023).

Normes, amendements et interprétations de normes d'application publiés par l'IASB, adoptés par l'Union Européenne applicables après le 31 décembre 2025 :

- Amendements relatifs au classement et à l'évaluation des instruments financiers (amendements à IFRS 9 et IFRS 7) (publiés le 30 mai 2024), applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. Le Groupe ne s'attend pas à un impact matériel de ces amendements sur les états financiers consolidés.
- Amendements volume 11, relatifs aux « Améliorations annuelles des normes comptables IFRS » (publiés le 18 juillet 2024). Ce volume contient des modifications apportées à cinq normes dans le cadre du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. Le Groupe ne s'attend pas à un impact matériel sur les états financiers consolidés de ces amendements.
- Amendements « Contrat d'électricité renouvelable » (amendements à IFRS 9 et IFRS 7 publiés le 18 décembre 2024), applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. Cette norme relative aux contrats de livraison physique pour l'achat d'énergie renouvelable n'a pas d'impact car le Groupe n'a pas d'opération concernée.
- La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » a été publiée le 9 avril 2024. Cette norme vient remplacer la norme IAS1 et vise à augmenter la comparabilité des performances financières. La norme IFRS 18 prescrit la base de présentation des états financiers (bilan, état du résultat, état de la variation des capitaux

propres) ainsi que les informations à fournir dans les notes annexes. Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. La norme IFRS 18 aura un impact sur la présentation des états financiers notamment sur le compte de résultat, l'analyse détaillée des incidences de l'application de cette norme est en cours.

Normes, amendements de normes et interprétations de normes d'application publiés par l'IASB, et non adoptés par l'Union Européenne. Les impacts sur les états financiers des textes publiés par l'IASB au 31 décembre 2025 et non encore en vigueur dans l'Union Européenne sont présentés ci-dessous :

- La norme IFRS 19 applicable aux « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir » a été publiée par l'IASB le 9 mai 2024 ainsi qu'un amendement le 21 août 2025. Cette norme n'est pas applicable par le Groupe dans la mesure où aucune de ses filiales consolidées ne publie d'états financiers IFRS distincts ou n'entre dans le champ d'application défini par l'IASB.
- Les amendements IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » ont été publiés par l'IASB le 13 novembre 2025. Ils précisent les modalités de conversion des états financiers lorsqu'une entité utilise une monnaie de présentation relevant d'une économie hyperinflationniste, au sens d'IAS 29. Cette norme n'est pas applicable par le Groupe dans la mesure où aucune de ses filiales consolidées a des activités dans une économie hyperinflationniste.

## 2.3 Base de préparation

La Direction a procédé à l'évaluation de la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation sur un horizon d'au moins 12 mois, conformément aux exigences d'IAS1 relatives au principe de continuité d'exploitation, en tenant compte des pertes reconnues en 2025 ainsi que de la diminution de la trésorerie.

Bien que le Groupe ne soit pas impacté directement par les incertitudes économiques actuelles (à savoir ni par la guerre en Ukraine, ni par les mesures douanières américaines ou encore les tensions sur le prix de l'énergie), le contexte de marché de l'activité Connectivité en France et en Allemagne demeure incertain. En France, un appel d'offres a été engagé par un des principaux clients et en Allemagne, le déploiement de la fibre progresse plus lentement que prévu.

Dans ce contexte, la Direction a analysé plusieurs scénarios d'évolution de l'activité, élaborés sur la base d'hypothèses prudentes. Ces scénarios prennent notamment en compte différentes trajectoires possibles pour les activités Connectivité en France et confirment que la structure financière du Groupe demeure compatible avec l'application du principe de continuité d'exploitation.

Ces trajectoires et leurs traductions financières, à la fois en termes de résultat mais également de génération de cash-flow font apparaître une rentabilité opérationnelle

positive, un ratio d'endettement conforme aux engagements contractuels et une capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels.

Toutefois, comme toute projection, ces prévisions d'activité future comportent des aléas. Dans l'éventualité où ils se matérialiseraient tous simultanément, il existe un risque significatif que la continuité d'exploitation soit compromise. Afin de réduire ces risques, la Direction a identifié plusieurs leviers mobilisables et a d'ores et déjà engagé dès 2025 plusieurs mesures de retournement telles que la mise en oeuvre d'actions d'optimisation des coûts et de transformation opérationnelle.

Au regard de ces éléments, la Direction considère que les hypothèses retenues pour l'établissement des états financiers consolidés sont appropriées.

Au 31 décembre 2025, les états financiers ont ainsi été établis selon les principes de continuité. Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros, monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle de la société mère et arrondis à la centaine de milliers le plus proche.

## 2.4 Principes comptables, jugements comptables et estimations

### Principes comptables :

Les principes comptables sont présentés au sein de chaque note.

### Jugements comptables et estimations :

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les résultats réels peuvent s'avérer sensiblement différents de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes et, le cas échéant, une analyse de sensibilité peut être mise en œuvre si elle présente un caractère significatif.

### **Jugements comptables :**

- Décomptabilisation des créances cédées (Voir note 6.1).
- Affacturage inversé (Voir note 8.2).
- Traitement de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) (Voir note 17).
- Activités non poursuivies ( Voir note 21.3).

## Estimations :

- Évaluations des actifs sur contrats (Voir note 6.1).
- Engagements d'achat d'intérêts minoritaires (Voir note 10.3).
- Détermination des échéances des contrats de location avec des options de prolongation ou de rupture (voir note 11)
- Évaluations retenues pour les tests de perte de valeur (Voir note 14.1).
- Évaluation des engagements de retraite (Voir note 16.3).
- Impôts différés actifs sur reports déficitaires (Voir note 17).

## PERFORMANCE

### Base de préparation de l'information sectorielle

Évolution de l'information sectorielle :

Suite à la mise en liquidation du Royaume-Uni et à la vente de l'activité Télécom en Espagne (voir note 21.3), ainsi qu'à leur présentation en activités non poursuivies conformément à la norme IFRS 5, la présentation du secteur « Autres pays » pour l'Espagne et le Royaume-Uni évolue dans l'information sectorielle comme suit :

- Au compte de résultat, la contribution du Royaume-Uni aux résultats du Groupe, du 1er janvier au 11 novembre 2025, ainsi que celle de l'activité Télécom en Espagne, du 1er janvier au 19 décembre 2025, sont présentées séparément et de façon agrégée sur la ligne « Résultat net provenant des activités non poursuivies ».
- Conformément à la norme IFRS 5, les données du compte de résultat 2024 ont été retraitées afin de permettre la comparabilité des périodes présentées.

### Définition des secteurs opérationnels et des indicateurs de performance

Conformément aux principes de la norme IFRS 8, l'information sectorielle du Groupe Solutions30 est

présentée sur les secteurs géographiques, en concordance avec les données internes de gestion utilisées par le Directoire du Groupe. En effet, le découpage par segment géographique reflète le modèle organisationnel et opérationnel du Groupe.

Les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance du Groupe Solutions30 sont prises par le Directoire et le Comité Exécutif au niveau des secteurs opérationnels, qui correspondent principalement aux implantations géographiques du Groupe.

La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont été regroupés en un seul secteur opérationnel car cela reflète le modèle organisationnel et opérationnel de cette géographie.

Les indicateurs suivis sont :

- Le chiffre d'affaires (Note 3) ;
- La marge opérationnelle (EBITDA ajusté) (Note 5.1) : Indicateur principal de rentabilité opérationnelle du Groupe, la marge opérationnelle (EBITDA ajusté) correspond au résultat opérationnel avant les dotations et reprises sur les amortissements, dépréciations et provisions, le résultat sur cession de participations, les autres produits et charges opérationnels non courants.

(en millions d'euros)	2025	Benelux	France	Allemagne	Autres pays	HQ*
Chiffre d'affaires	892,4	352,6	305,3	95,9	138,7	—
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)	65,2	44,4	14,5	6,1	9,6	(9,5)
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté) en %	7,3 %	12,6 %	4,8 %	6,3 %	6,9 %	—

(en millions d'euros)	2024 retraité	Benelux	France	Allemagne	Autres pays	HQ*
Chiffre d'affaires	943,0	371,6	360,8	84,4	126,2	—
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)	74,6	37,1	34,1	9,4	5,8	(11,8)
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté) en %	7,9 %	10,0 %	9,5 %	11,2 %	4,6 %	—

\*Frais liés aux fonctions centrales du Groupe

### Note 3 : Chiffre d'affaires

Le Groupe réalise son chiffre d'affaires à travers la fourniture de services d'installation et de maintenance d'équipements digitaux. Le Groupe comptabilise un chiffre d'affaires lorsqu'il transfère le contrôle d'un produit ou d'un service au client. Le montant du chiffre d'affaires correspond à la contrepartie à laquelle le Groupe s'attend à avoir droit dans un contrat conclu avec un client.

Le Groupe intervient sur 3 secteurs d'activité :

1. **Connectivité** : Qui regroupe les prestations de type Télécom :
  - (i) Raccordement au réseau ADSL ou à la fibre, ainsi que les actes de maintenance associés.
  - (ii) Déploiement des réseaux Fibre et Mobile qui consiste à réaliser des études pour le compte d'opérateurs télécom afin de définir, préparer et planifier les travaux nécessaires au déploiement de la Fibre.
2. **Energie** : Qui correspond principalement à des interventions de modernisation des réseaux d'énergies et d'installation et de maintenance des technologies liées à la transition énergétique, tels que les compteurs électriques intelligents, les bornes de recharge pour les véhicules électriques ou les panneaux photovoltaïques.
3. **Technologie** : Qui regroupe les prestations de type monétique et IT :
  - (i) les activités de dépannage, de support et de maintenance de matériels informatiques ou d'équipements numériques (Internet des objets, équipements de sécurité).
  - (ii) L'activité de location des Terminaux de Paiement Électroniques (TPE) envers les petits commerçants, qui correspond à un contrat de location de TPE et aux prestations de services associées (installation, hotline et maintenance des TPE).

Le Groupe réalise deux types de contrats :

1. **Les prestations sur site** :

Les interventions/prestations sur site constituent l'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe. Les techniciens de Solutions30 fournissent des services d'installation et de maintenance sur site sur la base d'ordres de travail standardisés reçus des clients. Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les ordres de travail sont réalisés avec succès sur la base d'un tarif contractuel établi pour chaque type

d'intervention. Lorsque les contrats comportent un mécanisme de bonus / malus, l'impact sur le chiffre d'affaires est déterminé en fonction de l'atteinte des seuils et rattaché à la période d'exécution de la prestation. Les indicateurs de performance sous-jacents sont mesurables et peuvent être estimés de manière fiable à chaque clôture comptable.

Les projets : le Groupe peut être mandaté par des clients pour concevoir et construire des réseaux de communication ou des installations électriques. Pour ces contrats, le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de leur réalisation, en fonction de l'avancement des projets. Ces travaux en cours sont évalués en utilisant le rapport entre les coûts des contrats engagés à la date du bilan et les coûts totaux estimés des contrats. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat dépassera le total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en provision pour perte à terminaison. Des actifs sur contrats, des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

2. **Location financement d'équipements numériques** :

Dans le cadre de son activité monétique, le Groupe signe avec les commerçants des contrats de location sur une période de 1 à 4 ans comprenant : (i) la fourniture de solutions de paiement et (ii) les services d'assistance (support helpdesk, intervention sur site, échange de matériel). Pour cette activité, le Groupe distingue deux obligations de performance distinctes :

  - (i) La fourniture de solutions de paiement : la constatation du chiffre d'affaires intervient lorsque le contrôle de ces équipements est transféré, à la date de livraison du matériel. L'estimation du prix reconnu pour la livraison du matériel est établie sur la base du prix d'achat du matériel auquel est ajoutée une marge.
  - (ii) Les services d'assistance : le chiffre d'affaires est reconnu sur la durée du contrat. L'estimation du prix de cette prestation est établie sur la base de la valeur totale du contrat diminuée du prix établi pour la fourniture du matériel.

La ventilation des revenus du Groupe provenant des contrats avec les clients par types d'activités se présente comme suit :



(en millions d'euros)	Benelux	France	Allemagne	Autres	2025
<b>Prestations sur site</b>	<b>352,6</b>	<b>301,5</b>	<b>95,9</b>	<b>138,7</b>	<b>888,6</b>
Connectivité	268,7	136,6	90,9	113,4	609,6
Energie	60,8	103,7	4,9	10,6	180,1
Technologie	23,1	61,2	—	14,7	98,9
<b>Location des Terminaux de paiement</b>	<b>—</b>	<b>3,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3,8</b>
Technologie	—	3,8	—	—	3,8
<b>Chiffre d'affaires total des contrats avec les clients</b>	<b>352,6</b>	<b>305,3</b>	<b>95,9</b>	<b>138,7</b>	<b>892,4</b>

(en millions d'euros)	Benelux	France	Allemagne	Autres	2024 retraité
<b>Prestations sur site</b>	<b>371,6</b>	<b>356,9</b>	<b>84,4</b>	<b>126,2</b>	<b>939,2</b>
Connectivité	282,2	208,8	80,0	108,8	679,9
Energie	64,8	78,4	4,4	5,4	153,0
Technologie	24,5	69,8	—	12,0	106,3
<b>Location des Terminaux de paiement</b>	<b>—</b>	<b>3,9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3,9</b>
Technologie	—	3,9	—	—	3,9
<b>Chiffre d'affaires total des contrats avec les clients</b>	<b>371,6</b>	<b>360,8</b>	<b>84,4</b>	<b>126,2</b>	<b>943,0</b>

Solutions30 intervient notamment depuis quelques années dans des contrats importants de déploiement de la fibre optique en Europe et d'installation d'équipements technologiques dans le secteur de l'énergie. Ainsi, une part significative du chiffre d'affaires du Groupe est réalisée auprès de clients majeurs de type « grands comptes », avec lesquels la relation commerciale est formalisée à travers plusieurs contrats organisés par zone géographique, par activité ou par catégorie d'utilisateurs finaux.

Le Groupe a donc pour principaux clients des opérateurs de télécommunication (Orange, Telenet, Wyre, Proximus, Fiberklaar, Unifiber, Free, Vodafone, Open Dutch Fiber...) et des opérateurs du secteur de l'énergie (Fluvius, Q Energy, Enedis, GRDF...).

Au titre de l'exercice 2025, 2 clients contribuent individuellement à plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe ; ils représentent un revenu total de 262 M€, soit 29,4 % du chiffre d'affaires. En 2024, seul 1 client contribuait individuellement à plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe ; il représentait un revenu total de 178 M€, soit 18,9 % du chiffre d'affaires. Un appel d'offres a été lancé par l'un des principaux clients du Groupe pour le renouvellement d'un contrat arrivant à échéance. À la date d'arrêt des comptes, le processus de sélection est en cours.

(en millions d'euros)	2025					
Clients par chiffres d'affaires	Benelux	France	Allemagne	Autres	Total	%
Client A	1,8	117,6	—	49,7	169,2	19,0 %
Client B	93,1	—	—	—	93,1	10,4 %
Autres clients représentant moins de 10% du chiffres d'affaires	257,6	187,6	95,9	88,9	630,1	70,6 %
<b>Total chiffres d'affaires</b>	<b>352,6</b>	<b>305,3</b>	<b>95,9</b>	<b>138,7</b>	<b>892,4</b>	<b>100 %</b>

(en millions d'euros)	2024 retraité					
Clients par chiffres d'affaires	Benelux	France	Allemagne	Autres	Total	%
Client A	1,8	133,4	—	43,1	178,3	18,9 %
Autres clients représentant moins de 10% du chiffres d'affaires	369,8	227,4	84,4	83,1	764,8	81,1 %
<b>Total chiffres d'affaires</b>	<b>371,6</b>	<b>360,8</b>	<b>84,4</b>	<b>126,2</b>	<b>943,0</b>	<b>100 %</b>

## Note 4 : Charges et avantages de personnel

### 4.1 Effectifs

L'effectif à la clôture de l'exercice se décompose comme suit :

Effectifs	31.12.2025	2024 retraité
Cadres	447	505
Employés, techniciens, agents de maîtrise	5 180	5 552
<b>TOTAL</b>	<b>5 627</b>	<b>6 057</b>

### 4.2 Charges de personnel

Le poste « Charges de personnel » se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	2025	2024 retraité
Rémunération du personnel	(212,3)	(224,1)
<b>TOTAL</b>	<b>(212,3)</b>	<b>(224,1)</b>

Les charges sociales sur les salaires sont présentées dans le poste « Charges sociales, impôts, taxes et versements assimilées » de l'état du résultat global.

### 4.3 Paiement fondé sur des actions

#### ■ Principes généraux de la norme IFRS 2

Les attributions d'instruments de capitaux propres (BSA, actions gratuites, stock-options...) en tant que rémunération de services rendus ou à rendre sont couvertes par la norme IFRS 2.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est comptabilisée en charges de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits. À chaque date de clôture, le Groupe révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est prévue par suite de l'effet des conditions d'acquisition des droits autres que les conditions du marché. L'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est comptabilisée en résultat net de telle façon que les charges cumulatives tiennent compte des estimations révisées, avec un ajustement correspondant des réserves.

#### ■ Les instruments émis par Solutions30 couverts par IFRS 2

Il a été attribué des instruments fondés sur des actions en 2025.

#### Plan d'options sur actions :

Un plan d'intéressement pluriannuel a été défini par le Comité des Nominations et des Rémunérations et approuvé par le Conseil de Surveillance. En contrepartie de la réalisation des objectifs pluriannuels, les bénéficiaires du plan ont reçu, en date du 31 mars 2025, des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions du Groupe pendant la période d'exercice, à un prix d'exercice fixé à 1,29 €.

Le nombre d'options sur actions finalement attribuées dans le cadre du plan d'intéressement dépend du niveau de réalisation des objectifs quantifiés suivants au cours des exercices 2025, 2026 et 2027 : Chiffre d'affaires / EBITDA ajusté / Free cash flow / Performance relative du cours de l'action. À ces indicateurs financiers s'ajoute un coefficient d'ajustement lié à la performance extra-financière du Groupe, évaluée selon des critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance). A date, le nombre maximum d'actions disponibles pour toutes les options sur actions attribuées dans le cadre du plan d'intéressement est de 3 903 828.

Les options seront réglées en actions de la Société, soit un nombre équivalent d'actions correspondant en valeur à la différence entre le cours de l'action à la date d'exercice et le prix d'exercice. Ces instruments ne pourront être exercés qu'un an après leur allocation définitive.

Le tableau suivant présente le détail des options sur actions en circulation au cours de l'exercice :

	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice
Options sur actions non exercées en circulation au 1 janvier 2025	0	0
Options sur actions octroyées	4 087 778	1,29
Options sur actions annulées	-183 950	—
Options sur actions expirées	—	—
Options sur actions exercées	—	—
Options sur actions en cours au 31 Décembre 2025	3 903 828	1,29
Options sur actions pouvant être exercées au 31 Décembre 2025	—	1,29

Le tableau suivant présente les données d'entrée des modèles Black Scholes et Monte Carlo pour la détermination de la juste valeur des options :

	2025
Cours de bourse à la date d'attribution	1,53
Prix d'exercice	1,29
Volatilité attendue	63,8 %
Durée de vie prévue (En années)	3,75
Taux sans risque	2,5 %
Performance moyenne des comparables sur la période	6,76 %
Nombre de trajectoires simulées	10 000

La juste valeur du plan d'options sur actions à la date d'attribution est de 1,1 M€.

La juste valeur des options sur actions est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition des droits (2025, 2026, 2027) ainsi que sur la période de blocage (2028). Le

Le détail du poste « Autres produits et charges opérationnels courants » est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	2025	2024 retraité
Subventions d'exploitation	0,8	2,2
Autres produits opérationnels courants	18,4	19,0
<b>Autres produits opérationnels courants</b>	<b>19,1</b>	<b>21,3</b>
Sous-traitance	(369,5)	(384,9)
Frais de déplacement et d'entretien des véhicules et charges de location	(38,3)	(44,1)
Intermédiaires et honoraires	(39,8)	(44,4)
Autres achats et charges opérationnelles courantes	(38,2)	(39,8)
<b>Autres charges opérationnelles courantes</b>	<b>(485,9)</b>	<b>(513,1)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(466,7)</b>	<b>(491,9)</b>

Les autres produits opérationnels courants se composent notamment des subventions d'exploitation venant couvrir des coûts résultant des apports de branches d'activité par Telenet en Belgique, de produits d'activités annexes et de produits divers liés à la mise à disposition de matériel ainsi qu'aux refacturations opérationnelles de charges.

Les autres achats et charges opérationnelles courantes comprennent notamment les frais d'assurances, les frais de télécommunication et les charges courantes des locaux.

Groupe considère la période de blocage qui reflète la période réelle de service attendue car la performance ou la présence est implicitement requise jusqu'à l'exercice des options sur actions. Le Groupe a enregistré une charge de 0,2 M€ en 2025 (0 M€ en 2024) au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui est présentée sur la ligne "Autres charges et produits opérationnels non courants" ( Voir Note 5.2 ).

## Note 5 : Résultat opérationnel

### 5.1 Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)

Le poste « Matières premières, marchandises et consommables » se compose notamment des achats de carburant, de marchandises, de petits équipements et des fournitures nécessaires aux interventions. Ce poste s'établit à (87,5)M€ en 2025 ((91,4) M€ en 2024).

### 5.2 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est calculé en ajoutant ou en déduisant de la marge opérationnelle (EBITDA ajusté), les dotations et reprises sur provisions, les dépréciations et amortissements, ainsi que les autres produits et charges opérationnels non courants.

■ Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants regroupent les éléments considérés par le Groupe comme impactant de manière exceptionnelle, ponctuelle et significative la mesure de la performance des opérations de l'exercice. Le Groupe considère que le classement de

ces charges et produits non récurrents permet de donner une meilleure lisibilité de la performance économique intrinsèque de ses opérations.

Le détail des autres produits et charges opérationnels non courants est décrit ci-dessous :

(en millions d'euros)	2025	2024 retraité
Autres produits opérationnels non courants	2,1	2,2
Autres charges opérationnelles non courantes	(15,2)	(8,8)
<b>TOTAL</b>	<b>(13,1)</b>	<b>(6,6)</b>

Les produits opérationnels non courants 2025 résultent de la fin de la procédure engagée en Espagne. L'accord trouvé s'est traduit par une extinction du risque et un impact financier favorable (2.1 M€).

Les produits opérationnels non courants 2024 résultent de la fin de la procédure engagée en Italie dans le but de trouver un nouvel accord avec le principal client et les fournisseurs de Solutions30 Italia SRL. L'accord trouvé s'est traduit par une extinction du risque et un impact financier favorable (2.2 M€).

Les charges opérationnelles non courantes 2025 s'élèvent à (15,2) M€. Elles intègrent principalement des coûts de restructuration liés aux procédures engagées en Espagne et en Italie (1,4 M€) et aux plans de réductions d'effectifs réalisés par le Groupe (11,7 M€), une dépréciation de créances commerciales consécutives à la cessation d'activité d'un partenaire (1,2 M€) et des charges liées à la fermeture de l'activité d'Xperal (0,8 M€).

Les charges opérationnelles non courantes 2024 se composent principalement de charges de restructuration résultant de la stratégie de décroissance sélective mise en œuvre par le Groupe où certains contrats ne répondaient plus aux exigences de rentabilité (7,8 M€). Elles intègrent également des charges liées à un projet de restructuration de l'infrastructure informatique du Groupe mené en 2024 et entraînant un surcout ponctuel (1 M€).

## FONDS DE ROULEMENT

### Note 6 : Clients et autres créances

#### 6.1 Clients et comptes rattachés

##### ■ Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés sont des actifs financiers courants.

Les factures à établir correspondent à une situation où une prestation a été réalisée, les travaux sont terminés mais la facture n'a pas encore été émise à la date de clôture.

##### ■ Actifs sur contrats

Les montants ayant trait aux actifs sur contrats correspondent aux montants dus par des clients en vertu de contrats de prestations dont le règlement est échelonné en fonction de différentes étapes de production. Un actif sur contrat est ainsi comptabilisé sur la période au cours de laquelle les prestations sont fournies afin de représenter le droit du Groupe d'obtenir une contrepartie en échange des services qu'il a fournis jusqu'à cette date. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat dépassera le total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en provision pour perte à terminaison.

Tout montant comptabilisé initialement comme actif sur contrat est ensuite reclassé dans les créances clients au moment où il est facturé au client.

##### ■ Affacturage des créances clients

Un actif financier doit être décomptabilisé – c'est-à-dire retiré de l'état de la situation financière consolidée si le Groupe transfère à une partie tierce, par l'intermédiaire d'un contrat, son droit à recevoir les flux de trésorerie futurs liés à cet actif ainsi que les risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Afin de réduire son besoin en fonds de roulement, le Groupe a déployé un programme d'affacturage sans recours. En présence d'un tel contrat, les créances pour lesquelles les risques et avantages ont été transférés ne sont pas maintenues dans le poste « Clients et comptes rattachés » de la situation financière. Le montant total des créances cédées, donc déconsolidées, s'élève à 61,4 M€ au 31 décembre 2025 (68,7 M€ au 31 décembre 2024).

##### ■ Dépréciation des créances clients et comptes rattachés

Compte tenu de la nature des clients du Groupe, principalement composés de grands comptes, ainsi que du dispositif d'affacturage mis en place, le modèle de dépréciation défini par la norme IFRS 9 n'a pas d'impact matériel sur le montant des dépréciations des créances clients et comptes rattachés du Groupe.

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances clients	80,1	74,3
Factures à établir	100,1	105,0
Actifs sur contrats	50,9	28,9
Fournisseurs - avances et acomptes versés	9,9	11,4
<b>TOTAL</b>	<b>240,9</b>	<b>219,5</b>

En 2025, le Groupe a comptabilisé une dépréciation de 0,6 M€ (0,81 M€ en 2024) de ses créances clients.

Toutes les créances clients et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an.

#### 6.2 Autres créances

Le détail des Autres créances est présenté ci-après :

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances fiscales	57,3	47,0
Créances d'impôts	11,5	9,0
Créances sociales	11,4	10,9
Autres créances	16,7	12,5
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>96,9</b>	<b>79,4</b>
Dépréciations	(1,0)	(0,3)
<b>TOTAL NET</b>	<b>95,9</b>	<b>79,1</b>

Les créances fiscales comprennent pour l'essentiel des créances de TVA liées aux opérations du Groupe.

Les autres créances regroupent principalement des garanties concédées dans le cadre des programmes d'affacturage au 31 décembre 2024 et 2025.



## 6.3 Créances de location

Les créances de location sont liées aux contrats de location des terminaux de paiement (Note 11) commercialisés par le Groupe. Le Groupe comptabilise la prestation de location-financement comme une vente à la date de début du contrat en contrepartie d'un actif. Cet actif est présenté sur le poste « Créances de location courantes » si le flux de trésorerie associé à cet actif doit intervenir dans les 12 mois suivant la fin

de l'exercice ou dans le poste « Créances de location non courantes » si le flux de trésorerie correspondant doit intervenir au-delà d'une période de 12 mois. Au 31 décembre 2025, les créances de location s'élèvent à 2,0 M€ (2024 : 1,9 M€ ).

## Note 7 : Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Si la valeur nette de réalisation des stocks constatée à la date de clôture des comptes est inférieure à leur coût d'acquisition, alors la valorisation des stocks est ajustée sur la base de celle-ci.

Le détail des stocks est présenté ci-après :

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	31.12.2025 Valeurs nettes	31.12.2024 Valeurs nettes
Matières premières et marchandises	23,8	(0,9)	22,9	24,7
<b>TOTAL</b>	<b>23,8</b>	<b>(0,9)</b>	<b>22,9</b>	<b>24,7</b>

Les stocks de matières premières et marchandises correspondent principalement à des pièces de rechange utilisées pour les opérations de maintenance ou à des consommables utilisés pour les opérations de déploiement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

## Note 8 Autres dettes et affacturage inversé

### 8.1 Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est présenté ci-après :

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dettes fiscales	87,3	71,3
Dettes sociales	68,2	62,1
Impôts sur les sociétés	10,9	10,1
<b>TOTAL</b>	<b>166,4</b>	<b>143,4</b>

Les dettes sociales comprennent l'ensemble des dettes dues au personnel (salaires, congés...) et aux organismes sociaux (charges salariales). Les dettes fiscales comprennent pour l'essentiel des dettes de TVA liées aux opérations du Groupe.

### 8.2 Affacturage inversé

Le Groupe a mis en place deux types d'accords d'affacturage inversé :

- une solution de financement des factures des fournisseurs sans modification du délai de paiement initial, utilisée à hauteur de 8,6M€ au 31 décembre 2025 (dont 8,6M€ versés aux fournisseurs).
- une solution de financement des factures des fournisseurs avec un allongement possible des délais

jusqu'à 120 jours, utilisée à hauteur de 7,6M€ au 31 décembre 2025 (dont 7,6M€ versés aux fournisseurs). Seul ce second type d'accord a un impact sur la maturité de la dette fournisseurs.

Le Groupe classe les passifs provenant de ces accords de financement des fournisseurs dans le poste « Fournisseurs » dans la mesure où ces passifs ont une nature et une fonction similaires aux dettes fournisseurs. Ces accords de financement des fournisseurs font partie du fonds de roulement utilisé dans le cycle d'exploitation normal du Groupe et le niveau de garantie fourni est similaire aux dettes fournisseurs. Les flux de trésorerie liés aux passifs provenant de ces accords de financement des fournisseurs sont inclus dans les activités opérationnelles du tableau consolidé des flux de trésorerie au sein du poste « Augmentation (diminution) des fournisseurs & autres créditeurs ».

**Note 9 : Trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan comprennent les disponibilités en banque, la caisse et tout placement monétaire liquide et soumis à un risque négligeable de changement de valeur de moins de 3 mois.

La trésorerie nette du Groupe se présente comme suit :

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Placement monétaire	0,5	0,5
Disponibilités	72,7	95,7
<b>TOTAL</b>	<b>73,2</b>	<b>96,3</b>

**Note 10 : Emprunts et dettes assimilées****10.1 Faits caractéristiques**

En date du 19 novembre 2024, le Groupe a conclu une opération de financement bancaire avec un syndicat de huit banques. Ce financement de 120 M€ d'une durée de 7 ans avec un taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois porte sur un emprunt effectif de 83 M€ correspondant au refinancement de la dette du Groupe, ainsi qu'un engagement de prêt d'un montant maximum de 37 M€ pour le financement de sa stratégie de croissance, dont 13,6 M€ non utilisés au 31 décembre 2025.

**Endettement, part à long terme**

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme	76,9	74,3
Compléments de prix, promesses d'achat et options de vente	2,9	0,8
<b>TOTAL</b>	<b>79,8</b>	<b>75,1</b>

**Endettement, part à court terme**

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme, lignes de crédit et concours bancaires	32,6	22,7
Compléments de prix, promesses d'achat et options de vente	3,1	3,3
<b>TOTAL</b>	<b>35,8</b>	<b>26,1</b>

**Variation de l'endettement auprès des établissements de crédit**

La variation de l'endettement se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	01.01.2025	Émissions d'emprunts	Remboursements d'emprunts	Autres variations sans effet sur les flux de trésorerie			31.12.2025
				Variations de périmètre	Autres <sup>(1)</sup>	Reclassement échéancier	
Endettement long terme	74,3	16,0	(0,7)	(0,2)	0,4	(12,9)	76,9
Endettement court terme	22,7	8,5	(11,5)	—	—	12,9	32,6
<b>Total des passifs issus des activités de financement</b>	<b>97,0</b>	<b>24,5</b>	<b>(12,2)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>0,4</b>	<b>—</b>	<b>109,6</b>

(1) Comprend principalement les frais d'émission d'emprunts

**10.2 Endettement**

Les emprunts bancaires sont des passifs financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation des charges d'intérêts au cours de la période concernée.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les paiements en trésorerie futurs estimés (y compris l'intégralité des commissions et des frais proportionnels payés ou reçus qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et des autres surcotes et décotes) sur la durée de vie prévue du passif financier ou, si cela est approprié, sur une période plus courte, au coût amorti d'un passif financier.

Les principes comptables relatifs aux dettes financières liées aux contreparties éventuelles sur des acquisitions (« compléments de prix ») ou à des promesses d'achat et options de vente consenties à des intérêts minoritaires sont présentés dans la note 10.3.

La dette financière du Groupe se compose essentiellement :

- D'emprunts bancaires ;
- De dettes liées à des compléments de prix sur des acquisitions ou à des options de vente consenties à des intérêts minoritaires dans le capital de filiales du Groupe qui ne sont pas détenues à 100%, présentées ci-dessous dans les autres emprunts et dettes assimilées.

## Échéances de l'endettement

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ont une maturité s'étalant sur plus de 5 ans :

(en millions d'euros)	31.12.2025	2026	2027	2028	2029	2030 Au-delà
Emprunts et concours bancaires	109,6	32,6	10,9	12,5	12,0	41,5
Charges d'intérêts	11,4	4,3	2,4	2,0	1,6	1,2
Dettes liées aux contrats de location	57,3	25,4	16,6	8,5	3,8	2,9
Compléments de prix, promesses d'achat et options de vente	6,0	3,1	0,5	—	2,3	—

## Engagements hors bilan liés au financement du Groupe

En garantie de l'emprunt de 83 M€ et de l'ouverture de crédit de 37 M€ conclus en novembre 2024, le Groupe a

conclu un contrat de nantissement de parts sociales de Telima Frepard et de Solutions30 Belgium.

## 10.3 Compléments de prix, promesses d'achat et options de vente consenties à des actionnaires minoritaires

Les compléments de prix, promesses d'achat et options de vente sont comptabilisés dans le poste « endettement, part à court terme » de l'état de la situation financière s'ils sont dus dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice ou dans le poste « endettement, part à long terme » s'ils sont dus au-delà d'une période de 12 mois.

Tout complément de prix est évalué à la juste valeur à la date d'acquisition. A chaque date de clôture ils sont réévalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

En l'absence de dispositions spécifiques des normes IFRS, le Groupe considère que les options de vente consenties à des intérêts minoritaires (« put options ») et les promesses d'achat consenties à des actionnaires minoritaires constituent une dette financière. Ces engagements d'achat peuvent être optionnels (option de vente « Put options ») ou fermes (Promesses d'achat). Le Groupe comptabilise ces engagements de la façon suivante :

Lors de la première comptabilisation :

- (i) La valeur de l'engagement est comptabilisée dans le poste « endettement, part à court terme » et/ou poste

« endettement, part à long terme » à sa juste valeur, pour le prix d'exercice estimé de la promesse d'achat ou de l'option de vente.

- (ii) La totalité des intérêts minoritaires sont annulés, sauf pour le montant correspondant à une obligation de distribution de dividendes conditionnée à l'exercice de la promesse d'achat ou de l'option de vente.

- (iii) La différence entre le montant des intérêts minoritaires annulés et le prix d'exercice estimé de la promesse d'achat ou de l'option de vente est comptabilisée dans les capitaux propres part du Groupe.

A la date de clôture :

- (i) La dette financière est réévaluée à la juste valeur à chaque clôture conformément aux clauses contractuelles avec une contrepartie en résultat financier.

- (ii) La part des minoritaires dans le résultat de l'année est comptabilisée.

L'évolution de la juste valeur des dettes liées aux compléments de prix, options de vente et promesses d'achat est présentée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	01.01.2025	Augmentation	Diminution	Paiement du prix	Variation de juste valeur	31.12.2025
Compléments de prix	0,8	0,3	(1,0)	—	0,1	0,2
Options de vente et promesses d'achat	3,3	5,6	—	(2,7)	(0,5)	5,7
<b>TOTAL</b>	<b>4,1</b>	<b>5,9</b>	<b>(1,0)</b>	<b>(2,7)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>5,9</b>

L'augmentation de 0,3 M€ correspond à la valorisation du complément de prix à verser dans le cadre de l'acquisition, en 2025, de 50 % du capital de la société Solutions 30 Solaire.

L'augmentation de 5,6 M€ correspond à :

- la valorisation des promesses d'achat consenties aux actionnaires minoritaires portant sur les 40 % du capital restant de la société Solutions 30 Solaires pour un montant de 5,0 M€. Ce montant a été comptabilisé

en passif, réparti entre les lignes « Endettement à long terme » et « Endettement à court terme », pour un total de 5,0 M€. La contrepartie a été imputée, à la date de prise de contrôle, à hauteur de 2,6 M€ sur les intérêts minoritaires (réduction de leur quote-part) (Voir note "21.2 Acquisition de filiales") et pour le solde, soit 2,4 M€, sur les capitaux propres – part du Groupe (voir 6.1.3 – État des capitaux propres consolidés).

- la valorisation des promesses d'achat consenties aux actionnaires minoritaires portant sur les 49 % du capital restant de la société Elektra Realizacje pour un montant de 0,6 M€. Ce montant a été comptabilisé en passif, réparti entre les lignes « Endettement à long terme » et « Endettement à court terme », pour un total de 0,6 M€. La contrepartie a été imputée, à la date de prise de contrôle, à hauteur de 0,1 M€ sur les intérêts minoritaires (réduction de leur quote-part) (Voir note “21.2 Acquisition de filiales”) et pour le solde, soit 0,5 M€, sur les capitaux propres – part du Groupe (voir 6.1.3 – État des capitaux propres consolidés).

La diminution de 1,0 M€ correspond à l'annulation du complément de prix Xperal suite à la liquidation de la

société (Voir note “21.4 Autres mouvements de périmètre 2025”).

Le paiement de 2,7 M€ correspond au solde du prix payé dans le cadre de l'acquisition des sociétés Byon Fiber et Byon SAS en 2024.

La juste valeur des compléments de prix, des options de vente et des promesses d'achat est établie sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs probables compte tenu des engagements contractuels pris par le Groupe (niveau 3). Les variations de la juste valeur ont été comptabilisées dans l'état du résultat global consolidé sur la ligne « Produits financiers ».

## 10.4 Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	2025	2024 retraité
Charges d'intérêts	(10,6)	(10,4)
Pertes de change	(0,1)	(0,1)
Variation de juste valeur des instruments dérivés	0,3	(0,1)
Autres produits financiers	1,5	1,6
Autres charges financières	(4,9)	(6,2)
<b>TOTAL</b>	<b>(13,9)</b>	<b>(15,2)</b>

Les charges d'intérêts sont essentiellement liées aux intérêts sur emprunts bancaires et sur la dette locative. Les charges d'intérêts sur la dette locative sont de 3,1 M€ en 2025 (2024 : 3,2 M€).

Les autres charges financières comprennent notamment les variations de valeur des compléments de prix, promesses d'achat et options de vente pour un montant de 0,4 M€ en 2025 contre 1,1 M€ en 2024 (voir note 10.3).

Les autres charges financières sont majoritairement composées des coûts des programmes d'affacturage.

### Note 11 : Contrats de location

#### Le Groupe en tant que locataire

Le Groupe évalue au démarrage des contrats si ceux-ci sont des contrats de services ou s'ils contiennent un engagement de location, autrement dit, si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période de temps en échange d'une contrepartie. Le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels il intervient en tant que preneur (Voir note 11.1 et 11.2).

Le Groupe applique les deux exemptions proposées par la norme IFRS 16, sur les contrats de location à court terme (Contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les contrats de location dont le bien sous-jacent est inférieur à environ 5 K€ (10,5 M€ en 2025 ; 13,7 M€ en 2024). Pour ces types de contrats, le Groupe comptabilise les paiements de loyers comme des charges d'exploitation

selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. La quasi-totalité des charges d'exploitation relatives à des contrats de location sont des contrats de location à court terme.

Pour poursuivre ses activités opérationnelles, le Groupe a recours à trois types de contrats de location :

- **Les contrats de location des véhicules** utilisés par les techniciens, qui constituent l'essentiel des contrats de location du Groupe (dont la durée s'établit généralement entre trois et quatre ans). Ces contrats bénéficient de conditions standards : (i) le loyer défini dans le contrat est fixe, (ii) la réparation et les coûts des véhicules ne sont pas liés au contrat et sont directement pris en charge, (iii) la durée des contrats est également fixe. Dans les rares cas où l'option de prolonger ou de résilier la durée du contrat est activée, un avenant est préparé et intégré dans la base référentielle des contrats. Sur certains contrats, le Groupe dispose d'une option d'achat des véhicules qu'il n'active que dans des cas extrêmement peu fréquents.
- **Les baux de location immobilière** : Ces contrats sont liés aux bureaux occupés par le Groupe dans les différents pays où il est implanté et aux entrepôts de stockage. Les contrats de location immobiliers portent essentiellement sur des durées longues (baux commerciaux avec option de résiliation anticipée d'une durée comprise principalement entre 6 et 9 ans). Selon les géographies d'où sont issus ces contrats, la durée légale de ces derniers peut varier et amener le Groupe à retenir une durée exécutoire spécifique en tenant compte de l'environnement juridique et économique local. L'indexation des

contrats est prise en compte dans le calcul de la dette de location au début du contrat.

- **Les contrats de location de matériel** : Ces contrats concernent : (i) certains équipements spécifiques utilisés par les techniciens, (ii) les contrats de location de l'activité monétique, (iii) la location d'équipements informatiques. Il s'agit principalement de contrats de location d'équipements à loyers fixes, dont la durée est alignée sur la période d'amortissement des équipements. Sur certains contrats, le Groupe dispose d'une option d'achat des équipements qu'il n'active que dans des cas extrêmement peu fréquents.

Le Groupe a pris en considération les options de prolongation ou de rupture intégrées dans les contrats de location. Le Groupe ne tient généralement pas compte de ces options quand il est raisonnablement certain de ne pas les activer. Les dates d'échéance des contrats de locations retenues correspondent ainsi à une durée cohérente avec l'horizon de temps auquel sont prises les

décisions stratégiques du Groupe en matière de choix d'investissements. Le cas échéant, la durée de ces contrats est susceptible d'être appréciée de nouveau afin de tenir compte des choix stratégiques du Groupe.

## 11.1 Droits d'utilisation

Un droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en contrepartie de la dette locative. Ce droit d'utilisation correspond au montant de la dette locative auquel s'ajoutent le cas échéant les coûts directs supportés dans certains contrats, dont les honoraires.

Le Groupe applique IAS 36 pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et il comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la méthode relative aux immobilisations corporelles.

Les droits d'utilisation sont présentés dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Véhicules	Immobilier	Équipement	Total
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>45,5</b>	<b>22,5</b>	<b>0,6</b>	<b>68,6</b>
Augmentation	16,7	4,6	—	21,3
Amortissements	(23,1)	(9,2)	(0,3)	(32,6)
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>39,0</b>	<b>17,9</b>	<b>0,3</b>	<b>57,3</b>

## 11.2 Dettes locatives

Le Groupe comptabilise un passif (une dette locative) à la date de mise à disposition de l'actif sous-jacent. Cette dette locative correspond à la valeur actualisée des loyers fixes en substance restant à payer à laquelle sont ajoutés les montants que le Groupe est raisonnablement certain de payer à la fin du contrat tel que le prix d'exercice des options d'achats (lorsqu'il est raisonnablement certain qu'elles seront exercées), les pénalités redevables au bailleur en cas de résiliation (et dont la résiliation est raisonnablement certaine). Le Groupe ne prend en compte que la composante locative du contrat dans l'évaluation de la dette locative.

Le Groupe détermine systématiquement la durée du contrat de location comme étant la période au cours de laquelle le contrat est non résiliable, à laquelle s'ajoutent les intervalles visés par toute option de prolongation que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer et toute option de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Dans le cas particulier des baux immobiliers, une appréciation de la durée à retenir est réalisée contrat par contrat.

Lorsqu'un contrat de location comporte une option d'achat, le Groupe retient comme durée exécutoire la durée d'utilité du bien sous-jacent lorsqu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option d'achat.

Pour chaque contrat, le taux d'actualisation utilisé est basé sur les taux d'emprunts marginaux. Il est déterminé à partir du taux d'emprunt du Groupe à la date de début du bail ajusté et du spread spécifique à chaque pays.

Après la date de début du contrat, le montant de la dette locative est susceptible d'être réévalué afin de refléter les changements apportés par les principaux événements listés ci-après :

- Modification de la durée du bail (avenant, appréciation sur la certitude raisonnable d'exercer un option de renouvellement ou de ne pas exercer ou option de résiliation) ;
- Modification du montant du loyer ;
- Modification de l'appréciation sur l'exercice d'une option d'achat ;
- Autre modification contractuel (modification de l'étendue et de son actif sous-jacent).

Les dettes locatives sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Au 1er janvier</b>	<b>68,8</b>	<b>76,4</b>
Augmentation	24,8	26,7
Paievements	(36,4)	(34,3)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>57,2</b>	<b>68,8</b>
Courant	25,4	26,4
Non courant	31,8	42,4

L'analyse de l'échéance des dettes de location est présentée dans le tableau 10.2 Endettement.



## Note 12 : Capitaux propres

### 12.1 Évolution du capital

Au 31 décembre 2025, le capital est composé de 107 127 984 d'actions à 0,1275 euros de valeur nominale.

Nombres d'actions	31.12.2025	31.12.2024
Nombres d'actions ordinaires	107 127 984	107 127 984
<b>Nombres d'actions total</b>	<b>107 127 984</b>	<b>107 127 984</b>

### 12.2 Résultat par action

#### 12.2.1 Résultat par action

Résultat par action rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice :

Résultat par action attribuable aux propriétaires de la société mère ( En euro )	31.12.2025	31.12.2024 retraité
Résultat net des activités poursuivies		
- de base	(0,384)	(0,054)
- dilué	(0,384)	(0,054)
Résultat net provenant des activités non poursuivies		
- de base	(0,160)	(0,087)
- dilué	(0,160)	(0,087)
Résultat net de l'ensemble consolidé		
- de base	(0,567)	(0,147)
- dilué	(0,567)	(0,147)

#### 12.2.2 Nombre moyen pondéré d'actions

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet potentiellement dilutif de tous les instruments de capitaux propres émis par le Groupe. La dilution résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions est déterminée selon la méthode définie par la

norme IAS 33. Conformément à cette norme, les options attribuées au cours de l'exercice (Voir note 4.3) sont exclues du calcul du résultat net par action dilué au 31 décembre 2025 car leur prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action depuis l'attribution des options. Au 31 décembre 2024, il n'y avait pas d'option en circulation.

(en nombres d'actions)	31.12.2025	31.12.2024 retraité
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisées comme dénominateur dans le calcul du résultat de base par action</b>	107 127 984	107 127 984
Ajustements pour le calcul du résultat dilué par action:	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et actions ordinaires potentielles utilisées comme dénominateur dans le calcul du bénéfice dilué par action	107 127 984	107 127 984

## 12.3 Intérêts minoritaires

Le tableau suivant présente le détail des filiales du Groupe non détenues à 100% dans lesquelles les intérêts minoritaires sont significatifs :

	Parts des intérêts minoritaires		Résultat net attribué aux intérêts minoritaires		Intérêts minoritaires	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024 retraité	31.12.2025	31.12.2024 retraité
<i>(en millions d'euros)</i>						
Unit-T*	30,0 %	30,0 %	4,6	0,7	19,9	15,3
Unit-T Certified Service*	30,0 %	30,0 %	(0,7)	0,2	(3,0)	(2,2)
Unit-T Field Services*	30,0 %	30,0 %	(0,4)	—	0,3	0,6
ICT Field Services*	30,0 %	30,0 %	(0,5)	—	0,1	0,5
Brabamij Infra BV*	30,0 %	30,0 %	(0,7)	(0,1)	(1,2)	(0,6)
Brabamij Technics BV*	30,0 %	30,0 %	(0,2)	0,1	—	0,2
Autres	— %	— %	0,3	(0,1)	1,7	1,4
Total			2,5	0,7	17,8	15,3

\*Sociétés liées à Unit-T.

## Note 13 : Gestion des risques financiers

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de location et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient des actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

### 13.1 Informations relatives à l'évaluation, la classification et à la juste valeur des actifs et passifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : actifs évalués à la juste valeur par le résultat (« JVR ») et actifs évalués au coût amorti (« CA »).

Le Groupe classe ses passifs financiers selon les catégories suivantes : passifs évalués à la juste valeur par le résultat (« JVR ») et passifs évalués au coût amorti (« CA »).

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont classés en fonction de 3 niveaux de hiérarchie. Les niveaux 1 à 3 de la hiérarchie des justes valeurs correspondent chacun à un degré d'observabilité de la juste valeur :

- Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 sont celles qui sont établies d'après des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;

- Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 sont celles qui sont établies d'après des données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;

- Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 sont celles qui sont établies d'après des techniques d'évaluation qui comprennent des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables du marché.

Le tableau qui suit présente des informations sur :

- Les valeurs comptables des instruments financiers ;
- Les justes valeurs des instruments financiers.

6

(en millions d'euros)			31.12.2025		31.12.2024	
	Note	Catégorie IFRS 9*	valeur comptable	juste valeur estimée	valeur comptable	juste valeur estimée
Actifs financiers non courants	15.1	CA	3,2	3,2	3,1	3,1
Clients et comptes rattachés	6.1	CA	240,9	240,9	219,5	219,5
Créances de location	6.3	CA	2,0	2,0	1,9	1,9
Autres créances**	6.2	CA	16,7	16,7	12,5	12,5
Instruments dérivés actifs	13.1	JVR***	0,1	0,1	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	JVR	73,2	73,2	96,3	96,3
<b>Actifs financiers</b>			<b>336,2</b>	<b>336,2</b>	<b>333,9</b>	<b>333,9</b>
Endettement (Emprunts, lignes de crédit, concours bancaires)	10.2	CA	109,6	109,6	97,0	97,0
Endettement (Compléments de prix, promesses d'achat et options de vente)	10.2; 10.3	JVR****	6,0	6,0	4,1	4,1
Dettes liées aux contrats de location	11	CA	57,3	57,3	68,8	68,8
Instruments dérivés passifs	13.1	JVR***	0,1	0,1	0,3	0,3
Fournisseurs		CA	172,2	172,2	171,7	171,7
Autres passifs courants		CA	20,7	20,7	21,0	21,0
<b>Passifs financiers</b>			<b>365,8</b>	<b>365,8</b>	<b>363,0</b>	<b>363,0</b>

\* « CA » signifie « au coût amorti », « JVR » signifie « juste valeur par le résultat »

\*\* hors créances fiscales, créances d'impôts et créances sociales

\*\*\* Niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur

\*\*\*\* Niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

### 13.2 Objectifs et politique de gestion des risques financiers

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont les suivants : le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie et le risque de liquidité. Les dispositifs de gestion de ces risques sont décrits dans les notes 13.1 et 13.2. Les politiques de gestion des autres risques sont résumées ci-après :

#### ■ Risques de crédit

Le risque de crédit relatif aux actifs financiers du Groupe, c'est-à-dire principalement les clients, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'exposition du Groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec

une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

Les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Les solutions d'affacturage déconsolidantes sans recours utilisées par le Groupe avec ses grands clients limitent très fortement le risque d'irrecouvrabilité des créances clients. La variation de la dépréciation des comptes clients au cours de l'exercice et le risque limité de dépréciation des comptes clients sont présentés en note 6.

#### ■ Risque de change

Le Groupe et ses filiales exercent l'essentiel de leurs activités dans la zone Euro, avec notamment des prestations facturées en euros et des fournisseurs largement réglés en euros. Seule la filiale polonaise utilise une autre devise que l'euro : le zloty polonais.

Au 31 décembre 2025, 6,9 %, du produit des activités ordinaires du Groupe (2024 : 6,2 %) ont été réalisés en devises autres que l'euro, en zloty polonais.

Le Groupe présente ses états financiers consolidés en euros. En conséquence, lorsqu'il prépare ses états financiers consolidés, il doit convertir en euros les actifs, passifs, revenus et dépenses évaluées en monnaies étrangères en prenant en compte les taux de change applicables. Par conséquent, la variation du taux de change peut affecter la valeur de ces éléments dans ses états financiers consolidés, même si leur valeur intrinsèque reste inchangée.

En ce qui concerne les dépenses liées au fonctionnement des centres d'appel basés au Maroc, en Tunisie et en Pologne, des paiements sont réalisés comptant en dirhams, dinars ou zlotys. Toutefois, compte tenu des montants en jeu, le risque de change est non significatif.

Le tableau suivant présente le détail de la sensibilité du Groupe à une augmentation et à une diminution de 5 % du zloty polonais.

Les caractéristiques sont les suivantes :

<b>Type d'instrument</b>	Swap A de taux d'intérêt
<b>Notionnel initial</b>	20 M€, amortissable de manière linéaire jusqu'à l'échéance.
<b>Notionnel au 31.12.2025</b>	20 M€
<b>Date de mise en place</b>	28 mai 2025
<b>Date d'échéance</b>	19 mai 2031
<b>Jambe variable / Jambe fixe</b>	Reçoit Euribor 6 Mois, paye 2,295%
<b>Fréquence de paiement</b>	19 mai et 19 novembre
<b>Type d'instrument</b>	Swap B de taux d'intérêt
<b>Notionnel initial</b>	39,1 M€, amortissable de manière linéaire jusqu'à l'échéance.
<b>Notionnel au 31.12.2025</b>	14,3 M€
<b>Date de mise en place</b>	29 mai 2025
<b>Date d'échéance</b>	29 novembre 2028
<b>Jambe variable/Jambe fixe</b>	Reçoit Euribor 3 Mois, paye 2,550%
<b>Fréquence de paiement</b>	29 août, 29 novembre, 29 février et 29 mai

(en millions d'euros)	Sensibilités aux taux de change du zloty	
	+ 5 %	- 5 %
Résultat net	0,01	(0,01)
Total Actif	1,5	(1,5)

#### ■ Risque sur actions

Au 31 décembre 2025, le Groupe n'a pas d'activité de marché.

### 13.3 Risque de taux d'intérêts sur les flux de trésorerie

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont essentiellement à taux variables.

#### ■ Niveau d'exposition

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée au niveau de l'endettement financier. La gestion des taux fait partie intégrante de la gestion de la dette à travers le recours d'instruments de couverture.

Au 31 décembre 2025, la juste valeur des instruments dérivés actifs s'établit à 0,1 M€ ( 2024 : 0,0 M€ ) ; elle figure dans le poste « Instruments dérivés actifs ».

La juste valeur des instruments dérivés passifs s'établit à 0,1 M€ (2024 : 0,3 M€), elle figure dans le poste « Instruments dérivés passifs ».

La variation de la juste valeur de ces instruments de couverture est comptabilisée dans les postes « Produits financiers » et « Charges financières » de l'état global du résultat consolidé (Voir note 10.4).

## ■ Analyse de sensibilité à l'évolution des taux

L'analyse de sensibilité des emprunts auprès des établissements de crédit est effectué sur le principal emprunt à taux variable (indexé sur l'Euribor 3 mois) du Groupe représentant approximativement 93 % des emprunts du Groupe à la date de clôture.

Le calcul est basé sur le nominal non couvert par les instruments dérivés ci-dessus, soit un nominal de 67,3 M€ au 31 décembre 2025. Une augmentation des taux d'intérêts de 1% augmenterait le coût annuel de l'endettement financier brut de 0,7 M€. Une diminution des taux d'intérêts de 1% diminuerait le coût annuel de l'endettement financier brut de 0,7 M€.

### 13.4 Risque de liquidité

Le Groupe Solutions30 dispose d'emprunts bancaires à court, moyen et long terme dont le montant de capital restant dû au 31 décembre 2025 est de 109,6 M€ contre 97,0 M€ à fin 2024. Le montant non tiré est de 13,6 M€ au 31 décembre 2025.

Le contrat de crédit du Groupe contient des clauses d'exigibilité anticipée en cas de non-respect des covenants agréés, notamment le maintien du ratio « dette nette bancaire / EBITDA » sous le seuil de 2,5. Au 31 décembre 2025, le Groupe respecte ce ratio financier.

### 13.5 Analyse de sensibilité sur promesses, options et compléments de prix

Le Groupe a procédé à une analyse de la sensibilité de la juste valeur des options de vente, promesses d'achat et des compléments aux modifications apportées aux principales hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur.

Il ressort de ces calculs de sensibilité qu'une variation de 5 % des hypothèses de flux de trésorerie futurs aurait l'effet suivant sur le résultat de la juste valeur et donc sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2025 :

(en millions d'euros)	Sensibilités aux flux de trésorerie futurs	
	- 5 %	+ 5 %
Compléments de prix	—	—
Options de vente et promesses d'achat	(0,29)	0,29
<b>TOTAL</b>	<b>(0,29)</b>	<b>0,29</b>

## 13.6 Gestion du capital

Le Groupe gère son capital de façon à s'assurer que les entités du Groupe seront en mesure d'assurer la continuité de leur exploitation tout en maximisant le rendement pour les actionnaires au moyen de l'optimisation du ratio endettement / capitaux propres. La stratégie globale du Groupe est demeurée la même qu'en 2024.

La structure du capital du Groupe se compose d'une dette nette (les emprunts, présentés en détail dans la note 10.2, déduction faite de la trésorerie et des soldes bancaires) et de capitaux propres du Groupe (qui incluent le capital émis, les réserves, les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle).

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence externe en matière de capital.

Pour gérer son capital, le Groupe utilise un ratio de levier correspondant à la dette nette bancaire divisée par les capitaux propres du Groupe. Le Groupe a un ratio de structure financière cible maximum de 40 %. Au 31 décembre 2025, le ratio de structure financière s'établit à 125 % (1 % en 2024) au dessus de l'objectif interne. Cette situation reflète principalement la perte enregistrée au titre des opérations de transformation menées en 2025, destinées à permettre le désengagement des activités les moins rentables, notamment au Royaume-Uni et en Espagne.

Le Groupe a entrepris des actions visant à renforcer sa structure financière, incluant la génération de cash-flow et la maîtrise des investissements.



### Note 14 : Immobilisations incorporelles et corporelles

#### 14.1 Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés acquises ajusté des compléments de prix et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets identifiables à la date des prises de contrôle. Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs, conformément à la méthode décrite au paragraphe « Suivi ultérieur des actifs immobilisés ».

#### Variations de l'exercice

Les montants des goodwills sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Valeurs nettes
<b>31.12.2024</b>	<b>56,7</b>	<b>56,7</b>
Augmentation de la période	3,6	3,6
Sortie de périmètre	(1,4)	(1,4)
autres variations	—	—
<b>31.12.2025</b>	<b>58,9</b>	<b>58,9</b>

#### Ventilation sectorielle

(en millions d'euros)	31.12.2025	Benelux	France	Allemagne	Autres
Goodwill	58,9	28,3	29,4	0,4	0,8

(en millions d'euros)	31.12.2024	Benelux	France	Allemagne	Autres
Goodwill	56,7	29,0	26,0	0,4	1,4

#### Suivi ultérieur des actifs immobilisés

L'identification des unités génératrices de trésorerie (UGT) est faite sur la base des secteurs géographiques. Au 31 décembre 2025, le Groupe présente ainsi six UGT.

L'ensemble de ces unités génératrices de trésorerie, intégrant notamment les goodwills, les immobilisations à durée de vie déterminée font l'objet d'une revue par la direction et d'un test de dépréciation à la fin de chaque exercice comptable ou en cas d'indice de perte de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base de l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord au goodwill au sein de l'unité génératrice de trésorerie, puis à la

réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Hormis pour les goodwills, les pertes de valeur comptabilisées les années précédentes sont reprises lorsque nous constatons un changement dans les estimations utilisées.

#### Méthodes d'évaluation appliquées aux activités poursuivies

Les hypothèses et les estimations faites pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un impact significatif sur le montant de la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie est établie selon le calcul de la valeur d'utilité,

lequel est effectué à partir des projections des flux de trésorerie actualisés (méthode DCF).

Les paramètres utilisés pour la détermination de la valeur recouvrable des principales UGT consolidées sont les suivants :

	Taux de croissance (valeur terminale)		Taux d'actualisation avant impôt	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
<b>Benelux</b>	2,00 %	2,00 %	9,80 %	9,70 %
<b>France</b>	2,00 %	2,00 %	10,30 %	10,00 %

Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation arrêtés par la Direction sur 5 ans (2026 à 2030). L'estimation par la Direction des taux de croissance par unité génératrice de trésorerie est réalisée par références aux performances passées et aux perspectives commerciales des marchés sous-jacents. Sur la base de ces estimations, la réalisation de ces tests de dépréciation n'a conduit à la comptabilisation d'aucune dépréciation au niveau de l'ensemble des UGT au 31 décembre 2025, comme au 31 décembre 2024.

Analyse de sensibilité de la valeur d'utilité des UGT aux hypothèses clés retenues

Le Groupe a procédé à une analyse de la sensibilité du test de dépréciation aux modifications apportées aux hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de chaque Groupe d'UGT auquel les actifs sont affectés:

- Variation de 100 points de base des hypothèses de taux d'actualisation.
- Variation de 50 points de base des taux de croissance à long terme
- Variation de 100 points de base du taux de marge d'EBITDA normatif.

Il ressort de ces calculs de sensibilité qu'une variation de ces hypothèses raisonnablement possible pour la France et le Benelux n'aurait pas d'effet significatif sur le résultat des tests de dépréciation et, qu'en conséquence, aucune dépréciation n'est à comptabiliser au 31 décembre 2025.

A des fins de robustesse, le Groupe a également analysé plusieurs scénarios de sensibilité appliqués aux activités de Connectivity en France, incluant une hypothèse dans

laquelle la valeur terminale est réduite à zéro. Dans ce scénario très conservateur, la valeur recouvrable de l'UGT France demeure supérieure au montant des goodwill, confirmant l'absence d'indice de dépréciation.

## 14.2 Autres immobilisations incorporelles

### ■ Relations clients et contrats

Les valeurs des relations clients et contrats ont été déterminées sur la base de flux de trésorerie actualisés devant être générés par l'exploitation des principaux contrats acquis. La durée d'amortissement correspond à la durée estimée de consommation de la majorité des avantages économiques et varie entre 5 et 15 ans.

L'arrêt des activités au Royaume Uni a conduit à la dépréciation totale des relations clientèle afférentes au cours de l'exercice 2025.

Les travaux d'analyse menés sur divers scénarios d'évolution du marché de la Connectivité en France n'ont pas révélé de risque de dépréciation significatif affectant ces relations clientèle.

### ■ Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Ces immobilisations incorporelles comprennent principalement les brevets, les logiciels informatiques et les marques. L'amortissement est comptabilisé en charge sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité de l'actif.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues pour l'ensemble des immobilisations incorporelles sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Durée
Concessions, brevets et licences	5 à 10 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Sites internet	1 à 3 ans
Relations clients	5 à 15 ans

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Relations clients et contrats	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Valeur nette au 01.01.2025</b>	<b>73,3</b>	<b>27,5</b>	<b>100,7</b>
<b>Valeur brute au 01.01.2025</b>	<b>167,9</b>	<b>90,3</b>	<b>258,2</b>
Immobilisations acquises - activités poursuivies	0,9	6,8	7,7
Immobilisations cédées ou mises au rebut	—	(0,1)	(0,1)
Variations de périmètre	(30,0)	(0,1)	(30,1)
Ecart de conversion	(0,8)	0,9	0,1
<b>Valeur brute au 31.12.2025</b>	<b>138,0</b>	<b>97,9</b>	<b>235,9</b>
<b>Valeur des amortissements au 01.01.2025</b>	<b>(94,6)</b>	<b>(62,9)</b>	<b>(157,5)</b>
Amortissements et dépréciations de la période des activités poursuivies:	(11,6)	(10,8)	(22,4)
Amortissements et dépréciations de la période des activités non poursuivies:	(12,0)	(0,3)	(12,3)
Immobilisations cédées ou mises au rebut	—	0,1	0,1
Variations de périmètre	27,1	0,6	27,8
Ecart de conversion	0,2	(0,3)	(0,1)
<b>Valeur des amortissements au 31.12.2025</b>	<b>(90,9)</b>	<b>(73,5)</b>	<b>(164,4)</b>
<b>Valeur nette au 31.12.2025</b>	<b>47,1</b>	<b>24,3</b>	<b>71,5</b>

### 14.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'acquisition de l'actif est le prix d'achat majoré des frais directement attribuables et nécessaires à l'utilisation du bien prévue par la direction et des frais de financement avant mise en service.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité probable des biens concernés.

Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée
Constructions	5 à 10 ans
Installations techniques et machines	3 à 5 ans
Autres installations, outillage et mobilier	3 à 5 ans

L'évolution des immobilisations corporelles hors droit d'utilisation (IFRS 16) s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Construction et terrains	Installations techniques et machines	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total Immobilisations corporelles
<b>Valeur nette au 01.01.2025</b>	<b>1,5</b>	<b>10,6</b>	<b>11,5</b>	<b>0,2</b>	<b>23,8</b>
<b>Valeur brute au 01.01.2025</b>	<b>2,6</b>	<b>31,8</b>	<b>35,3</b>	<b>0,2</b>	<b>70,0</b>
Immobilisations acquises des activités poursuivies	—	1,3	2,5	0,3	4,1
Immobilisations acquises des activités non poursuivies	—	—	—	—	—
Immobilisations cédées ou mises au rebut	—	(1,6)	(2,5)	—	(4,1)
Variations de périmètre	—	0,1	0,3	—	0,4
Ecart de conversion	—	0,1	0,1	—	0,1
<b>Valeur brute au 31.12.2025</b>	<b>2,6</b>	<b>31,7</b>	<b>35,6</b>	<b>0,5</b>	<b>70,4</b>
<b>Valeur des amortissements au 01.01.2025</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(21,2)</b>	<b>(23,8)</b>	<b>—</b>	<b>(46,1)</b>
Amortissements et dépréciations de la période des activités poursuivies	(0,1)	(4,0)	(3,7)	—	(7,9)
Amortissements et dépréciations de la période des activités non poursuivies	—	—	(0,1)	—	(0,1)
Variations des amortissements sur immobilisations cédées ou mises au rebut	—	1,0	1,9	—	2,9
Variations de périmètre	—	(0,1)	(0,1)	—	(0,2)
Ecart de conversion	—	(0,03)	(0,02)	—	(0,1)
<b>Valeur des amortissements au 31.12.2025</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(24,4)</b>	<b>(25,8)</b>	<b>—</b>	<b>(51,5)</b>
<b>Valeur nette au 31.12.2025</b>	<b>1,4</b>	<b>7,3</b>	<b>9,8</b>	<b>0,5</b>	<b>18,9</b>

## Note 15 : Autres actifs non courants et investissements dans des entreprises associées

### 15.1 Actifs financiers non courants

Le détail des actifs financiers non courants est présenté ci-après :

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	31.12.2025 Valeurs nettes
Prêts, dépôts, cautionnements et autres	3,1	—	3,1
Titres	0,1	—	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>3,2</b>	<b>—</b>	<b>3,2</b>

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	31.12.2024 Valeurs nettes
Prêts, dépôts, cautionnements et autres	3,1	—	3,1
Titres	0,1	—	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>3,1</b>	<b>—</b>	<b>3,1</b>

### 15.2 Entreprises associées

La part du Groupe dans les entreprises associées est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2024, le Groupe détenait une telle participation dans la société française Solutions 30 Solaire (qui a acquis 100 % de la société So-Tec), à hauteur de 10% du capital.

À compter du 1 avril 2025, le Groupe a pris le contrôle de Solutions 30 Solaire par l'acquisition de 50 % supplémentaires de son capital, portant ainsi sa participation à 60 %, incluant les 10 % déjà détenus. Solutions 30 Solaire est consolidée par intégration globale à partir de cette date (Voir note 21.2.1).



## Note 16 : Passifs éventuels, provisions et engagements

Une provision est comptabilisée si le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que le Groupe sera tenu d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de

l'obligation actuelle à la date de clôture, en tenant compte des risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie (lorsque l'incidence de la valeur temps de l'argent est significative).

### 16.1 Provisions non courantes

Les provisions non courantes se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	01.01.2025	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions*	Variation des écarts actuariels	31.12.2025
Indemnités de départ à la retraite	7,4	—	0,9	—	(0,7)	7,5
Provisions pour litiges	6,5	—	4,3	(4,5)	—	6,3
Autres provisions non courantes	6,3	0,2	5,2	(0,1)	—	11,6
<b>TOTAL</b>	<b>20,3</b>	<b>0,2</b>	<b>10,3</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>25,4</b>

\*Dont 3,9 M€ de provisions non utilisées.

Les indemnités de départ en retraite en France et en Italie sont présentées en note 16.3 « Engagement en matière de retraite ».

Les provisions pour litiges correspondent aux litiges et contentieux en cours de nature commerciale, prud'homale ou administrative.

Les autres provisions non courantes incluent notamment les provisions sociales liées aux personnels transférés vers le Groupe dans le cadre des contrats d'externalisation conclus par le Groupe avec certains clients, notamment Telenet en Belgique qui rembourse à l'euro près ce coût d'un montant de 6,4 M€ ( 2024: 5.8 M€) et des provisions pour restructuration de 2,9 M€.

### 16.2 Provisions courantes

Les provisions courantes se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	01.01.2025	Augmentations	Diminutions	31.12.2025
Provisions pour remise en état	0,9	0,2	(0,7)	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>(0,7)</b>	<b>0,3</b>

### 16.3 Engagements en matière de retraite

#### 16.3.1 Principes de la norme IAS 19

Pour les régimes à prestations définis en France et en Italie concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base

des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

En cas de modification, réduction ou liquidation des régimes à prestations définies, le Groupe comptabilise et évalue le coût des services passés, ou le profit ou la perte résultant d'une liquidation sans tenir compte de l'effet du plafond de l'actif. Il détermine ensuite l'effet du plafond de l'actif après la modification, réduction ou liquidation du régime et comptabilise toute variation de cet effet.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés au cours de la période dans laquelle ils surviennent, en dehors du résultat, directement dans les capitaux propres dans la rubrique « Autres variations ».

En dehors des engagements en matière de retraite, il n'y a pas d'autre régime à prestations définis concernant les

avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du Groupe.

Les indemnités légales et conventionnelles sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19.

### 16.3.2 Hypothèses retenues pour l'évaluation des avantages au personnel chez Solutions30

La provision pour le Groupe Solutions30 est calculée sur une base actuarielle en prenant en compte l'ancienneté et la rémunération des intéressés avant l'âge de la retraite (prévu à 67 ans).

Ces engagements sont déterminés avec une hypothèse de départ à l'initiative du salarié dans 100 % des cas.

Les hypothèses actuarielles en prenant en compte l'ancienneté pour l'évaluation du régime sont les suivantes. Le calcul des engagements tient compte :

- D'un taux moyen de charges sociales en 2025 compris entre 9% et 65% suivant les entités (contre 9% et 57% en 2024) ;
- De taux de rotation du personnel par tranche d'âge allant de 12,6% (à 18 ans) à 0,92% (à 55 ans) (la même table a été utilisée en 2024) ;
- D'un taux de revalorisation des salaires de 2% en 2025 et 2024 ;
- Des tables de mortalité INSEE 2018-2020 par sexe.

Le taux d'actualisation retenu s'élève à 3,96% au 31 décembre 2025 (contre 3,38% fin 2024).

(en millions d'euros)	
Provisions pour indemnités de départ en retraite au 1 janvier 2024	7,0
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	0,8
Montants payés au titre des départs de l'exercice	(0,04)
Variations des écarts actuariels	(0,3)
Provisions pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2024	7,4
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	0,7
Montants payés au titre des départs de l'exercice	(0,04)
Variations des écarts actuariels	(0,7)
Provisions pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2025	7,5

## 16.4 Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

La liste des garanties accordées (nantissement, hypothèque et garanties...) est présentée ci-dessous.

Pays	Société garantie	Nature de la garantie	Obligation garantie	Échéance	Montant en millions d'euros
Allemagne	Solutions30 Field Services Sud Gmbh	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom	Applicable pendant toute la relation contractuelle	19,0
Belgique	Sociétés belges du Groupe	Garantie à première demande	Obligations nées dans le cadre de la garantie envers la banque	Applicable pendant toute la relation contractuelle	15,0
Belgique	Sociétés belges du Groupe	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom et Energie	Applicable pendant toute la relation contractuelle	7,9
France	Solutions30 Energies S.à r.l.	Garantie	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités photovoltaïques	Applicable pendant toute la relation contractuelle	7,9
Allemagne	Solutions30 Field Services Sud Gmbh	Garantie	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom en Allemagne	Applicable pendant toute la relation contractuelle	4,5
Espagne	Sociétés espagnoles du Groupe	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom	Applicable pendant toute la relation contractuelle	1,6
France	Solutions 30 ETC	Acte de cautionnement	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives à la fourniture de Terminaux de Paiements	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,8
Belgique	Sociétés belges du Groupe	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom et Energie	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,2
France	Sociétés françaises du Groupe	Garantie à première demande	Paiement de toute somme demandée par le bénéficiaire dans le cadre de son activité et de tout produit ou service fourni par le biais de ses cartes pétrolières	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,2
Pologne	Sociétés polonaises du Groupe S30	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,2
Espagne	Sociétés espagnoles du Groupe	Garantie bancaire	Paiement de toute somme demandée par le bénéficiaire dans le cadre de son activité	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,1
Espagne	Sociétés espagnoles du Groupe	Garantie à première demande	Paiement de toute somme demandée par le bénéficiaire dans le cadre de son activité et de tout produit ou service fourni par le biais de ses cartes pétrolières	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,1

### Note 17 : Impôt sur les résultats

#### ■ Impôt exigible

L'impôt exigible à payer est fondé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du bénéfice net présenté en résultat net, car il exclut des éléments de produits ou de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres exercices de même que des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif d'impôt exigible du Groupe est

calculé au moyen des taux d'imposition en vigueur adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Un passif est comptabilisé pour les positions pour lesquelles le calcul de l'impôt est incertain, mais pour lesquelles il est jugé probable qu'il y aura une sortie de passif future en faveur d'une administration fiscale. Les passifs sont évalués à la meilleure estimation du montant

que le Groupe s'attend à devoir payer. L'évaluation repose sur le jugement des fiscalistes du Groupe au regard de leur expérience à l'égard de ces activités et, dans certains cas, sur l'opinion en matière de fiscalité de spécialistes indépendants.

#### ■ Impôts différés

L'impôt différé est l'impôt que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer sur les différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs présentés dans les états financiers et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable, et il est comptabilisé au moyen de la méthode du passif fiscal. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables et des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'il y ait un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

L'impôt différé est calculé en utilisant les taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif réalisé, en fonction des lois fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

L'évaluation des passifs et des actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont le Groupe s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs.

Les impôts différés actifs résultent des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs comptabilisés. La recouvrabilité de ces actifs est appréciée sur la base des données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis pour chacun des périmètres fiscaux considérés. De plus amples informations sur les impôts différés actifs sont fournies dans les notes 17.2 et 17.3.

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables et, conformément à IFRIC 23, un impôt est comptabilisé quand le calcul est incertain.

Cependant il peut arriver des différends entre le Groupe et les différentes autorités, en particulier le Groupe doit répondre à certaines positions des administrations fiscales notamment en France qui sont analysées par les experts fiscalistes comme non fondées. Dans de tels cas, le Groupe a initié les recours appropriés et compte tenu des expertises réalisées, aucun passif n'a été comptabilisé.

#### ■ Traitement de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)

En l'absence de précision dans la Norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », le Groupe a jugé que la CVAE devait être comptabilisée comme un impôt sur le résultat.

Au titre de l'exercice 2025, elle représente un montant de (0,6) M€ contre (1,2 M€) en 2024.

#### ■ Intégration fiscale

Trois périmètres d'intégration fiscale sont en vigueur au sein du Groupe. En France, l'établissement stable Solutions30 est la tête de Groupe d'un périmètre regroupant la quasi-totalité des sociétés françaises. En Allemagne, Solutions30 Holding regroupe les filiales allemandes du Groupe. En Italie, le périmètre d'intégration fiscale inclut Solutions30 Italia et une filiale.

#### ■ Pilier 2

Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat : le Groupe applique l'exception concernant la comptabilisation des actifs et passifs d'impôt différé rattachés aux impôts sur le résultat découlant des règles Pilier 2, ainsi que la communication d'informations à leur sujet.

Il n'y a pas de charges d'impôts en relation avec Pilier 2 comptabilisées dans les comptes consolidés 2025 du fait de l'exemption liée au régime transitoire qui est applicable aux juridictions du Groupe.

## 17.1 Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur au Luxembourg s'analyse comme suit pour les exercices 2024 et 2025 :

(en millions d'euros)	2025	2024 retraité
Résultat avant impôt sur les sociétés	(31,3)	(13,7)
Taux d'impôt de la mère	26,1 %	26,1 %
<b>Impôt théorique</b>	<b>8,2</b>	<b>3,6</b>
Incidence des sociétés mises en équivalence	—	0,1
Création, consommation et reprise des déficits fiscaux reportables	(4,4)	0,9
Effet des reports déficitaires non activés	(19,7)	(3,8)
Effet des différences fiscales permanentes	7,6	2,5
Impact net d'impôt de la CVAE	(0,6)	(1,2)
Impact des différences de taux d'impôt	—	(0,2)
Autres	(0,7)	(3,4)
<b>Impôts sur les sociétés</b>	<b>(9,8)</b>	<b>(1,4)</b>
Dont : Impôts courants	(7,6)	(9,6)
Impôts différés	(2,2)	7,9

Les différences permanentes correspondent principalement à l'effet du régime d'imposition sur la propriété intellectuelle.

## 17.2 Impôts différés

Au 31 décembre 2025, les sources d'impôt différé sont les suivantes :

(en millions d'euros)	01.01.2025	Variation de périmètre	Autres et écarts de conversion	Impact résultat des activités non poursuivies*	Impact résultat des activités poursuivies	31.12.2025
<b>Différence temporaires issues des déclarations fiscales</b>						
Participation des salariés et congés payés	0,5	—	—	—	—	0,6
Autres différences temporaires fiscales	0,3	—	—	—	—	0,3
<b>Différence temporaires liées aux retraitements en consolidation</b>						
Reports déficitaires activés	26,9	(1,9)	—	—	(5,6)	19,4
Provision pour indemnités de départ à la retraite	1,0	—	(0,2)	—	0,1	0,9
Autres différences	1,6	—	—	—	1,0	2,6
Droits d'utilisation	17,8	—	—	—	(2,8)	15,0
Compensation IDA/IDP	(19,6)	—	—	—	3,9	(15,7)
<b>Impôts différés Actifs</b>	<b>28,5</b>	<b>(1,9)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>—</b>	<b>(3,3)</b>	<b>23,1</b>
Relations clientèles	(18,3)	0,8	—	2,6	3,0	(11,9)
Autres différences	(1,1)	(0,1)	0,1	—	(0,8)	(1,9)
Dette locative	(17,3)	—	—	—	2,8	(14,5)
Compensation IDA/IDP	19,6	—	—	—	(3,9)	15,7
<b>Impôts différés Passifs</b>	<b>(17,0)</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>2,6</b>	<b>1,1</b>	<b>(12,6)</b>
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>11,4</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>2,6</b>	<b>(2,2)</b>	<b>10,5</b>

\*Voir note 21.3



## 17.3 Reports déficitaires

### Actif d'impôt différé et la nature des éléments justifiant sa comptabilisation

Au 31 décembre 2025, les impôts différés actifs ont été comptabilisés car il est probable que les entités fiscales disposeront de bénéfices imposables suffisants pour les recouvrer dans un délai maximum de 5 ans. Le caractère recouvrable des impôts différés actifs est apprécié au regard des plans d'affaires utilisés pour les tests de dépréciation, retraités de spécificités fiscales propres à chaque juridiction. Les sociétés ayant subi une perte au cours de la période ou de la période précédant et ayant des bénéfices imposables futurs excédant les bénéfices générés par la résorption des différences temporaires imposables existantes sont les suivantes :

Les impôts différés actifs reconnus pour l'intégration fiscale en France s'élèvent à 2,8 M€ au 31 décembre 2025. Sous réserve de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reportables pour lesquels un impôt différé actif est reconnu est attendue d'ici 2030, compte tenu des performances prévisibles des contrats dans cette géographie qui dispose de la taille critique.

Les impôts différés actifs reconnus pour une société espagnole s'élèvent à 0,6 M€ au 31 décembre 2025. Sous réserve de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reportables pour lesquels un impôt différé actif est reconnu est attendue d'ici 2030.

Les impôts différés actifs reconnus pour deux sociétés italiennes s'élèvent à 1,7 M€ au 31 décembre 2025. Sous réserve de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reportables pour lesquels un impôt différé actif est reconnu est attendue d'ici 2030.

Les impôts différés actifs reconnus pour l'intégration fiscale Luxembourg s'élèvent à 7,1 M€ au 31 décembre 2025. Sous réserve de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reportables pour lesquels un impôt différé actif est reconnu est attendue d'ici 2030, compte tenu des performances prévisibles des activités de la holding.

Les impôts différés actifs reconnus pour une société Belge s'élèvent à 3,7 M€ au 31 décembre 2025. Sous réserve de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reportables pour lesquels un impôt différé actif est reconnu est attendue d'ici 2030, compte tenu des performances prévisibles des contrats dans cette géographie qui dispose de la taille critique.

Les impôts différés actifs reconnus pour une société hollandaise s'élèvent à 0,9 M€ au 31 décembre 2025. Sous réserve de l'évolution des perspectives futures estimées, la consommation des déficits reportables pour lesquels un impôt différé actif est reconnu est attendue d'ici 2030.

### Reports déficitaires activés

Au 31 décembre 2025, les actifs d'impôt différé sur reports déficitaires d'un montant de 19,4 M€ concernent essentiellement la France, l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique.

### Reports déficitaires non activés

Au 31 décembre 2025, les reports déficitaires pour lesquels aucun impôt différé actif n'est reconnu s'élèvent à 206 M€. Ils concernent principalement le Luxembourg, la France, l'Espagne et l'Italie. Ils n'ont pas de date d'expiration, sauf pour le Luxembourg où est l'échéance est de 17 ans.

## Note 18 : Parties liées

### 18.1 Informations relatives aux parties liées

La note 21 présente la structure du Groupe et l'ensemble de ses filiales. Le tableau suivant présente le montant des transactions conclues avec des parties liées.

		Coactionnaire Telenet		Entreprises associées et coentreprises		Autres parties liées		Total Groupe	
(en millions d'euros)		2025	2024 retraité	2025	2024 retraité	2025	2024 retraité	2025	2024 retraité
Produits	Prestations de services rendues par le Groupe	159,7	128,6	—	—	—	—	159,7	128,6
Charges	Prestations de service reçues par le Groupe	1,1	3,3	—	—	9,1	5,9	10,3	9,1
Créance	Montants prêtés par le Groupe	15,4	8,2	—	—	0,2	0,3	15,6	8,4
Dette	Montants dus par le Groupe	2,1	2,5	—	—	0,4	3,2	2,5	5,7

Toutes les transactions réalisées avec les parties liées sont réalisées à des conditions normales de marché.

Nature des transactions et relations avec les parties liées:

Les activités entre le Groupe et le coactionnaire Telenet comprennent principalement les produits des activités d'installation et de maintenance des réseaux télécoms opérées par le Groupe.

Les « Autres parties liées » sont composées de :

- Transactions avec les actionnaires minoritaires ;
- Transactions avec des membres clés de la direction ;
- Transactions avec des sociétés non consolidées.

### 18.2 : Rémunération des membres des organes d'administration et de direction

Les rémunérations versées aux membres des organes de direction et de surveillance au titre de leur fonction de mandataires sociaux et de leurs contrats de travail se sont élevées à 2,1 M€ (2024 : 2,3 M€).

Il n'y a pas d'engagement de retraite autres que ceux de droit commun envers les organes de direction et surveillance.

(en millions d'euros)	2025	2024 retraité
Rémunération fixe	1,4	1,4
Jetons de présence	0,4	0,4
Rémunération variable	0,2	0,4
Avantages en nature	0,1	0,1

## Note 19 : Honoraires des commissaires aux comptes

		PKF Lux.	PKF Lux.	Réseau PKF	Réseau PKF	Autres auditeurs		TOTAL	
(en millions d'euros)		2025	2024 retraité	2025	2024 retraité	2025	2024 retraité	2025	2024 retraité
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés		0,48	0,48	0,41	0,64	0,51	0,48	1,40	1,60
Services autres que la certification des comptes		—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL		0,48	0,48	0,41	0,64	0,52	0,48	1,40	1,60

## Note 20: Événements significatifs postérieurs à la clôture

- Il n'y a pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

## Note 21 : Périmètre de consolidation

### 21.1 Réorganisation des structures juridiques

Les opérations suivantes ont été effectuées en 2025 :

- En date du 2 janvier 2025, la société polonaise TELEKOM USLUGI a fait l'objet d'une fusion par absorption au sein de la société SOLUTIONS 30 TELECOM Sp. Z.O.O.
  - Le 23 Décembre 2025, Solutions30 S.E., a acquis 24 % de la société néerlandaise Solutions30 Projects et porté sa participation à 100%.
  - En date du 01 Décembre 2025, le Groupe a acquis 49 % de la société française Solutions30 Connect et porté sa participations à 100%.
- La société suivante a changé de nom :
- SOLUTIONS 30 WSCHOD Sp. Z.O.O. a été renommée SOLUTIONS 30 TELECOM Sp. Z.O.O.

## 21.2 Acquisitions de filiales

Le Groupe comptabilise les regroupements d'entreprises au moyen de la méthode de l'acquisition lorsque l'ensemble des activités et des actifs repris répond à la définition d'une entreprise, dont le contrôle est transféré au Groupe. Pour déterminer si un ensemble d'activités et d'actifs donné constitue une entreprise, le Groupe évalue si celui-ci inclut, au minimum, un intrant et un processus essentiel, et si l'ensemble acquis a la capacité de produire des biens ou des services.

La contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur, à l'instar des actifs identifiables nets acquis. Le Groupe évalue les intérêts minoritaires sur base de leur quote-part dans les actifs nets et comptabilise l'écart d'acquisition selon la méthode du « Goodwill partiel ». Tout profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Toute contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. Si l'obligation de payer une contrepartie éventuelle répondant à la définition d'un instrument financier a été classée en capitaux propres, elle n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. Sinon, les autres contreparties éventuelles sont réévaluées à la juste valeur à chaque date de clôture et les variations de juste valeur de la contrepartie éventuelle sont comptabilisées en résultat.

### 21.2.1 Acquisitions 2025

En 2025, le Groupe a procédé aux opérations d'acquisition présentées ci-dessous. L'allocation du prix d'acquisition sur ces opérations n'est pas clôturée au 31 décembre 2025 :

#### ■ Solutions 30 Solaire

Le 1er avril 2025, le Groupe a pris le contrôle de la société Solutions 30 Solaire en acquérant 50 % supplémentaires de son capital, portant ainsi sa participation à 60 %, incluant les 10 % déjà détenus. Solutions 30 Solaire est consolidée par intégration globale à partir de cette date.

Solutions 30 Solaire est spécialisée dans la construction de centrales photovoltaïques. A terme, et selon l'accord entre les actionnaires repreneurs, le Groupe contrôlera 100% du capital d'ici 5 ans.

Le prix d'acquisition de 50 % des parts de la société s'élève à 6,2 M€, comprenant un prix payé de 5,9 M€ lors du transfert des parts et un complément de prix différé de 0,3 M€, qui sera réglé ultérieurement.

Solutions 30 Solaire a contribué à hauteur de 13 M€ au chiffre d'affaires du Groupe et sa contribution au bénéfice du Groupe pour la période comprise entre la date d'acquisition et la date de clôture est de 1,3 M€. Si l'acquisition de la société avait été réalisée le premier jour de l'exercice, la filiale aurait contribué à hauteur de 17 M€ au chiffre d'affaires du Groupe et sa contribution au bénéfice du Groupe aurait été de 1,7 M€.

#### ■ Elektra Realizacje Sp. Zo.o.

Le 23 juillet 2025, le Groupe a pris le contrôle de la société Elektra Realizacje Sp. Zo.o. en acquérant 51 % de son capital. Elektra Realizacje Sp. Zo.o. est consolidée par intégration globale à partir de cette date.

Cette société est spécialisée dans la modernisation des réseaux électriques basse et moyenne tension, une activité clé alors que la Pologne accélère sa transition vers l'énergie verte. L'entreprise propose une large gamme de services, notamment le remplacement de postes de transformation, le démantèlement et le remplacement d'appareillages de commutation, ainsi que la maintenance d'équipements électriques. A terme, et selon l'accord entre les actionnaires repreneurs, le Groupe contrôlera 100% du capital d'ici 2 ans.

Le prix d'acquisition de 51 % des parts de la société s'élève à 0,2 M€.

Elektra Realizacje Sp. Zo.o. a contribué à hauteur de 0,8 M€ au chiffre d'affaires du Groupe et sa contribution au bénéfice du Groupe pour la période comprise entre la date d'acquisition et la date de clôture est de 0,2 M€. Si l'acquisition de la société avait été réalisée le premier jour de l'exercice, la filiale aurait contribué à hauteur de 1,6 M€ au chiffre d'affaires du Groupe et sa contribution au bénéfice du Groupe aurait été de 0,7 M€.

■ Actifs et passifs acquis :

(en millions d'euros)	Solutions 30 Solaire (SoTec)	Elektra Realizacje Sp. Zo.o.	TOTAL
Immobilisations incorporelles	0,92	—	0,92
Immobilisations corporelles	0,16	—	0,16
Droits d'utilisation des actifs	1,45	0,03	1,48
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,32	0,18	4,50
Créances clients	6,47	0,13	6,60
Autres actifs courants	0,24	0,02	0,27
Autres actifs non courants	0,06	—	0,06
Stocks	0,08	0,01	0,09
<b>Total Actif</b>	<b>13,71</b>	<b>0,37</b>	<b>14,07</b>
Dettes commerciales	1,34	0,12	1,46
Autres passifs courants	3,94	0,03	3,97
Autres passifs non courants	0,16	—	0,16
Dettes liées aux contrats de location	1,45	0,03	1,48
Impôts différés passifs	0,23	—	0,23
<b>Total Passif</b>	<b>7,12</b>	<b>0,17</b>	<b>7,29</b>
<b>Total des actifs nets identifiables à la juste valeur</b>	<b>6,59</b>	<b>0,20</b>	<b>6,78</b>
Quote-part des Intérêts minoritaires sur l'actif net identifiable	(2,63)	(0,10)	(2,73)
Goodwill	3,48	0,11	3,59
Compléments de prix	(0,25)	—	(0,25)
Juste valeur des investissements antérieurs	(1,24)	—	(1,24)
<b>Prix d'achat</b>	<b>5,94</b>	<b>0,21</b>	<b>6,15</b>
<b>Acquisition de filiale, nette de la trésorerie acquise</b>	<b>1,62</b>	<b>0,03</b>	<b>1,65</b>

## 21.3 Activités non poursuivies

■ Sortie du périmètre Royaume-Uni :

En novembre 2025, le Groupe a approuvé la mise sous administration judiciaire volontaire du sous-groupe « Solutions30 UK » détenu et basé au Royaume-Uni. La décision a été prise en raison de l'arrêt définitif des activités opérationnelles du sous groupe, devenues non rentables, ainsi que de l'absence de perspectives de développement à court ou moyen terme.

La nomination des administrateurs judiciaires a été déclarée effective à compter du 11 novembre 2025, entraînant la perte de contrôle et par conséquent, la sortie du périmètre de consolidation des sociétés anglaises Solutions 30 UK Holding, Convergent Holding, Solutions 30 UK et Solutions 30 UK Services.

La sortie du périmètre du Royaume-Uni répond aux critères d'IFRS 5 relatifs aux activités abandonnées. Une activité abandonnée correspond à une composante dont le Groupe s'est séparé et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte.

Par conséquent la perte sur sortie du périmètre Royaume-Uni, ainsi que le résultat courant d'un total de (10,8 M€) ont été présentés sur le poste « Résultat net provenant des activités non poursuivies ».

■ Cession de l'activité télécom en Espagne

En date du 19 décembre 2025, le Groupe a cédé l'activité télécom de Solutions 30 Iberia « S30 Espagne ».

La cession des actifs et passifs de l'activité télécom répond aux critères d'IFRS 5 relatifs aux activités cédées. Une activité cédée correspond à une composante dont le groupe s'est séparée et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte.

Par conséquent la perte sur la sortie du périmètre de l'activité télécom en Espagne, ainsi que le résultat courant d'un total de (6,3 M€) ont été présentés sur le poste « Résultat net provenant des activités non poursuivies ».

Le résultat net provenant des activités non poursuivies, les actifs et passifs sortis et les flux de trésorerie liés aux activités non poursuivies sont présentés dans les tableaux ci-après.

■ Résultat net provenant des activités non poursuivies:

(en millions d'euros)	S30 Espagne	Solutions30 UK	TOTAL 2025
Chiffre d'affaires	9,7	14,8	24,5
Charges opérationnelles	(11,0)	(27,4)	(38,4)
Charges financières	(0,1)	(1,4)	(1,5)
<b>Résultat avant impôt des activités non poursuivies</b>	<b>(1,4)</b>	<b>(14,0)</b>	<b>(15,4)</b>
Impôt	—	2,6	2,6
<b>Total Résultat net courant des activités non poursuivies</b>	<b>(1,4)</b>	<b>(11,4)</b>	<b>(12,8)</b>
Profit sur sortie de périmètre Royaume-uni	—	0,6	0,6
Perte sur sortie de périmètre de l'activité télécom en Espagne	(4,9)	—	(4,9)
<b>Pertes liées aux sorties de périmètre</b>	<b>(4,9)</b>	<b>0,6</b>	<b>(4,3)</b>
<b>Résultat net provenant des activités non poursuivies</b>	<b>(6,3)</b>	<b>(10,8)</b>	<b>(17,1)</b>

(en millions d'euros)	S30 Espagne	Solutions30 UK	TOTAL 2024
Chiffre d'affaires	23,8	29,1	52,9
Charges opérationnelles	(30,0)	(33,1)	(63,1)
Charges financières	(0,3)	0,8	0,5
<b>Résultat avant impôt des activités non poursuivies</b>	<b>(6,5)</b>	<b>(3,2)</b>	<b>(9,7)</b>
Impôt	—	0,3	0,3
<b>Total Résultat net courant des activités non poursuivies</b>	<b>(6,5)</b>	<b>(2,9)</b>	<b>(9,4)</b>
<b>Résultat net provenant des activités non poursuivies</b>	<b>(6,5)</b>	<b>(2,9)</b>	<b>(9,4)</b>



■ Perte liée aux sorties de périmètre

(en millions d'euros)	S30 Espagne	Solutions30 UK	TOTAL 2025
Immobilisations incorporelles	3,3	—	<b>3,3</b>
Immobilisations corporelles	0,1	0,5	<b>0,6</b>
Droits d'utilisation des actifs	—	0,3	<b>0,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	0,1	<b>0,1</b>
Créances clients	2,5	1,6	<b>4,1</b>
Autres actifs courants	—	1,1	<b>1,1</b>
Stocks	0,4	—	<b>0,4</b>
Impôts différés actifs	—	1,4	<b>1,4</b>
<b>Total Actif</b>	<b>6,3</b>	<b>5,0</b>	<b>11,3</b>
Dettes commerciales	—	2,1	<b>2,1</b>
Autres passifs courants	—	3,2	<b>3,2</b>
Dettes liées aux contrats de location	—	0,3	<b>0,3</b>
Impôts différés passifs	0,8	—	<b>0,8</b>
Dettes envers le Groupe	—	23,5	<b>23,5</b>
<b>Total Passif</b>	<b>0,8</b>	<b>29,0</b>	<b>29,9</b>
<b>Valeur comptable de l'actif net sorti du périmètre</b>	<b>(5,5)</b>	<b>24,0</b>	<b>18,6</b>
Prix de cession / Juste valeur des produits attendus de liquidation	0,6	—	<b>0,6</b>
Perte sur créances envers des sociétés sorties du périmètre (1)	—	(23,5)	<b>(23,5)</b>
<b>Perte liée aux sorties de périmètre</b>	<b>(4,9)</b>	<b>0,6</b>	<b>(4,3)</b>
<b>Variation de trésorerie liée aux sorties de périmètre</b>	<b>0,6</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,5</b>

(1) Impact des financements intragroupe Solutions30 UK :

Préalablement à la mise en liquidation volontaire du sous-groupe Solutions30 UK, la société mère Solutions 30 SE avait consenti à la filiale Solutions30 UK un financement intragroupe sous forme de prêt. Au niveau consolidé, cette créance était éliminée contre la dette intragroupe correspondante figurant dans les passifs de la filiale. À la suite de la perte de contrôle intervenue le 11 novembre 2025, le Groupe a constaté une perte sur créance d'un montant de 23,47 M€.

Dans le cadre de la détermination du résultat de sortie de périmètre du sous-groupe Solutions30 UK, le Groupe a présenté l'impact de cette perte sur créance conjointement avec les autres effets résultant de la perte de contrôle.

Cette présentation vise à refléter de manière appropriée l'impact économique global de la sortie du sous-groupe, dans la mesure où la dette intragroupe correspondante était incluse dans les passifs de la filiale sortis du périmètre de consolidation.

■ Résultat consolidé 2024 retraité :

Conformément aux dispositions d'IFRS 5, le compte de résultat 2024 a été retraité afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom en Espagne en activités non poursuivies. Le résultat des activités abandonnées et cédées est désormais présenté sur la ligne dédiée "Résultat net provenant des activités non poursuivies".

**Résultat 2024 retraité**

<i>(en millions d'euros)</i>	2024 publié	Reclassifications IFRS 5 Royaume-Uni	Reclassifications IFRS 5 Espagne	2024 retraité
Chiffre d'affaires	996,0	(29,1)	(23,8)	943,0
Autres produits opérationnels courants	21,3	—	—	21,3
Matières premières, marchandises et consommables	(97,9)	0,2	6,4	(91,4)
Charges de personnel	(237,5)	5,3	8,1	(224,1)
Charges sociales, impôts, taxes et versements assimilés	(64,2)	0,1	3,0	(61,1)
Autres charges opérationnelles courantes	(542,5)	22,2	7,2	(513,1)
<b>Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)</b>	<b>75,1</b>	<b>(1,3)</b>	<b>0,8</b>	<b>74,6</b>
Dépreciations et amortissements des immobilisations	(64,7)	2,3	1,5	(60,9)
Dotations et reprises sur provisions	3,6	—	—	3,6
Autres produits opérationnels non courants	2,2	—	—	2,2
Autres charges opérationnelles non courantes	(15,5)	2,9	3,8	(8,8)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>0,6</b>	<b>4,0</b>	<b>6,1</b>	<b>10,7</b>
Produits financiers	3,0	(1,1)	(0,1)	1,8
Charges financières	(17,7)	0,3	0,4	(17,0)
<b>Résultat financier</b>	<b>(14,7)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>0,3</b>	<b>(15,2)</b>
Impôts sur les résultats	(1,4)	(0,3)	—	(1,7)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0,4	—	—	0,4
<b>Résultat net provenant des activités poursuivies</b>	<b>(15,1)</b>	<b>2,9</b>	<b>6,4</b>	<b>(5,7)</b>
Résultat net provenant des activités non poursuivies	—	(2,9)	(6,4)	(9,4)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(15,1)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(15,1)</b>

■ Tableau consolidé des flux de trésorerie 2024 retraité :

Conformément aux dispositions d'IFRS 5 le tableau consolidé des flux de trésorerie 2024 a été retraité afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom en Espagne en activités abandonnées et cédées. Les flux liés aux activités non poursuivies sont désormais présentés sur des lignes dédiées

(en millions d'euros)	2024 publié	Reclassifications IFRS 5 Royaume-Uni	Reclassifications IFRS 5 Espagne	2024 retraité
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>(15,1)</b>	—	—	<b>(15,1)</b>
Résultat net part du Groupe	(15,8)	—	—	(15,8)
Résultat net part des intérêts minoritaires	0,7	—	—	0,7
<b>Eléments non monétaires des activités poursuivies :</b>				
Dépréciations et amortissements	64,7	(2,3)	(1,5)	60,9
Dotations aux provisions	(3,6)	—	—	(3,6)
Elimination des impôts différés	(8,2)	0,3	—	(7,9)
Elimination des impôts courants	9,6	—	—	9,6
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	(0,4)	—	—	(0,4)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	0,1	—	—	0,1
Variation de la juste valeur des options et des compléments de prix	(1,1)	—	—	(1,1)
Elimination des charges d'intérêts	10,5	—	(0,1)	10,3
<b>Eléments non monétaires des activités non poursuivies :</b>				
Dépréciations et amortissements des activités non poursuivies	—	2,3	1,5	3,8
Dotations aux provisions des activités non poursuivies	—	—	—	0,1
Variation des impôts différés des activités non poursuivies	—	(0,3)	—	(0,3)
Elimination des charges d'intérêts des activités non poursuivies	—	—	0,1	0,2
<b>Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>56,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>56,6</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>1,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1,6</b>
<b>Eléments des activités poursuivies :</b>				
Diminution (augmentation) des stocks	1,8	—	(1,2)	0,6
Augmentation des clients et comptes rattachés & autres débiteurs	(8,1)	(3,9)	(1,7)	(13,7)
Diminution (augmentation) des fournisseurs & autres créditeurs	(29,4)	1,6	—	(27,8)
Variation des autres créances et dettes	48,8	0,4	(0,5)	48,7
Impôts sur les sociétés décaissés	(11,4)	—	—	(11,4)
<b>Eléments des activités non poursuivies :</b>				
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux activités non poursuivies	—	1,9	3,4	5,3
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>58,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>58,2</b>
<i>Dont flux liés aux activités poursuivies</i>	<b>58,2</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>56,5</b>
<i>Dont flux liés aux activités non poursuivies</i>	<b>—</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>				
<b>Eléments des activités poursuivies :</b>				
Acquisition d'immobilisations	(18,2)	0,3	—	(17,9)
Acquisition de société mise en équivalence	(0,1)	—	—	(0,1)
Acquisitions de minoritaires et compléments de prix payés	(3,5)	—	—	(3,5)
Acquisition et cession d' actifs financiers non courants	(0,4)	—	—	(0,4)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	0,7	—	—	0,7
<b>Eléments des activités non poursuivies :</b>				
Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies	—	(0,3)	—	(0,3)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(21,6)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(21,6)</b>
<i>Dont flux liés aux activités poursuivies</i>	<b>(21,6)</b>	<b>0,3</b>	<b>—</b>	<b>(21,3)</b>
<i>Dont flux liés aux activités non poursuivies</i>	<b>—</b>	<b>(0,3)</b>	<b>—</b>	<b>(0,3)</b>

(en millions d'euros)

	2024 publié	Reclassifications IFRS 5 Royaume-Uni	Reclassifications IFRS 5 Espagne	2024 retraité
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>				
<b>Eléments des activités poursuivies :</b>				
Emissions d'emprunts	7,9	—	—	7,8
Remboursements d'emprunts	(22,2)	—	2,2	(20,0)
Intérêts décaissés sur les emprunts	(6,9)	—	0,1	(6,8)
Frais d'émission d'emprunts	(1,9)	—	—	(1,9)
Remboursement des dettes locatives	(31,1)	0,4	0,8	(30,0)
Intérêts décaissés sur dettes locatives	(3,2)	—	—	(3,2)
<b>Eléments des activités non poursuivies :</b>				
Remboursements d'emprunts liés aux activités non poursuivies	—	—	(2,2)	(2,2)
Intérêts décaissés sur les emprunts liés aux activités non poursuivies	—	—	(0,1)	(0,1)
Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies	—	(0,4)	(0,8)	(1,1)
Intérêts décaissés sur la dette locative liés aux activités non poursuivies	—	—	—	—
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(57,4)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(57,4)</b>
<i>Dont flux liés aux activités poursuivies</i>	<i>(57,4)</i>	<i>0,4</i>	<i>3,1</i>	<i>(54,0)</i>
<i>Dont flux liés aux activités non poursuivies</i>	<i>—</i>	<i>(0,4)</i>	<i>(3,1)</i>	<i>(3,4)</i>
Incidence des variations de cours des devises des activités poursuivies	(1,1)	1,0	—	(0,1)
Incidence des variations de cours des devises des activités non poursuivies	—	(1,0)	—	(1,0)
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>(22,0)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(22,0)</b>
Trésorerie d'ouverture	118,2			118,2
Trésorerie de clôture	96,3			96,2

## 21.4 Autres mouvements de périmètre 2025

En mai 2025, le Groupe a approuvé la mise en liquidation volontaire du sous-groupe « Xperal » détenu et basé aux Pays-Bas. La décision a été prise en raison de l'arrêt définitif des activités opérationnelles du sous groupe, devenues non rentables, et à l'absence de perspectives de développement à court ou moyen terme.

La liquidation a été déclarée effective à compter du 28 mai 2025, entraînant la perte de contrôle de la société

Louwers Beheer B.V. et par conséquent, le retrait du périmètre de consolidation de cette société ainsi que de ses filiales XPERAL B.V., Astra Solar B.V., Louwers Installatie B.V. et Louwers Onroerend Goed B.V.

Le mali de liquidation s'élève à 0,1 M€, il est présenté sur le poste "Autres charges opérationnelles non courantes".

Les actifs et passifs Xperal et de ses filiales à la date de perte de contrôle sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Xperal
<b>Actif</b>	
Immobilisations incorporelles	0,45
Immobilisations corporelles	0,20
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,03
Créances clients	0,19
Autres actifs courants	0,76
Stocks	0,53
Impôts différés actifs	0,45
	<b>2,60</b>
<b>Passif</b>	
Dettes commerciales	0,74
Autres passifs courants	1,31
Autres passifs non courants	0,18
	<b>2,23</b>
<b>Valeur comptable de l'actif net des filiales liquidées</b>	<b>0,38</b>
Goodwill	0,64
complément de prix	(0,95)
<b>Perte nette sur perte de contrôle Xperal comptabilisée dans le résultat net</b>	<b>0,07</b>
<b>Variation de trésorerie liée à la sortie de périmètre</b>	<b>(0,03)</b>



## 21.5 Liste des entités consolidées

La liste des entreprises consolidées avec les pourcentages de contrôle indirect, d'intérêts et les méthodes de consolidation figurent dans le tableau ci-après :

Pays	Société et forme juridique	Méthode d'intégration	% contrôle indirect 31 décembre 2025	% d'intérêts 31 décembre 2025
Luxembourg	Solutions30 SE	Société mère	Société mère	Société mère
Allemagne	Solutions30 Holding GmbH	Intégration globale	100 %	100 %
Allemagne	Solutions30 Field Services GmbH	Intégration globale	100 %	100 %
Allemagne	Solutions30 GmbH	Intégration globale	100 %	100 %
Allemagne	Solutions30 Operations GmbH	Intégration globale	100 %	100 %
Allemagne	Solutions30 Field Services Sud GmbH	Intégration globale	100 %	100 %
Allemagne	Worldlink GmbH	Intégration globale	100 %	100 %
Belgique	Unit-T	Intégration globale	70 %	70 %
Belgique	Brabamij Technics BV	Intégration globale	70 %	70 %
Belgique	Brabamij Infra BV	Intégration globale	70 %	70 %
Belgique	Unit-T Certified Service	Intégration globale	70 %	70 %
Belgique	Business Solutions30 Belgium B.V.	Intégration globale	100 %	100 %
Belgique	Solutions30 Belgium Networks	Intégration globale	100 %	100 %
Belgique	Solutions30 Belgium	Intégration globale	100 %	100 %
Belgique	UNIT-T Field Services BVBA	Intégration globale	70 %	70 %
Belgique	ICT Field Services BVBA	Intégration globale	70 %	70 %
Belgique	TM BRABAMIJ - UNIT-T	Intégration globale	70 %	70 %
Espagne	Solutions30 Iberia	Intégration globale	100 %	100 %
Espagne	Provisiona Ingenieria	Intégration globale	100 %	100 %
Espagne	Solutions30 Iberia Seguridad SL	Intégration globale	100 %	100 %
France	SOLUTIONS 30 ETC	Intégration globale	100 %	100 %
France	Telima Infoservices	Intégration globale	100 %	100 %
France	FORM@HOME	Intégration globale	100 %	100 %
France	Frepart	Intégration globale	100 %	100 %
France	Telima Nord	Intégration globale	100 %	100 %
France	Telima Onsite	Intégration globale	100 %	100 %
France	SFM30	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 IT France	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Sud-Est	Intégration globale	100 %	100 %
France	Telima Professional Services	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Martinique	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Guyane	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Energies	Intégration globale	100 %	100 %
France	Byon	Intégration globale	100 %	100 %
France	Byon Connect	Intégration globale	100 %	100 %
France	MySupplace France	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Guadeloupe	Intégration globale	100 %	100 %
France	Alphane Dépannage Distribution (AEDIS)	Intégration globale	100 %	100 %
France	Digitilab	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Academy	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 GSE	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Prazo Elevators Fr	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 TP	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Grand Sud-Ouest	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Connect	Intégration globale	100 %	100 %
France	Solutions30 Solaire	Intégration globale	60 %	60 %
France	SO-TEC	Intégration globale	60 %	60 %
Italie	Solutions30 Italia	Intégration globale	100 %	100 %
Italie	Imatel Service	Intégration globale	100 %	100 %
Italie	Piemonte	Intégration globale	100 %	100 %
Italie	Solutions30 Consortile	Intégration globale	73 %	73 %
Italie	CONTACT 30	Intégration globale	100 %	100 %
Italie	Algor	Intégration globale	80 %	80 %
Italie	CFC Italia	Intégration globale	100 %	100 %
Italie	Telima. C	Intégration globale	100 %	100 %
Luxembourg	Smartfix 30	Intégration globale	100 %	100 %
Luxembourg	Solutions30 Luxembourg	Intégration globale	100 %	100 %

Pays	Société et forme juridique	Méthode d'intégration	% contrôle indirect 31 décembre 2025	% d'intérêts 31 décembre 2025
Maroc	SOL30MAROC	Intégration globale	100 %	100 %
Pays-bas	Business Solutions30 Holland	Intégration globale	100 %	100 %
Pays-bas	Solutions30 Netherlands	Intégration globale	100 %	100 %
Pays-bas	I-Holding	Intégration globale	100 %	100 %
Pays-bas	Solutions30 Projects	Intégration globale	100 %	100 %
Pologne	Solutions30 Holding	Intégration globale	100 %	100 %
Pologne	Solutions30 Telecom	Intégration globale	100 %	100 %
Pologne	Solutions30 Mobile	Intégration globale	100 %	100 %
Pologne	Elektra Realizacje Sp. Zo.o.	Intégration globale	51 %	51 %
Portugal	Solutions30 Portugal	Intégration globale	100 %	100 %
Portugal	Byon Solutions	Intégration globale	100 %	100 %
Portugal	Solutions30 Prazo Elevators	Intégration globale	51 %	51 %
Tunisie	Telima Tunisie	Intégration globale	100 %	100 %



### RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Aux actionnaires de  
Solutions 30 SE  
21, rue du Puits Romain  
L-8070 Bertrange

#### Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

##### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Solutions 30 SE et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 Décembre 2025 ainsi que l'état du résultat global consolidé, l'état des capitaux propres consolidés et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 décembre 2025, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne.

##### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de

déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquitté des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

##### Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 2.3 Base de préparation des états financiers consolidés. La note indique qu'à la suite des pertes reconnues en 2025, le Groupe a procédé à l'analyse de plusieurs scénarios d'évolution de l'activité. Ces événements et conditions, pris dans leur ensemble, indiquent l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation conformément au principe de continuité d'exploitation.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

##### Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points. Outre le point décrit dans la section « Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation », nous avons déterminé que les points décrits ci-après constituent les points clés de l'audit qui doivent être communiqués dans notre rapport.

**PKF Audit & Conseil Sàrl**  
Cabinet de révision agréé - RC B222994  
76, avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg +352 28 80 12

PKF Audit & Conseil is a member of PKF Global, the network of member firms of PKF International Limited, each of which is a separate and independent legal entity and does not accept any responsibility or liability for the actions or inactions of any individual member or correspondent firm(s).

## Evaluation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2025, le montant des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles s'élève à respectivement EUR 58.9 millions et EUR 71.4 millions (soit 9% et 11% du total actifs). Ces actifs immobilisés sont détaillés dans les notes 14.1 et 14.2.

Ces actifs immobilisés sont testés dès l'apparition d'indices de perte de valeur et à la première consolidation d'une société acquise. Par ailleurs, le test de dépréciation sur les écarts d'acquisition est effectué obligatoirement à la fin de chaque exercice comptable.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, ces actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (« UGT »). L'identification des UGT est faite sur la base des secteurs géographiques, et au 31 décembre 2025 le Groupe présente six UGT.

Le Groupe valorise les actifs et passifs acquis lors de regroupement d'entreprises à la juste valeur à la date d'acquisition, ce qui inclut notamment la valorisation des relations clientèles.

Nous avons considéré que l'évaluation de la valeur recouvrable de ces actifs constitue un point clé de l'audit compte tenu de leur importance dans les états financiers du Groupe et parce que la détermination de leur valeur recouvrable, fondée sur des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés, nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui reposent très largement sur le jugement de la direction.

### Comment notre audit a répondu à ce point clé

Nos travaux ont consisté à :

- Apprécier la pertinence de l'approche retenue par la direction pour déterminer les UGT au niveau desquels les écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles sont testés par le Groupe ;
- Obtenir le modèle de la valeur d'utilité, en vérifier l'exactitude mathématique, contrôler la marge avec les valeurs comptables et revoir le calcul des tests de dépréciation effectués par un expert externe ;
- Revoir le processus d'établissement du plan d'affaires de chaque UGT et analyser la cohérence des projections et des hypothèses de ces plans en les comparant avec les plans antérieurs et en comparant ces derniers avec les résultats réels des exercices concernés ;
- Apprécier le caractère raisonnable des taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie estimés en examinant notamment si les différents paramètres composant le coût moyen pondéré du capital de chaque UGT sont cohérents avec les taux de marché ;
- Evaluer les résultats des analyses de sensibilité sur les taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme et vérifier l'exactitude de l'information donnée dans les notes 14.1 et 14.2.

## Reconnaissance des impôts différés relatifs aux déficits reportables

Au 31 décembre 2025, un montant de 19.4 millions d'euros est comptabilisé dans les états financiers consolidés au titre des impôts différés actifs relatifs aux déficits reportables.

Comme indiqué en note 17.3 « Reports déficitaires » de l'annexe aux états financiers consolidés, les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits reportables sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de les recouvrer, le caractère recouvrable étant notamment apprécié au regard d'un plan d'affaires utilisé pour les tests de dépréciation.

Nous avons considéré la comptabilisation des impôts différés actifs relatifs aux déficits reportables comme un point clé de l'audit compte tenu du degré de jugement important concernant notamment la capacité des entités du Groupe à réaliser les résultats prévus dans le plan d'affaires.

### Comment notre audit a répondu à ce point clé

Nous avons apprécié la probabilité de recouvrer des impôts différés actifs relatifs aux déficits reportables.

Nos travaux ont principalement consisté à :

- Apprécier le caractère approprié de la méthodologie retenue par la direction pour identifier les pertes fiscales reportables que le Groupe prévoit d'utiliser ;
- Évaluer le processus d'élaboration et d'approbation du plan d'affaires justifiant la capacité de chaque entité à dégager des profits taxables futurs permettant d'absorber les pertes fiscales reportables ;
- Analyser les durées des périodes de prévision retenues par la direction pour utiliser les pertes fiscales reportables ;
- Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la direction dans le plan d'affaires élaboré pour chaque entité fiscale, et notamment en les comparant aux plans d'affaires préparés pour l'évaluation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles décrits dans le point clé ci-dessus ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans la note 17 « Impôts sur les résultats ».

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Directoire et fait l'objet d'une approbation du Conseil de Surveillance. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.

~

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités du Directoire et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise pour les états financiers consolidés**

Le Directoire est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement des états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Directoire qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Directoire a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables du gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Le Directoire est responsable de la présentation et du marquage ESEF des états financiers consolidés en conformité avec les exigences énoncées dans le Règlement UE N° 2019/815 sur le format électronique unique européen (« Règlement ESEF »).

### **Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, permettra

toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Directoire, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Directoire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;



- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Notre responsabilité est d'obtenir des éléments suffisants et appropriés afin de conclure sur le fait que le format et le marquage des états financiers consolidés numériques respectent, dans tous leurs aspects significatifs, les exigences énoncées dans le règlement ESEF.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les mesures prises pour éliminer les menaces ou les mesures de sauvegarde appropriées s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

## Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'assemblée générale des actionnaires en date du 17 juin 2025 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de cinq ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise est incluse dans le rapport de gestion. Les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les états financiers annuels des entreprises sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établis conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons vérifié la conformité des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2025 avec les exigences du Règlement ESEF applicables aux états financiers consolidés.

Pour le Groupe, les exigences concernent :

- La préparation des états financiers consolidés sous un format XHTML valide ;
- Le marquage XBRL des états financiers consolidés avec la taxonomie de base et les règles communes de marquages spécifiées dans le Règlement ESEF.


A notre avis, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2025, identifiés sous « solutions30-2025-12-31-fr.zip » ont été préparés, dans tous leurs aspects matériels, en conformité avec les exigences du Règlement ESEF.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'audit. Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

Luxembourg, 30 mars 2026

**PKF Audit & Conseil Sàrl**  
Cabinet de révision agréé

Jean Medernach



## 7 Actionnariat et informations complémentaires

**281**

**7.1** Renseignements de caractère général sur la société

**282**

**7.2** Actes constitutifs et Statuts

**284**

**7.3** Capital social

**286**

**7.4** Actionnariat

**287**

**7.5** Cotation boursière

**288**

**7.6** Communication financière

**289**

**7.7** Responsable du document



# 7. ACTIONNARIAT & INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

## 7.1 Renseignements de caractère général sur la société

### 7.1.1 Raison sociale et nom commercial

Solutions 30 SE

### 7.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement et identifiant d'entité juridique

La Société est une société européenne établie au Luxembourg en date du 1er août 2013, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.097

Son numéro LEI est le suivant : 2221003G8BRH3CPABK72

### 7.1.3 Date de constitution et durée de vie (article 3 des Statuts)

La Société a été constituée en date du 22 octobre 2003, pour une durée illimitée conformément à l'article 3 des Statuts de la Société disposant, dans sa version française, que :

« 3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 La Société pourra être dissoute à tout moment, avec ou sans motif, en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée dans les formes requises pour les modifications des Statuts, conformément à l'article 18 des présents Statuts. »

### 7.1.4 Autres informations

- Siège social, forme juridique, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège statutaire et site Internet

La Société a été constituée en France sous la forme d'une société à responsabilité limitée par acte sous seing privé à La Garenne Colombes en date du 22 octobre 2003, et a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro d'identification 450 689 625.

Elle a été transformée en société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance suivant la décision des associés lors de l'Assemblée Générale extraordinaire du 26 mai 2005.

La Société a été ensuite transférée en qualité de société européenne au Luxembourg en date du 1er août 2013 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 179.097.

Le siège social est fixé au 21, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg

- Législation régissant les activités de la Société  
Solutions30 est une société européenne de droit luxembourgeois, régie le Règlement SE, la Loi 1915 et ses Statuts.

- Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

- Documents accessibles au public et site internet  
Les documents juridiques relatifs à la Société peuvent être consultés à son siège social (21, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

L'information réglementée, périodique, permanente ou occasionnelle, peut être consultée sur le site Internet de la société : [www.solutions30.com](http://www.solutions30.com), rubrique «Relations Investisseurs ».

## 7.2 Actes constitutifs et Statuts

### 7.2.1 Objet social de Solutions30

#### Article 4 des Statuts de Solutions30 :

##### « 4.1 La Société a pour objet social :

4.1.1 le négoce de produits électroniques utilisés par les particuliers et les professionnels, sous toutes ses formes, ainsi que toute activité annexe ou connexe, livraison, installation, dépannage, formation ;

4.1.2 la création, la conception et la commercialisation de sites internet ;

4.1.3 toutes prestations de services liées à la bureautique micro communicante et au multimédia ;

4.1.4 la création, l'acquisition, l'échange, l'achat, la vente, l'exploitation de tous fonds de commerce se rapportant à l'activité ci-dessus visée ou à des activités similaires ou complémentaires, ainsi que toutes participations ou prises d'intérêts dans des activités de même nature par voie d'apports, de souscriptions de titres, d'acquisitions de fonds de commerce, de fusion, d'achat de titres ou autrement ;

4.1.5 et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension ou son développement.

4.2 En plus de ce qui précède, la Société, en vue d'accomplir valablement son objet social, peut notamment :

4.2.1 créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements et locaux, tous objets mobiliers et matériels ;

4.2.2 obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays concernant ces activités ;

4.2.3 participer, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet social par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscriptions ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ;

4.2.4 agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes physiques ou morales,

et réaliser, directement ou indirectement, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet social ;

4.3 La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, ou obtenir des crédits et lever des fonds, incluant mais sans s'y limiter, par voie d'émission d'obligations, de créances, de billets à ordre, de certificats de dépôt, et de tout autre titre de créance ou de capital, convertible ou non, ou en ayant recours aux produits financiers dérivés ou autrement; ainsi que consentir des garanties ou des sûretés, gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs (présents ou futurs) ou créer, de toute autre manière, des sûretés afin de garantir l'accomplissement des contrats ou obligations de la Société.

4.4 La Société peut en outre réaliser son objet social, soit directement soit à travers la création de sociétés, acquisition, détention ou prise de participations dans toutes sociétés, tous partenariats, affiliations à des associations, consortiums ou entreprises communes.

4.5 D'une manière générale, l'objet social de la Société inclut la participation, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés ou entreprises, et l'acquisition par voie d'achat, de souscription et de toute autre manière, y compris par voie de transfert par la vente, d'échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de titres de créances, de warrants ou de tout autre instrument ou valeur de quelque nature que ce soit.

4.6 Elle peut octroyer des aides à ses filiales et prendre toute mesure en vue de contrôler ou surveiller de telles sociétés.

4.7 Elle peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques, financières, et plus généralement toutes opérations qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet social, ainsi que toutes transactions pouvant se rapporter, directement ou indirectement, aux activités mentionnées ci-dessus afin de favoriser la réalisation de son objet social dans tous les domaines mentionnés ci-dessus. »

### 7.2.2 Catégories d'actions

Les actions seront nominatives ou au porteur. Les actions doivent toutefois rester nominatives jusqu'à leur entière libération. .

### 7.2.3 Conditions pouvant différer, retarder ou empêcher un changement de contrôle

Les Statuts de la Société ne contiennent pas de dispositif permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

## 7.2.4 Assemblées Générales

### • Convocation, lieu de réunion

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions, formes et délais prévus par la Loi 1915 et la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées (la Loi 2011). Elles sont réunies au Grand-Duché de Luxembourg au siège social de la Société ou en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg tel que spécifié dans l'avis de convocation.

Les convocations aux assemblées générales sont faites par des annonces insérées au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publiées au moins trente (30) jours avant l'assemblée générale au Recueil électronique des sociétés et associations (RESA) et dans un journal luxembourgeois; ainsi que dans un média dont on peut raisonnablement attendre une diffusion efficace des informations auprès du public dans l'ensemble de l'Espace économique européen et qui sont accessibles rapidement et de manière non discriminatoire. Les convocations à toutes assemblées générales des actionnaires contiendront les informations requises par la Loi 2011.

Les convocations sont communiquées, conformément aux délais de convocation susmentionnés, aux actionnaires en nom. Cette communication se fait par lettre missive sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Un communiqué de presse contenant la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale, ainsi que les modalités de mise à disposition des documents préparatoires à l'assemblée générale, est diffusé de façon effective et intégrale et publié sur le site Internet de la Société. L'avis de convocation détaillant l'ordre du jour est également mis à disposition sur le site Internet de la Société.

### • Ordre du jour

L'ordre du jour de toutes l'assemblées générales figure sur les avis et lettres de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, détenant ensemble au moins cinq (5) pourcent du capital social de la Société, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions. La demande visée ci-dessus est accompagnée d'une justification ou d'un projet de résolution à adopter lors de l'assemblée générale et doit parvenir à la Société par écrit, par voie postale ou électronique, au plus tard le vingt-deuxième (22) jour qui précède la date de l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, sauf circonstances exceptionnelles en cas d'urgence susceptible de mettre la

Société en péril et qui nécessiterait donc une prise de décision immédiate.

Si l'assemblée générale est convoquée à nouveau pour défaut de quorum lors de la première réunion, l'avis de convocation à la nouvelle réunion doit être publié au moins dix-sept (17) jours avant la date de l'assemblée, à condition que la première convocation ait satisfait aux exigences fixées par la Loi de 2011 et qu'aucun nouveau point n'ait été ajouté à l'ordre du jour.

### • Accès aux assemblées générales

Conformément aux dispositions légales et statutaires, tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et ont fait l'objet d'une inscription en compte à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte à la Date d'Enregistrement (comme défini ci-dessous). Conformément aux Statuts de la Société, la date d'enregistrement pour l'Assemblée Générale est fixée au quatorzième (14ème) jour à minuit (24h00 heures) (heure de Luxembourg) précédant la date de l'assemblée Générale (la Date d'Enregistrement). Les actionnaires doivent informer la Société de leur intention de participer à l'assemblée Générale par écrit, par courrier ou par voie électronique, à l'adresse postale ou électronique indiquée dans la convocation, au plus tard le jour fixé par le Directoire, qui ne peut être antérieur à la Date d'Enregistrement indiquée dans la convocation.

Les documents destinés à être présentés aux actionnaires dans le cadre d'une assemblée générale sont mis à disposition sur le site internet de la Société à partir de la date de la première publication de l'avis de convocation de l'assemblée générale conformément à la loi luxembourgeoise.

Tout actionnaire ayant le droit d'assister à l'assemblée générale peut s'y faire représenter par un autre actionnaire, son conjoint ou toute autre personne de son choix. La procuration devra contenir les indications et informations prévues par la Loi 1915. A défaut de désignation du mandataire par le mandant, il ne pourra être tenu compte de la procuration dont question. La procuration écrite peut être envoyée par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi sur simple demande écrite, laquelle contiendra la justification de sa qualité d'actionnaire à la Date d'Enregistrement et le nombre d'actions détenues, adressée à la Société. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires de vote fournis par la Société.

### • Quorum et délibérations

Sauf stipulations contraires du Règlement SE, de la Loi 1915 ou des Statuts, les décisions prises en assemblée générale ordinaire des actionnaires dûment convoqués ne nécessiteront aucun quorum et seront prises à la majorité simple des voix exprimées indépendamment de la portion



de capital social représenté. Les abstentions et les votes nuls ne seront pas comptabilisés.

Au contraire, toute assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital social est représentée. Sur deuxième convocation en cas de non satisfaction de la condition de quorum sur première convocation, aucun quorum n'est requis. Dans les deux cas, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées, étant entendu que les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

- **Déroulement de l'assemblée générale et procès-verbaux**

Il doit être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale. L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tient dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Un bureau est constitué à chaque assemblée générale, composé d'un président, qui est le président du Directoire, d'un secrétaire et d'un scrutateur, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, ni membres du Directoire. Le bureau de l'assemblée générale s'assurera tout particulièrement que la réunion se tienne conformément aux lois applicables et en particulier en accord avec les règles de convocation, de majorité, de comptabilisation des votes et de représentation des actionnaires.

Une liste de présence sera dressée à chaque assemblée générale des actionnaires.

Le bureau de l'assemblée générale des actionnaires dresse le procès-verbal de l'assemblée générale qui est signé par les membres du bureau de l'assemblée générale ainsi que par chaque actionnaire qui en fait la demande.

Toute copie ou extrait de l'original du procès-verbal à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou au bénéfice de tout tiers sera certifié conforme par le notaire dépositaire de l'acte notarié si l'assemblée générale s'est tenue en la forme notariée, ou par le président du

Directoire de la Société, le cas échéant, ou par deux membres du Directoire ou, en dernier lieu, par le délégué à la gestion journalière

### 7.2.5 Franchissement de seuils et identification des actionnaires

A la date du présent rapport, la Société est soumise aux dispositions des Règles des Marchés Euronext et la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières telle que modifiée (La **Loi Transparence**).

Outre les déclarations de franchissement de seuils expressément prévues par les règles applicables, conformément aux Statuts, toute personne physique ou morale qui vient à posséder directement ou indirectement, seule ou de concert, cinq (5) pourcent, dix (10) pourcent, quinze (15) pourcent, vingt (20) pourcent, vingt-cinq (25) pourcent, trente-trois un tiers (33 1/3) pourcent, cinquante (50) pourcent, soixante-six deux-tiers (66 2/3) pourcent des droits de vote doit notifier à la Société, le nombre total des droits de vote qu'elle possède, directement ou indirectement, seule ou de concert.

Les droits de vote doivent être calculés sur la base de l'ensemble des actions, y compris les certificats représentatifs d'actions, auxquelles sont attachés des droits de vote, même si l'exercice de ceux-ci est suspendu. Par ailleurs, cette information est également fournie pour l'ensemble des actions, y compris les certificats représentatifs d'actions.

La notification à la Société doit intervenir rapidement et au plus tard dans un délai de quatre (4) jours de bourse suivant la date à laquelle l'actionnaire, ou la personne physique ou morale, (i) a connaissance de l'acquisition ou de la cession, ou de la possibilité d'exercer les droits de vote, ou à laquelle il/elle aurait dû en avoir connaissance, compte tenu des circonstances, quelle que soit la date à laquelle l'acquisition, la cession ou la possibilité d'exercer les droits de vote prend effet ou (ii) est informé d'un franchissement de l'un des seuils susmentionnés, à la suite d'événements modifiant la répartition des droits de vote, et sur la base des informations divulguées en vertu de l'article 14 de la Loi Transparence.

## 7.3 Capital social

### 7.3.1 Montant du capital souscrit

Le capital social de Solutions30 est fixé à 13 658 817,96 euros et est divisé en 107 127 984 actions d'une valeur nominale de 0,1275 euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Il n'existe pas d'actions émises non libérées.

### 7.3.2 Actions non-représentatives du capital

Il n'existe pas d'actions non représentatives du capital.

### 7.3.3 Actions auto-détenues

Au 31 décembre 2025, la Société détenait, un contrat de liquidité, 58 426 actions, soit 0,05 % du capital social de la Société.

### 7.3.4 Programme de rachat d'actions

- **Descriptif du programme de rachat**

L'Assemblée Générale du 17 juin 2024 a consenti au Directoire de la Société une autorisation de rachat d'actions pour une durée maximale de cinq (5) ans.

Le nombre maximal d'actions pouvant être acquises par la Société ne pourra excéder au total le nombre maximal

d'un million trois cent trente-neuf milles et cent (1.339.100) d'actions. En tout état de cause, le nombre maximal d'actions propres que la Société pourra détenir à tout moment, directement ou indirectement, ne pourra avoir pour effet que son actif net devienne inférieur au montant indiqué aux paragraphes (1) et (2) de l'article 461-2 de la Loi 1915. Le rachat peut être imputé sur les résultats de l'exercice et/ou sur les réserves libres ou la prime d'émission.

Les actions de la Société pourront être cédées ou, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire de la Société, annulées à une date ultérieure sous réserve des dispositions légales ou réglementaires applicables.

Le prix maximum d'acquisition par action de la Société, payable en numéraire, ne pourra être supérieur à vingt-huit (28,00) EUR, ni inférieur à un (1,00) EUR.

Ces achats et ventes pourront être effectuées en vue de remettre les actions de la Société en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe en général et de reconstituer le portefeuille d'actions propres de la Société.

#### • Contrat de liquidité

Solutions30 a conclu le 25 mars 2019 un contrat de liquidité avec Exane BNP Paribas (maintenant BNP Paribas) conforme à la charte Amafi avec effet au 1er avril 2019.

Au 31 décembre 2025, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité : 58 426 titres et 142 048 euros. L'information correspondant au bilan semestriel du contrat de liquidité est disponible sur le site Internet de la société, rubrique « Information réglementées ».

#### 7.3.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition ou toute obligation attachée au capital autorisé (mais non émis) ou sur toute entreprise, visant à augmenter le capital

##### Article 5 des Statuts de Solutions30 :

« 5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à treize millions six cent cinquante-huit mille huit cent dix-sept euros et quatre-vingt-seize centimes d'euros (EUR 13.658.817,96) divisé en cent sept millions cent vingt-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatre (107.127.984) actions d'une valeur nominale de zéro virgule mille deux cent soixante-quinze centimes d'euros (EUR 0,1275) chacune (les Actions).

5.2 Le capital social autorisé de la Société, à l'exclusion du capital social souscrit, est fixé à deux millions quarante-huit mille huit cent vingt-deux euros et soixante-huit centimes d'euros (EUR 2.048.822,68) divisé en seize millions soixante-neuf mille cent quatre-vingt-dix-sept (16.069.197) actions d'une valeur nominale de zéro virgule mille deux cent soixante-quinze centimes d'euros (EUR 0,1275) chacune.

5.3 Le capital social souscrit de la Société ainsi que le capital social autorisé de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée

générale des actionnaires de la Société prise dans les formes requises pour la modification des Statuts, conformément à l'article 18 des présents Statuts.

5.4 Sous réserve des dispositions de la Loi, tout actionnaire dispose d'un droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions nouvelles en contrepartie d'apports en numéraire ; ce droit préférentiel de souscription est proportionnel à la partie du capital social représentée par les actions détenues par chaque actionnaire individuellement. Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le directoire qui, sauf disposition contraire de la loi applicable, ne peut être inférieur à quatorze (14) jours à compter de la publication de l'offre conformément à la loi applicable. Le directoire peut décider que (i) les actions faisant l'objet des droits préférentiels de souscription qui n'ont pas été exercés à la fin de la période de souscription peuvent être souscrites par ou placées auprès d'une ou de plusieurs personne(s) désignée(s) par le directoire, ou (ii) de tels droits préférentiels de souscription non-exercés peuvent être exercés en priorité par les actionnaires existants, proportionnellement à la partie du capital social représentée par leurs actions, qui ont déjà pleinement exercé leurs droits de préférence pendant la période de souscription. Dans tous les cas, les conditions de souscription par ou placement auprès de telles personnes ou conditions de souscription par les actionnaires existants doivent être déterminées par le directoire.

5.5 Le droit préférentiel de souscription peut être limité ou supprimé par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée dans les formes requises pour la modification des Statuts, conformément à l'article 18 des présents Statuts.

5.6 Le droit préférentiel de souscription peut être limité ou supprimé par le directoire (i) si l'assemblée générale des actionnaires délègue au directoire, dans les conditions requises pour la modification des Statuts, conformément à l'article 18 des présents Statuts, le pouvoir d'émettre les actions et de limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription pour la période qui ne peut excéder cinq (5) ans fixée par l'assemblée générale des actionnaires, ainsi que (ii) en vertu de l'autorisation conférée par l'article 5.7 des présents Statuts.

5.7 Le directoire est autorisé, pendant une période commençant à compter du 27 juillet 2021 et se terminant au cinquième anniversaire de la date de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations de Luxembourg (RESA) du procès-verbal de l'assemblée générale correspondante, sous réserve du renouvellement, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé selon l'article 5.2 des présents Statuts.

5.8 Le directoire est autorisé à déterminer les conditions de toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé, y compris par apports en numéraire ou en nature, par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices reportés, avec ou sans émission d'actions nouvelles, ou suite à l'émission et l'exercice d'obligations subordonnées ou non subordonnées, convertibles ou remboursables ou échangeables en actions (comme prévu par les conditions de l'émission ou ultérieurement), ou suite à l'émission d'obligations avec warrants ou tout

autre instrument donnant accès au capital ou conférant le droit de souscrire aux actions.

5.9 Le directoire est autorisé à déterminer le prix de l'émission, avec ou sans prime d'émission, la date à partir de laquelle les actions ou autres instruments financiers porteront des droits, le cas échéant, la durée, l'amortissement, les autres droits (y compris le droit au remboursement anticipé), le taux d'intérêt, de conversion et de change de ces instruments financiers, ainsi que tous autres termes et conditions de tels instruments financiers, incluant les conditions de leur souscription, émission et paiement, pour lesquels le directoire pourra faire application de l'article 420-23 paragraphe 3 de la Loi.

5.10 Le directoire est autorisé à supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants.

5.11 Le directoire est autorisé, sous réserve des critères de performance, à procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou d'actions nouvelles émises dans le cadre du capital autorisé au profit des salariés ou agents (y compris les membres du directoire) de la Société ou des sociétés dont au moins dix (10) pourcent du capital social ou des droits de vote sont directement ou indirectement détenus par la Société.

5.12 Les modalités et conditions de telles attributions sont déterminées par le directoire.

5.13 Après la réalisation de toute augmentation du capital dans les limites du capital autorisé pour le montant total ou partiel du capital autorisé conformément aux dispositions qui précèdent, l'article 5 des présents Statuts sera modifié en conséquence afin de refléter cette augmentation.

5.14 Le directoire est expressément autorisé à déléguer à toute personne physique ou morale la fonction d'organiser le marché des droits de souscription, accepter les souscriptions, conversions, échanges, recevoir le paiement du prix des actions, obligations, droits de souscription ou autres instruments financiers représentant tout ou partie de cette augmentation de capital, de procéder à l'enregistrement des augmentations de capital ainsi réalisées et de refléter au niveau de l'article 5 des présents Statuts le montant ayant été utilisé pour l'augmentation de capital social et, le cas échéant, les montants de toute augmentation de capital social qui serait réservée à des instruments financiers pouvant donner droit à des actions. »

#### 7.3.6 Capital faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Le capital social de Solutions30 ne fait pas l'objet d'option ou d'accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option.

#### 7.3.7 Historique du capital social

Au cours de l'exercice 2025, le nombre d'actions composant le capital social de Solutions30 n'a fait l'objet d'aucune modification.

## 7.4 Actionnariat

### 7.4.1 Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2025

En %	Capital		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
Gianbeppi Fortis	17 323 240	16,2 %	17 323 240	16,2 %
Autres actionnaires	89 746 318	83,7 %	89 746 318	83,7 %
Auto-détention	58 426	-	-	-
<b>Total</b>	<b>107 127 984</b>	<b>99,9 %</b>	<b>107 069 558</b>	<b>100 %</b>

## 7.4.2 Évolution de l'actionnariat au cours des trois dernières années

L'évolution de l'actionnariat du Groupe Solutions30 est résumée ci-dessous :

Répartition du capital social et des droits de vote (absence de droits de vote multiple) – En % :

En %	Décembre 2023	Décembre 2024	Décembre 2025
Gianbeppi Fortis (anciennement detenu par son holding - GIAS International)	16,2 %	16,2 %	16,2 %
Autres actionnaires	83,8 %	83,8 %	83,8 %
<b>Total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Ces positions correspondent aux informations à la connaissance de la Société, notamment dans le cadre de l'organisation des assemblées générales d'actionnaires annuelles et dans le cadre des notifications de participations importantes.

A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire que M. Gianbeppi Fortis ne détient, seul ou de concert, plus de 5 % du capital social ou des droits de vote de la Société. De la même manière, aucune autre personne ne détient de participations importantes au sens de l'article 8 ou de l'article 9 de la loi luxembourgeoise du 11 janvier 2008 sur les obligations de transparence pour les émetteurs de valeurs mobilières.

Toutes les actions composant le capital social de la Société sont libres de tout nantissement.

### 7.4.3 Droits de vote différents

Il n'existe d'une seule catégorie d'actions toute ordinaire, qui, à ce titre, dispose des mêmes droits et obligations.

Aucun droit de vote multiple applicable aux actions émises.

### 7.4.4 Détention ou contrôle de Solutions30

Solutions30 n'est contrôlé par aucun actionnaire de référence.

### 7.4.5 Accord pouvant entraîner un changement de contrôle

A la date du présent document, à la meilleure connaissance de la Société, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

## 7.5 Cotation boursière

A la date du présent rapport annuel, l'action Solutions30 (ISIN : FR0013379484, Mnemo : S30, Reuters : S30.PA, Bloomberg : S30:FP) est cotée sur Euronext Paris, et ce depuis le 23 juillet 2020. La Société était auparavant cotée sur Euronext Growth et ce, depuis le 10 juin 2010. Elle est éligible au service de règlement différé (SRD) ainsi qu'au PEA.

Les actions Solutions30 appartiennent notamment aux indices CAC Mid & Small, CAC Small, CAC Technology,

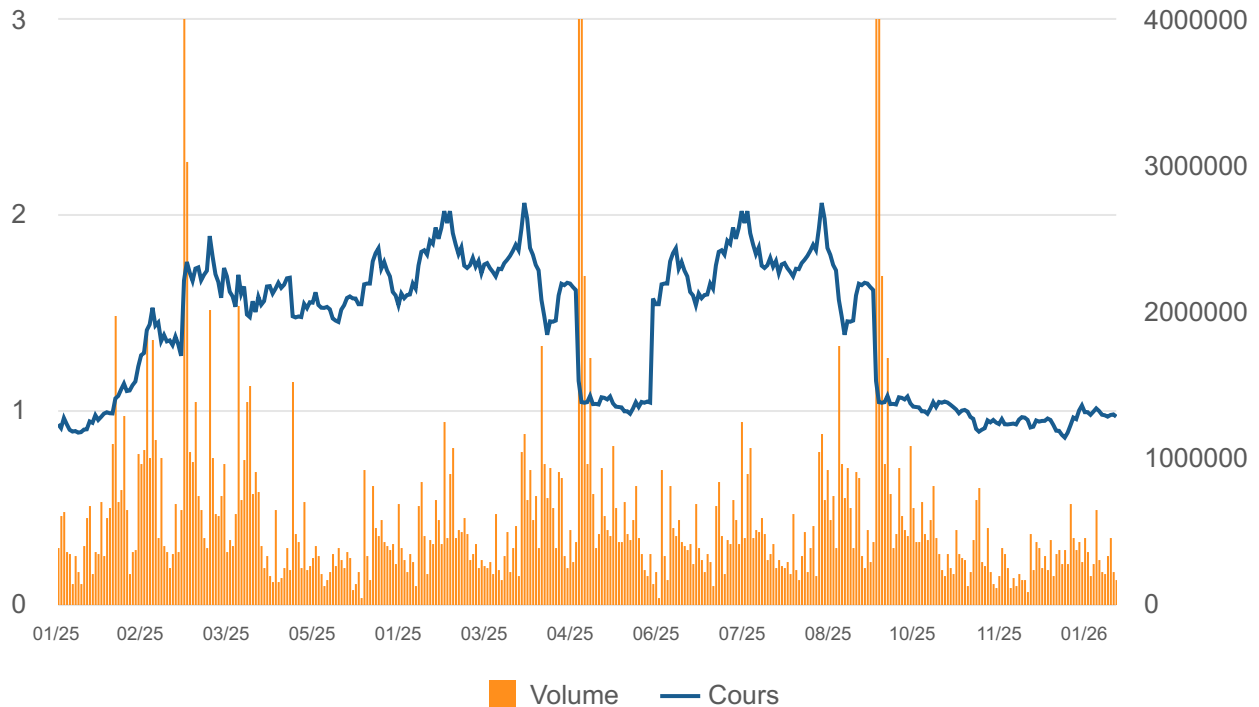
Euro Stoxx Total Market Technology et Euronext Tech Croissance.

Solutions30 fait partie du secteur ICB 9533 «Computer Services».

### 7.5.1 Évolution mensuelle du cours de bourse

2025	Cours + haut (en euros)	Cours + bas (en euros)	Cours de clôture (en euros)	Transactions en nombre de titres	Transactions en capitaux	Nombre de séances
janvier	1,10 €	0,84 €	1,07 €	12 053 543	11 355 259 €	22
février	1,54 €	1,02 €	1,37 €	16 223 495	20 976 168 €	20
mars	1,93 €	1,27 €	1,53 €	21 824 020	35 981 574 €	21
avril	1,73 €	1,25 €	1,48 €	13 984 820	22 251 247 €	20
mai	1,63 €	1,41 €	1,57 €	6 666 197	10 140 238 €	21
juin	1,83 €	1,50 €	1,65 €	8 558 126	14 084 230 €	21
juillet	2,13 €	1,61 €	1,76 €	12 631 698	23 115 458 €	23
août	2,08 €	1,65 €	1,71 €	10 293 635	18 420 705 €	21
septembre	1,75 €	1,00 €	1,06 €	27 740 911	37 387 182 €	22
octobre	1,08 €	0,96 €	1,00 €	10 957 019	11 150 672 €	23
novembre	1,00 €	0,87 €	0,96 €	6 030 894	5 621 095 €	20
décembre	1,02 €	0,85 €	1,02 €	7 326 334	6 811 921 €	21

### 7.5.2 Évolution du cours de bourse du 2 janvier 2025 au 19 janvier 2026



## 7.6 Communication financière

### 7.6.1 Politique de communication financière

Coté depuis 2005, au départ sur Euronext Access, puis sur Euronext Growth et aujourd'hui sur Euronext Paris, Compartiment C, le Groupe Solutions30 SE mène une politique de communication financière conforme aux lois et règlements applicables, ainsi qu'aux pratiques de marché applicables à sa taille.

La production de l'information financière faisant l'objet d'une communication externe est rigoureusement contrôlée par les services en charge de les élaborer. A ces contrôles peuvent s'ajouter ceux pratiqués par deux



organes dont la mission est de vérifier la qualité des états financiers :

- Le Comité Audit, Risques et Conformité du Conseil de Surveillance ;
- Le Réviseur d'Entreprise Agréé.

Le Groupe s'attache à entretenir une relation durable et de confiance avec l'ensemble de ses actionnaires, ainsi qu'avec tous les autres membres de la communauté financière. Les dirigeants de Solutions30 et la Direction des Relations Investisseurs assurent tout au long de l'année l'interface entre le Groupe et la communauté financière (investisseurs institutionnels, dont les investisseurs socialement responsables, les analystes financiers et les actionnaires individuels). Le Directoire est disponible pour rencontrer les investisseurs qui le souhaitent et tous les efforts sont faits pour répondre à leurs questions ou traiter leurs demandes dans les meilleurs délais et dans le respect des pratiques de marché ainsi que des règles applicables.

À travers sa communication, Solutions30 entend fournir une information claire, précise et transparente, visant à tenir le marché informé de la stratégie du Groupe, de son positionnement, de ses résultats et objectifs.

Véritable base de données de la communication financière et réglementée du Groupe, et pierre angulaire de sa stratégie de communication, le site internet du Groupe, dans sa section Investisseurs inclut l'ensemble des supports de communication mis à disposition du public, en particulier tous les communiqués de presse du Groupe, dont l'information annuelle, semestrielle et trimestrielle, tous les supports de présentation et retransmissions des réunions, l'information réglementée, les rapports financiers annuels et semestriels, les documents préparatoires relatifs aux Assemblées Générales. Solutions30 a en outre mis en place un service dédié à ses actionnaires individuels, avec une ligne téléphonique et une adresse mail dédiées ainsi qu'une lettre d'information.

Enfin, le Groupe communique sur son actualité financière et stratégique sur les principaux réseaux sociaux tout au long de l'année.

Les publications de résultats font l'objet de webcast lors desquelles les membres de la direction générale présentent le bilan d'activités sur la période écoulée et les perspectives du groupe, et répondent aux questions des investisseurs et des analystes. Le Groupe participe également à des conférences, roadshows et rendez-vous investisseurs tout au long de l'année.

### 7.6.2 Calendrier indicatif de communication financière 2025

30 mars 2026	Résultats annuels 2025
29 avril 2026	Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2026
17 septembre 2026	Résultats du 1er semestre 2026
5 novembre 2026	Chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2026

### 7.6.3 Contact Investisseurs

21, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg

e-mail investisseurs :  
investor.relations@solutions30.com

e-mails actionnaires individuels :  
actionnaires@solutions30.com

## 7.7 Responsable du document

### 7.7.1 Dénomination de la personne responsable

Monsieur Gianbeppi FORTIS, Président du Directoire, est la personne responsable de l'information contenue au sein du présent rapport annuel.

Monsieur Gianbeppi FORTIS, Président du Directoire

21, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg

### 7.7.2 Attestation de la personne responsable

« Je confirme, au meilleur de mes connaissances, que les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ; et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de l'entreprise, la situation de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés ».

Fait à Luxembourg, le 30 mars 2026.  
Monsieur Gianbeppi FORTIS, Président du Directoire



*Solutions***30**

Solutions for New Technologies

[www.solutions30.com](http://www.solutions30.com)

21, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Luxembourg